

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DES LETTRES

LA COMMISSION
D'ÉDUCATION NATIONALE
EN POLOGNE
(1773-1794)

SON ŒUVRE D'INSTRUCTION CIVIQUE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Lyon

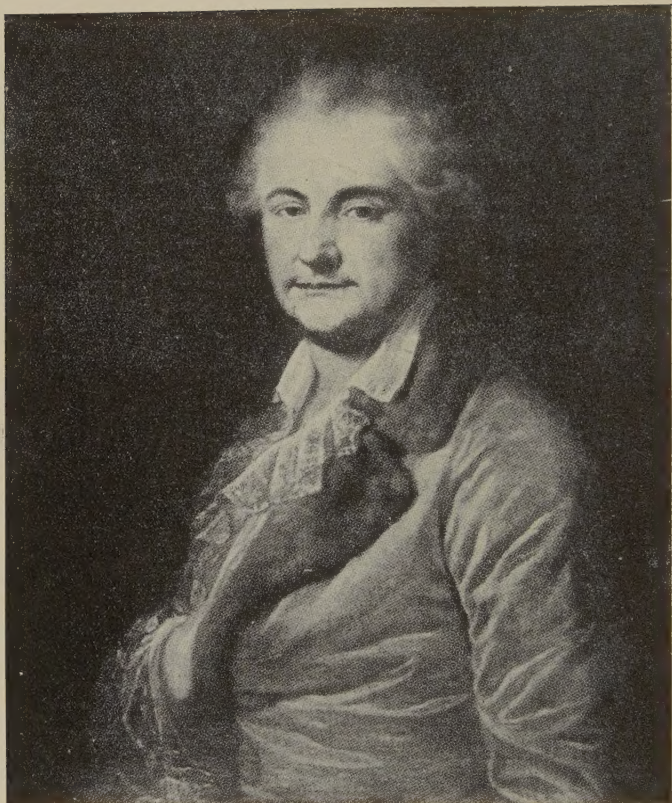
PAR

AMBROISE JOBERT

DIJON
IMPRIMERIE DARANTIERE
1941



LA
COMMISSION D'ÉDUCATION NATIONALE
EN POLOGNE
(1773-1794)



STANISLAS-AUGUSTE PONIATOWSKI,
peint par Lampi.

Musée du majorat des comtes Krasiński, Varsovie.

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DES LETTRES

LA COMMISSION
D'ÉDUCATION NATIONALE
EN POLOGNE
(1773-1794)

SON ŒUVRE D'INSTRUCTION CIVIQUE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Lyon

PAR

AMBROISE JOBERT

DIJON
IMPRIMERIE DARANTIERE

1941



AVANT-PROPOS

Je dois une profonde reconnaissance aux Maîtres polonais qui m'ont guidé tout au long de mes travaux, et tout particulièrement à M. Stanislas Kot, de l'Université de Cracovie. Je n'oublie point les archivistes, bibliothécaires et érudits qui ont, avec la charmante bonne grâce de leur nation, facilité mes recherches.

En France, M. Louis Eisenmann, le regretté professeur à la Sorbonne, avait lu mes premières ébauches. M. Renaudet, professeur à la Sorbonne, M. Edmond Esmonin, professeur à l'Université de Grenoble, M. Jean Fabre, directeur adjoint de l'Institut Français de Varsovie, m'ont donné de judicieux conseils ou d'utiles renseignements. M. André Mazon, professeur au Collège de France, a bien voulu m'accorder un secours précieux pour la publication de ce volume. M. Bernard Hamel m'a aidé à en corriger les épreuves, ainsi que M. Léon Beaulieux, professeur à l'École des Langues orientales.

S'il m'est impossible de citer tous ceux qui m'ont soutenu au cours de ces travaux, que tous veuillent bien accepter l'assurance de ma fidèle gratitude.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

ARCHIVES

Nous avons trouvé un guide précieux dans la publication de

WIERZBOWSKI (Teodor). — *Komisja Edukacyj Narodowej, Monografia historyczna*, t. I, *Opracowania i źródła* (La Commission d'Éducation Nationale, monographie historique, t. I, Travaux et sources). — Warszawa, 1911. In-8°, 186 str.

Une partie des documents jadis transférés en Russie ont été récupérés par le gouvernement polonais en vertu du traité de Riga ; nous avons pu les consulter aux Archives Centrales, à Varsovie.

En outre, de nombreux documents nous ont été signalés par M. Lipski et M^{lle} Hornowska :

LIPSKI (Jacek). — *Materiały do dziejów szkolnictwa polskiego z rękopisów Muzeum XX. Czartoryskich i Biblioteki Popielów w Krakowie* (Matériaux pour l'histoire des écoles polonaises, contenus dans les manuscrits du Musée des princes Czartoryski et de la Bibliothèque Popiel, à Cracovie). — Kraków, 1923. In-8°, ix-163 str.

HORNOWSKA (Marja). — *Rękopisy Biblioteki ordynacji hr. Krasińskich dotyczących dziejów szkolnictwa polskiego* (Manuscrits de la Bibliothèque du majorat des comtes Krasiński, relatifs à l'histoire des écoles polonaises). — Warszawa, 1930. In-8°, ix-318 str.

M. Antoine Wisłocki, archiviste à l'Ossolineum de Léopol, a dressé un répertoire analogue pour ce dépôt d'archives. Il a eu l'obligeance de nous le communiquer en manuscrit.

ARCHIVES CENTRALES (*Archiwum Główne*)

I. — ARCHIVES DE LA COMMISSION D'ÉDUCATION.

Série A.

A 4. Actes de la Délégation chargée par la Confédération de Targowica d'enquêter sur l'activité de la Commission d'Éducation.

A 18. Recueils de diverses résolutions de la Commission d'Éducation 1775-1794. — Actes du Département de l'Instruction, 1794.

A 26, A 27, A 28, A 29. Archives de la Société pour les livres élémentaires, 4 forts volumes.

A 30. Rapports de l'École Principale de la Couronne, 1782-1787.

A 31. *id.* 1788-1793.

A 38. Rapports de l'École Principale de Lithuanie, 1783-1789.

A 39. *id.* 1789-1791.

A 40. Rapports sur l'inspection générale des écoles de Lithuanie, 1777, 1782, 1783 et documents divers sur ces écoles, 1774-1793.

A 41. Rapports de l'Académie de Wilno, 1776-1778.

Série B.

- B 44. Procès-verbaux sommaires des séances « économiques » de la Commission d'Éducation, 1785-1793.
 B 45. Procès-verbaux de la Commission d'Éducation de la Couronne, 1793.
 B 46. Procès-verbaux de la Commission d'Éducation, 1793-1794.
 B 53. Résolutions diverses de la Commission d'Éducation, 1774-1776.
 B 222. Rapports des Visiteurs Généraux de la Couronne, 1782-1793.

Rewyndykowane. Nous indiquons sous cette rubrique des documents jadis transportés à Pétersbourg et incorporés aux Archives du ministère russe de l'Instruction, puis *revendiqués* par la Pologne en exécution du traité de Riga de 1920. Ces documents figurent jusqu'à présent sous les cotes que leur ont attribuées les archivistes russes.

Teka 887, Nr 35148. Rapport de l'Académie de Wilno, 1779.

Nr 35149. Id. 1780.

Teka 888, Nr 35151. Rapport de l'École Principale de Lithuanie pour 1785/86.

Nr 35152. Id. pour 1787/88.

Nr 35155. Id. pour 1784/85 et 1790/91 ; instructions données par l'École Principale aux Visiteurs Généraux, 1786, 1787, 1789, 1790, 1791.

Nr 35156. Rapport de Massalski sur l'Académie de Wilno, 1775.

II. — METRYKA LITEWSKA (Archives des Chanceliers de Lithuanie).

Les Russes saisirent, en même temps que les archives des Chanceliers de Lithuanie, les papiers personnels du chancelier Kołontaj. Ces documents, incorporés aux archives du ministère russe de la Justice, à Moscou, ont été restitués en vertu du traité de Riga.

Dział VII, Nr 198, Nr 199, Nr 200, Nr 201, 4 forts volumes, Papiers de Kołontaj relatifs à la réforme de l'Université de Cracovie.

Dział IX, Nr 26, fol. 184-192. Projet sur la réforme de la Commission d'Éducation (1790), avec annotations de Kołontaj. — Fol. 284-293, Mémoire autographe de Kołontaj sur la réforme de l'École des Cadets et le rétablissement des milices (1784).

Nr. 34, fol. 222-234. Rapport de la Députation chargée d'enquêter sur la Commission d'Éducation (27 octobre 1793).

III. — ZBIÓR POPIELÓW (Collection des comtes Popiel).

Cette collection contient une partie des archives personnelles du roi Stanislas-Auguste.

Tome 173, une lettre de la baronne de Bésenval, des lettres de Ch. et J.-A. de Broglie.

Tome 176, des lettres du Dr Herrenschwand.

Tome 184, une lettre de Buffon.

Tome 185, une lettre de Stanislas-Auguste à Vergennes.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE (*Biblioteka Narodowa*).

Le tome 313 de la collection Popiel, intitulé *Litteraria*, qui provient des archives personnelles de Stanislas-Auguste.

BIBLIOTHÈQUE du majorat des comtes KRASIŃSKI
(*Biblioteka Ordynacji hr. Krasińskich*).

— *Nr 748*, volume intitulé en français : *Police t. I* : des documents relatifs au projet de fonder à Varsovie une Académie Médico-Économique.

- *Nr 4043*, fol. 135-137 : une lettre de l'abbé Bogucicki au recteur Orzechewski.
- *Nr 4566 et Nr 4570*, projets divers soumis à Stanislas Małachowski, maréchal de la Grande Diète.

CRACOVIE

ARCHIVES du SÉNAT de l'UNIVERSITÉ JAGELLONIENNE
(cité **Arch. Sen.**).

- 2. *Conclusiones Universitatis Cracoviensis* (1767-1780).
- 6. Correspondance de l'École Principale (1782-1795).
- 8. Procès-verbaux des séances de l'École Principale en matière administrative (1787-1797).
- 9. Procès-verbaux des séances relatives aux études (1787-1789).
- 10. *Id.* 1790-1797.
- 245. Rapport de Kołontaj pour 1780-1784 ; rapport d'Ignace Potocki, 1782.
- 317. *Catalogus auditorum studii theologici et canonici* (1780-1803).

BIBLIOTHÈQUE JAGELLONIENNE
(*Biblioteka Jagiellońska*).

- 1102. Papiers de Bogucicki.
- 2531. Manuscrits de Czochron.
- 3119. Lettres de Poczubut à Chreptowicz.
- 3511 et 3512. Lettres de Sartoris à Chreptowicz.
- 3514. Lettres de Stroynowski à Chreptowicz.

ACADÉMIE POLONAISE des SCIENCES et des LETTRES
(*Polska Akademia Umiejętności*, cité **Ak. Um.**).

- 224. fol. 7-8. Mémoire de Kołontaj sur l'éducation nationale (1810).
- 1420. Rapports et pièces présentées à la Délégation chargée par la Confédération de Targowica d'enquêter sur l'activité de la Commission d'Éducation.
- 1649. Notes de Stanislas-Auguste sur ses entretiens avec Stackelberg.

ARCHIVES DE LA COMMISSION HISTORIQUE : *Teki Pawińskiego* (portefeuilles de Pawiński) : *lauda* de diverses diétines, 1776-1790, copies.

COLLECTION POPIEL : cinq volumes intitulés, en français, *Éducation Nationale*, t. I et t. III-VI, provenant des archives de Stanislas-Auguste (cités **Ed. Nat.**). Le tome II est conservé à la Bibliothèque Czartoryski.

BIBLIOTHÈQUE des princes CZARTORYSKI

- 818. *Éducation Nationale*, t. II, volume complétant la série conservée à l'Académie Polonaise, Collection Popiel.
- 919. fol. 281. Lettre de Bogusławski à Stanislas-Auguste (1792).
- 1182. fol. 187-197, projet de Śniadecki et Radwański pour l'établissement d'une carte de la Pologne.
- 1187. Mémoire de Kołontaj sur la réforme de l'École des Cadets et le rétablissement des milices (1784).
- 1697. fol. 305-404. Statuts fondamentaux pour le corps des Académistes, copie.
- 1709. fol. 293-295. Projet des Basiliens sur les écoles dans les palatinats ruthènes.
- 1929. Rapport du Visiteur Général Piramowicz (1782).

1932. Rapport du Visiteur Général Jaxa (1788).
 5446. fol. 267-309 } Correspondance de Lhuillier avec Adam-Georges Czar-
 5459. fol. 21-110 } toryski.

WILNO

BIBLIOTHÈQUE de l'UNIVERSITÉ ÉTIENNE BATORY

II teka Poczobuta : lettres du P. Chevalier au P. Poczobut.

SÉMINAIRE de THÉOLOGIE de l'UNIVERSITÉ

Papiery po Polńskim, teka 14 : une lettre de Molewski à un correspondant inconnu (14 sept. 1791).

SOCIÉTÉ des AMIS des SCIENCES
(*Towarzystwo Przyjaciół Nauk*).

T. 48, Papiers de Massalski : lettres de Kniazewicz à Massalski.

ARCHIWUM WRÓBLEWSKICH

Une lettre de Zabłocki à Poczobut (8 avril 1791).

ARCHIVES du SYNODE ÉVANGÉLIQUE RÉFORMÉ

Akta Komisji Edukacyjnej Ewangelicko-Reformowanej 1775-1792, 1 volume.
Kiejsdańskie Gymnazjum, paczka 74 : Projet de Statut pour les écoles évan-
 géliques, 32 fol.

LEOPOL

OSSOLINEUM

572, pp. 177-181. Projet d'Université Générale (1772).
 1078, p. 55. Marche des écoliers de Włodzimierz, par le P. Julien Antono-
 wicz.

SOURCES IMPRIMÉES

Abréviations : ks. ou X. = Książ, Abbé.

S. P. ou Sch. P. = Scholarum Piarum.

LEWICKI (Józef). — *Bibliografia druków odnoszących się do Komisji Edukacyi Narodowej* (Bibliographie des imprimés relatifs à la Commission de l'Éducation Nationale). — Lwow, 1908. In-8°, 172 str. (extrait de *Muzeum*).

ESTREICHER (K. et Stan.). *Bibliografja Polska* (Bibliographie polonaise), t. IX (xviii^e siècle, liste chronologique), Kraków, 1888 ; t. XII-XXXII (xv^e-xviii^e siècles, en ordre alphabétique), Kraków, 1891-1938 (jusqu'à *Wik.*).

SOMMERVOGEL. *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*. 1^{re} partie, *Bibliographie*, par Aug. et Al. de BACKER. — Bruxelles-Paris, 1890-1909. Gr. in-4°, 10 vol.

ALVAREZ (Emmanuelis Alvari, S. J.). — *De institutione grammatica, libri tres*. — Calissii (Kalisz), Typis Collegii Societatis Jesu, 1773. In-8°, 463 p.

- Akty powstania Kościuszki* (Actes de l'insurrection de Kościuszko), publiés par Sz. ASKENAZY et Włodzimierz DZWONKOWSKI. — Kraków, 1918. 2 vol. in-8° (seuls parus).
- BADE (margrave de). — *Politische Correspondenz Karl Friedrichs von Baden 1783-1806*, bearbeitet von B. ERDMANNSDÖRFFER. — Erster Band 1783-1792, Heidelberg, 1888. In-8°, XI-518 S. (herausgegeben von der Badischen Historischen Commission).
- Carl Friedrichs von Baden brieflicher Verkehr mit Mirabeau und Du Pont*, bearbeitet von Carl KNIES. — Heidelberg, 1892. — 2 Bände in-8° (herausgegeben von der Badischen Historischen Commission).
- BAUDEAU (abbé Nicolas). — *De l'Éducation Nationale*, dans *Éphémérides du Citoyen*, 1765-1766, t. I-V.
- Lettres historiques sur l'état actuel de la Pologne et sur l'origine de ses malheurs. — Avis économiques aux citoyens éclairés de la République de Pologne sur la manière de percevoir le revenu public.* — Amsterdam-Paris, 1772. 2 parties en 1 vol. in-8°.
- BIELIŃSKI (Franciszek). — *Sposób edukacyi w XV listach opisany* (Méthode d'éducation décrite en XV lettres). — Warszawa, 1775. — Nous utilisons la réédition donnée par SIEDLECKI (Stan.), Kraków, 1888. In-8°, 155 str. (*Bibl. Pedagogiczna T-wa Naucz. Szk. Wyższych*, Nr. 1).
- BIRKENMAIER (A.), DICKSTEIN (S.), etc... — *Histoire sommaire des sciences en Pologne*, publiée à l'occasion du VII^e Congrès international des Sciences historiques. — Cracovie, 1933. In-8°, 154 p.
- BOBKOWSKA (Wanda). — *Korespondencja Metternicha w sprawie Uniwersytetu Krakowskiego*, 1820-1829. (Correspondance de Metternich au sujet de l'Université de Cracovie). — Kraków, 1935. In-8°, LXXXI-165 str. — (Akademja Umiejętnosci, *Archiwum Komisji do dziejów oświaty i szkolnictwa w Polsce*, Nr. 3).
- BOGUSŁAWSKI (Konstanty, — S. P.). — *O doskonałym prawodawstwie* (D'une législation parfaite). — Warszawa, druk Komisji Ed. Nat., 1786. In-8°, 121 str.
- Byłem u Pana Podstolego* (J'ai été chez M. le Podstoli). — S. d. (1791 ou 92). In-8°, 94 str.
- CASTERA (DUPERRON DE). — *Idée de la République de Pologne et son état actuel*, manuscrit publié par Édouard KURZWEIL. — Paris, 1840. In-8°, 286 p.
- CHOTKOWSKI (X. Dr. Władysław). — *Ks. Prymasa Poniatowskiego spustoszenia kościelne w Krakowie* (Les ravages du Prince Primat Poniatowski dans l'Église de Cracovie). — Kraków, 1918. In-8°, 147 str. (*Rozprawy histor.-filozof. Akad. Um.*, t. LXI).
- CHREPTOWICZ. — *Mowa Chreptowicza do rektorów szkół wydziałowych w 1781 r.* (Discours de Chr. aux recteurs des Écoles de Département en 1781), publié par J. LEWICKI dans *Prace naukowe warsz. oddziału*, str. 42-43.
- CIEMSKI (A.). — *Obraz rządu człowieka* (Tableau du gouvernement de l'homme). — Warszawa, 1785. Gr. in-folio plano. — Traduction de la *Table raisonnée des principes de l'économie politique* de DUPONT. — Un exemplaire se trouve à la Société des Sciences de Varsovie.
- COXE (W.). — *Voyage en Pologne, Russie, Suède, Danemark*, etc..., trad. de l'anglais par P. H. MALLET. — T. I, Genève, 1786. In-8°, XII-380 p.
- CZACKI (Tadeusz). — *O konstytucyi 3. maja 1791 r., do Zalewskiego... i Matuszewicza... posłów* (Sur la Constitution du 3 mai 1791, aux nonces Z.— et M.—). — S. d. (1791). In-8°, 24 str.
- CZARTORYSKI. — *Mémoires du prince Adam Czartoryski et correspondance avec l'empereur Alexandre I^{er}*, préface de Ch. DE MAZADE. — Paris, 1887. — 2 vol. in-8°.

- CZOCHRON (Sebastyan). — *Dysertacya o prawodawstwie kryminalnem...* (Dissertation sur la législation criminelle... lue à la séance publique de l'École Principale de la Couronne le 12 mai 1788). — Kraków, 1788. In-8°, 28 str.
- DĘBSKI (X. Adrian). — *Mowa przy otwarciu szkół XX. Benedyktynów... w mieście Stężyca... miana r. 1791 dn. 3. maja* (Discours pour l'inauguration de l'école des Pères Bénédictins dans la ville de Stężyca, prononcé le 3 mai 1791). — Lublin, 1791. In-4° (17 k.).
- DIDEROT. — *Correspondance inédite*, publiée par André BABELON. — Paris, 1931. — In-8°, 2 vol.
- DMOCHOWSKI (ks. Fr.). — *Zakus nad zaciekami Wszechnicy Krakowskiej* — Warszawa, 1788.
Do T. Czackiego i M. Wolskiego z okoliczności wydanego pisma o konstytucyi... Zalewskiemu i Matuszewicowi poświęconego (A Czacki et Wolski, à propos de la publication d'un écrit sur la Constitution, dédié à Z. — et M.). — S. d. (1792). In-8°, 31 str.
- DUPONT (DE NEMOURS, Pierre-Samuel). — *Table raisonnée des principes de l'économie politique*. — Carlsruhe, impr. de M. Maklot, 1773. Gr. in-fol. plano. [Paris, B. N., Gr. fol. R. Pièce. 20].
Mémoires soumis à la 3^e classe de l'Institut sur plusieurs ouvrages historiques, et particulièrement sur celui de M. DE RULHIÈRE, intitulé : De l'anarchie de Pologne, concourant pour les prix décennaux par D. P. D. N. — Paris, Baudouin, 1810. In-8°, 76 p.
- Dusza Kraiów czyli o Poddanych Polskich, treść Dyssertacyi* (L'âme des Peuples ou Sur les serfs polonais, résumé d'une Dissertation). — Warszawa, Dufour, s. d. (1790). 16 str.
- Dziela Kongregacyi Generalnej obrządku starożytnego greckiego oryentalnego w Pińsku r. 1791 dn. 15 czerwca* (Travaux de la Congrégation Générale du rite ancien grec-oriental, à Pińsk, le 15 juin 1791). — Warszawa, Gröll, 1791. — In-8°, 134 str.
- Dziennik handlowy* (Journal du commerce). — Warszawa, 1786-1793.
- Z Dziennika szkoły uszackiej* (Extraits du Journal de l'école d'Uszacz, 29. IX. 1791-19. XI. 1798), publié par Wołyniak dans *Kronika Rodzinna*, Warszawa, 1888, str. 10-17, 48-52.
- Dyaryusz Zgromadzeń miejscowego miasta Warszawy i wydziałowego miast do wydziału warszawskiego należących... w dniach 11 10 sierpnia r. 1791... odprawionych* (Journal de l'Assemblée urbaine de la ville de Varsovie et de l'Assemblée départementale des villes appartenant au département de Varsovie, tenues les 1^{er} et 10 août 1791). — Warszawa, 1791. In-8°, str. 338.
- Elementarz dla szkół parafialnych* (Manuel pour les écoles paroissiales). — Kraków, 1785. In-8°, 125 str. — Reproduction phototypique, avec introduction de KUKULSKI, Lublin, 1930. — In-8°, xxiii-125 str. (T.-wo P. N. w Lublinie, ogólnego zbioru, Nr. 6).
- Éphémérides du Citoyen*. — Rédacteur en chef : de nov. 1765 à avril 1768 : Baudeau ; de mai 1768 à 1772 : Dupont. — 1 vol. in-12 par mois (B. N. Z 21914 sqq.).
- Nouvelles Éphémérides économiques*. — Paris, 1774-1776. — 16 parties en 5 vol. in-12 (B. N. Z 21948-21952).
- FELDMAN (J.). — *Czasy saskie, wybór źródeł* (L'époque des Saxons, textes choisis). — Kraków, 1928. In-8°, xxxv-256 str. (Biblioteka Narodowa, 110).
- FORSTER (George). — *Georg Forster's sämtliche Schriften* (Œuvres complètes de G. Forster), herausg. v. dessen Tochter u. begleitet mit einer Charakteristik Forster's von G. G. GERVINUS. — Bd VII, Leipzig, 1843. In-8°, 404 S.

G. Forsters Briefwechsel mit Sömmering (Correspondance avec Sömmering), herausg. v. H. HETTNER. — Braunschweig, 1877. In-8°, 676 S.

Georg Forsters Tagebücher (Journal de G. Forster), herausg. v. Paul ZINCKE u. Albert LEITZMANN. — Berlin, 1914. In-8°, XLV-436 S. (Deutsche Literaturdenkmale des 18. u. 19. Jahrhunderts, Nr. 149 ; dritte Folge, Nr. 29).

GARYCKI (Bonifacy). — *Początki nauki moralnej... podług tabelli wynalezioniej przez Xcia Badenckiego a przez P. du Pont... wykonane 1773 r.* (Principes de la science morale... d'après la table imaginée par le Prince de Bade et dressée par M. du Pont... en 1773). (Rocznik Towarzystwa Naukowego w Krakowie, t. VII, 1822, str. 173-221).

Gazeta Narodowa (Gazette Nationale), publiée par NIEMCEWICZ. — Warszawa, 1791-1792.

GILIBERT (Jean-Emm.). — *Tableau de l'économie rurale en Lithuanie*, lu dans une séance publique de la Société d'Agriculture de Lyon, 1787, et imprimé dans les actes de cette Société, réimprimé dans GILIBERT, *Histoire des Plantes d'Europe ou Éléments de Botanique pratique*, 2^e éd. en 3 vol., in-8°, Lyon, 1806.

GOSTKOWSKA. — *Pamiętniki Sabiny z Gostkowskich* (Mémoires de Sabine Gostkowska), dans *Biblioteka Warszawska*, 1856, t. I.

GOTTSCHED. — *Historische Lobschrift des Herrn Christians Freyherrn von Wolf*. — Halle, Rengerische Buchhandlung, 1755. In-4°, (10)-152-108.

GRIMM (Melchior). — *Correspondance littéraire, philosophique et critique*, publiée par Maurice TOURNEUX. — Paris, 1877-1882. — 16 vol. in-8°.

HAUTEVILLE (D'). — *Relation historique de la Pologne*, 2^e édition. — Paris, 1697, in-12° (12) + 536 p. (1^{re} éd. Paris, 1686).

HOŁŁOWCZYC (Szczepan). — *Raport wizyty generalnej ks. Hołłowczyca odprawionej w r. 1782* (Rapport sur l'inspection générale accomplie en 1782 par l'abbé Hołłowczyk), publié par Wł. Wisłocki dans *Archiwum do dziejów literatury i oświaty*, 1878, t. I, str. 21-70.

HUBE (Michał). — *Der Landwirth*. — Warschau u. Dresden, I-III, 1779, IV, 1780. In-8°, 560 S. (pagination unique).

Wstęp do fizyki (Intro. à la physique). — Kraków, 1783. In-8°, 406 str.

Listy fizyczne czyli Nauka przyrodzeniu (Lettres sur la physique ou Science de la Nature), cz. I., Warszawa, 1791. — In-8°, 461 str.

Fizyka, cz. I Mechanika (Physique, 1^{re} partie, Mécanique). — Kraków, 1792. — In-8°, 536 str.

INSTITUT DE FRANCE. *Discussions de la classe d'histoire et de littérature ancienne sur le rapport du jury des prix décennaux*. — Paris, 1810. In-4°, 249 p. (imprimé à part).

KALIŃSKI (Wilhelm). — *Kazania* (Sermons). — Edycya nowa, Kraków, 1808. 2 vol. in-8°.

KAMYKOWSKI (Ludwik). — Voir ŚNIADECKI, *Korespondencja*.

KAMIEŃSKI (Adolf). — *Edukacya obywatelska* (Éducation civile). — Warszawa, 1774. In-8°, 10-186 str.

KARPOWICZ (ks. Michał). — *Kazanie na pierwszym zafundowaniu powiatu preńskiego i rozpoczęcia pierwszych sejmików, w Kosciele parafialnym preńskim, 14go lutego 1792 r.* (Sermon pour l'inauguration du district de Preny et l'ouverture de la première diétine, dans l'église paroissiale de Preny, le 14 février 1792).

Kazanie na żałobnym ochodzie pamiątki tych obywateli którzy w dnia powstania narodu życie poświęcili (Sermon prononcé à la cérémonie funèbre à la mémoire des citoyens qui ont sacrifié leur vie le jour de l'insurrection nationale). — Wilno, 1794.

Kazania, edycya nowa, Warszawa, 1807-1813.

KITOWICZ (ks. J.). — *Opis obyczajów i zwyczajów za panowania Augusta III* (Description des mœurs et des coutumes sous le règne d'Auguste III), publiée par M. JANIK. — Kraków, 1925. In-8°, xxxiii-408 str. (Biblioteka Narodowa, Nr. 88).

KNIAŻEWICZ (Grzegorz). — *Kalendarz rolniczy i gospodarski przez Bradley napisany, przez X. G. Książewicza, Matematyka X. Bisk. Wil. na polski język przełożony* (Calendrier du laboureur et du fermier, écrit par Bradley, traduit en polonais par l'abbé Książewicz, Mathématicien de l'évêque de Wilno). — Wilno, 1770. In-8°, k. 6. str. 226.

KNIES (C.). — Voir margrave de BADE.

KOJSIEWICZ (Ferdynand). — Éditeur de la *Correspondance* de Kołłontaj avec Czacki, voir Kołłontaj.

KOŁŁATAJ ou mieux KOŁŁONTAJ. — *Mowa Kołłataja do Komisji Edukacji Narodowej imieniem młodzieży polskiej w 1776 r.* (Discours à la Commission d'Éducation Nationale au nom de la jeunesse polonaise), publié par Joseph LEWICKI, dans *Prace Komisji do badania dziejów wychowania*, 1925-1926, pp. 37-41.

Ks. H. Kołłataja raport z wizytacji Akademii krakowskiej, odbytej w r. 1777 (Rapport de l'abbé Kołłontaj sur la visite de l'Académie de Cracovie, effectuée en l'année 1777), publié par Jan LENIEK, dans *Archiwum do dz. lit. i ośw.*, t. XIII, 1914, str. 180-255.

Do Stanisława Małachowskiego Anonima listów kilka (Quelques lettres d'un Anonyme à St. Małachowski). — Warszawa, 1788-1789. 3 vol. in-8°.

Prawo polityczne narodu polskiego (Droit politique de la nation polonaise) ; t. I (seul paru), Warszawa, 1790. In-8°, xxxvii-vi-196 str.

Ks. H. Kołłataja korespondencya z Tadeuszem Czackim (Correspondance de l'abbé Kołłontaj avec Thadée Czacki), publiée par F. KOJSIEWICZ. — Kraków, 1844-1845. 4 vol. in-8°.

Stan oświecenia w Polsce w ostatnich latach panowania Auguste III (État de l'instruction en Pologne dans les dernières années du règne d'Auguste III), préface de H. MOŚCICKI. — Warszawa, 1905. In-8°, xiii-182 str.

KONARSKI (St.). — *Grammatica ad usum juventutis Scholarum Piarum*. — Varsaviae, 1741, typis Sch. P.

Grammatyka łacińska ad usum S. P. — Wilno, typis S. P., 1759. — In-8°, 254 p.

Ustawy szkolne (Règlements scolaires), traduit du latin par GERMAIN (W.), annoté par CZUBEK (I.), préface de KOR (St.). — Kraków, 1925. In-8°, xvi-511 str. (Biblioteka Polskich Pisarzy pedagogicznych, Nr. 1).

Wybór pism politycznych (Choix d'écrits politiques), publié par KONOPCZYŃSKI. — Kraków, 1921. In-8°, 329 str. (Biblioteka Narodowa, 35).

O skutecznym rad sposobie albo o utrzymywaniu ordynaryjnych sejmów (De la manière efficace de délibérer ou de l'art de faire aboutir les Diètes ordinaires). — W Warszawie, w drukarni J. K. Mści y Rzpłtey u XX. Scholarum Piarum, 1760-1763. — 4 vol. in-8°.

Myśli na myśli albo Uwagi nad projektem z tytułem : Myśli o niezawodnym utrzymaniu Sejmów i Liberi Veto, z projektami na Konwokacyą roku 1764 (Pensées sur des pensées, ou Réflexions sur un projet intitulé : Pensées sur le maintien infaillible des Diètes et du Liberum Veto, avec des projets pour la Diète de Convocation de l'an 1764). — S. d. In-8°, 36 str. (Polémique contre l'hetman Venceslas Rzewuski).

- KOPCZYŃSKI (O.). — *Grammatyka dla szkół narodowych na kl. I* (Grammaire à l'usage des écoles nationales, pour la 1^{re} classe). — S. l., 1778. In-8°, 96 str. et Przypisy (Notes), 223 str.
na kl. II (pour la 2^e classe). — S. l., 1780, 56 str. et Przypisy, 247 str.
na kl. III (3^e classe). — S. l., 2^e éd., 1783, 109 str. et Przypisy, 265 str.
Układ grammatyki dla szkół narodowych (Table de la grammaire pour les écoles nationales), — Warszawa, 1785. In-8°, 184 str.
Essai de grammaire polonaise pratique et raisonnée pour les Français. — Varsovie, 1807. In-8°, 171 + XIX str.
- KUKULSKI (Z.). — *Pierwiastkowe przepisy pedagogiczne Komisji Edukacji Narodowej z lat 1773-1776* (Les premiers règlements pédagogiques de la Commission d'Éducation Nationale, 1773-76). — Lublin, 1923. In-8°, CIX-184 str.
Źródła do dziejów wychowania i szkolnictwa w Polsce z doby Izby Edukacji Publicznej 1807-1812 (Sources pour l'histoire de l'éducation et des écoles en Pologne au temps de la Chambre d'Éducation Publique, 1807-1812). — Lublin, 1931.
Obrady Zgromadzeń akademickich wydziału małopolskiego w Lublinie w roku 1790 (Les délibérations des Corporations académiques du Département de Petite-Pologne à Lublin en 1790), dans *Epoka Wielkiej Reformy*, str. 107-122.
- JUNDZIŁŁ (ks. Stanisław). — *Pamiętniki życia Księdza St. Jundziłła* (Mémoires de l'abbé Jundziłł), publiés par KURPIEL. — Dans *Archiwum do dziejów literatury i oświaty*, t. XIII, 1914, str. 33-179.
- LENGNICH (Gottfried). — *Jus publicum regni Poloniae*. — Gedani (Dantzig), 1742-1746. 2 vol. in-8°. 2^e éd. correctior et auctior, *ibid.*, 1765-66. — Traduction par Marcin MOSZCZEŃSKI, sous le titre *Prawo polskości Królestwa Polskiego*, Kraków, 1761.
- LESZCZYŃSKI (Stan.). — *La voix libre du citoyen ou Observations sur le gouvernement de Pologne*, 1749 ; réédité dans les *Œuvres du philosophe bien-faisant*, 1764, t. II et III.
- LEWICKI (J.). — *Ustawodawstwo szkolne za czasów Komisji Edukacji Narodowej* (Les règlements scolaires au temps de la Commission de l'Éducation Nationale). — Kraków, 1925. In-8°, LXXVIII-456 str. (*Biblioteka Polskich Pisarzy Pedagogicznych*, n° 2).
- LUBCZYŃSKI (Józef). — Voir *Ustawy dla stanu akademickiego*.
- ŁĘSKI (Józef). — *Krótki rys życia M. Hube* (Court essai sur la vie de M. Hube), dans *Roczniki T. P. N. Warsz.*, t. XII, 1818, pp. 72-84.
- MAGIER (A.). — *Dwór i zarysy z domowego życia króla Stanisława Augusta* (La cour du roi Stanislas-Auguste et traits de sa vie privée), publié par WOJCICKI dans *Archiwum domowe do dziejów literatury krajowej*, Warszawa, 1856, str. 3-23.
- MALESZEWSKI (Pierre). — *Essai historique et politique sur la Pologne depuis son origine jusqu'en 1788*. — Paris, 1832. In-8°, XLVIII-501 p.
- MICKIEWICZ (Adam). — *Les Slaves*, t. III : Cours professé au Collège de France en 1842 : *La Pologne et le Messianisme*. — Paris, 1849. In-8°, 376 p.
- MIKULSKI et WOŁŁOWICZ. — *List ciekawy (Mikulskiego) przeciw autorowi Xiążki O utrzymywaniu sejmów, z Responsem (Wołłowicza)* (Lettre curieuse (de Mikulski) contre l'auteur du livre *Du maintien des diètes*, avec Réponse (de Wołłowicz)). — Warszawa, 1762. In-8°, 88 str. — [Bibliothèque Polonaise, Paris. 17934.]
- MIRABEAU (Honoré comte DE). — *De la monarchie prussienne*. — 1788. In-4°, t. IV.
- MNISZECH (M.). — *Un gentilhomme polonais à Paris en 1767. Notes de voyage*

- du comte Michel Mniszech*, dans *Revue Rétrospective*, t. VI, 1887, pp. 75-123.
- Moniteur Universel*. — Paris, 1790-1792.
- MOSZCZYŃSKI (Adam). — *Pamiętnik do historii polskiej w ostatnich latach panowania Augusta III i pierwszych St. Poniatowskiego* (Mémoires sur l'histoire de Pologne dans les dernières années du règne d'Auguste III et les premières du règne de St. Poniatowski). — Wyd. 2., Poznań, 1863. In-8°, 180 str.
- MOSZYŃSKI (ks. A. — S. P.). — *Wiadomość o K. Narbucie* (Notice sur C. Narbut), dans *Rocznik Towarzystwa Naukowego Krak.*, t. XVII, 1843, str. 248-262.
- MUCZKOWSKI (Józef). — *Statuta necnon liber promotionum philosophorum ordinis in universitate studiorum Jagellonica ab anno 1402 ad annum 1849*. — Kraków, 1849.
- NIEMCEWICZ (Juljan Ursyn). — *Pamiętniki czasów moich* (Mémoires sur mon temps). — Paryż, 1848. In-8°, VII-414 str.
- Ordinationes visitationis apostolicae pro Provincia Polona clericorum regularium pauperum Matris Dei Scholarum Piarum, Anno Domini MDCCLIII*, — Tous les passages relatifs aux écoles ont été traduits en polonais et publiés sous le titre KONARSKI (St.), *Ustawy szkolne*: voir plus haut, p. 8.
- OSTROWSKI (ks. Teodor, — S. P.). — *Prawo cywilne albo szczególne narodu polskiego* (Droit civil ou privé de la nation polonaise). — Warszawa, 1784. 2 vol. in-8° (trad. en allemand par BRÖCKER, Berlin, 1797-1802).
- PAWLIK (Stefan). — *Polskie instruktarze ekonomiczne* (Instructions économiques en Pologne). — Kraków, 1915-1929. 2 vol. in-8°.
- (PILCHOWSKI). — *Odpowiedź na pytanie: izali nieczułość ku poddanym tak była opanowała serca Polaków...*, czyli *Dodatek do księgi O poddanych polskich* (Réponse à la question: est-ce qu'une telle dureté envers les serfs s'était emparée du cœur des Polonais... ou Supplément au livre Sur les paysans polonais). — 1789. In-8°, 147 str.
- PIRAMOWICZ (G.). — *Mowy miane w Towarzystwie do ksiąg elementarnych w latach 1776-1788* (Discours à la Société pour les livres élémentaires, 1776-1788), publié par WISŁOCKI. — Kraków, 1889. In-8°, 173 str. (*Biblioteka Pedagogiczna Towarzystwa nauczycieli szkół wyższych*, t. II).
- Powinności nauczyciela* (Les devoirs de l'instituteur), réédités avec préface de Józef LUBCZYŃSKI. — Lwów, 1930. In-8°, xv-93 str.
- Wymowa i Poezya dla szkół narodowych* (Éloquence et Poésie à l'usage des écoles nationales). — T. I, Kraków, 1792, 12-xiv-403 str. — T. II, 1815; t. III, 1819.
- POPŁAWSKI (A.). — *Zbiór niektórych materyi politycznych* (Recueil de quelques matières politiques). — Warszawa, 1774. In-8°, 314 str.
- O rozporządzeniu i wydoskonaleniu edukacyi obywatelskiej, projekt Prześwietnej Komissyi Edukacyi Narodowej... w marcu 1774 podany* (De l'organisation et du perfectionnement de l'éducation civile, projet soumis en mars 1774 à l'Illustre Commission de l'Éducation Nationale). — Warszawa, 1775. In-8°, 184 str.
- Mowa w dzień rocznicy otwarcia Towarzystwa do Xiąg elementarnych 8. marca r. 1780* (Discours pour l'anniversaire de l'inauguration de la Société pour les livres élémentaires, 8 mars 1780). — Warszawa, 1780. In-4°, 16 str.
- Mowa przy otwarciu seminarium na professorów narodowych Stanu Akademickiego dnia 2. Października 1780 w Krakowie miana* (Discours prononcé à l'ouverture du séminaire pour les professeurs nationaux de l'État Académique, le 2 octobre 1780, à Cracovie). — S. d. In-8°, 24 str. (non numérotées).

- PONIATOWSKI (Stanislas-Auguste). — *Mémoires du roi St.-A. Poniatowski*. — Pétersbourg, Académie des Sciences, 1914-1924. 2 vol. in-8°.
- Correspondance inédite du roi Stanislas-Auguste Poniatowski et de M^{me} Geoffrin, 1764-1777*, publiée par Ch. DE MOUÏ. — Paris, 1875. In-8°, IV-529 p.
- Stanislas Poniatowski et Maurice Glayre, correspondance relative aux partages de la Pologne*, publiée par Eugène MOTTAZ. — Paris, 1897. In-12, LI-298 p.
- PONIATOWSKI (prince Stanislas). — *Souvenirs du prince St. Poniatowski*, publiés par Joseph KORZENIOWSKI, dans *Revue d'histoire diplomatique*, t. IX, 1895, pp. 480-535.
- Posiedzenia na popisy publiczne kandydatów stanu akademickiego* (Séances publiques d'examen des candidats à l'État académique), publiées par l'École Principale de la Couronne, Cracovie, 1791-1794.
- POTOCKI (Ignacy). — *Uwagi polityczne do prawideł Religii y zdrowej filozofii zastosowane* (Remarques politiques conformes aux principes de la Religion et d'une saine philosophie). — Warszawa, 1789. In-8°, 45-LXVIII str.
- Projekt do formy rządu* (Projet sur la forme de gouvernement, présenté par la Députation constitutionnelle). — S. l., 1790. In-fol., 250 str.
- PYRRHYS DE VARILLE. — *Lettre sur l'éducation*. — Varsovie, Imprimerie des Écoles Pieuses, 1757. In-8°, 108 p.
- DE RÉAL, Grand Sénéchal de Forcalquier. — *La Science du Gouvernement*, Première partie, tome II.
- RULHIÈRE (Cl. de). — *Histoire de l'anarchie de Pologne et du démembrement de cette république*. — Paris, 1807. 4 vol. in-8°.
- SEREDYŃSKI (Wład.). — *Wizyta Szkoły Głównej Koronnej przez F. Oraczewskiego* (La visite de l'École Principale de la Couronne par F. Oraczewski), Procès-verbal publié par S.— dans *Archiwum do dz. lit. i ośw.*, t. III, 1884, str. 169-395.
- SKRZETUSKI (Kajetan X.). — *Historia polityczna dla szlachetnej młodzieży* (Histoire politique à l'usage de la jeunesse noble). — Warszawa, 1773-1775. 2 vol. in-8°.
- Historia powszechna dla szkół narodowych na kl. III* (Hist. universelle à l'usage des écoles nationales, pour la 3^e classe). — Marywil, 1781. In-8°, 70 str. — *Przypisy* (Notes). — *Ibid.*, 1782, in-8°, 64 str.
- Widok polityczny w teraźniejszych okolicznościach Polski* (Aperçu politique sur la situation actuelle de la Pologne). — Warszawa, 1791. In-8°, 144 str.
- SKRZETUSKI (ks. Wincenty, S. P.). — *Mowy o główniejszych materyach politycznych* (Discours sur d'importantes matières politiques), t. I, Warszawa, 1773.
- Prawo polityczne narodu polskiego* (Droit politique de la nation polonaise). — Warszawa, 1782-1784. 2 vol. in-8°. 2^e éd., 1787 (trad. en allemand par BANDTKIE, 1802).
- Historia powszechna... na kl. IV* (Histoire universelle pour la 4^e classe). — Kraków, 1786. In-8°, 108 str.
- ŚNIADECKI (Jan). — *Nieznana mowa Jana Śniadeckiego 8. VI. 1784* (Un discours inconnu de J. Śniadecki), publié par Ludwik KAMYKOWSKI, dans *Prace naukowe oddz. warsz.*, str. 44-48 (éloge de Żołądzowski).
- Żywoć uczony i publiczny M. Odlanickiego Poczobuta* (Vie scientifique et publique de Poczobut). — Wilno, 1810. Petit in-8°, 42 str.
- Żywoć literacki H. Kołłątaja, z opisaniem stanu akademji krakowskiej w jakim się znajdowała przed rokiem reformy 1780* (Vie littéraire de H. Kołłątaj, avec la description de l'état où se trouvait l'Académie de Cracovie avant 1780, année de la réforme). — Lwów, s. d. Petit in-8°, 112 str. (Biblioteka Mrowki, t. 142-143).

- Dzieła Jana Śniadeckiego* (Œuvres de J. Śniadecki), wyd. nowe M. BALIŃSKIEGO. — Warszawa, 1839. 5 vol. in-8°.
- Korespondencja Jana Śniadeckiego, listy z Krakowa* (Correspondance de J. Śniadecki, lettres de Cracovie), publiée par Ludwik KAMYKOWSKI — T. I (1780-1787) seul paru. — Kraków, 1930. In-8°, XLVI-507 str.
- SOLIGNAC (le Chevalier DE). — *Histoire générale de la Pologne*. — Paris, 1750. 5 vol. in-8°.
- SOŁTYKOWICZ (Józef). — *Głos na prędce do stanu miejskiego* (Appel urgent à la bourgeoisie). — S. l., s. d. (1790). In-8°, 15 str.
- Wywód o skutecznym sposobie zaprowadzenia i ugruntowania dobrych obyczajów dn. 2. Maja 1792* (Dissertation sur la manière efficace d'instaurer et d'affermir les bonnes mœurs, 2 mai 1792). — Kraków, 1792. In-8°, 118 str.
- O Stanie akademii Krakowskiej od założenia jej w r. 1347 aż do teraźniejszego czasu* (De l'état de l'académie de Cracovie depuis sa fondation en 1347 jusqu'à nos jours). — Kraków, 1810. In-8°, 632 str.
- Rys życia i zasług X. Garyckiego* (Notice sur la vie et les travaux de l'abbé Garycki), dans *Rocznik Towarzystwa Naukowego z uniwersytetem krakowskiem połączonego*, t. XI, 1826, str. 90-124.
- STASZIC (Stan.). — *Uwagi nad życiem Jana Zamoyskiego* (Remarques sur la vie de Jean Zamoyski), avec préface et notes de Stefan CZARNOWSKI. — Kraków, 1926. In-8°, XLVII-223 str. (Biblioteka Narodowa, Serja I, Nr. 90).
- STROYNOWSKI (ks. Hieronim). — *Nauka prawa przyrodzonego, politycznego, ekonomii politycznej i prawa narodów* (Cours de droit naturel, de droit public, d'économie politique et de droit des gens). — Wilno, 1785. In-8°, 229 str. — La 5^e éd. abrégée, de 1805, a été rééditée dans *Biblioteka dzieł społ. ekonom.*, 1912).
- Mowa o konstytucyi rządu ustanowionej dnia 3. i 5. Maia r. 1791* (Discours sur la Constitution établie les 3 et 5 mai 1791). — Réimprimée dans *Rocznik Towarzystwa Przyjaciół Nauk*, Poznań, 1865, t. III, str. 531-560.
- ŚWIĄTKOWSKI (M.). — *Prodromus Polonus eruditae veritatis*. — Berolini et Vratislaviae, sumptibus Joannis Ernesti Meyeri, 1765. In-8°, 20-444 p.
- SZELIGA. — *Proces Filaretów w Wilnie, dokumenta urzędowe* (Le procès des Philarètes de Wilno, documents officiels). — Dans *Archiwum do dziejów literatury i oświaty*, t. VI, 1890, str. 170-332.
- THEINER (A.). — *Clementis XIV epistolae et breviae selectiora*. — Paris, 1852. In-8°, 403 p.
- TR. (TRUCHIM). — *Kronika szkoły narodowej w Poznaniu 1781-93* (Chronique de l'école nationale de Poznań), dans *Literatura i sztuka, dodatek do Dziennika Poznańskiego*, 1910, II, 14.
- TRZCIŃSKI (ks. Andrzej). — *Dyssertacya o wzroście światła przez ducha obserwacyi i doświadczenia* (Dissertation sur le progrès des lumières par l'esprit d'observation et d'expérience). — Kraków, 1791. In-4°, 66 str. (non numérotées).
- Ustawy. — Projekt, Ustawy Komisji edukacyi narodowej dla stanu akademickiego* (Projet ; Statuts de la Commission d'éducation nationale pour le corps académique). — Warszawa, Roku 1781. In-fol., 109 fol., non numérotés.
- Ustawy Komisji Edukacyi Narodowej dla Stanu Akademickiego w Warszawie roku 1783* (Statuts de la Commission d'Éducation Nationale pour le Corps Académique, à Varsovie, 1783), réédité par J. LUBCZYŃSKI. — Lwów, 1930. In-8°, XIX-190 str.
- Volumina legum*, t. I-VIII, Petersburg, 1859-1850 ; t. IX, Kraków, 1889.

- WIERZBOWSKI (Teodor). — *Komisja Edukacyi Narodowej* (La Commission d'Éducation Nationale). — Warszawa, 1902-1915. In-8°, 21 fascicules parus :
Rapports des écoles publiques des départements de Mazovie et de Grande-Pologne (I-IX).
Rapport sur diverses écoles paroissiales (XXIII).
Rapports de Visiteurs Généraux, 1774-1786 (XXIV-XXIX).
Procès-verbaux des séances de la Commission Administrative de la Couronne (XXXV), de la Société pour les livres élémentaires (XXXVI), de la Commission d'Éducation, 1773-1785 (XXXVII-XXXIX).
- WIŚNIEWSKI (ks. Antoni, S. P.). — *Rozmowy w ciekawych i potrzebnych w filozoficznych y politycznych materyach w Kollegium Nobilium Warszawskim Scholarum Piarum miane* (Discours sur de curieuses et utiles matières philosophiques et politiques, prononcés au Collège Varsovien de Nobles des Écoles Pies). — T. I, Warszawa, MDCCLX. In-8°, (10) + 336 str.
- WYBICKI (Józef). — *Życie moje* (Ma Vie). — Kraków, 1927. In-8°, xxxiv-355 str. (Biblioteka Narodowa, Serja I, Nr. 106), édition critique par Adam SKAŁKOWSKI.
- WYRWICZ (ks. Karol, S. J.). — *Abrégé raisonné de l'histoire universelle*. — Varsovie, 1766-1771. 2 vol. in-8°.
 Comme introduction au tome II, l'auteur réimprime son petit volume intitulé : *Origine des États modernes et des nations*. — Varsovie, 1769. In-8°, 16 str.
Geografia czasów teraźniejszych (Géographie de l'époque actuelle). — T. I (seul paru), Warszawa, 1768.
Geografia powszechna czasów teraźniejszych (Géographie universelle des temps présents). — 2 wydanie, Warszawa, 1773. In-8°, xvi-741 str. (1^{re} édition, 1770).
- ZAMOYSKI (Andrzej). — *Zbiór praw sądowych...* (Recueil de lois judiciaires). — Warszawa, 1778. In-fol., x-130 str.

TRAVAUX

Dictionnaires.

- ORGELBRAND. — *Encyklopedia powszechna* (Encyclopédie universelle). — Warszawa, 1859-1868, 28 vol. in-8°.
- Wielka Encyklopedia Ilustrowana* (Grande Encyclopédie illustrée). — Warszawa, 1890-1907. 40 vol. in-8° (interrompue à l'article Królestwo Polskie).
- Encyklopedia Kościelna* (Encyclopédie ecclésiastique), publiée par l'abbé Michał Nowodworski. — Warszawa, 1873-1913 (interrompue au 38^e vol., lettre S).
- Encyklopedia Wychowacza* (Encyclopédie de l'éducation), — Warszawa, 1881-1912 (interrompue au 8^e volume, à l'article Psychologia).
- ŻYCHLIŃSKI (Teodor). — *Złota księga szlachty polskiej* (Livre d'Or de la Noblesse polonaise). — Poznań, 1879-1908. 31 vol.
- *Polski Słownik Biograficzny* (Dictionnaire biographique polonais), publié par l'Académie Polonaise des Sciences, à Cracovie, depuis 1935. Le t. III, 1937, se termine à l'article Chwalczewski.
- *Słownik geograficzny Królestwa Polskiego* (Dictionnaire géographique du Royaume de Pologne). — Warszawa, 1880-1895. 14 vol.
Bibliographie critique des travaux relatifs à notre sujet, dans
- WIERZBOWSKI. — *Komisja Edukacyi Narodowej, Opracowania i źródła*, 1911 (voir ci-dessus : *Archives*).

- ADAMOWICZ (A. F.). — *Krótki rys początków i postępu anatomii w Polsce i Litwie* (Brève esquisse des origines et du progrès de l'anatomie en Pologne et en Lithuanie). — Wilno, 1855. In-8°, 109 p.
- ASKENAZY (Szymon). — *Przymierze polsko-pruskie* (L'alliance polono-prussienne). — Wyd. 2., Warszawa, 1901. In-8°, 257 str.
- BALIŃSKI (Michał). — *Dawna Akademia Wileńska 1579-1803* (L'ancienne Académie de Wilno). — Petersburg, 1862. In-8°, xi-606 str.
- Pamiętniki o Janie Śniadeckim* (Mémoires sur Jean Śniadecki). — Wilno, 1865. 2 vol. in-8°, 919-511 str. (le tome II est un recueil de documents).
- BARBEY (Frédéric). — *Suisses hors de Suisse. Au service des Rois et de la Révolution*. — Paris, 1914. In-8°, 323 p.
- BARTOSZEWICZ (J.). — *Michał Jerzy Mniszech* (Michel-Georges Mniszech), dans *Biblioteka Warszawska*, t. IV, 1852, str. 478-504.
- BARTOSZEWICZ (Kasimierz). — *Szkice i portrety literackie* (Esquisses et portraits littéraires). — T. I, Kraków, 1930. In-8°, 303 str.
- BARYCZ (H.). — *Historia Uniwersytetu Jagiellońskiego w epoce Humanizmu* (Histoire de l'Université Jagellonienne au temps de l'Humanisme). — Kraków, 1935. In-8°, xvi-762 str.
- BEDNARSKI (ks. St., S. J.). — *Upadek i odrodzenie szkół jezuickich w Polsce* (La décadence et la renaissance des écoles des Jésuites en Pologne). — Kraków, 1933. In-8°, 537 str.
- BERGA (abbé A.). — *Un prédicateur de la Cour de Pologne sous Sigismond III. Pierre Skarga (1536-1612). Étude sur la Pologne du XVI^e siècle et le protestantisme polonais*. — Paris, 1916. In-8°, xiv-376 p. (Thèse lettres, Paris).
- Un problème de bibliographie historique, l'auteur de l'Essai politique sur la Pologne, 1764*. — (Revue Historique, CXXIX, 1918, pp. 277-299).
- BERGERÓWNA (Janina). — *Księżna Pani na Kocku i Siematyczach, działalność gospodarcza i społeczna Anny Jabłonowskiej* (La Dame de Kock et de Siematycze, l'œuvre économique et sociale de la princesse Anne Jabłonowska). — Lwów, 1936. In-8°, 440 str. — (*Archiwum Towarzystwa Naukowego we Lwowie*, dział II, tom XVIII, z. 1).
- BIEGELEISEN (Henryk). — *Cudzoziemiec na katedrze wileńskiej* (Un étranger dans une chaire à Wilno, G. Forster), dans *Muzeum*, 1892. — Str. 97-104, 148-162.
- BIELIŃSKI (Józef). — *Uniwersytet wileński 1579-1831* (L'Université de Wilno). — Kraków-Warszawa, 1899-1900. 3 vol. in-8°.
- BIELSKI (Szymon). — *Vitae et scripta quorundam e Congregatione Cler. Reg. Scholarum in provincia Polona professorum*. — Varsaviae, 1812. In-8°, 232 p.
- BOYÉ (Pierre). — *Stanislas Leszczyński et le troisième traité de Vienne*. — Nancy, 1898. In-8°, xx-588 p. (Thèse lettres, Nancy).
- La cour polonaise de Lunéville, 1737-1766*. — Nancy-Paris, 1926. In-8°, 352 p.
- BRENSZTEJN (Michał). — *Biblioteka uniwersytecka w Wilnie do roku 1832* (La bibliothèque de l'université de Wilno jusqu'en 1832). — Wyd. uzupełnione, Wilno, 1925. In-8°, 160 str.
- BRÜCKNER (A.). — *Dzieje kultury polskiej* (Histoire de la civilisation polonaise). — Kraków, 1931. 3 vol. in-8°.
- BYSTROŃ (I. St.). — *Dzieje obyczajów w dawnej Polsce, wiek XVI-XVIII* (Histoire des mœurs dans l'ancienne Pologne, XVI^e-XVIII^e siècles). — T. I, Warszawa, 1933. In-8°, 469 str. (nombreuses illustrations).
- CHŁAPOWSKI (Franciszek). — *Życie i prace ks. Józefa Rogalińskiego* (La vie et l'Œuvre du Père J. Rogaliński), dans *Rocznik Towarzystwa Przyjaciół Nauk w Poznaniu*, t. XXVIII, 1902 ; t. XXXI, 1905.

- CHODYNICKI (Kazimierz). — *Poglądy na zadania historyi w epoce Stanisława Augusta* (Les idées sur le rôle de l'histoire à l'époque de Stanislas-Auguste). — Warszawa, 1915. In-8°, 90 str. (*Prace historyczno-literackie*, Nr. 5).
- Lata uniwersyteckie Lelewela 1804-1808* (Lelewel à l'Université, 1804-1808). — Dans *Księga Pamiątkowa Uniwersytetu Wileńskiego*, t. I, pp. 163-208.
- CHRZANOWSKI (Ignacy). — *Jan Śniadecki jako nauczyciel narodu* (Jean Śniadecki, instituteur de la nation). — Kraków, 1930. In-12, 25 str.
- CIEMNIEWSKI (ks.). — *Stanowisko Komisji Edukacji Narodowej w kwestji religijnego wychowania młodzieży* (L'attitude de la Commission d'Éducation Nationale dans la question de l'éducation religieuse de la jeunesse). — Dans *Epoka Wielkiej Reformy*, pp. 17-27.
- DANY (C.). — *Les idées politiques et l'esprit public en Pologne à la fin du XVIII^e siècle*. — *La Constitution du 3 mai 1791* — Paris, 1901.
- DEMBIŃSKI (Bronisław). — *Polska na przełomie* (La Pologne au tournant de l'histoire). — Warszawa-Lwów, 1913. In-8°, xiv-575 str.
- Stanislas-Auguste et ses relations intellectuelles avec l'étranger*. — Dans *La Pologne au VII^e Congrès International des Sciences Historiques*. — Varsovie, 1933. T. I, pp. 401-429.
- DERUGA (Aleksy). — *Walka z russyfikacją Kościoła prawosławnego w Polsce w epoce Sejmu Wielkiego 1788-1792* (La lutte contre la russification de l'Église orthodoxe en Pologne à l'époque de la Grande Diète, 1788-1792). — Wilno, 1936. In-8°, 32 str. (odb. z *Ateneum Wileńskiego*, *Rocznik XI*, 1936 r.). — (A propos de l'ouvrage de Sakowicz).
- DEBICKI (Ludwik). — *Puławy 1762-1830*. — Lwów, 1887-1888. 4 vol. in-8°. (Étude sur la vie de société, sur le mouvement politique et littéraire dont la résidence des Czartoryski fut le centre).
- DIHM (Jan). — *Niemcewicz jako polityk i publicysta w czasie Sejmu Czteroletniego* (Niemcewicz homme politique et publiciste au temps de la Diète de Quatre Ans). — Kraków, 1928. In-8°, 160 str. (*Prace historyczno-literackie*, Nr. 29).
- DZWONKOWSKI. — *Voir Akty powstania Kościuszki*.
- Epoka Wielkiej Reformy* (L'Époque de la Grande Réforme). — Lwów, 1923. In-8°, iv-227 str. Recueil d'études et de documents, publié sous la direction de St. ŁEMPICKI.
- FABRE (Jean). — *Stanislas-Auguste et les hommes de lettres français*. — Kraków, 1936. In-8°, 53 p. (extrait de *Archiwum Neophilologicum*, II).
- La propagande des idées philosophiques en Pologne sous Stanislas-Auguste et l'École varsovienne des Cadets*. — Dans *Revue de littérature comparée*, 1935. pp. 643-693.
- FARGES (Louis). — *Recueil des instructions aux ambassadeurs de France. Pologne*. — Paris, 1888. In-8°, 2 vol.
- FELDMAN (Józef). — *Sprawa dysydencka za Augusta II* (L'affaire des dissidents sous Auguste II). — Dans *Reformacja w Polsce*, III, 1924, str. 89-116.
- FERRAND (A.-F.-Cl.). — *Les trois démembrements de la Pologne, pour faire suite aux révolutions de Pologne de Rulhière*. — Édition revue et annotée par Chr. OSTROWSKI. — Paris, 1865. 3 vol. in-8°.
- FIJAŁEK (ks. Jan). — *X. David Pilchowski*, dans *Kwartalnik Teologiczny Wileński*. — Wilno, 1923. Str. 1-13.
- FORST-BATTAGLIA (Otto). — *Stanisław August Poniatowski und der Ausgang des alten Polenstaates*. — Berlin (1927). In-8°, 394 S.
- GIEDROYĆ (Fr.). — *Dawne projekta Collegium Medicum w Warszawie* (Les projets anciens de Collège Médical à Varsovie), dans *Krytyka Lekarska*, — Warszawa, str. 91-98, 136-139.

- GIRARD (Joseph). — *Le destin tragique et glorieux de l'antique Université de Wilno*, dans *Revue des Sciences Politiques*, t. 57, 1934, pp. 5-54.
- GRABSKI (Stanisław). — *Zarys rozwoju idei społeczno-gospodarczych w Polsce od pierwszego rozbioru do r. 1831* (Essai sur l'évolution des idées sociales et économiques en Pologne, du premier partage à l'année 1831), dans *Przegląd Polski*. — Kraków, 1903. In-8°, 284 str. (extrait du *Przegląd Polski*, 1902, t. 143-146).
- GRABSKI (Władysław). — *Spółeczne gospodarstwo agrarne w Polsce* (L'économie sociale agraire en Pologne). — Warszawa, 1923. In-8°, 458 + iv str.
- GRAPPIN (Henri). — *Histoire de la Pologne des origines à 1922*. — Paris, 1922. In-8°, 446 p.
- GRODEK (Andrzej). — *Piotr Maleszewski 1767-1828 i jego nauka społeczna* (Pierre Maleszewski et sa Science sociale). — Warszawa, 1936. In-8°, 192 str. — (*Biblioteka Szkół Główniej Handlowej*), résumé en français aux 4 dernières pages.
- GROMMICKI (Thaddäus). — *Geschichte der theologischen Facultät am der k.k. Jagellonischen Universität in Krakau*, dans ZSCHOKKE (Hermann), *Die theologischen Studien und Anstalten der katholischen Kirche in Oesterreich*. — Wien-Leipzig, 1894. S. 252-294.
- HALECKI (O.). — *La Pologne de 963 à 1914*. — Paris, 1933. In-8°, 348 p.
- HANDELSMAN (Marceli). — *Konstytucya 3. go Maja r. 1791* (La Constitution du 3 mai 1791). — Warszawa, 1907. In-8°, 109 str. (Ses origines, ses clauses, sa chute).
Les idées françaises et la mentalité politique en Pologne au XIX^e siècle. — Paris, 1927. In-8°, VII-213 p.
- Polityka słowiańska Polski w XVIII i XIX stoleciu* (La politique slave de la Pologne aux XVIII^e et XIX^e siècles). — Lwów, 1936. In-8°, 38 str. (Extrait de *Pamiętnik VI Zjazdu Historyków Polskich w Wilnie*, t. II).
- HEDEMANN (ks. Otton). — *Szkoly Walerjanowskie X. X. Pijarów Łużeckich* (L'École des Piaristes à Łużki-Walerjanów). — Wilno, 1937. In-8°, 179 str.
- HEJNOSZ (Wojciech). — *Stanowisko prawne ludności wieśniaczej w Zbiorze praw sądowych A. Zamoyskiego* (La condition juridique de la population rurale dans le Recueil de lois judiciaires d'André Zamoyski). — Dans *Roczniki dziejów społecznych i gospodarczych*, t. V, 1936. Str. 69-84.
- Historja polityczna Polski* (Histoire politique de la Pologne). — Kraków, 1920-1923, 2 vol. in-8° (tome V de *Encyklopedia Polska*, publiée par l'Académie Polonaise des Sciences).
- HRUCHEWSKY (M.). — *Abrégé de l'histoire de l'Ukraine*. — Paris, 1920. In-8°, 253 p.
- IWASZKIEWICZOWA (Zofja). — *Nauczanie arytmetyki w szkołach K. E. N.* L'enseignement de l'arithmétique dans les écoles de la Commission de l'Éd. Nat.). — Dans *Epoka Wielkiej Reformy*, str. 27-63.
- JANIK (M.). — *Z dziejów wymowy* (Sur l'histoire de l'éloquence). — Dans *Pamiętnik literacki*, Lwów, VII, 1908, IX, 1910.
Hugo Kollataj. — Lwów, 1913. In-8°, 639 str.
- JANOWSKI (Ludwik). — *Historjografja uniwersytetu wileńskiego* (Historiographie de l'Université de Wilno). — Wilno, 1922. In-8°, 133 str. (Extrait de *Rocznik Towarzystwa Przyjaciół Nauk w Wilnie*, t. VII).
W promieniach Wilna i Krzemieńca (Dans le rayonnement de Wilno et de Krzemieniec). — Wilno, 1923. In-8°, XI-271 str.
- JANUSZKIEWICZÓWNA (Wanda). — *David Piłchowski jako profesor literatury w Szkole Główniej Wielkiego Księstwa Litewskiego* (Piłchowski, professeur de littérature à l'École Principale du Grand-Duché de Lithuanie). — Dans *Księga Pamiątkowa Uniwersytetu Wileńskiego*, 1929, t. I. — Str. 85-102.

JOBERT (A.). — *Varsovie, étude de géographie urbaine*, dans *Mélanges géographiques offerts par ses élèves à R. Blanchard*. — Grenoble, 1932, pp. 267-289.

Une correspondance polonaise de Condillac. — Dans *Revue d'histoire moderne*. — 1936, t. XI, pp. 414-433.

KALINKA (ks. Waleryan). — *Ostatnie lata panowania Stanisława Augusta* (Les dernières années du règne de Stanislas-Auguste). — Poznań, 1868. 2 vol. in-8° (*Pamiętniki z ośmnastego wieku*, t. X, cz. I i II).

Sejm Czteroletni (La Diète de Quatre Ans). — Wydanie drugie, Lwów, 1881. 2 vol. in-8° (ouvrage inachevé, 1^{re} édition, 1880).

Ustawa Trzeciego Maja (La Constitution du 3 mai). — Kraków, 1896. In-8°, 60 str. (fragment du tome III, non publié, de *La Diète de Quatre Ans*).

KANTAK (X. Kamil). — *Bernardyni polscy* (Les Franciscains de l'Observance polonais). — T. II, Lwów, 1933. In-8°, xxxii-595-60 str.

KARBOWIAK (Antoni). — *O książkach elementarnych na szkoły wojewódzkie z czasów Komisji Edukacji Narodowej* (Les Livres élémentaires pour les écoles de palatinat du temps de la Commission d'Éducation Nationale). — Lwów, 1893. In-8°, 102 str. (extrait de *Muzeum*, 1893).

Pierwiastek patriotyczny w pedagogice Komisji Edukacji Narodowej (L'élément patriotique dans la pédagogie de la Commission d'Éducation Nationale). — Dans *Muzeum*, XXII, 1906.

Pedagogika Komisji edukacji narodowej w świetle systemów pedagogicznych XVIII wieku (La pédagogie de la Commission d'Éducation Nationale, à la lumière des systèmes pédagogiques du XVIII^e siècle). — Dans *Przewodnik naukowy i literacki*, t. XXXV, 1907.

Miechowici a oświata (Les chanoines réguliers du Saint-Sépulcre et l'instruction). — Dans *Muzeum*, 1906, II. Str. 429-456.

Edukacja i instrukcja moralna i religijna Komisji Edukacji Narodowej (L'éducation et l'instruction morale et religieuse d'après la Commission d'Éducation Nationale), dans *Rodzina i szkoła*. — Lwów, 1911, rok XVI, str. 33-38, 65-73, 97-102.

KIPA (Emil). — *Hugo Kołłątaj*. — Lwów, 1912. In-8°, 136 str.

KNOT (A.). — *Z przeszłości szkolnictwa wojskowego w Polsce* (Sur le passé des écoles militaires en Pologne), dans *Przyjaciel Szkoły*. — Poznań, t. VII, 1938. Str. 585-603.

KOŁODZIEJCZYK (J.). — *Ks. K. Kluk* (L'abbé Christophe Kluk). — Kraków, 1932. In-8°, 168 str. (*Polska Akademia Umiejętności, Rozprawy wydziału matematyczno-przyrodniczego*, tom 69, B, 1929. — Nr. 10).

L'activité éditrice de la Commission de l'Éducation Nationale dans le domaine des sciences naturelles, dans *La Pologne au VII^e Congrès international des sciences historiques*. — Varsovie, 1933. T. II, pp. 73-84.

Nauki przyrodnicze w działalności Komisji Edukacji Narodowej (Les sciences naturelles dans l'œuvre de la Commission de l'Éducation Nationale). — Warszawa, 1936. In-8°, 122 str. (*Archiwum nauk biologicznych Towarzystwa Naukowego Warszawskiego*, t. V, z. 2).

KONARSKI (Szymon). — *Szlachta kalwińska w Polsce* (La noblesse calviniste en Pologne). — Warszawa, 1936. In-8°, xviii-358 str.

KONIC (Ch.-E.). — *Comparaison des constitutions de la Pologne et de la France*. (Thèse Lausanne, 1918).

KONOPCZYŃSKI (Władysław). — Collaborateur de *Historja polityczna Polski* (période de 1648 à 1775).

Zaginione archiwum A. Zamoyskiego (Les archives disparues d'A. Zamoyski), dans *Przegląd historyczny*, 1913. — T. 16, str. 335-356.

J. J. Rousseau doradcą Polaków (J.-J. Rousseau conseiller des Polonais). — Warszawa, 1913. In-8°, 28 str. (Extrait de *Themis Polska*).

Pamiętniki króla Stanisława Augusta (Les Mémoires du roi Stanislas-Auguste). — T. I, cz. I. Warszawa, 1915. In-8°, xxiii-368 str.

Mercier de la Rivière Ratschläge für Polen, dans *Bull. Intern. de l'Ac. des Sc. de Cracovie*, cl. de philologie, d'histoire et de philosophie. — 1917, pp. 60-66.

Geneza i ustanowienie Rady Nieustającej (L'origine et l'institution du Conseil Permanent). — Kraków, 1917. In-8°, x-432 str.

Mrok i Świt, studia historyczne (Crépuscule et aube, études historiques). — Warszawa, wyd. wznowione, 1922. In-8°, vii-442 str.

Stanisław Konarski. — Warszawa, 1926. In-8°, xix-471 str.

Le liberum veto, étude sur le développement du principe majoritaire. — Paris, 1930. In-8°, 297 p. (Bibliothèque Polonaise de l'Institut d'Études Slaves, t. II).

Narodziny nowoczesnej idei niepodległości w Polsce 1733-1775 (La naissance de l'idée moderne d'indépendance en Pologne de 1733 à 1775), dans *Pamiętnik V Zjazdu historyków polskich w Warszawie*, t. I, str. 461-475. — Lwów, 1930.

Kazimierz Pułaski. — Kraków, 1931. In-8°, xii-420 str.

Dzieje Polski nowożytnej (Histoire de la Pologne moderne). — T. II (1648-1795). — Warszawa-Kraków, 1936. In-8°, viii-459 str.

Konfederacja barska (La Confédération de Bar). — Warszawa, 1936-1938. 2 vol. in-8°.

KOPKO (P.). — *Krytyczny rozbiór gramatyki narodowej O. Kopczyńskiego, przyczynek do historii polskiej gramatyki* (Analyse critique de la grammaire nationale d'O. Kopczyński, contribution à l'histoire de la grammaire polonaise), dans *Rozprawy Ak. Um.*, wyd. filologiczny, serya III, t. I (ogólnego zbioru 46), 1910, pp. 244-335.

KORZON (T.). — *Wewnętrzne dzieje Polski za Stanisława-Augusta* (Hist. intérieure de la Pologne sous Stanislas-Auguste). — 2 wyd., Kraków-Warszawa, 1897-1898. 6 vol. in-8°.

Listy otwarte, Mowy, Rozprawy, Rozbiory (Lettres ouvertes, Discours, Études, Comptes rendus). — T. IV, Warszawa, 1916. In-8°, 247 str.

KOT (St.). — *Historja wychowania* (Histoire de l'éducation), 2^e éd., Lwów, 1934. 2 vol. in-8°. — Cet ouvrage est complété par les annexes de la 1^{re} édition, des textes choisis : *Źródła* (Sources), 2 vol. in-8°, et des illustrations : album, 2 fascicules ; Kraków, 1929-1930.

Rzeczpospolita Polska w literaturze politycznej Zachodu (La République Polonaise dans la littérature politique de l'Occident). — Kraków, 1919. In-8°, 253 str.

La genèse de la Commission d'Éducation. — Dans *Bulletin de l'Académie Polonaise des Sciences*, 1919-1920, pp. 290-294.

Adama Czartoryskiego i Ignacego Potockiego projekty urzãdzenia wychowania publicznego (Projets d'A. Czartoryski et I. Potocki pour l'organisation de l'éducation publique). — Dans *Epoka Wielkiej Reformy*, str. 206-227.

Voir aussi (*supra*, p. 8) KONARSKI (St.), *Ustawy szkolne*.

KRAUSHAR (Aleksander). — *Książę Repnin a Polska 1764-1768* (Le prince Repnin et la Pologne). — Kraków, 1897. 2 vol. in-8°.

Towarzystwo warszawskie przyjaciół nauk (La Société varsoviennne des Amis des Sciences). — T. I, Kraków, 1900. In-8°, 407 str.

Księga Pamiątkowa ku uczczeniu CCCL rocznicy założenia i X wskrzeszenia Uniwersytetu Wileńskiego (Livre commémoratif pour le 350^e anniversaire de la fondation et le 10^e de la restauration de l'Université de Wilno). — T. I, Wilno, 1929, vii-438 str.

- KUKIEL (Generał Marjan). — *Zarys historii wojskowości w Polsce* (Précis d'histoire militaire de la Pologne). — Kraków, 1919. In-8°, VIII-356 str. (*Biblioteka Historyczna Krakowskiej Spółki Wydawniczej*).
- KUPCZYŃSKI (Tadeusz). — *Kraków w powstaniu kościuszkowskim* (Cracovie dans l'insurrection de Kościuszko). — Kraków, 1912. In-8°, 283 str. (*Biblioteka Krakowska*, Nr. 44).
- KURDYBACHA (L.). — *Ks. Albertrandy jako pedagog* (L'abbé A. pédagogue). — Dans *Przegląd Powszechny*, t. 195, 1932, str. 227-252.
- KUTRZEBA (Stan.). — *Sejm Walny dawnej Rzeczypospolitej Polskiej* (La Diète Générale de l'ancienne République Polonaise). — Warszawa, s. d. In-8°, II-198 (*Biblioteka Składnicy*, Nr. 14).
- Historja ustroju Polski* (Histoire constitutionnelle de la Pologne), t. I, Korona. — Wyd. 7 Kraków, 1931. In-8°, IX-358 str.
- Historja Źródeł dawnego prawa polskiego* (Histoire des sources de l'ancien droit polonais). — Lwów, 1925. 2 vol. in-8°.
- LENIEK (Jan). — *Obchód 100-letni odsieczy Wiedna urządzony przez szkoły polskie w r. 1783* (La commémoration du centenaire de la délivrance de Vienne, organisée par les écoles polonaises en 1783). — Dans le quotidien de Cracovie *Czas*, 1883, Nr. 134.
- Książka pamiątkowa ku uczczeniu jubileuszu trzechsetniej rocznicy założenia gimnazjum Św. Anny w Krakowie* (Livre commémoratif pour la célébration du jubilé du 300^e anniversaire de la fondation du gymnase Sainte-Anne à Cracovie). — Kraków, 1888. In-8°, CCVII-249 str.
- Kandydaci stanu akademickiego, przyczynek do dziejów szkolnictwa z czasów Komisji Edukacyjnej* (Les candidats au corps académique, contribution à l'histoire des écoles à l'époque de la Commission d'Éducation). — *Sprawozdanie gimnazjum w Tarnopolu za rok szkolny*, 1891. In-8°, 42 str.
- LEŚNIEWSKI (Cz.). — *Stanisław Staszic, jego życie i ideologia w dobie Polski Niepodległej 1755-1795*. (St. Staszic, sa vie et sa pensée au temps de l'indépendance polonaise, 1755-1795). — Warszawa, 1926. In-8°, 352 str. (*Rozprawy hist. Towarzystwa Nauk. Warsz.*, tom V, z. 2).
- LEWICKI (J.). — *Geneza Komisji Edukacji Narodowej* (L'origine de la Commission de l'Éducation Nationale). — Dans *Przegląd Pedagogiczny*, 1922, t. IV ; 1923, t. I — et, à part, Warszawa, 1923, in-8°, 88 str. (*Bibl. Filomacka*, t. 7).
- Komisja Edukacji Narodowej w świetle ustawodawstwa szkolnego* (La Commission d'Éducation Nationale à la lumière de la législation scolaire). — Warszawa, 1923. In-8°, 56 str.
- LIKOWSKI (ks. Edmund). — *Dzieje Kościoła Unickiego na Litwie i Rusi w XVIII i XIX wieku* (L'histoire de l'Église Grecque-Unie en Lithuanie et en Ruthénie aux XVIII^e et XIX^e siècles). — 2. wyd., Warszawa, 1906. 2 vol. in-8° (1^{re} édition, 1879).
- LORET (Maciej). — *Życie polskie w Rzymie w XVIII wieku* (La vie polonaise à Rome au XVIII^e siècle). — Roma, s. d. (1930). In-8°, IV-384 str.
- ŁĘTOWSKI (Ludwik ks. bisk.). — *Katalog biskupów, prałatów i kanoników krakowskich* (Catalogue des évêques, prélats et chanoines de Cracovie). — Kraków, 1852-1853. 4 vol. in-8°.
- ŁODYŃSKI (M.). — *Biblioteka Szkoły Rycerskiej 1767-1794* (La bibliothèque de l'École des Cadets). — Warszawa, 1930. In-8°, 85 str.
- ŁUBIEŃSKA (M. Cecylia). — *Sprawa dysydencka 1764-1766* (L'affaire des dissidents). — Kraków-Warszawa, 1911. In-8°, XX-193 str. (*Monografie w zakresie dziejów nowożytnych*, wydawca Sz. ASKENAZY, t. XIII).
- LUKASZEWICZ (Józef). — *Dzieje kościołów wyznania helwetyckiego w Litwie* (Histoire des Églises de la confession helvétique en Lithuanie). — Poznań, 1842-43. 2 vol. in-8°.

- Dzieje kościołów wyznania helweckiego w dawnej Małej Polsce* (Histoire des Églises de la confession helvétique dans l'ancienne Petite-Pologne). — Poznań, 1853. In-8°, XII-435 str.
- Historia szkół w Koronie i Wielkiem Księstwie Litewskiem od najdawniejszych czasów aż do r. 1794* (Histoire des écoles dans la Couronne et le Grand-Duché de Lithuanie, depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'année 1794). — Poznań, 1849-1851. 4 vol. in-8°.
- MACIESZA (Al.). — *Dr Med. Paweł Czenpiński* (Le Dr Paul Czenpiński). — Dans *Epoka Wielkiej Reformy*, str. 68-106.
- MAŁACHOWSKI-ŁEMPICKI (Stanisław). — *Wykaz polskich łóz wolnomularskich oraz ich członków w latach 1738-1821* (État des loges maçonniques polonaises et de leurs membres de 1738 à 1821). — *Archiwum Komisji Historycznej Polskiej Akademji Umiejętności*, Serja 2, t. II, et à part, Kraków, 1929. In-8°, 319 str.
- Wolnomularstwo na ziemiach dawnego Wielkiego Księstwa Litewskiego 1776-1822* (La Franc-Maçonnerie sur les territoires de l'ancien Grand-Duché de Lithuanie). — Wilno, 1930. In-8°, VIII-212 str. (*Rozprawy wydziału III Towarzystwa Przyjaciół Nauk w Wilnie*, t. IV, zes. I).
- MANDYBUR (T.). — *Nauka historii w szkołach Komisji Edukacyjnej w Polsce* (L'étude de l'histoire dans les écoles de la Commission de l'Éducation en Pologne), dans *Muzeum*, 1894, t. X, str. 766-784, 849-857.
- MAŃKOWSKI (T.). — *Galerja Stanisława Augusta* (La galerie de peintures de Stanislas-Auguste). — Lwów, 1932. In-4°, XVIII + 528 str., nombr. reproductions (résumé en français, pp. 491-500).
- MARCHLEWSKI (Julius). — *Der Physiokratismus in Polen*. — Zürich, 1896. In-8°, 173 str. [Bibliothèque Nationale, 8° O Zür. sc. pol. 79.]
- Fizjokratyzm w dawnej Polsce* (Le physiocratisme dans l'ancienne Pologne). — Warszawa, 1897. In-8°, 70 str.
- MARCHWIŃSKI (Andrzej). — *Poglądy filozoficzno-prawne H. Strojnowskiego* (Les idées philosophico-juridiques de Strojnowski). — Warszawa, 1930. In-8°, VIII-120 str. (*Prace Seminarjum Filozofji Prawa Uniwersytetu Warszawskiego*, Nr. 4).
- MARTEL (Antoine). — *La langue polonaise dans les pays ruthènes, 1569-1667*. Lille, 1930. — In-8°, 318 p. (*Travaux et Mémoires de l'Université de Lille*, Nouv. série : droit et lettres, n° 20).
- MARTIN (M^{me} Marietta). — *Une Française à Varsovie en 1766, M^{me} Geoffrin chez le roi de Pologne Stanislas-Auguste*. — Paris, 1936. In-8°, 90 p. (Centre d'Études Polonaises de Paris, Mémoire N° 1).
- MAUGAIN (G.). — *Étude sur l'évolution intellectuelle de l'Italie de 1657 à 1750 environ*. — Paris, 1909. In-8°, XXI-407 p. (Thèse Lettres, Paris).
- MECHERZYŃSKI (Karol). — *O reformie Akademii Krakowskiej w r. 1780 przez Kollataja* (De la réforme de l'Académie de Cracovie par Kollontaj en 1780). — Kraków, 1864. In-8°, 48 str.
- O wizycie Akademii Krakowskiej odbytej w roku 1766 przez X. Kajetana Sołtyka, biskupa krakowskiego, a świadczącej o ówczesnym stanie Uniwersytetu* (Sur la visite de l'Académie de Cracovie, effectuée en 1766 par Gaëtan Sołtyk, évêque de Cracovie, et témoignant de l'état de l'Université à cette date). — Dans *Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń wydziału historyczno-filozoficznego Ak. Um.*, t. I, 1874, str. 1-24.
- MILIOUKOV (P.), SEIGNOBOS (Ch.) et EISENMANN (L.). — *Histoire de Russie*. — Paris, 1932. In-8°, t. I et II.
- MITERZANKA (M.). — *Działalność pedagogiczna Adama ks. Czartoryskiego, generała ziem podolskich* (L'activité pédagogique d'Adam prince Czartoryski, staroste général de Podolie). — Warszawa-Lwów, 1931. In-8°, 340 str. (*Komisja do badania dziejów wychowania i szkolnictwa w Polsce*, serja I, *Prace monograficzne*, Nr. 8).

- MORAWSKI (Kazimierz). — *Historja Uniwersytetu Jagiellońskiego Średniowiecze i Odrodzenie*. — Kraków, 1900. 2 vol. in-8°, ouvrage traduit par Paul RONGIER sous le titre : *Histoire de l'Université de Cracovie, Moyen Age et Renaissance*. — Paris-Cracovie, 1900-1903. 3 vol. in-8°.
- MORAWSKI (Kazimierz Marjan). — *Archiwum Rydzyskie ksiąząt Sułkowskich w Poznaniu* T. P. N. (Les archives de Rydzyna, des princes Sułkowski, à la Société des Amis des Sciences de Poznań). — Dans *Sprawozdanie Akademji Umiejętności*, 1910, t. XV, z. 5.
- Stanisław August o losach Polski (St.-A. sur les destinées de la Pologne). — Dans *Kwartalnik historyczny*, 1910, str. 536-537.
- August Sułkowski a Komisja Edukacyjna (A. Sułkowski et la Commission d'Éducation). — Dans *Kwartalnik historyczny*, 1911, str. 75-79.
- Ignacy Potocki, cz. I, 1750-1788. — Warszawa, 1911. In-8°, xx-145 str., préface de Sz. ASKENAZY (Monographie w zakresie dziejów nowożytnych, t. XXI).
- Le « secret du roi » en Pologne. — Dans *La Pologne au VII^e Congrès des Sc. Hist.* — Varsovie, 1933, t. I, pp. 315-321.
- MOŚCICKI (Henryk). — *Dzieje porozbiorowe Litwy i Rusi* (Histoire de la Lithuanie et de la Ruthénie après les partages). — Wilno, 1910-1914. 17 fascicules en 2 vol. in-8° (abondantes illustrations).
- General Jasiński i powstanie kościuszkowskie (Le général Jasiński et l'insurrection de Kościuszko). — Wilno, 1917. In-8°, 435 str. (abondantes illustrations).
- MUCZKOWSKI (Józef). — *Józef Bogucicki*. — Dans *Dwutygodnik literacki*. Kraków, 1844. T. I, str. 12-23, 47-52, 75-88.
- NAŁKOWSKI (W.). — *M. Hube jako geograf pedagog* (M. Hube et l'enseignement de la géographie). — Dans *Przegląd Pedagogiczny*, 1886. Str. 36-40.
- NIEWENGLOWSKI (Daniel-Ch.). — *Les idées politiques et l'esprit public en Pologne à la fin du XVIII^e siècle. La Constitution du 3 mai 1791*. — Paris, 1901. In-8°, 255 p.
- OLSZEWICZ (W.). — *Biblioteka króla Stanisława-Augusta* (La bibliothèque du roi Stanislas-Auguste). — Kraków, 1931. In-8°, 46 str. (extrait de *Przegląd biblioteczny*, t. V, 1931).
- ONCKEN (August). — *Der ältere Mirabeau und die ökonomische Gesellschaft in Bern*. — Bern, 1886. In-8°, 77 S. (Bernser Beiträge zur Geschichte der Nationalökonomie, Nr. 1). — [Bibliothèque Nationale 8° R 8540.]
- PELCZAR (ks. J.). — *Zarys dziejów kaznodziejstwa w kościele katolickim* (Esquisse de l'histoire de la prédication dans l'Église catholique), t. II, *Kaznodzieje Polscy* (Les prédicateurs polonais). — Kraków, 1896. In-8°, 401 str.
- PÉREY (Lucien). — *Histoire d'une grande dame au XVIII^e siècle*, t. I, *La princesse Hélène de Ligne*. — Paris, 1887. In-8°, xii-487 p.
- PEŃKOWSKI (ks. Michał). — *Józef Olechowski, archidiakon i sufragane krakowski 1735-1806* (J. Olechowski, archidiacre et évêque auxiliaire de Cracovie). — Kraków, 1926. In-8°, xxiv-213 str.
- PILAT (Roman). — *O Literaturze politycznej Sejmu Czteroletniego* (La littér. polit. de la Diète de Quatre Ans). — Dans *Przegląd Polski*, 1871-1872.
- Początek publicystyki literackiej w Polsce* (Le commencement de la presse littéraire en Pologne), dans *Przewodnik naukowy i literacki*.
- PIROŻYŃSKI (O. Marian). — *Zakony męskie w Polsce* (Les ordres religieux d'hommes en Pologne). — Lublin, 1937. In-8°, vii-340 str. (Towarzystwo Wiedzy Chrześcijańskiej, og. zb. t. 29).
- POHOSKA (Hanna). — *Sprawa oświaty ludu w dobie Komisji Edukacji Narodowej* (La question de l'instruction populaire au temps de la Commission de l'Éducation Nationale). — Kraków, 1925. In-8°, 182 str. (Prace monograficzne z dziejów wychowania i szkolnictwa w Polsce, Nr. 6).
- Dydaktyka historii* (L'enseignement de l'hist.). — Warsz., 1928. In-8°, 256 str.

- Polska, jej dzieje i kultura* (La Pologne, son histoire et sa civilisation). — Warszawa, Trzaska-Evert-Michalski (1929-1931). 3 vol. grand in-4^o, nombreuses illustrations.
- PRZYALGOWSKI (ks. Win.). — *Żywoty biskupów wileńskich* (Vie des évêques de Wilno). — Petersburg, 1860, t. III. In-8^o, 249 str.
- PTAŚNIK (Jan). — *Miasta i mieszczaństwo w dawnej Polsce* (Les villes et la bourgeoisie dans l'ancienne Pologne). — Kraków, 1934. In-8^o, IV-511 str.
- PUCIATA (ks. Dr. Leon). — *Nauczanie religji w szkołach Zreformowanych przez Komisji Edukacji Narodowej* (L'enseignement de la religion dans les écoles réformées par la Commission de l'Éducation Nationale). — Dans *Kwartalnik teologiczny wileński*, 1923-1924. Str. 321-331.
- RÉAU (L.). — *Histoire de l'expansion de l'art français moderne. — Le monde slave et l'Orient.* — Paris, 1924. In-8^o, VIII-424 p.
- ROSE (William S.). — *Stanislas Konarski, reformer of education in XVIIIth century Poland.* — London, 1929. In-8^o, 288 p. (thèse de philosophie, Cracovie).
- ROSTAFIŃSKI (Józef). — *Botanika i zoologja dla szkół narodowych, pierwszy raz wydane w latach 1785-89* (La botanique et la zoologie à l'usage des écoles nationales, publiées pour la première fois en 1785-89). — Dans *Minerva Polska*, 1927, t. I, str. 18-33.
- RUDNICKI (Kazimierz). — *Biskup Kajetan Sołtyk 1715-1788* (L'évêque Gaëtan Sołtyk). — Kraków-Warszawa, 1906. In-8^o, IX-298 str. (*Monografie w zakresie Dziejów Nowożytnych*, t. V).
- RUTKOWSKI (Jean). — *Le régime agraire en Pologne au XVIII^e siècle.* — Dans *Revue d'histoire économique et sociale*, XIV, 1926, pp. 473-505 ; XV, 1927, pp. 66-103.
Histoire économique de la Pologne avant les partages. — Paris, 1927. In-8^o, 268 p. (Bibliothèque polonaise de l'Institut d'études slaves, t. I).
Les bases économiques des partages de l'ancienne Pologne. — Dans *Revue d'histoire moderne*, 1932, pp. 362-389.
- RYBARSKI (Roman). — *Skarbowość Polski w dobie rozbiorów* (Les finances polonaises à l'époque des partages). — Kraków, 1937. In-8^o, VI-473 str.
- SAKOWICZ (Eugeniusz, kandydat Św. Teologii prawosławnej Petersburskiej Akademji Prawosławnej). — *Kościół prawosławny w Polsce w epoce Sejmu Wielkiego 1788-92* (L'Église orthodoxe en Pologne à l'époque de la Grande Diète, 1788-92). — Warszawa, 1935. In-8^o, XII-272-IV p. (résumé en français) (*Prawosławne Rozprawy Teologiczne*, I).
- SCHALL (Dr Jakób). — *Historja Żydów w Polsce, na Litwie i Rusi* (Histoire des Juifs en Pologne, en Lithuanie et en Ruthénie). — Wyd. 2, Lwów, 1935. In-8^o, 320-XXIV str.
- SÉE (Henri). — *Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles.* — Paris, 1921. In-8^o, 276 p.
- SÉGUR (Pierre DE). — *Le royaume de la rue Saint-Honoré, M^{me} Geoffrin et sa fille.* — Paris, 1897. In-8^o, VI-503 p.
- SINKO (T.). — *Historja poezji łacińskiej humanistycznej w Polsce* (Histoire de la poésie humaniste latine en Pologne). — Dans TARNOWSKI, BRUCHNAŁSKI, etc..., *Dzieje literatury pięknej*, t. I, str. 122-178.
- SKOŁKOWSKI (Adam). — Collaborateur de *Polska, jej dzieje i kultura.*
Towarzystwo Przyjaciół Konstytucji 3go Maja (La Société des Amis de la Constitution du 3 mai). — Poznań, 1930. In-8^o, 38 str. (odbcie z *Pamiętnika biblioteki Kornickiej*, z. 2).
- SKORZEPIANKA (Melanja). — *Feliks Oraczewski, rektor krakowskiej Szkoły Głównej* (Félix Oraczewski, recteur de l'École Principale de Cracovie). — Kraków, 1935. In-8^o, 199 str. (*Biblioteka Krakowska*, Nr. 84).

- ŚLAWIŃSKI (Witold). — *Dr. Jan Emmanuel Gilibert, profesor i założyciel ogrodu botanicznego w Wilnie* (Le Dr J. E. Gilibert, professeur à Wilno et fondateur du jardin botanique). — Dans *Ateneum wileńskie*, rok III, z. 9. — Wilno, 1925. Str. 8-45.
- SMOLEŃSKI (Władysław). — *Ostatni rok Sejmu Wielkiego* (La dernière année de la Grande Diète). — Kraków, 1896. In-8°, II-481 str.
- Pisma historyczne* (Écrits historiques). — Kraków, 1901. 3 vol. in-8°.
- Publicyści anonimowi z końca wieku XVIII* (Publicistes anonymes de la fin du XVIII^e siècle). — Dans *Przegląd historyczny*, t. XIV, 1912, et à part, Warszawa, 1912. In-8°, 66 str.
- Mieszczanstwo warszawskie w końcu wieku XVIII* (La bourgeoisie varsoviennne à la fin du XVIII^e siècle). — Warszawa, 1917. In-8°, 500 str.
- Przewrót umysłowy w Polsce wieku XVIII* (La révolution intellectuelle en Pologne au XVIII^e siècle). — Wyd. 2., Warszawa, 1923. In-8°, 448-vi str.
- Studia historyczne* (Études historiques). — Warszawa, 1925. In-8°, 328 str.
- ŚLIWIŃSKI (Artur). — *Joachim Lelewel, zarys biograficzny, lata 1786-1831* (J. Lelewel, essai biographique, années 1786-1831). — Warszawa, 1932. XII-433 str.
- SOBIESKI (Wacław). — *Histoire de Pologne des origines à nos jours*. — Paris, 1934. In-8°, 318 p.
- STUDNICKI (Wacław Gizbert). — *Kościół ewangelicko-reformowany w Wilnie* (L'Église évangélique réformée à Wilno). — Wilno, 1935. In-8°, 68 str.
- SZUMOWSKI (Wład.). — *Krakowska Szkoła Lekarska po reformach Kołłątaja* (L'École de Médecine de Cracovie après les réformes de Kołłątaj). — Kraków, 1929. In-8°, 295 str. (Biblioteka Krakowska, Nr. 67).
- SZYBALSKA (Zofja). — *Praca Komisji Edukacji Narodowej nad językiem polskim* (L'action de la Commission d'Éducation Nationale sur la langue polonaise). — In-8°, 42 str. (extrait de *Wychowanie w domu i szkole*, Warszawa, 1911, t. IV).
- TARNOWSKI (St.), BRUCHNAŃSKI (W.), etc. — *Dzieje literatury pięknej w Polsce* (Hist. des belles-lettres en Pologne). — Kraków, 1918, 2 vol. in-8° (Encyklopedia Polska, t. XXI-XXII).
- TATARKIEWICZ (Wł.). — *Rządy artystyczne Stanisława Augusta* (Stanislas-Auguste et le gouvernement des beaux-arts).
- Akademia Sztuk Pięknych w Warszawie za Stanisława-Augusta* (L'Académie des Beaux-Arts de Varsovie sous Stanislas-Auguste). — Dans *Przegląd historyczny*, t. XIX, 1915. Str. 329-342.
- TEIMANAS (David B.). — *L'autonomie des communautés juives en Pologne aux XIV^e et XVII^e siècles*. — Paris, 1933. In-8°, 166 p. (Thèse Université Paris).
- THEINER (A.). — *Histoire du pontificat de Clément XIV*, trad. de l'allemand par Paul de GESLIN. — Paris, 1852. 2 vol. in-8°.
- TOKARZ (Wacław). — *Ostatnie lata Kołłątaja (1794-1812)* (Les dernières années de Kołłątaj). — Kraków, 1905. 2 vol. in-8°.
- Zatarg o sprawie reformy Akademii Krakowskiej w latach 1777-1782* (Le conflit sur la question de la réforme de l'Académie de Cracovie dans les années 1777-1782). — Dans *Sprawozdania Akademii Umiejętności*, 18 kwietnia 1910, str. 3-6.
- Warszawa przed wybuchem powstania 17 kwietnia 1794 roku* (Varsovie à la veille de l'insurrection du 17 avril 1794). — Kraków, 1911. In-8°, VII-328 str.
- Komisja Edukacyjna i Uniwersytet Jagielloński* (La Commission d'Éducation et l'Université Jagellonienne). — Warszawa, 1924. In-8°, 43 str.

- Insurrekcja warszawska (17-18 kwietnia 1794 r.)* (L'insurrection varsoviennne des 17-18 avril 1794). — Lwów, 1934. In-8°, 288 str.
- TOMKOWICZ. — *Z wieku Stanisława-Augusta* (Au siècle de Stanislas-Auguste), — Kraków, 1889.
- TRUCHIM (St.). — *Szkoły rydzynskie Augusta Sułkowskiego* (L'école d'Auguste Sułkowski à Rydzyna). — Poznań, 1928 (*Prace Komisji Historycznej Poznańskiego T. P. N.*, t. V).
- Szkice z dziejów szkolnictwa i kultury* (Essais sur l'histoire des écoles et de la civilisation). — Poznań, 1930, Warszawa, 1935. 2 vol. in-8°.
- TYNC (Stan.). — *Nauka moralna w szkołach Komisji Edukacji Narodowej* (La science morale dans les écoles de la Commission d'Éducation Nationale). — Kraków, 1922. In-8°, iv-307 str.
- ULANOWSKI (Bolesław). — *Wieś polska pod względem prawnym od wieku XVI. do XVIII.* (Un village polonais au point de vue juridique du xvi^e au xviii^e siècle). — Dans *Rocznik Ak. Um.*, 1893-94 (Résumé en français dans *Bull. Ac. Crac.*, 1894, pp. 145-150).
- VÖLKER (Karl). — *Kirchengeschichte Polens.* — Berlin-Leipzig, 1930. In-8°, XII-337 S. (*Grundriss der slavischen Philologie*, herausgegeben von R. TRAUTMANN und M. WASMER).
- WALISZEWSKI (M. X.). — *Potoccy i Czartoryscy* (Les Potocki et les Czartoryski). — Kraków, 1887.
- WEULERSSE (G.). — *Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770.* — Paris, 1910. 2 vol. in-8°.
- Les manuscrits économiques de F. Quesnay et du marquis de Mirabeau aux Archives Nationales.* — Paris, 1910. In-8°, vii-150 p.
- WIERZBOWSKI (T.). — *Szkoły parafjalne w Polsce i na Litwie za czasów Komisji Edukacji Narodowej* (Les écoles paroissiales en Pologne et en Lithuanie au temps de la Commission de l'Éducation Nationale). — Kraków, 1921. In-8°, 244 str. (*Prace monograficzne z dziejów wychowania i szkolnictwa w Polsce*, Nr. 1).
- WISŁOCKI (Wł.). — *Poczet chronologiczny prac drukowanych i rękopiśmiennech Piramowicza* (Liste chronologique des œuvres imprimées et manuscrites de Piramowicz). — Dans *Rozpr. Ak. Um.*, t. V, 1877, str. 223-449.
- WOJCIECHOWSKI (Konstanty). — *Wiek oświecenia, historia literatury wieku oświecenia w Polsce* (Le siècle des lumières, histoire de la littérature du siècle des lumières en Pologne). — Lwów, 1926. In-8°, xx-482 str.
- WOLF (R.). — *Simon Lhuillier.* — Dans *Mitteilungen der Naturforschenden Gesellschaft in Bern*, 1851. S. 209-224.
- WOTSCHKE (Theodor). — *Das evangelische Provinzialgymnasium zu Bojanowo.* — Dans *Zeitschrift der Historischen Gesellschaft für die Provinz Posen*, t. XXIV, 1909. S. 93-190.
- ZAŁĘSKI (ks. Stan., S. J.). — *Jezuici w Polsce* (Les Jésuites en Pologne). — Kraków, 1900-1907. 5 vol. in-8°.
- ŻELAZOWSKI (ks. Stefan). — *L'instruction publique et la Commission d'Éducation en Pologne.* — Paris, 1910. In-8°, 174 p. (Thèse Université Paris).
- ŻONGOŁŁOWICZ (Bronisław). — *Ustrój Uniwersytetu wileńskiego 1792-1802 r.* (L'organisation de l'Université de Wilno, 1792-1802). — Wilno, 1925. In-8°, 38 str. (extrait de *Rocznik prawniczy wileński*, Wilno, 1925, t. I).
- ŻYTKOWICZ (Leonid). — *Rządy Repnina na Litwie w latach 1794-1797* (Le gouvernement de Repnin en Lithuanie, 1794-1797). — Wilno, 1938. In-8°, xvi-464 str. (*Rozprawy wydziału III Towarzystwa Przyjaciół Nauk w Wilnie*, t. X).

« Créer une Nation par l'instruction publique »

DUPONT DE NEMOURS,

Secrétaire de la Commission polonaise
d'Éducation Nationale.

INTRODUCTION

En cette année 1810 où la protection accordée par Napoléon au Duché de Varsovie semblait annoncer la reconstitution prochaine de la Pologne, un débat s'ouvrit à l'Institut de France sur les causes de la chute de ce grand État. Le jury pour les prix décennaux proposait aux suffrages de la Classe d'histoire et de littérature ancienne, l'ouvrage posthume de Rulhière : *Histoire de l'anarchie de Pologne et du démembrement de cette République*.

Le vieil économiste Dupont de Nemours invita ses confrères au respect de l'impartialité historique. Il accusa Rulhière d'avoir écrit l'apologie de la politique française, alors qu'en protégeant en Pologne l'anarchie, Choiseul soutint « une mauvaise cause » en morale et se montra « malhabile » en politique (1). Égaré par ce parti pris, Rulhière a méconnu l'œuvre de réformes intérieures entreprise par le roi Poniatowski. Dupont a séjourné plusieurs mois à Varsovie en 1774, comme secrétaire de la Commission d'Éducation Nationale. Stanislas-Auguste « parlait avec plus de confiance à un étranger, sur la morale duquel il comptait, qu'à la plupart des Polonais, même de son parti, dont le zèle trop ardent pouvait compromettre » le succès de sa politique. Bientôt rappelé en France par Turgot, Dupont entretenait une correspondance chiffrée avec le roi de Pologne, et put « encore connaître journellement la suite de ses desseins et de ses entreprises ».

(1) INSTITUT DE FRANCE, *Discussions sur les prix décennaux*, 1810, p. 44. — Dupont prit la parole aux séances du 24 (pp. 38-63) et du 31 août (pp. 71-73), du 7 septembre (pp. 91-114). Il fit imprimer ses trois discours dans la brochure signée D. P. D. N., *Mémoires sur plusieurs ouvrages historiques*.

« Je ne puis douter, dit-il, de ses intentions et de leur enchaînement judicieux (1)... Si le Roi de Pologne se fût mis à la tête de sa Noblesse, qu'on appelait mal à propos sa Nation, elle aurait été conquise vingt ans plus tôt... Stanislas-Auguste a donc été sage et bon Polonais... en se servant de tout ce qu'il avait d'esprit et d'habileté pour tâcher de former de sa Nation, une Puissance, avant d'en vouloir user (2)... »

« Il ne se trompa point sur les moyens. Pour devenir une puissance, il fallait avoir une armée. Pour que cette armée servît l'État, il fallait qu'elle fût aux ordres du Gouvernement » — et non des Hetmans. « Pour la former et l'entretenir, il fallait des finances. Pour avoir des finances publiques, il fallait qu'elles ne dépendissent pas de deux particuliers » — les Trésoriers. « Pour... surmonter les répugnances qu'inspire l'impôt, il fallait que la volonté nationale de la Diète ne pût être arrêtée par aucune moindre volonté », il fallait donc abolir le *liberum veto*. « Pour que la Diète et le gouvernement fussent préservés, autant qu'il serait possible, de tomber dans des erreurs préjudiciables à de si hauts projets, IL FALLAIT APPELER LES LUMIÈRES. »

« Il le fallait aussi pour *rallier une Nation composée d'éléments aussi hétérogènes* que des seigneurs et des serfs. Il fallait de l'instruction pour apprendre aux seigneurs à être bons par calcul... Il fallait apprendre aux serfs, en quoi les seigneurs, qui fournissaient la terre et les capitaux du travail, leur étaient réellement utiles. Il fallait conduire les uns et les autres à des sentiments de bienveillance réciproque, au respect de leurs droits mutuels, aux conventions bienfaisantes, pour arriver un jour aux contrats libres... Il fallait, en semant la reconnaissance dans les cœurs des paysans, y faire germer le patriotisme... »

« On ne peut changer les opinions et les mœurs de toute une Nation qu'en s'emparant de l'esprit des enfants de dix ans, et les menant à vingt-cinq. Le bonheur croissant par degré aurait fait naître des vertus, aurait accru la masse du travail et celle des capitaux, la

(1) INSTITUT DE FRANCE, *Discussions*, p. 126. — Dupont déclare avoir entretenu cette correspondance avec l'autorisation de Vergennes : nous n'en avons retrouvé trace ni à Paris, au ministère des Affaires Étrangères, ni aux Archives Centrales, à Varsovie, dans les papiers de Stanislas-Auguste (fonds Popiel). Enfin M. Gilbert Chinard, professeur à l'Université de Baltimore, ayant aimablement fait une démarche auprès de Mrs B. G. Du Pont, nous a informé que cette correspondance ne s'est pas conservée non plus aux archives de famille, à Wilmington.

(2) *Ibid.*, p. 128.

richesse, la population, la puissance des Polonais (1). » Dupont présente comme la grande œuvre du règne cette Commission de l'Éducation Nationale, qui gouverna toutes les écoles polonaises de 1773 à 1792, de la Diète du Démembrement à la Grande Diète réformatrice. Dès son départ pour Varsovie, en 1774, l'économiste avait défini la tâche qui s'offrait à la Commission d'Éducation : « créer une Nation par l'instruction publique » (2). Telle est l'entreprise, à laquelle nous consacrons la présente étude.

L'Institut retint contre Rulhière l'accusation de partialité et l'*Histoire de l'anarchie de Pologne* n'obtint pas le grand prix décennal. Dupont avait, de son côté, exagéré le rôle de Stanislas-Auguste dans l'œuvre d'instruction publique. Plusieurs magnats éclairés, amis ou ennemis du Roi, en partageaient le mérite. L'esprit même du siècle exaltait la toute-puissance de l'éducation. Dans la monarchie française, les publicistes faisaient brillamment la théorie de l'instruction civique. Dans la République de Pologne, bien avant Stanislas-Auguste, le P. Konarski, des Écoles Pies, avait fait enseigner par sa congrégation tout un programme de réformes politiques et sociales. Il était entré en 1740 dans la voie des réalisations en ouvrant à Varsovie un Collège de Nobles, pour l'éducation des jeunes magnats. Stanislas-Auguste et la Commission d'Éducation Nationale se bornèrent à poursuivre et à élargir l'action de ce moine-citoyen.

Reportons-nous donc à l'année 1740, pour décrire les institutions et les mœurs des Polonais, au moment où l'un d'eux entreprend de sauver la Patrie par l'École.

(1) *Ibid.*, p. 120.

(2) Assemblée économique du 13 mai 1774, dans KNIES, *Carl Friedrichs von Baden brieflicher Verkehr*, II, p. 202.

LIVRE I

LES ORIGINES DE L'ÉDUCATION NATIONALE EN POLOGNE

CHAPITRE PREMIER

LA POLOGNE EN 1740 (1)

La Pologne compte, au milieu du XVIII^e siècle, parmi les plus vastes États de l'Europe. Elle s'étale largement à l'Est sur la Russie Blanche et sur l'Ukraine, jusqu'au Dniepr. Mais ce territoire, presque de moitié plus étendu que le royaume de France, compte seulement onze millions d'habitants environ, nettement répartis en trois grandes classes : à peu près 875.000 gentilshommes, huit millions de paysans, quelque 600.000 bourgeois chrétiens. Plus d'un million de Juifs vivent à part au milieu de cette société chrétienne, dans laquelle les différences de confession et de rite introduisent un nouvel élément de variété (2).

Nous décrirons tour à tour la noblesse, les paysans et les bourgeois, enfin les confessions et les sectes.

(1) Pour l'ensemble du chapitre, *Sources* : FELDMAN, *Czasy saskie* ; KITO-WICZ, *Opis obyczajów* ; KOŁŁONTAJ, *Stan oświecenia* ; D'HAUTEVILLE, *Relation historique de la Pologne*. — *Travaux* : KONOPCZYŃSKI, *Dzieje Polski nowożytnej*, t. II, 1936 ; KORZON, *Wewnętrzne dzieje*, I et II, 1897 ; KUTRZĘBA, *Historja ustroju* ; RUTKOWSKI, *Histoire économique de la Pologne avant les partages*, 1927 ; RUTKOWSKI, *Les bases économiques des partages de l'ancienne Pologne*, 1932 ; BRÜCKNER, *Dzieje kultury polskiej*, t. II, 1931 ; BYSTROŃ, *Dzieje obyczajów*, 1933 ; KOT, *Rzeczpospolita Polska w literaturze politycznej Zachodu*, 1919 ; KOT, *Historja wychowania*, I, 1934. — En français, les *Histoires de Pologne* de GRAPPIN, 1922, HALECKI, 1933, SOBIESKI, 1934.

(2) KORZON, *Wewn. dz.*, I, p. 320, établit pour l'année 1791 les chiffres suivants : nobles 725.000, bourgeois chrétiens 500.000, Juifs 900.000, paysans 6.365.000, divers 300.000, total 8.790.000, sur une superficie de 521.000 km². Nous groupons sous la rubrique *divers* le clergé que Korzon évalue à 50.000 personnes, 50.000 Tatars, 100.000 *raskolnik*, 100.000 Arméniens et Grecs. — La Pologne comptait en 1772, 11.420.000 habitants sur 732.000 km² (*ibid.*, pp. 160-161).

I. — LA NOBLESSE (I)

Les nobles possèdent seuls les droits du citoyen. Quelques familles immensément riches dirigent en fait toute la vie politique.

La liberté dorée. — Les gentilshommes polonais se flattent d'obéir seulement au roi qu'ils ont élu, aux lois votées par leurs représentants.

Au temps fixé par la *Diète de Convocation*, les nobles montent à cheval, défilent devant leur palatin ou leur castellan, et s'acheminent en ordre de bataille vers la capitale. Ils campent sous la tente dans la plaine de Wola. L'archevêque de Gniezno, primat de Pologne, préside aux négociations jusqu'au jour où, passant à cheval devant tous les détachements, il réussit à faire acclamer roi, sans trop de protestations, un même candidat qu'il proclame élu.

Au nouveau roi, la noblesse impose des *Pacta Conventa* confirmant les privilèges de la Nation. Elle ne laisse guère au Roi d'autre pouvoir que celui de nommer à un grand nombre de fonctions, dans la *Couronne*, c'est-à-dire dans la Pologne proprement dite, et dans le Grand-Duché de Lithuanie. Car si les *deux Nations* ont même Roi et même Diète, chacune possède son armée, son trésor, ses ministres. Le roi donne donc à la Couronne et au Grand-Duché des Chanceliers, un Grand Hetman et un Hetman de Camp, un Grand Maréchal et un Maréchal de la Cour, un Grand Trésorier et un Trésorier de la Cour. Il nomme aussi les sénateurs : évêques, palatins et castellans. Il dispose des *terres royales*, c'est-à-dire des domaines de l'État, qui couvrent 19 % du territoire. La moindre partie de ces *terres royales* cons-

(1) Les auteurs indiqués pour l'ensemble du chapitre, traitent principalement de la noblesse. Pour les questions plus strictement politiques : *Sources* : le classique traité du Dantzicois LENGNICH, *Jus publicum regni Poloniae*, 1742-1746 ; CASTÉRA, *Idée de la République de Pologne* (1748), publié par Kurzweil en 1840. Sur l'attribution de ce mémoire à Castéra, voir BERGA, *L'auteur de l'« Essai politique sur la Pologne »*, dans la *Revue Historique*, 1918. Duperron de Castéra, appelé en Pologne par le prince Auguste Czartoryski comme précepteur de son fils (1740), « chargé des Affaires » de France (1746), adressa en 1748 à la cour de Versailles ce mémoire, que le chevalier d'Eon publia, sous deux formes différentes, en 1764 et 1774. — DE RÉAL, *Science du Gouvernement*, 1^{re} partie, t. II, pp. 589-643. C'est de Réal qui avait recommandé Castéra au prince Auguste (FARGES, *Instruc. aux amb., Pologne*, t. II, p. 51). Sa *Science du Gouvernement* fut appréciée en Pologne, le P. Konarski s'y réfère très fréquemment dans son grand traité *De la manière de délibérer*. Il était en relations d'amitié avec Réal dès 1736 (KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, p. 81 n. 2). *Travaux* : KONOPCZYŃSKI, *Le Liberum veto*, 1930.

titue la *Table royale* (3 % du territoire), dotation du prince. Tout le reste (16 % du territoire), forme plusieurs centaines de *starosties* que le roi doit distribuer aux gentilshommes en récompense des services rendus à la République. Pour se créer un parti, le prince dispose de nombreuses charges et d'immenses richesses. Mais il ne peut attribuer les *starosties* qu'à titre viager ; il ne nomme à aucune fonction à titre temporaire. Et la noblesse voit une garantie de ses libertés dans ces grandes charges à vie et irrévocables.

En élisant un roi, les gentilshommes ne se donnent pas un maître. La souveraineté n'appartient qu'à l'ensemble de la noblesse. Dans des circonstances exceptionnelles, tout gentilhomme peut, aussi bien que le roi, donner le signal d'une ligue armée, la *Confédération*. Si le mouvement prend une extension suffisante, les conseils de la Confédération suspendent toutes les autorités régulières, instituent des tribunaux extraordinaires et, représentant la noblesse en armes, décident souverainement sur tout, à la simple majorité des voix. Mais il se forme d'ordinaire quelque Confédération adverse, qu'il faut réduire par une guerre civile.

La noblesse gouverne normalement par le moyen de la Diète. Cette assemblée comprend trois *États* : le Roi constitue à lui seul le premier ; le Sénat, le second ; enfin les représentants des 64 Diétines composent la Chambre des Nonces.

Ni le Roi ni le Sénat ne peuvent rien, à la Diète, sans l'assentiment unanime des Nonces : la noblesse voit dans ce *liberum veto* la *prunelle de la liberté* !

Chaque nonce est d'ailleurs lié par les instructions qu'il a reçues de ses électeurs à la *Diétine anté-comitiale*. De ce mandat impératif, il rend compte à la *Diétine de relation* une fois la Diète close.

La *Diète ordinaire* se réunit tous les deux ans pour six semaines. Elle prolonge parfois ses débats, mais dès qu'elle se sépare, les pouvoirs des nonces expirent. Si les circonstances l'exigent, le Roi convoque une *Diète extraordinaire*. La noblesse élit à nouveau des nonces, qu'elle investit de nouvelles instructions. Et la Diète ne peut se réunir que trois mois après la convocation des électeurs.

En l'absence de la Diète, le Roi ne peut ni déclarer la guerre, ni lever des troupes, ni conclure un traité. S'il réunit le Sénat, cette assemblée ne décide rien non plus qu'à titre provisoire, moyennant ratification par la prochaine Diète. Gouvernement « monstrueux », déclare un grand juriste du siècle, « puisque la Souveraineté réside uniquement dans une République qui ne s'assem-

ble que tous les deux ans, et qui est ainsi presque continuellement dans l'interstice » (1). La noblesse souveraine assure elle-même le fonctionnement des services publics, sans laisser grand pouvoir au Roi ni sur les finances, ni sur l'armée.

Il désigne sans doute le *Maréchal* qui assure la police de la Cour et de la résidence royale, et dans chaque district le *staroste* qui punit le viol, l'incendie, le brigandage et les usurpations à main armée. Mais à part quelques cas limitatifs, les nobles ne relèvent que des juges élus par les diétines : du *Tribunal de Terre* pour les causes civiles en première instance (2), des *Tribunaux Supérieurs de la Couronne et du Grand-Duché* en appel et pour les crimes capitaux. En vertu du privilège *Neminem captivabimus nisi jure victum*, les nobles *possessionsnés*, c'est-à-dire qui possèdent une terre à titre héréditaire, ne peuvent être mis en détention préventive, sauf le cas de flagrant délit.

Chaque seigneur perçoit sur ses sujets les impôts — capitation et fouage —, en verse le montant à des collecteurs élus par la Diétine. Les *Tribunaux financiers de la Couronne et de Lithuanie*, également élus, jugent le contentieux. Les *Trésoriers*, nommés à vie par le Roi, ne doivent de compte qu'à la Diète.

La Diète Muette de 1717 a donné à l'armée son statut (3), en ratifiant le pacte conclu entre Auguste II et la Confédération de Tarnogród. Le Roi se borne à désigner à vie les hetmans; bien plus, il ne peut conférer la *masse d'armes* (*butawa*) qu'en présence de la Diète. Les hetmans nomment à leur gré les colonels, et ceux-ci, maîtres absolus de leur régiment, leurs officiers.

Le Roi devait jusque-là demander à chaque Diète de fixer l'effectif des troupes régulières et de voter les crédits correspondants. Chaque fois recommençaient d'irritants débats, le Roi invoquant les

(1) DE RÉAL, *op. cit.*, t. II, p. 606.

(2) Le staroste devait châtier celui qui s'installait par la force sur le bien d'autrui, mais si l'agresseur invoquait quelque prétention juridique sur le domaine occupé, la lente procédure des tribunaux ordinaires lui assurait une longue impunité. Aussi, à l'ouverture d'une succession compliquée, chacun des prétendants à l'héritage cherchait à se mettre en possession des biens du *de cuius*. Lorsque enfin le tribunal s'était prononcé, le gagnant du procès devait lui-même signifier la sentence au perdant. Si le condamné ne cédait pas la place, le propriétaire légitime devait lui-même l'en déloger par les armes, avec l'aide de ses amis, car il n'y avait point de maréchaussée. — Quant aux juridictions inférieures, précisons que le Camérier (*Podkomorzy*) qui tranchait les questions de bornage, le Juge (*Sędzia*) et le Notaire (*Pisarz*) du *Tribunal de Terre* n'étaient pas à proprement parler élus par la Diétine; pour chacune de ces charges, elle présentait au roi quatre candidats.

(3) KUKIEL, *Zarys historii wojskowości*, 1929, pp. 139-148.

périls extérieurs, l'opposition reprochant à la cour de préparer un coup de force. L'armée ne recevait sa solde qu'après de longs retards.

La loi de 1717 arrête définitivement le budget militaire à 24.000 rations, fixe dans le détail la composition de l'armée, assigne à chaque unité sa garnison, et réserve à la Diète seule le droit de changer quoi que ce soit à ces dispositions.

Hetmans et colonels distribuent à profusion des brevets d'officiers. Avec 24.000 rations, ils entretiennent seulement 17.000 hommes. Les cavaliers, presque tous gentilshommes, fiers de leurs brillants uniformes, constituent près des deux tiers de l'effectif. Cette armée de parade ne réussit pas même à défendre la frontière contre les Haïdamaques, ces farouches Cosaques du Dniepr qui franchissent le fleuve pour brigander sur le territoire polonais.

Sans doute la Diète de 1717 avait-elle dû mettre fin à un étrange et dramatique conflit. Auguste le Fort voulait régner en maître sur la Pologne ; il avait maintes fois négocié avec les puissances voisines, leur proposant diverses provinces de la République comme prix de leur concours. Les nobles polonais, brimés par ses troupes saxonnes, avaient pris les armes et formé la Confédération de Tarnogród (1715). Pierre le Grand intervint comme médiateur entre le Roi et la Nation, et poussa à la réduction de l'armée.

Mais les gentilshommes polonais avaient succombé à leurs propres erreurs, à leur aveugle amour de la *liberté*. N'avaient-ils pas, naguère, refusé à Sobieski les moyens d'exploiter ses victoires sur les Turcs, et depuis bien longtemps ne s'opposaient-ils pas à la construction de forteresses : *Fortalitia sunt fræna libertatis*, répétaient-ils depuis bien des années. La République, disaient-ils encore, n'a pas d'autre rempart que la poitrine des gentilshommes. Au siècle même du Grand Frédéric, ils vantaient encore le *pospolite ruszenie*, sans d'ailleurs se préparer à cette levée en masse. Les palatins ne convoquaient plus cet arrière-ban ni pour des exercices, ni même pour des revues. La noblesse affectait de considérer l'armée régulière comme une simple avant-garde, alors qu'en 1740 la Prusse entretenait sur le pied de paix 83.000 hommes, l'Autriche 100.000, la Russie 200.000. Elle se berçait de rêves pacifiques, tandis que les cours européennes ne comptaient plus la Pologne comme une puissance.

La noblesse polonaise s'était montrée incapable de protéger le territoire de la République ; elle avait déjà perdu le meilleur de son indépendance en se laissant imposer un roi par des troupes étrangères.

Au cours de la guerre du Nord, les Suédois de Charles XII avaient traversé tout le territoire de la République, comme un demi-siècle plus tôt les troupes de Charles-Gustave. Ils avaient occupé Varsovie et Cracovie, à nouveau ravagé nombre de villes qui relevaient à peine les ruines de la première invasion. Les Suédois ne s'étaient retirés que devant les armées de Pierre le Grand, qui pénétrèrent à leur tour à Varsovie et à Dantzig. Ainsi, du Dniepr à l'Oder, de la Baltique aux Carpates, nulle province n'avait échappé aux envahisseurs.

Charles XII, il est vrai, avait pu susciter en Pologne un anti-roi, Stanislas Leszczyński, en invoquant l'élection irrégulière d'Auguste II. En 1699, le Primat avait proclamé le prince de Conti, tandis qu'une minorité se prononçait pour le Saxon. Mais Auguste le Fort, escorté pas ses mercenaires allemands, avait marché sur Cracovie, et s'était fait couronner avant que son concurrent ait débarqué à Dantzig. L'Empereur, le tsar et Berlin menaçaient ; les Contistes s'inclinèrent.

A la mort du Saxon, les plus puissantes familles, les Czartoryski et les Potocki, suspendent leur rivalité, se mettent d'accord sur le nom de Stanislas Leszczyński et le font acclamer par treize milliers de gentilshommes. Mais il s'en trouve encore près de cinq mille pour élire Auguste III, qui envoie ses troupes allemandes et fait appel à Pétersbourg. Les partisans de Stanislas, comptant sur Versailles qui se dérobe, n'opposent aux envahisseurs qu'une molle guérilla. Trente mille Russes et dix mille Saxons imposent à nouveau un roi à la noblesse polonaise.

Stanislas, réfugié en Lorraine, hésite pendant plus de dix ans à critiquer les institutions de la République : « Je sais qu'un discours sur les abus qui se sont glissés dans notre État est parmi nous une matière proscrite : on dirait qu'il nous est aussi défendu d'entendre traiter ce sujet, qu'il l'est à un Musulman de laisser raisonner un Chrétien sur les faussetés de la Religion qu'il professe » (1).

C'est que ce gouvernement, *monstrueux* aux yeux des étrangers, assure en Pologne aux gentilshommes des privilèges plus grands qu'en aucun État de l'Europe. Le *liberum veto* rend le plus souvent infructueuses les Diètes de Pologne. Malgré le principe de la libre élection, la majorité de la noblesse a dû reconnaître à contre-cœur les deux Saxons. Mais seule la lointaine Angleterre a su rester

(1) LESZCZYŃSKI, *Œuvres du philosophe bienfaisant*, II, p. 1 (*Préface aux observations sur le gouvernement de Pologne*).

libre sous une couronne héréditaire. Que reste-t-il des libertés de la noblesse en France, en Autriche, en Brandebourg et en Prusse ? Les Diètes n'ont-elles par perdu le meilleur de leur autorité du jour où elles ont reconnu l'hérédité de la couronne : en Bohême d'abord (1627), puis au Danemark (1660), en Hongrie (1687) ? Les États de Suède, courbés pendant quarante ans sous des rois guerriers, ont recouvré leurs pouvoirs en exerçant librement leur droit d'élection (1720). Les gentilshommes polonais veulent sauvegarder leur *liberté dorée* dans cette Europe où triomphe l'absolutisme.

Toujours en garde contre leur propre roi, ils restent désarmés en face des souverains étrangers. Mais ils ne conçoivent pas un intérêt national distinct de l'intérêt de la noblesse. Les gentilshommes seuls constituent la « Nation » polonaise. Seuls citoyens, ils identifient la noblesse et la République. Ils désignent sous le même vocable de *liberté* les droits de la République en face des États étrangers, et les droits du citoyen dans la République. Ils n'emploient pas encore le terme : *indépendance*, parce qu'ils ne conçoivent pas une Patrie pour des esclaves (1). Or ils craignent de tomber dans l'esclavage s'ils aliènent la moindre prérogative de leur *liberté dorée*.

La szlachta et les magnats. — Dans leur *liberté dorée*, tous les nobles polonais sont égaux. Le roi s'engage, dans les *Pacta conventa*, à les traiter comme tels. « En conservant la prérogative de la liberté, nous aurons égard, proclame-t-il, au droit d'égalité entre les concitoyens du Royaume, et nous l'observerons comme droit fondamental de la République, et comme la principale base, la source et l'origine de la gloire et de la liberté de l'Ordre équestre... Regardant toute la Noblesse sur le même pied, nous ne ferons attention qu'au mérite qu'elle aura acquis par ses services (2). »

En fait, l'extrême inégalité des fortunes rend illusoire l'égalité des droits politiques. Les magnats, une douzaine de familles, comptent

(1) Les Polonais nourrissaient leur républicanisme de souvenirs gréco-romains, bien avant de faire appel à la philosophie des lumières. Dès le milieu du siècle, un esprit républicain se répandait parmi les intellectuels allemands. « En 1761, le brave Thomas Abt se donnait beaucoup de peine dans son traité *De la mort pour la patrie* pour prouver que la patrie existe aussi dans les monarchies. » (WENK, *Deutschland vor hundert Jahren*, t. I, p. 10, cité par LE FORESTIER, *Les Illuminés de Bavière*, p. 324).

(2) *Pacta Conventa* d'Auguste III, art VIII. — Traduction française des *Pacta* dans DE RÉAL, *op. cit.*, t. II, pp. 616-641.

parmi les plus riches seigneurs de l'Europe et s'élèvent bien au-dessus de tous les autres gentilshommes, qui constituent la *szlachta*, c'est-à-dire la simple noblesse.

Il existe certes dans cette *szlachta*, un grand nombre de gentilshomme aisés (1). Propriétaires d'un ou plusieurs villages, ils règnent sur les paysans, président à l'activité économique de leurs domaines, perçoivent les redevances, négocient la vente des grains et des bois. Ils conservent, dans leurs manoirs en bois, les mœurs de leurs ancêtres. Aux murs, des étoffes tissées à la maison, quelques armes jadis conquises sur les Turcs. Autour d'une table massive, de simples bancs et quelques fauteuils tendus de cuir, provenant de Dantzig. Peu d'argenterie, mais souvent quelque belle et vaste coupe pour boire à la ronde du vin de Hongrie. Parents et voisins se rendent fréquemment visite, à cheval. Les tempes rasées, un toupet sur le sommet de la tête, les gentilshommes portent la moustache tombante. Leur *kontusz*, longue et ample tunique de couleur vive, laisse à peine dépasser leurs bottes. Ils se parent avec orgueil de riches ceintures de soie et ne sortent jamais sans leur sabre courbe, la *karabela*.

Ces seigneurs de village envoient leurs fils aux écoles de la ville voisine, apprendre assez de latin pour en émailler leurs discours. Car toutes les cérémonies de la vie familiale et de la vie publique sont prétexte à longues et éloquentes harangues. Avec la chasse dans les vastes forêts, les festins, les beuveries et la danse, ces gentilshommes n'aiment rien tant que discuter sur les affaires de la République. Assez instruits, assez indépendants pour participer utilement aux diétines, ils recherchent les titres de *juge*, de *camérier* et autres dignités de district et de *terre*. Les institutions républicaines fonctionnent plus régulièrement dans ces régions de la Grande-Pologne et dans le palatinat de Sandomierz, où cette moyenne noblesse est maîtresse des diétines. On trouve dans toutes les provinces cette classe de gentilshommes aisés et indépendants. Mais dans la plupart des circonscriptions, quelque magnat mène à son gré la diétine en s'appuyant sur la noblesse pauvre, gentilshommes-laboureurs et gentilshommes *non possessionnés*.

Sur l'ensemble du territoire, on compte moins de nobles aisés

(1) Sur la *szlachta*, extraits des mémoires de Michel Gostkowski (né en 1773), cités par sa fille Sabine GOSTKOWSKA, *Pamiętniki*, pp. 251-260 ; vivantes évocations dans le *Pan Tadeusz* de MICKIEWICZ (trad. P. Cazin), dans le roman historique de H. RZEWUSKI, *Listopad*, 1845-1846.

que de nobles pauvres. Les gentilshommes-laboureurs (1) abondent entre Varsovie et les frontières de la Prusse : terre de Dobrzyn, palatinat de Plock, duché de Mazovie, palatinat de Podlachie. Des familles nobles de Mazovie ont au Moyen Age franchi la Vistule ; elles ont pullulé dans ces régions. Au milieu des villages paysans, on remarque des hameaux ou de petits villages nobles : les chaumières plus vastes, précédées de cours plus larges, s'y dispersent parmi des vergers plus beaux. Une dizaine ou une centaine de familles nobles y travaillent de petites propriétés, morcelées en étroites bandes de terre. La noble dame soigne les vaches, le gentilhomme mène la charrue. Il ne porte pas le même costume que les paysans, mais une capote en gros drap gris. Cette « noblesse grise », ces « nobles de hameau », élèvent des enfants particulièrement nombreux. Ils envoient volontiers un de leurs fils aux écoles du voisinage, qui disposent de quelques fondations pour les gentilshommes pauvres. Celui-là pourra faire carrière dans le clergé, dans l'armée, dans la basoche. Les autres resteront à la terre.

Dans toutes les provinces orientales, on trouve un grand nombre de ces gentilshommes propriétaires de quelques lopins de terre, notamment en Podolie et en Volhynie, moins fréquemment dans le Grand-Duché où, par contre, beaucoup de nobles tiennent à cens une petite exploitation.

Enfin viennent les nobles *non possessionnés*, ceux qui ne possèdent aucune terre à titre héréditaire. Ils dérogeraient en se livrant, dans quelque ville, au commerce ou à l'industrie. Ils entrent au service de leurs frères fortunés et surtout des magnats.

La puissance des magnats repose d'abord sur leurs propriétés patrimoniales. Stanislas Leszczyński possède en Grande-Pologne des terres qu'Auguste III achète pour 14 millions de florins de Pologne : il en fait don à son favori Sułkowski (2). Vers 1750, les propriétés de Jean Tarło, palatin de Sandomierz, comprennent plusieurs

(1) KORZON, *Wewn. dz.*, t. I, p. 150, compte en 1791, sur un total de 725.000 gentilshommes, 407.000 nobles laboureurs ou sans terre. — Sur les gentilshommes-laboureurs, W. GRABSKI, *Spoleczne gospodarstwo agrarne*, pp. 172-174 ; et les deux monographies de SMOLEŃSKI, *Mazowiecka szlachta w poddaństwie proboszczów plockich* (Les nobles de Mazovie sujets des prévôts de la cathédrale de Plock), 1881 (réimpr. dans *Pisma*, I, pp. 111-172), et *Drobna szlachta w Królestwie Polskiem* (La petite noblesse dans le Royaume de Pologne au XIX^e s.), 1878 (réimpr. dans *Pisma*, I, pp. 173-229).

(2) A. MOSZCZYŃSKI, *Pamiętnik*, p. 30. Le florin de Pologne valait à peu près une livre française. Le florin d'or ou ducat de Hollande valait 18 florins de Pologne d'après l'ordonnance de 1717 ; 16,7 d'après l'ordonnance de 1766, puis de nouveau 18 à partir de 1786.

dizaines de villages épars dans six palatinats, depuis celui de Rawa jusqu'en Podolie : ses paysans lui versent en argent et en nature cent mille florins par an ; nous ignorons le revenu des domaines qui constituent la réserve seigneuriale (1).

En outre, ces particuliers, riches par leurs propriétés privées, jouissent à titre viager de vastes territoires du domaine public. Charles Radziwiłł y détient à lui seul seize villes et près de six cents villages, sans avoir jamais brillé que dans les chasses et les beuveries (2). D'après les *Pacta conventa*, le roi doit distribuer les starosties en récompense des services rendus à la République. Mais le titulaire demande la survivance pour sa femme, pour ses enfants. Et le « pain des méritants » demeure de génération en génération dans la même lignée. On en dispose par des arrangements de famille, sous réserve d'autorisation que le Roi ne refuse guère.

Aussi pouvons-nous difficilement distinguer dans les revenus des magnats, la part des propriétés privées et la part des domaines publics. Les *latifundia* de l'Ukraine, terres patrimoniales ou starosties, constituent l'essentiel des plus grandes fortunes. Ils se trouvent aux mains soit de très anciennes maisons lithuaniennes comme les Radziwiłł, les Sapieha, les Sanguszko, soit de familles originaires de la Petite-Pologne où elles conservent leur principale résidence, comme les Lubomirski, les Potocki, les Lanckoroński.

En 1750, l'hetman Joseph Potocki disposait annuellement de 2.880.000 florins de Pologne ; François, écuyer-tranchant de la Couronne, de 960.000 ; Nicolas, staroste de Kałusz, de 800.000 ; Stanislas, palatin de Kiev, de 284.000 (3).

En 1770, Stanislas Lubomirski, palatin de Braclaw, possédait 31 villes, 738 villages ; au total plus de 25.000 kilomètres carrés (4). Vers la même date, on estimait à cent millions de florins de Pologne les biens d'Auguste Czartoryski, palatin de Russie, auquel un mariage heureux avait apporté les richesses des Sieniawski. En 1791, le fisc évaluait à trois millions les revenus de Félix Potocki dans le palatinat de Braclaw : trois millions de *morg* (18.000 kilomètres carrés), dont un tiers en culture, avec une population de 130.000 serfs (5).

(1) KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, pp. 59-60.

(2) Charles Radziwiłł, dit *Panie Kochanku*, maréchal de la Confédération de Radom. KORZON, *Wewn. dz.*, t. I, p. 248.

(3) WALISZEWSKI, *Potoccy i Czartoryscy*, p. 18, n. 1, d'après les rapports de Castéra.

(4) FELDMAN, *Czasy saskie*, p. IX.

(5) KORZON, *Wewn. dz.*, t. I, p. 248. — Le *morg*, tel que l'avait défini pour la Couronne une loi de 1764, valait 60 ares.

Bien entendu, la loi ne reconnaissant pas de privilèges aux magnats, cette aristocratie de fait n'est pas nettement délimitée ; elle ne parvient pas non plus à se fermer complètement. Impossible de préciser à quel moment un riche gentilhomme peut être qualifié de magnat. Chaque roi introduit dans cette caste quelques-uns de ses favoris. Cependant les grandes familles s'efforcent de maintenir leur fortune patrimoniale et de conserver la faveur du roi.

La loi polonaise ne connaît pas le droit d'aînesse. Chez les magnats comme dans la *szlachta*, le père dirige volontiers un ou plusieurs de ses enfants vers le clergé, procure aux autres de riches mariages, avantage l'un d'eux par diverses dispositions testamentaires.

Dès le ^{xvi}^e siècle, plusieurs grandes familles ont constitué des majorats. La branche aînée des Radziwiłł détient les majorats de Nieśwież et d'Ołyka, la branche cadette, celui de Kleck, en conséquence d'un arrangement de famille ratifié par la Diète de 1589. La même Diète, « en considération des mérites de Jean Zamoyski, Chancelier et Hetman », l'a autorisé à régler à sa guise, et à titre perpétuel, la dévolution de ses biens parmi ses descendants mâles : l'aîné de la famille possède le majorat de Zamość.

Ces immenses fortunes assurent aux grandes familles une place éminente. Leurs membres recherchent les grandes dignités de la République, souvent par ambition politique, toujours par intérêt : les hautes fonctions, gratuites en elles-mêmes, sont toujours accompagnées de grandes starosties. Toute grande famille détient plusieurs sièges au Sénat. En 1748, on y relève (1) trois Szembek, trois Ogiński et les trois frères Czartoryski ; quatre Sapieha, le Grand-Chancelier de Lithuanie et trois palatins ; enfin cinq Potocki, cousins éloignés mais très unis : l'un siège au Sénat comme Grand-Hetman de la Couronne et Castellan de Cracovie, les quatre autres comme palatins. Or la maison Sapieha, comme les Radziwiłł, accapare depuis des siècles les grandes charges de Lithuanie. Dans la Couronne, la maison Potocki détient depuis cent ans, à peu près sans interruption, la grande ou la petite *masse d'armes*.

Tout magnat entretient des centaines de gentilshommes, pour la gestion de ses biens, pour le service de sa cour et dans ses troupes (2). Un économiste ou gouverneur administre chaque *domaine* (*klucz*), groupe d'un certain nombre de villages ; un intendant

(1) CASTÉRA, *Idée de la République*, pp. 35-41, donne la liste des sénateurs en 1748.

(2) MOSZCZYŃSKI, *Pamiętnik*, pp. 104-112 ; BERGERÓWNA, *Pani na Kocku*, pp. 177 et suiv.

dirige l'exploitation de chacune des *réserves* seigneuriales ; puis vient un personnel de comptables et de trésoriers, d'inspecteurs des forêts, de directeurs des manufactures. Le magnat fait vivre en outre de nombreux hommes de loi.

Le maître réside tantôt dans son palais de Varsovie, assez vaste pour loger au temps des Diètes une escorte et la clientèle politique, tantôt dans quelque capitale provinciale, Wilno, Cracovie, Léopol, et la plus grande partie de l'année sur ses terres. Dans ces résidences perdues au fond des campagnes, les voyageurs trouvent un luxe surprenant. L'hetman Jean-Clément Branicki, ancien maréchal de camp des armées françaises, a voulu construire à Białystok un petit Versailles. Il a constitué dans son parc une ménagerie ; il boit le café mûri dans ses serres. Plus loin vers l'Est, se dressent des châteaux fortifiés, mais non moins luxueux. Radziwiłł habite à Nieśwież dans une puissance citadelle Renaissance, tapie dans les forêts du palatinat de Nowogródek ; sur la colline fortifiée de Wiśniowiec en Volhynie, Mniszech embellit son palais baroque.

Toute une cour anime ces résidences, sous l'autorité du *maréchal de la cour* et de son second, le *burgrave*. Ils recrutent la domesticité parmi les serfs ou parmi les gentilshommes gueux : car la noblesse est considérée comme une grande famille patriarcale, et le hobe-reau ne déroge pas en servant un noble comme valet de chambre, comme laquais ou même comme palefrenier. A plus forte raison des fonctions plus relevées n'entraînent-elles aucun déshonneur. Des gentilshommes aisés, même des dignitaires de district, font entrer à la cour des magnats leurs filles comme demoiselles d'honneur, leurs fils comme pages. Ces jeunes garçons partagent les jeux des fils de la maison, suivent avec eux les leçons du précepteur. Ils rehaussent l'éclat des réceptions, tout en rendant de menus services. En toute circonstance, les grands seigneurs aiment à paraître dans un brillant cortège de cavaliers, costumés en cosaques ou en tatars, en uhlands, en housards.

Ils ne se bornent pas à ces escortes d'honneur. Dans le moindre manoir de l'Ukraine, pays peu sûr, le maître entretient quelques *Cosaques*, c'est-à-dire quelques serviteurs armés. Partout des gardes veillent à la sécurité des châteaux ; les magnats garnissent d'artillerie leurs résidences. Ils organisent de véritables armées privées ; nulle loi ne le leur interdit.

Ce personnel noble, civil et militaire, constitue pour les magnats le noyau d'une clientèle de protégés. Les gentilshommes propriétaires

recherchent l'appui de voisins si riches et si influents, et les grands seigneurs manœuvrent à leur fantaisie la plupart des diétines, s'ils répandent généreusement l'argent et la *wódka*. Ils ont soin d'appeler *Chers frères* tous les gentilshommes, de donner l'accolade même aux plus gueux (1), et vont répétant que la noblesse n'a pas de meilleurs champions de sa liberté que les grandes et anciennes familles.

Simple citoyens devant la loi polonaise, ces grands seigneurs veulent faire figure de princes en Europe, et de princes fort indépendants, tels ceux de l'Empire germanique. Ils affectent les manières des cours occidentales, se parent de titres brillants, et mènent une véritable politique extérieure.

Quelques familles ont conservé l'habitude — naguère générale dans toute la noblesse riche — d'envoyer les jeunes gens en voyage de fin d'études. Ils s'acheminent vers l'Italie et vers la France en visitant Dresde, Vienne et la cour polonaise de Lorraine. S'ils négligent les écoles, ils introduisent en Pologne les modes et les manières de Versailles. Dès 1740, les magnats commencent à porter la perruque ; ils abandonnent le *kontusz* pour le frac, le sabre courbe pour l'épée, leur engouement pour la mode française s'unissant au désir de se distinguer de la *szlachta*.

La loi reconnaît, sans d'ailleurs y attacher nul privilège, même honorifique, les titres portés par les familles des signataires de l'Union de Lublin (1569) : princes descendants de Gedymin ou de Rurik, comtes du Saint-Empire d'institution antérieure à cette date. Au XVIII^e siècle, il n'est guère de grande famille qui ne porte — en dehors des actes officiels — quelque titre de noblesse. De leur propre autorité, les magnats décernent le nom de comté à leurs plus vastes domaines. Et l'on ne voit guère à Paris de gentilhomme polonais qui ne se fasse appeler comte (2).

Enfin comme naguère les grands féodaux français, comme les

(1) Stanislas-Auguste Poniatowski raconte plaisamment dans ses *Mémoires*, t. I, pp. 58-61, comment, brigant pour la Diète de 1758, les suffrages des gentilshommes de Łomża, il lui fallut « embrasser continuellement leurs sales et pouilleuses personnes » et passer toute une nuit à regarder danser et boire un électeur influent.

(2) Parmi les comtes du Saint-Empire, citons les Leszczyński (dès 1473), les Krasicki et les Lubomirski (XVII^e s.). En 1744, cinq des Jabłonowski obtiennent de Charles VII le titre de princes d'Empire. Gaëtan, le plus vain de cette orgueilleuse famille, s'intitule en outre prince d'Ostróg et de Berezdów, érige en comté huit autres de ses domaines. Feld-maréchal de l'Empire, chevalier de la Toison d'Or, il meurt en 1764 chevalier de l'ordre français du Saint-Esprit, Grand d'Espagne (BERGERÓWNA, *Pani na Kocku*, pp. 12-13).

Électeurs de l'Empire germanique, les magnats polonais jouent aux souverains avec les cours étrangères. Ils mènent leur jeu diplomatique en dehors du Roi et de la Diète, sans que ni leur conscience ni l'opinion les condamne comme traîtres. Tout au long du siècle, les grandes familles mécontentes de la Cour, font appel aux puissances étrangères.

Ainsi les magnats entretiennent soigneusement la fiction de l'égalité nobiliaire. Mais la rivalité et les intrigues d'une douzaine de familles constituent la trame de l'histoire intérieure et extérieure de la République. En 1740, les gentilshommes polonais célèbrent avec le même aveuglement la *liberté dorée* et l'*égalité de l'ordre équestre*. Ils se trouvent en fait sous la dépendance des magnats et, déjà, des souverains étrangers.

II. — LES PAYSANS

Le servage (1). — Dupont caractérise la Pologne par une vigoureuse formule : « une République de nobles ayant des serfs » (2). En effet, les paysans, soit les quatre cinquièmes de la population, sont réduits au servage sur les terres des gentilshommes, de l'État et de l'Église.

Les nobles exercent sur leurs paysans une autorité sans limite : *absolutum dominium*. Sans leur autorisation, les serfs ne peuvent pas envoyer à la ville leurs enfants en apprentissage, à l'école ou au séminaire. L'air des villes polonaises n'affranchit pas le paysan, comme en Europe occidentale, passé un certain délai. Le seigneur conserve à jamais le droit de suite. Le jeune serf, entré en fraude au séminaire, n'est affranchi que par les ordres majeurs. Vers la fin du règne d'Auguste III, Mathieu Lanckoroński, plus tard palatin de Braclaw, retrouve par hasard au séminaire de Cracovie un paysan fugitif. Le jeune homme a déjà reçu les ordres mineurs, il doit être prochainement ordonné sous-diacre. Le Consistoire doit

(1) Nous utilisons principalement la magistrale synthèse de W. GRABSKI, *Spółeczne gospodarstwo agrarne*, 1923, pp. 123-208 et les travaux de RUTKOWSKI : *Le régime agraire en Pologne au XVIII^e siècle*, 1926 (à rapprocher d'Henri SÉE, *Le régime agraire en Europe au XVIII^e siècle*, 1921, où il manque un chapitre sur la Pologne) et *Histoire économique de la Pologne avant les partages*, 1927.

(2) INSTITUT DE FRANCE, *Discussions*, p. 48.

livrer le séminariste à son maître (1). Les serfs des gentilshommes ne sont pas même libres de s'engager dans l'armée.

Par contre le seigneur peut déposséder un paysan de sa tenure pour le vendre à un autre maître : mais au XVIII^e siècle, on condamne cette pratique comme contraire à une bonne économie et les gentilshommes se bornent à vendre, à donner, des serfs qui ne sont pas en possession de quelque terre.

Aucun tribunal ne peut recevoir la plainte du paysan contre le seigneur, juge souverain de ses serfs. D'ordinaire, le maître gouverne le village par l'intermédiaire d'un des paysans, auquel il confie les fonctions de *wójt* (*advocatus*). Le *wójt* et ses assesseurs tranchent les différends entre les serfs, condamnent les délinquants au fouet ou aux verges : le seigneur se réserve le droit de confirmer ou de casser la sentence du tribunal de village. En matière criminelle, le maître n'use guère de son droit de haute justice : il fait conduire le prévenu à la ville voisine pour le déférer soit au tribunal municipal soit au tribunal du staroste. Mais les maîtres brutaux, buveurs et coléreux sont assurés de l'impunité. Ils ne refréneront leurs instincts qu'à la voix de leur conscience, et par crainte de voir déguerpir leurs serfs.

Tout, dans les petits domaines, dépend de l'humeur du maître. Les instructions données par les magnats à leurs agents nous renseignent sur la condition des paysans dans les grandes propriétés. Parmi ces *instructions économiques*, l'une des plus significatives, en date de 1769, émane d'un magnat lithuanien. Peut-être s'agit-il du comte André-Ignace Ogiński (1732-1787). Faute d'une certitude sur son identité, nous appellerons ce personnage le propriétaire de Wielaszkowice, du nom du seul domaine qu'il cite dans ses instructions. Ce magnat éclairé (2) entend retenir ses serfs par la douceur, sans renoncer à la contrainte. « Sur quel fondement repose toute l'économie ? — Sur la population... Toute mesure défavorable à la population est en soi très mauvaise », même si le Commissaire peut enregistrer un revenu immédiat « sur le papier ». Donc « que le

(1) KOLLONTAJ, *Stan oświecenia*, p. 155.

(2) Dans les deux volumes publiés par PAWLIK sous le titre *Instruktarze ekonomiczne*, 1915-1929, figurent pour le XVIII^e siècle seize textes, d'intérêt très inégal d'ailleurs ; les instructions du maître de Wielaszkowice au t. I, pp. 44-99. Ce magnat possédait, outre le village de Wielaszkowice (palatinat et district de Witebsk), des terres en Mazovie. — Ces instructions économiques sont inscrites sur un gros cahier (*Bibl. Krasinśkich, Rkps 3520*), à la suite de longs extraits de l'article *Épargne*, publié par Faiguet de Villeneuve dans l'*Encyclopédie* de Diderot.

paysan soit chez moi mieux qu'ailleurs et bientôt il y aura population ». L'Économe veillera « à ce que nul ne fasse rien en plus de ses obligations énumérées sur l'inventaire, car c'est pour cela que les gens déguerpissent » (1).

Les agents du maître enfreignent sans doute volontiers ces sages prescriptions, car le seigneur de Wielaszkowice mentionne fréquemment des terres abandonnées et prévoit de nouvelles désertions. L'Économe surveillera les serfs qui projettent de déguerpir ; il fera poursuivre aussitôt les fugitifs et mettre sous séquestre tout ce qu'ils auront laissé. Le Commissaire fera bâtonner sous la potence le paysan qui n'aura pas dénoncé le fugitif, lui ordonnera de le retrouver. S'il ne le retrouve pas, le paysan coupable de silence sera tenu de réparer toute la perte subie par le seigneur. « Et même s'ils n'ont pas eu connaissance de la fuite, mais pour n'y avoir pas veillé, tous les voisins devront cultiver le tenure du fugitif et acquitter toutes les prestations » qui lui incombaient (2). Le *dizainier* surtout, auxiliaire du *wójt*, sera tenu pour responsable. Si l'on voit des serfs déguerpir malgré cette surveillance, malgré les châtimens qui attendaient le fugitif rattrapé, c'est que le maître ou ses agents réduisent les paysans à une misère désespérée, c'est qu'ils l'écrasent de redevances ou de corvées.

Dans certains villages, le seigneur a réparti le territoire entre les paysans. Ils exécutent quelques travaux seulement au profit du maître ou de son intendant, mais s'acquittent de lourdes redevances en argent et en nature : céréales surtout, et aussi bétail et volailles, fruits et champignons.

Ailleurs le propriétaire s'est constitué une *réserve* (*folwark*), vaste exploitation sur laquelle les paysans accomplissent tant de jours de corvée qu'il leur reste à peine le temps de cultiver leurs propres tenures. Dans les provinces occidentales, ils doivent chaque semaine 5 à 6 jours de corvée avec attelage par charrue (*tan*, 13 ha.) ou par *włóka* (18 ha.). Le maître de Wielaszkowice aime voir une tenure servile d'un quart de *włóka*. En général, au XVIII^e siècle, les exploitations moyennes varient entre un quart et une demi-*włóka* ; beaucoup de paysans n'ont qu'un lopin ou un simple jardin, ne possèdent même point de terre. Ceux-là travaillent comme journaliers sur la *réserve* seigneuriale, ou chez les paysans qui cultivent une grande tenure.

(1) PAWLIK, *Instr. ek.*, I, pp. 45-46, 59.

(2) *Ibid.*, I, p. 53.

Au XVIII^e siècle, les gentilshommes continuent à étendre leurs *réserve*s aux dépens des tenures paysannes. Les confiscations pures et simples font scandale, les gentilshommes et surtout les magnats procèdent par des bornages et des redistributions pour réduire les lots des paysans et étendre la *réserve* tout en la remembrant. Les textes nous montrent partout des tenures vacantes, soit que le dernier tenancier ait déguerpi pour échapper à des charges trop lourdes, soit qu'il n'ait pas laissé d'héritiers. Au lieu d'attribuer à nouveau ces terres à quelque paysan, le seigneur les réunit à la *réserve* et les fait cultiver par corvée.

Les paysans se plaignent des accroissements de la *réserve* domaniale et des nouvelles corvées, plus qu'ils ne réclament l'établissement du cens. Le cens vaut-il mieux que la corvée, se demande le propriétaire de Wielaszkowice ? « Cela dépend des conditions locales et du désir des serfs. » Mieux vaut la corvée sur les domaines où le seigneur possède une résidence, où il est difficile de vendre les denrées, « là où le paysan meurt de faim chaque année... D'ailleurs distribuer la terre à cens au paysan contre sa volonté, ce serait *donner de la bière à un cheval* » (1).

On trouve beaucoup de villages de censitaires sur les plateaux de Petite-Pologne, plus propres à l'élevage, tandis que le régime de la corvée domine dans les terres à blé. Les propriétaires cherchent surtout à produire des céréales pour l'exportation. Ils font ensemençer des superficies de plus en plus vastes, mais les procédés primitifs de culture, sans fumures suffisantes, sans assolements, épuisent le sol. Les rendements n'augmentent pas ; les seigneurs imposent aux paysans des corvées plus lourdes.

Ils les dépouillent encore par le jeu des banalités : moulin seigneurial, monopoles de la bière, de l'alcool, des débits de boissons, monopoles du sel et du tabac. Le maître réglemente la vente des denrées au manoir, organise au mieux de ses intérêts les foires et marchés.

Il s'abstient de prélever un droit sur l'héritage mobilier des paysans ; les serfs polonais jouissent en fait de la propriété mobilière. Sans attendre leur décès, le seigneur a suffisamment de moyens pour s'approprier le fruit de leur travail.

Les deux tiers des paysans sont livrés à l'arbitraire des gentilshommes, les autres trouvent sur les terres de l'Église et les terres de l'État un sort moins rigoureux. Les serfs de l'Église ont perdu,

(1) *Ibid.*, I, p. 45.

vers le milieu du XVIII^e siècle, la faculté de porter plainte contre l'administrateur du domaine. Mais les Chapitres cathédraux contrôlent la gestion de chacun des chanoines et de l'évêque lui-même ; l'évêque à son tour surveille les curés. L'histoire de tel village, appartenant à un couvent, nous montre les paysans jouissant en fait de la propriété de leurs tenures, ils se gouvernent en fait par un *wójt* élu et le couvent n'intervient que pour adoucir les peines infligées par le tribunal du village (1).

Les Serfs de l'État peuvent en appeler à la justice des *Référéndaires*, qui siègent à Varsovie pour la Couronne, à Wilno pour le Grand-Duché. Les magnats et les prêtres nommés par le roi à cette haute fonction (2), prennent rang parmi les dignitaires de la République, immédiatement après les sénateurs. Des commissaires inspectent les starosties à la nomination d'un nouveau titulaire. Sur les *Économies* de la *Table Royale*, les fermiers recherchent les profits immédiats pendant la durée de leur bail. Ces nobles ne respectent guère plus les paysans de l'État que les serfs de leurs domaines patrimoniaux. Ils instaurent le monopole de l'alcool, parfois des moulins banaux. Ils augmentent les corvées dans les villages qui, en vertu d'anciens privilèges royaux, n'en devaient qu'un jour par semaine. Mais les Référéndaires punissent les abus trop criants, veillent à ce que les paysans de l'État acquittent seulement les prestations spécifiées dans les inventaires, à ce que la corvée ne dépasse jamais, par charrue ou par *włóka*, quatre jours par semaine avec attelage et huit sans attelage (3).

Il existe sur les terres de l'État comme sur celles de l'Église, des villages de censitaires, exempts de toute corvée ordinaire. Les contemporains qualifient volontiers de *libres* les paysans qui ne sont pas astreints à la corvée. Mais à proprement parler *il n'y a pas de paysans libres* en Pologne au XVIII^e siècle : nul, sauf les paysans de l'État, tous serfs, ne jouit de la protection des tribunaux, nul ne peut se déplacer sans l'autorisation de son maître. « Les lois polonaises font le gentilhomme propriétaire de tous les hommes qui naissent sur sa terre, sauf s'ils sont nobles (4). » Divers textes, entre

(1) ULANOWSKY, *Wieś polska od w. XVI. do XVIII.*, 1893-1894. Ce village de Kasina Wielka (palatinat de Cracovie, district de Limanowa) appartenait aux Dominicains de Cracovie.

(2) La Couronne et le Grand-Duché ont chacun leur Référéndaire ecclésiastique et leur Référéndaire laïque.

(3) W. GRABSKI, *Spół. gosp. agr.*, pp. 176-178.

(4) KOLLONTAJ, *Stan oświecenia*, p. 154.

autres un statut de 1519, autorisent les seigneurs à s'emparer des vagabonds. Les magnats polonais ont attiré des colons allemands pour défricher des terres incultes, pour assécher des sols marécageux, mais à l'expiration de leur long bail, beaucoup de ces colons retournent en Allemagne par crainte d'être réduits au servage. Nous ne voyons pas les partisans des réformes réclamer pour des paysans plus nombreux les franchises de telle ou telle catégorie privilégiée. Sauf exceptions négligeables, tous les paysans polonais sont des serfs (1).

Il manque aussi à la Pologne ces paysans riches auxquels les Habsbourg et les Hohenzollern s'intéressent particulièrement. La coutume du partage égal morcelle à l'extrême les tenures paysannes en Pologne. Ceux qui possèdent une terre plus étendue ne paraissent pas plus à l'aise : ils cachent souvent un petit magot, plutôt que d'augmenter leur train de culture, car ils redoutent l'avidité du seigneur (2). Ainsi les serfs polonais vivent tous dans des conditions fort primitives.

Un type d'économie primitive. — Les voyageurs étrangers se bornent en général à quelques lamentations sur la misère des paysans polonais, ou bien ils notent quelques coutumes pittoresques. Un médecin et naturaliste lyonnais, Emmanuel Gilibert, qui vécut à Grodno et à Wilno de 1775 à 1783, a laissé une description précise de la vie matérielle des paysans lithuaniens (3).

(1) A partir du xvi^e siècle, et tout au long du xviii^e, des propriétaires polonais font venir des cultivateurs de diverses régions de l'Allemagne, même de la lointaine Souabe. On appelait en Pologne *Hollandais* ceux qui venaient de l'Allemagne du Nord. Ces colons, disposant des petits capitaux qui faisaient défaut aux paysans polonais, se chargeaient de défricher ou de drainer des terres incultes. Ils passaient avec le seigneur des baux de 25 à 60 ans, ou plus longs encore, mais très rarement perpétuels, et ne devaient qu'un cens très faible. Frédéric II appela dans ses États les *Hollandais* de Pologne, quelques années avant le premier partage (W. GRABSKI, *op. cit.*, pp. 165-166, 175). Dans les provinces orientales, on trouvait des *raskolnik*, des *bojar* astreints à divers services pour la garde des frontières ou pour la poste (KORZON, *Wewn. dz.*, t. I, p. 314), mais la condition juridique de ces petits groupes n'a fait l'objet d'aucune étude approfondie.

(2) Le Comte André-Ignace Ogiński, dans ses *Instructions économiques* de 1786, expose les inconvénients qui résultent de la présence de quelques paysans riches dans un village : « ce n'est pas en vain que l'on dit : *plus on a et plus on désire* » (PAWLIK, *Instr. ek.*, t. I, p. 257).

(3) W. GRABSKI, *Spół. gosp. agr.*, p. 186, note le penchant des voyageurs du xviii^e siècle à peindre en noir la condition des paysans non seulement en Pologne, mais en Allemagne, en France et en Angleterre. Gilibert donna lecture de son *Tableau de l'économie rurale en Lithuanie* à la Société d'Agriculture de Lyon en 1787 ; nous le citons d'après la réimpression qu'il en publia dans son *Histoire des plantes d'Europe*, 2^e éd., t. III, pp. xviii-xxxi.

Grands et robustes, d'un caractère tranquille, « ils sont sains, soumis à un petit nombre de maladies », beaucoup parviennent à un âge avancé. Ils construisent leur maison en superposant des troncs d'arbres équarris à la hache, et la couvrent d'un toit de chaume. « A un angle s'élève un grand poêle » en briques « très ingénieusement inventé... La porte et la cheminée du poêle sont en dehors..., on n'est jamais incommodé par la fumée ».

Sur un cadre de chêne, « une claie chargée de fougères et de mousse, forme [le] lit [du paysan] ; les plus riches le couvrent de deux peaux d'ours. Une table de six pieds, quelques tabourets de bois, complètent son ameublement. Les enfants dorment l'hiver sur des bancs près du poêle, l'été sur des feuilles ou en plein air. Quelques pots de terre constituent sa vaisselle ; une pierre de jaspe creusée au marteau, garnie d'un pilon à dents qui roule dans la pierre, lui sert de moulin pour former son gruau et sa farine ; un tronc de chêne creusé à la hache lui donne un pétrin. Son four est près du poêle ; il sait très bien l'élever et le garnir, sans appeler un maçon ».

Le soir on allume rarement la lampe à huile. « On ne s'éclaire qu'avec des lames de sapin résineux », même pour filer. Les femmes filent le lin et la laine, et tissent sur le même métier la toile et le drap. Les paysans portent une chemise en toile et une longue tunique en drap brun. Ils n'achètent guère que la ceinture de lainage rouge.

Tout près de la maison, les écuries consistent en une construction basse, en torchis, coiffée d'un grand toit de chaume. Le jardin, planté d'arbres aux fruits trop acides, « fournit des betteraves, plusieurs espèces de choux, des pommes de terre, des oignons, des aulx. Un usage sagement établi est de faire aigrir des choux hachés et des betteraves ».

Les forêts couvrent, estime Gilibert, les 2/3 de la Lithuanie. Le paysan laboure facilement le sol, presque partout sablonneux, avec une charrue légère que tire un seul cheval. Il cultive surtout le seigle, qui forme « le fond de la nourriture, non seulement des paysans mais encore des gentilshommes », un peu de froment qu'on réserve pour les gâteaux et les pâtes, du blé noir.

Gilibert insiste sur le caractère primitif de l'économie : « Un paysan lithuanien, jeté par la tempête dans l'île de Robinson Crusé, aurait été peu inquiet de son sort... J'aurais pu faire voir comment, avec des écorces d'arbres, surtout du tilleul, ils savent faire

d'excellentes cordes et toute leur chaussure ; comment ils savent exploiter leurs mines de fer limoneuses et en forger eux-mêmes des socs de charrue ; comment ils savent faire leur charbon [de bois], retirer la potasse, la poix-résine, le goudron ; j'aurais pu les considérer comme chasseurs à la bête fauve, comme pêcheurs, car ils sont tout ce qu'ils veulent être. » Ces paysans n'achètent à peu près rien au dehors, et leur horizon ne s'étend pas au delà de leur village.

Les ressources du pays permettraient aux laboureurs une vie moins misérable. Mais « quoique la viande et le gibier soient très abondants en Lithuanie, les paysans en mangent peu ; ils réservent la volaille, le beurre, les œufs et leur gibier pour payer leurs tributs, ils se contentent de faire fumer du lard » et surtout des quartiers d'oie. « Le riche ne laisse au pauvre que précisément ce qu'il lui faut pour ne pas mourir de faim. »

Ignorance et superstition. — Ces paysans misérables demeurent incultes. Au milieu de leurs rudes travaux « ils ne soupirent qu'après les moments où ils pourront, en se gorgeant de spiritueux, rester morts-ivres » (1). Le monopole de la bière et de la *wódka* rapporte aux seigneurs des revenus considérables, soit qu'ils exploitent eux-mêmes des brasseries et distilleries, soit qu'ils afferment ces industries à des Juifs. Le maître de Wielaszkowice pencherait pour l'exploitation directe, car ces Juifs font sortir des domaines des sommes considérables : cotisations à leurs communautés religieuses, dots à leurs filles. Enfin « il est difficile que le paysan se trouve bien ; il est vain de l'aider, là où le Juif peut tout lui soutirer », mais là encore tout dépend des conditions locales (2).

Les seigneurs imposent aux paysans d'accomplir leurs devoirs religieux. Tantôt ils invoquent le souci de rendre gloire à Dieu et d'éviter sa colère, tantôt ils trahissent des préoccupations intéressées. La maître de Wielaszkowice prescrit aux Économes et aux *dizainiers* de veiller aux pratiques religieuses dans les villages, aux Administrateurs de dire avec le personnel des manoirs les prières quotidiennes. Et voici les ordres que, dans ses tournées d'inspection, le Commissaire doit donner aux paysans assemblés :

« 1^o Catholiques et Ruthènes doivent aller à l'église selon le règlement, sous peine chaque fois de 10 coups de verges, et d'un jour de corvée...

(1) GILIBERT, *op. cit.*, t. III, p. xxix.

(2) PAWLIK, *Instr. ek.*, t. I, p. 48.

« 2^o Faire la confession pascalle, sous peine de 50 coups de fouet en public à l'église.

« 3^o Celui qui pratique la sorcellerie et celui qui va chez le sorcier et a recours à lui, seront battus de verges devant l'église, de la tête aux pieds. Et si le devin ne s'amende pas, il sera brûlé.

« 4^o Quant à la corvée, ils ne doivent pas envoyer à leur place des enfants, mais s'y rendre avec diligence ; ils doivent bien travailler la terre (1). »

En 1765, une grande dame éclairée ordonne, elle aussi, d'arrêter les sorcières et devineresses, et de lui en référer (2). Mais, pas plus que le magnat lithuanien, elle ne semble tenir compte, en ces matières, de la juridiction ecclésiastique. Pourtant la législation nationale (loi de 1543, rescrit de 1703) réserve au clergé l'instruction des procès de sorcellerie. En 1733, André-Stanislas Załuski, alors évêque de Płock, frappe d'excommunication les laïques qui osent intervenir en ces matières : « dans les petites bourgades, souvent même dans les villages, les bourgmestres et les *wójt*, sans rien connaître du droit, sans savoir même lire et écrire » condamnent ainsi des innocents à de cruelles tortures ou même à la mort. D'autres évêques l'imitent et, en 1764, son frère, Joseph Załuski, évêque de Kiev : « Ceux qui, parce qu'il règne la sécheresse ou parce qu'il pleut, jettent des femmes à l'eau... pèchent gravement » (3).

Sans doute une partie de la petite noblesse et du bas-clergé, les bourgeois des petites villes croient-ils aux sorcières comme les paysans. Mais la superstition règne en maîtresse au village, où nul ne sait ni lire ni écrire. Dans les paroisses rurales, d'ordinaire très vastes, le curé se borne à célébrer le culte et à administrer les sacrements. Nombre de villages ont eu leur école paroissiale au temps de la Contre-Réforme, mais les gentilshommes ont mal accueilli ces institutions ; beaucoup ont formellement interdit à leur paysans de les fréquenter, les guerres ont ruiné les derniers établissements subsistants. Au XVIII^e siècle, on ne trouve plus d'écoles dans les villages ; à leur place, le curé se plaît à installer un orgue et paie un organiste (4).

(1) *Ibid.*, t. I, p. 52.

(2) *Ibid.*, t. I, pp. 15-16. Sur Catherine Mniszech, voir ci-dessous, p. 56.

(3) Décision du synode de Płock 1733, brochure de Joseph Załuski 1766, cité par SMOLEŃSKI, *Przewrót umysłowy*, p. 80.

(4) Kot, *Dz. wychowania*, t. I, pp. 272-276.

III. — LA BOURGEOISIE

Entre les paysans serfs et les nobles citoyens, la bourgeoisie joue un rôle effacé dans la vie économique, à peu près nul dans la vie politique (1).

Faible développement des villes. — Deux milliers de localités se parent du titre de villes (2) en vertu des chartes qui leur ont conféré les privilèges du droit de Magdebourg. Leurs citoyens relèvent, en matière civile et criminelle, du droit *allemand* et du tribunal municipal qui exerce basse et haute justice. Nul n'obtient droit de bourgeoisie sans être inscrit dans une corporation, et les représentants des corporations participent, d'ordinaire, au gouvernement municipal. Les bourgeois se réunissent rarement en assemblée générale dans les villes de quelque importance ; un collège de Représentants du *Commun* est censé défendre les intérêts du peuple. Il partage le gouvernement avec les deux organes patriciens : le Conseil de Ville (*ordo senatorius*) et les Échevins.

On distingue des villes royales et des villes privées, qui dépendent soit d'un dignitaire ecclésiastique, soit de seigneurs laïques. Parmi les villes royales ou villes libres de la République, figurent les huit cités polonaises peuplées de plus de dix mille habitants :

Poznań (10.000 h.), chef-lieu de la Grande-Pologne ; puis au long de la Vistule, Cracovie (20.000 h.), bien déchue depuis que la Cour a abandonné le château du Wawel ; Varsovie (40.000 h.), seule ville de Pologne qui accomplisse au cours du siècle de notables progrès ; Toruń (13.000 h.) et Dantzig (environ 50.000), cette dernière ville, plus ancienne que la capitale, demeure plus peuplée et plus riche ; enfin plus à l'est, Wilno (24.000 h.), Lublin (11.000) et Léopol (29.500) (3).

Plus de quatre cents localités portent comme elles le titre de ville

(1) KORZON, *Wewn. dz.*, t. I, pp. 273-314 (statistiques) et t. II, pp. 213-279 (vie économique) ; PTAŚNIK, *Miasta i mieszczaństwo w dawnej Polsce*, décrit surtout la vie municipale.

(2) Dans les limites du premier démembrement, la Pologne comptait environ 1.543 villes, dont 364 villes royales (KORZON, *Wewn. dz.*, t. I, p. 296).

(3) Lwów, par L. DZIEDZICKI, dans *Słownik geograficzny Królestwa Polskiego*, t. V, pp. 496-554. — Comparer avec les villes russes : en 1710, Moscou 40.000 h. et Nijni-Novgorod 28.000 ; Pétersbourg 75.000 en 1725, 150.000 en 1763 (CAMENA D'ALMEIDA, *Russie et États de la Baltique*, pp. 137, 122-123 dans *Géo. Univ.*, t. V).

royale. Or des chefs-lieux de palatinat ne comptent guère plus de 1.000 habitants, comme Sieradz et Łęczyca dans la Grande-Pologne, ou n'en atteignent peut-être pas 500 comme Troki en Lithuanie, Braclaw en Ukraine.

Certains magnats possèdent des villes comme on en compte peu parmi les cités royales : aux frontières de la Silésie, les Sułkowski sont maîtres de Leszno (8.600 h. en 1788), les Mycielski, de Rawicz (7.500) ; aux Radziwiłł appartient en Samogitie une cité de 5.000 habitants, Kiejdany ; aux Lubomirski, Dubno en Volhynie, avec plus de 6.000.

Gniezno vient en tête des villes ecclésiastiques, avec quatre milliers d'habitants, suivie par un bourg de 3.000 âmes : Łowicz, également propriété du Primat.

Au total, une quinzaine de cités royales ou privées dépassent cinq mille habitants.

Des centaines d'autres correspondent assez bien à la plaisante description qu'un poète donnait de Przemyśl :

« Il y avait trois auberges, quatre fragments de portes, neuf couvents, et çà et là des maisonnettes (1). »

Les bourgeois cultivent la terre, évincés du commerce par les Juifs : on ne trouve plus un négociant chrétien ni à Przemyśl ni à Tarnów (2).

Grandes ou petites, la plupart des villes conservent quelque vestige d'un âge plus heureux : maisons de patriciens, halles spacieuses, hôtel de ville richement sculpté. Nulle cité ne peut effacer les ruines des guerres suédoises, car les bourgeois souffrent à la fois de l'appauvrissement général du pays et d'une fâcheuse politique.

La vie économique du pays est basée sur l'exportation des blés et des bois, que l'on achemine sur Dantzig par la Vistule. La Pologne avait ainsi vendu 100.000 *last* de blé, soit 3.600.000 hectolitres par an, au début du XVIII^e siècle. Le total, tombé au 1/5 pendant les années 1700-1719, n'atteint pas le 1/3 dans la période 1720-1762, avec une moyenne de 31.000 *last* (3).

Les bourgeois de Dantzig, pratiquant peu l'armement, se contentaient de revendre aux Hollandais ou aux Anglais le blé de Pologne. Bien des Diètes ont critiqué le « droit d'étape » qui assure

(1) KRASICKI, *Monachomachja*.

(2) PTAŚNIK, *Miasta*, pp. 356, 390.

(3) RUTKOWSKI, *Histoire économique*, p. 192. Le *last* de Dantzig valait 36 hectolitres.

aux Dantzicois le monopole du commerce de commission. Les patriens prélèvent de larges bénéfices sur les denrées et marchandises qui passent obligatoirement par leurs mains. Leurs hôtels, leur riche mobilier, l'abondance du numéraire excitent l'admiration et la jalousie des Polonais. Mais la République n'a qu'à se louer du loyalisme des Dantzicois et n'ose rien entreprendre contre leurs privilèges. L'exportation des blés n'enrichit guère d'autre ville que Dantzig.

L'industrie ne fleurit dans aucune cité polonaise. Les paysans fabriquent tout eux-mêmes, trop pauvres pour rien acheter. La noblesse, emportée par des goûts de luxe toujours croissants, avait voulu entraver la hausse des produits manufacturés : maîtresse de la République, elle a fait taxer par les starostes les objets fabriqués par les artisans des villes polonaises, tout en admettant en franchise les articles achetés à l'étranger par les gentilshommes. L'industrie nationale n'a pu résister à pareil régime, alors que les artisans polonais suffisaient presque, au ^{xvi}^e siècle, à la consommation du pays.

Les mines et la métallurgie furent ensuite presque complètement abandonnées. Le Sieur de Hauteville, qui avait parcouru le pays sous Jean-Casimir et sous le roi Sobieski, s'étonnait de ne trouver chez les Polonais que des moulins à farine : « mais je n'y en ai point vu à papier, à draps, ni à tan. Cependant ils en pourraient avoir facilement... Ainsi ils gagneraient eux-mêmes tout ce que les étrangers gagnent sur les draps et les cuirs qu'ils leur portent... Il n'y a point aussi [de pays] où l'on use plus de cuir, puisque tout le monde y porte des bottes, puisqu'ils ont presque tous des carrosses ou des chariots couverts de cuir... Les Polonais, au lieu... d'apprêter eux-mêmes les peaux de toutes ces bêtes qu'ils tuent, souffrent que les étrangers les leur viennent enlever, pour les apprêter dans leur pays, d'où ils les leur rapportent ensuite, et leur vendent bien cher ce qu'ils ont eu à bon marché » (1).

On assiste, vers 1740, aux débuts d'une renaissance industrielle. Anne Radziwiłł, princesse douairière de Nieśwież, fonde en Lithuanie, depuis 1728, des verreries, une manufacture de céramique, des fabriques de draps et de tapisseries. Le chancelier de la Couronne, Jean Małachowski, fonde, à partir de 1739, plusieurs grandes forges. De même, l'évêque André-Stanislas Załuski établit l'industrie du fer

(1) D'HAUTEVILLE, *Relation historique de la Pologne*, 2^e éd., 1697, pp. 284-285.

et du fer-blanc, dans les palatinats de Cracovie et de Sandomirerz, sur les domaines de l'évêché de Cracovie. D'autres magnats suivent bientôt leur exemple en faisant travailler, sous la direction de contremaîtres étrangers, des bourgeois de leurs villes ou des serfs de leurs domaines. Ce renouveau, bien modeste encore, procède de l'activité des magnats, non des bourgeois. Il favorise quelques bourgades seigneuriales, sans profiter aux villes royales (1).

Les privilèges des villes. — Les bourgeois, en tant que tels, ne sont pas citoyens de la République. Les villes ne constituent point un État dans la Diète. Cependant *l'ordre équestre* admet quelques cités à partager ses prérogatives, à des titres divers et dans une mesure variable. Ce sont, outre les huit plus grandes villes déjà citées, Elbląg en Prusse et Kamieniec en Podolie. Varsovie n'envoie de délégués qu'aux Diètes de Couronnement, pour prêter le serment de fidélité. Les trois villes prussiennes de Dantzic, Toruń et Elbląg (2), ainsi que Poznań, Kamieniec et Lublin, députent aux Diètes d'Élection. Et surtout Cracovie, Wilno et Léopol participent à toutes les Diètes. Leurs députés possèdent théoriquement les mêmes droits que les nonces de la noblesse, aucun texte ne restreint leur compétence ; mais ces bourgeois, noyés parmi les gentilshommes, ne prennent la parole ni sur les intérêts généraux de la République, ni même sur les intérêts particuliers des villes. Ils assistent muets aux débats. Quelques cités députent aux Diètes depuis le Moyen Âge ; Lublin a obtenu cette faveur en 1703, mais les députés des villes continuent à jouer parmi les nonces le rôle de figurants.

Bien plus, les bourgeois ne sont pas maîtres dans leurs villes. Les gentilshommes tournent ou violent les franchises municipales.

Dans les grandes villes, le Conseil gouverne rarement toute l'agglomération. Il n'a autorité à Cracovie qu'à l'intérieur des murailles de la Vieille Ville ; Kazimierz et Kleparz constituent deux autres cités royales distinctes.

A Lublin, la Vieille Ville groupe seulement un quart de la population totale ; le reste se partage entre la Ville Neuve (*Nowe Miasto*), la Ville Basse (*Dolne Miasto*) ou Ville Juive, le Château (*Podzamcze*), sans parler de quatre faubourgs.

(1) BERGERÓWNA, *Pani na Kocku*, pp. 121-125, utilise surtout l'étude d'Aleksander WÓYCICKI, *Dzieje robotników przemysłowych w Polsce*, Warszawa 1929.

(2) En allemand Elbing.

L'agglomération varsovienne comprend la Vieille Ville et la Ville Neuve, qui possède depuis 1408 sa municipalité particulière. Ces deux villes royales étouffent, cernées par une quinzaine de villes seigneuriales : Leszno, Grzybów, Ujazdów, Bieliny, etc... (1). Les magnats ont fondé ces villes privées, que l'on appelle des *jurydyki* (*juridictions*), pour se trouver bien chez eux dans la capitale et pour tirer profit de l'activité économique de Varsovie, sans contribuer aux charges municipales.

À l'intérieur même des cités, les immeubles appartenant à des prêtres ou à des gentilshommes, jouissent d'un privilège d'extraterritorialité. Exempts des taxes municipales, ils relèvent non du droit allemand, mais des tribunaux ecclésiastiques ou nobiliaires.

Les lois interdisent aux nobles de pratiquer dans les villes le commerce ou les métiers. Ils installent des Juifs, des artisans sur leurs *jurydyki*, ou même au cœur des cités dans leurs immeubles. Les corporations luttent en vain contre cette concurrence ; ces exemptions portent grand préjudice aux finances municipales.

Les villes royales se gouvernent elles-mêmes, sous la protection lointaine des Chanceliers, mais sous l'autorité immédiate des starostes. Les chartes des différentes cités reconnaissent au staroste le droit de participer, selon des modalités variées, aux élections municipales ; de juger en appel du tribunal urbain. Une loi de 1565 leur enjoint de contrôler la comptabilité de la ville. Au XVIII^e siècle, les starostes outrepassent leurs droits ; sauf dans les plus grandes villes, ils nomment à leur gré les *Conseillers* et les *Échevins* et s'attribuent les recettes du monopole des boissons.

En 1765, la starostine de Jaworów donne à son Économe les instructions suivantes : « Lorsque le tribunal municipal doit juger quelque procès, qu'il ne le fasse pas en état d'ébriété, mais à jeun. Dans la salle du tribunal, qu'il n'y ait pas sur la table une pinte d'alcool ou une cruche d'hydromel, mais un crucifix et le *Miroir de Saxe*. M. l'Économe y doit bien veiller ». Si les juges font preuve de partialité, « M. l'Économe doit congédier d'abord et casser le tribunal, sans attendre les prochaines élections, puis, dans la salle du

(1) Les Leszczyński ont fondé Leszno en 1648. Une loi de 1683 a donné Ujazdów à Stanislas Lubomirski, maréchal de la Couronne. La rue *Marszałkowska*, la grande artère de la Varsovie moderne, rappelle le *maréchal* Bieliński, fondateur de Bieliny (1757). Les Zamoyski fondent Ordynacka en 1759, Eustache et Marie Potocki, Maryensztadt en 1762 (*St. geogr. Król. P.*, XIII, pp. 59-84, notice de Bron. CHLEBOWSKI sur l'histoire de Varsovie).

tribunal, il exposera convenablement l'injustice commise, fera ressortir l'indignité de ces juges et les punira » (1).

Les citoyens de Jaworów, petite bourgade du palatinat de *Russie*, n'ont plus qu'à obéir à *M. l'Économe* de leur starostine, Catherine Mniszech, née Zamoyska. Son défunt mari, Camérier de Lithuanie, avait fondé en Pologne l'une des premières loges maçonniques. Le Grand-Chancelier de la Couronne, André Zamoyski, frère de la starostine, se distinguait par son zèle en faveur des bourgeois. On aurait attendu de cette grande dame plus de respect pour les privilèges d'une ville libre de la République !

Quant aux villes privées, les seigneurs les ont fondées surtout depuis le *xv^e* siècle ; ils en fondent encore au *xviii^e* pour peupler et enrichir leurs domaines. Ils les exploitent selon leur intérêt personnel, sans trop se soucier des chartes octroyées par leurs prédécesseurs. Les bourgeois doivent partout à leur seigneur un cens foncier pour leurs maisons et leurs champs. Aux *xvii^e* et au *xviii^e* siècles, beaucoup de seigneurs établissent à leur profit le monopole de la bière et de la *wódka*, le monopole de la mouture. Ils exigent des commerçants et des artisans diverses prestations. Peu à peu, ils doublent ou triplent les charges des bourgeois, si bien qu'au milieu du *xviii^e* siècle, les villes sont écrasées de dettes.

Parfois les citadins tentent de résister. En 1750, Adam Opaliński exige des cordonniers de Grodzisk non plus 6 *tyńf* mais 20. Ces artisans invoquent la charte ; le seigneur les jette en prison. Pour obtenir leur libération, les cordonniers doivent consentir à payer le nouveau tarif et s'engager, en outre, à fournir gratuitement la chaussure à la Cour (2).

Lorsque, en dépit de ses franchises municipales, une localité végète ou décline, les seigneurs imposent souvent à ces bourgeois-

(1) PAWLIK, *Instr. ek.*, I, p. 15. — Le *Miroir de Saxe*, recueil de droit coutumier allemand. — Jaworów, à 48 km. au N-W de Léopol, avait reçu de Sigismond-Auguste le droit *allemand*. La starostie, conférée par Auguste II au maréchal Joseph Mniszech (1716), se trouve depuis 1740 aux mains de sa belle-fille Catherine Mniszech. L'inventaire dressé en 1771, à l'entrée en possession du nouveau staroste, Xavier Branicki, décrit à Jaworów un château très délabré ; sur la place centrale, un hôtel de ville en bois, 10 maisons habitées par des catholiques et 28 par des Juifs ; dans le reste de la ville, 209 chaumières ; 332 dans le grand faubourg et 97 dans le petit (Ludwik DZIEDZICKI, dans *St. geog. K.P.*, III, p. 319).

(2) PTAŚNIK, *Miasta*, p. 380. — Grodzisk, palatinat de Poznań, district de Buk, à 45 km. au N-W de Poznań, possédait, dès le début du *xv^e* siècle, le droit municipal. La population s'élevait en 1811 à 2.353 hab. (*St. Geog. K.P.*, II, pp. 839-840). — Le *tyńf*, monnaie d'argent, valait en 1717 un florin de Pologne et 8 gros.

laboureurs des corvées, comme à de simples serfs. En 1787, le référendaire Stanislas Małachowski donne une charte nouvelle à sa ville de Białaczów. Il avoue les usurpations commises par ses ancêtres : ce bourg « n'avait plus d'une ville que le nom, en réalité ses citoyens devaient jusqu'à présent acquitter tous les devoirs des paysans » (1).

En droit, la moindre ville royale invoque des privilèges supérieurs à ceux de la plus importante ville privée. En fait, les bourgeois ne jouissent de leurs libertés que s'ils se trouvent assez nombreux, assez actifs pour les défendre. Il manque d'ailleurs aux petits bourgs des citoyens aisés et instruits, capables d'assurer le bon fonctionnement des institutions municipales.

Le niveau intellectuel. — Les bourgeois-laboureurs des petites bourgades demeurent ignorants comme les paysans ; les grands bourgeois de Varsovie partagent la culture cosmopolite des magnats.

A Wadowice, en 1727, un Règlement autorise le *Conseil* à s'adjoindre six membres du *Commun*, « sobres et possessionnés, et, *s'il se peut*, instruits et sachant écrire » (2). Or, en 1771, le bourgmestre lui-même signe de trois croix sur les registres officiels. Cette bourgade de 1.500 habitants avait pourtant une école paroissiale, pour laquelle elle construit en 1738 un bâtiment nouveau. Mais elle servait au maître un traitement si misérable que le poste demeurait souvent vacant et l'enseignement suspendu (3).

Bien des villes se trouvaient dans le même cas que Wadowice, et la plupart n'avaient même point d'école paroissiale.

Cependant, si les écoles paroissiales sont rares, de bien modestes bourgades ont une école tenue par les Jésuites, les Piaristes ou l'Académie de Cracovie. C'est là que les gentilshommes des alentours envoient leurs fils, les mettant en pension chez des ecclésiastiques ou dans des familles, car il n'existe pas d'internats en Pologne (4). Nulle de ces écoles n'est réservée aux nobles ; toutes sont gratuites. Aussi les bourgeois du lieu font-ils élever leurs enfants à moindres frais que les gentilshommes des environs. Et l'on trouve

(1) KORZON, *Wewn. dz.*, t. II, p. 217. — Białaczów, palatinat de Sandomierz, district d'Opoczno.

(2) PTAŚNIK, *Miasta*, pp. 130-131. — Wadowice, palatinat de Cracovie, faisait partie de la principauté de Żator, appartenant à l'évêque de Cracovie.

(3) *Śt. geog. Kr. P.*, XII, pp. 879-887.

(4) Il en est à peu près de même aujourd'hui. Les pédagogues polonais du XVIII^e siècle condamnent l'internat pour des raisons de moralité.

un petit noyau de bourgeoisie instruite dans les bourgs qui ont le bonheur de posséder une école secondaire, à plus forte raison dans les villes de quelque importance. Mais ces patriciens initiés au latin et à la rhétorique, servent mal la cause de la bourgeoisie polonaise : ils s'entendent volontiers avec le staroste pour s'enrichir dans les fonctions municipales et montrent dans le commerce et les métiers moins d'esprit d'entreprise que les Juifs ou les Allemands.

Varsovie (1) n'accepte pas les Israélites, mais les étrangers y tiennent le haut du pavé. Parmi les bourgeois de vieille souche polonaise, les plus distingués entrent dans le clergé ou dans l'armée, recherchent les offices municipaux, se lancent dans les carrières libérales : la basoche ou la médecine. Les autres végètent comme artisans : forgerons, menuisiers, bouchers.

Des Allemands font concurrence aux Polonais dans plusieurs métiers modestes, comme ceux de tailleur ou de cordonnier. Ils partagent avec d'autres étrangers les arts plus relevés (fabrication des voitures, orfèvrerie, broderie), ainsi que le commerce des articles de luxe importés d'Angleterre ou de France.

Parmi les Français et les Italiens, beaucoup rentrent dans leur patrie après fortune faite. Les Allemands et les Arméniens se fixent plus solidement. Les Arméniens proviennent parfois directement, d'Asie ou de Valachie, le plus souvent de Léopol ou de Kamieniec, où leurs communautés, fort anciennes, ont accepté l'union avec Rome au cours du XVII^e siècle (2). Ils excellent dans le commerce, la banque, la médecine. Ils se polonisent vite et parfaitement.

Les Allemands catholiques s'assimilent de même ; des Witthof, des Lobert, des Dulfus exercent avec dévouement les plus hautes fonctions municipales. Les protestants restent exclus de ces dignités, si riches soient-ils. Le calviniste Tepper de Fergusson, banquier, habite un palais digne d'un magnat (3).

Ces familles étrangères s'unissent par des mariages avec les vieilles familles varsoviennes. Les nouveaux venus se polonisent, en même temps qu'ils apportent les modes et l'esprit occidental aux bourgeois de sang polonais. Quelle que soit leur origine, les

(1) SMOLEŃSKI, *Mieszczanstwo warszawskie*, chap. I, et pp. 346-347.

(2) L'archevêque arménien de Léopol adhère à l'Union en 1630 (Zdzisław OBERTYŃSKI, *Les Arméniens polonais et leur attitude envers Rome* dans *La Pologne au VI^e Congrès des Sc. hist.*, t. II, pp. 95-121).

(3) Pierre Tepper se parait du nom de la famille anglaise Fergusson à laquelle il était apparenté.

riches patriciens de la capitale s'habillent volontiers à la française, ils font apprendre les langues à leurs fils en dehors de l'école, ils les envoient à l'étranger étudier la médecine.

Moins nombreuse en Pologne que la noblesse, la bourgeoisie polonaise apparaît, à tous points de vue, plus disparate. Sans doute, *l'ordre équestre* comprend-il des gueux et des magnats, comme la classe bourgeoise des laboureurs et des banquiers. Mais les gentilshommes se flattent d'une certaine *égalité nobiliaire* ; parmi les bourgeois, les uns jouissent d'une réelle liberté et participent à quelques privilèges de l'ordre équestre, tandis que les starostes et les seigneurs en ravalent d'autres au niveau des serfs. Enfin les gentilshommes parlent tous le polonais et professent, à part une infime minorité, la religion catholique, tandis que les habitants des villes font résonner des langues fort diverses autour des églises latines ou grecques, autour des temples et des synagogues.

IV. — LE CLERGÉ ET LES MINORITÉS RELIGIEUSES

Si l'on défalque un million de Juifs, quelque 200.000 protestants, et à peu près un demi-million d'orthodoxes, l'Église catholique compte en Pologne près de dix millions de fidèles. Mais, au sein même du catholicisme, six millions de Polonais du rite latin tiennent dans une situation inférieure quatre millions de Ruthènes, du rite grec (1).

Le clergé latin. — Le clergé catholique du rite latin joue un rôle politique considérable. Dans cette société où la bourgeoisie nationale reste si faible, il domine l'activité intellectuelle.

Les nombreuses congrégations d'hommes et de femmes constituent l'élément le plus actif du clergé latin. Dans bien des bourgades, quelque ordre religieux possède une chapelle plus belle, plus richement ornée que l'église paroissiale. La Pologne est couverte de couvents de toute sorte : ordres érémitiques de Saint-Augustin, de Saint-Paul, et des Camaldules ; les 10 monastères bénédictins se sont groupés en 1737 dans la Congrégation de Sainte-Croix ; l'ordre de Cîteaux compte 17 couvents et plus de 500 religieux ; les Carmes *chaussés* ou *déchaussés*, plus de 100 maisons.

(1) Estimations de ŁUBIEŃSKA, *Sprawa dysydencka* (1764-1766), p. VI, pour la Pologne d'avant les partages.

Et voici les ordres mendiants : deux mille Dominicains, puis des Capucins, des Frères Mineurs Conventuels, 1.200 Frères Mineurs dits Réformés, 2.000 Frères Mineurs de l'Observance que l'on appelle en Pologne des *Bernardins* : au total près de 5.000 disciples de saint François (1).

Les Pères de la Mission, de Saint-Vincent de Paul, fondent coup sur coup de nombreux établissements, de nouveaux séminaires. La Compagnie de Jésus, avec 1.320 religieux, dirige 63 écoles (2). Les Pères des Écoles Pies en tiennent une vingtaine.

Les prêtres séculiers, moins nombreux que les religieux, ont peine à assurer le ministère paroissial, surtout dans les campagnes. Plusieurs monastères s'entassent côte à côte dans de petites bourgades, et les paroisses rurales comprennent d'ordinaire plusieurs villages épars sur un vaste territoire. La ville exerce sur le clergé une trop forte attraction. Sept prélats et vingt-neuf chanoines assistent l'évêque de Cracovie, plus de 120 *altaristes* et chapelains sont attachés à sa cathédrale (3). La Pologne entretient un clergé nombreux, et les cures des campagnes ne peuvent suffire à leur tâche.

L'Église polonaise possède d'immenses biens : 17 % du sol, sans parler des revenus mobiliers. Mais ces richesses se trouvent aussi inégalement réparties dans le clergé que dans la société laïque. Ce clergé a ses gueux et ses magnats.

Les fils de paysans ou d'humbles bourgeois, boursiers au séminaire, y trouvent si pauvre chère, si dure vie qu'ils écourtent leurs études le plus possible. Les évêques s'y prêtent, afin de pourvoir au plus vite aux postes vacants dans les campagnes. Les roturiers pauvres reçoivent les ordres et quittent volontiers le séminaire pour quelque place de desservant (4). Ils forment un bas clergé besogneux et ignorant.

Dans tout chapitre cathédral, quelques canonicats dits *doctoraux*, — cinq au plus, — peuvent être attribués à des plébiens docteurs en droit canon, en théologie ou en médecine. Mais les fils de la meilleure bourgeoisie ne sauraient viser plus haut. La législation polonaise, approuvée par le Saint-Siège aux xv^e et xvi^e siècles, interdit aux roturiers les dignités d'évêque et d'abbé. Les collateurs des cures — propriétaires fonciers ou dignitaires ecclésiastiques — appar-

(1) PIROŻYŃSKI, *Zakony męskie*, 1937, *passim*.

(2) BEDNARSKI, *Upadek i odrodzenie szkół jezuickich*, tabl. II, III, VIII. Sur ces 63 écoles, une se trouvait en Courlande et 4 en Prusse ducale.

(3) RUDNICKI, *Soltyk*, pp. 25-29.

(4) KOŁLONTAJ, *Stan oświecenia*, pp. 156-157.

tiennent presque toujours à la noblesse et confèrent, tout naturellement, à des gentilshommes les cures les mieux dotées.

Le Roi nomme à tous les évêchés, et, en vertu d'un concordat de 1737, à treize grandes abbayes. Les mêmes familles de magnats qui détiennent les grandes charges laïques, s'efforcent d'accaparer les hautes dignités ecclésiastiques. Le chancelier Czartoryski et le palatin de Russie voient élever le prince Théodore, leur frère, à l'évêché de Poznań et Varsovie. La maison Potocki, fière de compter tant d'hetmans, donne à la Pologne un Primat (1).

Deux grandes familles, les Załuski et les Szembek, brillent par leurs évêques plus que par leurs sénateurs laïques. Alexandre Załuski, palatin de Rawa, avait épousé la sœur du primat Olszewski (1674-1677) : les deux fils cadets du palatin parvinrent aux évêchés de Płock et de Warmie. L'aîné, à son tour palatin de Rawa, perpétua la famille. Vers le milieu du siècle, trois de ses fils portent la mitre : André-Stanislas, évêque de Cracovie et Chancelier de la Couronne ; Joseph, évêque de Kiev et Grand-Référéndaire ; Martin, déjà évêque auxiliaire de Płock et Secrétaire de la Couronne, revêt la robe blanche des Chartreux.

Auguste II crée une nouvelle famille de magnats en nommant trois frères Szembek, l'un, Primat, un second, évêque de Warmie, un autre, laïque celui-là, Chancelier. Leur cousin Christophe parvient à son tour à la primatie (1738-1748) et deux autres Szembek règnent encore à Płock dans la seconde moitié du siècle.

Si l'évêché de Łuck rapporte seulement 100.000 florins et celui de Chełm, 50.000, leurs titulaires obtiennent généralement du roi une riche abbaye ou quelque fonction lucrative, comme celle de Secrétaire ou de Référéndaire de la Couronne, car de tels diocèses paraissent en Pologne bien misérables. L'évêque de Cracovie, avec douze cent mille florins de revenus, figure parmi les plus riches princes de l'Église, après l'archevêque de Tolède et l'évêque de Strasbourg. Son diocèse, l'un des plus vastes de l'Europe, s'étend sur les palatinats de Cracovie, de Sandomierz et de Lublin. L'évêque bat monnaie dans sa principauté de Séverie (*Siewiers*), un petit État de 10.000 kilomètres carrés. Les domaines épiscopaux comprennent quinze villes, 245 villages. Les archevêchés de Gniezno et de Léopol, l'évêché de Wilno qui s'étend sur tout le Grand-Duché, sauf la Samogitie, donnent aussi des revenus considérables.

(1) Théodore Potocki, primat de 1720 à 1738.

Si le clergé ne constitue pas dans la République un *ordre* distinct, les évêques jouent dans l'État un rôle capital. Les 17 évêques latins siègent au premier rang des sénateurs et la Diète renvoie fréquemment certaines affaires au *collège* des évêques. L'archevêque de Gniezno, prince-primat de Pologne, exerce les pouvoirs d'*inter-roi*. La Grande-Chancellerie de la Couronne revient alternativement à un laïque et à un ecclésiastique.

Des hommes pieux, des hommes éclairés figurent parmi les évêques polonais au milieu du XVIII^e siècle. Cependant l'épiscopat, dans son ensemble, paraît grandement responsable de la situation pénible des *dissidents*, et plus encore sans doute du malaise de la société ruthène.

La question ruthène : le Schisme et l'Union (1). — Dans le Grand-Duché de Lithuanie, la Russie Rouge, la Volhynie, la Podolie, l'Ukraine, les Ruthènes constituent le fond de la population. Les Polonais ont colonisé ou assimilé dans ces provinces de vastes régions ; ils y constituent un peu partout de multiples îlots. La société ruthène, essentiellement caractérisée par sa langue propre et par le rite grec, est en voie de polonisation. Dès le XVI^e siècle, la noblesse et la bourgeoisie ruthènes presque entières avaient adopté la langue polonaise ; mais cette évolution, amorcée dès le Moyen-Age, reste inachevée. La civilisation polonaise a conquis les classes supérieures sans pénétrer la masse paysanne.

Les Ruthènes se distinguent surtout des Polonais par leur attachement au rite grec. Si le rite latin domine en Pologne avec 6 millions de fidèles, les quatre millions et demi de Ruthènes, qui peuplent les vastes provinces orientales, ont reçu le christianisme de Byzance. Près de quatre millions d'entre eux reconnaissent l'autorité de Rome, le nombre approximatif des schismatiques ne dépassant guère 500.000 (2).

Les orthodoxes, nombreux dans la Russie Blanche au long de la frontière moscovite, constituent des groupes épars dans les autres provinces ruthènes. Ils n'ont plus en Pologne qu'un évêque, précisément en Russie Blanche, à Mohylów (3), et cet évêque relève du

(1) LIKOWSKI, *Dzieje Kościoła Unickiego*, t. I. — Comparer SAKOWICZ, *Kościół prawosławny w Polsce 1788-1792* et DERUGA, *Walka z rusyfikacją Kościoła prawosławnego 1788-1792*. En français, le remarquable ouvrage d'Antoine MARTEL, *La langue polonaise dans les pays ruthènes*.

(2) ŁUBIEŃSKA, *Sprawa dysydencka 1764-1766*, p. VI.

(3) L'évêché orthodoxe de Mohylów, vacant depuis des années, fut rétabli en 1720 par Auguste II sur l'intervention de Pierre le Grand.

patriarche de Kiev et du Saint-Synode de Pétersbourg. Les popes et les fidèles dispersés parmi les catholiques gravitent autour d'une cinquantaine de monastères (1), derniers centres de résistance. Mais quel lamentable tableau ! A Wilno, le célèbre monastère du Saint-Esprit compte seulement quelques dizaines de paroissiens ; leurs fils peuvent fréquenter l'école tenue par les religieux : cet établissement fonctionne à peu près régulièrement ; il n'existe sur le territoire de la République nulle autre école orthodoxe. Dans la ville de Sluck et la région voisine, les schismatiques jouissent de la bienveillante protection des Radziwiłł. Ils forment des groupes importants en Polésie, dans les districts de Pińsk et de Mozyr. Chacun des monastères des régions de Wilno, de Sluck et de Podlachie abrite seulement deux ou trois moines, un seul prêtre souvent ou même aucun, souvent point de novices. Les fermiers des domaines ne paient plus leurs redevances ; les bâtiments tombent en ruines. Dans tout le Grand-Duché, l'Orthodoxie paraît définitivement vaincue ; ses effectifs sont réduits à quelques groupes opiniâtres mais peu capables d'un retour offensif.

Le Schisme et l'Union se disputent plus âprement l'Ukraine. Les orthodoxes y tiennent solidement ces immenses domaines de Śmıla où les Lubomirski les protègent, une partie des confins de la Moldavie, quelques autres régions. Dix à quinze religieux peuplent chaque monastère.

En Ukraine comme dans le Grand-Duché, nombre de moines ne savent pas écrire, pas même signer ; beaucoup s'adonnent à la boisson, même parmi les prieurs (*higoumènes*). Les popes, plus, ignorants encore, s'il est possible, et plus fréquemment buveurs, ne s'élèvent guère au-dessus des paysans. Une coutume fort répandue en Ukraine permet aux paroissiens d'élire leur pasteur.

Pour défendre la foi orthodoxe, point de savants, mais quelques moines et des popes ignorants ; une masse paysanne fanatiquement attachée à ses coutumes et, dans l'Ukraine, très prompte à la révolte, quelques centaines de gentilshommes besogneux ou misérables, sans aucune influence dans la République ; mais, au delà des frontières orientales, un puissant protecteur : la Cour de Pétersbourg.

L'Église grecque-catholique tire sa force d'un épiscopat plus nombreux, de ses Basiliens plus actifs et plus instruits. L'archevêque de

(1) SAKOWICZ, *Kościół prawosławny*, p. 8, en dénombre 39 dans la Pologne de 1788.

Połock et les six évêques reconnaissent la primauté du métropolitain grec-catholique de Kiev qui, depuis l'annexion de cette ville à l'empire des tsars, réside à demeure à Wilno. Seul le siège de Mohylów a résisté à l'emprise de Rome, mais les siècles passés ont laissé un pénible héritage de méfiance entre Latins et Grecs-Unis. L'Union de Brześć (1595), préparée par plus de deux siècles de négociations, n'a pas empêché plusieurs diocèses de retourner au Schisme et d'osciller, à diverses reprises, entre Byzance et Rome. Le diocèse de Przemyśl ne s'est définitivement rallié qu'en 1693, celui de Léopol en 1700, celui de Łuck en 1701 : encore un nouvel évêque de Łuck a-t-il tenté dix ans plus tard de ramener son clergé à l'orthodoxie.

L'Union demeure précaire tant que le Schisme n'est pas complètement éteint sur le territoire polonais, tant qu'elle n'a pas profondément pénétré l'âme du peuple.

Les évêques ont conclu le pacte avec Rome ; ils l'ont imposé aux confréries bourgeoises — la *stauropigie* de Léopol a longtemps résisté. La noblesse a généralement accepté l'Union, ainsi que les Basiliens, pour la plupart gentilshommes. Quant au bas clergé et aux paysans, ils la subissent plutôt qu'ils n'y adhèrent.

Les Basiliens, seuls moines du rite grec, dominent l'Église ruthène. Dans le Grand-Duché, ils constituent une congrégation fort active depuis la réforme opérée par le métropolitain Rutski et par saint Josaphat (xvii^e siècle). Les monastères des provinces méridionales végétaient, isolés les uns des autres. Ils se groupent en une *Province de la Couronne* (1739-1744), à l'exemple de leurs frères de Lithuanie et sous un *Protoarchimandrite* ou Général commun. Cette réorganisation favorise un renouveau religieux et intellectuel, qui doit permettre plus tard aux Basiliens de coopérer à l'Éducation Nationale. Ils prêchent des missions, attirent des milliers de pèlerins à leurs monastères de Żyrowice en Lithuanie, de Począjów et de Krechów.

Malheureusement ces moines travaillent à accaparer les dignités ecclésiastiques plus qu'à faire partager au bas clergé leurs lumières et leur zèle. Les Basiliens, pour la plupart nés gentilshommes, méprisent les papes, recrutés parmi les paysans. Ils appellent leur ordre une congrégation de prélats : *ordo praelaticus*. Les papes, d'ordinaire mariés, ne peuvent parvenir à l'épiscopat. La congrégation, *mère de tous les évêques*, participe avec les évêques à l'élection du métropolitain : elle obtient de Rome confirmation de ce privilège en 1744. Le Protoarchimandrite se dérobe à l'autorité du métro-

polite, cherche lui-même à mettre les évêques en tutelle, les écarte de l'élection des archimandrites de leur diocèse. Les Basiliens prétendent monopoliser les dignités d'official, d'archiprêtre, les cures bien dotées. Ils s'emparent des chapitres cathédraux de Léopol et de Przemyśl. Benoît XIV rappelle ces moines à leur rôle de simples suppléants et auxiliaires du clergé séculier (1753), mais les évêques demeurent attachés à la congrégation ou ne peuvent se dégager de son emprise.

Les évêques ruthènes, assemblés au synode de Zamość (1720), louent le métropolite Léon Kiszka d'avoir récemment fondé à Włodzimierz un séminaire avec six bourses d'entretien, mais ils ne s'engagent point à l'imiter. Le Synode prescrit seulement aux Basiliens, dans tous les monastères qui comptent au moins douze Pères, d'enseigner la théologie non seulement aux novices, mais aux clercs séculiers.

La papauté donne pourtant l'exemple aux évêques. Elle entretient à Rome quatre boursiers ruthènes au Collège Grec, deux au Collège de la Propagande. En Pologne même, le Collège Pontifical de Wilno (1585) dispose de quatre bourses pour les Basiliens, de seize pour les clercs séculiers. Des Théatins italiens dirigent à Léopol un autre Collège Pontifical, fondé en 1708-1709, avec neuf bourses pour les Ruthènes et les Arméniens. Ces institutions ne forment qu'une élite peu nombreuse.

Le métropolite Florian Hrebnicki, archevêque de Połock, se plaint du lamentable recrutement des popes : « les candidats à l'état ecclésiastique sont en général si incultes que, s'il ne fallait point éviter que les gens meurent sans le baptême et sans les sacrements, je ne consacrerai personne. Celui qui a quelque instruction ne choisit pas cette carrière où les bénéfices sont misérables » (1).

La carence des évêques et des Basiliens incite de jeunes Ruthènes à se rendre en Valachie et en Moldavie, à gagner Kiev ou Perejasław. Ils y étudient le catéchisme dans les monastères orthodoxes, apprennent à administrer les sacrements, puis ils reviennent en Pologne se faire consacrer par les évêques grecs-catholiques. D'autres osent même recevoir l'ordination à l'étranger, des mains d'évêques schismatiques. Revenus en Pologne, ils se font nommer à des cures catholiques par les évêques unis, sur la présentation des administrateurs des grands domaines. Ces popes, parfois tout juste capa-

(1) Lettre à Frédéric Sapieha, chancelier de Lithuanie, 1748, citée par LIKOWSKI, *Dz. Kośc. Un.*, t. I, p. 259.

bles de lire la messe, laissent leurs fidèles dans une profonde ignorance. Et les paysans ruthènes de Pologne se rendent en foule aux pèlerinages orthodoxes de Kiev, comme inversement des pèlerins schismatiques de la rive orientale du Dniepr ou bien de Valachie fréquentent en grand nombre le sanctuaire grec-uni de Krechów. Les paysans ruthènes et leur popes demeurent fort proches des Schismatiques, par amour du rite grec.

Les classes supérieures ne trouvent pas dans la République la parfaite égalité de droits, si souvent proclamée. Sans doute, les catholiques grecs ont accès aux fonctions civiles tout comme les catholiques latins. Plusieurs sont parvenus, au cours du xvii^e siècle encore, à de hautes dignités. En 1740, nous ne trouvons plus de sénateurs du rite grec. Les plus grandes familles ruthènes sont passées volontairement au rite latin, ainsi qu'une bonne partie de la *szlachta* (1). Ces magnats et ces gentilshommes trouvaient dans l'Église latine un clergé plus instruit, une société plus policée.

D'autres familles nobles restent fidèles au rite de leurs pères, parmi elles plusieurs riches maisons : les Szeptycki, les Kiszka et d'autres donnent à l'Église ruthène des évêques. Ces familles figureraient dignement au Sénat. Si le Roi ne les y appelle point, il y faut voir l'effet des méfiances que nourrit envers l'Union la Cour de Varsovie.

Ritus ruthenus, ritus rusticus, « rite ruthène, rite paysan » : le dicton s'affirme chaque jour plus vrai. Les Latins le répètent avec mépris, les Grecs avec amertume. Sur les plaintes des évêques ruthènes (1751-1753), Rome se déclare, une fois de plus, hostile au passage des Grecs au rite latin. La Congrégation de la Propagande veut interdire formellement cette pratique, mais la Cour de Varsovie s'y oppose, invoquant l'intérêt de l'État. Elle considère le rite grec-uni comme une forme de transition entre le Schisme et le rite latin. Sous le couvert de l'Union, elle favorise une politique d'entière assimilation.

De cette politique, la responsabilité retombe surtout sur les évêques latins de Pologne. Au xvii^e siècle, le pape Clément VIII demandait à Sigismond III d'introduire au Sénat les évêques ruthènes catholiques : cette éminente dignité leur vaudra plus de respect de la part du peuple et « la sainte Union poussera de plus profondes

(1) Plusieurs grandes familles, passées au xvi^e siècle de l'orthodoxie au calvinisme, furent arrachées à l'hérésie par les Jésuites et entrèrent ainsi dans le rite latin sans passer par l'Église grecque-catholique.

racines... Puisque nous les avons admis à la grâce de l'union avec le Saint-Siège, et les avons reconnus pour frères, il est très juste qu'ils soient respectés comme les autres évêques catholiques et jouissent des mêmes honneurs ». Mais les évêques latins n'ont jamais voulu partager leurs privilèges politiques avec leurs frères du rite grec. L'Union de Hadziacz, ratifiée par la Diète de 1659, plaçait parmi les sénateurs les évêques schismatiques eux-mêmes, mais ce pacte demeura lettre morte.

Au XVIII^e siècle, les vingt mille catholiques latins du diocèse de Kiev voient siéger au Sénat leur évêque, mais quatre millions de Ruthènes catholiques voient cet honneur refusé même à leur métropole. Bien plus, les évêques latins demandent à diverses reprises au Saint-Siège de leur donner juridiction sur les évêques ruthènes, qui se trouveraient ainsi réduits à la condition de simples suffragants.

Ainsi les évêques et les Basiliens catholiques, indiscutablement supérieurs en zèle et en lumières à leurs rivaux orthodoxes, demeurent impuissants à extirper le schisme. Les Ruthènes unis, traités en inférieurs par les Polonais, cherchent appui au Vatican. Les Ruthènes orthodoxes font appel à la Russie. A l'intérieur même de la Pologne, une autre minorité religieuse cherche à lier partie avec les schismatiques : les protestants.

Les Protestants (1). — Les Églises calvinistes et luthériennes, si prospères au XVI^e siècle, ne comptent plus guère que 200.000 fidèles aux alentours de 1740 : peu de paysans, un nombre considérable de bourgeois, des gentilshommes très agissants (2). Conformément à la formule établie en 1573 par la Confédération de Varsovie, les rois prêtent serment de maintenir la paix entre les chrétiens des différentes confessions (*inter dissidentes de confessione*), de veiller à ce que nul ne soit inquiété pour cause de religion. Mais après avoir joui de la plus grande liberté, les protestants polonais ont été victimes d'une réaction dont les lois de 1733 marquent l'aboutissement.

Depuis longtemps déjà ils n'ont plus de représentants au Sénat

(1) ŁUKASZEWICZ, *Dzieje kościołów wyznania helweckiego w Litwie* (principalement t. I, Rozdz. VII) ; du même, *Dz. kośc. wyzn. helw. w dawnej Małej Polsce*. — FELDMAN, *Sprawa dysydencka za Augusta II*. — WÖLKER, *Kirchengeschichte Polens*, pp. 230-247.

(2) Entre 1648 et 1768, le nombre des églises réformées tombe de 69 à 55 en Grande-Pologne malgré un afflux de protestants allemands, de 28 à 9 en Petite-Pologne, de 140 à 35 en Lithuanie. WÖLKER, *Kirchengeschichte*, p. 233.

(1666), lorsque diverses diétines se mettent à les dépouiller de leurs charges. Le Tribunal de Lithuanie invalide les juges-députés non catholiques (1717); la chambre des Nonces exclut son unique membre protestant (1718). Enfin, après la mort d'Auguste II, la Confédération leur interdit l'accès à la Diète, aux fonctions de juges, et d'une manière générale à toutes les charges de la République (1733). Cette législation respecte d'ailleurs les droits acquis des starostes et autres titulaires de charges viagères. Elle laisse la carrière militaire ouverte aux protestants, qui fournirent encore à la République un grand nombre d'officiers supérieurs et de généraux (1).

Privés de leurs droits politiques, ils se voient tracassés dans l'exercice de leur religion. En 1632, interdiction de construire des temples dans les villes royales où ils ne célèbrent point actuellement le culte public. Ils en édifient cependant, sous la protection de Charles XII ou des troupes saxonnes. Les lois de 1717 ordonnent la démolition des temples illégalement élevés depuis 1674, interdisent à l'avenir d'en construire aucun. A défaut de culte public, la loi autorise la célébration d'un culte privé, sans prêche ni chant, mais à l'usage des gentilshommes seulement et à l'exclusion des bourgeois.

Les tribunaux ecclésiastiques prononcèrent la confiscation de divers temples, la fermeture de quelques écoles. Les calvinistes et Frères Bohêmes conservèrent leur gymnase de Leszno, illustré naguère par Komensky (2). Les protestants dénoncèrent à l'indignation de l'Europe l'affaire du gentilhomme luthérien Unruh, poursuivi pour blasphème (1716), et ce *bain de sang* de Toruń, où furent exécutés pour sacrilège le bourgmestre et neuf bourgeois (1724). Scandales retentissants, mais cas isolés. La Pologne ne connut ni persécution sanglante ni persécution générale : des brimades et des tracasseries, parfois rigoureuses, ailleurs bénignes.

Deux provinces étaient soumises à un régime exceptionnel. Les villes prussiennes conservèrent, avec leurs autres privilèges, le libre exercice de la Confession d'Augsbourg, leurs gymnases fameux de Dantzic et de Toruń. Les luthériens de cette province excluaient les catholiques des fonctions municipales et rêvaient, au temps des guerres suédoises, de fermer leurs églises et les collèges des Jésui-

(1) En 1767, on peut compter parmi les Confédérés de Toruń et de Śluc 5 starostes, une dizaine de généraux, près de 20 colonels ou lieutenants-colonels. KRAUSHAR, *Repin a Polska*, t. I, pp. 375-385.

(2) Le fameux pédagogue habita Leszno de 1625 à 1637, puis y séjourna à plusieurs reprises.

tes. Au contraire, Varsovie et le duché de Mazovie restaient formellement interdits aux hérétiques, en vertu d'un décret du duc Janus (1525).

Dans l'ensemble de la République, les autorités locales — évêques, starostes ou grands seigneurs — obéirent moins aux termes de la loi qu'à leurs propres sentiments et à leurs intérêts personnels. Si quelques évêques s'ingénierent à tracasser les protestants, le fanatisme ne régnait point parmi les grands seigneurs laïques. Plus d'un magnat polonais prit femme dans ces familles luthériennes qui fréquentaient la cour des rois saxons. Plus d'un Allemand embrassa le catholicisme pour devenir grand personnage en Pologne : une starostie vaut bien une messe (1).

Catholique, juif ou protestant, tout fait nombre dans un pays dépeuplé par les guerres. Sur la frontière de la Silésie, les protestants réfugiés d'Allemagne au temps de la guerre de Trente Ans contribuent à la prospérité de Wschowa, de Rawicz, de Zduny, de Leszno. Au XVIII^e siècle, les seigneurs polonais installent dans ces régions des Allemands, d'une confession ou de l'autre : tel Alexandre Sułkowski à Rydzyna. La cité royale de Poznań, après avoir chassé les luthériens au début du XVII^e siècle, leur ouvre ses portes au siècle suivant (2).

Les rois, les grands seigneurs introduisent même à Varsovie des protestants, pour la plupart des Allemands. A partir du milieu du siècle, la Corporation des Marchands les admet, moyennant finances, mais ils demeurent exclus des fonctions municipales. Ces nombreux protestants ne trouvent le culte public qu'en dehors du duché de Mazovie et parcourent parfois quinze lieues de route jusqu'à Węgrów. A Varsovie même, le ministre de Prusse, puis celui de Danemark leur facilitent le culte privé dans la chapelle de la légation (3).

L'union des calvinistes lithuaniens, la *Jednota*, compte une forte proportion de gentilshommes et conserve un caractère plus spécifiquement polonais que les Églises protestantes de la Couronne. Les Radziwiłł se piquent de libéralisme envers eux, comme envers les orthodoxes. La *Jednota* possède des gymnases à Kiejdany et à

(1) SMOLEŃSKI, *Przewrót umysłowy*, p. 200. — L'évêque Szaniawski obtint, par une habile manœuvre, le vote des lois de 1717, alors que divers magnats défendaient, assez mollement du reste, les protestants. FELDMAN, *Sprawa dysydencka*, pp. 101, 105.

(2) PTAŚNIK, *Miasta*, pp. 296-297, 346-350.

(3) SMOLEŃSKI, *Mieszczanstwo warszawskie*, p. 4.

Sluck (1), villes privées de ces magnats, et depuis les bagarres de 1682, nul incident ne trouble les offices du temple dans la cité royale de Wilno (2).

Les protestants polonais rêvent toujours de leurs anciennes libertés, sans convenir que leur sort demeure moins déplorable que celui de leurs coreligionnaires dans la plupart des monarchies catholiques, ou celui des papistes en Suède, au Danemark, voire même en Angleterre. Ils sollicitent non seulement les cours protestantes mais la Russie, qui intervient pour la première fois à l'occasion de l'affaire de Toruń. La Diète vote la peine de mort contre les protestants qui feraient appel à l'étranger. La *question des dissidents* prend une tournure dangereuse, non point que les orthodoxes polonais assurent par eux-mêmes aux protestants un soutien actif, mais parce que Berlin et Pétersbourg prennent ces deux minorités sous leur commune protection. L'impératrice Anne somme la Diète de 1736 de reviser les lois contre les dissidents, puis retire ses troupes sans avoir obtenu satisfaction. Tout au long du règne d'Auguste III, les réformés multiplient leurs démarches auprès des cours étrangères. « Les Catholiques se plaignent que les Protestants sont inquiets ; les Protestants se croient persécutés (3). » La crise éclatera au prochain interrègne.

Les Juifs (4). — Mentionnons enfin les Juifs, plus nombreux en Pologne que dans tout autre État chrétien. Varsovie leur est interdite, sauf pendant les sessions de la Diète. Ils ne doivent pas non plus habiter Cracovie, mais ils y tiennent boutique et retournent le soir dans la cité jumelle de Kazimierz. Ils se glissent dans presque toutes les villes royales, malgré les municipalités et les corporations. Les seigneurs les attirent dans les villes privées et leur accordent une protection intéressée. Les Juifs, dont le nombre s'accroît par une forte natalité et un afflux d'immigrants originaires de l'Empire Turc, se répandent dans les campagnes comme cabaretiers, colporteurs, maquignons ; ils prennent à ferme des moulins seigneuriaux, voire même des domaines.

(1) Kiejdany, dans le duché de Samogitie, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Kowno.

(2) GIZBERT-STUDNICKI, *Kościół ewangelicko-reformowany w Wilnie*.

(3) RÉAL, *Science du gouvernement*, t. II, p. 597.

(4) SMOLEŃSKI, *Stan i sprawa żydów polskich w XVIII wieku* (La condition des Juifs et la question juive en Pologne au XVIII^e siècle), Warszawa, 1876 (Réimprimé dans *Pisma historyczne*, t. II, pp. 223-293). — Jakób SCHALL, *Historia Żydów w Polsce*, wyd. 2, 1935. — TEIMANAS, *L'autonomie des communautés juives en Pologne aux XVI^e et XVII^e s.*, 1933.

Dans les jacqueries de l'Ukraine, on les massacre pêle-mêle avec les gentilshommes et les prêtres. Partout ils subissent des brimades. Le *kahal* ou communauté de Kazimierz s'engage, par un traité de 1752, à payer 768 florins par an à l'Académie de Cracovie, afin que les étudiants s'abstiennent désormais de piller les boutiques et d'attaquer le quartier juif (1). L'opinion accuse les Israélites d'immoler de jeunes chrétiens. Tous les deux ou trois ans, éclate quelque affaire de meurtre rituel, qui se termine d'ordinaire par plusieurs exécutions capitales.

Les Juifs défendent jalousement leur organisation autonome. A la base, le *kahal*, gouverné par des Anciens et par des commissions qui élisent le rabbin, entretiennent la Synagogue, les écoles, l'assistance, la police et la justice. Ces Anciens prêtent serment au Roi et à la République et servent d'intermédiaires entre les membres de leur communauté et les autorités chrétiennes : municipalité, seigneur ou staroste, palatin. Les représentants des *kahal* se réunissent en assemblées régionales dites *Diètes de Terre*. Enfin une *Diète Juive* gouverne la *Nation Juive* et la représente auprès de la Diète de la République. Elle répartit et perçoit pour le compte du Trésor l'impôt improprement appelé *capitation juive* (*pogłównie*), fixé depuis 1717 à 220.000 florins de Pologne. Elle rend la justice et prend des mesures économiques. On accuse les Juifs de faire rompre les Diètes de la République pour éviter qu'elles augmentent la capitation. Un nonce propose en 1740 d'attacher les Juifs à la terre, d'autres répondent que le Juif libre est d'un meilleur rapport. Bref, tandis que les bourgeois luttent contre les Israélites, concurrents indésirables, la noblesse use de quelques ménagements pour les mieux pressurer.

Quelques évêques travaillent à les convertir et fondent de grands espoirs sur Jacob Lejbowicz Frank. Cet aventurier, né en Podolie (1726), groupe plusieurs milliers de Juifs polonais dans une secte mystérieuse, organise des controverses publiques avec les rabbins, sous le patronage des évêques de Kamieniec et de Léopol (1757-1758). Nombre de ses disciples passent au catholicisme ; Frank lui-même se fait baptiser à Varsovie, ayant pour parrain le roi Auguste III (1759). Mais il continue à pratiquer des cérémonies secrètes — des orgies, dit-on — et le gouvernement le fait incarcérer (2). Le *Statut lithua-*

(1) *Słownik geogr. Król. Pol.*, t. III, pp. 928-930, article *Kazimierz*.

(2) Libéré en 1772, il s'établit à Vienne et mourut en 1791 à Offenbach, près de Francfort-sur-le-Main.

nien élevait au rang de gentilshommes les Israélites baptisés ; la noblesse de la Couronne admit dans ses rangs un certain nombre de néophytes. Mais comme le nombre des conversions s'élevait, dit-on, à 24.000, la Diète de 1764 décida que les convertis prendraient place désormais parmi les bourgeois. L'opinion témoignait sa malveillance envers les néophytes et le mouvement de conversion s'arrêta.

Les Juifs continuèrent à former un État dans l'État, une Nation dans la Nation, séparés des chrétiens non seulement par leurs lois et leur religion, mais par leurs mœurs, leur costume, leur vie intellectuelle. Ces Israélites parlaient le *jargon* ou *yiddisch* ; beaucoup ignoraient le polonais. Les hommes instruits connaissaient l'hébreu et cultivaient la Bible et le Talmud, à l'exclusion des sciences profanes. Quelques-uns cependant exerçaient la médecine qu'ils avaient étudiée à Königsberg ou à Padoue. Mais si quelques Polonais travaillèrent sous Auguste III à la conversion des Juifs, nul ne songeait encore à un rapprochement intellectuel. C'est vers 1782 seulement que l'on commença à rêver d'Israélites qui seraient véritablement Polonais de langue et de culture, et à discuter du rôle de l'école dans cette œuvre d'assimilation.

La population de la République polonaise apparaît ainsi composée d'éléments fort divers : Protestants et orthodoxes, qui recoururent à la protection de l'étranger ; serfs de l'Ukraine prompts à la révolte ; Juifs indifférents au sort d'un État au sein duquel ils vivent en étrangers. La noblesse catholique accapare le gouvernement et s'identifie avec la République sans associer à la vie politique les bourgeois, ni, à plus forte raison, les paysans.

V. — LES ÉCOLES (I)

Sur quelles traditions intellectuelles vivait la société polonaise vers 1740, un aperçu de l'état des écoles nous apportera quelques indications à ce sujet.

Les corporations enseignantes. — Nous avons mentionné l'extrême rareté des écoles paroissiales, le caractère tout particulier des écoles

(1) Sur les écoles en général, témoignage naïf de KITOWICZ, *Opis obyczajów*, pp. 10-26 ; témoignages sévères de KOTTONTAJ, *Stan oświecenia*, Rozdz. II, de PONIATOWSKI, *Mémoires*, t. II, pp. 196, 206-208, de WYBICKI, *Życie moje*, pp. 8-14. — KOT, *Historja Wychowania*, t. I.

juives, le renom de quelques gymnases protestants, les premiers efforts des Basiliens catholiques. La plupart des écoles secondaires et les universités relèvent de trois grandes corporations enseignantes : l'Académie de Cracovie, la plus ancienne, la Compagnie de Jésus, la plus puissante, et la Congrégation des Écoles Pies.

L'Université de Cracovie (1), fondée en 1364 par Casimir le Grand, restaurée en 1400 par la reine Hedwige et Ladislas Jagellon, brilla d'un vif éclat jusque vers le début du XVII^e siècle. Ses théologiens prônèrent, aux Conciles de Constance et de Bâle, la modération à l'égard des Hussites ; ils soutinrent la cause de la suprématie des Conciles. Copernic illustra son école de mathématiciens. L'Humanisme conquit de brillants adeptes parmi les maîtres et les étudiants de l'Université. Mais le parti scolastique, voyant dans l'Humanisme en général et dans les études grecques en particulier, le véhicule des idées de la Réforme protestante, s'opposait obstinément à la rénovation des études. L'hetman et chancelier Jean Zamoyski ne put vaincre cette résistance. La vénérable Université des Jagellons conservait encore vers 1740 ses traditions scolastiques et son organisation moyenâgeuse.

Les professeurs *ordinaires* vivaient en commun dans les trois *Collèges*, Majeur, Mineur et Juridique. Parmi les professeurs *extraordinaires*, les uns logeaient en ville, les autres dirigeaient avec le titre de *seniores*, les maisons d'étudiants que l'on appelait *Bourses*. Le recteur, élu pour un semestre seulement, ne disposait d'aucune autorité réelle.

Les théologiens gouvernaient le *Collegium Majus*, en vertu de l'acte de fondation. Ils s'étaient arrogé, depuis longtemps, le droit d'élire les membres du *Collegium Minus* bien que, dans l'esprit des statuts, ce droit appartînt à l'Université tout entière. Le *Collège Juridique* s'élevait depuis 1730 environ contre le despotisme des théologiens. Mais les 12 chaires de théologie, seules bien rétribuées, exerçaient un puissant attrait sur les Académistes : de la Faculté de Philosophie, ils cherchaient à se hausser à quelque chaire de droit, puis de théologie pour y enseigner jusqu'à la fin de leurs jours. En vain les juristes essayaient-ils de pousser à la révolte les philosophes,

(1) K. MORAWSKI, *Histoire de l'Université de Cracovie, Moyen Age et Renaissance* ; BARYCZ, *Historya Uniwersytetu Jagiellońskiego w epoce Humanizmu* ; pour le XVIII^e siècle, KOTTONTAJ, *Stan oświecenia*, pp. 75-105 ; ŚNIADECKI, *Żywot Kollątaja*, pp. 13-18 ; sur la visite du cardinal Lipski, TOKARZ, *Komisja Edukacyjna i Uniwersytet*. — Sur l'école Nowodworski, LENIEK, *Gimnazjum Sw. Anny*.

en vain quelques théologiens moins âgés se joignaient-ils à leurs manœuvres; les plus anciens, les *Pères de l'Université*, groupaient une imposante majorité et s'opposaient aux innovations.

Le cardinal Lipski, évêque de Cracovie, prit parti pour les juristes. Armé d'un bref pontifical, il annonça une *visite* de l'Académie (1740). Les théologiens déclarèrent nécessaire une lettre du roi; Lipski s'en munit. Ils soulevèrent à Rome diverses objections tirées du droit canon, puis organisèrent une résistance passive en s'abstenant de paraître aux réunions de l'Université. Ils y vinrent à nouveau, mais pour troubler les séances par des « vociférations » et par un « tumulte » scandaleux. Le visiteur apostolique et les amis des réformes renoncèrent provisoirement à la lutte (1743).

De l'Université dépendaient sa « fille », l'Académie de Zamość, l'école Nowodworski à Cracovie, et une dizaine de *colonies académiques* dispersées à travers la Couronne. Ces établissements, analogues aux collèges des Jésuites, leur avaient emprunté leurs programmes et leurs méthodes. Au sortir de l'Université, les jeunes maîtres ou docteurs allaient enseigner dans quelque *colonie* avant de briguer une chaire dans les Facultés. Ils demeuraient pendant toute leur carrière des *Académistes*, subordonnés au Recteur de Cracovie, chef du *Corps Académique*.

La Compagnie de Jésus dirigeait en 1740 l'Université de Wilno et cinquante-sept collèges (1). L'Académie de Wilno, fondée en 1579 par le roi Étienne Batory, possédait en Lithuanie les mêmes privilèges que l'Université de Cracovie dans la Couronne, privilèges surtout honorifiques. Mais elle ne gouvernait point les collèges et ne jouait point envers eux le rôle d'École-Mère. Elle ne jouissait en somme d'aucune autonomie au sein de la Compagnie de Jésus. Le Père Provincial désignait le recteur et les professeurs, puis les relevait de leurs fonctions pour leur faire prendre la direction de quelque maison de profès ou d'un collège.

Si Wilno seul possédait le décorum universitaire et le droit de conférer le doctorat, plusieurs grands collèges, comme ceux de Varsovie, de Poznań et de Léopol, comptaient autant de professeurs que l'Académie et enseignaient aussi la philosophie, la théologie et le droit canon.

La Compagnie de Jésus s'était montrée le plus vigoureux adver-

(1) BEDNARSKI, *Upadek i odrodzenie szkół jezuickich*. Des provinces polonaises de la Compagnie dépendaient en outre un collège en Courlande et quatre dans la Prusse Ducale.

saire du protestantisme en Pologne; le triomphe de la Contre-Réforme faisait sa gloire. Elle fonda des missions et des collèges jusqu'aux limites orientales des provinces ruthènes où elle combattait à la fois le protestantisme et l'Orthodoxie. Le P. Skarga, tour à tour recteur de l'Université de Wilno et prédicateur de Sigismond III, fut un éloquent apôtre de l'Union des Églises. Les collèges des Jésuites exercèrent sur la société ruthène un si puissant attrait que le métropolite Mohila, pour sauver l'Orthodoxie, emprunta les méthodes de la Compagnie et fonda l'Académie latino-polonaise de Kiev (1633).

Leurs victoires des ^{xvi}^e et ^{xviii}^e siècles, les Jésuites les devaient pour une bonne part à ce qu'ils représentaient alors brillamment l'Humanisme. Beaucoup avaient étudié en Italie. Leurs successeurs, vers 1740, ne valaient point les Pères du Siècle d'Or. Ils conservaient cependant, auprès de la noblesse polonaise, leur prestige de défenseurs de la Foi et de serviteurs des Lettres. Ils passaient pour enseigner mieux que personne l'éloquence latine et les belles manières.

Les partisans des Jésuites accusaient volontiers d'une certaine vulgarité d'esprit les Pères des Écoles Pies (1). Cette Congrégation formait dans la Couronne une *Province* avec vingt écoles, une autre avec huit dans le Grand-Duché. Fondé à Rome par Joseph Calasanz, l'ordre des Piaristes ou Piarons, connus en Italie sous le nom de *Scolopi*, s'était répandu dans les États des Habsbourg, puis avait été introduit en Pologne sous Ladislas IV. Leur fondateur les destinait à l'éducation populaire et leurs écoles comportèrent toujours, à la différence des collèges des Jésuites, une classe élémentaire où les jeunes enfants apprenaient à lire. A cela près, les Pères des Écoles Pies imitaient et concurrençaient la Compagnie de Jésus.

L'Académie de Cracovie prétendait au monopole de l'enseignement dans toute la Couronne et soutenait contre les Jésuites d'interminables procès. Les Pères des Écoles Pies, jugeant plus redoutable la compagnie, faisaient à l'occasion cause commune avec l'Académie de Cracovie. Lorsque les Piaristes voulurent fonder un collège à Léopol, les Jésuites leur intentèrent une série de procès, de 1724 à 1766, épuisant les recours devant toutes les autorités laïques jusqu'au roi, devant toutes les juridictions ecclésiastiques, jusqu'au pape. Ainsi les professeurs composaient des pamphlets, des

(1) Sur les Écoles Pies, indications bibliographiques ci-dessous, livre I, chapitre II.

mémoires juridiques, et ne publiaient guère d'ouvrages scientifiques. Les trois corporations enseignantes s'épuisaient en une rivalité stérile.

Les études : latin et rhétorique. — L'Académie de Cracovie et les Écoles Pies donnaient à peu près le même enseignement que la Compagnie de Jésus, et les Jésuites devaient en Pologne comme dans toute l'Europe se conformer au *Ratio studiorum* de 1591.

Ils appliquaient médiocrement ce règlement, d'un caractère général et assez souple. Les grands établissements parisiens, le collège de Clermont par exemple, avaient su tenir compte, dans une certaine mesure, des progrès de la science et introduire quelques innovations heureuses. Les Pères polonais au contraire négligeaient, vers 1740, des matières formellement prescrites par le *Ratio studiorum*. Ils ont abandonné dans le courant du XVII^e siècle l'enseignement du grec. Les autorités de la Compagnie de Jésus invitent fréquemment les professeurs à consacrer plus de soins aux mathématiques : le manuel qu'ils emploient ne comprend ni géométrie ni algèbre, mais seulement le calcul jusqu'aux progressions arithmétiques et géométriques. A peine les élèves peuvent-ils en arriver là, faute de temps (1). Le programme de philosophie prévoit en outre quelques notions de géométrie, d'astronomie et l'étude du calendrier. Les écoles polonaises n'enseignent guère, vers 1740, que le latin et la rhétorique.

La langue latine régnait encore dans la plupart des écoles de l'Europe ; les écoles polonaises la cultivaient avec un soin particulièrement jaloux. Les auteurs polonais avaient composé en latin une littérature aussi abondante, aussi estimée qu'en langue nationale. Aux lettrés étrangers, l'Académie de Cracovie vantait comme un Pindare son élève, le poète latin Simonides (2), et les Jésuites de Wilno, Sarbiewius (3), cet *Horace Sarmate* qui avait brillé à la cour d'Urbain VIII et à celle de Ladislas IV. Impossible aux Polonais d'étudier leur histoire nationale sans recourir aux chroniques latines de Długosz, de Kromer, d'Orzechowski, de Piasecki (4).

(1) Une demi-heure par semaine, dans les classes dites de Grammaire (1^{re} et 2^e années, Grammaire, Syntaxe).

(2) Szymonowicz (1558-1629).

(3) Le P. Sarbiewski, S. J. (1595-1640).

(4) DŁUGOSZ († 1480), *Historia Polonica* ; KROMER, *De origine et rebus gestis Polonorum*, 1555, traduction polonaise, 1611 ; ORZECZOWSKI, *Annales Polonici*, 1611, traduction polonaise 1767 ; PIASECKI, *Chronica*, 1645.

Cette littérature latine ne s'éteignit pas avec le siècle de l'Humanisme. Deux épopées en 4.000 et 10.000 hexamètres célébrèrent Sobieski, vainqueur des Ottomans sous Vienne. A la cour même d'Auguste II, un poète décrivait en vers latins les grandes manœuvres de 1730 et se tirait avec honneur de ce tour de force (1). Le latin demeurait la langue des tribunaux, au moins dans les provinces occidentales (2). Les Polonais voyaient encore en lui la langue internationale, la langue de culture par excellence. Bref, nulle part en Europe, sauf peut-être en Hongrie où les postillons et les filles d'auberges l'employaient à l'occasion, nulle part le latin n'était aussi communément parlé qu'en Pologne. La *szlachta* aimait à rehausser par quelques pièces de vers latins, par des harangues entières dans la langue de Cicéron, les cérémonies de la vie privée et de la vie publique. Elle mesurait la science de chacun à sa facilité à discourir en latin.

A l'école, les professeurs enseignaient en latin, les élèves leur répondaient en cette langue et ne devaient pas s'exprimer autrement, même entre eux. Celui qui employait un mot de polonais était condamné à porter au cou une planchette gravée *N.L.*, c'est-à-dire *nota linguae*, jusqu'au moment où il pouvait passer ce signe infamant à quelque condisciple coupable de la même faute.

A peine les enfants savaient-ils lire qu'on leur mettait entre les mains la grammaire du P. Alvarez. A l'école secondaire, dans les classes de *Grammaire*, ils passaient le meilleur de leur temps à étudier ce manuel. Au long de 450 pages, ils apprenaient par cœur d'innombrables règles, souvent formulées en vers mnémotechniques, et toujours suivies de listes d'exceptions. Peu d'explications, et toujours placées après la règle. Le manuel tout entier est écrit en latin (3). Les meilleures éditions publiées en Pologne n'indiquent pas grand effort pour adapter à l'usage de jeunes Slaves ce traité composé par un Portugais; point d'explications sur certaines différences irréductibles entre les deux langues, comme les temps et les *aspects* du verbe.

Diètes, diétines, réunions de tribunaux; baptêmes, mariages et

(1) Voir dans *Encyklopedia Polska*, t. XXI, pp. 122-178, l'étude de SINKO sur la poésie latine; t. XXII, pp. 198-208, 241-418, celles de BRUCHNALSKI sur le panégyrique et sur l'éloquence.

(2) La langue polonaise était employée dans les tribunaux du Grand-Duché (depuis 1696) et des provinces ruthènes.

(3) Cependant les paradigmes pour les déclinaisons et les conjugaisons comportent, en face de la forme latine, la forme polonaise. Nous décrivons plus spécialement l'édition de Kalisz, 1773.

funérailles ; anniversaires de naissance et fêtes de saints, tout dans la vie publique ou familiale donnait lieu à des discours ou à des poésies en langue latine, ou bien en un polonais plus ou moins émaillé d'expressions latines (1). Les écoles ne laissaient point passer sans déploiement d'éloquence la moindre occasion de célébrer leurs bienfaiteurs et leurs protecteurs. Professeurs et élèves saluaient à l'envi l'arrivée d'un inspecteur, l'entrée dans la ville d'un dignitaire de la République.

Ces discours de circonstance tournaient au panégyrique, et l'orateur, n'ayant pas fréquemment matière à grands éloges, se trouvait bien aise d'avoir appris en rhétorique à étoffer son discours par des considérations d'actualité sur la paix ou la guerre, la pluie et le beau temps, la phase de la lune et les signes du zodiaque. Les fonctions officielles du personnage fêté permettaient de faciles développements, mais rien ne prêtait à plus d'ingéniosité que sa généalogie ; on la faisait volontiers remonter à Scipion ou à Mithridate ; rien ne donnait carrière à plus de fantaisie que la description de ses armoiries.

Les prédicateurs, entraînés par la mode régnante, étalaient l'érudition la plus désordonnée, recherchant à tout prix l'effet par un style ampoulé et des traits d'esprit. La vogue du panégyrique les amène à représenter les saints comme des « vice-dieux », à faire l'éloge des fidèles morts ou vivants, vertueux ou indignes.

Les professeurs avaient d'abord pris la défense d'un style sobre et classique, puis la plupart d'entre eux avaient cédé à l'engouement général. Le Jésuite Kwiatkiewicz fit même la théorie de l'éloquence baroque dans deux ouvrages : *Suada civilis* (1672) et *Eloquentia reconditior* (1689) où beaucoup de professeurs de rhétorique puisèrent largement. L'auteur y enseigne le pathos et apprend à jongler avec les mots sur les questions les plus vaines : « la rose avait-elle des épines avant le péché d'Adam » ou bien « peut-on supporter plus facilement la faim ou la soif » ?

La décadence intellectuelle. — L'état des études reflétait l'affaiblissement de toute la vie intellectuelle en Pologne. Au cours des invasions les corporations enseignantes maintinrent à grand'peine leurs écoles, plus d'une fois pillées ou incendiées. Mais les guerres, ennemies des Muses, n'expliquent pas seules cette décadence.

(1) PELCZAR, *Zarys dziejów kaznodziejstwa*, t. II, pp. 183-196 ; JANIK, *Z dziejów wymowy* ; BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 184-213.

Le Siècle d'Or fut marqué par d'ardentes polémiques entre les partisans et les adversaires de la Réforme. Cette lutte d'idées engendra une riche littérature, excita l'activité intellectuelle, enrichit la civilisation. Au XVIII^e siècle, ces débats vivifiants avaient pris fin. Le protestantisme compte encore en Pologne quelques esprits distingué parmi les professeurs du gymnase de Leszno ou des écoles luthériennes de Toruń et de Dantzig : tel le Dantzicois Lengnich (1689-1774), auteur d'ouvrages fort érudits sur l'histoire de la Prusse et sur le droit public polonais.

Mais ces quelques lettrés ne sont point de taille à réveiller les grandes luttes d'idées et les adeptes de la Réforme ne constituent plus qu'une infime minorité. Les catholiques, maîtres de la Diète, suscitent aux protestants des tracasseries politiques et administratives. Le clergé ne se soucie point de réduire les derniers hérétiques par les armes intellectuelles. Il s'endort dans sa trop prompte et trop complète victoire et, sans se prémunir contre les nouveaux dangers qui pourraient menacer la foi, néglige les études supérieures. Les professeurs eux-mêmes — Académistes, Jésuites ou Piarons — s'empressent d'abandonner l'enseignement quand ils peuvent obtenir un poste de prédicateur ou se faire appeler à la cour de quelque magnat, comme chapelain ou précepteur.

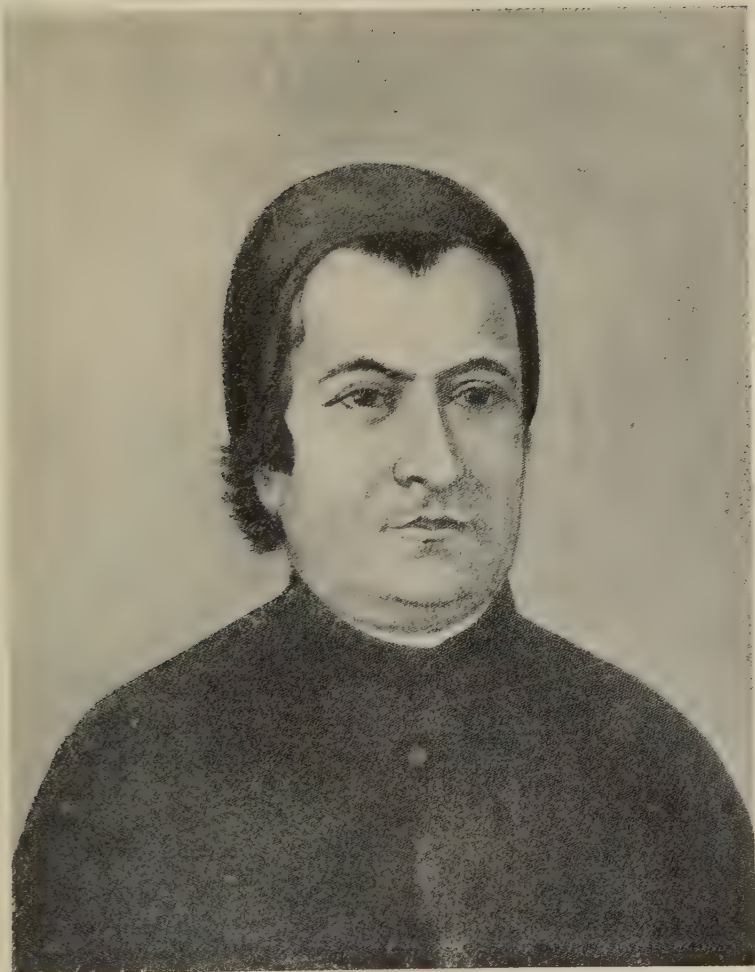
A vrai dire, au sortir des écoles du pays, tous les Polonais qui se firent un nom dans les lettres ou dans les sciences, achevèrent leurs études à l'étranger. Au XVI^e siècle, une foule de gentilshommes riches prenaient souvent, dès l'âge de quatorze ou quinze ans, la route de l'Occident. Les guerres suédoises mirent fin à cette tradition. Dans les premières décades du XVIII^e siècle, les Jésuites eux-mêmes font toutes leurs études en Pologne. En 1740, beaucoup parlent l'allemand, parce que la *Province* de Pologne comprend des territoires de langue germanique, mais 40 seulement possèdent le français, 20 l'italien, aucun l'anglais ni l'espagnol.

La Cour des rois de Pologne qui, sous Ladislas IV et sous Jean Sobieski, attirait des esprits cultivés, ne contribue plus à la vie intellectuelle du pays. Auguste le Fort et Auguste II résident à peu près continuellement en Saxe. Leurs ministres polonais et la Diète se désintéressent également des écoles, « comme si cette question ne relevait pas de la République, alors que sous Sigismond-Auguste, les nonces demandaient la réforme des écoles, pourtant en bien meilleur état à cette époque » (1). Les Hohenzollern soutiennent les Universi-

(1) W. SKRZETUSKI, *Prawo polityczne*, t. II, p. 254.

tés de Königsberg et de Francfort-sur-l'Oder, fondent l'Université de Halle (1694) et la Société des Sciences de Berlin (1700). Pierre le Grand s'efforce de réveiller la Moscovie de sa torpeur asiatique. La République de Pologne se montre incapable de fonder même les établissements les plus immédiatement utilitaires, comme cette école militaire réclamée depuis le *xvi*^e siècle.

La réforme des écoles polonaises au *xviii*^e siècle ne relève point seulement de l'histoire de la pédagogie et de l'histoire des idées. Quelques intellectuels et hommes d'État comprirent que la Pologne, entourée par des monarchies absolues, ne pouvait se maintenir sous la forme d'une République nobiliaire. Sans renoncer à imposer éventuellement par un coup de force les réformes nécessaires, ils agirent sur l'opinion et surtout sur la jeunesse. Les éducateurs ont abordé avec une hardiesse croissante les problèmes politiques, sociaux, économiques et religieux. La réforme des écoles doit être considérée comme un facteur déterminant dans l'évolution de l'esprit public, dans cette renaissance nationale que devait sanctionner la Constitution du 3 mai 1791.



LE PÈRE STANISLAS KONARSKI

CHAPITRE II

LE PÈRE KONARSKI, INITIATEUR DE L'INSTRUCTION CIVIQUE

I. — SA CARRIÈRE (I)

Les débuts. — C'est une puissante personnalité qui assigna aux écoles polonaises la mission nouvelle de former des citoyens. Jérôme Konarski (1700-1773) naît au pays de Sandomierz, d'une assez obscure famille noble. Ses aïeux, comme tant de gentilshommes, avaient embrassé la Réforme; bien plus, ils avaient adhéré à la secte des Sociniens, connus en Pologne sous le nom d'*Ariens*. La Diète ayant proscrit en 1638 cette doctrine impie, le gentilhomme Jean Konarski passe au calvinisme. Son fils Georges, catholique, entre au Sénat comme castellan de Zawichost (1699) et meurt l'année suivante (2). Sa femme, de la grande famille des Tarło, ne lui survit pas longtemps. Ils laissent un seul domaine à leurs dix orphelins : deux meurent jeunes, quatre se marient, une fille et les trois derniers fils entrent en religion. Jérôme, le dernier de tous, suit ses deux frères à l'école des Piaristes et à leur noviciat, où il prend le prénom de Stanislas.

Il enseigne dans divers collèges de province, puis à Varsovie, écrivant en latin des élégies à la Vierge, divers poèmes et discours de circonstance dans le goût du temps. Il a vingt-cinq ans lorsque son cousin Tarło, évêque de Poznań, l'envoie à Rome pour compléter son instruction.

(1) Sur l'ensemble du chapitre, *Sources* : ST. KONARSKI, *Ustawy szkolne*, préface de Kot ; ST. KONARSKI, *Wybór pism politycznych*, publ. p. Konopczyński. — *Travaux* : KONOPCZYŃSKI, *St. Konarski*, 1926 ; W. J. ROSE, *Stanislas Konarski, reformer of education*, 1929 ; KOT, *Historja Wychowania*, I, pp. 361-401 a utilisé plusieurs documents nouveaux.

(2) Précisions généalogiques dans SZYMON KONARSKI, *Szlachta kalwińska w Polsce*, p. 132.

« Il y rougit de sa propre ignorance (1). » Ses confrères italiens, les *Scolopi*, passaient pour inféodés au parti des modernes. Ils avaient naguère entretenu de bons rapports avec Galilée et ses disciples. A Rome, ils avaient fait de leur *Collège de Nazareth* une excellente académie de nobles. Le recteur Paulin Chelucci s'intéressait aux mathématiques, il brillait surtout comme latiniste et orateur latin. Le jeune Polonais se met au travail avec tant d'ardeur et accomplit en deux ans tant de progrès, que le P. Chelucci le nomme professeur de rhétorique.

Konarski rédige un mémoire pour les Piaristes des provinces de Pologne et de Lithuanie; il leur décrit l'organisation du Collège de Nazareth, les invite à réformer leurs écoles dans le même esprit. Wilno s'excuse sur les difficultés que lui suscitent les Jésuites; Varsovie, sur le manque d'argent. Konarski a passé quatre ans à Rome; pendant dix-huit mois encore il visite Venise, Paris, l'Allemagne et Vienne.

A son retour en Pologne (1730), son cousin éloigné, l'abbé Joseph Załuski, Référendaire de la Couronne, lui fait entreprendre un vaste travail d'érudition, un recueil chronologique des lois polonaises. Dès 1732, le P. Stanislas publie un premier tome de ces *Volumina legum*. Ses confrères devaient continuer la collection, qui demeure aujourd'hui un indispensable instrument de travail. Dans la préface du premier volume Konarski exposait, sur l'histoire des institutions polonaises, des vues nouvelles, puisées dans l'étude des textes eux-mêmes.

Fort de ses connaissances juridiques, le Piariste se lance dans la politique. Auguste II se proposait de nommer hetman de la Couronne Stanislas Poniatowski, gentilhomme de médiocre naissance qui avait montré des talents militaires et une grande habileté politique. Ses beaux-frères, les princes Czartoryski, le soutenaient de leur influence et de leurs richesses. Mais, en vertu d'une loi de 1717, le Roi ne pouvant conférer la masse d'armes qu'en présence de la Diète, *légalement constituée*, les Potocki faisaient rompre chaque Diète avant l'élection du maréchal pour empêcher la désignation de Poniatowski. Konarski publie un *Dialogue d'un gentilhomme campagnard avec son voisin* (1733) (2). Il prend la défense de Poniatowski, victime de ces magnats qui prétendent accaparer les grandes char-

(1) PONIATOWSKI, *Mém.*, t. II, p. 207.

(2) *Rozmowa pewnego ziemianina ze swoim sąsiadem*, extraits dans *Wybór pism politycznych*, pp. 40-48.

ges au titre de « descendants de Cécrops », comme s'il coulait dans leurs veines non pas du sang mais de la pourpre. Auguste II se prépare à briser par la force l'opposition des Potocki, lorsqu'il meurt à la veille d'une Diète extraordinaire.

Vienne et Pétersbourg prétendent interdire la réélection de Stanislas Leszczyński au trône. Le Piariste intervient à nouveau, dans des *Epistolae familiares sub tempus interregni* : « La République, proclame-t-il, est certes maîtresse souveraine de ses lois; les monarques étrangers n'ont point autorité sur elle. La République tient du droit divin son pouvoir souverain, sans obligation envers personne, de même que tous les autres royaumes et empires tiennent du droit divin leur pouvoir souverain — et le défendent... Quand il s'agit du salut de l'État, il est plus facile d'obtenir l'union des citoyens, si les étrangers ne se mêlent pas de nos affaires... La protection des États voisins peut être la marâtre de notre liberté, elle n'en peut être la mère. Notre liberté leur convient uniquement parce qu'ils redoutent un voisin puissant. Ce qu'ils veulent et ce à quoi ils s'efforcent, c'est que nous soyons libres au dedans et sous leur dépendance au dehors (1). »

Les Polonais parlaient continuellement de *liberté* (*wolność*), en confondant sous ce mot les privilèges politiques des citoyens et les droits de la nation vis-à-vis des États étrangers. L'auteur des *Epistolae familiares* s'efforce de dissiper cette équivoque, il introduit dans le vocabulaire politique de son pays un terme nouveau : en latin *independentia*, en polonais *niepodległość*.

Stanislas, élu par la nation, s'est réfugié à Königsberg. Au printemps de 1735, il dépêche auprès du roi de France un nouvel ambassadeur, Ożarowski ; le Piariste l'accompagne en qualité de secrétaire. Konarski voit Potsdam, La Haye et les riches villes de la Hollande. Pendant dix mois il s'affaire à la cour de Versailles beaucoup plus activement que l'ambassadeur, en même temps qu'il se retrempe dans l'atmosphère intellectuelle de Paris. Versailles exige l'abdication de Stanislas; l'ambassade n'a rien obtenu pour la cause polonaise. Konarski s'achemine tristement vers la Pologne : « *Quis clamor, gemitus et stridor dentium !* » (2).

Le Piariste retourne de la diplomatie à l'enseignement. Professeur aux noviciats de Cracovie, puis de Rzeszów, le voici premier assis-

(1) KONARSKI, *Wybór pism*, pp. 50-51.

(2) Lettre du 15 mai 1736 à Joseph Alexandre Jabłonowski, citée par KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, p. 81.

tant de la province de Pologne (1738). Mais son cousin Jean Tarlo, palatin de Sandomierz, lui fait espérer, avec la mitre, un siège au Sénat et une carrière politique. Il emploie le moine à diverses intrigues politiques, si bien qu'en janvier 1740, le Général des Piaristes intervient lui-même, ordonne au P. Stanislas « de ne plus s'absenter du couvent pendant une révolution, ni de composer nul écrit sur les affaires publiques, mais de demeurer à son poste au monastère et de se garder d'exposer à nouveau la Congrégation à la haine de qui que ce soit ». Konarski fait connaître ses résolutions au palatin, son impérieux protecteur : il a renoncé à l'espoir d'obtenir un évêché. — « Je m'attends à être plus vite mandarin en Chine qu'évêque en Pologne » —; il doit se rendre utile à sa congrégation (1).

Il s'est trop passionnément donné à la vie publique, depuis dix ans, pour obéir à la lettre aux ordres du Général. Mais il a désormais trouvé le moyen de concilier ses devoirs patriotiques avec la discipline monastique. Chargé au printemps de 1740 de fonder à Varsovie un Collège de Nobles, il entreprend en même temps de réorganiser les études dans toutes les Écoles Pies de la Couronne. Mais dès les années 1744-1748, il rédige un traité *De la manière efficace de délibérer*, il le fait prudemment circuler en manuscrit, attendant l'heure favorable pour le faire imprimer. A 40 ans, Konarski a trouvé sa voie. Homme d'études largement informé par six années de voyages à travers l'Europe, patriote mûri dans des luttes malheureuses, il déploie maintenant au sein de sa Congrégation son intense activité.

Konarski réformateur des Écoles Pies. — Provincial en 1741, Konarski soumet au Chapitre réuni à Łowicz un nouveau plan d'études comportant des cours d'histoire moderne et de géographie, de français et d'allemand ; il présente, pour remplacer le volumineux Alvarez, une grammaire latine très élémentaire, facile à consulter ; il publie un traité *De emendandis eloquentiae vitiis*, prônant un style plus simple et de meilleur goût. L'assemblée introduit la nouvelle grammaire dans les Écoles Pies et proscriit Alvarez, elle approuve en principe l'ensemble du projet de Konarski. Le P. Alexis Oźga reçoit, tout jeune, mission d'appliquer la réforme au *professorium* de Rzeszów. La Congrégation élit Provincial, après le P. Stanislas, son frère, Ignace Konarski (1742).

Mais ces nouveautés inquiètent les esprits conservateurs qui

(1) *Ibid.*, pp. 97-98.

reprennent l'avantage aux élections de 1744. Le nouveau Provincial, le P. Valentin Kamiński, entrave les réformes.

Le *De emendandis eloquentiae vitiis* a retenti comme un manifeste (1). Konarski a cité comme exemples de mauvais goût certains passages de ses propres œuvres de jeunesse, mais il n'a pas ménagé le célèbre panégyrique du roi Sobieski *Fulmen orientis* par le Jésuite Bartochowski. Il a osé faire entendre que, si la Pologne a quelques bons orateurs, la plupart feraient mieux de se taire. Il a condamné le genre même du panégyrique, alors en telle faveur. De là une polémique littéraire qui se prolonge pendant une douzaine d'années. Loué par plusieurs Jésuites, violemment attaqué par d'autres, Konarski se voit combattu par son confrère le P. Wąsowicz. Grave querelle en un temps où la rhétorique constituait l'essentiel des études.

En outre, les fidèles de la scolastique s'opposent à l'introduction de la philosophie moderne. Un protégé de Konarski, le Piariste Antoine Wiśniewski (1718-1774), intervient en 1746 avec la hardiesse de ses 28 ans. L'évêque de Cracovie, André Załuski, réunit dans son palais de Varsovie des prélats et des laïques distingués. Un pensionnaire du Collège des Nobles soutient devant cette assemblée des *Propositions philosophiques sur la physique moderne*, rédigées par son jeune professeur. Les auditeurs approuvent ces attaques contre la scolastique. Cette manifestation donne un tour plus bruyant et plus violent aux débats philosophiques. Les Pères Jésuites publient plusieurs répliques. Le Provincial Kamiński, réélu en 1747, adresse au général del Becchio, rapports sur rapports contre le P. Stanislas, dangereux novateur.

Entre les deux Piaristes polonais s'engage un duel dont les détails demeurent obscurs, mais dont les contemporains ont noté l'âpreté. Konarski peut compter sur l'évêque de Cracovie, sur le nonce Archinto. Il voit élever à la Primatie Adam Komorowski, frère de son fidèle ami le P. Cyprien, des Écoles Pies. Le P. Stanislas quitte la Pologne à l'automne de 1749, sous prétexte de pèlerinage à Rome pour un jubilé. Son frère Ignace Konarski et le P. Cyprien Komorowski l'accompagnent. Les trois Piaristes plaident leur cause, ils se justifient auprès du Général de leur ordre, gagnent le Pape lui-même. Konarski demande pour Cyprien Komorowski les pouvoirs de visiteur apostolique. « Voici votre diplôme, aurait dit le

(1) M. JANIK, *Z dziejów wymowy* dans *Pamiętnik literacki*, IX, 1910, pp. 1-51 ; BĘDNARSKI, *Upadek*, pp. 213 et suiv.

Pape au P. Stanislas, mais souvenez-vous que le poignard et l'*acqua-toffana* sont la récompense d'une telle entreprise (1). »

Les trois Piaristes reviennent en Pologne armés d'un bref du 20 avril 1750, et brisent leurs adversaires. Le P. Ignace accuse Kamiński d'irrégularités dans sa gestion financière; le visiteur Komorowski condamne sévèrement l'ex-provincial, puis se prête à un accommodement et relègue son adversaire à Cracovie où il devait mourir oublié trente ans plus tard. Komorowski procède à une inspection de tous les établissements de la province et, sur les conseils d'une commission composée des plus éminents de ses confrères, donne à la Congrégation des statuts nouveaux. Le Chapitre de 1753 approuve ces *Ordonnances de la Visite Apostolique pour la Province Polonoise*; le nouveau Général Édouard Corsini et le Pape les confirment en 1754 (2). Konarski triomphe : les *Ordonnances*, rédigées sous son inspiration, sanctionnent les projets qu'il soutenait depuis des années; ses amis et ses jeunes disciples occupent toutes les fonctions importantes; les esprits conservateurs, réduits au silence comme leur chef Kamiński, mourront oubliés comme lui.

II. — LES ORDONNANCES DE 1753

Les *Ordonnances* introduisent un esprit nouveau dans l'étude des Lettres, de l'histoire et du droit, de la philosophie.

Grammaire et rhétorique. — Le latin demeure la langue de l'école, la *nota linguae* est reconnue « nécessaire » (3). Mais les *Ordonnances* prescrivent une méthode moins grammaticale. D'une part, on fera appel à la mémoire visuelle des élèves, qui acquerront le vocabulaire à l'aide de l'*Orbis sensualium pictus* de Komensky. D'autre part est confirmée la décision du Chapitre de Łowicz de 1741, ordonnant d'employer, à l'exclusion d'Alvarez, la *Grammaire à l'usage des Écoles Pies* (4). Ce modeste précis de 200 pages est composé spécialement pour de jeunes Polonais : la comparaison de

(1) KOŁŁONTAJ, *Stan oświecenia*, cité par KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, p. 134.

(2) *Ordinationes visitationis apostolicae pro provincia polona... Scholarum Piarum MDCCLIII*, achevées d'imprimer en 1755. Nous avons consulté la traduction polonoise publiée sous le titre St. KONARSKI, *Ustawy szkolne*.

(3) *Ordinationes*, IV^e partie, § 66.

(4) *Grammatica ad usum juventutis Scholarum Piarum*, 1741.

phrases polonaises et de phrases latines leur facilite l'intelligence des cas, des modes et des temps du latin, avant d'aborder les déclinaisons et les conjugaisons.

La sixième édition, en 1759, marque un nouveau progrès : toute la morphologie est rédigée en polonais, — un polonais d'ailleurs surchargé de macaronismes —; seules la syntaxe et la prosodie restent écrites en latin (1).

« L'étude de la grammaire est très utile », reconnaissent les *Ordonnances*. « Mais si les bons professeurs doivent éviter quelque chose, c'est précisément de ruminer toute l'année ce foin répugnant, en négligeant d'autres matières plus utiles... Le principal est d'expliquer de bons livres latins... La lecture par elle-même forme les hommes... Les professeurs doivent seulement s'efforcer que, soit en polonais, soit en latin, les élèves comprennent bien tout, qu'il ne reste rien d'obscur, et que la lecture progresse avec la plus grande rapidité possible. Plus ils liront et comprendront, plus grand sera le profit. C'est à cette occasion surtout qu'ils devront faire entrer dans leur mémoire les mots et les expressions latines (2). » Les élèves apprendront désormais le latin par la lecture autant et plus que par la grammaire.

Konarski attend de cette méthode des résultats plus heureux, il exige en outre le respect de la langue latine et le respect de la langue polonaise. « Il vaut mieux ne pas écrire du tout qu'en latin de cuisine. » D'autre part, les *Ordonnances* proscrivent absolument le macaronisme. Elles permettent d'employer en polonais des termes empruntés au latin, s'ils sont tout à fait passés dans la langue; mais elles recommandent d'user de mots proprement nationaux. Elles renvoient au « riche trésor de termes choisis » que forment les œuvres des historiens, des orateurs politiques et sacrés, des poètes, bref à la littérature polonaise des XVI^e et XVII^e siècles, Siècle d'Or et Siècle d'Argent (3).

Le premier cycle des études demeure donc consacré au latin. Mais les *Ordonnances* réduisent les études grammaticales au profit de la lecture des auteurs et demandent autant de zèle pour la pureté de la langue polonaise que pour un bon latin.

Le second cycle (4) reste voué à la rhétorique, dont Konarski

(1) *Gramatyka łacińska ad usum S. P.*, Wilno, 1759.

(2) *Ord.*, IV, §§ 52-53.

(3) *Ord.*, IV, § 126.

(4) Classe d'*Humanités*, 1^{re} et 2^e années de *Rhétorique*.

veut seulement redresser les abus. Il a dénoncé les méfaits du panégyrique dès 1740, dans son *De emendandis eloquentiae vitiis*. Les *Ordonnances* interdisent formellement ce genre oratoire : panégyrique des saints — sauf dans les écoles où cette pratique se trouve actuellement établie —, panégyrique « en l'honneur même des plus dignes personnages de la République » à l'occasion des mariages, des entrées en fonctions, des funérailles. « Il fourmille jusqu'à présent de ces balivernes » qui ne font honneur ni à la patrie ni à l'école. Les élèves ne cultiveront le genre périlleux du panégyrique ni pour les cérémonies ni comme dissertations écrites (1).

La poésie présentant des dangers analogues, ils ne composeront que rarement des vers latins ou polonais. Il convient avant tout qu'ils acquièrent un style « simple, clair, naturel » (2).

Konarski ne condamne pas la rhétorique en elle-même. Les professeurs enseigneront les différentes figures de style et les règles de leur emploi, les lois de la composition dans les différents genres littéraires. Dans la classe d'humanités, par exemple, les élèves rédigeront 10 fables, 15 narrations, 20 thèses sur des questions morales, 20 *chries* ou amplifications, etc...

Mais Konarski, dans les *Ordonnances*, satisfait à la fois au bon goût et à l'esprit civique. Pour en finir avec une rhétorique creuse, évitons les thèmes oiseux. « A quoi sont donc utiles de tels sujets : le printemps est plus agréable que l'hiver, le bonheur est changeant..., description d'un palais ou d'un jardin... Ainsi nous ordonnons une fois pour toutes que dans la sixième classe, depuis le premier jour jusqu'au dernier de l'année scolaire, on ne choisisse et ne donne à traiter aux jeunes gens que des sujets appropriés et utiles pour ceux qui prendront un jour la parole dans les affaires publiques. » Et les *Ordonnances* proposent une série de discours officiels correspondant aux diverses formalités des diètes, diétines, tribunaux et ambassades, et surtout un choix de 120 sujets proprement politiques (3).

La simple prudence ordonne d'éviter les questions qui pourraient « de quelque côté susciter des embarras à notre congrégation... certains conflits entre le pouvoir royal et la *Liberté*, entre certaines familles et certains partis, car de telles recherches ne font qu'exaspérer les esprits et aggraver les divisions. Tels sont aujourd'hui des sujets comme des considérations sur le *liberum veto*, l'hérédité ou

(1) *Ord.*, IV, §§ 180-181.

(2) *Ord.*, § 126.

(3) §§ 143-144.

l'électivité du trône, sur le majorat d'Ostróg... il est absolument interdit d'aborder de tels sujets ».

Quelques membres de la plupart des grandes familles s'étaient partagé (7 décembre 1753) l'immense majorat d'Ostróg : 21 villes et 568 villages. Acte nul, déclaraient leurs adversaires, car le majorat constitue un tout indivisible. La République n'y perd rien, assureraient les bénéficiaires de la transaction, puisque chacun d'entre nous versera sa quote-part pour l'entretien de la milice de 600 hommes que stipule la loi de 1609 constituant le majorat. Les *Ordonnances* interdisaient fort sagement de proposer aux élèves de telles questions, domaine des subtilités juridiques et des passions partisans. Mais ne nous laissons pas prendre aux prudentes formules de Konarski ; parcourons attentivement la liste des sujets politiques.

Quelques-uns concernent l'Église, les écoles, vingt-deux intéressent l'armée et montrent la nécessité de l'augmenter, d'autres ont trait à la diplomatie, à la justice et à la codification des lois, aux finances : « établir le monopole du tabac, du café »..., « Les impôts doivent être payés en conscience ». Sur plusieurs questions d'importance secondaire, l'élève répondra librement. Mais les *Ordonnances* lui imposent la solution à développer sur les plus graves problèmes politiques et sociaux,

Problèmes politiques :

« La libre élection est préférable à l'hérédité au trône.

« L'élection du Roi doit avoir lieu à la majorité des voix. Il n'y a jamais eu jusqu'à présent d'unanimité et l'on n'en peut pas attendre.

« L'élection des juges, des nonces à la Diète et de tous les autres représentants doit se faire à la majorité des voix.

« L'habitude de rompre les diètes ou de les clore sans avoir abouti est très nuisible et pernicieuse à la République.

« Il ne faut pas abuser des confédérations, si ce n'est en cas d'extrême nécessité pour la République. Alors pourtant, si le Roi est à la tête de la confédération, elle peut être le salut de l'État.

« C'est une fausse et honteuse maxime que la Pologne se maintient par l'anarchie. Non moins nuisible à la République est cette seconde maxime : même si la Pologne se gouvernait le plus mal possible, les puissances ne la laisseraient pas tomber. »

Les *Ordonnances* interdisent d'aborder « certains conflits entre le pouvoir royal et la *Liberté*..., des considérations sur le *liberum veto*,

l'hérédité ou l'électivité du trône » et, à quelques pages d'intervalle, elles invitent les professeurs à faire traiter précisément ces problèmes. Les quelques énoncés que nous avons juxtaposés, ne posent-ils pas le principe d'une profonde réforme constitutionnelle : abolir le *liberum veto*, substituer dans les élections et dans la Diète la règle majoritaire à la règle de l'unanimité ?

Les *Ordonnances* abordent aussi la *défense de la bourgeoisie*.

« Il convient de respecter loyalement les droits et privilèges des villes royales. »

« Abolir partout, par des lois sévères, les contributions que les starostes imaginent à leur profit personnel et au dommage des villes. »

« Abolir les diverses *Jurydyki* privées, comme très nuisibles aux villes. »

« Dans les villes, nobles et clercs doivent, à l'égal des autres habitants, contribuer aux dépenses publiques. »

Enfin « introduire partout toutes les industries, « n'importer ni draps, ni toiles, ni articles en cuir ».

Les élèves des Écoles Pies se pencheront aussi sur la *Question paysanne* :

« Serfs et paysans doivent être exempts d'impôts ; qu'ils paient seulement à leurs seigneurs, et les seigneurs paieront à l'État les impôts en proportion de leurs revenus, tels qu'ils ressortent du dernier inventaire. »

« Il faut peu à peu admettre les paysans à un cens, qu'ils paieront aux seigneurs, en remplacement de la corvée. Au préalable on partagera entre eux, à la manière prussienne, — comme certains seigneurs le faisaient alors dans la Prusse Royale —, « les champs et les terres appartenant aux propriétaires fonciers. »

« Il faut transférer aux tribunaux ordinaires de la République le droit de vie et de mort sur les serfs et les affaires criminelles » qui les concernent.

Nous aurons plus loin l'occasion d'approfondir la pensée politique et sociale de Konarski. Notons seulement la hardiesse des *Ordonnances* : les Piaristes transforment les classes d'humanités et de rhétorique en véritables cours d'instruction civique.

Histoire et droit. — En ces questions politiques et sociales, « les professeurs comme les élèves, devront montrer non pas seulement la simple connaissance du sujet, mais aussi beaucoup de lecture, de

science et de travail » (1). Les écoliers produiront à l'appui de leur thèse des pensées des grands auteurs, de brefs témoignages historiques et surtout des textes tirés des lois polonaises. Ils ne s'exerceront pas simplement à l'art de parler et d'écrire, ils se muniront de tout un bagage de connaissances positives tirées de l'histoire et du droit.

Le *Ratio studiorum* des Jésuites appelait « *érudition* » cet ensemble de connaissances indispensables à l'orateur. Le style de l'époque, plein d'allégories, de comparaisons, d'allusions héraldiques, exigeait quelques notions d'histoire. Le professeur les donnait d'habitude à propos des textes littéraires qu'il commentait, au hasard des circonstances. Certains Jésuites polonais avaient cependant essayé, dans la première moitié du XVIII^e siècle, de donner des cours méthodiques d'histoire. Mais ils suivaient des plans plus ou moins maladroits : l'un se base, en 1714, sur l'ordre des vertus et des vices dont les événements fournissent des exemples ; un autre, en 1734, suit l'ordre alphabétique des noms des personnes et des choses.

A Paris pourtant, au collège de Clermont, le P. Claude Buffier avait publié dès 1701 sa *Pratique de la mémoire artificielle pour apprendre et retenir aisément la chronologie et l'histoire universelle*. Le titre même de ce modeste petit livre accuse le caractère mécanique de l'exposé. Le Jésuite français introduit pourtant d'heureuses innovations : il dégage l'histoire de l'*érudition* pour l'ériger en un enseignement autonome, il expose les faits suivant la saine méthode chronologique ; enfin, au lieu de se borner à l'histoire ancienne, seule nécessaire à l'intelligence des auteurs gréco-latins, il essaie d'embrasser l'histoire universelle jusqu'aux événements récents.

Ces nouveautés ne triomphèrent pas rapidement dans les écoles françaises elles-mêmes. Un quart de siècle plus tard Rollin admettait l'enseignement de l'histoire ancienne, mais « je ne crois pas, disait-il, qu'il soit possible de trouver du temps, pendant le cours des classes, pour s'appliquer à l'histoire de France » (2). Il exprimait là l'opinion de la plupart des pédagogues français, qui n'osaient dérober quelques heures aux enseignements traditionnels. Et sans doute aussi estimaient-ils inopportun de porter un jugement sur les faits récents de l'histoire nationale.

Vers 1740, l'enseignement de l'histoire universelle devient obligatoire chez les Jésuites polonais, qui utilisent les *Rudimenta Histo-*

(1) § 154.

(2) ROLLIN, *Traité des Études*, livre VI.

rica (1727) de leur confrère bavaïois le P. Maximilien Dufrène. Ils se bornent d'ordinaire à le réimprimer tel quel. Les Jésuites de Kalisz le remanient dès 1745, abrègent l'histoire du Saint-Empire et consacrent une quarantaine de pages à l'histoire polonaise (1).

Les *Ordonnances* des Piaristes marquent un nouveau progrès ; elles trouvent du temps pour l'histoire nationale : pendant l'année de Grammaire, le professeur expliquera le *Florus polonicus* de Joachim Pastorius (2). Mais cet ouvrage assez médiocre ne pouvait inspirer à de si jeunes garçons des réflexions bien profitables.

Ils acquerront plus tard les connaissances utiles au citoyen. « Comme l'orateur polonais a besoin de connaître surtout la politique », le professeur de Rhétorique expliquera longuement (3) à ses élèves divers ouvrages : entre autres le *De jure belli et pacis* de Grotius, les traités de droit public polonais de Hartknoch et de Lengnich (4).

La philosophie. — La plupart des élèves, dans les écoles polonaises, quittaient l'école après leur Rhétorique, sans faire les deux années de Philosophie. Les clercs presque seuls suivaient ce cours, compris comme une introduction à la théologie.

Au milieu du XVIII^e siècle, la scolastique règne encore chez les Jésuites polonais (5). Ils remanient leurs cours pour insister sur divers points naguère peu discutés : sur la psychologie pour combattre le matérialisme, sur le problème de l'âme des animaux pour réfuter Descartes, Malebranche et Leibniz ; sur l'existence de Dieu et sur la Providence pour les défendre contre les déistes et les athées. Ils exposent les doctrines des philosophes modernes, mais pour les condamner.

Le premier champion de la philosophie moderne, *philosophia recentiorum*, n'apparaît en Pologne qu'en 1740. Des Théatins italiens ont ouvert un internat à Varsovie (1737) ; l'un d'entre eux, le P. Portalupi enseigne le cartésianisme. On se rappelle l'émotion soulevée en 1746 par le jeune Piariste Wiśniewski.

(1) BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 254-267.

(2) Pastorius — le Silésien von Hirtenberg (1611-1682) — rapporte sans critique les fables sur les origines polonaises, insère de longs panégyriques en l'honneur des Wasa. Le récit se termine, dans la dernière édition, à la paix d'Oliva.

(3) Une heure par jour pendant les deux années de Rhétorique. *Ord.*, IV, § 175.

(4) HARTKNOCH, *Respublica Polonica*, 1678. — LENGNICH, *Jus publicum regni Poloniae*, 2 vol., 1742-1746.

(5) BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 281-309.

« La philosophie, proclament les *Ordonnances*, est une étude vraiment libre, pourvu seulement que l'on rejette et que l'on condamne... les opinions qui seraient, même indirectement, contraires à la religion. Que nos professeurs s'en tiennent cependant à la doctrine qu'enseignent et enseigneront à Rome, sous les yeux du Chef de l'Église, nos philosophes et les autres. De cette manière, ils éviteront tout danger (1). »

Et voilà rejeté le joug de la scolastique. Depuis longtemps les Pères des Écoles Pies enseignaient en Italie une philosophie éclectique. Le P. Édouard Corsini avait publié en 1731-1737 des *Institutiones philosophicae ac mathematicae* fortement teintées de cartésianisme (2). Général des Piaristes en 1754, il approuve les *Ordonnances pour la province de Pologne* qui recommandent d'étudier Bacon, Gassendi, Descartes, Locke, Malebranche, le P. Buffier, Christian Wolf et autres philosophes modernes. Entre tous, Wolf devait paraître à cette génération le plus accessible et exercer sur elle la plus forte influence.

Dans la deuxième année de Philosophie, les élèves étudieront les sciences. Ils ont tout à apprendre dans ce domaine, ayant seulement appris, en Syntaxe, un petit traité de calcul ; il ne dépasse pas les fractions et la règle de trois. Or « enseigner la physique, sans la faire précéder des principes de la géométrie, serait aujourd'hui s'exposer à la risée des savants » (3). L'algèbre et la géométrie, la mécanique et l'hydraulique les prépareront à l'étude de la physique générale et particulière. On relève bien parmi les ouvrages recommandés les *Leçons de physique expérimentale* du P. Nollet, mais il n'est pas question d'instruments ni d'expériences.

Sources et originalité des Ordonnances. — Le nouveau programme des Écoles Pies ne paraît, dans son ensemble, ni très original ni très hardi. Konarski en indique lui-même les inspirateurs ; les novices apprendront l'art d'enseigner dans les *Pensées* de Locke sur l'éducation (1693) et le « livre remarquable » de Rollin (4). Les *Ordonnances* de 1753 modernisent seulement les écoles polonaises à l'exemple des bonnes écoles de l'Europe occidentale.

(1) IV, § 184.

(2) MAUGAIN, *Évolution intellectuelle de l'Italie*, pp. 172-173, 220.

(3) *Ord.*, IV, § 183. — Le traité de calcul est imprimé à la fin de la *Grammaire* des Piaristes.

(4) *Ord.*, III, §§ 216-218. Le professeur expliquera d'abord le P. JOUVENCY, *Ratio discendi et docendi*, 1725, pour aborder Locke et Rollin dès que les novices commenceront à comprendre le français.

La province de Pologne ne compte pas assez d'hommes instruits. « Gardons-nous d'introduire dans les écoles ce à quoi nous pourrions ne pas toujours réussir : par exemple d'enseigner le français dans les écoles publiques, alors que les novices en sont aux rudiments (1). » Que les novices se livrent « à l'étude de l'allemand, si souvent recommandée » (2) et à celle du français. « La langue française nous est nécessaire pour connaître les chefs-d'œuvre écrits en cette langue, comme jadis aux Romains, la langue grecque... C'est principalement la connaissance du français qui nous permet de lire les meilleurs ouvrages savants de toute nature (3). »

La Congrégation entretiendra continuellement deux jeunes Pères à Rome ou à Florence, en France, à Vienne ou ailleurs ; d'autres voyageront comme précepteurs de jeunes magnats. Ils étudieront à l'étranger les sciences auxquelles ils ne pourraient se former en Pologne.

Tous les supérieurs de la Congrégation encourageront à rédiger des manuels pour les novices et pour les élèves.

Que faut-il « pour s'instruire et pour enseigner ?... 1^o des livres, 2^o des livres, 3^o des livres » (4). Ainsi les Piaristes pourront-ils par la suite améliorer leurs écoles.

Dès à présent, les *Ordonnances* dépassent Rollin sur un point : elles *trouvent du temps* pour l'histoire nationale. Et surtout elles introduisent dans la rhétorique un esprit nouveau : l'esprit civique. Le professeur de rhétorique apprendra à ses élèves à bien parler, il leur apprendra surtout à connaître les institutions de leur pays. Bien plus il fera défendre par les élèves eux-mêmes un programme positif de réformes politiques et sociales. Ici réside l'intérêt historique des *Ordonnances* de 1753.

Cette idée de l'instruction civique, le P. Konarski la doit-il à quelque penseur occidental ? Nous ne le croyons pas. Lorsque les écrivains français dissertaient sur l'éducation civique, ils agitaient un problème familier aux Grecs et aux Romains, mais un problème peu actuel ; dans une monarchie absolue, les sujets doivent obéir. Mais les citoyens polonais doivent gouverner leur République.

Si Konarski s'est fait le champion de l'instruction civique, n'en cherchons pas l'origine dans ses lectures, mais dans sa vie. Meurtri

(1) *Ord.*, IV, § 272.

(2) *Ord.*, III, § 59.

(3) *Ord.*, III, §§ 144, 237.

(4) *Ord.*, V, § 273.

par la défaite de Leszczyński, il ne cesse de combattre pour l'indépendance nationale. Engagé dès sa jeunesse dans une Congrégation enseignante, détourné de la vie politique par ses supérieurs, il veut préparer à la Pologne une génération de citoyens plus dévoués et plus éclairés.

Sa Congrégation dirige seulement vingt écoles publiques. Le P. Konarski voudrait que le gouvernement lui-même réforme toutes les écoles polonaises. Il propose aux Rhétoriciens un sujet dont il a sans doute pris l'idée au cours de ses voyages : « Il faut, à l'exemple de Venise », où fonctionnent depuis 1517 des *Riformatori dello Studio*, « instituer un office (*urząd*) qui exerce un contrôle sur les écoles et la manière d'enseigner, et qui gouverne l'instruction » (1).

Les *Ordonnances* des Piaristes prévoient et appellent cette création : « Plus tard peut-être un office spécial introduira une autre méthode d'enseigner, bien meilleure et plus efficace, élaborée soit par des savants membres de notre Congrégation, soit par des laïques compétents (2). »

Ainsi la province polonaise des Écoles Pies instaure pour ses élèves une éducation civique, et invite l'État polonais à créer l'instruction publique.

III. — LE COLLÈGE DE NOBLES

Le même esprit patriotique règne au Collège de Nobles comme dans les écoles *publiques* de la Congrégation. L'établissement aristocratique suit, dans l'ensemble, le même plan d'études. Mais Konarski s'adressait ici à une clientèle plus choisie, il disposait aussi de crédits plus importants, d'un corps enseignant plus nombreux et plus éclairé.

Les *Ordonnances* formulent d'abord les règles communes pour l'ensemble des Écoles Pies et ensuite les règles particulières au Collège de Nobles. Mais le P. Konarski commença par instaurer dans le nouvel établissement les nouvelles méthodes, et ne parvint que plus tard à les étendre, dans une certaine mesure, aux écoles *publiques*.

(1) *Ord.*, IV, § 143. — La vieille institution des trois *Riformatori dello Studio* déployait une grande activité : elle crée en 1724 l'Académie des Beaux-Arts de Venise, en 1738 elle s'empare complètement de la direction de l'Université de Padoue.

(2) *Ord.*, IV, § 271.

Sa fondation. — L'établissement du Collège de Nobles coûta au P. Konarski un dur labeur; dans les mêmes années où il bataillait pour la réforme générale de la province polonaise. La maison louée en 1740 ne convenait pas à un internat aristocratique. Konarski demande au meilleur architecte de Varsovie, Jacques Fontana (1), un plan qui rappelle le Collège de Nazareth. La première pierre posée en 1743, les travaux progressent lentement, faute d'argent. Le P. Stanislas obtient péniblement des magnats les dons nécessaires; un incendie sévit en 1747. Enfin, en 1754, Konarski peut inaugurer solennellement les nouveaux bâtiments.

Il n'avait pu réunir que 10 élèves en 1740-1741, 30 en 1745-1746. En 1752-1753, il ne groupait encore autour de lui que le préfet Orłowski, un vice-préfet et cinq professeurs pour 51 élèves. Dans le cadre élégant construit par Fontana, il réunira désormais une quinzaine de professeurs pour une soixantaine de pensionnaires, fils des plus illustres familles (2).

Konarski s'est heureusement inspiré des établissements similaires des Piaristes : du Collège de Nazareth où il a enseigné à Rome, de l'Académie Lichtenstein qu'il a visitée à Vienne. Les magnats polonais sont flattés de pouvoir dans la capitale donner à leurs fils une éducation aussi aristocratique. Le prix élevé de la pension — 80 florins d'or —, le nombre limité des élèves assurent un recrutement des plus choisis. Chacun de ces jeunes gens, dans la belle construction de Fontana, possède sa chambre et la meuble à son gré. A chaque groupe de trois ou quatre pensionnaires est affecté un laquais à la livrée du Collège. Ce serviteur porte aux élèves leurs livres à l'entrée de la classe.

Konarski flatte la vanité des magnats pour s'emparer de leurs fils. Il veut arracher ses élèves à la corruption de leur milieu natal. Aux jours de congé et de fête, il autorise quelquefois ses pensionnaires à recevoir des visites, mais rarement, à fréquenter la Cour, la Diète, les salons des magnats pour y rencontrer des personnes distinguées, à se rendre à quelque invitation, mais toujours en compagnie de leur gouverneur ou d'un Père. Pour l'été, les Piaristes conduisent leurs élèves à la campagne, dans la propriété de Żoliborz, aux portes de Varsovie. Quelques-uns, sur les instances formelles des

(1) Cette famille Fontana, originaire du Milanais, était inscrite parmi la bourgeoisie de la Vieille Ville de Varsovie.

(2) Au cours des années 1756-1757 à 1762-1763, le Collège admit de 70 à 85 pensionnaires pour se borner ensuite à une soixantaine environ.

parents, passent les vacances dans leur famille, mais non pas chaque année.

Au cours de cinq ou sept années de l'internat le plus rigoureux, les Piaristes imprimeront aux fils des magnats une formation religieuse et patriotique. « Les maîtres devront sans cesse, en toute occasion, inculquer à la jeunesse l'amour de la patrie, sa vénération et le plus profond attachement pour elle, afin que dès l'âge le plus tendre les jeunes garçons commencent à comprendre ce qu'est cet amour de la patrie qu'on leur recommande si fort, combien doux est l'attachement pour elle, quels sont leurs devoirs envers la patrie et comment il convient de les remplir, avec quel soin ils doivent se préparer à être de bons citoyens. Toute leçon, toute allocution doit avoir pour objet la fidélité, l'amour, le plus profond respect et l'obéissance qui sont dus au souverain, le respect des lois nationales, le dévouement empressé et total, l'obéissance volontaire... aux autorités civiles et militaires (1). » Les religieux prépareront les jeunes magnats, par la discipline la plus stricte, à obéir « aux autorités établies par Dieu et par la République ». Ils leur donneront cette passion de la justice, sans laquelle ils deviendraient « mauvaises gens, mauvais amis, mauvais juges, mauvais seigneurs et méchants sujets, l'opprobre de la République, des caricatures de dignitaires » (2).

Les études. — Les Académies de Noblesse, si florissantes dès le XVII^e siècle en Europe occidentale, assuraient aux jeunes gens de haute naissance une instruction plus conforme à leur condition, plus dégagée des programmes traditionnels que les écoles publiques. La langue nationale, quelques langues vivantes étrangères et surtout le français, sont dans la vie des cours plus utiles que le latin. Les fonctions civiles exigent des notions d'histoire moderne, de géographie, de droit. Les futurs officiers doivent étudier les mathématiques et la fortification. Les magnats polonais désiraient pour leurs fils un enseignement vivant et moderne.

Konarski dut ménager, dans la réforme des écoles publiques, l'attachement de la *szlachta* au latin et aux traditions. Le Collège de Nobles suivra un programme analogue, mais plus hardiment tracé. Dès le cycle de grammaire, ramené de trois années à deux, il ne réserve au latin que la moitié des heures de classe, pour attribuer les autres à l'histoire et aux langues vivantes.

(1) *Ord.*, V, § 105.

(2) *Ord.*, V, §§ 108-109.

Des maîtres, Français et Allemands de naissance, enseigneront ces deux langues obligatoires. Tout laquais du Collège connaîtra l'une ou l'autre. Défense de parler polonais avec les Pères ou entre élèves, même pendant les repas ou les récréations : l'allemand est obligatoire à certaines heures, le français le reste de la journée. Konarski, au Collège de Nobles, détrône le latin au profit du français, non du polonais.

Cette connaissance des langues permettra aux pensionnaires d'étudier plus sérieusement l'histoire et la géographie. N'est-ce point en français qu'ils trouveront les meilleurs manuels d'histoire universelle : Puffendorf et Lenglet du Fresnoy ? En allemand ou en français, les meilleurs traités de géographie (1) ? Humanistes et Rhétoriciens auront chaque jour une heure de classe d'histoire, une heure de géographie. Le professeur devra surtout éveiller chez eux le goût des lectures historiques. Les *Ordonnances* énumèrent une vingtaine d'ouvrages polonais, une centaine d'autres ouvrages, la plupart en français. Dans cette liste, ou en dehors, chaque pensionnaire achètera un ou deux ouvrages, les lira pendant ses heures de liberté et les prêtera à ses camarades (2).

Konarski glisse dans la liste des ouvrages propres « à former le style » (3) son traité *De la manière efficace de délibérer*. Il n'ose encore l'imprimer, mais il l'a communiqué en manuscrit aux plus influents de ses confrères, il le fait lire aux pensionnaires du Collège par leur professeur. Il le recommande en apparence pour le style, en réalité pour le fond. De même, dans les écoles *publiques*, il introduisait l'enseignement du droit sous le couvert de la rhétorique.

Il instaure au Collège de Nobles un enseignement proprement

(1) PUFFENDORF dans la traduction de La Martinière : *Introduction à l'histoire*, 1753. Le professeur devra sauter « le passage sur les papes et avertir le plus souvent possible les élèves que l'auteur n'est pas catholique ». — Abbé LENGLET DU FRESNOY, *Principes de l'histoire*, 6 vol. in-12, 1737. Les *Ordonnances*, IV, § 168, souhaiteraient qu'une traduction en latin ou en polonais rende cet ouvrage utilisable pour les écoles *publiques*. — De même le Collège de Nobles emploiera la *Vollständige Geographie* de HÜBNER (3 Theile, Hamburg, 1745) ou la *Géographie des Enfants* de LENGLET DU FRESNOY, 1736, tandis que les écoles *publiques* devront se contenter de CLUVIER, *Introductio in universam geographiam*, éd. d'Amsterdam, 1729. — Les *Ordonnances* prescrivent pour le Collège de Nobles l'emploi d'atlas et de cartes ; il n'en est pas question pour les écoles *publiques*, trop pauvres.

(2) Cette liste paraît un simple répertoire des ouvrages alors classiques. Peut-être trahit-elle un intérêt un peu particulier pour la Hollande, pour Venise, car elle indique plusieurs ouvrages sur chacune de ces Républiques.

(3) *Ord.*, V, § 123.

juridique (1) : en Humanités, le droit public polonais, en Rhétorique, la Politique. Les parents ne savent que faire de leurs fils après la Philosophie ; qu'ils les laissent encore deux ans au Collège de Nobles pour étudier le droit polonais et le droit international : ce sera « très utile à la République ». Et les *Ordonnances* recommandent aux Piaristes de composer peu à peu les manuels nécessaires pour ces enseignements nouveaux.

Les Philosophes trouveront aussi au Collège de Nobles des cours facultatifs de dessin, de mécanique, d'architecture civile et militaire.

Un ami français du P. Konarski porte sur le collège de Nobles un témoignage fort judicieux. Le chevalier Pyrrhys de Varille s'était chargé de l'éducation des jeunes princes Joseph et Jérôme Sanguszko. Lorsque ses élèves furent en âge d'entrer au Collège, Pyrrhys les y accompagna en qualité de gouverneur, et publia en 1757 une *Lettre sur l'éducation*. Le P. Konarski et ses collaborateurs, déclare le gentilhomme français, « se sont exactement proposé de faire tout ce qui pouvait contribuer à former [le génie et le caractère] de la Nation... et plus je considère l'ensemble de leur plan, plus je le trouve conduit par un esprit vraiment patriotique... Le cours des études... embrasse toutes les connaissances et les exercices proposés à la Nation... L'amour du bien public, et les devoirs d'un citoyen, semblent avoir fixé toute l'attention des Directeurs de cette Académie. Ce double objet fait la matière de toutes les compositions dans les différentes classes, et le sujet des déclamations et des exercices publics. Les jeunes Poètes et les Orateurs surtout ne s'appliquent dans leurs ouvrages qu'au détail de ce qui se passe dans les assemblées générales, et ils se préparent dans leurs discours à parler suivant les circonstances où ils doivent un jour se trouver.

« C'est ainsi que dans cette académie la jeunesse, en perfectionnant son esprit, s'instruit en même temps des lois et des maximes du Gouvernement. Le *génie républicain* croît et se fortifie avec l'âge, par la nature même des études, et la connaissance de l'État suit les progrès que la jeune noblesse fait dans les belles-lettres (2)... Ces connaissances si essentielles à tout seigneur polonais, nous sont presque indifférentes, et elles ne deviennent importantes que pour ceux qui se déterminent à entrer dans quelque partie du minis-

(1) Une heure par jour.

(2) PYRRHYS DE VARILLE, *Lettre sur l'éducation*, Varsovie, Impr. des Écoles Pieuses, 1757, pp. 63-65.

tère : au lieu que les talents aimables, les sciences et les arts, qui ne sont en Pologne qu'une affaire de goût particulier, sont inséparables en France de l'éducation d'un Galant Homme (1). » Les Piaristes publièrent dans leur imprimerie cette *Lettre sur l'éducation*, dans laquelle un sujet du roi de France reconnaissait ce qu'ils préféraient ne pas proclamer eux-mêmes : dans une république, l'école doit cultiver *le génie républicain* plus que *les talents aimables du Galant Homme*, elle doit avant tout instruire les jeunes citoyens *des lois et des maximes du Gouvernement*.

La séance publique de 1757. — Nous aimerions savoir comment les professeurs développèrent, dans les écoles publiques, ce programme d'instruction civique tracé par les *Ordonnances*. Quant au Collège de Nobles, il organisa en 1757 une manifestation significative.

Les écoles avaient coutume de donner des séances publiques où quelques élèves déclamaient, lisaient leurs meilleures dissertations plus ou moins corrigées par les professeurs. A l'automne de 1757, le P. Konarski invite au Collège de Nobles les parents de ses pensionnaires et les plus grands personnages de la capitale. Dix jeunes Philosophes traitent devant eux *Du bonheur de l'homme en cette vie*, et concluent qu'il faut chercher dans l'au-delà le bonheur parfait. Neuf Rhétoriciens prennent tour à tour la parole *Pour le bonheur de notre Patrie* (2).

Sages considérations sur la maxime inscrite par les Vénitiens dans leur salle du Conseil : *Servi legum sumus, ut liberi esse possimus* ; sur l'éducation en général et sur le sévère règlement de l'École Militaire récemment ouverte à Paris (1752) ; sur une bonne organisation de la justice ; éloge des bons rois, avec les compliments de rigueur à Auguste III ; sur le respect de la religion.

Quelques jeunes orateurs abordent ces sujets brûlants que recommandaient les *Ordonnances* et nous montrent comment le P. Konarski les voulait voir traiter.

Deux Rhétoriciens traitent *de l'économie publique* et *de l'économie privée*. Le premier, fidèle aux principes mercantilistes et populationnistes à la fois, prône l'exportation des produits agricoles. La Pologne reste à demi déserte, « mais si nous ne traitons pas les hommes avec bonté et humanité, à coup sûr, nous n'aurons jamais

(1) *Ibid.*, p. 72.

(2) Le P. WIŚNIEWSKI recueillit ces discours sous le titre : *Rozmowy w Kollegium Nobilium miane*, I, 1760.

de population ». Il flétrit le servage comme un legs des siècles païens. « Nous avons imposé à nos serfs le joug intolérable d'un esclavage tel qu'il n'existe et n'a existé nulle part ailleurs dans la chrétienté... » L'humanité permet-elle que tout propriétaire « soit maître de la vie et de la mort d'un homme ? et maître absolu du petit avoir de son serf ?... qu'il lui prenne presque toutes ses journées, ou la plupart des jours de la semaine et de l'année... ? qu'il ne soit pas permis [au serf] dans la pire oppression... de chercher une autre résidence et un autre maître » ?

Nul seigneur, semble-t-il, ne peut de son côté abolir le servage sur ses domaines sans les ruiner : encore y aurait-il beaucoup à dire sur ce point. Mais la République ne pourrait-elle pas, ne devrait-elle pas « affranchir le laboureur d'un servage si barbare et si inhumain, et sur tout le territoire donner à tous la liberté convenable » (1) ? Les paysans auraient alors plus de cœur au travail.

Pour diminuer l'importation, il convient de recourir aux douanes protectrices et aux prohibitions, de développer l'industrie nationale.

L'orateur suivant condamne le luxe, et, revenant sur la question paysanne, fait appel à la bonté et à l'intérêt bien compris des seigneurs.

L'auditoire aristocratique du Collège de Nobles pouvait admettre pareille leçon. Plus d'un grand seigneur reconnu sans doute, dans le discours sur l'économie publique, l'inspiration de Stanislas Leszczyński. Le jeune disciple de Konarski répétait presque mot pour mot certains passages de *La voix libre du citoyen* (2), que le Roi de Pologne-Duc de Lorraine avait publiée dès 1749 en polonais et en français. Le Rhétoricien invoquait d'ailleurs, en faveur de l'accensement, les mesures prises dans la Prusse Royale et, çà et là, en Grande-Pologne. Il citait en exemple les magnats qui avaient déjà fondé en Pologne des établissements industriels.

Un jeune partisan de l'augmentation de l'armée note que les troupes étrangères ont violé le territoire de la République dans la présente guerre — la Guerre de Sept Ans —, comme précédemment au cours des guerres de Succession de Pologne et de Succession d'Autriche. La République de Venise, constamment foulée naguère par l'étranger, a su, pendant la guerre de Succession d'Autriche, constituer une armée suffisante, et la Vénétie n'a plus reçu de visiteurs indésirables.

(1) WIŚNIEWSKI, *Rozmowy*, I, p. 82.

(2) 2^e partie, au chapitre *Le Peuple*.

« Mais les puissances voisines, disons-nous, ne permettront pas notre ruine ?... Est-ce que nos voisins nous aiment, nous et notre patrie, plus que nous ne faisons ?... Ils ne consentiront donc pas à notre chute ? Peut-être ne permettront-ils pas à l'un d'eux d'ajouter à ses forces le sceptre de Pologne... mais nous maintenir dans un désordre et une faiblesse extrêmes, tel est leur unique et propre intérêt. Et cette confusion, cette faiblesse, ce désordre qu'ils entretiennent chez nous, je n'en doute pas, c'est ce qu'ils appellent le maintien de notre liberté et de nos lois. Mais si les circonstances venaient à permettre qu'ils puissent tous en tirer profit, nous verrions, Dieu nous garde ! s'ils ne consentiraient pas à notre ruine (1). » Ainsi le P. Konarski attaquait en toute occasion les tenaces illusions pacifistes de ses compatriotes, et il évoque même la menace du démembrement.

Le 8^e Rhétoricien parla d'un bon gouvernement et de l'aboutissement des Diètes. Nulle Diète n'avait abouti depuis 1736 ; chacune des grandes familles portait la responsabilité de quelque diète rompue. « Je sais, déclare l'élève des Piaristes, je sais que nulle diète n'a été rompue par la considération du bien public. Je sais que seuls les intérêts particuliers des magnats, des maisons ou des familles, ou bien les factions étrangères ont jusqu'à présent fait rompre toutes les diètes. » Il faut donc régler les diètes de telle manière « que l'on ne puisse imaginer nulle raison, nul prétexte » pour les rendre vaines ou les rompre, « de telle manière en un mot que toutes les Diètes aboutissent nécessairement » (2).

L'orateur ajoute qu'il faut, pour l'exécution des lois, adjoindre au Roi quelque conseil permanent, que l'on pourrait s'inspirer sur ce point du Sénat suédois. Mais il laisse aux auditeurs le soin de formuler le remède radical contre la rupture des Diètes.

Or, le P. Konarski a rédigé depuis une dizaine d'années un traité *Sur la manière efficace de délibérer*. Il en a fait circuler parmi ses confrères quelques copies ; les personnalités dirigeantes de la Congrégation en connaissent et en approuvent la doctrine, puisque les *Ordonnances* recommandent cet ouvrage au professeur de rhétorique du Collège de Nobles (3). Mais l'auteur garde son ouvrage en manuscrit.

(1) WIŚNIEWSKI, *Rozmowy*, I, p. 77.

(2) *Ibid.*, pp. 119-120.

(3) *Ord.*, V, § 123.

IV. — DE LA MANIÈRE EFFICACE DE DÉLIBÉRER

Si hardi à l'école, pourquoi le P. Konarski n'ose-t-il recourir à la presse ? La pauvreté, la timidité de la littérature politique d'alors expliquent cette attitude (1).

La littérature politique sous Auguste III. — Dans un État libre, n'est-ce point à la presse d'éclairer l'opinion sur les affaires politiques ? Et la Pologne ignore toute censure politique. Pourtant elle ne possède nul quotidien, et n'a que de modestes gazettes hebdomadaires. Sous Auguste III, nul périodique de quelque importance ne réussit : après avoir végété quelques années, ils disparaissent (2). Le public demeure trop inerte.

Mais l'édition d'un livre rencontre moins de difficultés matérielles. Pourquoi Konarski conserve-t-il en manuscrit son traité *De la manière efficace de délibérer* ?

Parce que les magnats tiennent la *szlachta* dans l'ignorance des intérêts véritables de la République, parce que la *szlachta* tient au *liberum veto* comme à la *prunelle de la liberté*.

Les grandes familles prétendent décider entre elles du sort de l'État. Pour se constituer une clientèle, les magnats font appel aux intérêts privés plus qu'aux idées politiques. Ils aident les gentilshommes dans leurs affaires, les protègent devant les tribunaux, les recommandent au Roi pour les starosties et autres faveurs. Cette faction d'obligés suivra docilement les instructions de ses protecteurs.

Une *szlachta* éclairée, consciente des réalités politiques, tendrait tôt ou tard à s'affranchir de la domination des magnats. Et c'est pourquoi les grands entretiennent des factions, et n'encouragent point une littérature politique qui aboutirait à la formation de partis. Les magnats mènent la *szlachta* par l'intérêt, ils flattent ses préjugés et ne se soucient guère de l'éclairer.

Le règne d'Auguste III le montre bien. Si trop de gentilshommes croyaient encore suffisante la levée en masse (*pospolite ruszenie*), les magnats connaissaient les armées modernes et comprenaient la

(1) Pour l'ensemble de la section, les ouvrages déjà cités de KONOPCZYŃSKI sur Konarski, sur le *Liberum veto*, et dans *Mrok i Świt*, deux études sur Konarski réformateur politique et sur Le système constitutionnel de Konarski ; KUTRZEBA, *Sejm walny*.

(2) PILAT, *Początek publicystyki literackiej w Polsce*.

nécessité d'augmenter l'armée polonaise, mais la rivalité des Czartoryski et des Potocki rendait impossible toute réforme.

Le prince Michel Czartoryski, chancelier de Lithuanie, répète volontiers *extremis malis extrema remedia*. Le prince Auguste, palatin de Russie, accroît son immense fortune, entretient une forte milice : les *Tigres de Volhynie*. Tous deux se tiennent en contact étroit avec leur beau-frère, l'habile Stanislas Poniatowski. La « famille » mûrit sagement ses projets, et les soutient avec suite.

Après l'abdication de Leszczyński, la « famille » s'incline devant le fait accompli, se rallie à Auguste III, s'efforce d'accomplir des réformes en s'appuyant à l'intérieur sur le Roi et sur son favori saxon, le comte Brühl, à l'extérieur sur l'Autriche et la Russie alliées de la Cour de Saxe. En deux occasions, Vienne et Pétersbourg déclarent consentir à l'augmentation de l'armée polonaise : en 1738 pour entraîner la République contre les Turcs, en 1744 pour l'entraîner contre Frédéric II.

Mais les Potocki n'ont pas pardonné à la Russie ; ils conservent une profonde haine contre Auguste III, bien que le Roi ait, à la Diète de 1736, nommé Joseph Potocki grand hetman de la Couronne. Cette faction qui se pare du titre de *républicaine* prône l'augmentation de l'armée, mais à condition de détrôner le Saxon ou tout au moins de l'entraîner dans l'alliance franco-prussienne. Les Potocki rompent la Diète de 1738, ils rompent encore en 1744 cette Diète de Grodno qui permettait tant d'espoirs.

C'est alors que le P. Konarski rédige les deux premières parties d'un traité *Sur la manière efficace de délibérer* : il faut commencer par abolir radicalement le *liberum veto*. Il confie sa manière de voir à quelques magnats « *républicains* » : à Antoine Potocki, palatin de Belz, qui se refuse en 1746 à tout rapprochement avec les Czartoryski, à Jean Tarło qui approuve en principe l'abolition du *liberum veto*, mais pose une condition préalable : rendre électives toutes les dignités, sans quoi la Cour régnerait par la corruption. C'est ajourner toute réforme jusqu'au prochain interrègne, jusqu'à la mort d'Auguste III... ou jusqu'à sa déposition !

Les chefs de la faction Potocki tirent alors de l'oubli un manuscrit rédigé dès 1709 par un gentilhomme distingué, Stanislas Karwicky. Au milieu des luttes entre Auguste II et Leszczyński, entre le candidat du tsar et le candidat du roi de Suède, Karwicky avait songé à doter la Pologne d'un gouvernement plus fort, à organiser enfin une véritable République où le Roi n'aurait pas plus d'influence

que le Doge à Venise. Ce traité en latin *De ordinanda republica* (1) vise au triomphe de la *Liberté* sur la *Majesté*. La Nation élira son roi, toujours polonais. Elle élira elle-même tous les dignitaires, attribuera au Trésor public les starosties. Le gouvernement sera exercé par la Diète rendue *permanente*, c'est-à-dire que les nonces ne veront pas expirer leur mandat à la clôture de la session, mais seront toujours prêts à se réunir jusqu'aux prochaines élections ordinaires.

Heureuse conception que cette Diète *permanente* dont Karwicky lance le premier l'idée. Mais cette assemblée *permanente* ne restera-t-elle pas impuissante si elle doit décider à l'unanimité ? Karwicky sent, à coup sûr, la difficulté. La majorité suffira pour toutes les élections, même pour l'élection du roi, mais le théoricien le plus radical du système républicain sacrifie encore au *veto*, idole de la *szlachta* : les nonces d'un seul palatinat pourront en vertu de leurs instructions et d'un accord unanime, frapper de nullité tel ou tel vote de la Diète.

Les magnats songent en 1746 à publier le *De ordinanda republica* de Karwicky ; ils y renoncent pour ne pas s'interdire tout rapprochement avec la Cour.

En 1749, Stanislas Leszczyński publie son traité sur le gouvernement de la Pologne. Stanislas le Bienfaisant aborde les grands problèmes sociaux et, nous l'avons dit, Konarski devait faire retentir au Collège de Nobles l'écho de ces courageux appels en faveur des bourgeois et des paysans. Dans l'ordre politique, Leszczyński apporte aussi de sages suggestions. La Diète étudiera d'abord les propositions du roi, puis celles des ministres, enfin celles des nonces et des palatinats. L'assemblée se divisera, à l'instar du Sénat suédois, en plusieurs sections : chambres des hetmans, des maréchaux, des sceaux et du Trésor.

Mais à quoi servira cette sage réglementation du travail parlementaire, puisque l'unanimité reste exigée pour toute décision ? Leszczyński interdit seulement de rompre la Diète, de protester en bloc contre tous ses décrets.

« A Dieu ne plaise, s'écrie-t-il, qu'en touchant ici un article aussi délicat que celui du *liberum veto*, je veuille donner atteinte à cette auguste prérogative de notre liberté ; je prétends seulement faire en sorte qu'elle ne soit point préjudiciable à la République, comme elle ne l'est que trop souvent... Bien loin de détruire le *liberum veto*,

(1) Publié à Cracovie en 1871, avec préface de St. Krzyżanowski.

je prétends le défendre et le soutenir, aussi bien que la décision des affaires *nemine contradicente* : l'un et l'autre sont, sans contredit, le fondement le plus assuré de notre République, et le plus ferme appui de notre Gouvernement (1). »

Leszczyński parle, à coup sûr, contre sa propre conviction. Mais, deux fois détrôné, il rêve de ceindre à nouveau la couronne et, pour gagner les faveurs de la noblesse, que pourrait-il imaginer de plus habile que de se poser en champion du *liberum veto* ? C'est pourquoi il choisit pour ses observations sur le gouvernement de Pologne un titre démagogique : *La voix libre du citoyen, garantissant la liberté*. Leszczyński vante encore dans le *liberum veto* « un moyen particulier, dans certaines circonstances, de sauver la patrie ». Il déclare préférer *periculosam libertatem quam quietum servitium*.

Mais Konarski voit la liberté polonaise de plus en plus dange-reuse, l'esclavage de plus en plus menaçant. Les Czartoryski n'ont pu faire aboutir une seule Diète. La faction Potocki les remplace, vers 1750, dans les faveurs de la Cour. Auguste III, lourd et borné, ne s'intéresse plus à la Pologne que pour assurer la Couronne à l'un de ses fils. Georges Mniszech, devenu le gendre de Brühl, les personnages les plus médiocres et les plus intéressés de l'ancien groupe *Républicain* se partagent le *pain des méritants* et songent de moins en moins aux réformes.

Konarski publie son traité politique (1761-1763). — Depuis 1757 les troupes de la tsarine Élisabeth prennent régulièrement leurs quartiers d'hiver en Grande-Pologne ; en 1759 les Prussiens et les Autrichiens violent à leur tour le territoire de la République. Brühl redoute les critiques de l'opposition, les plaintes des nonces contre l'armée russe : il fait rompre la Diète de 1760 par un client des Potocki.

Suffit-il que les Piaristes inculquent à leurs élèves de meilleurs principes politiques ? Suffit-il de dicter aux pensionnaires du Collège de Nobles les discours les plus sages ?

Il livre enfin au public sa *Manière efficace de délibérer* (2). Dans la première partie, parue en janvier 1761, le Piariste diagnostique le mal dont se meurt la République et dénonce l'insuffisance de tous les palliatifs. Tous les malheurs de la Pologne « proviennent uni-

(1) Éd. 1763, 1^{re} partie, chap. *La forme des Conseils*, pp. 182, 188.

(2) *O skutecznym rad sposobie*, 1760-1763, 4 vol., in 8°. — Larges extraits dans KONARSKI, *Wybór pism politycznych*.

quement *ex mala consiliorum forma* », d'une mauvaise manière de délibérer qui nous entraînera « dans un désordre toujours croissant... jusqu'à la ruine totale de la patrie » (1).

Les Czartoryski, partisans déclarés des réformes, n'ont rien fait pour le Collège de Nobles ; ils protègent l'internat des Théatins. Le P. Konarski a dû longtemps ménager les grands bienfaiteurs de son établissement : Jean Tarło décédé en 1748, l'hetman Joseph Potocki décédé en 1751. Le Collège a maintenant pour principal protecteur le maréchal de la Couronne, François Bieliński, docile serviteur de la Cour. Konarski reste fort lié avec l'hetman Jean-Clément Branicki, dont les républicains vantent le patriotisme. Le Piariste a surtout compris qu'il ne suffit plus de participer aux manœuvres de tels ou tels magnats ; il faut affronter les préjugés de la *szlachta*, clamer à la noblesse tout entière de quel mal se meurt la République.

De la mauvaise forme des conseils, ce sont les magnats qui abusent. « De simples gentilshommes rompent les Diètes ou les diétines, mais nul ne le fait de lui-même, nul ne connaît jamais la véritable raison pour laquelle il rompt la Diète. Ceux-là seuls la connaissent qui lui ordonnent de rompre la Diète (2). »

Mais les moralistes condamnent en vain les magnats et leurs éternelles rivalités. « A Venise, à Gênes, en Suisse, en Hollande, en Angleterre, en Suède, les grands ne sont pas des saints, pas plus que chez nous... Partout au monde, dans les grandes fortunes, beaucoup de mal et peu de vertu... Accordez seulement à chacun, dans les autres nations libres, le droit de rompre les conseils, et à Londres, à Ratisbonne, à La Haye et ailleurs, vous aurez toujours des Diètes polonaises (3). »

Impossible d'exiger du protestataire une raison valable, impossible de le déférer à quelque tribunal, impossible d'empêcher un nonce de trafiquer de son droit de veto. Les règlements les plus ingénieux — et Konarski se plaît à les exposer tour à tour — permettront de voter quelques lois sans grande importance, « les Diètes ne pourront jamais conclure sur les matières essentielles » (4) : Les Confédérations créent « un état de violence, un état contre-nature » comme les dictatures dans l'ancienne Rome. Il faudra cependant une dernière

(1) I, § 1.

(2) I, § 21.

(3) I, § 6.

(4) I, § 7.

Confédération « en union sincère avec le roi » pour « remédier à cette mauvaise manière de délibérer » (1).

De nombreux magnats, appartenant aux factions les plus variées, complimentent, plus ou moins sincèrement, le P. Konarski : approbations de principe et peu significatives.

Les princes Czartoryski gardent le silence. Une Diète extraordinaire est convoquée pour avril. Elle doit remédier à l'invasion de la fausse monnaie polonaise frappée par le roi de Prusse, mais Brühl refuse d'assurer au Trésor le revenu d'une refonte des monnaies. Les Czartoryski craignent quelque machination de la Cour. Dès le premier jour de la Diète, leurs partisans proclament illégale la convocation présente de l'assemblée : impossible la lutte contre la fausse monnaie tant que les troupes russes occupent le territoire polonais. Ils font enregistrer un acte solennel de protestation revêtu de quarante signatures. Ainsi les Czartoryski semblent rendre hommage aux principes du P. Konarski en organisant cette manifestation motivée d'une forte minorité, au lieu de faire prononcer par quelque nonce obscur le fatal *Sisto activitatem*. En même temps, les vieux princes, les meilleurs hommes d'État polonais de leur temps, sacrifient les principes à une trop facile manœuvre.

Le chancelier Wodzicki, évêque de Przemyśl, écrit à Konarski (16 mai) : « Voici plus de dix ans que vous m'avez fait lire votre ouvrage salulaire pour la patrie. Si vous aviez suivi mes conseils, vous l'auriez depuis longtemps publié et peut-être la République en aurait-elle déjà bénéficié. Veuillez continuer sans retard l'œuvre entreprise, abandonnant le succès à la Providence (2). »

Le P. Konarski lance, dans le courant de l'été, son deuxième volume. Nul texte n'autorise à rompre les Diètes. Cette pratique date seulement de 1536. « Jusqu'à la malheureuse année 1536, toutes les diètes ont abouti, mais elles se terminaient toujours comme cela se fait dans tout l'univers : soit *du consentement de tous*, soit *par l'accord du plus grand nombre*... La majorité commandait à la minorité (*większa część przepisywała mniejszą*) (3). » Les historiens ont établi aujourd'hui qu'en réalité les Diètes polonaises n'ont jamais connu la règle pure et simple de la majorité. Il n'en reste pas moins vrai que les opposants ne se sont que peu à peu enhardis

(1) I, § 14

(2) KONOPCZYŃSKI, *Mrok i Świt*, p. 418. — Michel Wodzicki (1687-1764), vice-chancelier de la Couronne 1746, évêque de Przemyśl, 1759.

(3) II, § 2.

à exploiter le principe de l'unanimité jusqu'à ses conséquences les plus extrêmes. Quoi qu'il en soit, Konarski, fort de son déploiement d'érudition, présente l'abolition du *liberum veto* comme un simple retour à la pure tradition nationale, au vieux régime majoritaire polonais (*Pluralitas staropolska*).

On chercherait en vain quelque manière efficace de délibérer autrement qu'à la majorité « comme toutes les Républiques libres le font et l'ont toujours fait depuis le commencement du monde, et comme notre République l'a fait jadis tant qu'elle a prospéré » (1).

Là se terminait le manuscrit rédigé par Konarski entre 1744 et 1748.

Le Piariste publie encore en avril ou en mai 1762, un troisième volume pour réfuter deux objections courantes : premièrement, il peut arriver que la rupture d'une Diète soit utile à la patrie — Leszczyński, entre autres, en convenait ; deuxièmement, la Cour sera toujours maîtresse de la majorité — et l'auteur veut répondre à cette préoccupation de Karwicki dont il a connu le *De ordinanda republica*.

Konarski dénombre entre 1536 et 1761, 59 Diètes rompues « toujours pour des intérêts privés et au grand dommage de la République » (2). Le protestataire de 1664 voulait sauver le rebelle Lubomirski ; il n'y réussit pas, mais compromit la défense nationale. De la Diète rompue en 1666 résulta le désastre de Batoh. Après l'expédition de Vienne, les adversaires de Sobieski rompirent les diètes et empêchèrent le roi de poursuivre ses campagnes victorieuses, de peur qu'il « affermissse davantage le crédit de sa maison ».

Konarski en vient à la période contemporaine. Il cite les Diètes de 1729, 1730, 1732, rompues pour empêcher Auguste II de nommer hetman Stanislas Poniatowski. En 1732, les magnats désireux de voir rompre la Diète ont remis chacun 500 ducats à un officier, dont Konarski reçut bientôt les confidences (3). Cet officier a couru Varsovie toute la nuit, à la recherche d'un nonce complaisant. Désespéré, il s'agenouille au petit jour dans une chapelle miraculeuse. Il aborde enfin un jeune nonce inconnu, l'abreuve d'une bonne liqueur de Dantzig, lui compte 400 ducats et le convainc d'agir en « sauveur de la patrie, soutien et pilier de la liberté », c'est-à-dire de rompre la Diète.

(1) II, § 11.

(2) III, § 2.

(3) Konarski les livre au public au t. I, § 15.

Par égard pour les personnages encore vivants, Konarski se borne à énumérer les dix diètes rompues entre 1738 et 1761. Il fait exception pour la fameuse diète de Grodno en 1744 (1) : « à la Chambre des Nonces, tous désiraient l'augmentation de l'armée, nul ne voulait la guerre », sauf quelques individus. Sous un régime majoritaire, la Diète aurait voté d'abord la neutralité, puis elle aurait porté l'armée à plus de 100.000 hommes. Et les puissances ne s'en seraient point alarmées, d'autant que l'armée polonaise n'aurait pas été prête avant la fin de la guerre.

Konarski discute longuement la seconde objection : le Roi trouverait toujours une majorité docile. Le Piariste expose la thèse de Karwicki et des républicains extrêmes : avant d'abolir le *liberum veto*, il faut dépouiller le Roi de son puissant moyen de corruption, il faut lui retirer son droit de nomination et rendre électives toutes les dignités. Konarski n'écarte point cette solution, mais il ne se résigne pas à ajourner toute réforme jusqu'au prochain Interrègne.

Les républicains modérés jugent suffisantes diverses mesures pour assurer vis-à-vis de la cour l'indépendance de la Diète : qu'elle décide non pas à la simple majorité des voix, mais à la majorité des $3/4$, que l'on augmente le nombre des nonces, qu'ils soient liés par un mandat impératif et ne le puissent enfreindre que pour se rallier à la majorité, etc... « Si ces mesures ne suffisaient pas, il en faudrait envisager de plus efficaces plus tard, pendant l'Interrègne. Mais en attendant il conviendrait de prendre les premières, et au plus vite de sauver par la majorité la patrie de la ruine (2). »

Le maréchal Bieliński recommande aux diétines le système majoritaire. Konarski élabore, en liaison avec l'hetman Branicki, un programme de réformes pour la Diète de 1762. Mais, dès l'ouverture de la session, la « famille » attaque si violemment Brühl, que le ministre se dérobe en faisant rompre la Diète par un certain Szymakowski.

Depuis la mort d'Élisabeth (5 janvier 1762), les Czartoryski croient pouvoir compter sur les intelligences qu'ils se sont depuis longtemps ménagées dans la « jeune cour » de Russie. Catherine II songe, dès son avènement (9 juillet 1762), à installer sur le trône de Pologne quelque vassal docile. Les Czartoryski préparent, d'accord avec l'ambassadeur russe Kayserling, une Confédération. Ils con-

(1) III, § 10.

(2) III, § 25.

centrent leurs milices près de Puławy, au sud de Varsovie. Leur ennemi, Charles Radziwiłł, avec ses 6.000 mercenaires, terrorise la Lithuanie.

Dans cette atmosphère de guerre civile, Konarski fait paraître, le 9 juin 1763, un quatrième et dernier volume. Il y expose d'abord le fonctionnement du régime majoritaire dans l'ancienne Rome et dans les États modernes (1) : Empire germanique, Angleterre, Suède, Venise et Gênes, et aussi en Hollande. Puis il trace pour la Pologne un plan de gouvernement : une Diète sur le modèle du Parlement anglais, un *Conseil Permanent* inspiré du Sénat suédois.

Konarski entoure l'institution du régime majoritaire de précautions propres à rassurer les *républicains modérés*. Les deux Chambres, qui composent la Diète *permanente*, délibèrent séparément. Le grand nombre des nonces — 600 — suffira à assurer leur indépendance. En cas de conflit entre les deux assemblées, le dernier mot restera aux élus de la Nation, sauf s'il se trouvait au Sénat une majorité des 9/10.

Du *Conseil Permanent* ou *Conseil des Résidents*, Konarski donne une simple esquisse. Sur un total de 45 membres, 9 siégeront à vie — le primat et 8 ministres —, le roi désignera 12 sénateurs, et la Chambre des Nonces déléguera 24 de ses membres. Le Conseil comprendra les quatre sections de la justice, de la police, des finances, de la guerre, et une commission diplomatique.

Konarski cite « les mots d'un grand homme, M. Hume : *Les Anglais ont institué la monarchie la plus sage qu'il y ait et qu'il puisse y avoir au monde* » (2). Pourtant le Piariste fait quelques réserves : tant qu'une loi n'aura pas limité le nombre des personnes pensionnées par le roi susceptibles de siéger au Parlement, tant que le roi pourra révoquer les grands fonctionnaires, « on ne pourra pas dire que la Nation anglaise possède la liberté dont elle se flatte si fort » (3). Konarski ne s'est pas borné à lire les meilleurs auteurs, il a consulté un homme qui connaît bien l'Angleterre, le jeune Adan Czartoryski, fils du palatin de Russie. Il publie *in extenso* le petit mémoire rédigé, sur sa demande, par le prince Adam, staroste général de Podolie.

Konarski révèle ainsi que pour instaurer la *Manière efficace de délibérer*, il compte désormais sur la « famille » plus que sur ses anciens amis politiques. Il s'est affranchi peu à peu des *républicains*,

(1) Principalement d'après Réal.

(2) III, § 24, d'après HUME, *La balance du commerce*.

(3) IV, § 4, p. 57.

il se place au-dessus des factions et combat seulement pour ses idées, pour le salut de la patrie.

De Pétersbourg, le comte Panine, principal ministre de Catherine, enjoint aux Czartoryski d'ajourner leur entreprise, jusqu'à la mort du Roi : Auguste III s'éteint peu après (5 octobre 1763). L'inter-règne affranchissait la Nation des *Pacta Conventa*. Le sort des réformes dépendait des puissances et de l'opinion polonaise.

Les conservateurs protestent au nom de la liberté et de la foi. — Le P. Konarski avait bien servi la cause des réformes en dénonçant le vice foncier des institutions polonaises. Il avait exposé, et ressassé tout au long de quatre volumes, tous les arguments possibles contre le *liberum veto*, comme si le simple bon sens ne suffisait pas pour condamner cette étrange institution. En fait, une fraction considérable de la noblesse — peut-être la grande masse — conservait à l'idole un culte passionné. Les partisans d'une institution établie rédigent moins de professions de foi pour la défendre que les réformateurs pour l'abattre. Quelques documents révèlent cependant l'ardeur, l'aveuglement des passions conservatrices à l'époque de l'Inter-règne.

Les adversaires de Konarski invoquent non seulement la Liberté, mais la Foi. Car les Piaristes sont accusés d'impiété depuis la fameuse apologie de la physique moderne prononcée en 1746 chez l'évêque André-Stanislas Załuski. A la suite de cette manifestation, Konarski avait envoyé le jeune P. Wiśniewski se perfectionner à l'étranger : deux ans à l'Université de Turin, quelque temps à Vienne, un an à Paris sous le Jésuite Nollet, six mois à Londres où il acheta des appareils de physique. A son retour, Wiśniewski ouvrit au Collège de Nobles un cours de mathématiques et de physique expérimentale qu'il poursuivit pendant douze ans. Dès la première année scolaire, ses élèves célébrèrent en séance publique (juin 1752), les principales découvertes scientifiques de Newton, de Bernouilli, de Wolf et de Descartes. Sur la composition de la matière, ils exposèrent les théories des philosophes anciens et celles de Gassendi, de Descartes, de Leibniz, de Wolf : « laquelle est vraie, Dieu le sait » ? En astronomie, ils vantèrent le système de Copernic.

Aussitôt un Frère Prêcheur publia une brochure contre Wiśniewski, corrupteur de la jeunesse. Une grande *dispute* fut organisée dans l'église des Dominicains à Varsovie (5 septembre 1752) : deux Frères Prêcheurs accusèrent d'hérésie le Piariste, que défendit brillamment le Théatin Joseph Tori.

Wiśniewski dut soutenir une âpre polémique (1753-55) avec un professeur de l'Académie de Cracovie, qui taxait d'impies les adversaires de la scolastique.

A l'une des séances publiques du Collège de Nobles, un Franciscain glissa dans une machine électrique une hostie. Elle fut broyée et le Franciscain dénonça l'électricité comme une force diabolique (1).

Les Piaristes se défendaient de leur mieux. Le P. Konarski dans son discours *De viro honesto et bono cive* (1754) condamna la morale des honnêtes gens. Les pensionnaires du Collège de Nobles tinrent en 1758 deux séances : dans l'une *Sur le but premier de l'éducation*, ils glissent l'éloge de Wolf et d'autres modernes (2) ; ils parlent, pendant toute l'autre séance, *des Attributs de la Divinité, contre les Déistes* (3). En toute occasion, les Piaristes affirmaient d'une part leur orthodoxie, d'autre part leur adhésion à quelques thèses de la philosophie moderne. Les ordres religieux moins instruits continuaient à associer la religion catholique et la philosophie scolastique. Et la masse des laïques pieux s'en tenait à cette attitude simpliste.

En outre, la richesse du clergé, l'étendue de sa juridiction avaient fait naître en Pologne un mouvement anticlérical, auquel les écrits des philosophes occidentaux fournissaient un nouvel aliment. Le gouvernement polonais se trouvait engagé depuis 1728 dans un interminable conflit avec Rome au sujet du tribunal de la nonciature. On prétendait réduire les attributions des officialités. Leszczyński proposait, dans sa *Voix libre*, de séculariser une partie des biens du clergé. Pour ménager la noblesse, les partisans des réformes les accompliraient volontiers aux frais du clergé. Konarski paraissait donc suspect comme champion de la philosophie moderne et comme champion des réformes politiques.

En mai 1764, le Primat Łubieński, *Inter-roi*, reçoit d'un correspondant inconnu la lettre suivante (4), dont nous voudrions ne point trop affaiblir la saveur.

« Tout ce qu'ils désirent depuis longtemps accomplir pour abaisser le clergé, pour le dépouiller de ses revenus, pour confisquer le

(1) Sur Wiśniewski, SMOLEŃSKI, *Przewrót*, pp. 42-49. — Le scandale de l'hostie brisée est rapporté par KOLLONTAJ, *Stan oświecenia*, p. 33, n. 2.

(2) WIŚNIEWSKI, *Rozmowy*, I, pp. 281-285.

(3) *Ibid.*, I, pp. 141-246. — Du point de vue catholique, l'abbé CIEMNIEWSKI, *Stanowisko Komisji Edukacyjnej*, juge parfaitement saine l'attitude de Konarski en matière d'éducation religieuse.

(4) KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, pp. 259-260.

trésor des temples de Dieu, pour abolir les dîmes, pour se soustraire à la juridiction ecclésiastique et finalement pour renier Dieu et Sa foi, tout cela ces libertins l'accompliraient sûrement *per pluralitatem votorum*.

« A la première Diète, ils voteraient d'abord l'augmentation de l'armée, et *per pluralitatem votorum* ils y pourvoiraient sur les revenus des biens du clergé.

« A la deuxième Diète ils avanceraient que les ecclésiastiques jouissent de grands revenus, et *per pluralitatem votorum* ils conviendraient d'enlever au clergé ses biens, en lui laissant *portionem tenuem pro commodo*.

« Puis *per consequens* ils en viendraient vraisemblablement — car ils refusent déjà aux évêques *locum standi* aux diétines — ils en viendraient à déclarer inutile la présence des évêques au Sénat et des Députés ecclésiastiques aux Tribunaux : car, disent-ils déjà, ceux-ci y créent seulement des factions; et pour cela ils auraient sûrement *pluralitatem votorum*.

« En un mot, tout ce que nous voyons en Angleterre et en France de contraire à Dieu, à la Foi, au clergé, tout cela se ferait aussi chez nous en Pologne *per pluralitatem votorum*, si les pasteurs et évêques ne s'y opposaient pas à temps.

« Tous les fervents catholiques de Pologne ne peuvent qu'être scandalisés de ces livres du P. Konarski, où il enlève la liberté au roi et aux monarques polonais (*sic*), enlève la liberté au Sénat et se borne à faire de la Chambre des Nonces une sorte d'indigne Parlement, afin que *per pluralitatem votorum*, elle décide comme en France sur tout, même s'il s'agit d'envoyer en exil le plus digne prélat, comme on a fait du saint archevêque de Paris (1).

« Ce Piariste républicain récrimine contre le désordre en Pologne et contre la rupture des Diètes ; et, comme jadis, dans ce désordre et dans ce soi-disant mauvais gouvernement de la République, on ne cesse dans toute la Pologne d'honorer Dieu, le roi règne en paix, les magnats ont de grands revenus et en disposent librement, et nous, la *szlachta*, nous avons notre morceau de pain, pour nous et pour le partager avec les pauvres moines.

« Du P. Konarski nous n'obtiendrons rien, et lui nous prend, à nous, *szlachta*, la liberté, quand il nous enlève le *liberum veto*, il enlève aux ecclésiastiques le juste accès aux dignités, il ruine le culte

(1) Christophe de Beaumont, archevêque de Paris de 1746 à 1781, fut exilé à plusieurs reprises en raison de sa résistance à la Cour ou au Parlement.

de Dieu, et après cela qui sait si *per pluralitatem votorum*, il ne détruira pas la religion et la foi ?

« Toute la *szlachta* s'étonne souvent que vous, archevêques et évêques, vous le preniez en quelque sorte pour pédagogue ; et si Dieu vous a élevés, vous, Nos seigneurs, à de si hautes dignités, il vous a donné pour gouverner l'Église et la République, plus d'intelligence qu'à tous les Piaristes », passés, présents et à venir.

Le Primat ne tint certainement pas cette lettre pour l'élucubration d'un pauvre original, d'un isolé. Trois ans plus tôt, un nonce de Slonim avait affirmé les mêmes idées. Ce Mikulski, élu par la protection des Radziwiłł à la Diète de 1761 (1), critique le traité *De la manière efficace de délibérer*, dont Konarski venait de publier le tome premier :

L'auteur de ce travail doit seulement, par profession monastique, connaître la théologie et le bréviaire, il doit seulement, suivant la règle particulière de sa Congrégation, élever les jeunes enfants dans la piété. Contrairement aux convenances de son état, il condamne toutes les manières de maintenir les Diètes ordinaires. Il compte exposer dans les prochains volumes, après l'avoir cachée dans le premier, l'idée de la pluralité des suffrages, manière la plus sûre de briser la Liberté et vraisemblablement aussi la Foi : *Hucusque Libertas, quousque Religio* et réciproquement.....

« Instaurer *Pluralitatem votorum* pour maintenir les Diètes, c'est là le dernier antidote, c'est pour défendre la liberté le moyen le plus dangereux. A la douleur publique, les Diètes n'aboutissent pas ; nous demeurons inviolés dans nos libertés et franchises, entre la crainte de les perdre et le désir d'un sort plus heureux pour notre Patrie ; mais abolir dans nos Diètes la voix libre, les soumettre *Pluralitati*, c'est la ruine inévitable de la liberté sans espoir de relèvement.

« La voix libre, mal employée, peut nuire aux délibérations publiques nécessaires, et empêcher de bien faire, mais bien employée, elle empêche de mal faire et peut conjurer un péril extrême.

« Les lois cardinales, sur lesquelles repose l'intégrité des Royaumes, doivent demeurer inviolées, à plus forte raison la voix libre, base fondamentale et soutien le plus puissant de la Liberté polonaise. Après l'abolition de la voix libre, plus précieuse que les plus riches

(1) KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, p. 255. — Konarski fit publier la lettre de Mikulski avec une réfutation signée par un autre nonce de Slonim, Michel Wołłowicz : *List ciekawy (Mikulskiego) z Responsem (Wołłowicza)*, 1762.

trésors, tombera la liberté et surviendra l'esclavage au nom affreux, aux effets odieux. »

Et sans transition aucune : « Il faut prendre bien garde à ces internats d'aujourd'hui qui se répandent au détriment de la foi et de la liberté... Messieurs les Pensionnaires ont honte de porter des cierges devant le Très Saint Sacrement, disant qu'ils sont des gentils-hommes et non des étudiants... »

« On s'efforce par ce livre indigne de détruire le fondement de la liberté, la voix libre ; d'une jeunesse élevée dans de pareilles idées, que peut-on attendre ? sinon des fruits affreux ? »

« Je conseillerai de supprimer... ces internats à la mode. »

Le P. Konarski ne cherche aucun faux-fuyant, il se vante ouvertement de l'œuvre d'instruction civique jusqu'alors conduite avec prudence. Il publie la liste des pensionnaires du Collège de Nobles pour l'année courante 1761-1762 : un Krasinski, un Jablonowski, un Sangusko, un Mniszech, deux Radziviłł, cinq Lubomirski, sept Potocki ! Et ces jeunes magnats, déclare-t-il, constitueront un jour dans la République une force en faveur de la Pluralité. En attendant l'avènement de la nouvelle génération, Konarski ne peut certes pas compter sur un grand nombre de magnats. Beaucoup ont applaudi à son premier volume, et bientôt participé à la rupture des Diètes de 1761 et 1762. Le Piariste a même rencontré un adversaire déclaré, et non des moindres : l'hetman Rzewuski.

Venceslas Rzewuski (1706-1779), lui-même fils d'hetman, a voyagé. Il goûte Corneille, Racine et Molière, et s'en inspire pour rimer en polonais des tragédies et des comédies. Il a lu Montesquieu. L'hetman aime sincèrement sa patrie. Il propose quelques palliatifs pour limiter les abus du *liberum veto*, mais rien de plus. Konarski insiste, l'hetman réplique : « c'est sans doute par lourdeur d'esprit » que le champion de la Pluralité ne le comprend pas (1).

Les réformes des Czartoryski. — Si tant de Polonais demeurent attachés aux vieux préjugés, les Czartoryski leur imposeront les réformes avec l'aide de la Russie.

Le nouvel Électeur de Saxe meurt après quelques semaines de règne (17 décembre 1763), laissant un fils mineur et par conséquent inéligible au trône de Pologne. Les fidèles de la maison de Wettin, désarmés, troublent par la violence quelques diétines (6 février

(1) KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, pp. 256-259.

1764) ; en Lithuanie, Charles Radziwiłł se jette sur les domaines de ses adversaires. La « famille » fait appel à Pétersbourg, 6.000 Russes s'avancent jusqu'à Varsovie. Les Czartoryski étouffent la guerre civile naissante et mènent à leur gré les trois Diètes de Convocation (7 juin-25 juillet), d'Élection (27 août-14 octobre) et de Couronnement (3-20 décembre).

Pour limiter les pouvoirs des grands dignitaires, ils adjoignent aux Trésoriers de la Couronne et du Grand-Duché deux Commissions du Trésor, aux hetmans deux Commissions de l'Armée. Konarski lui-même reconnaît impossible d'abolir radicalement le *liberum veto* (1) ; l'opinion polonaise n'est pas mûre, les puissances ne le permettraient point. Le vieux comte Kayserling, ambassadeur de la cour de Russie, se laissait quelque peu fléchir par la « famille » : « nous fûmes réduits, écrit Stanislas Poniatowski, à circonscrire la teneur de notre loi d'une manière qui pût lui laisser le *subterfuge* devant sa propre cour de paraître avoir été trompé par nous. Nous imaginâmes de dire que les affaires de finances aux diètes futures seraient traitées *via judiciaria*. Or comme dans nos tribunaux tout se décide par la pluralité, celle-ci fut introduite dans notre diète par cette formule... » (2).

Les troupes russes se retirèrent à 3 milles du champ de Wola, où Stanislas Poniatowski fut proclamé roi (7 septembre 1764) : 5.584 gentilshommes seulement signèrent le procès-verbal d'élection. Les chefs mêmes du parti adverse, qui avaient un moment quitté le territoire national, rentrèrent en Pologne et reconnurent le fait accompli.

Le nouveau roi s'empressa d'honorer de sa visite le Collège de Nobles (5 octobre). Konarski le salua d'une harangue latine sur le thème : « *Sapientem habemus regem*. Nous avons un roi éclairé ». Il termina par une invite à organiser l'instruction publique : « Nous attendons de Votre Majesté, lorsqu'elle en aura le temps, les ordres et les lois par lesquelles Sa haute sagesse nous définira et nous fixera la meilleure méthode pour l'éducation de la jeunesse » (3).

(1) Dans la brochure *Myśli na myśli... z projektami na Konwokacyą r. 1764*, le Piariste fait à Rzewuski des concessions : « bien que cela soit contraire à l'esprit » de sa *Manière efficace*, il consentirait à maintenir la loi de l'unanimité pour trois ou quatre matières, à savoir l'augmentation de l'armée au delà de 40.000 hommes, l'accroissement du pouvoir royal, une guerre offensive et ce qui concerne la religion catholique.

(2) PONIATOWSKI, *Mém.*, I, p. 502.

(3) KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, p. 264. — Fr. MAJCHROWICZ a publié le discours de Konarski, d'après une version polonaise contemporaine, dans *Epoka Wielkiej Reformy*, pp. 150-152.

Le Piariste encourageait Poniatowski dans une voie chère au jeuneroi. Neuf années devaient encore s'écouler avant que l'État polonais donnât aux écoles des *ordres* et des *lois*. En raison de la carence d'Auguste III, le P. Konarski avait pris l'initiative de l'instruction civique. Admis dans l'intimité de Stanislas-Auguste, le Piariste devait assister de ses conseils le nouveau roi, pendant les neuf années où mûrit le problème de l'éducation nationale.

CHAPITRE III

LES PREMIÈRES ANNÉES DU RÈGNE DE STANISLAS-AUGUSTE (1764-1773)

Entre l'avènement de Poniatowski et le premier partage de la Pologne, s'écoulèrent neuf années marquées par les plus belles espérances et les pires calamités. Sans établir un office de l'instruction publique, le Roi fait de sa Cour un foyer de vie intellectuelle, fonde une École des Cadets, encourage Piarons et Jésuites à une féconde émulation.

La politique générale de Stanislas-Auguste lui commande de s'appuyer sur une nation affranchie des anciens préjugés. Dans les conflits politiques, religieux et sociaux dont la Confédération de Bar marque l'apogée, on voit aux prises les champions des *lumières* et les défenseurs du *sarmatisme*.

I. — PONIATOWSKI, PROTECTEUR DES LETTRES ET DES ÉCOLES

Un roi éclairé (1). — Le passé du nouveau roi, sa personnalité inspirent à l'opinion de beaux espoirs et de graves inquiétudes.

La Pologne et les chancelleries européennes connaissent Poniatowski comme l'amant de Catherine de Russie. Il rend hommage à sa protectrice en fixant la cérémonie du couronnement au 25 novembre, fête de sainte Catherine. Les adversaires de la « famille » ont beau jeu à dénoncer Stanislas comme une créature de la Russie, comme l'agent dévoué de l'étranger.

Les frères Czartoryski ont naguère favorisé, par politique, la

(1) PONIATOWSKI, *Mémoires*. Sur la valeur de ce document, voir la préface de Konopczyński à l'édition polonaise *Pamiętniki króla*, I, 1915, pp. I-XXIII. *Travaux* : FORST-BATTAGLIA, *Poniatowski*, 1927.

liaison de leur neveu : calcul bien hasardeux en ces années 1755-1758. Le grand-duc Pierre, brutal et demi-fou, préparait un orageux avenir à sa femme, qu'il haïssait (1). Catherine devint « l'arbitre de la destinée » (2) de Poniatowski, parce que la première elle parvint au pouvoir, et l'auteur de ses plus douloureuses humiliations, parce qu'elle avait la première renoncé à son amour.

Je vivais, avoue-t-il, « toujours dans l'attente et le désir de quelque circonstance qui pût favoriser mon retour en Russie ». Au lendemain de la déposition et de la mort de Pierre III, Catherine lui mande (2 août 1762) : « J'envoie incessamment le comte Kayserling ambassadeur en Pologne pour vous faire roi après le décès de celui-ci, et en cas qu'il ne puisse réussir pour vous, je veux que ce soit le prince Adam. » Et plus tard (27 avril 1763) : « Eh bien, puisqu'il faut parler tout net, et que vous avez résolu de ne point comprendre ce que je vous dis depuis six mois, c'est que si vous venez ici, vous risquez de nous faire massacrer tous les deux. (3). »

Stanislas accepta la couronne que lui proposait Kayserling : « l'impératrice pourrait penser à m'épouser, si je devenais roi..., si je ne le devenais pas, cela ne serait jamais... Huit ans après, à l'annonce du démembrement de la Pologne, se présenta à mon esprit la réponse que j'aurais dû lui faire : je ne veux devenir roi que si j'ai la certitude d'épouser l'impératrice » (4). L'opinion polonaise ne pardonna jamais entièrement à Poniatowski la faute originelle de sa royauté.

Pourtant le roman de Stanislas avec cette charmante femme ne fit point du Roi un agent docile de Pétersbourg. Il poursuivit la politique amorcée par les Czartoryski. S'il n'écoula pas toujours leurs conseils, s'il choisit parfois des voies différentes, il n'obéit point en cela à une passion maintenant sans espoir, mais aux intérêts de sa couronne, à son tempérament, à ses vues personnelles sur l'intérêt de la Pologne.

D'immenses propriétés assuraient la puissance de la maison Czartoryski; Stanislas n'avait guère de fortune personnelle. Seule

(1) WALISZEWSKI, *Le roman d'une Impératrice*, pp. 95-119.

(2) PONIATOWSKI, *Mém.*, I, p. 157.

(3) *Ibid.*, I, pp. 351, 376, 393.

(4) *Ibid.*, I, pp. 496-497. — Stanislas-Auguste se plaint à M^{me} Geoffrin du manque de cœur de Catherine (22 déc. 1764) ; la princesse déclarait jadis ingénument « *Que Dieu vous conserve toujours à moi : j'en vaudrai mieux... et cela était bien exactement vrai* » (6 mars 1765). Poniatowski dénonce « les passe-droits et les torts les plus outrageants qu'il me faut subir d'un voisin puissant » (25 mai 1765) DE MOULI, pp. 136, 144, 155.

la couronne lui permettait de se livrer à ses goûts de mécène, de constituer ses belles collections artistiques (1).

Poniatowski, âgé de trente-deux ans à son avènement, ne montrait nulle qualité guerrière. Mince, de taille moyenne, il répugnait à tous les exercices violents. Son visage régulier, au nez aquilin, révélait une nature sensible, impressionnable à l'excès, plus délicate que virile. Il le reconnut lui-même : « Tout homme appelé à la conduite des États et qui ne connaît pas la guerre, est comme un homme à qui la nature a refusé un des cinq sens (2). »

Avec cette lacune, avec ces faiblesses, Stanislas fut toujours animé d'un sincère patriotisme et Dupont de Nemours voyait juste : « Je ne puis douter de ses intentions » (3). A vingt-quatre ans, il rédigea son portrait, pour la grande-duchesse Catherine : « Né avec une vaste et ardente ambition, les idées de réformation, de gloire et d'utilité pour ma patrie sont devenues comme le canevas de tous mes projets et de toute ma vie (4). » Lorsque le maréchal de la Diète lui remet, en la cathédrale de Varsovie, le diplôme d'élection, Poniatowski s'écrie : « Grand Dieu ! tu m'as donné la couronne avec l'ardent désir de restaurer l'État ! et ce discours toucha jusqu'aux larmes non seulement les parents et amis du roi, mais même le palatin de Kijovie (*Kiev*), chef des Potocki... Depuis soixante-dix ans, aucun Polonais n'avait entendu son roi lui parler dans sa langue (5). »

La Pologne trouvait enfin en Stanislas-Auguste un des princes les plus éclairés du siècle. Sa mère Constance Czartoryska s'était occupée de son éducation « avec cette intelligence supérieure qui lui faisait déjà, dit-il, une réputation célèbre par l'éducation de mes aînés, mais avec une attention encore plus soignée » (6). Plusieurs esprits distingués complétèrent pour lui l'enseignement du P. Portalupi et des Théatins italiens. Lengnich donna aux jeunes Poniatowski des cours d'histoire polonaise; Kiese, plus tard professeur à l'Université de Tübingen, enseigna la géométrie à Stanislas. Il eut pendant quelques mois pour précepteur l'abbé Allaire, plus tard

(1) Ces goûts coûteux entraînèrent Poniatowski à contracter des dettes considérables, et notamment envers la cour de Russie : KORZON, *Wewn. dz.*, III, pp. 29-102.

(2) PONIATOWSKI, *Mém.*, I, p. 10.

(3) *Vide supra*, Introduction.

(4) PONIATOWSKI, *Mém.*, I, p. 176.

(5) *Ibid.*, I, pp. 518-519.

(6) *Ibid.*, I, p. 8.

précepteur du duc de Chartres. Le comte Kayserling, envoyé de Russie, lui donna en 1744 des leçons de logique.

Le jeune Poniatowski compléta son instruction, suivant l'usage polonais, par des séjours à la cour de puissants magnats, ses oncles Czartoryski, et par des voyages à l'étranger (1). A seize ans, il se dirige avec une armée russe vers le Rhin. Il arrive trop tard pour faire campagne, visite les Pays-Bas autrichiens et les Provinces-Unies, se sent « enlevé à la vue d'un Rubens ou d'un Van Dyck ».

Après ce premier contact avec l'Occident, le jeune homme séjourne pendant plusieurs mois à Berlin, à Dresde, à la cour de Marie-Thérèse. Il accomplit surtout un second voyage en Europe occidentale : en Hollande, à Paris et à Londres.

Le palatin de Mazovie, chargé naguère d'une mission diplomatique en France (1741), appelait M^{me} Geoffrin « ma femme » ; il lui avait promis de lui envoyer ses fils l'un après l'autre. Stanislas, âgé de vingt et un ans, trouve en « maman » Geoffrin un guide précieux et passe cinq mois à Paris (1752-1753). Il entend Montesquieu chanter, dans le salon de la rue Saint-Honoré, une fantaisie de sa composition. Le vieux Fontenelle demande à Poniatowski s'il parle polonais aussi bien que français. L'abbé Barthélemy lui montre le cabinet royal des médailles ; il se glisse dans l'atelier de La Tour, rencontre Dalember et Buffon. Mais il ne pénètre pas dans les milieux parlementaires.

Il a, à Londres, des conversations politiques plus instructives. Pendant quatre mois il fréquente assidûment la maison du lord-chancelier Hardwick, se lie d'une grande amitié avec son deuxième fils, Charles Yorke, alors avocat-général du roi. Poniatowski se perfectionne dans la langue anglaise, visite à Bath la demeure de Pope, voue un culte à Shakespeare.

Le chevalier Williams, dont il a fait à Berlin la connaissance, l'emmène en Russie comme secrétaire d'ambassade. Et Stanislas reconnaissait devoir à ce diplomate « une partie de son éducation, ayant passé avec lui près de trois ans en différents pays et treize mois ensuite à Pétersbourg » (2).

Le voyageur William Coxe, de passage à Varsovie en 1778, y

(1) SÉGUR, *Le royaume de la rue Saint-Honoré*, ch. XII et suiv. Br. DEMBIŃSKI, *St.-A. et ses relations avec l'étranger*, dans *La Pologne au VII^e Congrès des Sc. hist.*, 1933, I, pp. 401-429. — J. FABRE, *St.-A. et les hommes de lettres français*, 1936. — M^{me} M. MARTIN, *Une Française à Varsovie en 1766 (M^{me} Geoffrin)*, 1936.

(2) PONIATOWSKI, *Mém.*, I, p. 341.

trouve un roi anglomane. Sa Majesté « me fit l'honneur de converser avec moi en anglais, qu'elle parle très bien. Elle me témoigna une grande prédilection pour notre nation, et me surprit par la connaissance extraordinaire qu'elle avait de notre constitution, de nos lois, de notre histoire, et qui supposait une étude très approfondie de ces matières... Il connaît à fond nos meilleurs auteurs » (1).

Stanislas-Auguste, admirateur de l'Angleterre, se voit appelé à gouverner « une nation encore remplie de préjugés antiques, et mal conçus de religion et de liberté » (2). « Il y a longtemps que *Persévérance* fait ma devise, écrit-il à Charles Yorke (6 octobre 1764), il faudra bien y ajouter le *Festina lente*. » Et quelques semaines plus tard (28 novembre) : « Oui, mon cher ami, la devise est bonne : « *Patience et courage* ». Elle m'a conduit où je suis : mais je vous dis avec vérité que j'en ai plus besoin que jamais.

« Il me faut le *courage* de *tout* entreprendre car *tout* (3) est à faire dans ma patrie et il me faut la patience et même la résignation de ne me promettre d'autre prix de mon travail que la croyance qu'un autre recueillera après ma mort le fruit de l'arbre que j'aurai planté, car il est impossible de faire vite et bien de grandes choses dans un pays affaibli par la licence et le désordre de deux siècles, où l'on veut conserver la liberté et qui est entouré de voisins jaloux et puissants. *Haec superanda*.

« Vous savez qu'un des ressorts communément les plus efficaces pour se donner des compagnons dans les entreprises pénibles, c'est l'air de hardiesse et d'assurance du succès que le chef prend pour inspirer du courage aux autres. Cet air, je dois l'éviter, moi, ou du moins ne l'employer qu'avec une extrême circonspection pour qu'on ne m'ôte tout d'un coup la possibilité d'agir. Il faut à tous moments que je me force à l'indifférence sur les choses que je désire le plus (4). »

Poniatowski cède parfois, dans les toutes premières années, au désir de tenter rapidement de grandes choses. Presque jamais il ne perd de vue ses longs desseins. Il évite les aventures qui risquent de compromettre irrémédiablement l'avenir de la Pologne. Tenace dans l'adversité, il ploie quand toute résistance deviendrait inutile et s'ingénie, au milieu des plus grands revers, à réaliser quelque réforme utile. Il entreprend tout, sans espoir d'aboutir lui-même à

(1) W. COXE, *Voyage en Pologne, Russie, etc.*, 1786, I, p. 134.

(2) PONIATOWSKI, *Mém.*, I, p. 532.

(3) Brouillons autographes *Arch. Gl., coll. Popiel*, t. 179, fol. 271-275. Documents communiqués par M. Jean Fabre.

(4) Souligné dans l'original.

de grandes réalisations : « un autre recueillera après ma mort le fruit de l'arbre que j'aurai planté ». Stanislas-Auguste ne s'intéresse pas en dilettante aux sciences et aux belles-lettres, il voit dans la diffusion des lumières un facteur essentiel de la restauration nationale.

L'École des Cadets (1). — Comme tant de ses prédécesseurs, Poniatowski s'était engagé, dans ses *Pacta Conventa*, à fonder une école militaire. Mais la Diète du Couronnement n'avait pas trouvé le temps de discuter le projet. Stanislas-Auguste engagea, sur sa cassette, les dépenses nécessaires et, dès l'automne de 1765, inaugura dans sa capitale l'École des Cadets (2).

La Diète de 1768 confirma l'initiative royale et décida que l'École des Cadets entretiendrait comme boursiers de la République deux cents jeunes gentilshommes pauvres. Mais le Trésor ne versa jamais entièrement les sommes votées et l'École ne put bientôt entretenir que 70 à 80 cadets, non sans recourir aux libéralités du Roi, du Commandant, le prince Adam Czartoryski, et de quelques anciens élèves.

L'École des Cadets recevait, à l'origine, des jeunes gens de seize ans et leur donnait une formation purement militaire. Puis elle entreprit de préparer non seulement au métier des armes mais aux carrières civiles. D'après le règlement de 1768, les élèves, entrés au Corps des Cadets entre huit et douze ans, y accomplissent sept années d'études. Les cinq premières années leur assurent une bonne formation première. Chacun opte ensuite entre le Génie Militaire ou la Section juridique. L'École des Cadets se trouve ainsi organisée sur le modèle des établissements similaires de Berlin, de Lunéville, de Paris. Elle utilise pour plusieurs matières les mêmes manuels que les Collèges de Nobles des Piaristes ou des Jésuites, elle emprunte plusieurs professeurs à ces institutions, dont elle diffère cependant par son caractère militaire.

Adam Czartoryski, staroste général de Podolie, n'a jamais vu la guerre. Il étudie la théorie dans les livres. Il correspond avec le général prussien Warnery, qui fait alors autorité. Il rédige des notes,

(1) MOŚCICKI, *General Jasiński*, pp. 7-51 ; MITERZANKA, *Działalność pedagogiczna Czartoryskiego*, pp. 7-138 ; LODYŃSKI, *Biblioteka Szkoły Rycerskiej*.

(2) Création d'autant plus nécessaire que l'École des Cadets de Lunéville ne recevait plus guère de Polonais (14 seulement de 1759 à 1766), et l'on pouvait prévoir qu'elle disparaîtrait à la mort du vieux Leszczyński (BOYÉ, *La cour polonaise de Lunéville*, p. 174).

des plans de manœuvres. Les Varsoviens le voient même sur le terrain d'Ujazdów, diriger en personne les manœuvres des Cadets et leurs exercices de tir : simples divertissements militaires d'un grand seigneur.

Le prince Czartoryski se plaît davantage aux belles-lettres (1). Écrivain distingué en langue polonaise, il connaît plus de dix langues européennes ou orientales. Il a fait ses études chez les Théatins italiens de Varsovie, sous des gouverneurs français : le général de Monet, Duperron de Castéra (2), qui jouent tous deux un rôle dans la diplomatie. Le prince Adam a parcouru l'Europe : il en est revenu très anglomane et très *philosophe*.

Un ami anglais lui recommande le secrétaire de l'ambassadeur britannique à Constantinople, John Lind, un ancien étudiant d'Oxford qui connaît six langues. Lind se voit nommé, à trente et un ans, directeur des études à l'École des Cadets (1768) et remplit ses fonctions avec autorité et compétence. Le prince Adam confie la plupart des postes d'officiers et nombre de chaires professorales à des étrangers : des Allemands, des Français, quelques Anglais.

Pour la discipline, le Commandant fait largement confiance aux Cadets eux-mêmes, organisés en décuries et en brigades : « la confiance entre camarades, la similitude d'âge, la vie en commun continue rendent la persuasion plus facile et plus adroite » (3). L'assemblée plénière du Corps des Cadets peut finalement demander l'exclusion des coupables endurcis.

Le prince Adam, gai et spirituel, tient beaucoup aux manières de la bonne société. Il offre des réceptions à ses cadets, nés dans la *szlachta* provinciale. Il organise à l'École des bals où il se rend en carrosse doré, au milieu d'une escorte de houzards.

Le Roi lui-même s'est réservé le commandement en chef du Corps des Cadets. Il assiste volontiers aux leçons et aux exercices, s'intéresse activement aux professeurs et aux élèves. Il reçoit les Cadets à sa cour, il porte ordinairement leur uniforme.

(1) Pour la biographie du prince Adam, voir L. DĘBICKI, *Puławy*, t. I-III.

(2) Duperron ou du Perron de Castéra engagé comme gouverneur par le prince Auguste Czartoryski en 1740, « chargé des affaires » de France à Varsovie 1746, (BERGA, *L'auteur de l'Essai politique sur la Pologne*). Castéra avait traduit en français *Le Newtonianisme des dames* d'Algarotti (Paris, 1738, 2 vol. in-8°). Il devait participer, comme défenseur de la philosophie moderne, à la *dispute* organisée dans l'église des Dominicains lorsqu'il mourut (1752). — Jean Antoine, comte de Monet (1703-1793), gouverneur des princes Czartoryski, fut employé à partir de 1755 dans la diplomatie française (FARGES, *Instructions aux ambassadeurs, Pologne*, II, pp. 243-247).

(3) CZARTORYSKI, *Zbiór pism moralnych*, 1774, instruction pour les décurions, cité par MITERZANKA, *Dział. ped. Czart.*, p. 86, n. 1.

Il se trouve quelques magnats pour dénigrer l'École militaire : l'évêque Sołtyk en 1767 qualifie de ridicule enfantillage les premiers exercices des Cadets (1) ; le Trésorier Wessel accuse le roi de s'emparer de l'esprit de la jeunesse (2). Mais l'École promet une carrière honorable à ces fils de la *szlachta* auxquels le Roi et le prince Adam témoignent tant de sollicitude. L'opinion saisit l'intérêt national de cette institution d'où sortiront en effet Kościuszko et tant de champions de l'indépendance. Et de toutes les créations de Stanislas-Auguste, seule l'École des Cadets jouit d'une franche et durable popularité.

Les jeudis littéraires. — Pendant les premières années de son règne, Stanislas-Auguste ne tente point encore de donner des lois aux écoles. Il ne le juge sans doute ni possible, ni opportun. Il témoigne cependant sa sollicitude aux Piaristes, aux Jésuites et même à l'Académie de Cracovie. Il encourage toutes les corporations enseignantes à une saine émulation, s'efforçant d'honorer tous les esprits distingués.

Dès le début de son règne, Poniatowski fait de sa cour un foyer de vie intellectuelle. Il réserve le dîner du jeudi aux écrivains et aux artistes (3). Parmi ces derniers, notons tout au moins le peintre Bacciarelli, qui préside aux travaux d'embellissement du Château et joue, tout au long du règne, le rôle d'un directeur des Beaux-Arts. Parmi les lettrés, quelques laïques : tels le prince Adam ; Jakubowski, ancien brigadier des armées françaises ; Joachin Chreptowicz, secrétaire du Grand-Duché ; une majorité d'ecclésiastiques : le théatin Portalupi, ancien maître de Poniatowski ; son confesseur Śliwicki, supérieur des Lazaristes ; le P. Konarski, bien entendu, et toute une pléiade de Jésuites, tels les Pères Wyrwicz, Bohomolec, Naruszewicz.

Aux murs, les portraits de quelques-uns des convives. Parfois, en se mettant à table, l'un des invités trouvait, pliée dans sa serviette, la médaille *Merentibus* instituée par le roi pour honorer les talents intellectuels.

(1) Lettre à Wielhorski, 30 août 1767, cité par KONOPCZYŃSKI, *Konfederacja barska*, II, p. 575, n. 2.

(2) KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, I, p. 311.

(3) Sur ces jeudis littéraires : MAGIER, *Dwór Króla St. A.*, dans *Archiwum domowe*, 1856, pp. 19-22. — Sur l'ensemble des collections royales, OLSZEWICZ, *Biblioteka króla St. A.* Sur les arts, TATARKIEWICZ, *Akademia Sztuk Pięknych* ; MAŃKOWSKI, *Galerja St. A.* ; RÉAU, *L'Europe française au siècle des lumières* (bibliogr.).

Stanislas mangeait peu, buvait moins encore; nulle part on ne le voyait aussi gai.

Après le repas, tel ou tel lisait sa dernière œuvre. La petite assemblée causait de tout ce qui touchait aux lettres et aux écoles; elle inspirait deux hebdomadaires, qui connurent un grand succès : le P. Bohomolec dirigeait le *Moniteur* (*Monitor*, 1765-1784), revue littéraire et morale imitée du *Spectator* anglais; les Pères Naruszewicz et Albertrandi entreprirent un peu plus tard des *Divertissements agréables et utiles* (*Zabawy przyjemne i pożyteczne*, 1770-1777). Le Roi trouvait ainsi, dans la Compagnie de Jésus, de précieux collaborateurs.

Certes Stanislas-Auguste reconnaissait les mérites des Écoles Pies : « Parini les piarons s'éleva un homme vraiment vertueux et vraiment désireux de procurer à sa nation toutes les améliorations dont elle avait besoin... Konarski a fait deux livres qui lui ont mérité la reconnaissance de tous les hommes sensés de sa nation. Le premier avait pour objet de corriger les vices de l'éloquence. Le second fut celui où il osa combattre l'abus absurde du *liberum veto*. Ces deux livres, si on les traduisait, paraîtraient tout au plus comme le bégaiement du bon goût et du bon sens. Mais tel était alors l'état déplorable des connaissances et des notions politiques, les préjugés en faveur du *liberum veto* étaient si forts qu'ils étaient un vrai fanatisme, de sorte qu'il fallait tout le courage de la vertu la plus patriotique pour oser s'avouer l'auteur de ces deux ouvrages (1). »

Et « dès les premiers jours de son règne », Stanislas-Auguste fit frapper à l'effigie du Piariste une médaille portant en exergue « *Sapere auso* » : *au Courageux penseur*. Hommage du jeune roi au précurseur.

Mais, de l'avis de Stanislas, Konarski et « ses confrères ne purent jamais se défaire d'une certaine pauvreté d'esprit et d'une platitude de langage, d'accent et de manière qui devint une sorte de cachet auquel on les reconnaissait, eux et leurs ouvrages ». Le Roi fait exception pour « deux ou trois » Piaristes seulement.

Il trouvait dans la Compagnie de Jésus « un bien plus grand nombre d'hommes qui avaient fait en silence de bonnes études, et qui avaient plus de tête et de génie que n'en avait Konarski ». Laisant « bien loin derrière eux les piarons », ils enseignaient maintenant

(1) Cette comparaison entre Piaristes et Jésuites dans PONIATOWSKI, *Mém.*, II, pp. 207-209. Stanislas-Auguste acheva après les partages la rédaction de ses *Mémoires*.

dans leurs écoles « le beau latin, l'histoire, la géographie, les mathématiques et un bon goût d'éloquence polonaise ».

Le Roi et les Jésuites. — Stanislas-Auguste, et beaucoup de ses contemporains, interprétaient avec malveillance l'étonnant relèvement des études chez les Jésuites. Sous les rois saxons, la Compagnie comptait en Pologne « un certain nombre » de Pères « vraiment savants et éclairés, mais il semblait que les chefs gardaient ces lumières sous le boisseau, comme des instruments de réserve en cas de besoin, si le temps amenait une époque où il pût leur devenir plus utile de paraître savants que riches ». Les Théatins et les Piaristes gagnèrent, par un enseignement plus moderne, la faveur des grandes familles. « Alors les Jésuites se réveillèrent. Leurs matadors tirèrent conseil (*sic*) et ils se dirent : « le règne des ténèbres tire à sa fin, il va devenir utile de montrer des lumières ; nous en avons, il ne faut que les produire (1). »

En fait, les contemporains ont été surpris, vers la fin du règne d'Auguste III, par les brillants résultats d'une réforme dont ils n'avaient pas remarqué le cheminement laborieux (2). Chez les Piaristes, l'opinion avait reconnu sans peine un chef, des luttes dramatiques, une réforme d'ensemble codifiée dans un texte.

Rien de tel au sein de la Compagnie de Jésus. Le public voit la province de Pologne scindée en Grande et en Petite-Pologne (1756), il voit détacher de la province de Lithuanie une province de Mazovie (1759). Mais il ne remarque pas dans ces diverses circonscriptions, l'effort continu des Pères Provinciaux. Nul n'attache son nom à une réforme éclatante, mais chacun lutte contre la négligence des vieux professeurs, veille à la bonne formation des jeunes ; ils introduisent des enseignements nouveaux, impriment des manuels, interdisent de recevoir les élèves qui ne se les sont pas procurés.

Dès l'ouverture de leur pensionnat (1737), les Théatins attaquent Alvarez et prônent le cartésianisme. Les Piaristes fondent leur Collège de Nobles (1740). Les Jésuites ne prennent aucune initiative aussi notable, mais la paix enfin rétablie crée pour eux comme pour

(1) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, pp. 206-208. — Entretien du Roi avec l'Envoyé de Danemark (1766) dans KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, pp. 451-452 : « Autrefois, eux-mêmes, pour régner ici sur tous les esprits, y répandirent la bigoterie, etc... ». — Jugement analogue dans KOŁŁONTAJ, *Stan oświecenia*, pp. 47-49 :

(2) Nous utilisons l'ouvrage du P. BEDNARSKI, *Upadek i odrodzenie szkół jezuickich*, 1933, qui renouvelle la question.

leurs rivaux une atmosphère favorable ; comme eux, ils se mettent à l'école de l'Europe occidentale.

Depuis 1730, la province de Pologne entretient en permanence à Rome deux ou trois étudiants en théologie. La province de Lithuanie y envoie aussi quelques-uns des siens (au moins à partir de 1747). Ces théologiens visitent au passage d'autres foyers de la civilisation européenne, s'éveillent à d'autres curiosités. Un certain nombre de Jésuites accompagnent de jeunes magnats à travers l'Europe. En 1750-1751 Prague, Vienne et Paris reçoivent les premiers Jésuites polonais, envoyés par leurs supérieurs pour étudier les mathématiques et la physique.

La pensée occidentale pénètre largement. Quelques chiffres permettent d'en mesurer les progrès : parmi les Jésuites polonais, 40 seulement possèdent le français en 1740, et 199 en 1770 ; 20 possèdent l'italien en 1740, et 65 trente ans plus tard. En outre, vingt-neuf Pères français fuyant leur patrie en 1762, trouvent asile en Pologne : parmi eux, plusieurs esprits distingués (1).

Les Jésuites polonais surmontent leur hostilité contre le régime de l'internat, afin de conserver la clientèle aristocratique. Ils fondent successivement cinq Collèges de Nobles : à Léopol (1749), à Wilno et à Ostróg (1751), à Varsovie (1752), à Lublin (1755). A Wilno, un nombreux corps enseignant applique la méthode du travail dirigé. Le P. David Pilchowski crée une bibliothèque luxueusement installée (1770). Le Collège varsovien réussit à tel point que le recteur Charles Wyrwicz se met à construire un bâtiment beaucoup plus vaste que celui des Piaristes (2).

Les Jésuites restent fidèles au principe de la grammaire latine, mais ils remanient Alvarez pour rendre ce manuel plus léger et mieux ordonné (1749). Des recueils de textes choisis, des éditions commentées ; des dictionnaires de mythologie et d'antiquités marquent le renouveau des études latines.

Le manifeste de Konarski contre l'éloquence baroque a soulevé

(1) BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 491-493. Les Polonais avaient particulièrement recherché des mathématiciens et physiciens : le P. Jean Rossignol et le P. Jean Fleuret enseignèrent ces sciences à l'Université de Wilno (1761-1763). Rossignol quitta la Pologne pour raisons de santé. — Alexandre Rostan (1728-1772) enseigna pendant neuf ans les mathématiques au Collège de Nobles de Varsovie, puis aux futurs professeurs de cette science. Voir ci-dessous les travaux cartographiques dont il fut chargé et qu'il interrompit sa mort prématurée.

(2) Wyrwicz, nommé recteur en 1762, fit dresser les plans pour 130 pensionnaires. Les travaux étaient commencés en 1773.

les protestations de deux vieux Jésuites, qui depuis longtemps n'enseignent plus et d'un seul professeur en exercice : ses supérieurs lui enlèvent sa chaire de rhétorique ; il enseignera désormais les mathématiques. Le *De ratione discendi et docendi* du P. de Jouvency, son traité de rhétorique, imprimés et adoptés en 1743-1746, l'exemple des Pères les plus éclairés assurent dès le milieu du siècle le triomphe d'un style plus sobre.

Le P. François Bohomolec (1), nommé professeur de rhétorique à Varsovie après avoir étudié à Rome, publie une défense de la langue nationale : *De Lingua polonica colloquium* (1752). Il donne l'exemple d'un beau style dans les pièces qu'il compose pour ses élèves. Ces œuvres font époque dans l'histoire du théâtre polonais. Mais ces comédies scolaires ne comportent point de rôles de femmes. Le Théâtre National, fondé en 1765 sous le patronage de Stanislas-Auguste, ouvre à Bohomolec un genre plus libre. Il s'y consacre aux applaudissements du public. Le Roi l'encourage aussi dans ses travaux d'édition : préfet de l'imprimerie des Jésuites (1762), il publie un *Recueil des chroniqueurs polonais* en quatre tomes (1764-68), les œuvres de Kochanowski (1767) dont la dernière édition datait de plus de cent ans, des manuscrits inédits de Sarbiewski, toute une littérature trop oubliée, difficilement accessible.

Autant qu'on en puisse juger par les manuscrits conservés, les professeurs de philosophie s'en tiennent tous en 1749, au système de Ptolémée, mais le dernier adversaire de Copernic enseigne à Kroże en 1764. Tous en 1749 défendent encore la philosophie scolastique ; un professeur de Grodno s'y obstine encore en 1767 tandis que ses confrères enseignent depuis des années une philosophie éclectique dans l'esprit de divers Jésuites étrangers : le P. Tolomei, surnommé *le Ptolémée Florentin*, le Français Honorat Fabri (1607-1688), les professeurs viennois Boscovich et Mako (1723-1793). Les Jésuites portent un grand effort sur les mathématiques et la physique. Entre 1750 et 1773, vingt d'entre eux se perfectionnent dans ces sciences à Vienne, à Prague, à Paris. Les Pères de Léopol enseignent l'art militaire dès avant 1740. A Poznań, le P. Rogaliński, élève de Nollet, donne à partir de 1762 des leçons de physique expérimentale : ses expériences attirent un nombreux public de gentilshommes ; il

(1) Bohomolec (1720-1784), fils d'un gentilhomme de la Russie Blanche, a fait l'objet de nombreuses études fragmentaires. Citons seulement Ad. STENDER-PETERSEN, *Die Schulkomödien des Paters F. Bohomolec*, Heidelberg, 1923.

insiste sur les applications pratiques les plus indiquées dans l'état économique de la Pologne. A Varsovie, les pensionnaires du Collège de Nobles se livrent à des exercices publics de mécanique, ils étudient l'architecture civile et militaire.

Le P. Łuski observa, peu exactement d'ailleurs, la conjoncture de Vénus et du Soleil (1761) et soutint, à cette occasion, une vive polémique contre un professeur de l'Académie de Zamość : le jésuite porta de rudes coups aux superstitions astrologiques (1).

L'Académie de Wilno devint un centre d'études astronomiques. Le P. Żebrowski, élève de Stepling à Prague, construisit l'observatoire dès 1753, mais il mourut prématurément (1758), ayant du moins éveillé la curiosité du public et orienté quelques élèves. Martin Poczubut prend possession de l'observatoire en 1764, après avoir étudié à Prague sous Stepling, à Marseille sous Pézenas. Il installe aussitôt quelques précieux instruments, construits à Paris par Cannivet, à Londres par Ramsden. Élisabeth Puzyna, castellane de Mścislaw, assure l'avenir de l'observatoire par une magnifique libéralité : 6.000 ducats de rente (1766).

Stanislas-Auguste désirait faire dresser un atlas de Pologne exact et détaillé. Il fait appel aux Jésuites qui, sur l'insistance du roi, acceptent cette lourde tâche. Le jésuite français Rostan à Varsovie, à Wilno Poczubut, décoré du titre d'*Astronome du Roi*, assument la direction des travaux. Les Provinciaux accordent aux jésuites mathématiciens la liberté nécessaire. Quelques équipes parcourent le pays, logeant dans les Collèges de la Compagnie, chez les magnats, mal accueillies parfois par la *szlachta* qui voit dans leurs travaux la préparation d'impôts nouveaux. Déjà Pertees, le cartographe du roi, a reçu les calculs d'un certain nombre de positions géographiques. Rostan dresse le programme des travaux de triangulation et prévoit pour les quatre observateurs désignés cinq à six années de travail. Poczubut s'est rendu en Angleterre (1768-69) pour commander de nouveaux instruments qui doivent être livrés en 1772 : la mort de Rostan (août 1772) et les événements politiques interrompent les travaux (2).

Dans les sciences comme dans les belles-lettres, les Jésuites surpassent les Piaristes dès les dernières années du règne d'Auguste III. Quant à l'œuvre civique de Konarski, les Jésuites ne s'y asso-

(1) SMOLEŃSKI, *Przewrót umysłowy*, pp. 95-104.

(2) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, pp. 209-210 ; BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 352-353.

cient point. Au xvi^e siècle, sous la direction du grand prédicateur Skarga, ils avaient hardiment soutenu Sigismond III et la cause des réformes. Au temps de la révolte de Zebrzydowski, peu s'en fallut que les adversaires de Sigismond n'obtinsent l'expulsion des Jésuites. Dès lors, ils se tiennent prudemment à l'écart de la politique (1). On peut citer au xvii^e siècle le P. Pęski ; auteur d'une curieuse petite diète scolaire, c'est-à-dire de dialogues que ses élèves déclamèrent en 1670 : Pęski prônait le vote majoritaire et l'élection *rege vivente*, réformes que le Primat Olszewski tentait en vain de faire aboutir.

Sous les rois saxons, les Jésuites polonais ne cessent, bien entendu, de prêcher le patriotisme. Au Collège de Poznań, le P. Jean Bielski ouvre l'année scolaire 1754-55 par une apologie de cette liberté polonaise que les étrangers nomment licence parce qu'ils sont eux-mêmes habitués à l'esclavage. Les supérieurs refusèrent à Bielski l'autorisation de faire imprimer cette harangue. D'autres Jésuites condamnent l'anarchie, déplorent la rupture des diètes, réclament l'augmentation de l'armée (2). Nul *Courageux penseur* n'ose formuler un programme positif de réformes et l'enseigner, nul n'ose joindre ses efforts à ceux de Konarski et des Piaristes.

Prudents à l'excès sous le gouvernement inerte d'Auguste III, les Jésuites polonais servent bientôt avec zèle Poniatowski et la cause des réformes. « Dans le début du règne de Stanislas-Auguste, écrit le roi, la grande majorité des Jésuites de Pologne ne lui était pas favorable, mais leurs dispositions à son égard changèrent bientôt, lorsqu'ils virent son empressement à rechercher, à distinguer ceux d'entre eux dont le mérite supérieur se faisait connaître. Il ne se passa pas deux ans que déjà presque tous étaient royalistes (3). » Et Stanislas-Auguste les emploie, comme les Piaristes, à la diffusion des lumières.

(1) BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 24 et 405-425. — Voir en français les thèses si intéressantes de l'abbé BERGA, *Pierre Skarga et Les sermons politiques du P. Skarga*, 1916.

(2) Jean Bielski † 1714-1768, professeur de rhétorique à Poznań, figurait parmi les têtes du groupe conservateur modéré. Dans son *Tableau du R^me de Pologne*, de 1763 (*Widok Królestwa Polskiego*), il expose en un millier de pages des notions détaillées sur le droit public polonais, sans exprimer des vues personnelles, sans porter un jugement. BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 268-269 et *passim*.

(3) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 209.

II. — LES « LUMIÈRES » ET LE « SARMATISME » (I)

Les réformes de 1764 et la royauté de Poniatowski restent précieuses tant que la *szlachta* n'accepte pas, ne ratifie pas de tout cœur le coup d'État des Czartoryski. Stanislas veut s'appuyer sur la nation pour affranchir la Pologne et s'affranchir lui-même de la tutelle russe. Aux conférences ministérielles, il délibère sur la politique générale. Aux assemblées du jeudi, il tient conseil avec les lettrés aptes à éclairer l'opinion.

Le prince Adam se fait le porte-parole du roi lorsqu'en préfaçant un manuel à l'usage de l'École Militaire, il adresse aux Cadets cet appel : « Nouvelle génération, transformez l'antique face de votre pays. Répandez chacun dans votre palatinat, votre *terre*, votre district, les lumières diligemment acquises ici. Libérez votre patrie du joug de ces deux effroyables tyrans : l'Ignorance et le Préjugé. » La noblesse doit renoncer à la liberté *dorée*, à ces privilèges « établis par la déraison, consacrés par le temps », qui se transmettent sans critique de génération en génération (2).

La philosophie des lumières inspire toute l'œuvre éducatrice de Stanislas-Auguste. Le roi donne mission à l'école, aux écrivains, de combattre le *Sarmatisme*, c'est-à-dire tous les vieux préjugés politiques, religieux et sociaux.

Les conservateurs *sarmates* avaient combattu le P. Konarski au nom de la Liberté et de la Foi. La cour de Pétersbourg prétend exercer sur la Pologne un protectorat de plus en plus rigoureux. Elle réclame le rétablissement total du *liberum veto* et pour les dissidents une parfaite égalité politique. Les Polonais éclairés examinent, chacune en elle-même, ces deux questions que les diplomates et les partisans se plaisent à lier par manœuvre politique.

A. *La question politique.* — Le *subterfuge* du *via judiciaria* ne berna pas longtemps le cabinet russe. Dès la Diète de Convocation, Sołtyk, évêque de Cracovie, dénonce l'attentat contre le *liberum*

(1) Sur le mouvement intellectuel, SMOLEŃSKI, *Przewrót umysłowy* ; WOJCIECHOWSKI, *Wiek oświecenia*.

(2) CARLANCAS, *Historja nauk wyzwolonych*, t. I, 1766, préface, cité par MITERZANKA, *Dział. ped. Czart.*, p. 111. — Czartoryski avait fait traduire, à l'usage des Cadets, la première partie des *Essais sur l'histoire des belles-lettres, des sciences et des arts*, de Juvenel de Carlanças, 1^{re} éd., Lyon, 1740, 2^e 1749. — Un jésuite, probablement le P. Nagurczewski, professeur au Collège de Nobles et à l'École des Cadets, enrichit l'ouvrage d'un supplément sur l'histoire de la littérature polonaise (BEDNARSKI, *Upadek*, p. 248, n. 1).

veto, « unique soutien de nos lois et de nos libertés », proteste contre les visées de Czartoryski à l'absolutisme et au despotisme (1). Masalski, évêque de Wilno, et son père le grand-hetman de Lithuanie, envoient de concert avec l'hetman Branicki, un émissaire à Pétersbourg (2).

Le prince Repnin, successeur de Kayserling, et Benoît, l'envoyé de Prusse, invitèrent la Diète de 1766 à restaurer entièrement le *liberum veto*. Stanislas-Auguste parlait de défendre par les armes la souveraineté nationale. « Zamoyski, ce vertueux chancelier, se rendit chez le roi et lui dit ce qui suit : « la déclaration russe et prussienne est presque déjà une déclaration de guerre, chaque goutte de sang qui sera répandu, chaque hutte de paysan qui sera brûlée, si vous vous obstinez à cet héroïsme spécieux, pèseront sur votre conscience. Nous n'avons pas 18.000 hommes de troupe ; elles sont mal équipées ; les quatre hetmans sont contre vous ; nous manquons d'artillerie, il y a actuellement 50.000 Russes (*sic*) en Pologne, les Prussiens les joindront d'abord et les Autrichiens ne se battront pas pour nous (3). » Tous les membres de la Diète votèrent, les uns avec désespoir, les autres d'enthousiasme, le plein rétablissement du *liberum veto*.

Pétersbourg exige encore davantage. Un véritable corps d'occupation — 40.000 hommes, au dire de Repnin, environ 25.000 en réalité — s'installe en Pologne. Sept mille Russes prennent garnison à Varsovie. L'ambassadeur encourage les mécontents dans le projet de détrôner Poniatowski. Des Confédérations se forment dans les palatinats ; leurs délégués se réunissent à Radom pour nouer une Confédération générale et tombent dans le guet-apens préparé par Repnin. Sous la menace des canons russes, le colonel Carr leur dicte les clauses de l'acte de Confédération.

Stanislas-Auguste, pris entre Repnin et les Confédérés de Radom, doit convoquer une Diète extraordinaire. Des détachements moscovites surveillent en armes les diétines électorales. L'évêque Soltyk défend avec ardeur la cause du catholicisme ; Repnin le fait arrêter dans la nuit, ainsi que l'hetman Rzewuski, son fils Séverin et l'évêque de Kiev, Joseph Załuski. Une escorte de cosaques emmène les prisonniers en Russie.

La Diète, terrorisée par l'enlèvement des sénateurs, accède aux

(1) KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, p. 263.

(2) Hiver 1764-65, d'après Aff. Etr., Corr. Dantzig (Renseignement communiqué par M. Konopczyński).

(3) PONIATOWSKI, *Mém.*, I, p. 552.

exigences de l'ambassadeur. Le *liberum veto*, avec l'électivité de la couronne, les privilèges de la noblesse, le servage des paysans, tous les vices fonciers de l'ancienne Pologne, sont érigés en lois *cardinales* : nulle Diète ne pourra jamais y porter atteinte, même à l'unanimité, même *sous le lien d'une Confédération*. Au nombre de ces lois intangibles, Repnin fait inscrire en outre l'admission des dissidents à une parfaite égalité. Le tout, sous la garantie de la Russie.

« Pendant tout le cours de cette Diète, écrit Stanislas-Auguste, Repnin jouait à Varsovie à peu près le rôle de ces ambassadeurs romains qui, après les guerres puniques, se faisaient arbitres des rois et des nations en Asie (1). » Les lois et le traité de 1768 vouaient la Pologne à une perpétuelle anarchie sous le protectorat officiel de la Russie.

Avant même la clôture de la Diète, quelques centaines de gentils-hommes de la Podolie se confédèrent à Bar *pour la Foi et pour la Liberté*. De nouveaux foyers d'insurrection s'allument tour à tour dans tous les palatinats de la Couronne et du Grand-Duché ; les colonnes russes parcourent le pays d'un bout à l'autre, pendant quatre années, sans venir à bout de cette guérilla sans cesse renaissante. Les *chevaliers* bariens, recrutés dans la moyenne ou la plus modeste *szlachta*, s'enfuient souvent en désordre devant les régiments russes. Leurs bandes improvisées accomplissent d'héroïques exploits dès qu'un chef se révèle : un Casimir Puławski, un Zaremba.

Mais les magnats, qui s'efforcent de diriger la Confédération, servent leurs intérêts personnels plus que l'intérêt national. Charles Radziwiłł, ignorant et buveur, banni par la Confédération de 1764 pour crime de guerre civile, veut à son tour abattre les Czartoryski et arrondir de leurs domaines son immense fortune. Georges Mniszech, Maréchal de la Cour par la protection de son beau-père Brühl, avait en vain espéré de Stanislas une promotion au Grand-Maréchalat. Le plus actif et le plus pervers de tous, le Grand Trésorier Wessel, voulait revivre le temps d'Auguste III où, en l'absence de toute Commission du Trésor, il s'appropriait à volonté les deniers publics. Ces magnats ont en 1767 sollicité l'appui de Pétersbourg pour détrôner Poniatowski ; ils excitent maintenant la nation contre la Russie, toujours pour renverser Stanislas. L'évêque de Kamieniec, Adam Krasiński, méprise cette clique à laquelle l'enchaîne pourtant sa haine contre Poniatowski.

(1) *Ibid.*, I, p. 601.

Le Roi et le parti réformateur mesurent mieux que tous les magnats bariens l'étendue du désastre de 1768. Ils ressentent avec plus d'amertume la ruine de l'œuvre entreprise quatre années plus tôt. Mais Stanislas, prisonnier dans sa propre capitale, tremble pour sa couronne. Sur son ordre, l'armée polonaise coopère à la prise de Bar et, de concert avec les troupes russes, donne la chasse aux Confédérés. Le Roi semble l'allié de l'étranger, l'ennemi de son propre peuple. Il regrette bientôt sa faute, et dès que l'entrée en guerre de la Turquie affaiblit la position de Repnin, Stanislas refuse de lier plus longtemps sa cause à celle de la Russie (novembre 1768). Il fait appel à ses oncles, au maréchal Lubomirski, à l'ex-chancelier Zamoyski, aux meilleurs de ses ministres. Et dans ce conseil secret, il arrête le plan suivant : réconciliation entre le Roi et la Confédération, médiation de la France et de l'Autriche entre les Polonais, enfin réconciliés, et la Russie.

Le comte Chreptowicz se rend à Paris ; Stanislas lui donne des instructions pour le cas où il y rencontrerait Adam Krasiński : « Faites connaître à l'évêque, et à la cour de France qui le mène, que le véritable intérêt de la Pologne, et par conséquent le leur, consiste en ceci : que la Pologne devienne plus puissante, et pour ses voisins plus respectable... Pour moi, je m'oppose en tout à Moscou, c'est-à-dire que je ne fais rien de ce qu'elle demande. Mais... nous ne rejeterons le joug que par une forte résistance ou une heureuse médiation. » « La plus bienveillante médiation restera inefficace tant que dureront nos querelles intestines. Il ne peut y avoir de résistance, parce qu'en moi le Conseil, et dans la nation la Force, se sont pas unis. » La Confédération détourne contre le Roi « la vaillance de la nation », sans savoir organiser le commandement (1). Choiseul accepte enfin l'idée d'une médiation, il nomme ambassadeur à Vienne (30 mai 1770) Durand (2) : cet ancien ministre en Pologne reçoit mission de gagner le gouvernement autrichien à ce projet. Wessel, Mniszech et Radziwiłł festoient sur le territoire hongrois, loin des combats. Ils ne partagent ni la « vaillance » des *chevaliers* bariens, ni le sens politique du roi. Il leur manque l'une et l'autre vertu : le Conseil et la Force. L'évêque de Kamieniec, « la meilleure tête de tous les Bariens » (3), ne parvient plus à contenir leurs passions

(1) 7 février 1770, dans KONOPCZYŃSKI, *Konfederacja barska*, I, pp. 444-445.

(2) François-Marie Durand, ministre en Pologne de 1754 à 1762 (FARGES, *Instr. aux amb., Pologne*, II, pp. 154, 229).

(3) PONIATOWSKI, *Mém.*, t. I, p. 671.

partisanes. La Confédération vote l'Interrègne (22 octobre 1770), c'est-à-dire proclame nulle l'élection de Stanislas, nuls tous les actes accomplis depuis la mort d'Auguste III (1).

Tout espoir de médiation s'évanouit. Loin de soulever l'enthousiasme dans la noblesse, la Confédération déconcerte et décourage nombre de combattants. Poniatowski accepte les subsides de la Russie, lance à nouveau contre les Bariens Xavier Branicki et l'armée polonaise. Une poignée de Confédérés se glissent dans la capitale ; la nuit venue ils attaquent le carrosse du roi dans une rue déserte, enlèvent Stanislas, l'entraînent à cheval dans la campagne. Mais il leur échappe dans l'obscurité et rentre au matin dans sa capitale (3-4 novembre 1771). Stanislas, légèrement blessé à la tête au cours de cet enlèvement, voue les *régicides* à l'indignation de la Pologne et de l'Europe.

La quatrième année de guerre civile s'achève ; toute réconciliation paraît de plus en plus impossible.

Les chefs de la Confédération ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre la grande vérité que le P. Konarski a proclamée et que les royalistes répètent sans se lasser : pour assurer au dehors l'indépendance nationale, il faut organiser au dedans un gouvernement assez fort. La Confédération ne formule, de son côté, aucun programme de réformes. Elle stigmatise, dans ses manifestes, les visées despotiques des Czartoryski, elle invite les citoyens à « laver dans le sang du tyran Stanislas Poniatowski, la honte et l'injure de la nation » (2). Elle condamne les réformes de 1764 et toute l'œuvre du nouveau règne.

Mais comment concilier plus sagement l'ordre et la liberté ? A Paris, le comte Wielhorski, théoricien attitré du groupe, étale sa pauvreté d'esprit dans ses mémoires à Choiseul. Il consulte Mably (3)

(1) Le colonel Dumouriez, envoyé en mission auprès des Confédérés, ne fit rien pour les retenir dans cette voie ; il ne tint pas compte des ordres envoyés par Durand (20 juillet) auquel il était subordonné. KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, I, chap. XV.

(2) Proclamation de l'inter règne, publié par KONOPCZYŃSKI, *Konfederacja barska, wybór tekstów*, pp. 90-92.

(3) Mably, se rendant à l'invitation de Wielhorski, passa en Pologne l'hiver 1776-1777. Il revint fort désenchanté sur les Bariens et ridiculisa la sottise de Mniszech, « l'ancien ministre », dans *De la situation politique de la Pologne en 1776 et Le banquet des Politiques* (*Œuvres*, éd. 1790, t. XIII). Sans doute il ne manquait pas d'hommes éclairés parmi les Bariens : le maréchal de la Confédération pour la Lithuanie, Michel Pac, ancien pensionnaire du Collège de Konarski, Ignace Bohusz, secrétaire de la Confédération, et surtout Adam Krasinski, le plus hardi, qui songeait à créer par le morcellement des starosties une classe de paysans libres. Mais la Confédération, subordonnant toute réforme

et Rousseau pour flatter l'Europe savante. Devant l'opinion polonaise, la Confédération se borne à vanter l'heureux temps d'Auguste III, le *liberum veto*, les prérogatives des grands dignitaires, bref la liberté dorée. Elle exploite les vieux préjugés *sarmates*.

Les royalistes font appel aux *lumières*. L'attitude d'un homme tel que le P. Konarski embarrasse les Confédérés. Wessel accuse les Czartoryski d'avoir usurpé le nom du Piariste pour publier la *Manière efficace de délibérer* (1).

Konarski poursuit sa voie. Sous la Confédération de Radom, il publie un traité de logique, *De arte bene cogitandi*, 1767. Les nombreux exemples qu'il y glisse lui permettent d'exposer une fois de plus ses idées politiques et sociales : éloge d'une République de type mixte, à la fois monarchique, aristocratique et démocratique ; limitation du pouvoir des hetmans ; accensement des terres aux paysans (2).

Il rappelle à l'ambassadeur Durand leurs anciennes relations, appuie auprès de lui le projet de médiation (3). Il publie une relation détaillée de l'enlèvement de Poniatowski, rappelle le caractère sacré de la royauté, montre dans l'insuccès des *régicides* une manifestation évidente de la Divine Providence.

Les Piaristes et les plus distingués des Jésuites soutiennent aussi le parti royaliste. Sans attaquer les Bariens, au moins jusqu'au *régicide*, le *Moniteur* de Bohomolec prône la monarchie tempérée, vulgarise ingénieusement la pensée de Montesquieu, la théorie de la séparation des pouvoirs (4).

Une *Société d'histoire ancienne* naît des jeudis littéraires du Châteaueu et publie par fascicules hebdomadaires (avril 1771-mars 1772) une *Histoire politique des États de l'Antiquité*. Les six collaborateurs de l'entreprise, deux Jésuites, deux Piaristes et deux laïques, unis par « une indissoluble amitié », proclament leur dessein de contribuer à l'instruction politique de la nation. Dans une longue introduction,

à la déposition de Poniatowski, se flattait d'apporter quelques améliorations dans le gouvernement quand le moment serait venu. Les chefs du mouvement délibéraient mystérieusement de réformes éventuelles, et trouvaient habile de flatter les passions conservatrices de la *szlachta* ! (KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, II, chap. XXX).

(1) WESSEL, *Extraits de quelques mémoires*, 23 juillet 1769, cité par KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, p. 285, n. 3.

(2) KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, pp. 274-277.

(3) Cette *Lettre d'un Polonais à M. Durand* fut sans doute achevée après la proclamation de l'interrègne, trop tard pour être utile au diplomate. Konarski en fit circuler quelques copies en Pologne. — Brochure *Boskiej Opatrzności dowód oczywisty* (*Manifestation évidente de la Divine Providence*), déc. 1771. — KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, pp. 298-302.

(4) WOJCIECHOWSKI, *Wiek oświecenia*, pp. 92-96.

le jésuite Wyrwicz fait la théorie générale du gouvernement, préconise un gouvernement modéré où le monarque exerce le pouvoir exécutif. Un autre collaborateur fait, à propos de l'ancienne Égypte, l'apologie d'un gouvernement fort (1).

Le P. Wyrwicz introduit l'instruction civique à son Collège de Nobles et dans les écoles de son ordre. Ce Jésuite, imitateur et disciple de Konarski, a parcouru l'Europe en compagnie d'un jeune magnat. Il a visité, au moins par deux fois, Vienne et Paris. Sa gestion au Collège de Nobles de Varsovie, les manuels qu'il publie coup sur coup de 1766 à 1773, révèlent un habile administrateur, une personnalité énergique, élégant écrivain en langue française, un esprit des plus distingués (2).

Wyrwicz entreprend tout d'abord un *Abrégé raisonné de l'histoire universelle*, en français. L'histoire de l'Antiquité et du Saint-Empire jusqu'à la mort de François de Lorraine remplissent les deux premiers volumes, seuls parus (1766-1771), très remarquables par la clarté de l'exposé, la vivacité du récit. Et comment mieux indiquer que l'auteur, dans son Avant-Propos, la valeur patriotique de l'enseignement de l'histoire :

« Le gouvernement particulier du pays dans lequel on vit donne lieu, en lisant l'histoire, à bien des remarques judicieuses sur la teneur et l'intention des lois selon lesquelles ce pays est gouverné. Insensiblement on s'accoutume à comparer..., on efface les défauts du gouvernement auquel le cœur s'intéresse, pour y substituer certains avantages répandus dans les divers empires ; on en fait l'application aux conjonctures présentes ; un jeune homme est charmé de s'être surpris dans l'attitude de législateur, sans avoir songé à le devenir. Cette joie secrète fut souvent le premier germe et l'annonce du génie ; bien développée et soutenue d'un travail assidu, elle peut enfanter des prodiges (3). »

Wyrwicz interrompt, malheureusement, son manuel d'histoire universelle, pour faire paraître dans l'année tragique de 1768, une *Géographie des temps actuels*, en polonais. Il ne ménage pas ses

(1) SMOLEŃSKI, *Pisma*, II, pp. 45-50 (*Les sociétés savantes en Pologne au XVIII^e siècle*). Parmi les Piaristes, citons le P. Vincent Skrzetuski. Smoleński attribue le chapitre sur l'Égypte à un certain Valérien Piwnicki, *porteglaive* de Prusse.

(2) Charles Wyrwicz, né en 1717 dans le district de Brasław, visita de 1751 à 1757 la France, la Hollande et l'Allemagne en compagnie de son élève, e fils de Jean Hylzen, palatin de Wilno. BEDNARSKI, *Źródło*, pp. 272-280 et *passim*.

(3) T. I, Avant-Propos (non paginé).

compatriotes : « ils veulent vivre dans la liberté, et ne sachant point en user, ils porteront (*noszą*) le joug de l'esclavage... *Salus populi suprema lex esto !* » Wyrwicz écrit sur les Russes des vérités sévères : « Les Moscovites étaient naguère grossiers, sans usages, vulgaires, infidèles à respecter les traités, et superstitieux... Leur esprit a encore quelque chose de servile... Leur monarque a été jusqu'à présent non seulement absolu, mais despotique (1)... » Le jésuite ne taisait ni le meurtre du tsarévitch Alexis, ni les autres crimes qui ensanglantent l'histoire de Russie.

Le prince Replin proteste auprès du gouvernement polonais. Wyrwicz dut retirer quelques-unes de ses phrases les plus cruelles pour la Russie lorsqu'il publia une édition remaniée sous le titre *Géographie universelle*. A la fin d'un long chapitre sur la Pologne, il décrit le caractère de ses habitants (2) : « Leurs défauts ne l'emportent pas sur leurs penchants louables, et peuvent être extirpés par une bonne éducation... Il n'est pas étonnant que nos législateurs ne connaissant pas à fond l'organisation du gouvernement et l'économie politique, s'écartent souvent du but d'un gouvernement national et privent la patrie des plus solides forteresses d'une société civile. »

A l'ignorance de la politique se joint chez les Polonais un goût croissant du luxe, un désir des richesses qui a avili les caractères : « L'honneur national, que les anciens Polonais soutenaient bravement au sacrifice de leur vie et de leurs biens, l'honneur national s'est éteint, à la surprise de l'Europe entière, dans des esprits occupés de profits particuliers. Une si grande nation, autrefois vaillante et qui ne souffrait pas la moindre atteinte à son indépendance, a été si affaiblie par les querelles intestines et par l'anarchie, elle en est venue à une telle indifférence » qu'elle sait seulement murmurer. « Le devoir des citoyens vigilants, la marque d'une nation libre, c'est de reconnaître les réels malheurs, de remédier à leurs causes avec sagesse et courage... Les Polonais préfèrent plaintes et murmures contre leurs rois, même les meilleurs, durant leur vie ; ils regrettent et louent leurs rois morts, souvent même médiocres. »

Le P. Wyrwicz reprend les mêmes thèses dans son manuel de *Politique* (1773) (3). Quelques maximes générales : « les sujets les

(1) *Geografia czasów teraźniejszych*, t. I (seul paru), pp. 117-118 (Polonais), p. 285 (Russes).

(2) *Geografia powszechna czasów teraźniejszych*, 1770. Nous n'avons eu en mains que la réédition de 1773 : pp. 386-390.

(3) Ce traité *O polityce*, trop peu connu (Bednarski l'ignore), est imprimé à la suite de la *Geografia powszechna*, éd. 1773, pp. 629-736, en caractères très fins.

plus riches doivent aussi bien que les plus pauvres obéir à la loi », — un gouvernement est « imparfait par manque d'indépendance » quand il doit hommage à un suzerain, mais aussi « lorsqu'il est placé sous la protection d'une puissance plus forte » (1).

Et, passant en revue les différentes formes de gouvernement, Wyrwicz classe parmi les gouvernements mixtes l'Empire, l'Angleterre, la Suède jusqu'au coup d'État de Gustave III et la Pologne. « Comme ce gouvernement penchait vers l'anarchie, les Suédois ont mieux aimé se défaire d'une liberté dérégulée que devenir la proie des puissances voisines. En cette année 1772, le 19 août, les États réunis en diète ont, par une solennelle soumission, reconnu le Roi pour Monarque et consenti à une Monarchie tempérée (2). » Après cela, Wyrwicz peut se borner à quelques lignes sur le gouvernement de la Pologne.

Wyrwicz avait écrit son *Histoire universelle* et sa *Géographie* de 1766 pour les Collèges de Nobles ; il compose sa *Géographie* de 1770 et sa *Politique* pour les écoles publiques. Ces manuels nous montrent comment les Jésuites introduisent, à leur tour, l'instruction civique dans leurs écoles.

B. *La question sociale*. — Dès le règne d'Auguste III, Konarski avait enseigné un programme économique et social. Déjà divers magnats avaient établi des forges, quelques manufactures.

La Commission du Trésor préside, sous le nouveau règne, à la renaissance économique. Dès 1766, les nouveaux impôts assurent un important excédent de recettes. On ouvre un Hôtel des Monnaies. De grands travaux sont effectués à Varsovie. Il se constitue une compagnie drapière (1766).

La Diète de 1768 vote un crédit annuel de 400.000 florins pour l'établissement d'une *Académie Médico-Économique* à Varsovie. « La santé et la richesse des citoyens, étant le premier fondement du bonheur et, par conséquent, de la puissance de l'État, nous considérons comme une des plus justes entre toutes les paternelles sollicitudes de notre règne, d'aviser aux meilleurs moyens d'éviter et de combattre les maladies parmi les hommes et aussi parmi les bestiaux nécessaires à l'agriculture (3). »

(1) *Ibid.*, pp. 630, 633.

(2) *Ibid.*, p. 666.

(3) Préambule de la loi intitulée *Akademia lekarska*, dans *Volumina Legum*, VII, p. 304.

Un premier *département* de l'Académie enseignera la médecine et l'art vétérinaire, il organisera la police médicale du royaume. Un *département de l'industrie*, créé « pour ce qui regarde l'accroissement du bien-être de nos peuples », enseignera l'économie politique, l'agriculture, la chimie et la métallurgie. Seule l'explosion de la guerre civile empêche la réalisation de ce grandiose projet (1).

Le Roi et ses partisans entendent en outre ranimer la vie économique par des réformes sociales, dont l'opinion s'émeut. Zamoyski a dès 1760 remplacé la corvée par le cens dans ses domaines de Biezuń. A la Diète de Convocation, il a flétri « l'esclavage des serfs », proposé d'affranchir ceux qui auront servi dix ans dans l'armée. L'assemblée abolit les *jurydyki* fondées sans autorisation législative ou sans diplôme royal, elle interdit aux ordres religieux d'acquérir des biens urbains. Zamoyski, nommé chancelier, ouvre une enquête auprès des villes sur les réformes qu'elles désirent. Le roi crée à Varsovie et à Léopol (1765) des Commissions du Bon Ordre, chargées d'examiner le fonctionnement des institutions municipales dans ces villes, et au besoin de réformer ces institutions (2). Chaque Diète anoblit de nombreux bourgeois, à la grande indignation de la *szlachta*. Le *Monitor* plaide à plusieurs reprises la cause des paysans (3).

Un correspondant du ministère français donne l'alarme dès 1765 : « ils veulent appauvrir la noblesse, en affranchissant les paysans » (4). En 1768, les conservateurs se réjouissent de voir garantir par la Russie, comme loi cardinale, « l'intégrité *dominii et proprietatis* des seigneurs ». Pétersbourg craignait que des réformes en faveur des paysans n'attirent en Pologne de nombreux paysans russes fugitifs.

Lorsque survient la crise barienne, le Roi a déjà montré des idées sociales assez hardies pour s'aliéner la *szlachta*, il n'a encore abouti qu'à des réalisations trop modestes pour tirer bourgeois et paysans de leur apathie.

La Confédération se garde de toute mesure, et même de toute promesse en faveur des serfs et aussi des villes. Les classes plébéiennes demeurent passives dans la lutte contre les Russes. Seuls — ou presque — les Cracoviens participent à la défense de la ville contre

(1) *Bibl. Krasin'skich, Rkps Nr. 748*, intitulé *Police t. I*, nombreuses pièces relatives à cette Académie. — Mentions de ce projet dans Łukaszewicz, *Hist. szkół*, II, p. 103, n. 2 ; Fr. GIEDROYĆ, *Dawne projekta Collegium Medicum w Warszawie*, pp. 136-137.

(2) LEŚNIEWSKI, *Staszic*, pp. 100-107, analyse le discours de Zamoyski. — PTAŚNIK, *Miasta*, pp. 395 et suiv.

(3) WOJCIECHOWSKI, *Wiek oświecenia*, p. 87.

(4) KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, II, p. 400, n. 3.

les troupes moscovites (1768). Quarante mille Varsoviens se laissent terroriser par 5.000 à 6.000 soldats russes. La bourgeoisie de la capitale ne s'oppose point à l'enlèvement des sénateurs. Elle intervient d'autant moins lorsque les esprits se partagent en partisans du Roi et en sympathisants de la Confédération.

Les colonnes russes parcourent sans difficulté les campagnes. Seuls prennent les armes les serfs de l'Ukraine (1768) : non point contre les Moscovites, mais pour massacrer les Polonais nobles, bourgeois, prêtres uniates. Des cosaques venus de la rive orientale du Dniepr guident les révoltés ; les popes orthodoxes les encouragent. Ces bandes farouches massacrent 20.000 personnes dans la bourgade de Humań où avaient afflué les réfugiés. Au total, cette jacquerie fait plus de 100.000 victimes. Guerre de religion, à coup sûr, suscitée par l'évêque orthodoxe de Perejasław, Gervais Linczewski, et par Melchisédech Jaworski, higoumène de Motrenin. Peut-être le gouvernement de Pétersbourg a-t-il encouragé cette utile diversion contre les Bariens. Les Confédérés osent même accuser de ces massacres Poniatowski, ennemi de la noblesse !

Un publiciste anonyme fait paraître en mars 1770, sur la révolte de l'Ukraine et sur la situation générale, les plus judicieuses réflexions : *Avis d'un équitable politique sur les malheurs actuels de la Pologne* (1). D'après cet auteur, la noblesse a provoqué par sa tyrannie la jacquerie ukrainienne : « Le paysan, vivant dans une telle oppression, se soulève facilement à l'instigation de l'ennemi contre ses maîtres, car il lui est indifférent, comme par exemple aujourd'hui aux cosaques de l'Ukraine, de se trouver sous la domination polonaise ou sous la domination moscovite. »

Dans l'ensemble, tous les malheurs actuels proviennent de l'anarchie où la Pologne était tombée depuis longtemps. Les Czartoryski ont pratiqué une politique dangereuse, mais la seule qui offrit quelques chances de salut. Malheureusement l'opposition a interprété chaque réforme comme un pas vers l'absolutisme.

L'équitable politique (il s'agit peut-être du prince Adam lui-même) dégage cette conclusion profonde : « Le peuple polonais est une nation (*naród polski... jest to nacja*), car il règne sur près de 300 milles [carrés], et ce n'est pas une nation, car il n'y a pas d'union (*nie ma związku*) entre les citoyens ». Le sénateur trahit volontiers pour

(1) *Zdanie sprawiedliwego polityka* : Extraits publiés par KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar., wybór tekstów*, pp. 190-198. — Cf. KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, II, pp. 546-548.

s'enrichir, « la noblesse opprime les serfs... le paysan se soulève facilement contre ses maîtres à l'instigation de l'ennemi ». Les villes sont en ruine.

Et le publiciste n'oublie pas les causes intellectuelles des malheurs de la Pologne : « l'ignorance et l'aveuglement dans les maximes politiques..., un enseignement arriéré..., l'éducation de la jeunesse laissée au bon plaisir de chacun ».

C. *L'affaire des dissidents et la question religieuse* (1). — A la mort d'Auguste III, les protestants et les orthodoxes prennent espoir de faire abolir les lois portées contre eux lors de l'inter règne précédent. Les dissidents publient d'*Humbles Remontrances* : ils tiendront pour vaine toute promesse de liberté de culte et d'égale justice, si les États de la République ne les rétablissent pas dans tous leurs droits politiques. La Diète de Convocation confirma simplement les lois de 1717, 1733 et 1736.

Cependant Georges Koniski, évêque orthodoxe de Mohylów, avait, au couronnement de Catherine II, dénoncé les persécutions subies par ses diocésains. Les protestants polonais avaient envoyé des émissaires dans les diverses capitales de leur confession. Frédéric II et Catherine s'engagèrent à nouveau à assurer en Pologne leur commune protection aux protestants et aux orthodoxes (traité du 11 avril 1764).

La Diète du Couronnement terminée, Stanislas-Auguste confie à M^{me} Geoffrin (22 décembre 1764) : « A la plus légère tentative en faveur des *non-catholiques*, il s'est élevé un cri de fanatisme que j'aurais pu combattre, mais que j'ai mieux aimé paraître respecter pour l'étouffer plus vite, et je me suis ouvert une autre route plus longue et secrète, mais qui mènera, à la fin, à pouvoir exercer du moins l'humanité envers les non-conformistes de mon royaume. » Et un peu plus tard (6 mars 1765) : « La difficulté sur la naturalisation des étrangers, le mépris des roturiers et leur oppression, et l'intolérance catholique, sont les trois préjugés nationaux les plus forts que j'aie à combattre dans mes compatriotes, qui, foncièrement, sont de bonnes gens, mais que l'éducation et l'ignorance rendent excessivement opiniâtres sur ces articles, et, pour les en guérir, il faut y aller doucement (2). »

(1) KRAUSHAR, *Książę Repnin a Polska* ; ŁUBIEŃSKA, *Sprawa dysydencka 1764-1766*.

(2) MOUÏ, *Corr.*, pp. 135, 144.

Le Roi, désespérant d'aboutir par voie législative, comptait assurer aux dissidents, par la pratique administrative et judiciaire, le libre exercice de leur religion : liberté d'enseignement, liberté de construire des temples et de célébrer le culte ; leurs pasteurs jouiraient des mêmes privilèges que les prêtres catholiques, un pape qui passerait à l'Union n'y pourrait entraîner sa paroisse, etc... (1).

En même temps, Stanislas-Auguste travaille par tous les moyens à dissiper le fanatisme : par la presse, par l'école, par le théâtre.

Le *Monitor* du jésuite Bohomolec (2) proclame, dès son deuxième numéro (mars 1765) : « L'amour de la religion et la fermeté dans la foi n'ont rien de commun avec l'esprit de persécution ; la première est une vertu, l'autre une offense à la vertu la plus fondamentale de toute religion (et surtout de la nôtre) : l'amour du prochain. »

Quelques mois plus tard : « Avec la population du pays s'accroissent les richesses... : chacun est libre d'honorer Dieu selon le rite dans lequel il a été élevé, et pourvu que l'on obéisse aux lois du pays qu'on habite, l'on ne doit pas être molesté. »

Et au plus fort de la crise (1766, N° 13) : « La République a exclu les dissidents de la législation et de la judicature, elle a réservé les honneurs et le pouvoir à la religion qui doit chez nous dominer. » Les maximes de la politique et l'exemple de nombreux États justifient ces dispositions. « Mais nous montrons aux dissidents une rigueur qui dépasse quelque peu ces lois nécessaires... La douceur du règne de la République affermirait dans le cœur d'une population née parmi nous l'amour de la Patrie commune. »

Le Roi se plaît à mettre à l'honneur des protestants, hommes de talent, à leur faire accorder l'indigénat. Ses médecins, des protestants allemands attirés par Auguste III, élaborent un plan de police sanitaire du royaume, et lui conseillent d'appeler comme Premier médecin et Directeur du Collège Médical, le fameux Dr Tissot, de Lausanne. Sa qualité de protestant, loin de le desservir, le recommande particulièrement à la bienveillance du Roi :

« Proposer à un Suisse éclairé et vertueux, c'est-à-dire bienfaisant, de venir dans un pays où il s'agit de répandre la lumière dans tous les genres... c'est lui dire : le champ que vous habitez est ensemencé autant qu'il peut porter... Il vous reste encore du grain, venez le jeter sur ce terrain inculte. Au reste, ne craignez pas les jaloux, ni le zèle

(1) ŁUBIEŃSKA, *Sprawa dysydencka*, pp. 58, 64, et en français, le projet de Repnin en 1765, avec annotations du roi, pp. 161-169.

(2) Extraits dans SMOLEŃSKI, *Przewrót*, pp. 204-207.

persécuteur... Quant à la religion, celle des médecins n'est pas du tout sujette à contrôle. Et puis *plus cette Nation s'instruira en tout, plus aisément elle se défera des préjugés. C'est l'effet naturel quoique insensible de la culture des esprits* et voilà un motif de plus pour vous porter à venir m'aider encore de ce côté-là (1). »

A défaut de Tissot, le Roi s'est attaché un autre Suisse, protestant, le Dr Herrenschwand, qui élargit le projet de Collège Médical et dresse le plan d'une Académie Médico-Économique. La présidence du Département de l'Industrie semble devoir revenir à l'ex-pasteur Élie Bertrand. La Diète vota en 1768 la création de l'Académie, mais la guerre civile rendit impossible de l'établir (2). Du moins, Stanislas nomme-t-il le protestant anglais Lind directeur des études à l'École des Cadets (3).

Au sortir d'une représentation théâtrale, Stanislas-Auguste se flatte auprès de l'envoyé du Danemark d'employer les jésuites comme apôtres de la tolérance. « La tolérance, chose bien nécessaire, est un article pour lequel il faut du temps, afin de persuader la noblesse. Pour que M. de Bernstorff » — le chancelier danois — « voie que je suis au-dessus des préjugés, vous lui direz les moyens que j'emploie pour éclairer continuellement la nation et la tirer des siens : j'apporte ce soin même dans mes plaisirs, la comédie polonaise qu'on vient de jouer a pour but unique de réconcilier la nation avec les étrangers et de les lui faire aimer et estimer, de la dégoûter de son habillement et de son aveugle abandonnement (*sic*) aux prêtres ; comme elle est par un jésuite, personne ne sait la part que j'y ai.

« Dans un livre d'histoire pour l'instruction des Cadets, il y a entre autres ces propres termes : dans ces temps d'ignorance, on croyait que c'était une œuvre admirable d'enrichir les prêtres et les églises, sans s'apercevoir que ces biens, prodigués à la fainéantise et à l'oisiveté, étaient enlevés à la patrie, etc...

« J'emploie, pour tirer la nation de la barbarie, les jésuites, ce qui

(1) St.-A. à Tissot 10 avril 1765. *Zb. Popielów*, 178, fol. 369 ; extrait publié par Jean FABRE, *St.-A. et les hommes de lettres français*, pp. 32-33.

(2) Sur ce projet d'Académie Médico-Économique, *Bibl. Krasin'skich Rkps Nr. 748, fol. 79-80* ; lettres de Bertrand au Roi, 12 juillet et 8 août 1768. — Jean Frédéric Herrenschwand (1715-1798), de famille moratoise, *médecin du régiment des gardes suisses et médecin du duc d'Orléans*, était fixé à Paris depuis dix ans (ATTINGER, GODET, TÜRLER, *Dict. biogr. de la Suisse*, IV, p. 79). Il arriva à Varsovie le 23 nov. 1766, y reçut l'indigénat par diplôme du 2 juillet 1768. Il regagna Morat avant la fin de l'année (*Zbiór Popielów*, t. 176, fol. 273).

(3) Lind eut pour successeurs deux autres protestants : le Wurtembergeois Pfeiderer (1775) puis Hube, de Toruń (1782).

pourrait paraître singulier, mais ce qui m'est d'une efficacité étonnante : ils ont... un désir si véhément d'être bien en Cour et d'y dominer, qu'il n'est rien qu'ils ne fassent pour y parvenir, et par ce principe, zélés catholiques à Rome, ils me servent en ce pays-ci, comme des protestants pourraient le faire (1). »

Le roi de Pologne sert activement la cause de la tolérance, dont Catherine et Frédéric se posent en champions devant l'Europe. En fait les deux souverains exploitent l'affaire des dissidents, pour paralyser Poniatowski et maintenir la Pologne dans l'anarchie. Repnin annonce qu'il demandera à la Diète de 1766 l'égalité des droits pour les dissidents.

Stanislas écrit à la tsarine : « La nature d'un État libre, tel que le nôtre, est incompatible avec l'admission, même la plus limitée, de ceux qui ne professent pas la religion dominante, à la législation... Lorsque vous m'avez recommandé au choix de cette nation, vous n'avez assurément pas voulu que je devinsse l'objet de ses malédictions... Il faut que je m'expose à vos coups, ou que je trahisse ma nation et mon devoir (2). »

Sołtyk prononça « une harangue inflammatoire » et proposa une loi « qui condamnait à la confiscation et à l'infamie quiconque oserait jamais, à quelque diète que ce fût, proposer quelque chose en faveur des dissidents ». Le Roi s'obstinait à chercher « un règlement mitoyen entre l'excès des demandes russes et le fanatisme sarmate » (3), mais dès qu'eut été rétabli le *liberum veto*, Repnin sembla si bien se désintéresser des dissidents qu'il laissa la Diète voter la folle proposition de Sołtyk.

Avant même la réunion des États, Panin avait enjoint à l'ambassadeur de faire appel aux protestants et « à nos coreligionnaires, s'ils se trouvent parmi eux des gens capables ». Mais Repnin ne réussit pas à attirer à Varsovie un seul orthodoxe : « hélas ! presque tous les nobles grecs se trouvent dans une telle pauvreté, qu'ils labourent eux-mêmes la terre » (septembre 1766). Il trouve parmi les protestants quelques meneurs, qui organisent le 20 mars deux Confédérations.

Le colonel Michel Grabowski, calviniste, ayant reçu de l'ambassadeur 8.000 ducats, se fait élire maréchal par les 248 Confédérés

(1) Saint-Saphorin à Bernstorff, 12 mars 1766 (en français), publié par KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, p. 451.

(2) 5 oct. 1766, PONIATOWSKI, *Mém.*, I, pp. 537-539.

(3) *Ibid.*, I, pp. 540, 552.

de Shuck : des protestants, quelques orthodoxes de Nowogródek et autres régions voisines. Dans la Couronne, le colonel Georges-Guillaume Goltz, luthérien, pourvu de 12.000 ducats, se fait élire maréchal par la Confédération de Toruń : il réunit à grand'peine 258 signatures dans une poignée de familles luthériennes ou calvinistes. Les Confédérés de Shuck et de Toruń ne prennent d'ailleurs pas les armes, ne se joignent point à l'armée russe. Ils se bornent à négocier (1).

Cette minorité, trop faible, trop peu active, n'obtiendrait jamais l'égalité des droits que veut lui procurer la Russie. L'ambassadeur exploite les divisions des catholiques polonais. Il attire les ennemis de Poniatowski dans le guet-apens de Radom.

Konarski veut intervenir. Repnin menace de séquestrer les biens des Écoles Pies (juin 1767). Le P. Stanislas se cache sous le plus secret anonymat pour publier ses *Entretiens d'un gentilhomme catholique avec un gentilhomme dissident* (2). Lengnich a rédigé l'acte des Confédérés de Toruń. Konarski puise dans les ouvrages historiques et juridiques du même Lengnich des arguments pour le réfuter. La rivalité des catholiques et des protestants pour chaque fonction vacante a toujours troublé la vie politique, même sous Sigismond-Auguste, le plus tolérant des rois. A Dantzig, à Toruń, les luthériens ont exclu la minorité catholique des quelques sièges qui lui étaient réservés. La paix d'Oliva protège seulement les calvinistes de Prusse. Le traité polono-russe de 1716 interdit même aux dissidents de construire de nouveaux temples et de réparer les anciens. Ni le droit naturel, ni l'exemple des puissances protestantes n'autorisent les dissidents à réclamer des droits politiques : Grotius, Puffendorf, Montesquieu dans *l'Esprit des Lois* enseignent que la nation ne doit pas considérer seulement la justice mais « la protection du bien public » (*ochrona dobroci dobra polskiego*). Ainsi font la Hollande, l'Angleterre, l'Écosse et Genève.

Repin contraint la Diète à accorder aux dissidents la plus complète égalité politique (1768). Les gentilshommes de Podolie se confédèrent *Pour la Foi*. La parole ardente du Père Marc, le carme Jandołowicz, surexcite leur piété. Leur maréchal Michel Krasinski, frère de l'évêque, groupe les plus dévots dans une confrérie des *Chevaliers de la Sainte Croix*.

En dépit des manifestes rassurants que publient les Confédérés,

(1) KORZON, *Wewn. dz.*, I, pp. 168, 182-184. — Les subsides de Repnin, d'après KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, I, p. 3, n. 2.

(2) *Rozmowy dwóch kawalerów*. Voir KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, pp. 281-283.

orthodoxes et protestants se sentent menacés par cette croisade. Les poètes bariens, mieux que les politiques, expriment les sentiments des combattants :

« Ces loups, il faudrait les chasser de leurs repaires polonais », —

« Qu'ils ne périssent pas par le fer, qu'on les pendre ! (1) »

Le peuple luthérien de Toruń s'unit à la garnison russe pour repousser les Confédérés (juillet 1769). Les protestants allemands, nombreux à Poznań, voient avec crainte les Bariens entrer dans la ville et saluent avec joie le retour des Russes (juillet 1769-mars 1770) (2). Ce caractère de guerre sainte déplaît à l'évêque Adam Krasiński : il déplore la maladresse de son frère. « Nous avons soufflé le fanatisme », reconnaît Jean Poniński (3), franc-maçon comme tant de magnats bariens.

Or les loges polonaises, dès leur origine, admettent tous les chrétiens sans distinction. La secte a trouvé un terrain favorable à la cour des rois saxons, où se coudoient luthériens et catholiques, où plus d'un protestant ne s'est converti que pour faire en Pologne une carrière politique. Aux loges dites *de la Cour*, succèdent d'autres loges varsoviennes : la *Société des Trois Frères* fondée en 1744, réorganisée en 1758, le *Vertueux Sarmate* créé en 1767. Les protestants y jouent un rôle fort actif, et l'on y trouve même quelques Russes orthodoxes.

Les maçons abondent dans l'entourage de Stanislas-Auguste, et non moins parmi les fidèles de la Maison de Saxe.

En province, Georges Mniszech a fondé la première loge à Dukla dès 1739. Et Dukla inspire la loge du *Vertueux Voyageur*, que les Bariens établissent à Eperies, auprès du Conseil de la Confédération (1770). Le maréchal Pac et l'évêque de Kamieniec font entrer comme secrétaire dans les conseils de la Confédération, le baron courlandais Heyking, luthérien et maçon (1772). Wielhorski a dans les loges fréquenté tant de protestants, qu'il n'hésite pas à consulter Rousseau. Les magnats bariens ne partagent donc point la haine des combattants contre les protestants, ni l'enthousiasme religieux des *Chevaliers de la Sainte Croix* (4).

La cour de Rome se refuse à approuver la Confédération. Le pape

(1) KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, II, p. 520, n. 3.

(2) *Ibid.*, I, pp. 278, 282, 408.

(3) *Ibid.*, II, p. 619.

(4) KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, II, pp. 618-619 (l'esprit de la loge). Sur l'admission de Heyking, voir ses mémoires *Aus Polens und Kurlands letzter Tagen*, p. 133, et l'extrait publié par KONOPCZYŃSKI dans *Konf. bar., wyb. tekstów*, pp. 182-184.

Clément XIV, à la nouvelle de l'attentat du 3 novembre 1772, flétrit le régicide. Dans toutes les provinces, on voit des prêtres, des moines surtout, exciter les esprits en faveur des Bariens. Mais fréquemment aussi les Confédérés se plaignent de la tiédeur du clergé à leur égard. Les Lazaristes, les Jésuites, les Piaristes, c'est-à-dire les religieux les plus éclairés, demeurent sur ce point encore fidèles à la politique du roi.

De là, un conflit bien suggestif entre le nonce pontifical et le P. Konarski. Le nonce, M^{sr} Durini, soutient ardemment la cause des Confédérés : l'enlèvement de Sołtyk par les Russes l'a indigné, la séduisante Amélie Mnischez dirige ce prélat trop mondain.

Les partisans de la scolastique n'ont cessé d'accuser d'impiété les partisans de la philosophie moderne. Et depuis un quart de siècle, Konarski et ses confrères ont bien souvent affirmé leur orthodoxie. Les *Ordonnances* prescrivent une éducation essentiellement religieuse « parce qu'en définitive tout dépend uniquement de la religion et que ni la raison humaine, ni la philosophie, ni la politique ne conduisent à la vertu et ne détournent du mal aussi efficacement que l'influence de la religion » (1).

Elles recommandent le discours *De viro honesto et bono cive* prononcé par Konarski, à l'inauguration des nouveaux bâtiments du Collège de Nobles (1754). Ce *vir honestus* chrétien vertueux ne suit point une morale des *honnêtes gens*. Le P. Stanislas condamne dans ce discours l'athéisme et le déisme.

En 1769, Konarski publie en latin un traité, *De la religion des honnêtes gens*, pour proclamer, une fois de plus, la religion chrétienne indispensable. « L'honnêteté humaine se contente de sauvegarder l'honneur mondain, elle se contente de l'apparence de la vertu ». « Il ne suffit pas de tendre à la vertu pour la vertu elle-même (2). »

Mais on signale au nonce une phrase de Konarski sur les rapports du spirituel et du temporel, une mention élogieuse d'un prélat gallican (3). Et le Piariste ne publie-t-il pas, en guise de préface, une lettre de Zamoyski, adversaire déclaré des immunités du clergé ?

A la même époque, le Piariste Mikulicz, condamné par ses supérieurs pour mauvaise gestion financière, fait appel au nonce.

(1) *Ord.*, V, § 110.

(2) *De religione honestorum virorum*. Voir KONOPCZYŃSKI, Konarski, pp. 287-292.

(3) Pierre de Marca (1595-1662), auteur d'un *De concordantia sacerdotii et imperii* (1641), archevêque de Toulouse (1652), puis de Paris (1662).

M^{gr} Durini se présente soudain le 13 octobre 1769 au « foyer même de la gangrène », c'est-à-dire au Collège de Nobles, pour entreprendre une visite apostolique en sa qualité de *legatus natus*. Les Pères refusent de lui remettre le texte original des *Ordonnances de 1753* et en appellent à Rome.

Les dépêches du nonce à sa Cour constituent, dès lors, un véritable recueil de toutes les calomnies colportées par les ennemis du P. Konarski. Le P. Stanislas a relégué au loin les vertueux Piaristes de la vieille époque, établi sa domination sur toute la Province polonaise. La signature du pape Benoît XIV approuvant les *Ordonnances de 1753* n'est que l'œuvre d'un faussaire.

Konarski s'est déshonoré aux yeux des Polonais en commettant un attentat contre la liberté, en introduisant un gouvernement tyrannique. Le parti russe a pour adepte « Konarski, théologien et principal défenseur du tolérantisme que l'on prétendait introduire en Pologne... ».

« On lit dans ces écoles des Piaristes, Érasme, Wolf et autres auteurs du tolérantisme ; on les imprime dans leur imprimerie de Varsovie ; on en recommande la lecture aux professeurs dans les écoles, avec leurs nouveaux changements ; je dis nouveaux parce qu'ils ont été augmentés et altérés par le P. Stanislas Konarski... Ils font venir de France et d'Angleterre de grands ballots de livres à la mode, et les font vendre par leur imprimeur avec profusion... j'entends dire que les jeunes gens sortent de leurs collèges et de leurs pensionnats sans savoir même un seul mot du catéchisme et dépourvus de tout esprit de piété (1)... »

Et M^{gr} Durini étend ses accusations d'impiété aux religieux les plus choyés par Stanislas-Auguste : le Roi a placé dans son cabinet les portraits de Konarski, de Śliwicki et de Portalupi en face de ceux de Voltaire, de Montesquieu et de Rousseau (2).

Et le 16 juin 1770 :

« Cette cour ne voudrait tolérer en Pologne que les *Scuolopij*, les Missionnaires (3), ou tout au plus, les Jésuites. Je dis tout au plus les Jésuites, parce que volontiers elle se débarrasserait encore de ceux-ci pour en accaparer les riches possessions. Tous les autres ordres religieux sont cruellement persécutés et injuriés, surtout les nobles congrégations de Saint-Dominique et de Saint-François,

(1) Durini au cardinal Secrétaire d'État, 14 oct. 1769, dans THEINER, *Clément XIV*, t. I, pp. 315-316.

(2) THEINER, *Clément XIV*, t. I, p. 441.

(3) Lazaristes.

auxquelles on doit en grande partie l'établissement et la conservation de la religion catholique en Pologne. J'ai entendu, de mes propres oreilles, dire au Roi et à ses adhérents :

« *Les moines à capuchons pervertissent et fanatisent la Pologne tout entière, et jamais le royaume ne fera figure dans le monde avant d'avoir supprimé tous les capuchons de son sein. Pour élever la jeunesse sans préjugés, les Pères des Pieuses Écoles, les Missionnaires, ou tout au plus les Jésuites, nous suffisent* (1). »

A vrai dire, Stanislas-Auguste ne désirait nullement la suppression des Jésuites, il n'infligeait ni aux Dominicains ni aux Franciscains de *cruelles persécutions*. Mais le diplomate pontifical exprime bien le mépris de la cour pour les *capuchons* et les espoirs qu'elle fonde sur trois congrégations *pour élever la jeunesse sans préjugés*. De cet état d'esprit naquit en 1772 un premier projet d'instruction publique.

III. — LE PROJET D'UNIVERSITÉ GÉNÉRALE

La crise barienne approche de son dénouement. Pétersbourg, las d'une trop coûteuse et trop dangereuse politique de protectorat, accepte le partage proposé par Frédéric II (traité russo-prussien de Pétersbourg, 17 février 1772). Le roi de Pologne, puis le Conseil de la Confédération (18 avril) apprennent l'événement et la complicité de la cour de Vienne. Les troupes autrichiennes s'avancent sur le territoire de la République (fin mai), prennent possession de Léopol et des vastes provinces que la Russie et la Prusse se voient forcées de lui accorder (convention tripartite du 5 août).

Le 18 septembre, les trois cours signifient leurs intentions à Varsovie. Elles invitent la nation polonaise à « suspendre tout esprit de troubles... afin que s'assemblant loyalement en Diète, elle puisse travailler de concert avec leurs dites Majestés aux moyens de rétablir solidement chez elle l'ordre et la tranquillité », ainsi qu'à ratifier le démembrement de l'État (2).

Du moins cette Diète de Pacification permettra-t-elle quelques réformes utiles, songent les bons citoyens. Et dans l'entourage du Roi prend forme un *Projet d'Universitas Generalis* (3), qui vise à

(1) Dans THEINER, *Clément XIV*, t. I, pp. 442-443.

(2) Note du cabinet de Pétersbourg, dans PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 23.

(3) *Projekt do ufundowania Universitatis Generalis, ułożony 1772* (Projet de fonder une Université générale, composé en 1772). Lwów, Ossolineum, Rkps. 572, pp. 177-181 (copie) en 24 articles.

organiser dans la malheureuse Pologne l'instruction publique. L'auteur de cette esquisse n'est point connu, à coup sûr quelque familier des jeudis littéraires. Car l'économie du projet manifeste les dispositions du Roi et de « ses adhérents », telles que le nonce Durini les signalait à Rome en 1770.

« *Pour élever la jeunesse sans préjugés, les Pères des Pieuses Écoles, les Missionnaires..., les Jésuites nous suffisent.* » Seules ces congrégations trouvent grâce devant l'auteur du projet.

Les moines à capuchons pervertissent et fanatisent la Pologne tout entière. Le Trésor confisquera les biens de tous les ordres religieux, sauf les trois congrégations éclairées. L'Université Générale, chargée de l'assistance publique et de la police médicale, emploiera les Frères de Saint-Jean de Dieu et les Sœurs de Charité dans les orphelinats, hospices et hôpitaux.

Quant aux autres congrégations, elles seront supprimées, ou subsisteront dans la mesure où elles pourront vivre, « dans la stricte observance de leurs Règles » (1), dans une véritable pauvreté, c'est-à-dire sans terres et sans capitaux.

Les membres des Congrégations supprimées ou ainsi réformées chercheront asile dans le clergé séculier. Les évêques trouveront des places aux dignitaires en mettant fin au cumul des bénéfices. Les simples religieux et frères entreront dans l'ordre de Saint-Jean de Dieu, ou se consacreront au ministère paroissial, après s'y être préparés dans les Séminaires que dirigent les Lazaristes.

Ces vastes confiscations permettront d'organiser l'instruction publique. L'Université Générale « prescrira une règle uniforme d'enseignement » (2), inspectera toutes les Académies et écoles, examinera les professeurs, avec pouvoir de nomination et de révocation. Seule elle décernera le doctorat.

Le projet reconnaît sept *Académies provinciales* (*Akademie krajowe*), sans d'ailleurs préciser le rôle qu'elles devront jouer (3).

L'Université Générale siégera à Varsovie, auprès de la bibliothèque Załuski. Elle comprendra quatorze Académies *in corpore* : les unes correspondent à peu près aux Facultés traditionnelles : Faculté des

(1) Art. 21 ; cf. art. 17.

(2) Art. 5.

(3) L'Académie de Cracovie, celle de Zamość, sa fille, ses colonies, plus ou moins déchues de Poznań et de Chełm ; l'Université de Wilno ; à Dantzig, le gymnase luthérien et le collège des Jésuites se paraient l'un et l'autre du titre d'Académie ; de même à Léopol, le collège des Jésuites et la *colonie* de l'Académie de Cracovie.

Arts (Académies de Poétique, de Rhétorique, d'Histoire et Géographie, de Mathématiques et de Philosophie), Médecine, Droit, Théologie. D'autres représentent une école des Langues (1), une école des Beaux-Arts (2) et un Conservatoire de Musique, enfin une Académie d'Agriculture.

Les membres de l'Université sont recrutés sans aucune distinction de confession — sauf l'Académie de Théologie réservée aux catholiques —, de nationalité, de condition sociale.

Chacune des Académies comptera au maximum 13 membres appointés. Deux ou trois chaque année seront désignés pour faire des cours auxquels seront admises les personnes qui auront subi avec succès l'examen d'entrée. Les autres membres de l'Université se consacreront à l'inspection des écoles, à des publications savantes, à diverses fonctions publiques.

En effet, les savants participeront aux conseils du gouvernement. Les *Tribunaux Supérieurs*, les *Cours Assessoriales*, les *Référéndaires* ne pourront délibérer qu'en présence d'un membre de l'Académie de Droit, qui possédera voix consultative. A chaque Diète, le recteur d'une Académie *in corpore* et le recteur d'une Académie *provinciale* siégeront parmi les nonces. Enfin le Recteur de l'Université Générale prendra place au Sénat, immédiatement après les castellans du premier ordre.

Tel est le vaste projet que l'auteur échafaude sur la ruine des moines à capuchons. L'assentiment fort improbable du Saint-Siège constitue une première condition indispensable. D'autre part, les élections à la Diète de Pacification ont lieu en des circonstances si défavorables que le Roi et ses familiers du jeudi n'en peuvent guère attendre ni l'établissement de l'instruction publique ni aucune réforme salulaire.

(1) L'Académie des Langues enseignera les langues orientales : grec, hébreu, chaldéen (*sic*), persan, turc et tatar, et aussi l'espagnol, le valaque, l'anglais, le hollandais, le suédois, le danois et le portugais « car l'étude des autres langues européennes est facile » (art. 10).

(2) Académies d'Architecture, de Peinture, de Sculpture.

LIVRE II

ORGANISATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE

CHAPITRE PREMIER

ÉTABLISSEMENT DE LA COMMISSION D'ÉDUCATION NATIONALE

I. — RATIFICATION DU DÉMEMBREMENT (I)

En vain Stanislas-Auguste discute-t-il les injustifiables prétentions des co-partageants. En vain fait-il appel à Versailles et aux autres chancelleries européennes. Il doit se résoudre à convoquer la Diète. Les diétines se réunissent sous la surveillance des troupes étrangères. L'évêque de Cracovie, revenant de captivité, et celui de Kamieniec donnent à leurs partisans la consigne de rompre les assemblées, si bien que de nombreuses diétines ne députent aucun nonce à Varsovie. La masse de la nation reste barienne de cœur, mais presque personne à la Diète ne représente les chevaliers de la Foi et de la Liberté. Parmi les quelque 110 nonces, les uns sont tout dévoués à Poniatowski, les autres prêts à exécuter toutes les volontés des cours étrangères, afin d'édifier leur carrière ou leur fortune personnelle.

Les trois ministres étrangers emploient la terreur et la corruption. En province, ils accablent de réquisitions les royalistes et les bariens. Ils concentrent sous Varsovie des troupes appartenant aux trois armées. Le général prussien loge des soldats chez les récalcitrants,

(1) Relation détaillée de PONIATOWSKI, *Mém.*, II, Cinquième Partie. — KONOPCZYŃSKI, *Geneza Rady Nieustającej* ; du même, *Dzieje Polski Nowożytnej*, pp. 331-337.

chez le frère même du roi. Stackelberg menace Stanislas-Auguste de procéder au démembrement total de la Pologne, de le déposer, de lui faire trancher la tête sur la grand'place de Varsovie. Par contre, si le Roi se montre docile, la Russie lui accorderait, à l'avenir, une protection bienfaisante pour lui-même et pour la République.

Les serviteurs des co-partageants : M^{sr} Massalski, champion de la physiocratie. — Parmi les trop nombreux Polonais qui font aux cours étrangères leurs offres de service, le ministre de Russie, baron de Stackelberg, remarque particulièrement Adam Poniński, le prince Auguste Sułkowski et le prince-évêque de Wilno, Massalski. Esprits éclairés tous trois, et tous trois ambitieux sans scrupules, ils lui paraissent propres à accomplir les vues de ces puissances qui se jettent en pleine paix sur une République sans défense, en proclamant avec hypocrisie la nécessité de tirer la Pologne de l'anarchie.

Adam Poniński, agent appointé de la Russie depuis 1767, voit enfin venue l'heure qu'il attendait. La Cour de Pétersbourg lui destine la présidence de la Diète prochaine. Et puisque Panin veut imposer à Stanislas-Auguste un Conseil Permanent, à l'instar du Sénat suédois, Poniński ambitionne une charge viagère qui le rendrait maître de la Pologne : *Grand Commissaire de l'Ordre Équestre, Grand Pensionnaire, Orateur de la République*, aucun titre ne lui paraît trop brillant.

Les Massalski se prétendent descendants de Rurik et se parent, comme tels, du titre de princes. Mais la *szlachta* de Lithuanie n'oublie pas qu'ils doivent leur récente puissance à la protection des Czartoryski. Ignace Massalski (1729-1794) (1), chanoine à quinze ans, achève ses études à Rome et prend possession à trente-trois ans du vaste diocèse de Wilno, tandis que son père le prince Michel est nommé Grand-Hetman (1762). Tous deux militent, pendant l'inter-règne, dans le parti réformateur. Mais, lorsque la Diète du Couronnement adjoint à l'hetman de Lithuanie une Commission Militaire, les Massalski dénoncent à Pétersbourg la politique réformatrice des Czartoryski.

Panin soulève la question des dissidents. L'évêque de Wilno prêche aux catholiques l'intransigeance, non point certes par fanatisme, mais pour augmenter les embarras de Poniatowski. Puis vers la fin de 1767, Massalski s'en va prudemment passer l'hiver à Paris,

(1) Pour plus de détails, voir JOBERT, *Magnats polonais et physiocrates français*.

fréquente les *Assemblées Économiques* du marquis de Mirabeau. Pendant la crise barienne, il déploie en Lithuanie un grand zèle humanitaire, se fait appeler l'*Ami des Hommes*, à l'imitation de Mirabeau. Il décerne à l'abbé Nicolas Baudeau la prévôté mitrée de Widziszki, l'attire en Pologne pour y répandre la Science économique, et l'emploie en fait à de louches missions à Varsovie et à Pétersbourg. Car Massalski ne cesse d'intriguer sous main, invitant la diplomatie russe à sacrifier Stanislas-Auguste, se faisant valoir comme la personnalité capable de pacifier la Pologne, sous l'égide de la grande Impératrice.

Rebuté par l'ambassadeur Saldern, l'évêque encourage les Lithuaniens à prendre les armes. Lui-même se réfugie de nouveau à Paris, revoit ses amis les physiocrates : Mercier de la Rivière compose un mémoire sur l'*Intérêt commun des Polonais*. Massalski fréquente aussi le salon de M^{me} Geoffrin, entre comme associé étranger à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, bavarde avec Diderot.

A la nouvelle du démembrement, l'évêque de Wilno se met à nouveau au service de la politique russe. Il amène en Pologne Quesnay de Saint-Germain, petit-fils de l'illustre docteur. L'ex-chancelier Zamoyski, le comte Chreptowicz accueillent le jeune Français. Massalski, dans un brillant discours au Sénat, impute les malheurs des Polonais aux vices de leur éducation, conseille au Roi d'accepter les cessions territoriales inévitables et de préparer un meilleur avenir; qu' « une constitution fondée sur l'ordre de la nature, immuable comme elle », garantisse à tous les habitants de la République la Propriété; « Fondez sur les lois éternelles et immuables un royaume nouveau à jamais mémorable et l'objet des vœux du genre humain » (1).

Bien des orateurs ont convié les Polonais à de larges réformes sociales, surtout depuis l'interrègne et l'avènement de Poniatowski. Mais pour la première fois sans doute un sénateur présente cette politique sous l'aspect de la physiocratie.

Cette doctrine nouvelle a trouvé en Pologne d'autres adhérents que l'évêque de Wilno. Le comte Chreptowicz, lors de sa mission à Paris, a conquis l'estime du marquis de Mirabeau. Stanislas-Auguste en 1773 fait siens certains points essentiels du programme physiocratique (2) : l'entière liberté du commerce, de peur que le roi de

(1) 8 février 1773. Version française envoyée par Dupont de Nemours au margrave de Bade, publiée par KNIES, t. II, pp. 72-74.

(2) Rapport de Stackelberg à Panin, 3 février 1773, extraits publiés par KONOPCZYŃSKI, *Geneza Rady Nieustajacej*, p. 387.

Prusse n'établisse sur la Vistule des douanes draconiennes, l'impôt unique sur les terres, particulièrement convenable à la Pologne. L'abbé Baudeau n'a-t-il pas montré combien la perception des impôts indirects exige de frais dans un pays vaste et faiblement peuplé, alors que le régime de la grande propriété et du fermage permettrait si facilement aux commissaires des diétines de taxer le produit net des terres (1) ? L'ambassadeur Stackelberg, disciple de Mercier de la Rivière, envisage favorablement la réforme de l'impôt et la reconnaissance du droit de propriété aux paysans.

L'évêque Massalski, premier apôtre de la Science économique, se considère tout désigné pour le poste de chancelier du Grand-Duché. Son extérieur agréable, ses yeux bleus souriants, sa conversation brillante lui valent une certaine force de séduction. Stanislas-Auguste, qui n'ignore point les manœuvres de Massalski, écrit cependant à M^{me} Geoffrin : « il y a bien du bon dans cet évêque » (2). La vieille dame s'est d'abord laissée prendre aux apparences : « C'est un enfant », dit-elle — Ignace Massalski avait alors quarante-trois ans. Elle en vint bientôt à le juger plus sévèrement : « âme faible... caractère léger... pauvre homme... », — « il a de l'esprit et de la douceur, mais il n'a point de caractère... et avec cette faiblesse, un besoin continuel de tracasser et de trigauder » (3). Le prince de Ligne devait le traiter plus cavalièrement : « un fou d'évêque » (4). Les contemporains discernent dans la personnalité de Massalski une étonnante inconscience, un abîme d'inconscience.

Les serviteurs des co-partageants : Sułkowski (5). — Le prince Auguste Sułkowski (1729-1786) intrigue, au contraire, avec une

(1) BAUDEAU, *Avis économiques aux citoyens éclairés de la République de Pologne sur la manière de percevoir le revenu public*, dans les *Éphémérides du Citoyen*, 1770, XI, 1771, p. 1.

(2) 10 avril 1773, MOUÏ, p. 440.

(3) M^{me} Geoffrin à Poniatowski, 13 janvier 1772, 19 sept. 1773, 25 janvier 1774, MOUÏ, pp. 429, 545, 461.

(4) « Un fou d'évêque... s' imagine... que je serai roi de Pologne. » Prince de LIGNE, *Lettres à la marquise de Coigny*, publié par H. LEBASTEUR, p. 52. — Hélène Massalska, nièce de l'évêque, épousa en 1779 Charles de Ligne, fils du célèbre général et écrivain. Le prince fit avec les jeunes époux le voyage de Pologne. Massalski lui fit conférer l'indigénat (1780) dans l'espoir de voir un jour sa nièce reine de Pologne. L. PÉREY, *Une grande dame au XVIII^e siècle*, I, pp. 269, 285.

(5) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, pp. 16-17 ; KORZON, *Wewn. dz.*, III, pp. 151-156 et *passim* ; KONOPCZYŃSKI, *Geneza Rady*, pp. 164-170, 378-380 et *passim* ; K. M. MORAWSKI, *Archiwum Rydzynskie* (esquisse le portrait du prince Auguste) ; du même, *August Sułkowski a Komisya Edukacyjna* ; TRUCHIM, *Szkoły rydzynskie* ; du même, *Szkice z dziejów szkolnictwa i kultury*, t. I et II.

froide duplicité. Son éducation l'a fait plus Allemand que Polonais. Son père, d'une noblesse fort discutée, reçut d'Auguste III de vastes domaines sur la frontière de la Silésie, et les peupla de colons allemands. Disgracié par son maître, il envoya ses quatre fils à la Cour de Vienne où ils obtinrent le titre de princes d'Empire. Le cadet, Antoine, ne parla jamais correctement le polonais (1). L'aîné, Auguste, maniait brillamment la langue française et employait de préférence l'allemand. Il acquit dans la Silésie autrichienne le duché de Bielitz (2) et aurait voulu entrer au service de Vienne comme diplomate.

L'avènement d'un nouveau roi lui fait espérer une carrière en Pologne. Il brigue l'honneur de représenter la République à Versailles, mais le poste n'est point créé. Stanislas-Auguste le nomme palatin de Guiezno, Secrétaire de la Couronne. Sułkowski entre à la Commission des Finances et à la Cour Assessoriale. Il admire le traité politique du P. Konarski et traite avec les Piaristes pour la fondation d'une école à Rydzyna (3), la petite ville frontière où il réside entouré d'Allemands.

Il se retourne bientôt contre Stanislas-Auguste et, pendant la Confédération de Bar, se retire dans son duché de Bielitz ou à Vienne. Toujours soucieux de tirer son épingle du jeu, il donne aux Confédérés son adhésion, sans engager ni ses milices ni sa fortune, et négocie en même temps avec les cours d'Autriche, de Prusse et de Russie en vue de détrôner Poniatowski. D'après ses *Idées sur la Pologne* (4), il faut enlever au roi la collation des dignités. Une Diète Permanente gouvernera la République, affranchira les paysans, établira la tolérance religieuse, favorisera les métiers et l'agriculture. Tout ce plan repose sur la réforme de la Diète, suivant le principe majoritaire.

En 1773, les puissances exigent le maintien du *liberum veto*. Sułkowski, sacrifiant ses opinions à ses intérêts, emploie ses talents au service de Stackelberg. Le prince Auguste, un peu bossu, savait plaire « malgré sa figure presque de singe » (5), s'imposer par son intelligence et son éloquence. « Je le regarde, écrivait le Roi, en 1779, comme un homme fort instruit, laborieux, parlant et écrivant bien

(1) KOŁŁONTAJ, *Stan oświecenia*, p. 28, n. 1.

(2) Aujourd'hui Bielsko, Pologne, voïévodie de Silésie.

(3) KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, p. 307 et n. 2.

(4) Mémoire en français adressé aux trois cours, publié par KONOPCZYŃSKI, *Geneza Rady*, pp. 374-378.

(5) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 16.

et fertile en idées qu'il sait ordinairement faire paraître comme très utiles au bien de l'État... Je souhaiterais beaucoup qu'il fût sans dettes et aussi grand seigneur qu'il désire passionnément le paraître. Il en vaudrait beaucoup mieux (1).»

Premiers débats de la Diète et de la Délégation. — Trois jours avant l'ouverture de la Diète, quelques nonces et sénateurs signent un acte de Confédération : Poniński, proclamé maréchal pour la Couronne, recevait de la caisse de corruption 2.000 ducats par mois ; Michel Radziwiłł, maréchal pour la Lithuanie, en touchait 1.000. Les autres membres de la Diète durent presque tous accéder à la Confédération. En vain le nonce Reytan et quelques opposants firent-ils, pendant trois jours, obstacle à l'ouverture des débats.

Si médiocre que soit la Diète, dans son ensemble, Stackelberg veut encore en éliminer les royalistes. Ses agents proposent qu'une Délégation restreinte décide souverainement sur les cessions territoriales et sur la forme du gouvernement.

Stanislas-Auguste reconnaît, dans un discours du 10 mai, la nécessité de ratifier le démembrement, mais s'oppose à ce que la Délégation modifie à sa guise les institutions. « Il m'est annoncé qu'on m'ôte le droit de distribution... de toutes les charges et dignités. J'ai demandé qui a le pouvoir de me dépouiller de ce qui m'a été assuré par les *pacta conventa*,... obligation libre et réciproque entre une nation éléctrice et le roi élu. » Le Roi a demandé si le gouvernement futur déciderait à la majorité « dans les matières les plus importantes, qui regardent les troupes, les impôts, les traités ». Et l'on entend maintenir ce *liberum veto* « dont nous ressentons aujourd'hui les funestes effets ».

« Mais on a ajouté que dans l'intervalle d'une diète à l'autre, il y aura un Conseil... on s'est contenté de m'assurer que le pouvoir de ce conseil serait plus étendu que n'a été celui dont les rois de Pologne jouissaient légalement jusqu'ici... La cession des provinces, pour le recouvrement desquelles il ne nous reste plus aucun moyen... ne doit-elle pas entièrement apaiser les puissances ?... » Voudraient-elles « nous contraindre dans des choses qui ne les regardent pas, mais dont dépend notre bien-être ? Sans vous rappeler, Illustres États,

(1) Lettre au général de Monet, 4 août 1779, publié par MOTTAZ, *Ponia-towski et Glayre*, p. 164.

le sort de notre république sous les douze palatins (1), celui de Rome au temps des décemvirs, celui d'Athènes sous les trente tyrans, je ne puis m'empêcher de vous marquer mon étonnement de voir aujourd'hui les esprits de cette assemblée tournés tout à coup du côté de l'aristocratie (2)... »

Pareille assemblée ne confierait-elle pas aux plus indignes citoyens un gouvernement oligarchique ? L'évêque Turski soutient les vues du roi. Dans la nuit dix hussards prussiens s'installent dans son logement. Le 14 au matin, l'envoyé d'Autriche adresse un billet menaçant aux nonces de Cracovie. Le Roi exige cependant que les bons patriotes puissent se compter : Poniński l'emporte par cinq voix de majorité. Au sortir de la séance, on rapporte à Poniatowski le mot de Stackelberg : « *Si l'avis du roi avait eu la majorité, nous aurions fait Sułkowski roi le lendemain et il aurait signé comme tel à la place de Stanislas-Auguste. C'est ce qui détourna le roi du projet qu'il avait formé de s'échapper de Varsovie pour ne pas signer le partage (3).* » La Diète s'en remet donc à une Délégation où siégèrent 63 nonces et tous les sénateurs qui avaient adhéré à la Confédération, au nombre de 36. Parmi les nonces qui avaient lors du scrutin décisif voté dans le sens du roi, 13 seulement entrèrent à la Délégation.

Cette assemblée délibéra sur les projets de traités présentés par les puissances et les ratifia sans avoir obtenu de concession importante (18 septembre). La Diète, réunie en séance plénière et de nouveau terrorisée par les co-partageants, entérina le démembrement de la République (30 septembre). Pétersbourg s'adjudgeait un million trois cent mille habitants, en grande partie orthodoxes d'ailleurs. La Prusse coupait la Pologne de la mer. Les Autrichiens, s'installant aux portes mêmes de Cracovie, annexaient de fertiles contrées peuplées de deux millions et demi d'habitants, avec Léopol, nombre de petites villes historiques et tant de somptueux châteaux.

Sur un territoire encore aussi vaste que le royaume de France, la Pologne ne comptait plus que six millions et demi d'habitants. Et les co-partageants condamnaient le faible gouvernement de la République à une plus parfaite impuissance que jamais.

(1) Après la mort de Lech, leur premier duc (VI^e s.), les Polonais auraient confié le gouvernement à douze palatins, dont les querelles désolèrent le pays. Les Polonais jugèrent préférable d'avoir un seul maître et choisirent pour duc Cracus (700). — On retrouve encore cette légende dans SOLIGNAC, *Hist. de Pologne*, t. I, pp. 27-29.

(2) Version française dans PONIATOWSKI, *Mém.*, II, pp. 118, 119, 122.

(3) *Ibid.*, II, p. 136.

II. — L'ABOLITION DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS, ÉTABLISSEMENT DE LA COMMISSION D'ÉDUCATION

Le problème de l'éducation nationale. Mort du P. Konarski. — Au milieu de ces désastres, l'opinion éclairée ne perdait pas de vue le problème de l'éducation nationale. Indiquons-le en passant, Rousseau et Mercier de la Rivière ont vivement insisté sur ce point. Jean-Jacques recommande aux Polonais de cultiver le génie et les mœurs nationales, et Mercier, d'enseigner à tous « les éléments de la Science du citoyen... propriété, sûreté, liberté ». Cependant les *Considérations* de Rousseau sur le gouvernement de Pologne ont atteint quelques rares privilégiés seulement, et le mémoire de Mercier n'a vraisemblablement pas circulé (1).

Mais la campagne pour l'instruction publique se poursuit en Pologne depuis bien des années. La défaite de Leszczyński révéla au P. Konarski sa vocation d'instituteur de la nation. En 1773, les patriotes éclairés, vaincus sur le terrain politique, s'intéressent encore, et plus vivement que jamais, à l'instruction publique. Le *Monitor* de Bohomolec rappelle que l'éducation surtout fait régner dans les États de bonnes ou de mauvaises mœurs et discute des méthodes anciennes et nouvelles (février-mars 1773). Un pensionnaire du Collège de Nobles des Jésuites proclame devant Stanislas-Auguste qu'« une profonde ignorance de bien des choses... fut une cause des malheurs publics » (27 juillet) (2). Un nonce de Cracovie, Félix Oraczewski, critique le projet de Délégation (11 mai). Il demande au Roi de présenter « un plan d'Éducation nationale, qui sera... la source la plus certaine de notre bonheur. Il nous faut, des hommes, faire des Polonais, et des Polonais, des citoyens... Un illustre philosophe de notre siècle [Montesquieu] l'affirme : *C'est dans le gouvernement républicain que l'on a besoin de toute la puissance de l'éducation* (3) ».

(1) Les *Considérations* de Rousseau furent envoyées par fragments à Stanislas-Auguste, par Grimm ; Massalski en rapporta une copie. L'original fut partagé entre Wielhorski et le prince Adam, qui entra en Pologne en mai 1774. KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, II, p. 611, renvoyant à VAUGHAN, *Political Writings* Rousseau, II, p. 395. Le mémoire de Mercier n'est connu que par le manuscrit conservé aux *Arch. Nat.*, K. 1317.

(2) LEWICKI, *Geneza Komisji Edukacji Narodowej*, 1923, pp. 10, 14.

(3) « *Projekt Edukacji krajowej która... będzie najpewniejszym źródłem szczęśliwości naszych. Trzeba nam zrobić ludzi Polakami, a Polaków obywatelami* ». dans LEWICKI, *Geneza K.E.N.*, p. 18. — Citation de MONTESQUIEU, *Esprit des Lois*, Livre IV, chap. V. — K. BARTOSZEWICZ, *Inicjator Komisji Edukacyjnej* (F. Oraczewski, l'initiateur de la Commission d'Éducation) dans *Szkice i portrety literackie*, pp. 218-253.

Le P. Konarski voyait Dieu châtier les péchés de la Pologne. Depuis longtemps malade, le vieux moine déplorait l'inutilité des conseils qu'il avait prodigués à ses concitoyens. Il attendait la mort comme une délivrance et s'éteignit saintement le 3 août 1773. Le nonce pontifical, l'évêque et chancelier Młodziejowski — à la solde de la Russie —, d'autres prélats encore présidèrent tour à tour aux obsèques, auxquelles les Jésuites assistaient en grand nombre. Et les poètes célébrèrent « celui qui restaura les études et l'amour du Pays » (1).

Publication du bref « Dominus ac Redemptor ». — Un mois plus tard (10 septembre), Varsovie apprit l'abolition de la Compagnie de Jésus. Le bref *Dominus ac Redemptor* (21 juillet) arraché au pape Clément XIV par les cours bourbonniennes, provoqua dans l'opinion polonaise une douloureuse surprise (2). Un membre de la Délégation prononça, aux applaudissements de l'assemblée, l'éloge « d'un ordre aussi exemplaire et aussi utile à la société que celui des jésuites... L'amour du bien public nous force à protester contre ces décisions pontificales funestes à notre pays et contraires à notre volonté comme à celle de nos ancêtres... Nous pouvons repousser cette bulle, comme la France en a rejeté d'autres, et obtenir de Rome le maintien des Jésuites » (3).

La Diète, bientôt réunie en séance plénière, manifesta la même indignation. De nombreux orateurs se plaignirent que le pape eût pris cette importante décision sans en référer au gouvernement polonais. En outre, le bref, retirant aux supérieurs de l'institut dissous leurs pouvoirs, les transférait « en entier et sans réserve » aux évêques, « tant pour les choses spirituelles que pour les temporelles ». Les bâtiments devront être convertis à de pieux usages, suivant ce qui paraîtra plus conforme, en temps et lieu, aux saints canons et à la volonté des fondateurs, et plus utile à l'accroissement de la religion, au salut des âmes et à l'utilité publique. L'encyclique jointe au bref *Dominus ac Redemptor* prescrivait aux évêques de

(1) « *Co nauki, co miłość Kraju wzniósł i krzepił* », épitaphe composée par Krasicki, évêque de Warmie. — KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, pp. 303-310.

(2) LEWICKI, *Geneza Komisji Edukacji*, renouvelle la question par les documents qu'il publie, mais ne dispense pas de recourir aux ouvrages plus anciens de THEINER, *Hist. du pontificat de Clément XIV* ; ZALESKI, *Jezuici w Polsce*, t. V, cz. I. — En fr., bon chapitre dans ŻELAZOWSKI (Stef.), *L'instruction publique*, pp. 83-109. — Le bref n'avait été publié à Rome que le 17 août. La nouvelle parvint à Varsovie le 10 septembre.

(3) Raphaël Gurowski, castellan de Przement ; cité par ŻELAZOWSKI, p. 90.

prendre possession de tous les biens meubles et immeubles des jésuites, à charge par eux de les employer, d'accord avec le Saint-Siège, pour l'utilité de leurs diocèses. Le pape traitait l'abolition de la Compagnie comme une affaire purement ecclésiastique (1). La République y vit une affaire d'État.

La direction des écoles, la disposition de si grandes richesses, accroîtraient à l'excès la puissance des évêques. Cette formule ne trouva guère de partisans ; les jésuites s'y montrèrent hostiles. Le P. Wyrwicz expose à Stanislas-Auguste que les biens de la Compagnie et des écoles reviennent au gouvernement, non aux évêques. Il apporte de nombreux arguments, se réfère même à l'épître de saint Paul aux Hébreux. Il invoque surtout l'uniformité nécessaire dans l'éducation (2). La République prétendait user des mêmes droits que Rome avait dû, bon gré mal gré, reconnaître aux rois de France, d'Espagne et de Portugal quelques années plus tôt, et que la Cour de Vienne revendiquait aussi. L'épiscopat polonais se montra conciliant : Młodziejowski, évêque de Poznań, et Massalski, de Wilno, proposèrent que tous les biens de la Compagnie supprimée fussent mis à la disposition de la République, sous condition de les employer, d'accord avec les évêques, à l'éducation de la jeunesse et à l'entretien des ex-jésuites. Cette résolution votée le 27 septembre, la Diète consentit enfin à la publication du bref pontifical (3) et s'ajourna de nouveau.

Projets d'instruction publique et visées financières. — La Délégation délibéra pendant deux semaines encore sur la gestion des biens et la direction des écoles de la Compagnie. Esprits éclairés ou politiciens cupides, tous prenaient à cœur ce double problème.

Stanislas-Auguste voulut participer à la floraison de poèmes qui pleuraient l'abolition de la Compagnie de Jésus. « O vous, rois, écrivit-il, voyez si vous avez bien fait, s'il n'aurait pas été meilleur et plus facile de redresser, plutôt que de détruire et de reconstruire... Encourageons les ex-jésuites à servir la Pologne comme ils servaient leur ordre. » Et de la prose royale faisant un beau poème, Naruszewicz s'écriait : « Ils ne sont plus Jésuites, ils seront Polonais (4) ! »

Comment employer les membres de la Compagnie supprimée,

(1) THEINER, *Clément XIV*, II, pp. 338-379.

(2) LEWICKI, *Geneza K.E.N.*, pièce n° 8.

(3) THEINER, II, p. 400.

(4) TOMKOWICZ, *Z wieku Stanisława Augusta*, I, pp. 30-31.



JOACHIM CHREPTOWICZ

Musée des princes Czartoryski, à Cracovie.

comment sauver ses écoles ? Le Roi et ses confidents en discutèrent aux réunions du jeudi. « Il faut remettre l'Éducation nationale entre les mains du Roi et sous l'autorité du Roi, — disait le P. Wyrwicz —, 1^o parce que cela lui revient de par sa fonction, et de droit ; 2^o parce que le bien public l'exige ; 3^o parce que nul mieux que le Roi actuel ne peut dresser et exécuter un plan d'Éducation nationale... et puisque l'éducation et les écoles appartiennent au Roi, les biens aussi doivent lui appartenir (1). »

L'abolition de la Compagnie de Jésus mettait en péril l'existence de ses écoles, mais elle offrait enfin au gouvernement l'occasion si attendue de traiter d'ensemble le problème de l'instruction publique. Le chancelier Chreptowicz présenta à Stanislas un vaste *Plan de l'Éducation nationale* (2). « Si la République remet entre les mains du Roi tout le pouvoir de l'établissement et de l'entretien d'une Éducation Nationale, avec les biens des Jésuites supprimés *et de tous les autres Ordres réguliers ou séculiers qui sont affectés à l'éducation de la jeunesse* », un « Chef de l'Éducation », nommé par le Roi et révocable par lui, dirigera « tout le Système de l'Éducation ». Une « Chambre Assessoriale », présidée par ce Chef, assumera la Régie des fonds et de la comptabilité. Les Membres de cette Chambre seront également à la nomination du Roi, et révocables par lui.

« On se servira des fonds en bâtiments des Jésuites pour établir deux Universités principales, l'une en Pologne, l'autre en Lithuanie, dont chacune sera composée de quatre facultés. Un Recteur aura la direction de l'Université, les Facultés auront des Préfets subordonnés au Recteur, qui à son tour sera subordonné au Chef de l'Éducation, résidant dans la capitale et toujours à portée de rendre compte de tout au Roi.

« Il y aura des classes [*des écoles*], départies par Palatinats et Districts, et même à côté de l'Université, pour donner les connaissances des langues et des auteurs, les belles-lettres, l'histoire, dont les Préfets seront subordonnés au Recteur de l'Université de la Province.

« A mesure que les Universités fourniront des sujets, on enverra dans les paroisses des Maîtres, avec des pensions proportionnées, qui, sous les yeux des Curés, donneront des leçons sur les éléments de l'Arithmétique et de la Géométrie pratique. Le Recteur paiera aux Curés la nourriture et la surveillance du Maître, et aura le pou-

(1) LEWICKI, *Geneza K.E.N.*, pièce 8.

(2) *Ibid.*, pièce 3, orig. en fr.

voir d'imposer une amende modérée sur l'un ou l'autre qui négligerait de remplir sa tâche.

« Le Système de l'Éducation nationale ainsi lié, le Chef, les Membres de la Chambre de Régie, les Recteurs des Universités, les Préfets des Classes seront à la nomination du Roi, les Professeurs de Classes, les Maîtres aux Paroisses peuvent être à celle du Chef de l'Éducation. »

Le plan de Chreptowicz remet donc au Roi non seulement l'héritage des jésuites, mais les Écoles Pies, l'Université de Cracovie, toutes les écoles avec tous leurs biens. Ces fonds seront employés à instruire la nation entière, puisque le gouvernement entretiendra des écoles paroissiales. L'esprit monarchique règle tout le « Système ». Le Roi nomme à tous les degrés de la hiérarchie scolaire, du Chef de l'Éducation jusqu'au Maître de Paroisse. Réduit dans le gouvernement au rôle de « premier Magistrat » de la République, Stanislas-Auguste régnerait en Monarque sur l'Éducation nationale.

L'évêque Massalski proposait un plan conforme au régime oligarchique et républicain, projet bien digne d'un magnat. La Diète chargerait de l'instruction publique une Commission de cinq membres. Élus à vie, ils se recruteraient ensuite par cooptation. Le Président aurait voix prépondérante ; « c'est au Président personnellement qu'il appartiendrait de nommer les deux Secrétaires de la Commission, de désigner des correspondants auprès des premières Académies de l'Europe, de nommer, après avis de la Commission, tous les professeurs et les recteurs des Universités » (1). Que le maréchal Poniński, *Grand Pensionnaire* à vie, dirige la politique, l'évêque de Wilno gouvernera l'instruction publique, comme président à vie de la Commission. Ignace Massalski, fils d'hetman, rêve de se voir lui-même hetman de l'éducation.

Tandis que l'évêque de Wilno et les royalistes se disputaient le gouvernement de l'instruction publique, il leur fallait en commun défendre les biens de la Compagnie de Jésus. A l'annonce de son abolition, de nombreux particuliers s'étaient précipités à la curée. Les uns réclamaient les donations faites par leurs ancêtres, les autres invoquaient des prétentions plus ou moins fondées. A la Diète du Démembrement, la plupart des nonces faisaient leur fortune dans la ruine de leur patrie ; ils voulurent l'accroître aux dépens des écoles. Ils se préoccupaient moins de développer l'instruction que d'organi-

(1) *Ibid.*, pièce II.

ser le pillage. Les écoles survivront comme elles pourront. Dans cette vaste liquidation, ces politiciens veulent s'enrichir eux-mêmes et s'attacher une clientèle.

Royalistes ou adversaires du Roi, les amis de l'instruction veulent aboutir au plus tôt. L'héritage de la Compagnie doit être consacré tout entier à l'éducation nationale, et remis immédiatement à l'autorité qui présidera à cette grande œuvre : au Roi, selon Chreptowicz, à la Commission de l'Éducation, d'après Massalski. L'autorité scolaire suprême prendrait aussitôt possession des biens, en ferait dresser l'inventaire, en organiserait l'administration. Pour que tous les revenus soient consacrés aux écoles, il fallait confier les biens aux chefs de l'instruction publique. Beaucoup de Polonais pensaient que les richesses de la Compagnie de Jésus dépassaient les besoins des écoles. Chreptowicz concédait que l'excédent éventuel serait versé au Trésor.

Mais le chancelier Młodziejowski et le maréchal Poniński, plus cupides que dévoués à l'instruction, prônaient une autre méthode : c'est seulement après inventaire que la Diète statuerait sur les biens des jésuites. L'évêque proposait d'élire une commission spécialement chargée de l'inventaire. Le Maréchal manœuvra : dès à présent, la Diète élirait, d'accord avec le Roi, une Commission de l'Éducation. Poniński se bornait à stipuler que les préposés à l'inventaire seraient désignés par les maréchaux de la Confédération (1).

Un compromis semblait réalisable, l'ambassadeur russe y travailla. Le baron balte Stackelberg avait les manières et le langage d'un courtisan français. Une mission en Espagne lui avait permis de s'arrêter assez longtemps à Paris à l'aller et au retour (2). L'humanité, mande-t-il à Panin, « l'humanité m'oblige à contribuer aux progrès de l'instruction en Pologne » (3). « Il offre au Roi de lui procurer la nomination des Commissaires pour l'affaire des jésuites. » Pourtant Massalski a écrit à Pétersbourg pour être président de la Commission et « on a enjoint à Stackelberg de favoriser l'évêque... Malgré tout cela, assurait l'ambassadeur, rien ne se ferait sans l'agrément de Sa Majesté » (4). Stackelberg affecte de favoriser le Roi sur le chapitre de l'instruction publique, c'est pour le trouver moins

(1) *Ibid.*, pièces 10 et 12.

(2) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 12.

(3) 13 oct. 1773, orig. en fr., cité par KONOPCZYŃSKI, *Geneza Rady*, p. 252, n. 2.

(4) Notes du Roi, en français, 20 sept. et 1^{er} oct. 1773, Cracovie, *Akademja Umiejętności*, 1649.

intransigeant sur la question du Conseil Permanent. En fait l'ambassadeur ménage à la fois le Roi, l'évêque de Wilno et Poniński.

La Délégation tenait des débats fort confus. Le même orateur traite tour à tour du Conseil Permanent, de l'éducation nationale, des réformes les plus diverses. Le nonce Kurzeniecki soutint sans succès la thèse royaliste : la direction des écoles et l'administration de leurs biens relèvent en droit de la « *Majesté* ». L'Assemblée critique vivement le système du commissaire à vie, préconisé par Massalski. Les diètes de 1764 et 1766 n'avaient-elles pas institué quatre grandes Commissions pour contrôler Chanceliers, Hetmans, Trésoriers et Grands Maréchaux ? L'opinion condamne comme de fâcheuses survivances du Moyen Age les dignités viagères. La Diète de 1773 n'en veut pas créer une de plus, en faveur de l'évêque Massalski.

La majorité de l'Assemblée tenait surtout à laisser en suspens la question des biens. Sur la recommandation de Stackelberg, un Comité spécial établit une formule d'accord que la Délégation vota le 14 octobre.

La loi du 14 octobre 1773. Les premiers commissaires de l'éducation. — « Nous instituons à Varsovie une commission, chargée de pourvoir à l'éducation de la jeunesse noble, sous la protection de Sa Majesté le Roi... Nous plaçons dès à présent sous la surveillance et sous l'autorité de cette commission toutes les académies, gymnases, colonies académiques et écoles publiques, sans aucune exception, ainsi que tout ce qui peut avoir trait aux études et à l'instruction de la jeunesse noble (1). »

Les grandes Commissions fondées en 1764 avaient servi de modèle. Les huit Commissaires de l'Éducation nationale seront élus pour six ans. Aux vacances survenues dans l'intervalle des Diètes, le Roi pourvoira comme il le fait pour les Commissions des Finances et de la Guerre.

La Commission d'Éducation se composera de huit membres, dont les pouvoirs expireront en 1780 : « *Ex Senatu et Ministerio* Ignace Massalski, évêque de Wilno ; le prince Poniatowski, évêque de Płock ; Sułkowski, palatin de Gniezno ; Chreptowicz, vice-chancelier de Lithuanie. *Ex Ordine Equestri* Ignace Potocki, notaire de

(1) Texte intégral dans *Volumina Legum*, VIII, pp. 152-153 ; Extrait dans KUKULSKI, *Pierwiaszkowe przepisy pedagogiczne K.E.N.*, p. 4 ; LEWICKI, *Ustawodawstwo szkolne za czasów K.E.N.*, pp. 1-3 ; trad. fr. dans ŻELAZOWSKI, *Instr. pub.*, pp. 104-107.

Lithuanie ; le prince Adam Czartoryski, staroste général des Terres de Podolie ; André Zamoyski, chevalier de l'ordre de l'Aigle Blanc ; Poniński, staroste de Kopajnica. »

Cette liste paraît le fruit d'un compromis entre le Roi et ses adversaires : l'évêque de Wilno, qui enlève la présidence comme premier sénateur du Grand-Duché, et le prince Auguste Sułkowski. Les autres protégés de Stackelberg éprouvaient sans doute peu d'attrait pour des fonctions non rémunérées. Dans l'espoir « d'intéresser aussi le maréchal Poniński au progrès de l'éducation », Stanislas-Auguste fit inscrire un certain Antoine Poniński, recommandable par sa probité (1). Ce personnage obscur ne vint jamais siéger à la Commission et n'exerça aucune influence sur son cousin le Maréchal.

Le Roi introduit à la Commission trois hommes sûrs : son frère Michel, ses fidèles conseillers Zamoyski et Chreptowicz. Le prince Michel Poniatowski (1736-1794), de quatre années plus jeune que Stanislas, et comme lui « cher fils » de M^{me} Geoffrin (2), avait récemment accepté l'évêché de Płock (1773) après avoir longtemps décliné toute fonction importante dans l'Église et dans l'État.

L'ex-chancelier Zamoyski (1716-1792) avait servi le Roi sans accepter nulle compromission avec la Russie. Le désintéressement avec lequel il avait déposé les sceaux, ses efforts pour réconcilier tous les Polonais contre l'envahisseur lui valaient le respect général. Doyen des commissaires avec ses cinquante-sept ans, il continuait à se dévouer à la cause des réformes.

Le Roi salue en Chreptowicz « le principal rédacteur du projet de cet établissement » (3). Le comte Joachim Chreptowicz (1729-1812), seigneur de vastes domaines dans le palatinat de Nowogródek, ne voyagea qu'à l'âge mûr. Chargé de présenter à Versailles et à Vienne le grand plan de Zamoyski, il s'acquitta au mieux de cette délicate mission, et se lia avec le marquis de Mirabeau et Dupont.

(1) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 214. — Antoine Poniński était alors nonce de Poznań. Il vint siéger à la Commission du 17 janvier au 4 février 1774. Au temps de la Grande Diète, nous retrouvons parmi les membres de la Députation chargée de préparer un Code, le nom d'Antoine Poniński, staroste de Kopajnica (SMOLEŃSKI, *Ostatni rok Sejmu Wielkiego*, p. 338).

(2) MOUÿ, pp. 395-422. Michel Poniatowski séjourna à Paris en 1759, sous la tutelle du P. Śliwicki (lettre de la baronne de Bésenval à Stanislas-Auguste, 31 août 1759, *Arch. Gł.*, *Zbiór Popielów*, t. 173, fol. 223). — PONIATOWSKI, *Mém.*, I, pp. 557-558. — Ce personnage, qui a joué un rôle capital dans la seconde partie du règne, n'a fait l'objet d'aucune biographie. Ses archives, conservées à Jabłonna, demeurent fermées au public.

(3) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 213. — Portrait par NIEMCEWICZ, *Pamiętniki czasów moich*, pp. 183-184. Notice par Janusz IWASZKIEWICZ dans *Polski Słownik Biograficzny*, III, pp. 441-443.

Le physiocrate Massalski brigua en vain le poste de vice-chancelier de Lithuanie; Stanislas-Auguste donna la préférence à Chreptowicz, non moins fervent adepte de la Science économique.

Le prince Adam Czartoryski, docile à son père et à son oncle le Chancelier, et toujours dilettante, ne témoigna pas grand dévouement à son royal cousin pendant la Confédération de Bar. Un premier voyage de dix mois (1768-69) le conduisit à Dresde, à Londres, à Paris où il pénétra dans la retraite de Jean-Jacques Rousseau, et enfin à Vienne (1). En octobre 1773, le Commandant du Corps des Cadets séjournait de nouveau à Paris d'où il ne devait revenir qu'au printemps.

Ignace Potocki (1750-1809) (2) était âgé de vingt-trois ans. Son mariage avec Isabelle Lubomirska, fille du Grand-Maréchal et petite-fille du prince Auguste Czartoryski, consacrait une tentative de rapprochement entre des maisons si longtemps rivales. Le comte Ignace « fut le premier de son nom qui, sous le règne actuel, montra pour les sciences un goût très perfectionné par les études qu'il a faites en Italie, une véritable éloquence et beaucoup d'esprit » (3). Pensionnaire chez les Piaristes à Varsovie, il conquiert l'estime du P. Konarski, puis il se rendit à Rome au Collège de Nazareth pour se préparer à l'état ecclésiastique (1765). Il quitta bientôt la soutane (1768) sans renoncer aux études, séjourna longuement encore en Italie, parcourut la France (4). « Son beau-père et les Czartoryski se promettaient d'en faire un instrument de leurs vues », l'aimaient et le considéraient. « Il réunissait dans sa personne la faveur que le Roi désirait à ce nouvel établissement, de la part des plus puissantes maisons de la Pologne (5). »

Brillante équipe, en vérité, par les qualités de l'esprit. Ces magnats polonais du siècle des lumières possèdent une culture européenne, une culture française. Mais si les uns abordent leur tâche avec patriotisme et désintéressement, les deux protégés de Stackelberg démen-

(1) DĘBICKI, *Puławy*, t. I, pp. 95-97. KONOPCZYŃSKI, *Konf. bar.*, *passim*.

(2) WIERZBOWSKI, *Kom. Ed. Nar.*, *Źródła*, p. 175, signale d'intéressants manuscrits dans les archives dites de Wilanów. Cette collection, aujourd'hui conservée à Cracovie, au palais *Pod baranami*, n'est pas accessible aux chercheurs. K. M. MORAWSKI lui-même n'a pu l'utiliser dans sa biographie inachevée, *I. Potocki*, t. I, 1750-1788, 1911.

(3) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 213.

(4) Aucun détail sur son voyage en France. Il rentra en Pologne en février 1771. Sur son séjour au Collège de Nazareth, LORET, *Życie polskie w Rzymie*, p. 173.

(5) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, pp. 271, 213.

tent trop souvent par leurs actes les beaux sentiments qu'ils proclament.

La loi du 14 octobre ajournait une question essentielle : la dévolution des biens de la Compagnie de Jésus. La Délégation ne statuera qu'après inventaire. Les préposés à l'inventaire seront désignés par les maréchaux de la Confédération ; Adam Poniński s'empressera d'exploiter cet avantage.

Les Commissions Administratives (14 mars 1774) ; leurs méfaits. — Seul l'inventaire pouvait faire connaître l'importance des biens de la Compagnie. Massalski ou son entourage allaient jusqu'à parler de neuf millions de florins de revenus.

Les préposés à l'inventaire organisèrent le pillage, que les citoyens avaient entrepris spontanément dès la première nouvelle de la cassation. Au décès d'un particulier, tous les ayants droit se hâtaient de se mettre en possession. Créanciers de la Compagnie, héritiers de ses bienfaiteurs, mille personnes invoquant des prétentions soutenables ou sans fondement s'abattirent sur les terres, firent main basse sur les récoltes. Dans les Collèges, bien des Pères mirent de côté de l'argent liquide, des pièces d'orfèvrerie prises dans la chapelle ou la sacristie. Ceux qui négligèrent cette précaution passèrent plusieurs mois dans le dénuement (2). La Commission d'Éducation et le Roi lui-même pressèrent Adam Poniński d'intervenir. Le Maréchal y consentit de fort mauvaise grâce. La Confédération enjoignit aux citoyens qui « s'étaient jetés » sur les biens de la congrégation dissoute, de les remettre immédiatement « à la disposition des préposés à l'inventaire » (3).

« Il faut espérer, disait le Roi, qu'au moins la moitié des préposés seront honnêtes (4). » C'était encore trop attendre des créatures de Poniński. Ils trouvèrent tant de profits à leurs fonctions qu'ils les prolongèrent bien au delà des huit semaines prévues par la loi. Au bout de quatre mois, la Commission d'Éducation réclamait encore l'inventaire de nombreux collèges, et des plus importants, tels ceux de Varsovie, de Poznań et de Cracovie.

(1) Lettre de Dupont au margrave de Bade, 24 oct. 1774, publiée par KNIES, I, p. 175.

(2) *Uniwersał Rady Nieustającej* 14. VII. 1775, dans *Ed. Nat.*, t. II, Nr. 7. — THEINER, *Clément XIV*, II, pp. 104-402. BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 466-468.

(3) WIERZBOWSKI, *Protokoły K.E.N.*, 26 oct. 1773. — LEWICKI, *Ustawod.* p. LIX. — St.-A. à Młodziejowski, 22 oct. 1773, dans *Ed. Nat.*, t. IV, Nr. 11.

(4) Audience royale du 18 oct. 1773, dans *Ed. Nat.*, t. I, Nr. 6.

Il fallait au plus tôt sortir du provisoire. La Délégation en délibéra au début de mars 1774. La Commission d'Éducation fit sien un projet élaboré par Chreptowicz. Le Maréchal poursuivit sa politique personnelle. Les terres et immeubles de la Compagnie doivent être affermés à bail perpétuel : au plus offrant, propose Chreptowicz ; au prix d'inventaire, déclare Poniński. La Commission d'Éducation veut procéder elle-même à ces opérations. Ses ennemis prétendent lui éviter des soucis étrangers à la réforme des écoles. Sułkowski montra sans peine, en un violent discours, que le premier projet servait l'intérêt général, et l'autre, des intérêts particuliers. « Ruinés par six années de guerre, les domaines de la Compagnie de Jésus ont été certainement taxés à très bas prix... j'offre pour n'importe quel village le double de la valeur portée sur les inventaires jusqu'à présent connus... Si quelqu'un d'entre nous a droit à une faveur administrative, ou en réclame une, qu'il se nomme (1) ! »

La Délégation, comme quatre mois plus tôt, vote un compromis. La loi du 14 mars 1774 attribue à la Caisse de l'Éducation la succession entière de la Compagnie (2). Sans imposer l'adjudication au plus offrant, elle précise que les inventaires doivent être contrôlés et, le cas échéant, révisés. La redevance annuelle est fixée à 4 1/2 %. La loi prescrit des mesures de publicité, exige des concurrents la production d'un gage égal à un tiers au moins du prix fixé. Mais l'exécution est confiée à deux Commissions Administratives qui siégeront à Varsovie sous la présidence de l'évêque Młodziejowski, et à Wilno, sous la présidence de l'évêque Massalski (3).

La Commission lithuanienne comptait plusieurs hommes intègres ;

(1) Discours de Sułkowski, 16 févr. 1774, publié par CHŁAPOWSKI, *Rogaliński*, t. 31, pp. 85-88. — WIERZBOWSKI, *Prot. K.E.N.*, t. I, 19 nov. 1773, et 7-23 févr. 1774. — *Ed. Nat.*, t. I, Nr. 23^a-27.

(2) *Rozządzenie dobrami jezuickimi*, dans *Volumina Legum*, t. VIII, p. 153.

(3) Sur les Commissions Administratives et leurs relations avec la Commission d'Éducation, le document fondamental est le Rapport présenté à la Diète de 1776 par les délégués à l'examen de la Commission d'Éducation, des Commissions Administratives et Judiciaires (*Doniesienie od deputowanych na examinowanie Komisji Edukacji, Rozdawniczej, i Sądowej, uczynione na sejmie 1776*) dans *Ed. Nat.*, t. II, Nr. 78. — On trouvera dans KUKULSKI, *Pierwsiastkowe przepisy*, pp. 173-177 un extrait du document ci-dessus, relatif à la Commission d'Éducation ; p. 185, le bilan de la Commission d'Éducation, 1773-1776 ; pp. 159-172, le rapport du nonce Lipiński sur la Commission d'Éducation (ce rapport en fr. dans PONIATOWSKI, *Mém.*, II, pp. 402-410). — WIERZBOWSKI, *K.E.N.*, XXXV, *Protokóły posiedzeń Komisji Rozdawniczej Koronnej* (Procès-verbaux des séances de la Commission Administrative de la Couronne). — En outre, quelques indications dans THEINER, *Clementis XIV epistolae*, pp. 358, 364, 367. — MITERZANKA, *Działalność pedagogiczna Czarторыńskiego*, pp. 166-171.

cependant une majorité de 9 voix contre 7 écarta l'adjudication au plus offrant pour l'attribution à prix fixé. Les opérations ne furent pas conduites d'une manière irréprochable, tant s'en faut.

Dans la Couronne, Młodziejowski, Adam Poniński, les deux frères d'Auguste Sułkowski se distinguèrent par leur impudence. La Commission Administrative plaça sous son autorité exclusive les préposés à l'inventaire, que la loi d'octobre subordonnait à la Commission d'Éducation. Et les préposés retinrent entre leurs mains les revenus des domaines tant qu'ils en conservèrent la gestion.

La Commission Administrative se décida, sans débats, pour l'attribution à prix fait. Elle ne revisa quelques inventaires que pour diminuer le prix d'estimation. Elle ne publia pas le tableau des biens à affermer. Chacun des membres présenta la liste des concurrents qu'il recommandait ; la Commission invita le Roi à présenter les siens, mais n'agréa pas le tiers d'entre eux (1). Elle négligea de vérifier la valeur du gage, autorisa l'échange de domaines privés contre des terres de la Compagnie.

La loi prescrivait de vendre les biens meubles autres que ceux des Collèges et de placer tous les capitaux à 5 %. Les Commissaires retirèrent de Lithuanie et de Petite-Pologne toutes les sommes qui y étaient placées, même aux conditions les plus sûres, pour les replacer à des conditions souvent douteuses dans la province de Grande-Pologne, leur fief. Ils contractèrent en personne les emprunts les plus considérables. Les royalistes eux-mêmes réclamèrent leur part (2). Dans le camp adverse, le maréchal Poniński se contenta de 200.000, Młodziejowski de 300.000 ; Maximilien Woroniecki se fit attribuer 400.000 florins, le palatin de Kalisz, Twardowski, 450.000, le prince-brigand Martin Lubomirski, 535.000. Les Sułkowski, notoirement perdus de dettes, empruntèrent : le prince Antoine, 260.000 florins, le prince François, la somme énorme de 1.722.000. Ils n'oublièrent pas leur frère Auguste : cet éloquent défenseur de la Caisse de l'Éducation emprunta 237.000 florins (3).

Tandis que la Commission Administrative prêtait à ses membres, même insolvables, et à leurs créatures, la Commission d'Éducation restait sans argent. Entre octobre et mars, les préposés à l'inventaire ne lui avaient pas versé les 300.000 florins que la loi lui attribuait.

(1) St.-A. à Młodziejowski, 14 févr. 1775, dans *Ed. Nat.*, t. II, Nr. 21.

(2) Le nonce Zakrzewski, 230.000 florins ; Stempkowski, castellan de Kiev, 400.000.

(3) WIERZBOWSKI, XXXV, p. 74. — TRUCHIM, *Szkice*, t. I, p. 23.

Puis la Commission Administrative leur interdit de correspondre avec la Commission d'Éducation. Ils se rangèrent volontiers sous une autorité complice, gardèrent vraisemblablement pour eux les revenus des domaines qu'ils administraient ; en tout cas, il en parvint peu de chose à la Commission d'Éducation.

Le terme dû à la Saint-Jean fut presque entièrement perdu, parce que la Commission Administrative mit les acquéreurs en possession sans exiger le paiement préalable. Les ventes d'orfèvrerie, de meubles, de maisons et de terrains dans les villes auraient dû constituer des sommes énormes. La Commission d'Éducation n'avait pas de quoi payer aux professeurs le trimestre dû au 1^{er} décembre.

Le prince-évêque Michel Poniatowski dénonça au Roi « la mauvaise volonté » de la Commission Administrative et de son président (1). Les Commissaires de l'Éducation déposèrent au *grod* de Varsovie un *manifeste* solennel (7 décembre 1774) (2) ; ils dénonçaient les méfaits de l'organisme rival, se déclaraient incapables d'entretenir les écoles à l'avenir si les dilapidations continuaient, ils faisaient appel à l'opinion et à la postérité. Młodziejowski voulut riposter par un autre *manifeste* ; le Roi lui interdit durement de se servir de son nom et de faire état des signatures qui lui avaient été arrachées (3). Mais les coupables étaient les maîtres de la Diète, sûrs de l'impunité.

La Compagnie de Jésus n'avait jamais possédé neuf millions de revenus, mais environ trois. Les Commissions Administratives en dévorèrent ou en laissèrent fuir deux. En octobre 1774, la Commission d'Éducation calculait qu'il lui resterait à peine un million de florins de rente (4). Stanislas-Auguste lui fit don de 32.000 florins pour franchir la crise de décembre. Au total elle ne disposa que de 1.805.914 florins depuis sa fondation jusqu'en juillet 1776. Les difficultés matérielles ne détournèrent point les commissaires de leur tâche : organiser l'instruction publique.

(1) 15 nov. 1774, dans *Ed. Nat.*, t. IV, Nr. 63.

(2) Publié par CHŁAPOWSKI, *Rogaliński*, t. XXXI, p. 89. *Grod*, tribunal du staroste.

(3) *Ed. Nat.*, t. II, Nr. 20 et 21.

(4) Lettre déjà citée de Dupont au Margrave, 24 oct. 1774, KNIES, I, p. 174.

CHAPITRE II

LA PRÉSIDENTENCE DE MASSALSKI

Dans les débuts, le président Massalski jouit à la Commission d'une autorité considérable, qui se prolonge en déclinant jusque vers la fin de 1776. Non point que ses collègues le respectent ou l'estiment, mais parce qu'ils sont tenus de le ménager. Président de la Commission d'Éducation, président de la Commission Administrative de Lithuanie, il se fait attribuer en outre la direction de la Caisse de Wilno qui centralise les revenus des biens de la Compagnie de Jésus dans le Grand-Duché. Il se trouve chancelier-né de l'Académie de Wilno, comme évêque du diocèse. Enfin dans la vie politique, la protection de Stackelberg fait de Massalski un personnage pendant cette triste période.

I. — PROJETS ET PROGRAMMES

Audience royale. Appel à l'opinion. — Les commissaires de l'Éducation, réunis pour la première fois le 17 octobre 1773, se promettent « amitié, unanimité et secret », et demandent au Roi, « protecteur de l'éducation nationale », une audience pour le lendemain. Stanislas-Auguste, fondant sur la réforme de l'éducation de grandes espérances, leur promet son appui et leur offre un local au château même (1). Massalski lui demande s'il est d'accord « sur ce point : que tous les fonds destinés à quelque titre et à quelque date que ce soit, à l'éducation et au progrès des études, sur le territoire de la République, doivent être revendiqués par la Commission d'Éducation ; qu'elle doive contrôler et améliorer tous les établissements d'éducation

(1) WIERZBOWSKI, XXXVII, 17 et 18 oct. 1773.

qui peuvent exister en Pologne ». Le Roi réserve son autorité sur l'École des Cadets, et l'évêque de Wilno assure qu'il n'avait point en vue cette institution mais l'Académie de Cracovie.

Stanislas-Auguste conseille à la Commission d'écrire, pour commencer, aux Provinciaux de la Compagnie de Jésus et aux recteurs des Collèges, afin qu'ils facilitent les opérations d'inventaire, qu'ils exposent leurs vœux et leurs besoins. L'évêque de Płock, Zamoyski, et Chreptowicz préconisent la prudence : « dans les commencements, la Commission d'Éducation doit se mettre à l'œuvre tout doucement, sans bruit, sans aucune ostentation, pour ne point se heurter à l'opposition malveillante, dans les esprits de tous côtés méfiants » (1). Le Roi et ses confidents apportent à l'œuvre d'éducation le sens de la réalité, le goût du travail modeste et patient, tandis que Massalski envisage de grandioses réformes.

La Commission adresse une proclamation à « une nation digne de pitié » : « Des circonstances douloureuses et de pénibles travaux n'ont pu faire oublier à la sollicitude législatrice de la République le premier besoin de toutes les nations et la forteresse essentielle de la société humaine. Elle a remarqué que l'instruction et l'éducation de la jeunesse sont pour les États une condition d'une prospérité durable. Cette Mère attentive sent et voit que, amoindrie dans le nombre de ses citoyens, elle doit fonder son salut et toute sa sûreté sur les capacités de citoyens préparés à la servir... La République nous donne la possibilité de préparer des générations plus parfaites... consacrons-nous à cette œuvre de salut, et nous rendrons au plus vite à la République ses espoirs tous perdus. » Pour terminer, la Commission ordonne aux recteurs et chefs de toutes les écoles de lui présenter un rapport sur leur organisation. Elle accueillerait avec reconnaissance tous les conseils utiles (2).

Premiers mémoires. — Elle reçut peu après un certain nombre de mémoires. Nous en pouvons citer cinq, œuvres du publiciste Geret, de l'abbé Kniażewicz, du magnat Bieliński, des piarons Kamieński et Popławski.

Le luthérien Geret, directeur des *Thörner wöchentliche Nachrichten*, s'était employé à amener l'Europe contre l'intolérance polonaise,

(1) Note autographe du Roi, en polonais, 18 oct. 1773, dans *Ed. Nat.*, I, Nr. 6.

(2) *Uniwersał*, 24 oct. 1773, publié par LEWICKI, *Ustawodawstwo szkolne za czasów K. E. N.*, pp. 1-4.

à célébrer les victoires des armées russes sur les Confédérés de Bar. De son ouvrage un inventaire d'archives nous a conservé seulement le titre en français : *Plan pour l'érection des écoles, en exposant les arrangements les plus parfaits et les plus nouveaux trouvables chez les voisins*, par Samuel-Lothaire Geret, docteur en droit et en philosophie, professeur à l'Université de Wittemberg (1).

Perdu également l'ouvrage sur l'éducation, composé par l'abbé Kniażewicz (2). Après avoir étudié chez les Jésuites la théologie et le droit canon, Kniażewicz était sorti de la Compagnie de Jésus à trente-deux ans pour entrer dans le clergé du diocèse de Wilno. Massalski avait reçu d'un correspondant varsovien des renseignements inquiétants : « Il aime beaucoup citer des mots de Voltaire, ce par quoi il a offusqué les Jésuites et l'Official d'ici. Il m'a promis de se corriger, mais avant qu'il y soit parvenu, il me semblerait bon qu'en employant ses talents à votre service il porte provisoirement le costume laïque (3). » Mais Kniażewicz se vantait de connaître, outre les mathématiques et la philosophie, le français, l'allemand, l'italien et le russe. Il manifestait le désir de compléter son instruction sous la protection de l'évêque de Wilno. Massalski, peu exigeant en matière de foi, l'employa à des travaux d'arpentage sur ses domaines — c'est pourquoi Kniażewicz s'intitulait *Mathématicien de M^{gr} l'évêque de Wilno* —, l'admit au sacerdoce et lui accorda sa confiance. Ce prêtre voltairien assiste de ses conseils le président Massalski (4).

La Commission d'Éducation reçut, dès le lendemain de sa proclamation, une première lettre d'un auteur anonyme : « Vouloir donner à tous une éducation uniforme est chose impossible. Il faudrait en effet commencer par rendre égaux tous les états et conditions... je vois la Pologne composée d'un clergé, d'une noblesse, de bourgeois et de paysans... tous doivent être bons citoyens... tous ont droit à l'éducation. » La Commission encouragea son correspondant à continuer et publia son mémoire sous le titre de *Méthode d'éducation*

(1) KONOPCZYŃSKI, *Zaginione archiwum A. Zamoyskiego*, n° 20. — WIERZBOWSKI, XXXVII, 3 déc. 1773. — Sur Samuel Luther Geret (1720-1797), voir *W. Encykl. Ilustr.*, t. XXIII-XXIV, pp. 910-911.

(2) WIERZBOWSKI, XXXVII, 24 déc. 1773. — Sur Grégoire Kniażewicz (1737-1804), voir BIELIŃSKI, *Uniwersytet wileński*, III, p. 226 ; ESTREICHER, *Bibliografja Polska*, ou mieux SOMMERVOGEL, *Bibliographie de la Compagnie de Jésus*.

(3) Le P. Wiażewicz à Massalski, Varsovie, 1^{er} mai 1769. — *Towarzystwo Przyjaciół Nauk, Wilno*, 48, plika VII, Nr. 19. — Cf. Kniażewicz à Massalski, Varsovie, 24 avril 1769, *ibid.*, plika IV, et 5 lettres postérieures dans la même liasse.

(4) L'abbé Chevalier à Poczubut, Varsovie, 31 août et 26 sept. 1774, *B.U. Wilno*, II teka Poczubuta.

exposée en quinze lettres, 1775. Ce mémoire était l'œuvre du staroste de Czersk, François Bieliński (1). Son oncle, le Grand-Maréchal du même nom, généreux bienfaiteur du Collège de Nobles, avait mené campagne contre le *liberum veto* d'accord avec le P. Konarski. Mais lorsque le Piaron s'était rallié aux Czartoryski, le Maréchal avait continué à militer dans le « parti républicain », dans la faction saxonne. L'auteur de la *Méthode d'Éducation* s'était tenu à l'écart des luttes politiques, partageant son temps entre l'administration de ses terres, l'étude et les voyages à l'étranger. Il connaissait notamment la France et l'Allemagne.

D'après lui, la Commission doit procurer à chacune des classes de la société une instruction convenable. Il donne donc quelques indications sur l'instruction des paysans, des bourgeois, du clergé et propose pour les gentilshommes un programme détaillé.

Pour les paysans, Bieliński recommande la méthode de Felbiger, dont il a constaté en Silésie les résultats étonnants.

Il veut aussi dans chaque ville une école pour les bourgeois. Il est temps de porter remède à leur ignorance crasse. « On peut compter, dit-il, bon nombre de villes royales, seigneuriales, ecclésiastiques où les juges criminels », qui rendent des sentences de mort, les « signent d'une croix. Le peuple n'a point de respect pour les autorités municipales, car elles n'en sont pas dignes, elles cultivent au tribunal les bouteilles, non la justice ». Les habitants des villes poussent la charrue tout le jour, et le soir ils boivent. « Tel est le tableau de ceux que l'on appelle aujourd'hui bourgeois, mais qui ne sont en réalité que des paysans plongés dans une sombre ignorance, bien qu'ils aient continuellement sous les yeux l'exemple des juifs dispersés à travers la Pologne, dont le plus pauvre sait lire, écrire et compter, et connaît tous les rudiments du commerce. » Le programme des écoles bourgeoises, analogue à celui des écoles paysannes, sera adapté à l'artisanat et au commerce, non à l'agriculture ; il comportera en outre la langue allemande et des notions de droit civil.

L'étude approfondie de la morale, du droit et de la politique préparera le jeune noble polonais à accomplir « son devoir d'homme, de citoyen et de législateur ». « L'homme ne peut être heureux sans la société, la société ne subsiste pas sans gouvernement... Ainsi enseigner au jeune homme les devoirs du citoyen, c'est le former à être heureux » : en cela consiste la véritable éducation. Or « nous

(1) F. BIELIŃSKI, *Sposób edukacyi*. — Sur F. Bieliński (1740 environ-1809) notice par I. TUROWSKA BAROWA, dans *Polski Słownik Biogr.*, II, pp. 50-51.

savons tout, sauf les devoirs du bon citoyen... Si, conformément à l'opinion générale, l'éducation transforme la nature et en quelque sorte crée l'homme à nouveau, quel honneur pour vous, quelle satisfaction intime, lorsque, par vos soins, de vertueux citoyens consacreront leurs jours au service de la Patrie et feront le bonheur de tout le pays ! Alors les États voisins les plus puissants ne pourront triompher des liens de l'unité ! Heureux, les citoyens ne plaindront pas l'impôt pour leur défense. La justice les protégera tous également, et la République retrouvera cette splendeur qui était naguère l'ornement de l'Europe entière (1). »

Le piariste Adolphe Kamiński, professeur au Collège de Nobles, intitule son mémoire *L'éducation civile* (2). Des considérations analogues à celles de Bieliński sur la nécessité de l'éducation morale, sur l'enseignement des devoirs envers la patrie en constituent le fond. Il avait, dans le même esprit, publié deux ans auparavant un petit traité : *L'Amitié Patriotique, où se donnent les moyens inmanquables de rendre les hommes plus heureux et meilleurs citoyens* (3). Bref, Kamiński s'écarte peu des *Ordonnances* des Piaristes. Il demeure dans la ligne de Konarski en réclamant que toutes les écoles secondaires consacrent une année entière à l'étude du droit. Comme François Bieliński, il consacre aux écoles paroissiales quelques pages seulement.

Popławski : De l'éducation civile. — Enfin et surtout la Commission s'attacha le P. Antoine Popławski, professeur de droit naturel au Collège de Nobles, qui présenta le 2 mars son remarquable *Projet sur l'organisation et l'amélioration de l'éducation civile* (4). Antoine

(1) Nous tirons de la 1^{re} lettre de Bieliński cette dernière citation.

(2) A. KAMIŃSKI, *Edukacya obywatelska*, 1774. Les procès-verbaux de la Commission ne mentionnent pas ce mémoire. Le Piariste paraît emprunter ce titre à l'abbé GARNIER, *Traité de l'éducation civile* (1765), ouvrage qu'il cite plusieurs fois. — Notice par St. URBANOWSKI dans *Encyklopedia Wychowawcza*, t. VI, pp. 109-111. — Ne pas confondre Adolphe Kamiński (1737-1784) avec son homonyme le Provincial Valentin, adversaire de Konarski.

(3) *Przyjaźń patriotyczna*, 1772. Brève analyse dans TYNC, *Nauka moralna*, p. 122.

(4) La Commission chargea d'abord Popławski de préparer un livre élémentaire pour les écoles paroissiales et le fit mettre en congé par le Recteur du Collège de Nobles. — Elle publia l'année suivante son mémoire, *O rozporządzeniu i wydoskonaleniu edukacyi obywatelskiej, projekt...* 1775. Une réédition critique serait fort désirable. — D'après les notices de BIELSKI, *Vitae quorundam e congregatione Sch. P. Professorum*, Varsaviae, 1812, p. 119 et de Józef BIELIŃSKI dans *Encyklopedia Wychowawcza*, t. VIII, pp. 473-477, Popławski serait né en 1739, décédé en 1786. Il convient de rectifier ces deux dates : né en 1732, mort à l'âge de 67 ans le 12 ou le 18 mars 1799 (*Archiwum Senatu Uniw. Jag.*, 42 1/2, p. 139 ; Notes de Czochron, *B. Jag.*, rkps 3316, p. 80. — Renseignements communiqués par M. H. Barycz).

Popławski, né en 1732 dans le palatinat de Cracovie, entre tout jeune chez les piaristes. Il traduit en polonais l'*Histoire de Sobieski*, de l'abbé Coyer (1). Konarski l'envoie à l'étranger où il passe trois ans, s'arrêtant surtout à Rome et à Paris. Nommé à son retour (1768) professeur au Collège de Nobles, Popławski rédige divers essais sur les réformes à opérer en Pologne et publie en 1774 un *Recueil de diverses matières politiques* (2). Cet ouvrage n'exerça aucune action, semble-t-il, sur la Diète du Démembrement, mais il convient de le rapprocher du *Projet sur l'éducation civile* que le Piaron composa la même année.

Le *Recueil* politique comprend d'abord un exposé théorique de la doctrine des physiocrates : le premier dans la littérature polonaise (3). Popławski traite ensuite de quelques applications de la Science économique à la Pologne. C'est dans cette deuxième partie qu'il insère un mémoire primé en 1770 par l'évêque de Wilno. En pleine crise barienne, Massalski avait ouvert un concours international sur la question : « Que faudrait-il enseigner aux paysans, cette fraction si honorable de la société humaine et, chez nous, si avilie (4) ? » Il ne suffit pas, affirme le P. Popławski, d'apprendre aux paysans à lire et à écrire. Un catéchisme clair, illustré d'exemples, les détournera des défauts propres à leur état : ivrognerie, paresse, tendance au vol. Des notions d'arithmétique leur permettront de calculer les recettes et les dépenses, de faire toutes opérations sur les poids et les mesures. Il faut encore leur apprendre à bien cultiver les champs et les jardins, à soigner le bétail, à conserver et à transformer les produits de la terre et le laitage. Le clergé doit entretenir des écoles paroissiales où les enfants étudieront quatre heures par jour, du 1^{er} octobre au 1^{er} mai.

Le P. Antoine consacre les troisième et quatrième parties de son *Recueil* à des problèmes de politique intérieure et extérieure, en reprenant d'ordinaire les thèses de Konarski. Nous aurons l'occasion de revenir sur cet important ouvrage.

(1) Lettre en français de Konarski à un correspondant inconnu 15 mars 1762, publié par KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, p. 389 : « il traduit fort joliment cet ouvrage... ce qu'il en pourrait gagner, cela l'aiderait pour aller aux pays étrangers ». — Au cours de son voyage, Popławski fit-il personnellement connaissance avec quelque fidèle du Dr Quesnay ? Nous avons cru devoir noter que l'abbé Baudeau se trouve en relations avec un admirateur du P. Konarski (*Éphémérides du Citoyen*, t. I, 25 nov. 1765, p. III ; t. II, 17 janvier 1766, p. 74, — cité par JOBERT, *Magnats polonais et physiocrates français*, ch. I).

(2) *Zbiór niektórych materji politycznych*, 1774.

(3) *Zbiór*, pp. 1-49.

(4) *Zbiór*, pp. 119-168. — Sur ce concours, SMOLEŃSKI, *Pisma*, II, pp. 39-40 (*Les Sociétés savantes en Pologne au XVIII^e s.*).

Le *Projet* de Popławski sur l'éducation civile l'emporte de beaucoup sur les mémoires de Bieliński, — un amateur —, et du P. Kamiński, — esprit médiocre. Le staroste de Czersk se réfère à l'*Encyclopédie* et à l'abbé Felbiger. Kamiński cite l'*Éducation civile* de l'abbé Garnier. Popławski connaît à fond les écoles de l'Europe occidentale, les manuels français. Il se révèle familier avec toute la littérature pédagogique depuis Montaigne, Locke et Fleury jusqu'à Rousseau et aux ouvrages les plus récents. Il expose dans une première partie sa doctrine de l'éducation. Le Piariste utilise largement Dalemberet et son *Discours préliminaire à l'Encyclopédie* sur la classification des connaissances humaines ; avec Condillac, il préconise la plus rigoureuse méthode analytique (1).

Dans la seconde partie, Popławski trace un programme pratique d'éducation nationale : Écoles *paroissiales*, Écoles *publiques*, Écoles *principales*, c'est-à-dire universités. Il précise, contre Bieliński, que les trois degrés seront accessibles à tous, sans distinction de naissance.

On pouvait alors espérer que les revenus de la Commission dépasseraient amplement les besoins des *Écoles publiques*, et qu'il serait possible d'entretenir, au moins dans les centres importants, des *Écoles paroissiales* à trois maîtres. Le P. Popławski remanie à l'usage de ces grandes écoles paroissiales son mémoire de 1770. Il trace un programme plus vaste, inspiré des mêmes préoccupations morales et utilitaires. Au catéchisme il ajoute l'Histoire Sainte et le Nouveau Testament, et tout un cours de morale : devoirs des enfants envers les parents, devoirs d'état des serviteurs, des surveillants, des fermiers, des artisans et des marchands, et même des notions sur le droit de propriété. Il fait suivre l'arithmétique de leçons théoriques et pratiques de géodésie et de comptabilité. L'histoire naturelle complètera les notions d'agriculture (2).

Les *Écoles publiques* comporteront trois années de grammaire, trois années que l'on pourrait appeler *de sciences*, enfin deux années de rhétorique. Dans les classes de grammaire, la langue polonaise sera l'objet d'un enseignement systématique, associé à celui du latin ; un petit cours d'histoire naturelle comprendra l'étude pratique de l'horticulture et de l'agriculture, une courte description du corps humain. Ces notions de médecine pourront être tirées, entre autres ouvrages, de l'*Essai Physique sur l'Économie Animale*, par le Dr Quesnay.

(1) Voir A. JOBERT, *Une correspondance polonaise de Condillac*.

(2) POPŁAWSKI, *Ed. obydw.*, pp. 68-82.

Les trois classes de sciences sont intitulées : *Géométrie, Logique et Droit*. La géométrie, « logique pratique », préparera les élèves à la classe de « *Logique* ». En fin d'année, les « *Logiciens* » emploieront leur science à l'explication du *Tableau économique* de Quesnay. Popławski place ainsi au cœur même du plan d'études, ce texte vénérable.

« Celui qui le connaît bien, s'écrie-t-il, ne peut résister au désir de le faire connaître à tous... L'homme qui l'étudiera dans sa jeunesse, parviendra à une plus parfaite intelligence du droit naturel et du droit politique. Il y apprendra au mieux comment être pour ses compatriotes bon citoyen et pour la Patrie bon fils, bon maître pour ses serfs ou plutôt pour ses collaborateurs, bon administrateur de son domaine ou bon fermier de celui d'autrui. Et surtout il connaîtra avec évidence, par l'ensemble d'un système fondé sur l'ordre physique, les lois naturelles prescrites par Dieu..., quel malheur dans la vie sociale Il a irrévocablement attaché à la violation de ces lois, et quel bonheur à leur observation. Et cela servira au jeune homme de morale civique, ou plutôt la confirmera pour lui par une sanction évidente (1). »

Le *Tableau économique* servira de base à l'étude du droit, qui occupera toute la 6^e année : droit naturel, droit politique, droit des gens, droit public polonais. On lira en Rhétorique des textes propres à exciter aux grandes vertus et à l'amour de la Patrie.

Ces lectures formeront le couronnement du cours de morale, commencé dès la première année d'école. Popławski ordonne le programme de morale suivant une stricte méthode analytique, le lie étroitement aux autres études. Il n'invite les jeunes gens aux grandes vertus et au patriotisme qu'après leur avoir appris « que leur intérêt est d'être justes et vertueux », après leur avoir fait connaître cette patrie qu'ils doivent aimer et les bienfaits dont ils lui sont redevables.

Le fils de Konarski construit ce plan d'études en vue de préparer des réformes politiques et sociales. Il conclut par un éloquent appel à ses concitoyens : « C'est par l'institution d'un mauvais gouvernement que tu as péché et souffert, déplorable Nation ! Par l'institution d'un bon gouvernement, tu te relèveras et deviendras très heureuse. Rien ne t'y acheminera plus sûrement, plus efficacement, qu'une bonne Instruction et Éducation Nationale. » Et le Piariste esquisse le tableau enchanteur d'un État physiocratique, où seul

(1) *Ibid.*, p. 89.

le produit net de la terre enrichira le Trésor ; une armée bien payée fera respecter le territoire ; il n'y aura pas de Propriété sans Liberté et sans Sûreté.

Quelques indications sur les *Écoles principales*, d'heureuses suggestions sur la composition des manuels, sur l'organisation du corps professoral complétaient le mémoire. La Commission l'approuva et vota au P. Popławski une pension de cent florins d'or.

Le Piariste conseillait de ne pas entreprendre la réforme des écoles tant que la Commission ignorerait le montant de ses ressources, de ne pas décréter la réforme des études sans avoir au préalable formé des maîtres capables de dispenser le nouvel enseignement (1). Les commissaires de l'Éducation passèrent outre, et résolurent imprudemment de frapper un grand coup sans plus tarder.

Les Règlements de juin 1774. — Massalski tint à rédiger un *Règlement pour les écoles paroissiales*, que ses collègues approuvèrent le 20 juin. Ce texte assigne aux écoles paroissiales un programme très différent de leur programme traditionnel, et leur impose une besogne tout à fait rudimentaire, pour leur interdire toute rivalité avec les *Écoles publiques* : les élèves n'y apprendront plus ni le catéchisme, ni le latin, mais à lire en polonais, à compter.

Quant aux fonds nécessaires au personnel enseignant, « la Commission espère que le clergé, conformément aux prescriptions du Concile de Trente, consentira à entretenir... des écoles paroissiales, au moins tant que la République ne sera en état d'en assumer la dépense » (2). Le *Règlement* prévoit que, dans un avenir indéterminé, tous ceux qui se destinent aux grades académiques devront pour commencer enseigner dans les écoles paroissiales. Pour le présent, le curé choisira un maître pour son école et se bornera à renseigner sur ses mœurs et sur son zèle l'*École publique* voisine. Le maître d'école, ainsi affranchi de l'autorité du curé, sera inspecté chaque année par le prorecteur de l'*École publique*.

En vain Massalski cherche-t-il à masquer par d'éloquentes formules l'étrangeté de ces prescriptions : toute la charge de ces écoles utilitaires pesant sur le clergé, et la Commission d'Éducation leur assignant un but assez peu conforme à l'esprit du Concile de

(1) *Ibid.*, p. 170. — Konarski donnait aux Piaristes le conseil de ne pas enseigner ce qu'ils n'étaient pas en état d'enseigner, *Ordinationes*, IV, § 272.

(2) *Przepis do szkół parafjalnych*, publié par LEWICKI, *Ustawod.*, pp. 16-23.

Trente. Les commissaires de l'Éducation laissèrent l'auteur du *Règlement* en tenter l'application dans son diocèse de Wilno, et ne s'occupèrent guère, pour leur part, des écoles paroissiales.

La Commission prit aussi un *Règlement pour les écoles de palatinat* (1). Le jeune Ignace Potocki l'avait rédigé avec le concours de l'abbé Piramowicz. Ce règlement sanctionne la plupart des propositions de Popławski. Dans le domaine des lettres triomphe la langue polonaise. Il faut apprendre le latin pour le lire, et non plus pour le parler. Dans le domaine des sciences morales, la Commission suspend l'enseignement de la métaphysique jusqu'à la publication d'un manuel officiel. Elle attribue la place d'honneur à la morale naturelle, au droit, à l'économie politique selon le système des physiocrates. Enfin les sciences exactes et les sciences naturelles seront enseignées tout au long des études.

Ce règlement de 1774 devait rester la base des programmes pendant vingt ans. Il marque le triomphe de trois courants d'idées, qui animaient déjà depuis bien des années les éducateurs polonais : l'esprit d'instruction civique, introduit par le P. Konarski ; la philosophie des lumières, qui brillait tout particulièrement à l'École des Cadets ; les préoccupations utilitaires, qui avaient inspiré, entre autres, le projet d'Académie Médico-Économique. En outre, la Commission de l'Éducation introduit dans les écoles polonaises deux courants de pensée nouveaux. Elle prend pour maîtres deux penseurs français jusqu'alors peu connus en Pologne, et dont le P. Popławski s'est fait le champion : Condillac et le Dr Quesnay. La Commission prescrit dans les écoles l'emploi exclusif de la méthode analytique, prônée par Condillac. A Quesnay et à la secte des physiocrates,

(1) *Przepis Komisji Edukacji Narodowej na szkoły wojewódzkie*, publié par LEWICKI, *Ustawod.*, pp. 24-41. — Le rôle personnel des Commissaires dans l'élaboration du système d'éducation nous échappe. Les notes fort décousues de Sułkowski pour la Commission d'Éducation, publiées par K. M. MORAWSKI, *A. Sułkowski a Komisya Edukacyjna*, sont à coup sûr postérieures au 11 septembre 1776, car elles font allusion au Code que Zamoycki fut alors chargé de préparer. Il ressort d'ailleurs des procès-verbaux de la Commission, que le palatin de Gniezno présenta le 26 novembre 1773 un projet financier, et non pédagogique. — Restent les projets de Czartoryski et de Potocki publiés par Kor dans *Epoka Wielkiej Reformy*. C'est certainement à Paris, où il est demeuré jusqu'en mai 1774, que le Prince Adam a écrit sa *Première esquisse d'un plan d'éducation publique* (en polonais). Il y mêle étrangement aux maximes morales et patriotiques, des prescriptions sur les incendies, sur l'eau potable, et sur l'alimentation des jeunes enfants. Le rapport de Potocki présenté le 24 mars 1774 est le fruit de six mois de délibérations, il constitue une ébauche de règlement. Le jeune commissaire s'est fortement inspiré de l'*Éducation civile* de Popławski. C'est à la suite de ce rapport que Potocki fut chargé de rédiger le Règlement pour les écoles de palatinat.

elle emprunte leurs vues sociales et tout un système du monde.

Le bref *Dominus ac Redemptor* survint au moment où les Polonais se trouvaient mûrs pour établir l'instruction publique. En quelques semaines, ils mirent sur pied la Commission d'Éducation Nationale. En quelques mois, la Commission put définir sa doctrine. Mais les mémoires et règlements que nous venons d'analyser ne révèlent pas encore dans toute leur ampleur les fins que se proposaient les commissaires. Ils ne pouvaient les proclamer dans une capitale occupée par les troupes des co-partageants, ils les confièrent à un collaborateur français.

Le grand dessein de la Commission. Le témoignage de Dupont (1). —

Les commissaires, magnats éclairés mais sans compétence pédagogique, voulaient s'adjoindre un conseil d'éducateurs expérimentés et de savants. Ils reprirent sous une forme nouvelle les projets d'Académie varsoivienne, et nommèrent Académiciens le P. Poplawski et trois ci-devant jésuites : Piramowicz, Albertrandi et Koblański (mai 1774). Pyrrhus de Varille, l'ami du P. Konarski, déclina l'honneur de siéger à l'Académie. La Commission fit également appel à Saint-Maurice de Saint-Leu, un Français besogneux que Massalski avait par deux fois envoyé comme émissaire à Pétersbourg. Mais Saint-Leu ne voulut point quitter Paris, ni ses amis les Économistes pour la Pologne, où il avait naguère vainement cherché fortune pendant douze ans (2).

Dès octobre 1773, le président Massalski fit appel à l'abbé Baudeau. Mais le prévôt de Widziszki, peu satisfait de son premier voyage en Pologne, refusa le double poste de Secrétaire de la Commission et de Directeur de l'Académie. A la même époque, le prince Adam cherchait un homme éminent pour l'éducation de son fils, âgé de quatre ans, et négociait avec Pierre-Samuel Dupont, le disciple préféré du Dr Quesnay. L'abbé Baudeau transmet les offres de Massalski à Dupont, qui se laissa tenter par un cumul aussi avantageux : il s'engagea pour dix années avec le prince Adam ; la Commission d'Éducation le nomma Secrétaire pour la correspondance étrangère, aux appointements de 4.800 florins de Pologne par an (6 mai).

(1) Pour plus de détails, JOBERT, *Magnats polonais et physiocrates français*, ch. IV.

(2) Saint-Leu, arrivé en Pologne en 1757, porta à la cour de Russie les plaintes des Massalski et de l'hetman J. C. Branicki en 1764-1765 (ci-dessus, Livre I, Chap. III, section II, La question politique) et accomplit une nouvelle mission en 1768. Nous le retrouvons à Paris en février 1771.

Dupont se mit en route, séduit par l'œuvre grandiose de « créer une nation par l'instruction publique » (1), et pressant d'autre part que les puissances étrangères interdiraient aux Polonais toute réalisation importante. Quand il arriva à Varsovie (fin août 1774), la Commission avait déjà choisi sa voie et publié ses premiers *Règlements*. Dupont ne put qu'approuver l'orientation prise par les Polonais, les engagea à réduire plus hardiment encore l'enseignement des lettres et du latin au profit des sciences morales et politiques, leur soumit diverses suggestions plus ou moins chimériques. Il se contente le plus souvent, dans les mémoires qu'il rédige pour eux, de résumer les vues de la Commission, si bien qu'en rapprochant ces documents de la correspondance de Dupont et de ses écrits postérieurs, nous pénétrons dans l'intimité du Conseil d'Instruction. Le témoignage du Secrétaire français confère un puissant intérêt aux trop brèves indications du procès-verbal sommaire des séances. On peut même supposer que la Commission revit prudemment le texte de l'*Éducation civile* du P. Popławski avant de le livrer à l'imprimeur.

Il apparaît que la Commission d'Éducation songea d'abord à établir l'instruction universelle en dotant d'un maître d'école toutes les paroisses de Pologne. Elle voulait en même temps contribuer à l'abolition progressive du servage. De fait, les Commissaires « chargèrent le Secrétaire de la Commission de rédiger le projet garantissant aux serfs *libertatem proprietatis*, projet qui doit être lu à la Délégation » (4 juin) (2) et Dupont composa sur cette question un mémoire malheureusement perdu.

François Bieliński invitait la Commission à établir dans les écoles des exercices militaires. Selon Popławski, deux anciens soldats seront attachés à chacune des *Écoles publiques* (3) et tous les gentils-hommes seront astreints à accomplir une fois l'an des exercices militaires. Ils le doivent bien à la Patrie, en contre-partie de leurs privilèges et conformément aux vieux usages polonais (4). Dupont approuve les desseins de la Commission : les paysans doivent former l'infanterie de la République et les nobles, sa cavalerie. Elle instituera donc pour les élèves des écoles paroissiales et des *Écoles publiques* des exercices militaires, dès que « les puissances nous laisseront un

(1) Discours à l'Assemblée économique, 13 mai 1774, dans KNIES, II, p. 202.

(2) WIERZBOWSKI, XXXVII.

(3) BIELIŃSKI, *Sposób edukacyi*, p. 63. POPŁAWSKI, *Ed. obyw.*, pp. 151-152.

(4) POPŁAWSKI, *Zbiór*, pp. 290-296.

peu plus la liberté d'agir en citoyens » (1). En outre, dans toute *École de palatinat*, un professeur des sciences militaires formera de futurs officiers. Dupont rédigea un projet, également perdu, sur l'organisation des milices polonaises.

A vrai dire, l'Économiste français a reçu dès son arrivée à Varsovie des offres de son ami Turgot, nommé Contrôleur Général des Finances, puis l'ordre formel de rentrer en France. Il rédige ces divers mémoires par acquit de conscience seulement, persuadé qu'inutiles pour le présent, ils tomberont dans l'oubli et que les Polonais n'en reprendront les idées que dans un siècle. « Les premiers pas du Conseil de l'Instruction furent si imposants, ils indiquèrent de si hauts desseins pour relever la Nation par des plans d'instruction civile et militaire si bien combinés, et si utilement étendus, sur les paysans eux-mêmes, que les Puissances étrangères qui commandaient encore à la Diète, se hâtèrent de chercher quelque moyen d'arrêter dans leur marche de tels projets d'instruction (2). » Dans cette intention Stackelberg, qui avait contribué *par humanité* à l'établissement de la Commission d'Éducation, aurait peu après livré les biens de la Compagnie de Jésus aux pilleries des Commissions Administratives.

Dupont prit congé des Commissaires de l'Éducation qui se demandaient alors avec inquiétude s'ils pourraient même entretenir les écoles des Jésuites (décembre 1774). Le Français jugeait irrémédiablement compromise la régénération de la Pologne. Les meilleurs des Commissaires de l'Éducation ne se laissèrent par rebuter par la médiocrité des moyens financiers qui leur restaient, et concentrèrent d'abord leurs efforts sur la réforme des *Écoles publiques*.

(1) DUPONT, *Moyens d'établir les Écoles Paroissiales*, mémoire conservé dans *Ed. Nat.*, t. I.

(2) INSTITUT DE FRANCE. *Discussions*, p. 54. — D'après une note autographe, en français, de Stanislas-Auguste, Stackelberg présentait au contraire les co-partageants comme impuissants à contenir la cupidité des Polonais : « il avoue au roi que Panin ne veut plus payer personne au delà du 6 de may. Le roi de Prusse a déjà cessé de payer sa quote-part depuis deux mois, ce qui est la vraie cause pour laquelle les trois ministres ont lâché la bride à toutes les voleries et vente presque publique de justice d'affaires (*sic*). Stackelberg prétend l'avoir reproché en pleine conférence à Poninski et à Sułkowski ». *Ak. Um.* 1649, 16 mars 1774. — PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 218, met les choses au point : « les co-partageants laissaient à leurs protégés dans la Délégation la facilité de s'enrichir en détournant à leur profit une grande partie de la masse des biens des jésuites, que le roi aurait voulu conserver intacte pour l'éducation nationale ».

II. — LES ÉCOLES PUBLIQUES

Les Commissaires décidèrent de procéder au cours de l'été 1774 à une inspection générale des écoles, le nouveau Règlement devant entrer en vigueur à la rentrée des classes. L'évêque de Wilno et le chancelier Chreptowicz se partagent la Lithuanie. La Couronne forme quatre autres Départements : Michel Poniatowski administre la Mazovie ; le Palatin de Gniezno, la Grande-Pologne ; Potocki, la Petite-Pologne ; le prince Adam, le vaste Département d'Ukraine.

Ils inspectèrent en personne quelques écoles, s'en remirent d'ordinaire à des subdélégués. Les *Visiteurs* doivent distinguer parmi les anciens jésuites ceux qui méritent d'être conservés comme professeurs, et désigner parmi eux des préfets. Ils remettront à ces préfets et à ces professeurs les instructions de la Commission, rédigeront pour chaque école un règlement provisoire, en tenant compte des possibilités locales. Ils institueront une hiérarchie scolaire : à l'avenir, toute école paroissiale devra périodiquement présenter un rapport à l'*École de district*, celle-ci à l'*École de palatinat*, et cette dernière à la Commission d'Éducation. En Lithuanie, les Écoles de palatinat adresseront également un rapport à l'Académie de Wilno, celles de Grande-Pologne à l'Académie de Grande-Pologne, titre décerné au collège de Jésuites de Poznań (1). Quant aux écoles de Petite-Pologne, elles correspondent directement avec la Commission, qui se tient sur la plus stricte réserve à l'égard de l'Académie de Cracovie.

Les inspecteurs étudièrent deux problèmes, à la fois politiques et religieux, dans lesquels la Commission n'osa point s'engager pour le moment : problème des écoles protestantes, problème ruthène.

Ils firent une enquête approfondie sur les collèges de la Compagnie de Jésus, sur les Écoles Pies, sur les diverses Congrégations dont on envisageait le concours à l'œuvre d'éducation.

Enfin le *Règlement pour les écoles de palatinat* se révéla d'application si difficile, que la Commission s'adjoignit sans tarder une *Société pour les livres élémentaires*.

(1) LEWICKI, *Ustawod.*, p. xx et pp. 12-15 (instructions pour les visiteurs généraux). — Quelques rapports des visiteurs généraux dans WIERZBOWSKI, XXIV et XXV, pp. 1-28.

Les écoles protestantes. — Au lendemain de la Confédération de Bar, la Commission de l'Éducation manifestait son esprit de tolérance en choisissant pour Secrétaire le huguenot Dupont. Les calvinistes de la *Jednota* lithuanienne devaient bientôt instituer à l'instar de la Commission Nationale une *Commission évangélique d'Éducation* (1775) (1). Dans la Couronne, le luthérien Geret rédige son *Plan pour l'érection des écoles*. Le P. Rogaliński, recteur de l'Académie de Grande-Pologne, déploie une activité d'autant plus intéressante que l'on ne saurait mettre en doute sa profonde piété (2). Frédéric II transformait la colonie académique de Chelmno en une École de Cadets, il y nommait professeurs des protestants et quelques Pères jésuites du collège de Brunsberg (3). Rogaliński se crut sans doute en droit d'utiliser pour le bien de sa patrie la méthode à laquelle ses confrères se pliaient par obéissance au roi de Prusse. Dans la petite ville de Zduny, près de la frontière silésienne, l'école catholique, naguère fréquentée par une vingtaine d'enfants, avait disparu ; cent cinquante enfants fréquentaient l'école luthérienne, de langue exclusivement allemande. Rogaliński invite maîtres et élèves à se rappeler que « nés ou établis en Pologne, ils doivent aimer ce pays comme leur véritable patrie ».

A Leszno, coexistaient trois écoles : le gymnase luthérien venait en tête avec 107 élèves, le gymnase calviniste et l'école paroissiale catholique en comptaient chacun une soixantaine. La langue allemande régnait seule à l'école luthérienne, chaque enfant employait sa langue maternelle à l'école calviniste, le maître catholique enseignait les deux langues à tous ses élèves (4).

Au cours d'une nouvelle tournée, à la fin de 1774, Rogaliński réunit les dirigeants des trois écoles de Leszno. Il leur proposait de créer, par la fusion de leurs trois établissements, une école de district à laquelle la Commission d'Éducation accorderait une subvention annuelle de 6.000 florins. Tous les enfants apprendraient le polonais et l'allemand. L'école serait ouverte indifféremment aux élèves des trois confessions. Sur les trois professeurs, l'un serait catholique, l'autre luthérien, le troisième calviniste, et pour recon-

(1) On ignore malheureusement tout de l'inspection générale de 1774 en Lithuanie. Sur la Commission évangélique, voir ci-dessous, Livre IV, ch. II, section II.

(2) BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 71, 377, utilise le carnet intime (1747-1783) de Rogaliński et publie la prière pour ses élèves que le savant jésuite récitait avant ses cours.

(3) KOT, *Historia Wychowania*, II, p. 213.

(4) WIERZBOWSKI, XXIV, pp. 9-14.

naître au catholicisme sa qualité de religion dominante en Pologne, le préfet appartiendrait toujours à cette confession. — La Commission aurait même consenti à nommer dans les écoles interconfessionnelles deux recteurs, égaux en droits : l'un catholique et l'autre dissident (1). Les calvinistes accueillirent favorablement le projet d'une telle école de district, ils acceptaient d'y détacher un professeur. Mais ils voulaient en même temps conserver leur gymnase tel quel. Depuis cent cinquante ans, ils entretenaient constamment deux élèves à Berlin, deux à Francfort et deux en Hollande : ils craignaient, en acceptant la fusion proposée, de mettre en péril ces fondations. D'ailleurs, les luthériens de Leszno ne voulaient pas d'un accord avec les calvinistes.

A Zduny, Rogaliński soumit un projet analogue au curé catholique et aux dirigeants luthériens. Leur école étant pauvre, les luthériens acceptaient tout, même un recteur catholique, moyennant la subvention proposée. Mais Rogaliński laissait deviner l'attitude hostile du curé (2).

Il fallait ménager le clergé. Młodziejowski, évêque de Poznań et président de la Commission Administrative, reprochait à la Commission d'Éducation de détourner en faveur des dissidents les fonds destinés aux écoles catholiques (3). Et le Conseil d'Instruction renonça à créer des écoles interconfessionnelles et bilingues, abandonna ces projets si conformes, dans ces régions frontières, à l'intérêt national (4).

L'offre des Basiliens. — La Commission dut s'intéresser, à l'extrémité opposée du territoire, à la population ruthène, minorité bien plus importante en nombre que les protestants. L'ordre des Basiliens, réorganisé dans la première moitié du siècle, déploya sous le règne de Stanislas-Auguste une activité conquérante dans la paix et, dans l'adversité, une héroïque fidélité à Rome. De 1764 à 1768, les Basiliens prêchent une quinzaine de missions, ouvrent une nouvelle école à Humań. Dans cette bourgade se réfugient en 1768 des milliers de gentilshommes, des juifs aussi, traqués par les cosaques et les paysans. Le P. Héraclius Kostecki, recteur de l'école, soutient le courage de cette foule. Les insurgés pénétrèrent dans la ville, mas-

(1) *Id.*, XXXVII, 19 oct. 1774.

(2) *Id.*, XXV, pp. 9, 12, 25.

(3) *Ed. Nat.*, t. II, Nr. 20-21.

(4) WIERZBOWSKI, XXXVII, 17 janvier 1775.

sacrent les Basiliens, égorgent leurs 400 élèves et jettent dans les puits les cadavres de ces enfants : sur 20.000 personnes, 16 seulement échappèrent à la tuerie. Dans l'ensemble de l'Ukraine, 300 moines ou popes du clergé uni furent mis à mort (1). Les troupes russes ramenèrent au Schisme la plupart des paroisses grecques-catholiques, jetèrent en prison les popes fidèles à leur foi, et ne les relâchèrent qu'en octobre 1773.

Le clergé grec-uni, affaibli par de nombreuses défections, mais grandi par l'épreuve, reprend son apostolat. Les Basiliens soumettent à la Commission d'Éducation un projet hardi (mai 1774) (2). Le département d'Ukraine, dirigé par le prince Adam, compte 8 collèges de la Compagnie de Jésus, 5 écoles tenues par l'ordre de Saint-Basile, une par les Piaristes, enfin une *colonie* de Cracovie (3). Les Basiliens s'engagent à entretenir dans ces provinces ruthènes le même nombre total de 15 écoles si la Commission leur remet les collèges des Jésuites, avec les bâtiments et les domaines qui en dépendent.

Les jeunes moines étudieront les langues étrangères, afin d'enseigner à leur tour conformément aux règlements de la Commission. Les manuels français recommandés par la Commission seront traduits en polonais, édités et imprimés au monastère de Poczaïów.

La Commission d'Éducation s'épargnera de grands frais pour l'entretien des écoles. Elle se chargera aussi d'une lourde besogne : le Général de l'ordre ou le Provincial des Basiliens de la Couronne assumeront « le devoir d'organiser ces écoles, d'y faire appliquer les règlements de l'Illustre Commission d'Éducation et de rendre compte de tout à l'Illustre Commission ».

Enfin « comme la population de ces palatinats appartient en majorité au rite ruthène, qu'elle ne comprend point les caractères profonds de la religion (4) et n'en juge que superficiellement, si elle voyait des professeurs de l'autre rite, elle ne leur confierait guère ses

(1) LIKOWSKI, *Kościół unicki*, I, pp. 126-127, 138-140.

(2) Mention dans WIERZBOWSKI, XXXVII, 27 mai 1774. — Nous citons ci-dessous en traduction des extraits du mémoire conservé à la *Bibliothèque Czartoryski*, Rkps 1709, pp. 293-295, sous le titre *Projekt o szkołach znajdujących się w województwach Kijowskim... na rozkaz Ks. Czartoryskiego podanym*. — Analysé par MITERZANKA, *Dział. Czart.*, pp. 171-177.

(3) Le Département d'Ukraine comprenait non seulement les palatinats de Kiev et de Bracław, auxquels les Polonais du XVIII^e siècle appliquaient ordinairement le terme d'Ukraine, mais encore les palatinats de Podolie et de Volhynie. Dans ce dernier palatinat, les Piaristes possédaient une école à Miedzyrzec Korecki, Ołyka avait une *colonie* de Zamość.

(4) « *Najwięcej jest pospółstwa obrządku ruskiego, a tego nieznającego się na wewnętrznych przyczynach religii* ».

enfants ; mais elle préférerait les envoyer étudier à l'étranger, plutôt que de les confier en Pologne à des maîtres de l'autre rite ; et cette jeunesse ainsi formée à l'étranger, venant à préférer les leçons de l'étranger (1), a souvent perdu l'amour de sa patrie et de ses seigneurs, on a vu dans le pays les troubles divers qui en ont résulté. Lorsque cette population verra des professeurs d'un rite qui n'est pas moins fidèle à la religion catholique, elle s'abstiendra d'envoyer ses enfants au delà de la frontière voisine et les fera instruire dans les écoles des Basiliens. Lorsqu'elle saura par des Basiliens qu'il n'y a aucune différence de religion entre les personnes du rite latin et du rite ruthène, cette population s'unira d'abord par un amour mutuel, puis, reconnaissant l'imperfection de la religion de la nation voisine, elle remplira par amour ses devoirs envers la patrie et envers les seigneurs, devoirs qu'elle paraît aujourd'hui accomplir de force et comme malgré soi, et l'on peut de cette manière écarter toutes causes de trouble dans ce pays et la tranquillité désirable y pourra régner toujours. »

Le jésuite Jakukiewicz et le gentilhomme Świejkowski, chargés d'inspection par le prince Adam, étudièrent les problèmes que soulevait le plan des Basiliens. Tous deux conclurent dans un sens défavorable. Le Jésuite, rendant hommage à la bonne volonté des moines de Saint-Basile, dénonça leur insuffisance intellectuelle : les professeurs eux-mêmes connaissent mal l'histoire, la géographie, les mathématiques (2).

Léonard Świejkowski, juge *terrien* de Bracław, raisonne comme la plupart des hobereaux des confins. Pour le présent, il suffit de maintenir dans les écoles les ex-jésuites. Quand ils seront morts, la Commission choisira comme recteurs des prêtres séculiers, comme professeurs des religieux de diverses congrégations. Świejkowski verrait volontiers des Basiliens enseigner dans le palatinat de Cracovie, tout entier du rite latin, ou dans celui de Lublin. Mais il serait dangereux de leur confier des écoles dans les palatinats de Podolie et de Volhynie, et « surtout dans les palatinats de Kiev et de Bracław, et cela *occasione ritus graeci* (en raison du rite grec) et du voisinage des frontières russes » (3).

Les troupes de l'Impératrice occupaient la Pologne. Cent paroisses de l'Ukraine renoncèrent encore à l'Union, au cours de la Diète

(1) « *Bardziej sobie smakując zagraniczne wpojenie* ».

(2) WIERZBOWSKI, XXIV, pp. 85, 105, 108, 116, 119.

(3) *Id.*, *ibid.*, p. 40.

du Démembrement (1). Pour apaiser les révoltes qui compromettaient la prospérité de leurs immenses domaines, plusieurs magnats en vinrent en 1775 à solliciter l'érection d'un évêché orthodoxe dans l'Ukraine : parmi eux, le prince Adam. Le chef du Département d'Ukraine, désireux de pacifier ces provinces, comptait sur le Saint-Synode de Pétersbourg plutôt que sur le clergé grec-uni. La Commission d'Éducation, jugeant le rite latin seul capable de résister aux entreprises de l'Orthodoxie, refusa de livrer aux Basiliens l'héritage de la Compagnie de Jésus et se réserva de régler ultérieurement le sort de chaque collège.

Les écoles du rite latin. — La Commission d'Éducation devait surtout collaborer avec le clergé du rite latin. Le pape Clément XIV réserva expressément l'autorité des évêques sur les Facultés de Théologie et de Droit canon. « Toutes les autres branches de l'enseignement doivent, soit dans les écoles publiques, soit dans les institutions privées, être soumises aux évêques dans tout ce qui a rapport à la religion et aux mœurs. » Tous les maîtres feront « entre les mains de l'ordinaire, une profession de foi qui sera renouvelée tous les ans » (18 décembre 1773) (2).

La Commission, fort portée dans les premiers mois à aborder toutes les branches de l'éducation, obtient du pape deux brefs en date du 3 mars (3). Le premier autorise les Commissaires — *Octoviri juventuti instituendae* — à désigner, d'accord avec l'ordinaire du lieu, les couvents de religieuses qui devront accueillir comme pensionnaires des jeunes filles de la noblesse pauvre et leur donner l'instruction. Mais la réforme de l'éducation des filles fut remise à plus tard : « Il n'est pas vraisemblable que, dans les premiers temps, la Commission y puisse rien changer », pensait Ignace Potocki (24 mars) (4).

La Commission désirait employer dans l'enseignement des membres des Congrégations qui ne s'adonnaient point jusqu'alors à cette activité. Le second bref, du 3 mars, charge le nonce apostolique d'octroyer les dispenses nécessaires aux religieux les plus qualifiés.

(1) LIKOWSKI, *Kościół. unicki*, I, p. 147. Au début de 1775, sur un total de 1.902 paroisses dans les palatinats de Kiev et de Bracław, 1.300 appartiennent à l'Orthodoxie.

(2) Bref à Stanislas-Auguste, publié par THEINER, *Clément XIV*, II, pp. 412-414.

(3) Brefs au nonce apostolique, 3 mars 1774, publiés par THEINER, *Clementis XIV epistolae*, pp. 293-295.

(4) Potocki, mémoire du 24 mars 1774, dans *Epoka Wielkiej Reformy*.

Pour se consacrer aux écoles que leur confiera la Commission d'Éducation, ces moines pourront loger dans un couvent d'un autre ordre ou même — à titre exceptionnel et provisoire — chez le curé. Les Commissaires se proposaient principalement d'employer les moines dans les écoles paroissiales (1). Dans les années suivantes, les Congrégations organisèrent plus volontiers des *Écoles publiques*, pour se concilier les faveurs de la *szlachta*. Quant à observer les nouveaux Règlements, les *moines à capuchons* n'en étaient point capables, et ne le voulaient pas. La Commission d'Éducation trouvera parmi eux moins de collaborateurs que d'ennemis.

Les Visiteurs n'inspectèrent ni l'Université de Cracovie ni les *colonies académiques*, pour des motifs que nous examinerons plus tard. Parmi les congrégations enseignantes, les Piaristes de la province de Lithuanie se montrèrent, semble-t-il, hostiles à la réforme des études (2). En définitive, la Commission de l'Éducation ne pouvait compter que sur les Piaristes de la Couronne et, dans une certaine mesure, sur les ex-jésuites.

Les fils de Konarski accueillent avec empressement cette éducation nationale qu'appelaient depuis vingt ans leurs *Ordonnances*. Les inspecteurs, même anciens jésuites, font l'éloge des Écoles Pies. Mais cette Congrégation n'avait jamais possédé des domaines considérables, elle venait de perdre en Galicie son noviciat de Podolniec. La Commission de l'Éducation accorda aux Piaristes des subventions pour quelques écoles, notamment pour celle de Rydzyna. A titre privé, Auguste Sułkowski s'était engagé dès 1765 à soutenir cet établissement, qui fut ouvert à la rentrée de 1774. Mais les Piaristes ne peuvent fournir autant de professeurs que le souhaite la Commission : à Rawa, à Piotrków, trois ou quatre moines s'efforcent d'enseigner le programme des Écoles de palatinat, prévu pour six professeurs. Trop peu nombreux, les Piaristes ne peuvent prendre la place de leurs rivaux les Jésuites (3).

La Commission doit, comme elle l'avait prévu, retenir dans les écoles des membres de la Compagnie dissoute. Toutes ces écoles avaient fonctionné tant bien que mal pendant l'année scolaire 1773-

(1) WIERZBOWSKI, *Szkoły parafjalne*, pp. 21-22.

(2) WIERZBOWSKI, XXXVII, 12 déc. 1774 : la Commission invite le Provincial des Piaristes de Lithuanie à se justifier de cette accusation, et le Recteur de l'Académie de Wilno, à ne pas rapporter des propos oiseux.

(3) WIERZBOWSKI, XXIV, p. 16, XXV, pp. 71-106. — Les Écoles Pies demandent quelques domaines de la Compagnie de Jésus (*Ed. Nat.*, t. I, Nr. 47 c).

1774. Un nombre suffisant d'ex-jésuites y étaient demeurés, soit par zèle, soit par crainte de se voir refuser par la Commission une retraite convenable. Mais ces Pères n'avaient souvent reçu des préposés à l'inventaire que la nourriture. Bien des collègues avaient vécu des dons ou des avances de quelque seigneur, d'un généreux ecclésiastique. Nulle part, les anciens Jésuites ne veulent reprendre les classes sans avoir reçu quelque argent au titre de l'année écoulée. Ils réclament pour l'avenir un traitement honorable et sûr. La Commission fixe en juin une échelle de traitements; elle doit en septembre les réduire de près de moitié : 1.600 florins par an pour les préfets, 1.200 pour les professeurs. La plupart acceptent en gémissant. Ceux qui abandonnent les écoles le regrettent bientôt : au début de 1775, pour la seule Grande-Pologne, 80 d'entre eux avaient demandé leur réintégration (1).

Les inspecteurs trouvent les collèges de la Compagnie de Jésus désorganisés par le départ de divers professeurs. La plupart des écoles de province étaient restées fort en retard sur les grands collèges de Varsovie et de Poznań. Les envoyés de la Commission, même anciens Jésuites, comme Jakukiewicz dans les palatinats ruthènes et Rogaliński en Grande-Pologne, décrivent les petits collèges comme inférieurs aux Écoles Pies. Les ex-jésuites négligent souvent l'histoire, la géographie, les mathématiques; ils n'accordent pas assez d'attention à la langue polonaise, concentrent par trop leurs efforts sur le latin. Ils n'atteignent pas le niveau des *Ordonnances* de Konarski.

Quant au *Règlement de 1774*, aucune école ne se trouve en mesure de le suivre intégralement : sa nouveauté révolte une partie de l'opinion, elle déconcerte les professeurs. La *szlachta* accueille fort mal la réforme des études. Les bruits les plus absurdes coururent en Grande-Pologne, à la rentrée de 1774. Les parents ont gardé les enfants à la maison, gémit le préfet de l'école de Rydzyna, parce que la syntaxe et la rhétorique ne figuraient pas à la première place dans le programme. Certains, dit-il, assurent « que ce bouleversement des études annonce la fin du monde » (2). Plus prudent que ce Piariste, le préfet de Łęczyca, ancien jésuite, a conservé ses élèves en négligeant le règlement. Il n'a pas institué de cours de droit naturel ni de politique, pas de leçons de géométrie ni d'agriculture. Il n'a pas

(1) WIERZBOWSKI, XXV, p. 20.

(2) Lettre de Rogaliński à Sułkowski, 9 févr. 1775, cité par TRUCHIM, *Szkoły rydzynskie*, p. 32.

divisé les leçons en heures. L'école de Kalisz au contraire a perdu une centaine d'élèves sur les 700 qu'elle comptait d'ordinaire au temps de la Compagnie de Jésus. Mais Rogaliński interdit toute concession : « toute nouveauté paraît étrange..., les parents seront au début mécontents et pourront retirer leurs enfants de l'école, mais avec le temps ils se calmeront et les enverront à nouveau (1). »

En Mazovie, les Piaristes de Szczuczyn ont perdu le tiers de leurs élèves, ils n'en ont que 300 au mois de décembre. La petite noblesse s'imaginait qu'on allait substituer au latin l'allemand, pour donner occasion au roi de Prusse de s'emparer de ce pays frontière (2). Nulle part ailleurs ne s'est manifestée cette hostilité contre la langue allemande mais « partout, rapporte l'inspecteur Hołowczyc, j'ai entendu la même chanson, les mêmes lamentations des ignorants sur la soi-disant ruine de la religion et des bonnes mœurs... Les mathématiques, la science morale et le droit naturel sont, d'après quelques personnes, le masque derrière lequel se dissimulent ce qu'elles appellent les sentiments à la mode » (3).

Loin d'éclairer l'opinion, d'anciens membres de la Compagnie de Jésus se refusent à appliquer loyalement la réforme des études : tel ce préfet de Łęczyca, trop soucieux du nombre des élèves ; tels ces professeurs de Toruń et de tant d'autres écoles, dont les inspecteurs se plaindront pendant des années.

D'ailleurs les maîtres les plus zélés ne peuvent, du jour au lendemain, enseigner des sciences qu'ils ignorent eux-mêmes : c'est le cas, presque partout, pour l'histoire naturelle. Jésuites et Piarons disposent de bibliothèques d'importance très variable suivant les collèges : dans les grandes écoles, plusieurs milliers de volumes. Mais il s'agissait surtout d'ouvrages religieux, de textes latins. Presque partout, les inspecteurs le signalent, aucun livre utilisable pour un enseignement moderne. Même à Poznań manquent la plupart des ouvrages recommandés par la Commission (4).

Le *Règlement* de 1774 renvoie surtout à des livres français, il exprime le vœu que les professeurs possèdent tous cette langue. Même à ceux qui lisent le français, l'application du nouveau programme demande un effort considérable : s'initier à de nouvelles

(1) WIERZBOWSKI, XXV, pp. 3, 7.

(2) *Id.*, XXIV, p. 80.

(3) *Id.*, *ibid.*, pp. 72, 69.

(4) Voir les deux études de TRUCHIM dans ses *Szkice*, t. I, pp. 29-45 (les bibliothèques scolaires et la Commission d'Éducation), pp. 47-70 (inventaire de la bibliothèque de l'école des Piaristes à Rydzyna au XVIII^e siècle).

sciences, dépouiller des ouvrages étrangers, établir des cours à la portée des élèves. Perdus dans leurs bourgades de province, déjà surchargés de travail, comment les maîtres mèneraient-ils à bien cette tâche ? Il fallait, de toute nécessité, que la Commission d'Éducation leur fournît des manuels conformes au nouveau programme. Rogaliński les promettait aux professeurs pour la rentrée de 1775, mais l'élaboration de ces ouvrages était affaire de longue haleine.

La Société pour les livres élémentaires. — Dès l'origine, Bieliński, les P. Kamiński et Popławski, Ignace Potocki avaient souligné l'importance des manuels dans la réforme des études. *L'Académie des Sciences, des Belles-Lettres et des Arts utiles* devait présider à l'élaboration de ces ouvrages. L'inspection générale de 1774 engagea les Commissaires à se hâter. L'argent manquait. Ils renoncèrent à fonder une grande société savante et abandonnèrent le titre pompeux d'Académie des Sciences. Le 7 mars 1775, Potocki, le prince Adam et Zamoyski inaugurèrent dans la Bibliothèque Załuski une *Société pour les livres élémentaires* (1). Ce *Comité littéraire* devait travailler sous la présidence d'un membre de la Commission : Ignace Potocki assuma presque seul cette tâche. La Société pour les livres élémentaires, organe purement consultatif, traiterait seulement les questions qui lui seraient soumises par le Conseil d'Instruction. En fait, elle ne se borna point à l'élaboration des manuels, mais collabora à toute l'œuvre pédagogique de la Commission.

Le nombre des membres appointés était limité à dix. Aux quatre *Académiciens* désignés en mai 1774 — le P. Popławski, les jésuites Piramowicz, Albertrandi et Koblański —, la Commission adjoignit un Piaron de la province de Lithuanie, Narbutt ; un quatrième jésuite, le P. Jakukiewicz ; les abbés Kniażewicz et Hołowczyc ; enfin Christian Pfleiderer, récemment nommé directeur des études à l'École des Cadets, où il enseignait les mathématiques depuis 1766. La dixième place restait à pourvoir.

Tous les membres du Comité littéraire avaient l'expérience de l'enseignement, tous avaient pu se préserver de la routine par des voyages d'étude et des travaux personnels. Peut-être faut-il cepen-

(1) WIERZBOWSKI, XXXVI, *Protokóły posiedzień Towarzystwa do ksiąg elementarnych* (Procès-verbaux de séances de la Société pour les livres élémentaires), pp. 1-4. — Joseph Załuski, évêque de Kiev, décédé le 4 janvier 1774, avait donné à la République sa bibliothèque. La Commission d'Éducation l'administrait.

dant faire exception pour Jakukiewicz. Employé par le prince Adam à l'inspection des palatinats ruthènes, préfet de l'école de palatinat de Varsovie, cet ancien jésuite se recommandait sans doute par des talents d'administrateur (1).

Koblański avait passé trois ans à Vienne, séjourné à Rome en 1772, au Collège des Anglais. Il s'était fait connaître par de nombreuses poésies, des traductions des odes d'Horace. Czartoryski le donna comme professeur à ses fils. Koblański brilla à la cour de Puławy, mais au Comité littéraire il joua, comme Jakukiewicz, un rôle assez effacé (2).

Grégoire Piramowicz représente au Comité littéraire le type le plus éminent du jésuite polonais. Il était issu d'une vieille famille arménienne de Lwów. Élève des jésuites, entré tout jeune dans la Compagnie, il chanta dans une ode sa douleur de la voir abolir. Pourtant il n'avait pas toujours vécu dans le cercle étroit des collèges polonais. Ses supérieurs l'avaient envoyé à Rome : il y enseigna la théologie morale, en même temps qu'il surveillait l'éducation des trois fils du castellan Joseph Potocki. C'est alors qu'il se lia avec leur cousin, Ignace Potocki, d'une profonde amitié. Le jésuite accompagna ensuite ses élèves en France. Universellement estimé, Piramowicz montra toujours des sentiments sincèrement chrétiens, et pour les humbles un amour évangélique. En même temps, nous le voyons fréquenter des personnages fort peu orthodoxes. A Paris, en 1780, Piramowicz n'ira pas voir seulement l'abbé Delille, mais Dalemberet et Condorcet. Belle figure de Jésuite polonais, certes, mais du parti moderne (3).

Albertrandi, fils d'un bourgeois italien installé à Varsovie, enseigna d'abord dans divers collèges de la Compagnie de Jésus. Puis il travailla sous Janocki à la Bibliothèque Załuski. Le Primat Łubieński lui confia l'éducation de son neveu Félix Łubieński. Quand son élève fut en âge de voyager, Albertrandi le conduisit

(1) Adam Jakukiewicz, né en 1741, enseigne l'histoire de Pologne à l'École des Cadets de 1775 à 1777 (MITERZANKA, *Dział. Czart.*, pp. 45-46 et *passim*). — Il dirige l'École de palatinat de Varsovie de 1774 à 1793. Admis à la retraite il est encore appointé jusqu'en octobre 1795 comme inspecteur des écoles paroissiales à Varsovie (WIERZBOWSKI, *Szkoły parafjalne*, p. 189).

(2) Joseph Koblański, né en 1738, mort à Puławy en 1817. NIEMCEWICZ, *Pamiętniki czasów moich*, p. 349. — ESTREICHER, *Bibliogr.*, t. XIX. — L. DĘBICKI, *Puławy*, IV, p. 224. — BEDNARSKI, *Upadek*, p. 58.

(3) Sur Grégoire Piramowicz (1735-1801), NIEMCEWICZ, *Pamiętniki czasów moich*, p. 349 ; DĘBICKI, *Puławy*, IV, p. 292 ; WISTOCKI, *Poczet prac Piramowicza* ; BEDNARSKI, *Upadek*, *passim*.

passer trois ans en Italie. Il le plaça d'abord au Collège de Nobles de Sienne, mais bientôt se plaignit au Général des Jésuites : on y inculquait aux élèves une dévotion superstitieuse ; l'enseignement était en retard de cent ans sur le Collège de Nobles de Varsovie. Albertrandi retira son élève du Collège de Sienne et voyagea avec lui à Rome et en Italie. Stanislas-Auguste le prend pour lecteur (1774) et pour directeur de son cabinet de médailles. Vers 1769, Albertrandi avait obtenu sa sécularisation, après vingt années passées dans la Compagnie de Jésus (1).

Le voltairien Kniażewicz, maintenant pourvu d'une cure importante au diocèse de Wilno, avait quitté les Jésuites dans les conditions que l'on sait (2). Ses fougueuses interventions au Comité littéraire nous révèlent sans doute quelques-unes des opinions qu'il avait développées dans son mémoire de l'éducation du mois de décembre 1773.

Un bref séjour au noviciat des Jésuites avait suffi pour rebuter Hołowczyc. Il entra dans le clergé séculier, enseigna le latin à l'École des Cadets, passa deux années à Rome pour se perfectionner dans l'étude du droit. L'évêque de Płock l'envoya en 1774 inspecter les écoles de Mazovie et se l'attacha comme secrétaire. Actif, autoritaire comme Michel Poniatowski, Hołowczyc devait demeurer son homme de confiance (3).

La province lithuanienne des Écoles Pies comptait peu d'hommes aussi instruits que le P. Narbutt. D'une famille riche, il étudia quatre ans à Rome, enseigne au Collège de Nobles que sa Congrégation avait fondé à Wilno, accomplit un long voyage en Allemagne et en France comme précepteur des jeunes Brzostowski. Puis le chancelier Czartoryski entretient à sa cour le P. Narbutt, libre de s'adonner à des activités variées (4).

Les membres du Comité littéraire n'avaient donc pas été complètement absorbés par la tâche quotidienne de l'enseignement. Ils

(1) Jean-Baptiste Albertrandi (1731-1808), président-fondateur de la Société des Sciences de Varsovie. Notices dans *Enciclopedia Italiana*, II, p. 200 et par Kazimierz CHODYNICKI, dans *Polski Słow. Biogr.*, I, pp. 45-46. — Bibliographies d'ESTREICHER, XII, p. 96, de SOMMERVOGEL, I, p. 132. — BEDNARSKI, *Upadek*, p. 473 et *pass.* ; KURDYBACHA, *Ks. Albertrandy jako pedagog*.

(2) V. p. 177. Il s'agit de la cure de Mosty, dans le district de Grodno.

(3) Étienne Hołowczyc (1741-1823), archevêque de Varsovie, 1819. Notice par M. BALIŃSKI dans *Órgelbrand*, XII, pp. 71-73. MITERZANKA, *Dział. Czart.*, P. 46.

(4) Sur Casimir Narbutt (1738-1807), A. MOSZYŃSKI, *Wiadomość o K. Narbucie*, 1843 ; notice dans *Wielka Encyklopedia Ilustrowana*.

avaient eu l'occasion d'élargir leur horizon. Ils avaient pu se livrer à des travaux personnels. Narbutt, comme Piramowicz, Koblański et Albertrandi, publiait des poèmes ou des traductions en vers dans les *Zabawy przyjemne i pożyteczne* (*Les Divertissements agréables et utiles*), revue dirigée par Albertrandi et le jésuite Naruszewicz. Piramowicz avait donné une édition scolaire des fables de Phèdre, accompagnées d'une traduction en polonais et en français. Mais ces lettrés ne se plaisaient pas seulement aux belles-lettres; ils nourrissaient une curiosité encyclopédique.

Nul d'entre eux n'était étroitement spécialisé. Narbutt est moins connu comme poète que pour avoir vulgarisé, dans un manuel de logique, la philosophie de Wolf. Albertrandi devait s'illustrer comme historien de la Pologne; il avait déjà traduit du français et adapté l'*Abbrégé chronologique d'histoire polonaise* de Schmidt, l'*Histoire romaine* de Macquer. Mais il connaissait si bien l'histoire naturelle que Hołłowczyc le proposait pour la rédaction du manuel (1). Kniażewicz, le *Mathématicien de l'évêque de Wilno* (2), avait collaboré avec Wyrwicz à la publication d'une vieille chronique polonaise et traduit du français l'*Histoire de Russie* de Lacombe. A côté de ces vulgarisateurs, Pfeiderer seul avait fait une étude approfondie des mathématiques et de la physique, sous les maîtres Kies à Tübingen et Lesage à Genève (3). Nous verrons quel précieux concours il apporta en ce domaine au Comité littéraire. Il sut encore lui donner des avis fort judicieux sur l'enseignement de la logique, de la rhétorique. On pourrait faire un vrai traité d'enseignement secondaire en rassemblant les nombreuses notes que Pfeiderer a rédigées, en un français impeccable, pour la Société des livres élémentaires.

Ce Comité littéraire s'intéressait vivement aux problèmes de la richesse de la population. Les préoccupations économiques n'étaient pas réservées à Popławski. Albertrandi publie en 1770 un *Choix de notions économiques tirées des meilleurs livres étrangers* (4). Il expose, dans la préface, les moyens d'améliorer l'agriculture en Pologne, en

(1) *Arch. Gł., Kom. Ed., A 27*, fol. 9.

(2) *Supra*, p. 177.

(3) Christophe Pfeiderer, né en 1736 dans le Wurtemberg, mort en 1821, professeur émérite de l'Université de Tübingen. — Se faisait donner en Pologne le prénom de Christian. — Art. de CANTOR dans *Allg. Deutsche Biogr.*, XXV, p. 678, et surtout notice nécrologique dans les *Württembergische Jahrbücher hgb. v. MEMMINGER*, 1823. MITERZANKA, *Dział. Czart., passim*.

(4) *Wybór ekonomicznych wiadomości z xiąg najprzedniejszych zagranicznych*, Warszawa, 1770. — Nous ne connaissons cet ouvrage que par l'analyse que donne de la préface BERGERÓWNA, *Pani na Kocku*, pp. 66-67.

insistant principalement sur la nécessité de respecter la personne des paysans et leur travail.

Kniażewicz, traduisant le *Calendrier des laboureurs et des fermiers* de Bradley, recommande d'introduire en Lithuanie la pratique des prairies artificielles et vante le zèle de Massalski, l'Ami des Hommes, pour l'agriculture et les métiers (1).

Narbutt s'intéresse aux efforts d'autres magnats lithuaniens. Il dédie sa *Logique* au chanoine Paul Brzostowski en le félicitant de préparer une édition du traité d'agriculture de Duhamel du Monceau (2). Il loue l'hetman Ogiński, gendre du chancelier Czartoryski, d'avoir perfectionné l'agriculture sur ses domaines, fondé des manufactures, creusé le canal de Pińsk.

Piramowicz publie en 1774 une ode sur l'inoculation, et un compte rendu du fameux *Avis au peuple sur sa santé* du Dr Tissot (3). Il devait consacrer ses dernières années à ses paroissiens de Kurów, de pauvres paysans.

Le Comité littéraire groupait des talents assez divers pour conseiller utilement la Commission d'Éducation sur tous les problèmes scolaires. Les Commissaires avaient accordé leur confiance à des hommes qui partageaient trop bien leurs vues patriotiques, leurs convictions physiocratiques, pour s'attarder aux discussions préliminaires. Les membres de la Société approuvèrent, avec quelques retouches de détail, le *Règlement* de 1774. C'était adhérer aux vues exprimées par le P. Popławski. Le Piariste voyait s'établir, sans opposition, le règne de ses idées. Popławski devait jouer au Comité littéraire un rôle prépondérant par la vigueur de son esprit.

Mais, personnellement, il s'effaçait devant Piramowicz. Secrétaire du Comité littéraire, Piramowicz assiste également aux débats de la Commission d'Éducation. La Société pour les livres élémentaires tient chaque année une séance publique à laquelle assiste le Roi : Piramowicz expose les travaux et les projets de ses collègues. D'une plume élégante et facile, il donne leur forme définitive aux

(1) KNIAŻEWICZ, *Kalendarz rolniczy i gospodarski*, Wilno, 1770.

(2) Paul Brzostowski (1739-1827), chanoine de Wilno, 1755, achève ses études à Rome. Ayant acquis le domaine de Merecz, auquel il décerne d'après son propre prénom l'appellation de Pawłów, il entreprend de remédier à la grossièreté de ses paysans. D'accord avec leurs représentants, il établit en 1769 le Statut de Pawłów, qui lui valut un grand renom. Nommé Référendaire en 1774, il démissionne en 1787. — Notice par T. TURKOWSKI, dans *Polski Słownik Biogr.*, III, pp. 55-56.

(3) A l'occasion de la 2^e édition polonaise.

textes élaborés par eux. Popławski est le penseur, le cerveau du Comité. Piramowicz, moins profond, moins original, est le secrétaire modèle. Maladif, n'y voyant guère, il accomplit une besogne considérable. Et surtout ce petit homme replet, à la tête trop forte, aux jambes trop courtes, anime tout le monde au travail, parce qu'il sait se faire aimer de tous. Son jeune ami Ignace Potocki le nomme à la cure de sa résidence d'été, Kurów, tout près du château de Puławy, résidence du prince Adam. Le Roi l'appelle familièrement « *Piramek* ». Il se fait apprécier par les ennemis de la Compagnie de Jésus, par les Piaristes, par les professeurs de l'Académie de Cracovie.

On a supposé *a priori* une rivalité entre le jésuite Piramowicz et le piariste Popławski; nous voyons au contraire entre eux deux une parfaite concordance de vues, une longue et amicale collaboration. Très différents, ils se complétaient à merveille pour le plus grand bien de l'éducation nationale (1).

La Société, confiant à Popławski lui-même la rédaction d'un cours de morale et réservant pour des auteurs polonais quelques manuels, en demanda sept à un concours international. Dans le courant de l'été 1775, elle adressa l'avis de concours aux sociétés savantes de l'Europe, aux universités, à divers journaux. Le Comité tenait à fournir aux écoles polonaises des livres élémentaires d'une rare perfection.

(1) WISTOCKI, *Poczet prac Piramowicza*, pp. 251-252 et 320, n. 1, présente l'histoire du Comité littéraire comme une lutte entre Popławski, soutenu par le Piariste Narbutt, d'une part, et de l'autre Piramowicz, soutenu par les Jésuites. Rien ne confirme cette vue simpliste. — Popławski et Piramowicz entrent tous deux dès la première heure au service de la Commission d'Éducation; elle demande au Jésuite un livre pour les parents (il en remet le plan le 11 mai 1774), tandis qu'elle charge le Piariste d'un manuel pour les écoles paroissiales (10 déc. 1773) puis d'un plan d'éducation. Dans le *Règlement de 1774*, Wisłocki signale (p. 328) un procédé de traduction employé par Piramowicz dans son édition des fables de Phèdre; il relève les menues différences entre le *Règlement* et l'*Éducation civile* de Popławski, sans noter que ce texte officiel consacre toutes les grandes idées du Piariste, en répète même plusieurs phrases. Si c'est Piramowicz qui l'a rédigé, il l'a rédigé en plein accord avec Popławski. — Les archives du Comité Littéraire nous les montrent tous deux du même avis sur l'instruction religieuse et morale, sur la logique, sur les mathématiques. C'est seulement au sujet de l'histoire que Piramowicz, ainsi d'ailleurs que les autres membres du Comité, se séparent de Popławski, peu favorable à cet enseignement. — Potocki accorde sa confiance à tous deux et les choisit tous deux comme subdélégués, pour l'inspection des écoles en 1774. Enfin lorsqu'en 1779-1780, Piramowicz, fatigué, prit un congé et partit pour un long voyage, Popławski le remplaça à titre gracieux dans ses fonctions de secrétaire. Et les lettres du Jésuite à Ignace Potocki expriment son amitié et sa gratitude pour le Piariste : WISTOCKI, *Poczet*, pp. 359-360, 366-367, à rapprocher de WIERZBOWSKI, XXXVIII, pp. 102, 116, 134.

III. — LES ÉCOLES PAROISSIALES AU DIOCÈSE DE WILNO (1)

La Commission d'Éducation maintient à grand'peine les anciens collèges de Jésuites. Elle ne peut plus songer à entretenir un maître d'école dans chaque paroisse. Les moines restent sourds à ses appels ; les évêques de même. Deux évêques siègent parmi les Commissaires : Michel Poniatowski invoque la pauvreté des curés du diocèse de Plock, seul Ignace Massalski prétend organiser en Lithuanie l'instruction populaire.

Zèle apparent de Massalski. — Dans le *Règlement pour les écoles paroissiales*, ratifié le 20 juin 1774 par la Commission, le Président cite en exemple son diocèse de Wilno qui « a offert de fonder et d'entretenir à ses frais ces écoles ». A vrai dire, Massalski s'est gardé de réunir un synode diocésain qui aurait pu critiquer un programme aussi peu conforme aux traditions. L'évêque de Wilno compte sur la docilité de ses curés, et plus encore sur les subsides de la Commission.

Elle vote une dotation annuelle de 23.000 florins pour l'érection de 13 nouvelles cures au diocèse de Wilno, à charge pour le curé d'entretenir une école. Massalski charge 15 inspecteurs des écoles paroissiales d'exciter et de diriger le zèle des curés, et la Commission lui accorde encore 23.200 florins pour ce nombreux état-major, puis revenant sur ce vote, décide d'affecter cette somme à des gratifications aux archiprêtres et aux maîtres qui se dévoueront pour la cause des écoles. Le Prince-Évêque propose d'établir à Wilno un Séminaire de maîtres d'école. Des sujets bien doués, présentés par les curés, s'y perfectionneront pendant un an. Pour rendre service aux paysans, ils acquerront des notions de comptabilité et d'arpentage, d'agriculture et d'art vétérinaire. Ils apprendront à jouer de l'harmonium, pour se rendre utiles au curé. La Commission accorde 25.000 florins pour la formation de 50 maîtres par an (24 décembre 1774).

Massalski se rend aussitôt en Lithuanie et mande à la Commission : « partout dans mon diocèse on fonde des écoles paroissiales » (2).

(1) WIERZBOWSKI, *Szkoły parafjalne*, pp. 21-29 (mesures générales), pp. 79-99 (diocèse de Wilno).

(2) Lettre de Massalski à Gintowt (de Werki, 9 janvier 1775), cité par WIERZBOWSKI, *Szk. par.*, p. 81. — Gintowt-Dziewiałtowski, chambellan du Roi, secrétaire de la Commission d'Éducation de 1774 à 1792, n'avait qu'un rôle administratif.

Il inaugure, aux portes de Wilno, son Séminaire de maîtres d'école (1^{er} avril 1775) et vante à la fin de l'année les progrès des 25 pensionnaires. Il veut construire pour son établissement un immeuble de 40.000 florins. Mais la comptabilité de Massalski paraît suspecte à la Commission d'Éducation. Elle refuse d'ordonnancer pour le Séminaire les crédits relatifs à l'année 1776, et se prépare à contrôler de plus près la gestion de l'évêque. Chreptowicz le trouve « aussi désordonné dans les affaires publiques que dans ses propres affaires » (1).

La Diète de 1776 approche; l'évêque de Wilno organise pour le courant de l'été un grand jubilé. Cent trente sermons furent prononcés à Wilno. Deux Lazaristes, professeurs au Séminaire diocésain, les P. Kaliński et Karpowicz, exprimèrent avec éloquence les intentions du Prince-Évêque.

Sermons du P. Kaliński. — Guillaume Kaliński n'avait pas encore trente ans. Il venait de prendre possession de sa chaire au Séminaire. Il excellait dans la conférence philosophique et religieuse (2). Dans un sermon *sur le progrès des lumières* (3), il embrasse d'un coup d'œil l'histoire intellectuelle de l'Europe, flétrit la barbarie du Moyen Age, le triomphe de la superstition et de l'astrologie. « Voici qu'aujourd'hui sont dévoilés les droits de l'humanité. Voici qu'aujourd'hui l'on ne considère pas comme grand l'État le plus étendu, mais celui où fleurissent de bonnes lois, où l'économie publique est sagement organisée, où les citoyens sont instruits, riches, indépendants, bien portants, libres et vertueux ; voici qu'aujourd'hui l'on découvre les liens réciproques entre les citoyens des diverses conditions... ; voici qu'aujourd'hui l'on estime les sciences selon leur utilité, non plus d'après leur subtilité et leur difficulté (4). »

« Celui-là s'adonne à la légèreté aux nouveautés », qui ajoute à la corruption des mœurs polonaises des vices étrangers ; celui qui emprunte aux autres nations « des fantaisies coûteuses, contraires à

(1) Chreptowicz à Gintowt, 29 juillet 1776, cité par WIERZBOWSKI, *Szkoły parafjalne*, p. 80, n. 2.

(2) Kaliński, né en Grande-Pologne en 1747, entre chez les Lazaristes de Varsovie, professeur à leur Séminaire de Sainte-Croix (1772), puis au Séminaire diocésain de Wilno (1775) et à l'École Principale de Lithuanie en 1783, meurt en 1789. J. BIELIŃSKI, *Uniwersytet Wileński*, III, pp. 211-213. PELCZAR, *Dz. kaznodziejstwa*, II, p. 291.

(3) *O odmianie oświecenia świata*, 4^e des 6 sermons prononcés par Kaliński au jubilé de 1776. Nous utilisons l'édition de 1808 : KALIŃSKI, *Kazania*, t. I.

(4) KALIŃSKI, *Kazania*, I, pp. 161-162 (4^e sermon).

l'esprit d'économie et qui ne conviennent point à son état » ; celui qui sur la foi de quelque livre ou d'après les hasards d'un voyage, introduit de nouvelles méthodes agricoles, des machines, des manufactures sans savoir si elles conviennent à la Pologne, sans les essayer sur une échelle modeste (1). Le jeune Lazariste songe peut-être au prince-évêque de Wilno lui-même, mais nombre de jeunes gentilshommes ou de jeunes magnats lithuaniens péchaient aussi par un engouement irréflecti pour les nouveautés étrangères.

Dans un sermon antérieur, Kaliński a rappelé aux nobles leurs devoirs d'état : « Celui qui ne travaille pas pour la société pêche contre la justice, contre les hommes et contre Dieu. Et bien que les hommes ne flétrissent point cette faute autant que le vol et le meurtre, peut-être cependant est-elle devant Dieu beaucoup plus grave... Nos serfs, disent certains gentilshommes, sont nés afin de travailler pour nous. Certainement. Mais vous, vous êtes nés afin de travailler pour eux. Votre domination ne peut être fondée sur rien autre que sur un contrat de services réciproques (2). »

Sans doute ces paroles ont-elles soulevé quelques murmures. Le P. Kaliński semble y faire allusion dans le sermon *sur le progrès des lumières*. Il blâme, autant et plus que les fanatiques des nouveautés, les partisans acharnés du passé. Ceux-là « veulent nous punir, nous prédicateurs, lorsque nous rappelons les devoirs propres à chaque état, lorsque nous ranimons les premières lumières de la raison, sur lesquelles reposent la société civile et politique, l'éducation et tous les devoirs envers Dieu et envers le prochain... Mais s'agit-il de devoirs nouveaux, de nouvelles vérités ? Elles sont aussi anciennes que le genre humain, la raison et la foi ». Ils critiquent la réduction du nombre des fêtes, l'interdiction de certaines pratiques de dévotion. Or l'Église reste toujours maîtresse de modifier des coutumes par elle établies.

« Que nomment-ils encore nuisible innovation ? La suppression de n'importe quel vieil abus, toute introduction d'un ordre nouveau, toute limitation d'une licence effrénée... C'est encore une nouveauté pour les cœurs durs que les voix qui font appel à l'humanité contre l'esclavage des serfs. Mais Dieu et la nature ne sont point choses nouvelles. Or Dieu et la nature ont fait libres tous les hommes ; plus tard seulement des crimes ont introduit dans le monde la servitude. »

(1) *Ibid.*, pp. 164-165.

(2) *Ibid.*, pp. 67-69 (2^e sermon).

« Je le sais, le XVIII^e siècle que l'on appelle le siècle des Lumières, on ne peut l'appeler le siècle de la Sainteté... Mais quel siècle fut sans crime ? » Le mal a régné dans les nations incultes, « une véritable instruction et une véritable philosophie » contribueront au triomphe de la vertu (1).

Le devoir de s'instruire incombe tout particulièrement aux gentilshommes de la République polonaise. « Malheureux pays, celui où gouvernement des citoyens que ne gouverne point la raison (2) ! » Mais il faut aussi instruire les paysans. « La sagesse s'acquiert par l'expérience, c'est la vérité : mais par une expérience dirigée par la raison... La maxime qui interdit l'instruction aux travailleurs est donc extrêmement nuisible. Plus ils acquerront les lumières de la raison, plus ils travailleront avec facilité, avec perfection et avec utilité. Mais à quoi bon tant d'arguments ? Quiconque est homme a un droit dont nul ne peut le priver, le droit d'être un homme raisonnable (3). » Les seigneurs se garderont donc « de tenir leurs serfs dans cette épaisse ignorance qui fait les hommes pareils aux bestiaux » (4).

Sermons du P. Karpowicz. — Le P. Karpowicz (5), à peine moins jeune que le P. Kaliński, avait plus de feu, plus d'action oratoire. « J'aime entendre Karpowicz, disait l'évêque de Wilno, et j'aime lire Kaliński. » Karpowicz, *prince des prédicateurs, le Massillon polonais*, accommoda selon les recettes de l'éloquence sacrée la *Table raisonnée des principes de l'Économie politique*, composée par le margrave de Bade et mise au point par Dupont (6). Il développe les

(1) *Ibid.*, pp. 170-177 (4^e sermon).

(2) *Nieszczęśliwy kraj, gdzie tacy rządzą obywatelami, ktorzy nie rządzą rozum, Ibid.*, p. 107 (3^e sermon).

(3) *Ibid.*, pp. 110-111 (3^e sermon).

(4) *Ibid.*, p. 223 (6^e sermon).

(5) Michel Karpowicz (1744-1805), professeur de théologie et d'Écriture Sainte au Séminaire de Wilno, puis à l'École Principale, 1780. BIELIŃSKI, *Uniw. wil.*, III, pp. 216-219. PELCZAR, *Dz. kaznod.*, II, pp. 291-297. — Nous renvoyons à KARPOWICZ, *Kazania*, edycja nowa, Warszawa, 1807-1813 : le t. VI, *Kazania jubileuszowe*, comprend ses 10 sermons de 1776.

(6) Voici, en traduction, la note qui accompagne le 1^{er} sermon : « Tout cet exposé des lois fondamentales de la nature qui sera continué et développé dans les prochains sermons, est puisé presque mot pour mot dans la *Table raisonnée des Principes de l'Économie Politique*, composée par le margrave de Bade et mise en parfait ordre par M. Du Pont. Le margrave en fit présent en particulier aux hommes les plus éclairés de l'Europe et l'envoya au prince Massalski, évêque de Wilno, en l'année 1774. Cette Table a été déjà publiée par le savant périodique français les *Éphémérides du Citoyen*, et par un autre : les *Journeaux* » (*sic*) (pour l'*Esprit des Journeaux*). Cette note figure aussi dans l'édition originale de 1777.

thèses fondamentales de la physiocratie à grand renfort de citations de l'Écriture, d'exemples tirés de l'histoire ancienne et de l'histoire moderne, en des périodes amples et majestueuses.

Il intitule un sermon *De l'esclavage que l'on prétend imposer aux serfs* (1). « Mon discours suscitera de nombreuses critiques et à beaucoup de cœurs il paraîtra désagréable et dur ; il soulèvera les clameurs de ces âmes sanguinaires, dont les délices sont de verser un sang innocent, d'opprimer et de pressurer le pauvre peuple, d'arracher au malheureux serf son dernier avoir. Il pourra soulever les clameurs de ces esprits obscurs et sans lumières, qui sur le misérable lopin dont ils sont les propriétaires ou les fermiers, voudraient en écorchant leurs serfs s'élever au-dessus de la médiocrité de leurs aïeux et de leur maison (2). »

Karpowicz précise dans le discours suivant :

« Je suis sûr que ces sermons... seront accueillis avec plaisir et avec profit par les seigneurs eux-mêmes et par les propriétaires fonciers. Et ceux qui tiennent les terres à ferme, en fief, en viager et autres possesseurs de même nature, ne murmureront que poussés par leur intérêt personnel. Car le propriétaire... s'efforce de maintenir ses paysans dans le meilleur état possible, pour son propre renom et pour sa postérité, mais le fermier sachant qu'il ne possédera pas longtemps cette fortune, voudrait écorcher sans cesse les serfs parce qu'il désire accroître son capital et prendre ensuite une autre ferme plus avantageuse pour lui (3). »

A cette critique du fermage, Karpowicz joint l'apologie des grandes âmes qui veulent adoucir le servage, et notamment le Roi et l'évêque de Wilno, « aussi connu de l'Europe éclairée pour être en Pologne l'*Ami des Hommes*, que Mirabeau est connu pour l'être dans sa Patrie ». Dans les circonstances actuelles, affirme le Lazariste, « c'est seulement en améliorant la condition des paysans, et en relevant par là notre agriculture déchuë, que nous pouvons espérer améliorer notre sort » (4).

« C'est en vain ici que l'on m'opposera le *Statut de Lithuanie* et nos *Volumina legum* qui taxent la tête du laboureur comme celle du bétail. En vain l'on produira des constitutions marquées de la

(1) *O pretendowanym nad poddanemi niewolnictwie* (2^e sermon).

(2) KARPOWICZ, *Kazania*, VI, pp. 28-29 (2^e sermon).

(3) *Ibid.*, p. 52 (3^e sermon).

(4) *Ibid.*, p. 30 (2^e sermon) : Sur Massalski : *owego tak znanego oświeconej Europie przyjaciela ludzkości dla Polski, jak Mirabeau znany był dla swej Ojczyzny.*

grossièreté des siècles et des effets du préjugé gothique né de lois barbares. La loi de la nature proclame que Dieu seul a droit de vie et de mort. » Et l'orateur sacré souhaite que sa voix porte jusqu'au roi et aux législateurs : « afin que, fondant le bonheur des laboureurs sur une limitation du servage, ils suppriment cet esclavage, honte d'une Nation qui expose ces propriétaires d'esclaves à la risée de l'Europe éclairée » (1).

Cet esclavage injustifiable ne peut être utile. « Ces pays-là se trouvent aujourd'hui dans le plus profond abaissement et le plus grand malheur, dans lesquels se maintient un reste des lois gothiques sur le servage : c'est-à-dire la Hongrie, la Bohême et la Pologne (2). »

Karpowicz traite, dans son quatrième sermon, des écoles paroissiales. « Les uns, inspirés encore par un esprit grossier, disent qu'il ne faut au laboureur aucune instruction. Les autres, ne comprenant pas de quoi il s'agit ici, disent que l'instruction détourne les laboureurs du travail. » Le Lazariste invoque surtout la nécessité de détruire les superstitions. « Peut-on sans déshonorer la Foi, mais aussi sans honte pour la Nation, rappeler ces horribles préjugés sur les monstres et sur les sortilèges qui empêcheraient les pluies, attireraient les bourrasques, la grêle et les pluies torrentielles ? Peut-on sans tristesse et sans un vrai serrement de cœur, rappeler ces honteuses condamnations à mort dans les bourgades pourvues du droit de Magdebourg, où l'on brûle sorciers et sorcières ! Cela se passe presque tous les ans ici en Lithuanie et en Ruthénie dans divers bourgs ; cela se passe au siècle des lumières, dans un pays qui s'instruit, sous les yeux du clergé, des curés et des moines !

« O prêtres ! c'est en grande partie par notre faute, nous sommes une grande multitude de prêtres, et il faut donc qu'il y ait manque de choix, manque d'études, manque de vertus et de mœurs. Par notre aveuglement, par notre manque d'éducation, nous multiplions cent fois les superstitions et le fanatisme, au lieu de les extirper et d'éclairer les citoyens. D'obscurs fanatiques, couverts du manteau de la piété, croient à la légère, comprennent peu, enseignent et parlent beaucoup : de là sont venus, au scandale du monde, tant de murmures, d'imprécations et de révoltes contre les décisions pastorales sur l'abolition de certaines fêtes..., de là tant de croyances superstitieuses, cette foi à des miracles imaginaires, ces pèlerinages qui sont des prétextes au vagabondage... mais qui dénombrera ces

(1) *Ibid.*, pp. 37-38 (2^e sermon).

(2) *Ibid.*, p. 48 (3^e sermon).

inventions, outrageantes pour la Foi du Christ, qui déshonorent les prédications, empoisonnent les conversations et perpétuent des préjugés honteux pour la Nation (1). »

L'école paroissiale devra convaincre le peuple qu'« observer simplement les commandements de Dieu et de l'Église, simplement accomplir les devoirs de son état, simplement recevoir les sacrements de l'Église, dignement, au temps voulu et avec piété, voilà la manière plus certaine de parvenir au salut » (2).

A peine Karpowicz avait-il ainsi conclu, qu'un Dominicain le remplaça dans la chaire et conjura les fidèles de ne pas laisser empoisonner leurs cœurs par le discours « libertin, voltairien et athée » qu'ils venaient d'entendre. Aussitôt l'officialité frappa le moine de suspension pour une période indéterminée, et fit afficher ce jugement aux portes des églises (3).

On assure que le Dominicain avait agi à l'instigation de la petite noblesse (4). Cette classe, moins affranchie que les magnats des superstitions traditionnelles, envisageait avec plus d'appréhension l'abolition du servage, car elle manquait des capitaux indispensables pour survivre à pareille réforme sociale.

Dans les sermons suivants, Karpowicz continua à tonner contre « ces âmes gothiques » pour lesquelles « le paysan doit par nature vivre dans l'oppression et la grossièreté » (5), contre les « barbares » qui, fiers de leur droit de justice, exposent sur les murs de leur maison des centaines d'instruments variés pour infliger la torture à leurs paysans (6).

Il fit à nouveau l'éloge de Massalski, vanta le chanoine Paul Brzostowski, Référendaire de Lithuanie, créateur du village modèle de Pawlów (7). Il conjura les seigneurs dans leur intérêt temporel et dans l'intérêt de leur salut, de ne pas livrer leurs serfs aux duretés des fermiers.

Il recommanda un projet de grenier de charité, que le seigneur et la communauté devraient construire dans chaque village. Les revenus de ce grenier constitueraient un trésor de village qui permettrait d'organiser l'assistance médicale, plus tard de construire

(1) *Ibid.*, pp. 76-78 (4^e sermon).

(2) *Ibid.*, p. 84 (4^e sermon).

(3) *Ibid.*, p. 85 n. Cette note ne figure pas dans l'édition de 1777.

(4) Notice sur Karpowicz dans *Encyklopedia Kościelna*, t. X, p. 116.

(5) KARPOWICZ, *Kazania*, p. 110 (6^e sermon).

(6) *Ibid.*, p. 147 (6^e sermon).

(7) *Ibid.*, p. 112 (6^e sermon).

des maisons claires et commodés, d'entretenir un instituteur pour les garçons, pour les filles une institutrice qui leur apprendrait à lire, à coudre, à faire divers travaux ménagers (1).

La Diète qui siégeait au temps même des prédications du P. Karpowicz, enleva le droit de glaive aux villes du Grand-Duché, excepté vingt et une des plus importantes. Mais la campagne humanitaire de l'évêque de Wilno n'aboutit, dans l'ensemble, à aucune réalisation. Non seulement les prédicateurs attaquaient de front des préjugés tenaces, mais le patronage de Massalski compromettrait les plus nobles causes. Depuis son discours au Sénat de Pologne en février 1773, jusqu'au jubilé de Wilno, l'activité politique du Prince-Évêque démentait scandaleusement ses belles manifestations oratoires.

IV. — LA NOUVELLE FORME DE GOUVERNEMENT (1773-1776) (2)

Fin de la Diète du Démembrement. — La Diète du Démembrement avait délibéré d'abord dans une atmosphère héroïque, caractérisée par la bruyante obstruction de Reytan, l'éloquente protestation de Stanislas-Auguste au 10 mai et le scrutin du 14. Mais la Délégation une fois munie des pleins pouvoirs et la cession des provinces ratifiée, le Roi s'inclina une fois de plus devant l'inéluctable et consentit secrètement (10 décembre 1773) à l'institution d'un Conseil Permanent, organe du protectorat de Pétersbourg.

Dès lors, il collabore avec Stackelberg pour régler la nouvelle forme de gouvernement; il se rapproche de Poniński et de Sułkowski, il négocie avec l'ambassadeur et les meneurs de la Diète des amendements de détail favorables à ses vues politiques. Il marchandait aussi avec eux au sujet de ses dettes toujours croissantes et de ses revenus fort amoindris par le nouveau tracé des frontières. Poniński et les puissants du jour décident du gouvernement de la Pologne par de confidentiels entretiens d'affaires et au cours de fastueuses réceptions.

Les puissances s'opposent catégoriquement à l'abolition du *liberum veto* et à toute réforme de la Diète. Le pouvoir exécutif

(1) *Ibid.* (9^e sermon).

(2) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, sixième et septième parties; KORZON, *Wewn. dz.*, *passim*; KONOPCZYŃSKI, *Geneza Rady*; du même, *Dzieje Polski Nowożytnej*, II, pp. 337-348.

appartiendra, dans l'intervalle des Diètes, à un Conseil Permanent. Le Roi doit contresigner toute décision adoptée par la majorité du Conseil. Ses membres n'encourent pratiquement aucune responsabilité devant la Diète. Ainsi Pétersbourg entend maintenir dans sa dépendance cet organe qui ne relève ni du roi de Pologne ni de la Diète.

Les 36 conseillers se répartissent en cinq *Départements* : des Affaires Étrangères, de l'Armée, du Trésor, de la Justice et de la Police. Le Département des Affaires Étrangères rend compte de toutes les négociations à l'assemblée plénière du Conseil, à laquelle appartient toute décision en la matière. Stackelberg se flatte d'être informé de tout ce qui se dira à ces réunions de 36 personnes. Un nonce clairvoyant lance un mot trop exact : *Rada Nieustająca, Zdrada Nieustająca* « Conseil Permanent — Trahison Permanente ».

L'armée atteindra au maximum 30.000 hommes. La Diète du Démembrement règle assez gauchement les rapports des Départements avec les Hetmans, Chanceliers, Maréchaux et Trésoriers, et les Commissions ou Cours qui leur ont naguère été adjointes.

Le Roi, réduit au rôle de président du Conseil Permanent, perd ses droits séculaires de nomination. Il se bornera à choisir les Starostes parmi quatre candidats présentés par les diétines, et les autres dignitaires parmi trois noms présentés par le Conseil. Du moins Stanislas a-t-il écarté l'institution de la charge viagère d'*Orateur* ou de *Grand Pensionnaire*. Le Conseil Permanent aura un Maréchal, élu pour deux ans comme les autres conseillers.

Sur la question des dissidents, Stanislas-Auguste réussit enfin, grâce à l'appui de Marie-Thérèse, à faire triompher son point de vue constant. Protestants et orthodoxes continueront à jouir de la tolérance religieuse la plus libérale, mais ils perdent cette parfaite égalité politique que la Russie a fait reconnaître en 1768. Trois dissidents seulement *pourront* être élus à la Diète, à raison d'un par province.

Aucune grande réforme sociale ou financière. Nul adoucissement au sort des paysans. En février 1775, Auguste Sułkowski présenta à la Diète un projet dont elle ne voulut même pas entendre la lecture, parce qu'il accordait aux serfs « une trop grande liberté » (1). Les gentilshommes ne dérogeront plus en se livrant dans les villes au commerce et aux métiers : cette loi abolit une barrière sociale, mais expose les bourgeois à une concurrence redoutable.

(1) KORZON, *Wewn. dz.*, I, pp. 394-395.

La Délégation ne décrète point l'impôt unique selon le système des économistes (1), mais un impôt par feu, une douane générale, de nombreux impôts indirects. Elle affecte au Trésor les revenus des starosties, comme l'avaient conseillé Karwicki, Leszczyński, Konarski et tant d'autres. Au décès des possesseurs actuels, les starosties seront adjugées au plus offrant, moyennant un cens perpétuel de 5 % (2). Il faut rapprocher cette *réforme emphytéotique des starosties* de la loi du 14 mars 1774 sur les biens de la Compagnie de Jésus. Les deux *Commissions Emphytéotiques* enrichirent la clique de Poniński aux dépens du Trésor, comme les deux *Commissions Administratives* aux dépens de la Caisse de l'Éducation.

La Délégation institue de nombreuses commissions judiciaires exceptionnelles pour liquider tant d'affaires suspendues par les troubles de la Confédération de Bar. Ce fut pour les meneurs une nouvelle occasion de s'enrichir.

Les lieutenants de Stackelberg président à la curée des places, de l'argent, des honneurs. Adam Poniński, Sułkowski, Massalski poussent l'audace jusqu'à se faire proclamer princes polonais en récompense des services rendus à la République ! Le prince Poniński paie ses immenses dettes et, malgré sa prodigalité légendaire, se trouve en 1775 en possession de 3 millions de florins : quelques années lui suffiront pour dissiper ce magot. A défaut de la charge de Grand Pensionnaire, il se fait accorder par la République une pension viagère de 120.000 florins et par le Roi la dignité de Grand Trésorier.

Auguste Sułkowski, Maréchal du premier Conseil Permanent (3), touche de la Russie des sommes considérables, s'occupe activement des finances publiques. Mais ses fonctions de Maréchal expirent en 1776. Il a soutenu un train si luxueux qu'il se trouve de nouveau harcelé par ses créanciers.

Ignace Massalski fait don à la République d'une terre de 50.000 florins de rente, en échange de starosties qui rapportent six fois plus. Mais le Résident de Saxe le voit en une soirée perdre au jeu 544.000 florins !

En vain la Diète du Démembrement, avant de se séparer, plaçait-elle tous ses décrets sous la garantie de la Russie. La *szlachta* des provinces se remettait de son profond accablement et pour gouver-

(1) Massalski soutient cependant la thèse physiocratique auprès du Roi le 16 février 1774. PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 220 et n.

(2) KORZON, *Wewn. dz.*, III, pp. 169-171.

(3) Il entre en fonction le 19 avril 1775.

ner la Pologne, le cabinet de Pétersbourg avait besoin du Roi plus que de Poniński, de Sułkowski et de l'évêque de Wilno. Une réaction s'annonçait contre les meneurs de la Diète du Démembrement.

D'ailleurs la Délégation avait si démesurément accru les dépenses de l'État que le Trésor n'y pouvait faire face, si mal défini les attributions du Conseil Permanent qu'il entra en collision avec plusieurs grandes Commissions ou grands dignitaires, principalement avec le nouvel hetman Xavier Branicki.

Diète confédérée de 1776. — Stanislas-Auguste souhaitait que la Diète de 1776 pût modifier quelques-unes des lois votées par la précédente assemblée. Stackelberg et le cabinet de Pétersbourg consentirent à une revision partielle. Une nouvelle Confédération constituée sous le maréchalat d'André Mokronowski, devait « établir une harmonie nécessaire entre les différentes magistratures et une pleine obéissance des *dicastères* supérieurs » envers le Conseil Permanent, et d'autre part « alléger le fardeau des impôts publics et y analoguer les dépenses de l'État » (1).

Le problème du Conseil Permanent domine la vie politique. Les anciens groupes — Bariens, royalistes, agents de la Russie — se décomposent et font place à des formations nouvelles. D'un côté, Stanislas-Auguste accepte désormais le Conseil Permanent et prétend le perfectionner. Dans l'autre camp se rangent tous ceux qui veulent affaiblir ou abolir le nouvel organe de gouvernement : le maréchal Lubomirski défend les grandes Commissions, œuvre des Czartoryski ; l'hetman Branicki défend la tradition des grands dignitaires. Dans cette étrange coalition figure aussi le jeune Ignace Potocki, impatient d'entrer au Sénat, et le prince Adam. Les opposants combattent le Conseil Permanent comme l'instrument de la politique russe, ils reprochent à Stanislas-Auguste trop de docilité envers Pétersbourg. Eux-mêmes cependant intriguent dans cette capitale contre le Roi et contre le Conseil Permanent.

Le chancelier Czartoryski déclarait à son neveu : « Vous devriez sentir que vous n'êtes à l'égard de la Russie tout au plus que ce qu'un dey d'Alger est vis-à-vis d'un sultan des Turcs » (2). Stanislas-Auguste ne se faisait point illusion : « Bien des fois, au milieu de ses peines les plus piquantes, le Roi se disait à lui-même : Je me trouve

(1) Acte de Confédération du 23 août 1776, dans PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 322.

(2) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 278.

à peu près dans la position de ces rois d'Égypte, de Syrie ou d'Asie Mineure, auxquels les Romains envoyaient des inspecteurs, sous le nom d'ambassadeurs ou de proconsuls... Il faut donc ne m'occuper que de tirer du représentant le moins mauvais parti que possible..., diminuer le mal que Stackelberg peut... faire journellement à la Pologne (1). » « Je suis l'ami de l'impératrice de Russie... déclare-t-il à la Diète. Je le dis sincèrement parce que l'intérêt de ma patrie me l'ordonne (2). »

Stackelberg offre une pension à Chreptowicz, qui lui répond avec dignité : « Je suis bon Russe, parce que je suis persuadé que, sans le soutien de la Russie, ma patrie deviendra la victime de ses voisins. Ceci vous rend plus sûr de moi, qu'une pension qui devrait vous faire douter de mon caractère (3). »

Mokronowski, si longtemps dévoué à Versailles, se rallie à la politique réaliste de Stanislas-Auguste, qui, d'autre part, ne néglige point l'alliance compromettante du prince Auguste Sułkowski.

Le Roi expose à la Diète ses projets d'avenir : « Plaise au Ciel que je vive assez pour voir l'établissement chez nous d'une Diète Perpétuelle !... je l'ai proposé il y a deux ans et j'ai été refusé avec menace par ceux à qui notre destinée avait mis alors le pouvoir en mains. » — « Je n'ai été ni l'auteur, ni le promoteur du Conseil Permanent à la diète dernière ; mais puisque enfin il a fallu le créer et qu'il doit exister désormais, il faut au moins rendre cet établissement utile (4). »

La Diète abolit les Commissions Militaires de la Couronne et du Grand-Duché, pour placer l'armée sous l'autorité directe du Département Militaire. Elle donna au Roi le droit de nommer tous les officiers, tandis que les hetmans tombaient au rang de simples présidents du Département. Les autres grandes Commissions subsistèrent, sous le contrôle peu gênant du Conseil.

Beaucoup de nonces prétendaient abolir les largesses injustifiées de la Diète précédente, reviser les décisions des commissions judiciaires exceptionnelles. Stackelberg s'y opposa au nom de la puissance garante. Stanislas-Auguste et ses fidèles, peu soucieux de revenir sur le passé, voulurent que la Diète mît fin aux abus pour l'avenir. Les Commissions Emphytéotiques furent supprimées,

(1) *Ibid.*, II, p. 298.

(2) *Ibid.*, II, p. 345, discours du 29 août 1776.

(3) *Ibid.*, II, p. 292.

(4) *Ibid.*, II, pp. 348-349, discours du 6 sept. 1776.

leurs attributions confiées à la Commission du Trésor, et la Diète abandonna au Roi, pour cette fois, la désignation des Commissaires du Trésor.

Loi favorable à la Commission d'Éducation (21 octobre 1776). — Les défenseurs de la Caisse d'Éducation suivirent la même méthode avec le même succès. La Diète nomma pour examiner la Commission d'Éducation, ainsi que les Commissions Administratives et Judiciaires, une *Délégation* présidée par l'évêque Turski, patriote courageux et intègre. Le rapporteur Lipiński (1), homme de confiance du prince Adam, vanta la Commission d'Éducation, accabla la Commission Administrative de la Couronne, ménagea quelque peu celle de Lithuanie par égard pour Massalski. Il invita la Diète à supprimer les Commissions Administratives et Judiciaires, à confier leurs attributions à la Commission d'Éducation (11 octobre).

Plusieurs orateurs se répandirent en attaques contre la Commission Distributive de la Couronne. Les coupables se laissèrent intimider. La Diète adopta à l'unanimité les conclusions de Lipiński (21 octobre), et le lendemain Michel Poniatowski intervint lui-même pour faire donner quittance à la Commission Distributive.

La loi qui élargissait les pouvoirs de la Commission d'Éducation, portait de 8 à 12 le nombre de ses membres. La Diète s'en remit au Roi, qui désigna des personnalités très diverses mais connues pour leur intégrité : André Mokronowski, maréchal de la Diète, Hyacinthe Małachowski, François Bieliński, l'auteur de la *Méthode d'éducation* — et son propre neveu, le prince Stanislas Poniatowski.

Aussitôt après la clôture de la Diète, les trois Cours co-partageantes « se félicitent que leur influence a pu servir à donner un fondement solide à la constitution polonaise » (2).

Stanislas-Auguste note dans ses *Mémoires* quelques aspects heureux des nouvelles institutions. Le gouvernement avait « acquis un degré de puissance coercitive qui suffisait, du moins dans quelques cas, à obliger enfin les habitants à obéir aux lois », selon des formes assez lentes pour ne point effaroucher « une nation accoutumée à la licence ». En outre « on avait élargi au moins quelques voies aux négociants et à l'industrie des bourgeois ».

(1) K. J. Lipiński, camérier de Latyczew, inspecte de la part du prince Adam quelques écoles en 1774. WIERZBOWSKI, XXIV, p. 50. — Sur son rapport conservé dans *Ed. Nat.*, II, Nr. 78, voir ci-dessus, p. 172, note 3.

(2) Déclaration des trois Cours, 1^{er} nov. 1776, dans PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 443.

« Une éducation nationale bien soignée » et le choix pour les emplois publics « de véritables patriotes, pouvaient, il est vrai, amener avec le temps un concours de volonté dans la nation suffisant à produire un gouvernement qui fût véritablement bon..., une constitution enfin assez puissante pour ôter aux étrangers le moyen d'empiéter... sur tous les droits de la nation » (1).

(1) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, pp. 444-445.

CHAPITRE III

LA PRÉSIDENTENCE DE MICHEL PONIATOWSKI LES ÉCOLES PRINCIPALES

La loi du 21 octobre 1776 ouvre une nouvelle période dans l'histoire de la Commission d'Éducation. Massalski sort de la Diète plus discrédité que jamais, et Michel Poniatowski, décidé à l'évincer. L'évêque de Wilno se rendant fréquemment en Lithuanie, le frère du Roi, toujours présent à Varsovie, le remplaçait à la présidence. Lorsque les Commissaires s'étaient octroyé deux mois de vacances pendant l'été de 1776, ils avaient chargé Michel Poniatowski d'expédier les affaires courantes (1).

Le Prince, longtemps demeuré à l'écart des luttes politiques, cède maintenant aux instances de Stanislas-Auguste. Pour la première fois en 1776, il intervient activement à la Diète et révèle ses qualités d'homme d'État.

Au témoignage du Roi, Michel Poniatowski n'aimait point le travail « auquel cependant il ne s'épargnait point lorsqu'il s'était laissé charger de quelque besogne » (2). Il le montre bien dans les nombreuses fonctions qu'il assumait désormais. Évêque de Płock, puis Primat de Pologne (1784), il administre en outre le diocèse de Cracovie (2 février 1782-8 janvier 1791). Il siège huit ans au Conseil Permanent (1776-1780, 1782-1786), organise et dirige dans la Couronne le parti royal, sans manquer presque jamais les séances de la Commission d'Éducation, jusqu'en 1789.

L'organisation de l'Éducation nationale s'achève entre la Diète de 1776 et la Grande Diète de 1788-1792. Le prince Michel, arrachant à Massalski la présidence, fait régner à la Commission cet esprit

(1) WIERZBOWSKI, XXXVII, 27 juin 1776.

(2) PONIATOWSKI, *Mém.*, I, p. 558.

d'ordre et d'intégrité qui s'affirme alors avec plus ou moins de succès dans les divers domaines de la vie publique.

La Commission d'Éducation entreprend et mène à bien la réforme des universités de Cracovie et de Wilno.

Nous verrons enfin comment elle promulgue sous le nom de *Statuts du Corps Académique* un code des écoles polonaises, et quelle évolution se produit au sein de ce Corps Académique, doté d'une large autonomie.

I. — L'ŒUVRE DE REDRESSEMENT

Le gouvernement du Conseil Permanent (1776-1788) (1). — « Les années qui suivirent [la Diète de 1776] furent tranquilles pour la Pologne, elles semblaient des *années de convalescence* » (2); écrit le prince Stanislas. La République, débile protégée de l'empire russe, renonce à toute activité diplomatique importante. Les impôts votés en 1776 ne permettent pas d'entretenir l'effectif de 30.000 hommes autorisé par les puissances, mais seulement 18.500. Du moins les hetmans abandonnent-ils la direction effective de cette petite armée. Le général Komarzewski, directeur de la Chancellerie Militaire du Roi, la modernise sur le modèle prussien. Les cadres se peuplent de Cadets. Une École d'Artillerie est fondée, les arsenaux sont garnis (3).

Plus qu'à l'armée, Stanislas-Auguste s'intéresse à l'enrichissement de la nation, à la diffusion des lumières. Le Grand Trésorier Poniński ne parvient pas à détourner les deniers de l'État; les Commissions des Finances et leurs agents s'entraînent à une meilleure gestion, exécutent quelques travaux publics (4).

La Commission du Bon Ordre de Varsovie reprend ses travaux, sans parvenir d'ailleurs à imposer une refonte complète de l'administration municipale. Le Département de la Police entendait créer dans toutes les villes royales de pareilles Commissions. Quelques magnats et nobles se dévouèrent, gratuitement, au relèvement de Cracovie, de Lublin, de Poznań et de quelques autres villes. Ces

(1) Les *Mémoires* de Stanislas-Auguste se terminent à la fin de l'année 1778. L'histoire intérieure de la Pologne de 1776 à 1788 demeure peu connue. Se reporter à KORZON, *Wewn. dz.*, t. I-IV, *passim* et à KONOPCZYŃSKI, *Dz. Polski Nowoż.*, II, p. 284 (bibliogr.) et pp. 348-367.

(2) Prince Stanislas PONIATOWSKI, *Souvenirs*, p. 494.

(3) KUKIEL, *Hist. Wojskowości*, pp. 159-168.

(4) KORZON, *Wewn. dz.*, III, pp. 145-202.

Commissions du Bon Ordre firent déblayer les ruines causées par la Confédération de Bar, facilitèrent la reconstruction des immeubles. Elles révélèrent la mauvaise gestion des patriciens, mirent un terme aux abus les plus criants, abolirent les *jurydyki* fondées sans autorisation valable, mais elles ne prirent aucune mesure contre les starostes. Les bourgeois, invoquant les antiques privilèges de leurs cités, protestaient contre la tutelle, même bienveillante, de l'Ordre Équestre (1). L'esprit d'indépendance s'affirmait surtout parmi les bourgeois varsoviens, car la capitale se développait rapidement : la population passe d'environ 40.000 habitants au début du règne à une centaine de milliers vers 1788. Stanislas-Auguste embellissait avec amour sa capitale, sans pouvoir faire voter des lois plus favorables aux plébéiens.

Le Roi tire habilement parti du Conseil Permanent, institué pour réduire ses pouvoirs. Ce prince, ami des plaisirs, déploie une prodigieuse activité, étudie toutes les affaires, répond à tous ses correspondants, toujours avec bienveillance, fait bon accueil à ses ennemis, cherche à se les attacher par de nouveaux bienfaits. Son frère Michel, le Prince-Évêque, organise le parti royal dans la Couronne, et dans le Grand-Duché, le trésorier Tyzenhaus, puis le comte Chreptowicz. A chacune des cinq diètes ordinaires, qui se réunissent tour à tour, Stanislas dispose d'une large majorité. Il subsiste une opposition, fort brouillonne d'ailleurs : magnats jaloux du parvenu Poniatowski, grandes dames d'esprit frondeur. Dès que Stachelberg trouve le Roi indocile, il l'abandonne à ses propres forces et les opposants se déchainent. Stanislas se rapproche du despotique proconsul; la tempête s'apaise. Le terme légal de six semaines s'écoule, la Diète se sépare sans avoir voté aucune loi importante puisqu'elle doit décider à l'unanimité. Du moins le *liberum veto* paraît-il tomber en désuétude.

Le Code Zamoyski. — La Diète de 1776 avait laissé une porte ouverte aux réformes sociales. Sur la proposition de Stanislas-Auguste, l'ex-chancelier Zamoyski avait été chargé de présenter à la Diète suivante un projet de *Recueil de lois judiciaires*, c'est-à-dire de codifier le droit privé. En deux ans, Zamoyski ne prétendait point rédiger un ouvrage d'une grande perfection technique, mais

(1) SMOLEŃSKI, *Komisja Boni Ordinis Warszawska 1765-1789* (*La Commission du Bon Ordre de Varsovie*), dans *Studia historyczne*, pp. 183-213. — PTAŚNIK, *Miasta*, pp. 390-419.

éliminer les lois empreintes de la barbarie féodale (1). Il s'attacha comme conseillers le chancelier Chreptowicz et le prince Szembek, coadjuteur de l'évêque de Płock, prélat vertueux, très instruit et laborieux ; comme collaborateurs, des juristes varsoviens et un patriote distingué, Joseph Wybicki. A vingt et un ans, Wybicki se révèle comme nonce de Prusse à la Diète de 1768. L'assemblée, terrorisée par l'enlèvement des sénateurs, s'apprête à ratifier l'œuvre de la Délégation. Ce jeune inconnu proteste contre la violence et l'oppression moscovite, crie son *veto* et s'échappe. Les cosaques de Repnin recherchent vainement Wybicki ; il rejoint les Bariens. Il étudie ensuite à l'Université de Leyde (1770-1771). Zamoyski lui confie la rédaction du code, qui fut achevé et imprimé pour la Diète de 1778.

Le *Recueil des lois judiciaires* favorise les bourgeois au détriment des Juifs, restreint les privilèges du clergé, limite les pouvoirs arbitraires des nobles sur les paysans.

Contre la concurrence des Juifs, les bourgeois et leurs amis les plus éclairés réclament des mesures de protection. Konarski redoutait de voir cette population prolifique doubler en nombre au cours du prochain demi-siècle (2). Les élèves des Piaristes doivent, d'après les *Ordonnances*, développer les sujets suivants : « Interdire aux Juifs, conformément à la loi, de se livrer au commerce des vins, ainsi qu'à d'autres commerces au détriment des chrétiens », — « contraindre les Juifs au dur travail des champs..., les attacher, comme on dit, à la glèbe ». Mais Konarski hésite devant une mesure radicale : « Expulser les Juifs — ou ne pas les expulser » (3).

Cependant Frédéric le Grand chasse de la Prusse royale les Juifs pauvres, le gouvernement autrichien tracasse les *Betteljuden* — Juifs mendiants — de Galicie (4). Zamoyski préconise en Pologne des mesures analogues. On procédera tous les six ans au recensement des Juifs. Seront autorisés à demeurer en Pologne « ceux qui ont un

(1) *Sources* : à défaut de l'édition critique publiée par DUTKIEWICZ en 1874, nous avons consulté l'édition originale *Zbiór praw sądowych przez A. Zamoyskiego ułożony*, 1778. — WYBICKI, *Życie moje*, pp. 137-144 et 154-157 (autobiographie rédigée vers 1801), et pp. 303-325 (notice sur Zamoyski écrite en 1815). *Travaux* : nous indiquerons seulement les plus récents : LEŚNIEWSKI, *Staszic*, 1926, pp. 110-115 ; HEJNOSZ, *Stanowisko prawne ludności wieśniaczej*, 1936.

(2) *De arte bene cogitandi*, cf. KONOPCZYŃSKI, *Konarski*, p. 277.

(3) *Ord.*, IV, § 143.

(4) SCHALL, *Historya Żydów*, pp. 198-199, 220-221. En quelques années, le nombre des Juifs tomba de 224.000 à 215.000 en Galicie, de 3.600 à 1.800 dans la Pologne Prussienne.

moyen assuré d'existence et qui rendent service au pays » : commerçants riches de 1.000 florins, artisans, cabaretiers, cultivateurs. Tous les autres devront quitter le territoire dans l'année, sous peine des travaux forcés (1).

Au témoignage de Wybicki, André Zamoyski, profondément religieux, « ne pouvait parler sans indignation de l'absolutisme du Vatican sur le monde catholique... », des sommes considérables que la Cour de Rome tire chaque année de Pologne. Le prince Szembek, « à coup sûr le prêtre le plus exemplaire du pays », partageait cette opinion (2). Les bulles pontificales ne seront point appliquées sans l'*exequatur* du gouvernement polonais, le Code supprime les appels à Rome, interdit aux prêtres d'acquérir des biens-fonds. Le clergé servira les vues de la Commission d'Éducation en entretenant des Écoles paroissiales.

Dans la masse paysanne, jusqu'alors tout entière livrée à l'arbitraire des propriétaires fonciers, le Code Zamoyski reconnaît une catégorie d'hommes libres : les familles d'origine étrangère au domaine sur lequel elles sont établies, qui peuvent se prévaloir d'un contrat écrit ou verbal. Ces paysans libres peuvent quitter la terre à laquelle ils ne sont point attachés. Ils disposent à leur gré de leurs biens, relèvent uniquement du tribunal du staroste et peuvent citer devant cette juridiction le propriétaire foncier.

Tous les autres paysans demeurent serfs, et Zamoyski ne limite point leurs obligations envers les seigneurs. Mais la loi doit garantir à tous les habitants du pays la sûreté de leur personne et de leur propriété (3); le seigneur ne pourra donc faire main basse sur les biens de ses serfs et ne pourra leur infliger que des peines légères — jusqu'à vingt-quatre heures de prison —, le serf ayant le droit de poursuivre son maître devant le Tribunal du staroste.

Le code confère une valeur irrévocable aux affranchissements que le propriétaire accordera par lettre ou par testament, et limite le droit de suite à une ou quatre années. Parmi les enfants des familles serves, deux fils seulement demeureront attachés à la glèbe, — Zamoyski se réfère sur ce point à un statut du roi Jean-Albert (1496), — les autres appartiendront de plein droit à la classe des paysans libres, de laquelle chacun peut accéder à la bourgeoisie.

Les auteurs du *Recueil de lois* y insèrent diverses dispositions en

(1) *Zbiór praw*, cz. II, art. XXXII. — SMOLEŃSKI, *Pisma*, II, pp. 256-257 (*La condition des Juifs polonais*).

(2) WYBICKI, *Życie moje*, p. 315.

(3) *Zbiór praw*, art. I, § 1.

faveur de l'éducation nationale. « Attendu que les paysans vivent dans la plus grossière ignorance, qu'ils n'ont pas la moindre idée de leurs devoirs envers Dieu, envers soi-même et envers le prochain, à tel point que presque tous sont mauvais chrétiens, sans mœurs et médiocres agriculteurs, la foi et le bien public exigent que les personnes de cette classe ne demeurent pas plus longtemps dans une aussi sombre ignorance. Nous décrétons donc que dans chaque paroisse, il y aura auprès de l'église une école paroissiale où les fils et les filles des paysans devront se rendre et s'instruire, au moins de la Saint-Martin à Pâques. Nous autorisons la Commission d'Éducation à prendre à ce sujet les règlements voulus (1). »

Zamoyski se réfère en outre à une loi de 1669 frappant de nullité les fondations opérées sans le consentement de la Diète (2). Le *Recueil de lois* confirme les fondations antérieures à 1669 ; quant aux fondations postérieures, qui n'ont point été sanctionnées par les Diètes, elles reviennent comme biens caducs à la République, qui les attribue à la Commission d'Éducation (3).

Enfin, à propos de l'organisation judiciaire, Zamoyski consacre un long article à la Commission d'Éducation et lui confie l'enseignement de la médecine, le gouvernement des hôpitaux et des pharmacies. Elle prendra possession des biens de tous les hôpitaux, les affermera au plus offrant à titre perpétuel et organisera dans chaque palatinat un hôpital général où les pauvres seront soignés gratuitement (4).

Le clergé et la noblesse s'émurent. Stanislas-Auguste fit ajourner jusqu'à la Diète de 1780 la discussion du Code, dans l'espoir que l'opinion se familiariserait avec ces projets de réforme. Déjà Wybicki a publié des *Lettres patriotiques à Zamoyski* (5). Il condamne le servage comme contraire à la nature humaine et comme nuisible au développement de l'agriculture et de la population. Il invoque

(1) I^{re} partie : *Des personnes*, art. XXXI : *Des paysans*, § 26.

(2) *Volumina Legum*, V, p. 12.

(3) II^e partie : *Des choses*, art. XI : *Des biens du clergé*, §§ 2 et 3.

(4) III^e partie : *Des obligations*, art. XVIII : *De la Commission d'Éducation Nationale*, § 6, §§ 16-18. — Le § 2 porte que chacune des 3 provinces devra être représentée à la Commission par 1 évêque, 1 sénateur et 2 membres de l'Ordre Équestre ; le § 3, que la moitié des Commissaires sortants devront être réélus. Les autres paragraphes règlent les pouvoirs judiciaires de la Commission.

(5) *Listy patryotyczne do exkanclerza Zamoyskiego*, 2 vol., Warszawa, 1777-1778. — COXE, *Voyage en Pologne*, t. I, pp. 93-97, reproduit les renseignements qu'il tient de Wybicki. — Sur les réformes opérées par ces magnats, KORZON, *Wewn. dz.*, I, pp. 382-386, 396-399. RUTKOWSKI, *Histoire économique*, pp. 132-134.

l'exemple de l'Angleterre et de la Suède. Surtout il décrit les résultats déjà obtenus en Pologne par quelques novateurs : Zamoyski, Brzostowski, Chreptowicz et le prince Stanislas Poniatowski.

Dès 1760, Zamoyski a remplacé la corvée par le cens dans six villages du palatinat de Mazovie. Le nombre annuel des baptêmes a presque doublé, les revenus du seigneur ont triplé, les paysans vivent dans l'aisance et se conduisent mieux. Zamoyski a introduit les mêmes réformes dans ses autres terres.

Au palatinat de Wilno, le Référendaire Brzostowski a entrepris en 1769 de supprimer progressivement non seulement la corvée mais le servage : les paysans peuvent quitter le domaine, à condition de fournir un remplaçant.

« J'ai obtenu, raconte Wybicki, j'ai obtenu du prince Stanislas Poniatowski l'autorisation d'introduire un système de liberté dans un de ses domaines voisin de Varsovie. Aussitôt ces villages... sont devenus florissants (1). » Le Prince se vante, de son côté, des réformes qu'il exécute à partir de 1777 dans ses domaines ukrainiens de Korsuń, peuplés de 400.000 habitants : « mon grand projet du *Cens général*, qui a été certainement le plus beau, le plus solide et le plus utile des systèmes qui ont existé dans la société humaine » (2).

Le physiocrate Chreptowicz réalise dans ses terres de Szczorse et de Wiszniew, au palatinat de Nowogródek, un plan plus complet et mieux étudié. Ses paysans, libres de quitter la terre, ne lui devront point un cens en argent mais le tiers des récoltes (3).

Le Roi réunissait fréquemment des personnages influents pour étudier les dispositions relatives aux paysans. « De l'avis unanime, il ne convenait point de passer complètement sous silence cette classe d'hommes en ce siècle et dans ce recueil de lois, mais il était impossible d'en faire mention plus modeste et plus modérée qu'on ne l'avait fait. Mais l'opinion se répandit parmi la *szlachta* que Zamoyski affranchissait entièrement tous les serfs. La moindre mention des paysans dans le recueil de lois était considérée comme une embuscade secrète contre les privilèges séculaires, contre la propriété nobiliaire, et comme telle condamnable (4). »

(1) WYBICKI, *Życie moje*, p. 314.

(2) Stan. PONIATOWSKI, *Souvenirs*, p. 493. — Dans la même année 1777, le prince Joseph, autre neveu du Roi, remplace la corvée par le cens dans toute la starostie de Wieluń (RUTKOWSKI, *Hist. écon.*, p. 132).

(3) Précisions intéressantes dans la notice de Janusz IWASZKIEWICZ sur Chreptowicz dans *Polski Słownik Biogr.*, III, pp. 441-443.

(4) WYBICKI, *Życie*, p. 319.

Wybicki, briguant un mandat de nonce, se rend à Środa. Des amis l'avertissent que certains en veulent à sa vie. Il renonce à sa candidature. De nombreuses voix réclament à la Diète que le projet soit rejeté sans discussion. « On voulait, raconte le prince Stanislas, décréter que ce code fût brûlé de la main du bourreau. Je parlai alors pour la première fois à la Diète et contre toute la Diète, et lui exposai qu'on pouvait ne pas recevoir le Code, mais qu'on ne pouvait blesser l'honneur d'un homme respectable qui avait écrit d'après ses principes (1). » L'accord se fit sur la formule « Nous assurons André Zamoyski... de la reconnaissance qui lui est due pour ses travaux... Mais comme nous ne trouvons pas dans ce Recueil la satisfaction de nos vœux, nous rejetons à jamais ce Recueil de Lois et décidons qu'il ne sera plus proposé à nulle autre Diète ».

« *Curavimus Babyloniam* (2), soupire le *Vertueux chancelier*. Nous voulions sauver Babylone. » Stanislas-Auguste ne désespère point de l'avenir. « Vous me demandez, écrit-il à Sułkowski, à quelle époque je suppose que se trouve la Pologne d'après l'allégorie de Mirabeau sur l'âge des États !.... Si la maladie des guerres de religion est une gourme ou une petite vérole que toute nation doit subir une fois, nous avons eu la nôtre... Restent les maux, suites d'une mauvaise constitution. A cela il n'y a que deux remèdes. *Il faut éclairer les esprits*, et des circonstances. Le dernier dépend de Dieu et peut devenir subit, tout comme il peut être très long à venir. Le premier s'opère avec soin et, en vérité, avec succès, par la *Commission chargée de l'Éducation Nationale*. Il est vrai que les terribles leçons administrés à la Pologne par les événements depuis quatorze ans servent beaucoup aussi à combattre les préjugés qui les ont amenés.

« Je vous dirai donc en dernier résultat que je ne crois pas notre nation voisine de la caducité et je la crois plutôt être une nation point encore mûre qu'une nation pourrie. Ainsi soit-il (3). »

La chute de Massalski. — Aussitôt après la clôture de la Diète de 1776, la Commission d'Éducation aborde les nouvelles tâches qu'elle hérite des Commissions Administratives et Judiciaires. Un tribunal composé de cinq commissaires siégera chaque année pendant

(1) ST. PONIATOWSKI, *Souvenirs*, p. 491.

(2) Billet adressé à Wybicki avant l'ouverture de la Diète, WYBICKI, *Życie*, p. 156.

(3) Lettre du Roi à Auguste Sułkowski, 12 sept. 1781, original en français, publié par K. M. MORAWSKI, *Stanisław August o losach Polski*.

quatre mois (1). Zamoyski se charge de la comptabilité (12 novembre), Bieliński entreprend un inventaire général du patrimoine de l'Éducation ; le prince Adam demande à ses collègues de ne solliciter pour eux-mêmes ni biens-fonds, ni capitaux : tous s'y engagent par serment, y compris Massalski, naguère moins délicat (22 novembre).

Pour remettre de l'ordre dans ses finances, la Commission devait d'abord mettre fin aux agissements suspects de l'évêque de Wilno. Déjà en 1775, Chreptowicz cherchait à se procurer secrètement un relevé des opérations de la Caisse de Wilno (2). Après la Diète de 1776, les Commissaires décident d'envoyer un inspecteur dans son Département. Nul ecclésiastique n'osant accepter cette mission, Zamoyski recommande son collaborateur Wybicki. En l'absence de l'évêque de Wilno, le prince Michel, Zamoyski, Mokronowski et Bieliński nomment Wybicki membre du Comité littéraire, pour la forme, et le chargent de l'inspection (27 mai) (3).

Massalski, fort étonné, le reçoit assez froidement à Wilno (24 juin). Les professeurs se plaignent de n'avoir pas touché leur traitement. L'inspecteur trouve la comptabilité dans un tel état, qu'il remet à un homme sûr la gestion de la Caisse de Lithuanie.

Sur le chemin du retour, Wybicki rend compte oralement à l'évêque de Płock, qui se reposait au château de Białystok. Massalski a soin de regagner Varsovie pour la rentrée de la Commission et c'est en sa présence que l'Inspecteur doit donner lecture de son rapport (18, 20, 21 octobre). Les séances avaient lieu au Château, comme à l'ordinaire. Par la porte entr'ouverte, le Roi écoutait dans la pièce voisine.

Wybicki décrit l'état des Écoles Publiques et déclare trouver entre les Académies étrangères et l'Académie de Wilno « la même différence qu'entre un vivant et un mort ». Il affecte de louer l'activité sociale de l'évêque, qui mérite bien le nom d'Ami des Hommes et de Grand Politique. Wybicki transmet purement et simplement le rapport de l'official Toczyłowski, d'après lequel le diocèse de Wilno compterait 330 écoles paroissiales fréquentées par 4.956 élèves. Par contre, il dénonce la mauvaise gestion des

(1) *Ordynacja sądów Komisji Edukacji Narodowej* (Ordonnance des tribunaux de la Commission d'Éducation Nationale), 30 nov. 1776, dans LEWICKI, *Ustawod.*, pp. 100-107, cf. pp. xxxix-xl.

(2) Par l'intermédiaire de Poczubut. Lettre de l'abbé Chevalier à Poczubut, 2 oct. 1775, *B.U. Wilno, II teka Poczubuta*, Nr. 50.

(3) Sur la mission de WYBICKI, son récit dans *Życie moje*, pp. 145-154. — WIERZBOWSKI, *Szkoły parafjalne*, pp. 86-88, 95-100.

fonds, dont il signale comme principaux responsables le directeur de la Caisse de Lithuanie, Joseph Dydyński, et le chanoine Toczyłowski, tout-puissant favori de l'évêque (1).

Après avoir écouté patiemment cette lecture, le président Massalski déclare que, se reconnaissant visé par ce rapport, il doit cependant rendre hommage aux lumières et au zèle de Wybicki. « Mais, ajoute-t-il, la Commission ne sait de quelle manière elle pourrait récompenser l'Inspecteur de ses peines. » Wybicki l'interrompt : « Mon Prince, vous ne connaissez pas mon caractère... Si j'ai pu me rendre quelque peu utile à une cause aussi grande que l'éducation de la nation, je suis déjà trop récompensé. » Il remet son dossier au secrétaire et se lève. Massalski et les Commissaires restent muets de surprise. Le prince Stanislas serre la main de Wybicki : « J'admire vos beaux sentiments et vous demande votre amitié (2). »

La Commission fait soigneusement vérifier la comptabilité et prend connaissance, le 5 janvier 1778, d'un état d'après lequel la Caisse de Lithuanie avait perçu du 1^{er} août au 30 juin 1777 614.038 florins : Massalski en redevait 51.939, soit près de 10 %, au titre d'administrateur de la Caisse. L'évêque de Wilno restait débiteur de sommes plus considérables encore en qualité d'ancien président de la Commission Distributive de Lithuanie et au titre des capitaux qu'il avait empruntés. Sous la menace d'un procès (18 mai 1778), Massalski se résigne à un règlement amiable et s'exécute de fort mauvaise grâce. Il déserte désormais les séances de la Commission (3). Le Primat Poniatowski se fait enfin décerner officiellement la présidence par la Diète de 1786.

Restauration financière. — Un familier du Primat note au sujet de la Commission d'Éducation : « L'ordre, l'économie, l'exactitude qui présidaient à ses propres affaires furent introduits dans la recette et la dépense des fonds, et contribuèrent surtout à consolider l'institution ; l'administration de l'instruction publique, avec sa

(1) Rapport de WYBICKI, *Arch. Gł.*, A. 40.

(2) WYBICKI, *Życie moje*, pp. 153-154.

(3) Instructions de la Commission au Caissier de Wilno, 3 avril 1799, WIERZBOWSKI, XXXVIII, pp. 29-31. — Après le 5 janvier 1778, Massalski reparaît : 5 nov. au 16 déc. 1779, puis s'abstient pendant des années. Avec Massalski, disparaissent ses protégés : la Commission supprime leur pension à Baudeau et à Saint-Leu (WIERZBOWSKI, XXXVII, 27 janvier 1776), Kniażewicz démissionne du Comité littéraire (WIERZBOWSKI, XXXVI, 25 févr. 1777, voir ci-dessous livre III, chap. I).



MICHEL PONIATOWSKI.

Musée des princes Czartoryski, à Cracovie.

comptabilité simple, claire comme celle de Sully, sous sa surveillance active, devint un modèle national » (1).

D'après les pièces produites par les Commissions Administratives, le patrimoine de l'Éducation devait produire 1.206.442 florins par an, encore avait-on fait figurer dans ces états des capitaux problématiques (2). François Bieliński, après quatre années de travail, remet en 1781 à la Commission un rapport « aussi lumineux et exact qu'il est étendu... C'est un état de tout ce qui constituait les fonds meubles et immeubles de cet établissement et de tout ce qu'il avait à réclamer avec justice, le tout fondé en preuves claires et très détaillées. La confection de ce gros volume a demandé une application laborieuse et une grande probité. Bieliński a fait preuve de l'une et de l'autre dans cet ouvrage, qui a servi à ses collègues de répertoire et de direction pour toutes les parties économiques et contentieuses de leur administration » (3).

La Commission vendit quelques biens meubles ou immeubles non encore réalisés ; elle mena surtout des procès considérables, et augmenta ainsi ses capitaux de plus de 5 millions et demi de florins (4). Les recettes s'élevèrent en moyenne à 1.370 000 florins (5).

(1) MALESZEWSKI, *Essai historique*, p. 291. — La Commission n'eut d'ailleurs qu'à se louer de son Caissier Général, Charles Lelewel, père du grand historien Joachim Lelewel (Artur Śliwiński, *Joachim Lelewel* (1786-1831), 2^e éd., pp. 4-5).

(2) Cracovie, *Akademja Umiejętności*, 1420. Questionnaire en 22 points, 1^o ; Questionnaire en 13 points, 11^o et 12^o.

(3) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 215. — Extraits du rapport de Bieliński dans LUKASZEWICZ, *Historia Szkół*, II, pp. 200-243.

(4) *Ak. Um.* 1420. Questionnaire en 22 points, 2^o.

(5) L'Université de Cracovie possédait des ressources propres qui ne figurent point ici. Wierzbowski n'ayant point réalisé son projet de publier les budgets de la Commission d'Éducation, nous avons établi le tableau suivant, d'après PONIATOWSKI, *Mém.*, II, pp. 405-408 et annexe II ; SKRZETUSKI, *Prawo polityczne*, II, p. 261 ; *Ed. Nat.*, VI, Nr. 3 et 40 ; *Arch. Gł.*, B 44, 14 oct. 1784 ; et *Ak. Um.* 1420. Ce dernier document contient, outre le budget des années 1786-1792, des renseignements détaillés sur toute la gestion des finances de l'Éducation. La Commission arrêta ses comptes tous les 2 ans au 1^{er} juillet, afin de les présenter à la Diète.

Recettes de la Caisse d'Éducation

Octobre 1773-juillet 1776.....	1.852.420	florins de Pologne
juillet 1776-juillet 1778.....	2.489.455	—
— 1778 — 1780.....	2.805.470	—
— 1780 — 1782.....	2.790.259	—
— 1782 — 1784.....	2.740.197	—
— 1784 — 1786.....	2.647.650	—
— 1786 — 1788.....	2.675.911	—
— 1788 — 1790.....	2.630.409	—
— 1790 — 1792.....	3.155.513	—

Une loi du 6 juin 1789 avait relevé de 4,5 à 5 % l'intérêt des capitaux de la Caisse d'Éducation. *Volumina Legum*, t. IX, p. 95 B.

Il fallait lutter contre les mauvais débiteurs. La Commission requiert à deux reprises le Département Militaire contre le prince Adam Poniński, Grand-Trésorier (1). Mais beaucoup de détenteurs de terres ou de capitaux ne se décident à payer qu'une fois les poursuites commencées.

Les domaines frappés d'un gage au profit du Trésor de l'Éducation changent de main par décès ou par vente. La Commission doit veiller à ce que les transferts n'amointrissent pas la valeur du gage.

Ces besognes financières, cette procédure trop compliquée absorbent l'activité de la plupart des Commissaires de l'Éducation.

Les nouveaux commissaires. — La Commission d'Éducation put travailler paisiblement. Tous les deux ans, elle présentait des comptes à la Diète, qui les approuvait sans difficulté. Les pouvoirs des commissaires expirant en 1780, la Diète réélut sans contestation les membres sortants, et de même en 1786. Le Roi nomma quatre commissaires en 1776, nous l'avons vu, puis pourvut un siège vacant en 1777. Cinq autres vacances se produisirent de 1783 à 1785 ; Stanislas-Auguste y pourvut de même. Esquignons tour à tour la physionomie de ces deux équipes.

Le général-inspecteur André Mokronowski, ancien maréchal de camp de l'armée française, de haute taille et beau parleur, jouissait d'une grande popularité dans la noblesse. Renonçant aux intrigues où il s'était complu jusqu'alors, il s'employait maintenant à rapprocher le Roi et la Nation (2).

François Bieliński possédait à coup sûr une culture plus solide et une véritable compétence en matière d'éducation. Il paraît cependant avoir marqué son passage à la Commission surtout par son grand rapport financier de 1781.

Le roi Poniatowski préférerait, parmi ses neveux, le prince Stanislas, auquel il rêvait de laisser la couronne. Le jeune prince — il avait

(1) WIERZBOWSKI, XXXVIII, 14 juillet 1780 ; XXXIX, 4 avril, 3 mai 1783.

(2) André Mokronowski (1713-1784), mousquetaire d'Auguste II, dragon de Leszczyński, sert huit années dans les armées françaises pendant la Guerre de Succession d'Autriche et la Guerre de Sept Ans, s'attache à l'hetman Jean-Clément Branicki. Général-Inspecteur de l'armée de la Couronne (1752-1779), Mokronowski milite activement dans le parti français : RULHIÈRE fait de lui le plus vif éloge dans son *Histoire de l'anarchie de Pologne*, t. I, pp. 304-313 et *passim*. L'hetman étant mort en 1771, Madame de Cracovie sa veuve, sœur de Stanislas-Auguste, épousa secrètement Mokronowski. Celui-ci fit sa rentrée dans la vie publique à la Diète de 1776, fut nommé palatin de Mazovie (1781) et siégea au Conseil Permanent (1782-1784). — K. M. MORAWSKI, *Le « secret du roi » en Pologne*, 1933.

vingt et un ans en 1776 — avait passé une année à l'Université de Cambridge, se passionnant pour les études scientifiques (1). Il possédait en matière de chimie et d'histoire naturelle des connaissances peu communes en Pologne (2). Il se montra, au dire du Roi, un des commissaires de l'Éducation les plus éclairés et les plus utiles (3). Mais le prince Stanislas s'absentait fréquemment de la capitale, soit pour accomplir quelque mission diplomatique, soit pour gérer ses domaines. Car il achetait constamment de nouvelles terres et, très infatué de lui-même, très vaniteux, tenait une cour brillante (4).

La famille Małachowski, parvenue au début du XVIII^e siècle à une fortune considérable et aux plus hautes charges de la République, n'avait jamais dédaigné ces fonctions judiciaires qui rebutaient d'ordinaire les magnats. A chaque renouvellement des tribunaux, les diétines élaient plusieurs personnages de ce nom, qu'honoraient tant de juges intègres. En 1776, le Roi voulut faire entrer à la Commission d'Éducation un membre d'une famille si respectée. Le chancelier Jean Małachowski avait donné à ses fils un précepteur distingué : Mitzler de Kolof, philosophe, médecin, naturaliste et musicologue. Ce luthérien saxon se fit éditeur à Varsovie, lança tour à tour divers périodiques, et contribua activement au renouveau intellectuel. Les Załuski, le P. Konarski tenaient en haute estime Mitzler de Kolof (5).

Parmi ses élèves, Hyacinthe Małachowski demeura toujours fidèle à bien des préjugés traditionnels. Il affectait de porter le *kontusz* au lieu de l'habit à la française. Et précisément Stanislas-Auguste jugeait qu'un tel homme pouvait bien servir la Commission d'Éducation : « Plus il paraissait tenir extérieurement à l'ancien costume polonais, et plus sa présence dans ce *dicastère* pouvait

(1) Stanislas Poniatowski (1755-1833), fils du prince Casimir, frère aîné de Stanislas-Auguste, avait longuement voyagé à Vienne (1769), à Paris et en Angleterre (1770-1773), à Paris et à Rome (1773-1776). Voir ses *Souvenirs*, qu'il dicta en français en 1831.

(2) Le naturaliste Forster, rencontrant le prince Stanislas, à Freiberg en Saxe, en 1784, note : « *Er selbst hat vortreffliche Kenntnisse und selbst in Bergbau ist sehr gut bewandert* », FORSTER, *Briefwechsel mit Sömmering*, p. 91. — Le Prince lui expose aussi ses vues sur la réforme de l'agriculture, sur la condition des paysans, — vues conformes à celles de Zamoyski. FORSTER, *Tagebücher*, pp. 98-99.

(3) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 215.

(4) Il prit à ferme les Économies Royales du Grand-Duché, 1783. D'après KORZON, *Wewn. dz.*, IV, 249, il se montra médiocre comme Grand Trésorier de Lithuanie, 1784-1790.

(5) KALINKA, *Sejm czteroletni*, I, p. 121 et n. 2 — Mizler, dit Mitzler de Kolof, né en Saxe, en 1711, appelé en Pologne par Jean Małachowski en 1743, docteur en médecine 1747, mort à Varsovie en 1778.

servir à rapprocher le sarmatisme de la façon de penser nouvelle qu'il importait de lui donner » (1). La formule exprime bien le souci constant du Roi : ne point heurter de front les préjugés sarmates, pour gagner peu à peu l'opinion aux lumières.

En 1777, la Commission pressa le staroste Poniński, éternel absent, de se démettre (2) et pria le Roi de le remplacer par Michel Mniszech (3).

Élevé en Suisse, nourri aux sciences économiques par le pasteur Élie Bertrand, Mniszech avait parcouru l'Europe en sa compagnie. Voltaire et les salons parisiens, les ruines antiques de l'Italie n'accaparèrent point son intérêt. Il procède dans les États romains à une enquête méthodique sur la vie économique et sociale. De retour en Pologne, Mniszech publie de nombreux articles littéraires et une *Histoire de Casimir le Grand*, médiocrement écrite, œuvre d'un juriste plutôt que d'un historien (1777). Stanislas-Auguste apprécie ce jeune magnat aimable et discret. Sans avoir l'étoffe d'un homme d'État, Mniszech est bon administrateur et extrêmement laborieux. Le Roi lui confie de multiples fonctions et le pousse rapidement aux plus hautes charges de la République (4).

(1) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 214. Hyacinthe Małachowski (1737-1821), Référendaire de la Couronne (1764), membre du Conseil Permanent (1775-1776), vice-chancelier (1780), puis Grand-Chancelier de la Couronne (1786). Notice par Jul. BARTOSZEWICZ, dans *Orgelbrand*, t. XVII, pp. 882-884.

(2) WIERZBOWSKI, XXXVII, 11 sept. 1776, 18 févr. 1777.

(3) *Ibid.*, 1^{er} et 11 avril 1777. — Michel Mniszech (1748-1806) était par sa mère Catherine Zamoyska le neveu du *vertueux chancelier*. Son père, Jean-Charles Mniszech, Grand Camérier de Lithuanie, le confia vers 1762 à Élie Bertrand, pasteur de l'Église française de Berne et secrétaire de la *Société économique* de cette ville. Bertrand conduit à deux reprises son élève chez Voltaire, puis, abandonnant sa chaire de pasteur (1765), lui fait visiter l'Allemagne, l'Angleterre, la France et l'Italie. Lui-même brigue un poste à l'Académie Médico-économique, qui devait être fondée à Varsovie (cf. ci-dessus livre I, chap. III).

En 1763, Mniszech offre à la Société économique de Berne une médaille d'or pour récompenser la meilleure dissertation sur le sujet : Quel devrait être l'esprit de la législation pour favoriser l'agriculture, et par contre-coup, la population, l'art, les métiers et l'industrie. A Paris, il s'intéresse non seulement aux chefs-d'œuvre de l'art, mais aux cabinets d'histoire naturelle. Il rend visite à M^{me} Geoffrin, et aussi au marquis de Mirabeau.

Outre l'article de J. BARTOSZEWICZ, *M. J. Mniszech*, 1852, incomplet et vieilli, voir : *Un gentilhomme polonais à Paris en 1767, notes de M. Mniszech*, 1887 ; TOMKOWICZ, *Z wieku Stanisława-Augusta*, t. I, pp. 47-54 ; LORET, *Życie polskie w Rzymie*, pp. 247-252.

D'après le *Dictionnaire biographique de la Suisse* de TÜRLE, ATTINGER et GODET, la Société Économique de Berne aurait eu pour secrétaire Jean Bertrand, pasteur à Orbe, frère d'Élie. Mais ONCKEN, *Der ältere Mirabeau und die ökonomische Gesellschaft in Bern*, p. 17, cite comme secrétaire Élie Bertrand, ministre de l'Église française.

(4) Il dirige la chancellerie privée du Roi (1780), puis la gestion de ses finances comme président de la Commission du Trésor Royal. — Secrétaire

La Commission d'Éducation lui donne la direction de la comptabilité, et le Département de Volhynie, taillé pour lui dans l'immense Département du prince Adam (1). « Il a porté dans l'emploi de commissaire cette intégrité scrupuleuse et cette diligence qui l'a (*sic*) rendu remarquable dans tous les genres de services publics (2). »

La Commission d'Éducation avait accompli l'essentiel de son œuvre d'organisation, mis en ordre ses finances, promulgué les *Statuts du Corps Académique*, lorsque Zamoyski résigna ses fonctions et se retira en Galicie dans son majorat de Zamość (3). François Bieliński, Hyacinthe Małachowski, Michel Mniszech, nommé Grand Maréchal de la Couronne, donnèrent également leur démission (1783) (4). Mokronowski mourut l'année suivante, Sułkowski en janvier 1786.

Le Roi fit entrer à la Commission Antoine Małachowski, frère d'Hyacinthe et « ami personnel de Zamoyski » (5) ; M^{re} Garnysz, évêque de Chełm, bientôt vice-chancelier de la Couronne (1786) (6) ; Ignace Przebendowski, staroste de Solec, peu après maréchal du Conseil Permanent (1786-1788) (7). Stanislas-Auguste fit également

du Conseil Permanent (1778-1780), Maréchal de la Cour de Lithuanie (1781), Grand Maréchal de la Couronne (1783), président du Département de la Police (1782-1786).

(1) WIERZBOWSKI, XXXVII, 16 sept. 1777 ; XXXVIII, 13 mai 1778.

(2) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, p. 214.

(3) Son frère aîné Jean-Jacques, palatin de Podolie, lui céda le majorat en 1779. Zamoyski siège pour la dernière fois à la Commission d'octobre 1779 à janvier 1780.

(4) Bieliński fut nommé Grand Notaire de la Couronne (1784). — Mniszech se consacra à l'administration de la capitale : il la fit paver et éclairer, combattit la mendicité, fit dresser un cadastre fiscal.

(5) WYBICKI, *Życie moje*, p. 157. — Le plus jeune des frères Małachowski, Antoine, prononce devant la Diète une apologie de la Commission d'Éducation le 21 oct. 1776 (publié par KUKULSKI, *Pierwiastkowe przepisy K.E.N.*, pp. 178-184), en 1780, Secrétaire de la Couronne et Maréchal de la Diète, membre du Conseil Permanent (1780-1784), palatin de Mazovie (1784), siège assiduellement à la Commission du Trésor (1784-1791) (KORZON, *Wewn. dz.*, IV, 236).

(6) Mathieu Garnysz (1740-1790), fils d'un simple gentilhomme, dut à la protection du primat Ostrowski et de Stanislas-Auguste sa brillante carrière : Référendaire de la Couronne (1778), évêque de Chełm (1782), membre du Département des Finances (1782-1786), vice-chancelier (1786). Il avait étudié à Rome (LORET, *Życie polskie*, p. 161, note qu'il obtint à la *Sapienza* le doctorat en droit en 1767). Le primat Ostrowski lui avait confié en 1781 la présidence de la Commission d'Enquête sur l'affaire Sołtyk. — Notice de Jul. BARTOSZEWICZ, dans *Orgelbrand*, t. IX, pp. 639-642. D'après KORZON, *Wewn. dz.*, I, p. 264 ; II, p. 383, Garnysz jouissait comme évêque et comme sénateur d'une bonne réputation.

(7) ŻYCHLIŃSKI, *Złota księga*, t. XXVIII, p. 61, mentionne un Ignace Przebendowski, palatin de Poméranie jusqu'en 1779, staroste de Solec, mort

appel à Michel Radziwiłł et à Félix Potocki, dans l'espoir que ces travaux patriotiques et désintéressés les détourneraient d'une opposition aventureuse et néfaste.

Le prince Michel Radziwiłł, cousin éloigné du fameux prince Charles *Panie Kochanku*, avait abandonné sans vergogne les Bariens pour se mettre aux ordres de Stackelberg. Il s'était fort enrichi, comme maréchal de la Confédération lithuanienne (1773-1775), sans commettre toutefois des abus aussi graves qu'Adam Poniński. « Sans être un génie, ni brillant en aucun genre, il acquit au moins le mérite d'un homme fort rangé dans ses affaires domestiques et d'un commerce fort doux (1). » Sa femme, née Przewdziecka, son beau-frère, le chancelier Chreptowicz, exerçaient sur lui une heureuse influence. Il vint assister chaque année à quelques séances de la Commission.

En Félix Potocki, Stanislas-Auguste cherchait à rallier le plus puissant représentant d'une maison rivale. Félix, encore mineur, avait épousé secrètement une demoiselle Komorowska, fille d'un castellan. Le palatin de Kiev, père du jeune homme, considérait cette union comme une mésalliance. Des cosaques inconnus enlevèrent, une nuit, la malheureuse Gertrude Komorowska et la noyèrent dans une rivière glacée. Ce meurtre demeura impuni. Félix Potocki erra quelque temps à travers l'Europe, et se remaria, cette fois avec une Mniszech. Vertueux dans la vie privée, il se montra humain envers ses serfs, bon administrateur dans ses domaines.

Mais l'orgueil familial, qui avait conduit le père au crime, aveugla toujours le fils sur le véritable intérêt de sa patrie. En vain Poniatowski lui accorde-t-il sa bienveillance et le nomme-t-il palatin de Russie. Félix Potocki abhorre en Stanislas un parvenu et rêve d'une Pologne sans roi, d'une République régie par le principe traditionnel de l'unanimité ! Accessible en d'autres domaines aux idées modernes — il joue un rôle important dans la franc-maçonnerie — ; ce magnat orgueilleux, d'ailleurs assez borné, défend avec

— assure-t-il — en 1796. — Le Commissaire de l'Éducation, Ignace-François Przebendowski, staroste de Solec, maréchal du Conseil Permanent (1786-1788), qui mourut certainement en septembre 1791, nous paraît être le même personnage.

(1) PONIATOWSKI, *Mém.*, II, pp. 83-84. — Michel Radziwiłł (1744-1831), titulaire du majorat de Kleck, épousa une fille du vice-chancelier Przewdziecki, sœur de la comtesse Chreptowicz. Castellan de Wilno (1775), membre du Conseil Permanent (1780-1784), il accomplit un voyage d'études et d'agrément en Angleterre en 1788 (PRZEDZIECKI, *Diplomatie et protocole à la cour de Pologne*, II, p. 435.)

acharnement les préjugés politiques les plus sarmates. Stanislas-Auguste juge la Commission d'Éducation Nationale assez affermie pour que Félix Potocki n'y puisse porter le désordre, pour qu'il s'y forme lui-même à des idées plus saines. Mais cet étrange commissaire assista à huit séances, et ne reparut plus jamais (1).

Le Roi ne renouvela pas pareille expérience après le décès de Sulkowski. Michel Poniatowski désirait mettre à la tête de l'Université de Cracovie un homme de confiance. Il fit appel à Félix Orzechowski, ce nonce patriote dont nous avons signalé le rôle à la Diète du Démembrement. Il s'en fut bientôt accomplir la mission qui lui était réservée (2).

Bref, les commissaires de l'Éducation furent choisis parmi les hommes politiques importants. Tous — sauf Zamoyski et Poniński — siégèrent au Conseil Permanent. Et les plus actifs dans la vie publique déployèrent aussi le plus grand zèle pour l'éducation nationale.

Jusqu'en 1789, trois ouvriers de la première heure assument conjointement la direction. Le Président Poniatowski surveille plus particulièrement la réforme de l'Université de Cracovie ; Chreptowicz patronne l'Université de Wilno, en même temps qu'il dirige, à partir de 1782, le parti royal en Lithuanie. Ignace Potocki préside le Comité littéraire et se distingue dans la vie politique comme un des chefs les plus ardents de l'opposition (3). On se demande comment ce jeune magnat, d'un naturel exalté, put collaborer pendant

(1) On mentionne parfois comme commissaire de l'Éducation, Stanislas *Kostka* Potocki, frère cadet d'Ignace. Les procès-verbaux publiés par Wierzbowski n'autorisent point cette confusion : il s'agit bien de Stanislas *Szczesny* (*Félix*), palatin de Russie. Sur Félix Potocki, PONIATOWSKI, *Mém.*, II, pp. 34, 452, 466 ; KALINKA, *Sejm czteroletni*, I, pp. 101-109 ; BACKVIS, *La tragédie des Potocki*, dans *Monde Slave*, 1933, IV, pp. 194-226. Félix Potocki (1752-1805) fut membre du Conseil Permanent (1782-1786). — D'après KOŁŁONTAJ, *Stan oświecenia*, p. 29, n. 1, la palatine de Kiev refusa d'envoyer son fils au Collège de Nobles et lui donna pour précepteur un Piariste, pour gouverneur un *Bernardin*. Les deux religieux jouaient aux cartes continuellement, tandis que Félix passait ses journées dans la compagnie de son laquais français.

(2) Voir ci-dessus livre II, ch. I, section II. Sur la proposition du Primat, la Commission prie le Roi de nommer en remplacement de Sulkowski une personne moins absorbée par les affaires publiques et capable de contrôler de plus près la hiérarchie scolaire, particulièrement les Écoles Principales, *Arch. Gł.*, B 44, 11 févr. 1786.

(3) Ignace Potocki, maréchal (1778-1780), puis membre du Conseil Permanent (1780-1782); Maréchal de la Cour de Lithuanie (1783), attaqua violemment la Cour en 1782 à propos de l'internement de Sołtyk, évêque de Cracovie, puis s'employa jusqu'en 1786 à envenimer les relations entre le prince Adam et le Roi : une aventurière, la Dogrumowa, accusait Stanislas-Auguste d'avoir voulu faire empoisonner Czartoryski ; de là un scandaleux procès qui passionna l'opinion.

tant d'années avec l'impérieux prince Michel, fermé, dur et sarcastique (1). Potocki critiquait violemment la politique de la cour au Conseil Permanent, à la Diète. Puis, comme s'il eût oublié ces querelles, il venait à la Commission discuter avec le Primat de l'administration des écoles et de la formation des futurs citoyens. D'accord sur les grands principes, Ignace Potocki et le frère du Roi faisaient taire les haines partisans. Et le sage Chreptowicz contribua sans doute à faire régner au sein de la Commission d'Éducation une concorde exemplaire.

« Cette magistrature, écrivait-on en 1788, peut être pour les autres un exemple unique. Les Commissaires de l'Éducation servent la République sans traitement. Chez eux, le premier ressort du gouvernement, c'est la concorde et une étroite fraternité, c'est le serment mutuel que rien ne peut les diviser en ce qui concerne les intérêts de l'éducation, que chacun d'entre eux, en arrivant aux séances, ne doit plus se rappeler ni les affronts personnels, ni les offenses politiques... A la Commission d'Éducation règne toujours une paisible union. Si nous pouvions voir réunis dans quelque autre magistrature... les principaux chefs des partis, quelle discorde, quelle méfiance y régnerait ? Mais une tâche aussi sainte inspire à tous le respect. Tous s'efforcent de bien faire... Même en corrigeant les erreurs, ils s'épargnent mutuellement les reproches (2). »

II. — RÉFORME DE L'UNIVERSITÉ DE CRACOVIE

Sous la présidence de Michel Poniatowski, la Commission d'Éducation réforma énergiquement les universités de Cracovie et de Wilno.

L'Académie depuis le milieu du siècle (3). — L'Académie de Cracovie n'avait pris qu'une très faible part au renouveau intellectuel,

(1) PONIATOWSKI, *Mém.*, I, p. 558, décrit le caractère du prince Michel : « Sincèrement attaché au roi... il lui donnait souvent de bons conseils, mais ils disputaient souvent. » Stanislas-Auguste d'un naturel confiant, bienveillant, enclin à donner au delà même de ses facultés, juge son cadet « sournois et renfermé en lui-même », âpre et dur. — « Très loyal lui-même, il ne pardonnait pas aisément les erreurs ou les imperfections des autres. L'acrimonie de ses répréhensions et sa causticité satirique, qu'il ne maîtrisait pas assez, lui ont fait beaucoup d'ennemis ».

(2) KOLLONTAJ, *Listy do Małachowskiego*, t. III, pp. 177-178.

(3) SOŁTYKOWICZ, *O stanie Akademii Krakowskiej*, 1810 (peu précis et peu sûr). — Descriptions de la vieille Académie dans KOLLONTAJ, *Stan ośw.*,

se laissant distancer de loin par les Piarons et les Jésuites. Après l'échec du cardinal Lipski, son successeur sur le siège de Cracovie essaya de procéder, non point d'autorité, mais par la persuasion. M^{gr} André-Stanislas Załuski, grand-chancelier de la Couronne, collectionnait des manuscrits. Il réunit avec la collaboration de son frère Joseph, évêque de Kiev, la bibliothèque la plus considérable de Pologne. Protecteur de Konarski et de Wiśniewski, il correspond pendant plusieurs années avec Christian Wolf : « A Cracovie, où jusqu'ici l'aristotélisme est en honneur, j'ai donné vos ouvrages à lire à quelques-uns de nos professeurs. Ils les lisent, les approuvent et en font l'éloge » (16 janvier 1750). « Il nous est revenu de l'étranger ce professeur Świątkowski, Polonais que, voici quelques années, j'avais fait voyager à mes frais pour y étudier les sciences mathématiques et physiques... il explique vos éléments de mathématiques dans notre Université de Cracovie, sous peu on y exposera aussi vos éléments de physique, enfin il n'y a aucun doute qu'un si heureux début ne doive avoir les suites que nous désirons » (28 novembre 1750) (1).

Espoirs bientôt déçus : Świątkowski indisposa ses collègues soit par ses idées soit par son orgueil, et quitta Cracovie. L'Université ne créa pas cette chaire de physique expérimentale que Załuski offrait de doter. Elle autorisa le professeur Stępiński à publier en 1753 un traité où il condamnait comme athées Bacon, Gassendi, Locke et Wolf lui-même ! Le P. Wiśniewski flétrit d'un mot qui fit fortune, *La Logique des débutants*, *Logica incipientium* : *La Logique des sots*, dit-il, *Logica insipientium*. Les mathématiciens gagnaient un peu d'argent à publier des almanachs ; les considérations astrologiques qu'ils y inséraient ridiculisaient l'Académie auprès des esprits éclairés : Załuski menace de déférer ces publications au tribunal épiscopal.

Bref, il ne parvient en douze ans qu'à des résultats bien modestes. L'Académie trouve assez d'argent pour embellir sa collégiale, l'église Sainte-Anne, pour soutenir en cour de Rome la canonisation

pp. 75-105, et J. ŚNIADECKI, *Żywot Kołłątaja*, pp. 13-28. — TOKARZ, *Komisja Edukacyjna i Uniwersytet Jagielloński* esquisse l'histoire de la période, peu étudiée, qui s'étend depuis 1730 environ jusqu'à 1777.

(1) GOTTSCHED, *Lobschrift des Frh. v. Wolf*, documents pp. 79 et 91-94. D'après KOŁŁONTAJ, *Stan oświecenia*, p. 80, Załuski aurait résolu d'appeler Wolf à Cracovie pour enseigner les mathématiques et la philosophie, mais les vieux Académistes s'y seraient opposés. Rien dans la biographie de Wolf par Gottsched, ni dans la correspondance qu'il publie, ne confirme le témoignage de Kołłontaj.

de Jean Kanty (1), mais le gouvernement des théologiens ne sait même pas tirer parti des legs que font quelques professeurs zélés pour l'établissement d'un Collège de Nobles (1758) ou d'un jardin botanique. Les idées nouvelles gagnent chaque jour du terrain, mais le groupe conservateur se maintient au pouvoir.

Le successeur de Załuski, Sołtyk, s'est fait remarquer, au diocèse de Kiev, en condamnant onze juifs au dernier supplice pour meurtre rituel (1753) (2). Il ne s'occupe d'abord de l'Académie que pour la dépouiller de ses revenus. Condamné à Rome, honni à Cracovie, l'évêque juge bon de marquer de l'intérêt aux études et invite l'université à réorganiser la Faculté de Philosophie (1760). Un nouveau règlement, promulgué sous le rectorat de Putanowicz (1764), modernise heureusement l'enseignement des mathématiques, interdit aux philosophes le simple commentaire des textes d'Aristote, leur prescrit un cours logiquement divisé par matières.

Peu après son avènement, Stanislas-Auguste reçoit les offres de service de Świątkowski, avec la dédicace d'un ouvrage d'ailleurs peu propre à séduire un esprit éclairé (3). Le Roi préfère encourager l'évêque de Cracovie. Un quart de siècle après le cardinal Lipski, Sołtyk entreprend une visite apostolique (1765) : il déclare insuffisante la réforme de Putanowicz, rend hommage au zèle des professeurs et réclame pour l'Académie des ressources nouvelles (4). La Diète de 1768 décrète que les biens de quelque grande abbaye seront attribués à l'Université de Cracovie, avec l'autorisation de Rome.

L'enlèvement de Sołtyk et la Confédération de Bar interrompent la réforme et ruinent à la fois la ville et l'Académie de Cracovie. Les bourgeois adhèrent à la Confédération, les Russes bombardent la cité et la prennent d'assaut (1768). Les Bariens, conduits par le colonel Choisy, s'introduisent dans le château de Wawel et y sou-

(1) Jean Kanty, inscrit à l'Université de Cracovie en 1413, y enseigne la théologie de 1443 jusqu'à sa mort (1473). L'Académie soutint en cour de Rome un interminable procès en vue de la canonisation, qui fut proclamée en 1767 et solennellement fêtée à Cracovie en 1775. — On a pieusement conservé, dans le bâtiment occupé aujourd'hui par la Bibliothèque Jagellonienne, la chambre de saint Jean Kanty.

(2) RUDNICKI, *Sołtyk*, pp. 15-18.

(3) D'après son *Prodromus Polonus* (1765), ŚWIĄTKOWSKI semblerait tout ignorer de la vie intellectuelle et scolaire de son siècle, s'il ne mentionnait quelques astronomes contemporains et ne louait Marie-Thérèse, protectrice des sciences. — Dedicace à Stanislas-Auguste : « *Impera mihi, Regum optime, quae a me praestari posse putaveris — Dabam Viennae Austriacorum d. 15 Februarii 1765.* »

(4) MECHERZYŃSKI, *O wizycie Akademii przez X. Sołtyka*.

tiennent un siège en règle (février-avril 1772). Partout des façades éventrées, certaines rues ne sont plus qu'un amas de décombres. Les Autrichiens portent leur frontière jusqu'à la Vistule. Ils annexent ces riches contrées sur lesquelles régnait Cracovie, où l'Université possédait une grande partie de ses biens, avec l'Académie de Zamość, les colonies de Tarnów et de Léopol (1).

Mais l'abolition de la Compagnie de Jésus incite l'Université à proclamer une fois de plus ses prétentions au monopole de l'enseignement dans la Couronne. Ses délégués, les chanoines Lipiewicz et Putanowicz, arrivent à Varsovie le 23 janvier 1774, présentent au Roi et aux Commissaires de l'éducation « les humbles requêtes de l'Académie de Cracovie ».

La multiplication des Académies et des écoles a causé la décadence des études. Il faut donc faire régner « un programme d'études et une méthode d'enseignement fixes et uniformes », en subordonnant toutes les écoles à une autorité unique. « Que ce centre soit Cracovie. » Réduite au dénuement, l'Académie compte encore 120 personnes aptes à enseigner. Que les meilleurs des ci-devant Jésuites prennent leur doctorat à Cracovie et viennent renforcer les Académistes. L'ancien noviciat de la Compagnie de Jésus à Cracovie serait transformé en un séminaire pour cent candidats, « les novices de l'Université de Cracovie ». L'Académie réclame des fonds pour créer des chaires de grec et d'hébreu, pour l'enseignement de la médecine, un jardin botanique, un observatoire, un cabinet de physique. Il faut la dédommager des pertes subies, lui donner une abbaye conformément à la loi de 1768, rassembler tous les capitaux qu'elle possède et les investir dans l'achat de biens-fonds, seul placement sûr (2).

Plusieurs Commissaires se refusaient à croire que la masse de l'Université s'élevât seulement à 4.174 florins, comme l'avait déclaré Sołtyk en 1766 ; Putanowicz assura que ces ressources se trouvaient réduites à 3.000 (3).

De retour à Cracovie, les délégués rendirent compte de leur mission au Conseil de l'Université (4 juillet) : la Commission d'Éduca-

(1) De son côté, la Prusse annexait Chełmno, siège d'une colonie académique.

(2) *Memorjały i noty Akademii Krakowskiej 1774* (Mémoires et notes de l'Académie de Cracovie), imprimé [7 fol. non paginés] dans *Ed. Nat.*, V, fol. 209-215.

(3) PUTANOWICZ, *Stan wewnętrzny i zewnętrzny studii generalis Universitatis Cracoviensis 1774* (État intérieur et extérieur de l'Université de Cracovie, 1774), imprimé [25 fol. non paginés] dans *Ed. Nat.*, V, fol. 216-240.

tion déclare destiner à l'Académie une subvention de 100.000 florins, mais sans indiquer nulle date, sans donner aucune précision sur ses projets. On sait seulement que la Commission a pris à son service le Piariste Popławski. Quant à la réforme des Académies et des écoles, on ne peut l'espérer avant la fin des inventaires et des opérations financières (1).

Pour le présent, la Commission d'Éducation assiste impuissante au pillage du patrimoine de la Compagnie de Jésus. Il n'est pas en son pouvoir de restaurer les finances de l'Université.

Les Commissaires congédient les délégués avec de bonnes paroles, sans agréer leurs offres de service et leurs ambitieuses requêtes. Loin de réserver aux Cracoviens le monopole de l'enseignement dans la Couronne, la Commission crée à Poznań une Académie de Grande-Pologne (2). Les inspecteurs de 1774 ne s'occupent point des colonies cracoviennes.

La Commission examine divers projets (3). Il est question de créer une université à Varsovie (4). Popławski en voudrait une à Ostróg pour les provinces ruthènes, et conseille d'abandonner Cracovie, en raison de la position excentrique de la ville (5). Massalski veut appeler à Wilno des professeurs français ; ses collègues méfiantes répugnent à lui accorder des crédits importants (6).

L'Université de Cracovie possède des revenus propres, à coup sûr plus considérables qu'elle ne l'a déclaré. L'évêque Sołtyk, revenu de captivité, est tombé dans une profonde mélancolie. S'enfermant dans son palais, il abandonne à l'archidiacre Olechowski

(1) *Arch. Sen.* 2, 4 juillet 1774.

(2) Rogaliński organise à la rentrée de 1774 une véritable faculté de théologie avec six professeurs, dont un professeur de grec et un professeur d'hébreu. Il demande à la Commission de créer des cours de droit civil et de médecine, mais elle se refuse à toute dépense nouvelle. Dès 1778, l'Académie de Grande-Pologne n'a plus que deux théologiens. WIERZBOWSKI, XXV, pp. 17-25 (Corr. entre Rogaliński et M. Poniowski, janvier 1775), *id.*, VII, pp. 14-15 (Rapport de mars 1778). — F. CHŁAPOWSKI, *Życie Rogalińskiego* dans *R.T. P.N. w Poznaniu*, t. 31.

(3) La Commission charge le prince Adam d'un rapport sur l'organisation des Écoles Principales. WIERZBOWSKI, XXXVII, 13 mai 1774.

(4) Joseph Załuski propose d'établir à Varsovie, à côté de la bibliothèque qu'il a donnée à la République, une Université Poniatovienne (Lettre de Załuski au Roi, 21 sept. 1773, en français, publiée par LEWICKI, *Geneza K.E.N.*, pp. 76-77). — Ignace Potocki lit un projet relatif à l'établissement d'une Académie à Varsovie. WIERZBOWSKI, XXXVII, 13 mai 1774.

(5) POPŁAWSKI, *Eduk. obyw.*, pp. 65-68.

(6) Massalski charge Dupont de recruter des professeurs en France ou ailleurs, puis prévoit pour la rentrée de 1775 l'ouverture de cours supérieurs, notamment de cours de droit. Chaque fois les Commissaires l'approuvent d'abord, et lui objectent ensuite le manque d'argent. WIERZBOWSKI, XXXVII, 21 nov. et 24 déc. 1774, 17 et 25 juillet 1775.

l'administration du diocèse et demande pour coadjuteur le propre frère du Roi. A vrai dire, Michel Poniatowski doit simplement régler les affaires que Sołtyk voudra lui confier (1). Quoi qu'il en soit, l'Académie fait appel au coadjuteur, qui l'assure de sa bienveillance (2). Enfin le jeune chanoine Kołłontaj se glisse dans l'entourage de la Commission où ne figurait jusqu'alors aucun élève de la vieille Académie.

La réforme de Kołłontaj (3). — Hugues, comte Sztumberg-Kołłontaj (1750-1812), docteur en philosophie de l'Université de Cracovie (1768), séjourne à Vienne (1770) et étudie à Rome le droit et la théologie (1771-1775). Un chanoine de Cracovie vient à mourir pendant le mois où la collation appartient à Rome, Kołłontaj se fait attribuer la prébende. Il gagne Varsovie, où le chancelier Młodziejowski l'emploie à la correspondance italienne (1775) (4).

En juin 1776, il informe confidentiellement le recteur Żołędziowski, son ancien maître, qu'il a été chargé par la Commission d'Éducation « d'élaborer un projet pour l'introduction de nouveaux enseignements à l'Académie » (5). L'évêque de Płock et Chreptowicz lui font

(1) PĘCKOWSKI, *Olechowski*, p. 63. La décision pontificale intervint au début de 1775.

(2) *Arch. Sen.* 2, 10 et 20 mars 1775.

(3) Sources : KOŁŁONTAJ, *Raport z wizytacyi 1777 r.*, publié par LENIEK, dans *Arch. do dz. lit.*, t. XIII ; KOŁŁONTAJ, *O akademii krakowskiej powtórne uwiadomienie Martii A. D. 1779* (*Metryka litewska VII*, t. 199, fol. 707-722) ; KOŁŁONTAJ, *O Szkole Gł. Koronnej*, oct. 1780-juillet 1784 (*Arch. Sen.* 245, pp. 1-60). — Exposé clair et précis dans le rapport d'Ignace Potocki, 10 mai 1782 : *Zdanie I. Potockiego o wizycie Akademii Krakowskiej przez Kołłontaja* (Avis d'I. Potocki sur la visite de l'Académie de Cracovie par Kołłontaj) dans *Arch. Sen.* 245, pp. 61-69 et *Wypis instrukcyi i rezolucyi K.E.N. stosujących się do Wizyty i Reformy Akademii Krakowskiej, z usprawiedliwieniem każdego punktu* (Extrait des instructions et résolutions de la Commission d'Éducation, relatives à la visite et à la réforme de l'Académie de Cracovie, avec la justification de chaque point), *Ibid.*, pp. 71-102. — *Travaux* : MECHERZYŃSKI, *O reformie Akademii w r. 1780* ; TOKARZ, *Zatarg o sprawę reformy*.

(4) Voir les biographies de Kołłontaj par son ami ŚNIADECKI, par les historiens KIPA, 1912 et JANIŃ, 1913. — Nous avons vainement cherché le nom de Kołłontaj sur le *Matrikel* de l'Université de Vienne. Bien que ses biographes le donnent comme docteur en droit et en théologie de la *Sapienza*, on ne l'a pas non plus retrouvé sur les registres de l'Université romaine (LORET, *Życie polskie*, pp. 162-163).

(5) Lettre de Kołłontaj à Żołędziowski, 5 juin 1776, cité par LEWICKI, *Ustawod.*, pp. xx-xxiii. — C'est vraisemblablement avant cette date que le chanoine Kołłontaj eut l'occasion de célébrer « au nom de la jeunesse polonaise » l'œuvre entreprise par la Commission d'Éducation (KOŁŁONTAJ, *Mowa do K.E.N. 1776 r.*, publié par LEWICKI). — Antoine Żołędziowski (1771-1783), docteur en droit à la *Sapienza* (1753). Voir son éloge par ŚNIADECKI, *Nieznana mowa Jana Śniadeckiego* 8. VI. 1784, publié par L. KAMYKOWSKI, dans *Prace naukowe oddz. warsz.*, pp. 44-48.

attribuer le siège vacant au Comité littéraire, le 4 septembre (1). Le même jour, l'Université charge cinq professeurs (parmi lesquels Putanowicz et Szabel) de préparer la réforme des études secondaires *ad mentem excelsae Commissionis Educationis* (2).

A l'occasion de la Diète, elle délègue à Varsovie le chanoine François Minocki, recteur de la colonie de Poznań. La Commission d'Éducation reçoit par la loi du 21 octobre 1776 les attributions financières et judiciaires qui lui permettront de protéger efficacement l'Académie. La vieille université, reconnaissant elle-même la nécessité d'une réforme, lui expose ses vues et sollicite ses ordres. Les Commissaires donnent à Kołłontaj mission de réorganiser l'école Nowodworski et d'étudier toutes les mesures utiles en vue de la rénovation prochaine de l'Académie (24 avril 1777) (3).

Kołłontaj se fit remplacer au Comité littéraire par l'abbé Bogucicki, brillant représentant de l'Académie, et gagna Cracovie. Il avait alors vingt-sept ans. De taille médiocre, un nez d'aigle sous un grand front pâle, Hugues Kołłontaj déploya les qualités qui devaient en faire plus tard un personnage de premier plan dans la République. Levé le plus souvent vers trois heures du matin, il travaillait avec une extraordinaire facilité. Il avait sur le droit canon et l'histoire nationale des connaissances approfondies. Pour le reste, il interrogeait longuement les personnes compétentes, « ce par quoi il se forma sur les sciences une vue générale claire et un jugement exact » (4).

A l'école Nowodworski, Kołłontaj introduit le *Règlement* de 1774 pour les écoles de palatinat et remplace presque entièrement l'ancien personnel par les plus brillants des jeunes docteurs en philosophie. Ces mesures provoquent une vive émotion dans Cracovie, mais les

(1) WIERZBOWSKI, XXXVII, 4 sept. 1776.

(2) *Arch. Sen.* 2, 4 sept. 1776.

(3) Minocki avait reçu du recteur l'ordre de suivre strictement les conseils de Kołłontaj (JANIK, *Kołodajaj*, pp. 24-25). — Le jeune chanoine aurait utilement contribué à la suppression des Commissions Administratives (ŁĘTOWSKI, *Katalog biskupów*, III, p. 137). — L'Académie, rappelant les mémoires produits en 1774, invite la Commission à procéder à la réforme ; comme un remaniement soudain ferait tort aux professeurs actuellement en fonction, « l'Académie demande que lui soit d'abord communiqué ce plan de réforme, auquel elle désire appliquer ses forces » « *Co imieniem Ak. Krak. oddając, podpisuję się dn. 10. 9 bris 1775 ; Fr. Minocki* » (*Matryka litewska VII*, t. 198, fol. 4-5). — Les instructions données à Kołłontaj, le 24 avril 1777, publiées par LEWICKI, *Ustawod.*, pp. 116-118, se réfèrent à ce mémoire de Minocki.

(4) ŚNIADECKI, *Kołodajaj*, p. 89. — TOKARZ, *Ostatnie lata Kołodajaja*, t. I, p. 133, souligne la puissance de travail de Kołłontaj, son aptitude à accomplir n'importe quelle tâche.



HUGUES KOLLONTAJ,

Portrait peint en 1810 par Jean Pfeifer,
propriété de l'Université de Cracovie.

résultats obtenus dès les premiers mois rallient l'opinion au Visiteur (1).

Le jeune chanoine procède en même temps à une enquête approfondie sur l'état de l'Académie, avec la collaboration du recteur, des doyens et d'un certain nombre de professeurs délégués par leurs collègues. Il en réfère à la Commission d'Éducation, et opère une première réforme de la Faculté de Philosophie (1^{er} octobre 1778) (2).

Cette faculté comptait jusqu'alors vingt-sept professeurs *ordinaires*, fort mal rétribués et pour la plupart sans valeur, car les meilleurs s'évadaient au plus vite vers les facultés de droit et de théologie. Kołłontaj en conserve dix, eux-mêmes « de médiocre talent » (3). « La philosophie péripatéticienne, divisée en multiples branches, constitue l'enseignement le plus important. Tous les étudiants doivent, bon gré mal gré, le suivre pendant deux ans (4). » Le *Cursus peripateticus* fut aboli et l'on enseigna désormais « la bonne logique ». — « A la place de l'Éthique, furent introduits le droit naturel et l'économie politique (5). » Déjà la Faculté fait régner le bon goût dans la rhétorique latine, grâce à Żołędziowski et à Putanowicz ; déjà elle enseigne bien les mathématiques. Kołłontaj met le programme en harmonie avec celui des écoles de palatinat, où les meilleurs étudiants seront envoyés comme professeurs en 1780.

Réforme partielle et provisoire. La Faculté de Philosophie ne possède point de cabinet de physique. Le Dr Badurski, de la Faculté de Médecine, rêve de restaurer l'enseignement de sa science et présente des plans à Kołłontaj. La Faculté de Droit donnait de bons cours de Droit canon, de Droit civil romain et de Procédure. Mais elle ne comptait aucun maître capable d'enseigner le Droit naturel, le Droit des Gens ou le Droit polonais, branches que les élèves ne sen-

(1) On retrouve dans le programme fixé par Kołłontaj (*Wyłożenie nauk dla szkół Nowodworskich 5 juin 1777*, publié par LENIEK, *Gimnazjum Św. Anny*, pp. 81-93) l'esprit, et souvent les termes mêmes, du Règlement de 1774 pour les écoles de palatinat et de l'Avis de concours pour la rédaction des manuels. « Les professeurs emploieront la langue polonaise pour toutes les sciences où elle peut suffire » (art. XIII). Obtinrent ensuite une chaire à l'Université plusieurs des professeurs maintenus à l'école Nowodworski par Kołłontaj (Czochron, Joseph Muszyński) ou nommés par lui en 1777 (Trzeciński, Śniadecki).

(2) *Ratio studiorum pro facultate philosophica*, publié dans MUCKOWSKI, *Statuta necnon liber promotionum*, pp. CCXVIII-CCXL.

(3) Rapport 1780-1784. *Arch. Sen.* 245, p. 7. — Cependant plus d'un enseigna ensuite à l'École Principale : les professeurs de Logique et Métaphysique, Smaczniński ; de Philosophie morale, Garycki ; de Mathématiques, Szabel.

(4) Rapport 1777, publié par LENIEK, pp. 226-227.

(5) Rapport 1780-1784, *Arch. Sen.* 245, p. 7.

taient d'ailleurs point la nécessité d'étudier. Les huit professeurs vivaient surtout de leurs fonctions d'assesseurs au Consistoire de Cracovie.

Pour réorganiser efficacement l'Université, Kołłontaj doit réduire la Faculté de Théologie, la mieux dotée, la plus puissante, la plus conservatrice. La Commission d'Éducation, pour ménager l'autorité diocésaine, désigne trois *Reformatores studii generalis theologici* : le prince Szembek, coadjuteur de Płock, président, Joseph Olechowski, archidiacre de Cracovie, et le chanoine Kołłontaj (1). Tous trois établissent rapidement un plan de réforme (1778) (2), présentent les candidats aux chaires, approuvent leurs programmes de cours (1779) (3).

Mais si les théologiens en place consentent à suspendre leurs leçons — le plus jeune enseigne depuis qu'il a obtenu le grade de maître ès-arts, c'est-à-dire depuis trente années —, ils demandent à conserver leurs bénéfices actuels, la table et le logement au Collège Majeur (4). L'archidiacre Olechowski et le professeur Żołędziowski prêtent à Kołłontaj leurs bons offices et négocient l'abdication des théologiens : moyennant une pension de retraite, tous se démettent de leurs chaires et renoncent à leurs bénéfices en faveur de l'Académie. « Le point le plus difficile de toute l'œuvre » est enlevé (5).

Au jour de la Saint-Michel, fête du Prince-Président de la Commission d'Éducation, Kołłontaj proclame solennellement la réforme de la vieille université (29 septembre 1780).

Il supprime les Collèges moyenâgeux où les professeurs vivaient en commun, il abolit les noms d'Académie et de Facultés. L'Univer-

(1) Les documents relatifs à la réforme de la faculté de théologie, conservés dans les papiers de Kołłontaj, *Metryka litewska, dział VII*, t. 199, pp. 200, 201, ont été restitués par l'Union Soviétique en exécution du traité de Riga. Ils mériteraient d'être étudiés par un historien compétent. Th. GROMNICKI, *Geschichte der theologischen Facultät*, pp. 274-275, mentionne sèchement cette réforme. — L'affirmation que l'abbé Bogucicki figurait parmi les *Reformatores studii Theologici* (SNIADOCKI, *Żywot Kołłontaja*, p. 11 ; JANIK, *Kołłontaj*, p. 34) est controuvée. — Olechowski, prélat très ouvert aux idées modernes, se fit bientôt le bras droit de Michel Poniatowski dans le diocèse de Cracovie. CHOTKOWSKI, *Spustoszenia kościelne M. Poniatowskiego* ; PECKOWSKI, *Olechowski*.

(2) *De ratione tradendae theologiae in Academia Cracoviensi*, *Metryka litewska VII*, t. 200, Nr. 36.

(3) *Methodus tradendae historiae ecclesiasticae*, *ibid.*, Nr. 37. Le professeur prendra modèle sur l'abbé RACINE, *Abrégé de l'histoire ecclésiastique 1748-1753*, 13 vol. in-12 (janséniste). — *Prospectus tradendae Theologiae Dogmaticae*, *ibid.*, Nr. 38, « a metaphysicis Scholae subtilitatibus omnino abstinebit ».

(4) *Postulata S. Facultatis Theologicae*, *Metryka litewska VII*, t. 199, fol. 993.

(5) Rapport de Potocki, *Arch. Sen.* 245, p. 93.

sité de Cracovie est investie de l'autorité qu'elle réclame depuis des siècles sur toutes les écoles de la Couronne, et portera désormais le titre d'*École Principale de la Couronne : Schola Princeps Regni*. Dès à présent, la Commission d'Éducation remet aux Cracoviens les anciens collèges des Jésuites de Poznań et de Lublin. Elle adjoint à l'Université un *Séminaire de candidats*.

Le recteur de l'École Principale sera désormais élu pour trois ans. Pour cette fois, la Commission d'Éducation le désigne elle-même et fait choix de Żołądziowski. Les anciens professeurs inscrits au nombre des émérites siégeront au Conseil de l'École Principale. Kołłontaj organise une équipe de professeurs, pour la plupart jeunes, qui enseigneront dans les *Collèges*, ce terme étant repris comme synonyme de Faculté. Le *Collège de Théologie* compte six professeurs, le *Collège de Droit*, deux. Le *Collège de Médecine* donne, pour cette année, un seul cours. Le *Collège Physique* ouvrira ultérieurement. L'École Principale débute bien modestement. Du moins Kołłontaj a-t-il abouti à un règlement pacifique en assurant au parti réformateur le soutien de la Commission d'Éducation.

Mais un violent orage menace d'emporter la réforme habilement opérée (1). Le vieux théologien Niegowiecki adresse un mémoire à la diétine du palatinat. Il se plaint d'avoir reçu pour toute compensation un bénéfice assez misérable, et critique âprement la réforme opérée, assure-t-il, par quelques conspirateurs sans délibérations de l'Université. Le Conseil de l'École Principale exclut Niegowiecki. La Commission d'Éducation refuse de l'inscrire au nombre des émérites, tout en lui conservant ses bénéfices « pour des motifs de pure charité » (2).

Les mécontents, battus sur le terrain politique et universitaire, prennent l'offensive sur le domaine ecclésiastique. Pour la Saint-Stanislas (8 mai 1781), un prédicateur condamne du haut de la chaire la réforme de l'Académie, comme portant atteinte aux fondations pieuses et aux droits de l'évêque-chancelier. Le chapitre cathédral invite l'évêque à intervenir contre Kołłontaj (11 mai). Le vieux Sołtyk sort de la torpeur où il languissait et Kołłontaj se trouve cité devant le tribunal épiscopal, comme prêtre et comme chanoine,

(1) Outre les ouvrages déjà cités de ŚNIADECKI, *Żywot Kołłataja*, pp. 57-60, BALIŃSKI, *Pamiętniki o Śniadeckim*, I, pp. 54-76 ; II, pp. 22-57 ; JANIK, *Kołłataj*, pp. 35-62, nous avons consulté les brèves conclusions de TOKARZ, *Zatarg o sprawę reformy Akademii 1777-1782* et les documents publiés plus récemment par KAMYKOWSKI, *Korespondencja Śniadeckiego*, I, pp. 151-219.

(2) WIERZBOWSKI, XXXVIII, 18 octobre 1780.

pour l'*affaire des bas cendrés*, pour le bail de Bieńczyce et pour sa cure de Krzyżanowice.

Le réformateur de l'Université ne paraissait guère ni en chaire, ni à l'autel. Il dut reconnaître avoir porté cravate noire, jabot blanc et bas cendrés.

Le chanoine Chrząnowski, ancien professeur, assurait avoir transféré du Visiteur à un sien cousin, nommé Korytowski, le bail du village de Bieńczyce. Kołłontaj accusait ce dernier d'usurpation. Le 2 juillet, l'évêque vit soudain se présenter devant lui Korytowski tout couvert de sang : il avait été attaqué, disait-il, par les gens de son adversaire.

Enfin une enquête sur l'administration de la cure de Krzyżanowice révéla, au jugement de Sołtyk, de lourdes et honteuses friponneries. A la fin de novembre 1781, Kołłontaj fut condamné à la perte de son canonikat et de tous ses bénéfices.

Sans attendre la sentence épiscopale, la Commission de l'Éducation l'avait suspendu de ses fonctions de Visiteur, car les poursuites engagées contre lui en tant que chanoine de Cracovie compromettaient indirectement l'Université. Kołłontaj, « premier émérite » de l'École Principale (1), se prétendait justiciable de la Commission de l'Éducation seule. Sołtyk interrogea le Conseil de l'École Principale, qui se déclara incompétent au sujet de ce conflit de juridiction. L'évêque destitua de leurs canonicats les professeurs Putanowicz et Bogucicki. La Commission de l'Éducation chargea Potocki d'examiner les actes de la visite de Kołłontaj, mais évita soigneusement d'entrer en conflit avec Sołtyk.

Kołłontaj, réfugié à Varsovie, en avait appelé de son évêque au primat Ostrowski. Cependant Sołtyk, à peine sorti de son profond abattement, manifeste une agitation croissante, fait battre de verges ses valets, insulte les chanoines, dépose l'archidiacre Olechowski « oublieux de sa basse naissance » et le chancelier du chapitre, coupable d'avoir laissé un chien assister à sa messe. Les chanoines font enfermer leur évêque (23 février 1782) et invitent le coadjuteur Michel Poniatowski à prendre l'administration du diocèse. Le Conseil Permanent déclare Sołtyk aliéné et le fait interner à Kielce (15 mai).

Le primat Ostrowski casse les jugements rendus contre Kołłontaj. Seize professeurs réclament le retour du réformateur, seul capable

(1) La Commission lui avait attribué ce titre, avec des bénéfices appartenant à l'Académie, en récompense de ses services entièrement gratuits comme Visiteur.

de mener à bien l'œuvre entreprise. Potocki présente un rapport favorable. La Commission d'Éducation rétablit Kołłontaj dans ses fonctions (12 mai) en lui adjoignant, selon la suggestion des professeurs, un Conseil de Visite, de sorte que son intégrité ne puisse plus être contestée. Żołędziowski se démet du rectorat pour permettre l'élection de Kollontaj (22 juillet), qui désormais réunit en sa personne les pouvoirs de Visiteur et de Recteur (1).

Essor de l'école cracovienne (2). — L'École Principale prend figure sous le rectorat de Kołłontaj (1782-1786). Par souci d'économie et de simplification, le nombre des collèges est ramené à deux : Collège Moral et Collège Physique (1783).

Kołłontaj préside simultanément à la réorganisation financière de l'Université et à la réforme des études. Dans l'ensemble, l'Université vivait de ses capitaux, réduits à fort peu de chose par les variations des monnaies, de ses biens-fonds — seize villages, des terrains, des maisons —, de plusieurs dizaines de canonicats, cures et autres bénéfices ecclésiastiques épars dans divers palatinats. De ces biens, une faible partie appartenait à l'ensemble de l'Université ; la plupart constituaient la propriété de tel Collège, de telle Faculté, de telle chaire ; d'autres appartenaient aux *bourses* et aux étudiants pauvres. Aussi l'Académie ignorait-elle en 1777 le montant global de ses revenus. Putanowicz évaluait à 3.000 florins la *masse* de l'Université, Kołłontaj en découvrit 35.000. La Faculté de Théologie déclara d'abord 9.800 florins, il s'en trouva 19.400. Le Visiteur fit dépouiller des monceaux de papiers et de registres, dressa un inventaire, retraça l'histoire de chaque fonds, afin de revendiquer les revenus contestés.

En 1780, tous ces biens, fondus en seule *masse* (3), furent confiés à une *procure* et placés, en vertu de la loi de 1776, sous le contrôle et la juridiction de la Commission d'Éducation. Par ce fait, les nombreux biens de l'Église relevant de l'Université se trouvèrent sécularisés : l'autorité de Michel Poniatowski, les connaissances

(1) Żołędziowski lui remet les insignes du rectorat le 21 janvier 1783.

(2) Kołłontaj, rapport 1780-1784, *Arch. Sen.* 245, déjà cité ; rapport 1784-1785, *Arch. Gl.*, A 30 ; rapports de Śniadecki, Secrétaire de l'École Principale au Visiteur Oraczewski (1786), publiés par SEREDYŃSKI, dans *Archiwum do dziejów literatury*, t. III, pp. 209 sqq., 337 sqq. ; pour les années suivantes, *Archiwum Senatu* 9 et 10. — *Wizyta Oraczewskiego*, publié par SEREDYŃSKI, dans *Arch. do dz. lit.*, t. III. — SZUMOWSKI, *Krakowska Szkoła Lekarska*, donne beaucoup de renseignements sur l'ensemble du Collège Physique.

(3) On distingua seulement de cette masse les fondations en faveur des étudiants pauvres.

juridiques de Kołłontaj triomphèrent de nombreuses difficultés (1).

La Commission d'Éducation évoqua les multiples procès qui traînaient devant les juridictions ordinaires et les trancha. En exécution de la loi de 1768, Stanislas-Auguste donna à l'Université la riche abbaye de Miechów (1784). L'École Principale se trouva posséder en propre environ 100.000 florins de rente ; la Commission d'Éducation y joignit une subvention annuelle de 150.000. En outre Michel Poniatowski fit, sur sa cassette, des dons considérables au Collège Physique, pour les frais de premier établissement.

L'ancienne Académie ne possédait ni cabinet de physique, ni observatoire, ni jardin botanique. La Faculté de Médecine ne donnait point de cours et se bornait à faire célébrer une messe pour la Saint-Luc. Il fallut tout créer pour le Collège Physique.

Kołłontaj trouva de bons médecins dans la bourgeoisie cracovienne. La fondation Słowickowski permettait à l'Académie d'envoyer tous les trois ans un de ses élèves étudier la médecine en Italie. La chaire de pathologie fut promise au Dr Badurski (2). Son beau-frère, Vincent Szaster, comme lui boursier de la fondation Słowickowski, fut nommé professeur d'anatomie (3) ; l'apothicaire Jean Szaster, leur cousin, professeur de pharmacie (4). Il suffit de recruter, hors de Cracovie, un chirurgien : Czerwiakowski, de la Congrégation des Écoles Pies, relevé de ses vœux en 1783 (5), et un naturaliste : Jaśkiewicz, bourgeois de Léopol (6).

(1) Sur la suppression des prébendes universitaires et la péréquation des traitements, CHOŹKOWSKI, *Spustoszenia M. Poniatowskiego*, pp. 6-54.

(2) André Badurski (1740-1789), fils d'un orfèvre, fut d'abord professeur de grammaire et de poétique à l'école Nowodworski, puis étudia la médecine à l'Université de Bologne.

(3) Vincent Szaster (né en 1757), étudia la médecine à Bologne pendant quatre ans, puis à Paris.

(4) Jean Szaster étudia à Breslau, ouvre son officine en 1770, va prendre son doctorat en médecine à Erfurt en 1780.

(5) Plus d'un ecclésiastique exerçait alors la médecine en Pologne. Le piariste Raphaël Czerwiakowski prit son doctorat en médecine à Rome, puis étudia la chirurgie à Paris et l'obstétrique à Berlin, soutenu par la générosité de quelque magnat, vraisemblablement par Michel Poniatowski. Ce moine arriva à Cracovie en habit à la française, l'épée au côté. L'évêché s'en émut : on voulait sans doute, dit Kołłontaj, qu'il s'habillât en Révérend pour faire des accouchements ! Or il advint bientôt que Czerwiakowski fut appelé à soigner une jeune fille d'une remarquable beauté. Il la sauva et se prit pour elle d'une passion que ses amis jugèrent sans remède. Kołłontaj demanda à Michel Poniatowski de faire relever de ses vœux l'infortuné moine. Rome céda. Czerwiakowski épousa la belle et, l'année suivante, Kołłontaj tint sur les fonts baptismaux leur fils premier-né. — Voir notamment, KAMYKOWSKI, *Korespondencja Śniadeckiego*, I, pp. 202-227.

(6) Jean Jaśkiewicz, né en 1749, docteur de l'Université de Vienne, dédia chaleureusement sa thèse à Marie-Thérèse dans l'espoir d'obtenir une chaire

Badurski s'occupait depuis son admission à la Faculté (1770) de rétablir à Cracovie l'enseignement de la médecine. Kołłontaj et la Commission d'Éducation eurent recours à ses talents d'administrateur. Fort influent dans sa ville natale, actif et généreux, il organisa dès 1780 un hôpital-clinique de seize lits, qu'il fallut bientôt augmenter et transférer dans d'autres locaux. Il aida Czerwiakowski à installer un petit théâtre anatomique.

Le professeur de chirurgie inaugura le premier son enseignement (19 janvier 1780). Il voulut le fonder sur la pratique de la dissection. Les autorités ecclésiastiques refusaient les cadavres. Certains, dans le petit peuple, menaçaient de châtier le sacrilège. Czerwiakowski dut se faire escorter par des soldats, mais sa bonté lui rallia bientôt l'opinion. Et Vincent Szaster se procura un nombre suffisant de cadavres en soudoyant les fossoyeurs, qui les lui apportaient de nuit.

Jean Szaster fit ses premiers cours dans son officine d'apothicaire. Jaśkiewicz passa des mois à recueillir des collections et à organiser son jardin botanique, avant de commencer ses leçons.

Le magistrat de Cracovie, sollicité par Badurski, donna ordre de suivre les cours aux matrones qui pratiquaient les accouchements et aux maîtres et garçons de la Corporation des Chirurgiens-Barbiers, qui maniaient indifféremment le rasoir et le bistouri (21 janvier 1780).

Quand ce recrutement, fort médiocre, fut sur le point de tarir, l'École Principale fit appel au Conseil Permanent. Il ordonna aux villes royales d'entretenir à Cracovie un ou deux boursiers, qui reviendraient, pourvus du diplôme de chirurgien ou de médecin, exercer leur art parmi leurs concitoyens (1). Les villes royales envoyèrent à Cracovie 147 jeunes gens au lieu de 170 — si dépourvus de culture générale qu'il fallut en envoyer d'abord les quatre cinquièmes à l'École Nowodworski. En 1790, 89 avaient abandonné sans se présenter aux examens, 6 avaient obtenu un diplôme, 46 continuaient leurs études.

L'école de médecine de Cracovie conquiert peu à peu la faveur du public. Six villes royales, tenues à entretenir en commun un seul boursier, en désignent chacune un. Trois villes ecclésiastiques envoient volontairement des boursiers à Cracovie. De jeunes bourgeois, et

à Léopol. Déçu, il se fait recommander à Stanislas-Auguste. La Commission d'Éducation lui accorde une bourse de voyage (18 avril 1780). Il lit à l'Académie des Sciences de Paris ses observations minéralogiques en divers pays d'Europe (février 1781) et obtient le titre de membre correspondant.

(1) Arrêtés des 11 avril 1784 et 12 avril 1785.

même des gentilshommes, étudient à leurs frais. Les professeurs, compétents et dévoués, refusent impitoyablement tout diplôme aux étudiants médiocres et forment des sujets capables de leur succéder bientôt dans leurs chaires (1).

Pour les sciences mathématiques et physiques, l'ancienne Académie fournit à Kołłontaj de jeunes hommes qu'il envoie se perfectionner à l'étranger. L'abbé Trzciński, brouillon et tracassier, enseigne piètrement la physique expérimentale et s'attira l'inimitié de la plupart de ses collègues (2). Jean Śniadecki au contraire revint de Paris, à vingt-cinq ans, ayant conquis l'estime de Jacques-Antoine Cousin, professeur du Collège de France, de l'astronome Messier, et de l'illustre Dalember (3). Il publie en polonais une remarquable *Théorie du calcul algébrique appliqué à la géométrie des courbes* (1783), fait construire un petit observatoire astronomique, se rend en Angleterre pour acheter des instruments plus perfectionnés (1787). Son ami Radwański enseigne la mécanique et l'hydraulique (4).

(1) Voir l'appréciation, fortement motivée, de SZUMOWSKI. Badurski, décédé en 1789, fut remplacé par Kostecki, gentilhomme mentionné en 1784 comme étudiant aux frais de Kołłontaj, D^r méd. en 1788.

(2) André Trzciński, nommé par Kołłontaj professeur de la 5^e classe à l'École Nowodworski (1777), boursier de la Commission d'Éducation, étudie à Göttingen et à Strasbourg, docteur en médecine (Strasbourg). Il publia un grand nombre de brochures étrangement chaotiques. — SZUMOWSKI, *Szkoła lekarska*, *passim*.

(3) Jean Śniadecki (1756-1830), fils d'un modeste bourgeois de Żnin (palatinat de Gniezno, district de Kcynia), élève de la colonie de Poznań, suit par curiosité les leçons de physique expérimentale du Jésuite Rogaliński. Docteur en philosophie (1775), il donne à l'Académie de Cracovie des leçons d'algèbre (1776). Professeur de 6^e classe à l'École Nowodworski (1777-1778). La Commission d'Éducation lui refusa une bourse de voyage, mais Kołłontaj reconnaît en lui « un génie d'une grande espérance », « *genjusz wielkiej nadziei* » (Lettre à M. Poniatowski, cité par SZUMOWSKI, *Szkoła lekarska*, p. 28). Grâce à la générosité de Żołądzowski, Śniadecki entreprend un voyage, étudie un an à Göttingen sous le mathématicien Kästner, dix-huit mois au Collège de France sous Cousin et le chimiste d'Arcet. Piramowicz, de passage à Paris, entend prononcer l'éloge de son jeune compatriote par Condorcet, Dalember et l'abbé Delille. La Commission d'Éducation accorde à Śniadecki une bourse d'un an, à condition qu'il revienne ensuite enseigner à Cracovie. — BALIŃSKI, *Pamiętniki o J. Śniadeckim*; KAMYKOWSKI, *Korespondencja Śniadeckiego*, t. I (notamment l'autobiographie, pp. 2-30); SZUMOWSKI, *Szkoła lekarska*, *rodz. IV*, et la pénétrante petite étude de CHRZANOWSKI, *J. Śniadecki jako nauczyciel narodu*.

(4) Félix Radwański (1756-1826), professeur de mécanique à la Faculté de Philosophie (1779-17781), enseigne au Collège Physique les mathématiques élémentaires et la mécanique à partir de 1781, étudie en France et en Italie l'architecture et l'artillerie (1783-1786) (KAMYKOWSKI, *Korespondencja Śniadeckiego*, t. I). Le 27 nov. 1787, la Commission d'Éducation décharge Radwański du cours de mathématiques élémentaires, au bénéfice de Jean Kanty Kruśiński; celui-ci avait assuré l'enseignement pendant le voyage de Radwański (*Arch. Sen.* 9, p. 3). Radwański joua un rôle important à Cracovie au début du XIX^e siècle.

Au Collège Moral, Kołłontaj confie tout d'abord la plupart des chaires de théologie et de droit à des maîtres de l'ancienne Académie, hommes déjà mûrs, la plupart assez ternes (1). Un seul moine, le P. Antoine Popławski; encore se fait-il séculariser avant de prendre possession de sa chaire de droit naturel et d'économie politique. Un seul étranger : l'abbé Idatte, originaire de Nancy, qui restaure le culte des études grecques. Ce fin lettré, d'un caractère aimable et doux, conquiert l'estime générale (2).

Pour compléter et renouveler cette première équipe, Kołłontaj choisit, toujours parmi les élèves de l'Université, de jeunes hommes. Ils voyagent à l'étranger aux frais de la Commission d'Éducation, entrent à l'École Principale comme vice-professeurs. Ils jouissent à ce titre d'un traitement modeste, suppléent en cas de nécessité les professeurs, et se perfectionnent dans leur science en attendant d'être chargés d'un enseignement régulier (3). Kołłontaj dirige lui-même les travaux de Januszewicz, auquel il destine une chaire de droit civil et de droit public polonais (4). Cet enseignement, inauguré en 1788, attire aussitôt de nombreux étudiants.

(1) Voir appendice II. — Kołłontaj souligne cependant les mérites du vieux professeur de droit canon Toryani, décédé en mars 1783, et la diligence de son successeur Bogdanowicz, qui réunit un *Corpus Juris ecclesiastici polonici*. Loin de se borner aux imprimés, Bogdanowicz a dépouillé les manuscrits de la bibliothèque de l'Université et demande un crédit pour continuer ses recherches à Varsovie, à Gniezno et dans d'autres villes. Il désire publier au plus vite cet ouvrage si nécessaire (Rapport Kołłontaj 1780-1784, *Arch. Sen.* 245, pp. 27-31). Ces travaux n'aboutirent point.

(2) Kołłontaj, rapport 1780-1784, *Arch. Sen.* 245, p. 25. — Cf. *Arch. Sen.* 6, pp. 24-27, 171, 217. — Sołtykowicz, *O stanie akademii*, p. 299. — L'abbé Idatte avait naguère été chargé de l'éducation du prince Joseph Poniatowski. Il jouissait de la confiance de Stanislas-Auguste et du prince Michel.

(3) Jean Śniadecki jugeait néfaste cette institution : les vice-professeurs, assurés d'obtenir une chaire, s'occupaient moins à se perfectionner qu'à se mêler à toutes les intrigues (Kojśiewicz, *Kołałataja koresp.*, I, pp. 98-99).

(4) Joseph Januszewicz (1757-1857), professeur de droit à l'École Nowodworskien 1783-1784. « Pour la chaire de droit polonais, daigne l'Illustre Commission agréer la prière de l'École Principale ...[et désigner pour cette importante discipline M. Januszewicz], professeur à l'école de Cracovie, gentilhomme possessionné du palatinat de Sandomierz, qui joint à l'honneur de sa naissance une laborieuse application et des mœurs dignes d'éloge. » Qu'il soit nommé vice-professeur et rédige dans un délai de deux ans un cours de droit polonais. Cet ouvrage examiné et approuvé par la Commission, Januszewicz recevra une chaire (Rapport Kołłontaj 1780-1784, *Arch. Sen.* 245, p. 31). L'année suivante, le vice-professeur Januszewicz « est en possession d'un plan écrit pour lui par le Recteur de l'École Principale », — Kołłontaj — et élabore un *Corpus Juris Regni*. « Il en tirera ensuite pour ses leçons publiques des *Institutiones*, pour l'examen desquelles daigne l'Illustre Commission désigner des personnes compétentes en matière de droit polonais, car un cours aussi important doit être d'abord examiné avec le plus grand soin, avant d'être professé dans une université. Il semble que M. Januszewicz

L'auditoire du Collège Moral se compose de jeunes laïques et de clercs (1). L'Université dirigeait en effet depuis 1757 l'un des six séminaires du diocèse de Cracovie, le *Séminaire Académico-Diocésain* (2). L'École Principale préparait surtout les *Candidats* au Corps Académique à enseigner dans les Écoles Publiques de la Couronne (3). La Commission d'Éducation avait cru bon, en 1780, d'organiser pour eux un *Séminaire Académique*, et d'y envoyer même les *Candidats* de Lithuanie (1781). Popławski, recteur du *Séminaire*, présidait à la formation de tous les jeunes gens qui se destinaient à enseigner dans les Écoles Publiques de la Pologne tout entière. Il prenait rang immédiatement après le Recteur de l'École Principale, avant les Présidents de Collège. Mais il se révéla malhabile administrateur (4), dur envers ses subordonnés (5), peu agréable avec ses collègues (6). Les étudiants de la vieille Académie surveillaient en ville l'éducation de jeunes élèves et prenaient ainsi une expérience de la pédagogie. Les *Candidats au Corps Académique* ne pouvaient acquérir cette formation pratique. Le régime de l'internat entraînait des frais considérables. La Commission d'Éducation supprima le *Séminaire Académique* (1783) ; les Lithuaniens retour-

ne déceva point les espérances que l'on a placées en lui et pourra au plus tard dans trois ans inaugurer très utilement la chaire de droit national. L'expérience montrera alors s'il suffit d'un seul professeur pour une science aussi vaste. » (Rapport Kołłontaj 1784-1785, *A* 30, fol. 12). Du mémoire rédigé par Januszewicz, nous n'avons pas retrouvé trace. La Commission l'en félicita (*B* 44, 29 mai 1788) et Januszewicz ouvrit son cours à la rentrée suivante. En 1803, Czacki et Kołłontaj reconnaissaient la médiocrité intellectuelle de Januszewicz tout en rendant hommage à son ardeur. KOJSIEWICZ, *Korespondencja Kołłontaja z Czackim*, t. I, pp. 234, 277.

(1) Le *Catalogus auditorum studii moralis* (*Arch. Sen.* 317) mentionne 128 inscrits en 1783-1784, 141 en 1790-1791. En cette dernière année, la majorité des étudiants sont originaires du palatinat de Cracovie ou des palatinats voisins, 19 de la Galicie ou de la Silésie autrichienne. Le cours d'Antiquités compte seulement 14 inscrits, le droit canon en réunit 67 et le droit polonais 68, dont 21 ne suivent aucun autre cours. L'âge moyen est de 20 à 23 ans.

(2) Sans parler de Kielce, Lublin et Sandomierz, trois séminaires coexistaient à Cracovie : deux plus ou moins pleinement confiés aux Lazaristes. Le *Séminaire Académico-diocésain* avait pour préfet un professeur de l'Université : l'abbé Rydułski, mort en 1790, puis l'abbé Joseph Muszyński. CHOTKOWSKI, *Spustoszenia M. Poniatowskiego*, pp. 54-65.

(3) LENIEK, *Kandydaci stanu akademickiego*, pp. 1-18.

(4) En 1786, Popławski ne s'étant point encore mis en règle, le Visiteur Oraczewski commit à l'examen de sa comptabilité le chef de la Procure et le Secrétaire de l'École Principale (SEREDYŃSKI, *Wizyta Oraczewskiego*, p. 238).

(5) Lettres de Stroynowski, préfet des candidats lithuaniens, à Chreptowicz, 9 novembre 1781. *Bibl. Jag.* 3514.

(6) « Homme froid » aux idées étranges, écrit Śniadecki à Kołłontaj en 1782, « il ne sait que grogner et ennuyer le monde avec ses fadaïses » (en français dans le texte). KAMYKOWSKI, *Korespondencja Śniadeckiego*, I, pp. 221, 271.

nèrent à Wilno, les *Candidats* de la Couronne reçurent des bourses pour s'installer en ville, Popławski se borna à son rôle de professeur (1).

Une atmosphère et des mœurs nouvelles régnaient dans l'antique Université des Jagellons. Kołłontaj installe des salles de cours, des cabinets scientifiques, dans les Collèges où de vieux chanoines trouvaient jusqu'à la mort la table commune et un modeste logement. De jeunes laïques donnent le ton, un peu grisés par leur fortune rapide (2). Kołłontaj a rapporté d'Italie des œuvres d'art et réunit une galerie de peintures. Il tient table ouverte, héberge Śniadecki au retour de Paris. L'année suivante, le jeune mathématicien vient partager le logement de Jaśkiewicz. On les voit partout inséparables : Jaśkiewicz, président, et Śniadecki, secrétaire du Collège Physique. Les Cracoviens les surnomment Castor et Pollux. Pendant les grandes vacances, ces jeunes savants se rendent volontiers chez le marquis Wielopolski, au château de Pinczów. Ils font des expériences avec Berniard, un bon chimiste français, que le marquis s'est attaché (3). Et les professeurs cracoviens reviennent souvent à Pinczów pour le carnaval.

L'École Principale n'enseigne plus rien de la philosophie scolastique. La bibliothèque s'enrichit d'un livre que le recteur Kołłontaj juge « de tous les ouvrages presque le plus nécessaire » : l'*Encyclopédie* de Diderot, don du prince Michel Poniatowski (4). Aux séances publiques solennelles, les professeurs ne déploient plus une pompeuse rhétorique latine. Ils célèbrent en polonais les dernières con-

(1) Lettres de Śniadecki à Kołłontaj, 27 nov. et 4 déc. 1782, KAMYKOWSKI, *Koresp. Śniadeckiego*, I, pp. 277, 281. — Rapport de Kołłontaj 1780-1784, *Arch. Sen.* 245, pp. 37, 52.

(2) En 1784, Śniadecki touche 6.000 florins comme professeur de mathématiques, 2.000 comme astronome, 1.000 comme secrétaire du Collège Physique, 2.000 comme secrétaire de l'École Principale, au total 11.000 florins, une fortune dans une ville comme Cracovie. Il ne ménage personne, adresse à la Commission d'Éducation un violent mémoire contre Kołłontaj à la fin de 1783 (*A* 36, k. 344-345, en français), et traite avec désinvolture le prince-évêque, M. Poniatowski (Lettre au secrétaire Gintowt, 26 mars 1786. KAMYKOWSKI, *Koresp. Śniadeckiego*, I, pp. 465-467).

(3) La famille Wielopolski a passé longtemps en France et vit à la française. « M. Berniard, bon chimiste français, dont on parle beaucoup dans le *Journal de Physique*, est chez eux depuis onze ans » (FORSTER, *Briefwechsel mit Sömmering*, p. 145, le 10 octobre 1784). Berniard fut nommé membre associé de l'École Principale le 25 mai 1785 (KAMYKOWSKI, *Koresp. Śniadeckiego*, I, p. 387).

(4) Rapport de Kołłontaj 1780-1784, *Arch. Sen.* 245, p. 46 : « *dzieło prawie najpotrzebniejsze* ».

quêtes des sciences expérimentales, la doctrine des physiocrates, la tolérance religieuse.

Quelques professeurs de l'ancienne Académie connaissaient les universités de Rome ou de Vienne. Les boursiers de la Commission d'Éducation reviennent de Paris imbus de l'esprit des lumières, ils fréquentent les écoles protestantes de Göttingen ou d'Angleterre.

Pareille révolution désole et scandalise peut-être les vieux maîtres de Kołłontaj, ceux-là mêmes qui lui ont prêté leur appui. Et pourtant le jeune Visiteur a tenu parole : il s'est efforcé de « maintenir autant que possible les belles traditions d'un antique passé » (1).

Il a tiré l'Académie de la misère. Dans Cracovie, les façades blanches des bâtiments universitaires, restaurés ou nouvellement édifiés, contrastent avec tant de demeures en ruines depuis la Confédération de Bar.

Depuis longtemps, l'Académie n'inspectait plus ses *colonies*, qui déclinaient de plus en plus devant la concurrence des Jésuites et des Piarons. Chaque année, au printemps, partent de Cracovie deux Visiteurs Généraux élus par l'École Principale. L'Université de Cracovie triomphe enfin de ses rivaux, les Ordres monastiques. Grâce à la Commission d'Éducation, elle exerce son autorité sur toutes les écoles de la Couronne : privilège confirmé tant de fois et demeuré vain pendant deux siècles.

Enfin si Kołłontaj a imposé aux vieux maîtres de pénibles sacrifices, il a restauré l'Université sans y appeler ni étranger ni moine — à deux exceptions près —, sans y introduire un seul jésuite. Il s'est appliqué à recruter les nouveaux maîtres parmi les élèves mêmes de l'Académie, dans la bourgeoisie de la cité. Loin de livrer l'Université aux ordres enseignants, ses ennemis séculaires, ou à des étrangers ignorants de la Pologne, Kołłontaj l'a renouvelée par les meilleurs de ses propres éléments. L'École Principale de la Couronne fleurit le terroir cracovien.

Elle jouit dans la République d'une telle considération qu'en sortant de charge, le recteur Kołłontaj est nommé Référendaire du Grand-Duché de Lithuanie. Et l'Université reçoit pour chef le comte Oraczewski, ancien membre du Conseil Permanent, Commissaire de l'Éducation.

(1) « *Utrzymywać ile możności dawnej starożytności piękne węzły* ». Lettre de Kołłontaj à Żołądziowski, 12 juin 1776, citée par LĘWICKI, *Ustawod.*, p. xxii.

III. — RÉFORME DE L'UNIVERSITÉ DE WILNO (I)

Remaniements de l'ancienne Académie. — Lorsque la réorganisation de l'Académie de Cracovie parut en bonne voie, en 1780, la Commission aborda sérieusement la réforme de l'Académie de Wilno.

En 1777, Wybicki trouvait, entre les universités qu'il avait fréquentées à l'étranger et celle de Wilno, la même différence qu'entre un vivant et un mort. Les professeurs des classes secondaires relevaient directement du recteur, tout comme le Collège Astronomique et les professeurs des cours supérieurs — deux théologiens, un helléniste (2). Massalski, grand bâtisseur, avait adjoint à la vieille Académie des Jésuites deux architectes et, par zèle humanitaire,

(1) Les archives de l'Université de Wilno ont été transportées à Kiev en 1832. Les historiens de l'École Principale se sont attachés surtout à la personnalité de Poczubut et à l'école de médecine. La période 1773-1781 n'a fait l'objet d'aucun travail sérieux.

Sources manuscrites. Nous avons consulté à l'*Archiwum Głównie* de Varsovie les rapports de Massalski, 29 déc. 1775 (*Rewyndykowane, teka 888, Nr. 35156*, fol. 18-19), de Wybicki, 1777 (*A 40*), de l'Académie 1776, 1777, 1778 (*A 41*), 1779 et 1780 (*Rewyndykowane, teka 887, Nr. 35148*, fol. 337 et *Nr. 35149*, fol. 612-635), de Poczubut, 2 avril 1781 (*A 29*, fol. 439-440), de l'École Principale pour les années 1783/84 et 1786/87 (*A 38*), 1784/85 et 1785/86 (*Rewyndykowane, teka 888, Nr. 35155*), 1788/89, 89/90, 90/91 (*A 39*).

Sources imprimées. ŚNIADECKI, *Żywot Poczubuta*, 1810. Les notes très vivantes de G. FORSTER, généralement malveillant envers les Polonais : *Sämmtliche Schriften*, Bd. VII, 1843 ; *Briefwechsel mit Sömmering*, 1877, pp. 116-490, *Tagebücher*, 1914, pp. 202-278. — La haine des Jésuites et de leurs protégés entraîne le Piariste JUNDZIŁŁ à des jugements manifestement injustes : *Pamiętniki*, publiés par Kurpiel, 1914. — JANOWSKI, *W promieniach Wilna*, pp. 39-71, réimprime, en l'enrichissant de précieuses annotations, un fragment des *Pamiętniki* de JUNDZIŁŁ relatif aux professeurs étrangers.

Travaux. Michel BALIŃSKI, *Dawna Akademia Wileńska*, 1862, pp. 225-410, étudie le rectorat de Poczubut, principalement d'après la correspondance de l'astronome avec Chreptowicz (*B. Jag., Rkps 3119*). L'ouvrage de Joseph BIELIŃSKI, *Uniwersytet Wileński*, 3 vol., 1899-1900, très faible comme synthèse, contient une foule de renseignements biographiques et bibliographiques puisés dans un grand nombre de brochures du temps. — JANOWSKI, *Historjografja uniwersytetu wileńskiego*, 1922 ; du même, *W promieniach Wilna i Krzemieńca*, 1923, *passim*. — BRENSZTEJN, *Biblioteka uniwersytecka w Wilnie*, pp. 15-22. — Sur l'école de médecine, ADAMOWICZ, *Rys początków anatomii w Polsce*, 1855 ; BIEGELEISEN, *Cudzoziemiec na katedrze wileńskiej*, 1892. — Nous indiquerons ci-dessous quelques études biographiques. — En français, J. GIRARD, *Le destin de l'Université de Wilno*, 1934.

(2) Massalski désigne comme recteur, en remplacement du P. Skorulski, le P. Ignace Żaba (été 1774), déjà recteur en 1760-1763. Wybicki rend hommage au zèle de ce personnage, qui n'est point autrement connu.

Les deux professeurs de théologie Ehlert et Tautkiewicz ont en 1777 six élèves seulement, parce que l'Académie a perdu depuis 1773 sa clientèle de Jésuites et celle du Collège Pontifical de rite grec.

Le P. Casimir Rogowski (né en 1728), professeur de grec, a une quinzaine d'élèves. — BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 146-148, analyse un discours prononcé par ce Jésuite en 1762, en faveur de la réforme des études. Rogowski, privé

deux chirurgiens. Le jeune Français Régnier, chirurgien privé de l'évêque, recruta à Paris un opérateur plus expérimenté, du nom de Briotet (1).

A la suite de l'inspection de Wybicki, la Commission d'Éducation prit quelques mesures de détail : le jésuite Mickiewicz se spécialisa dans l'enseignement de la physique expérimentale ; les cours secondaires, réorganisés, furent placés sous la direction d'un préfet (1777). Puis la Commission décida de remplacer le recteur Żaba. Tandis que chacun prononçait le nom de Poczobut, elle nomma l'ex-jésuite Chevalier, précepteur des fils de Chreptowicz (1^{er} mars 1779). Ce brave homme, fort gêné pour son ami l'astronome, mourut l'année suivante (2).

La Commission d'Éducation plaça enfin à la tête de l'Université le fameux Poczobut (24 octobre 1780). Elle désigna comme professeur de droit naturel le P. Stroynowski, piaron, qui enseignait cette science au Collège de Nobles de Varsovie.

de sa chaire en 1783, y fut rappelé en 1798. — Le P. Poczobut avait précisément en 1773 commencé des observations régulières avec ses nouveaux instruments. En 1775, le Roi lui décerne la médaille *Bene merentibus*. En 1777, Poczobut publie ses observations de l'année 1773, soumet à la Commission d'Éducation un projet pour l'établissement d'une carte détaillée de la Pologne. Avec les crédits accordés par la Commission, il envoie son adjoint le P. André Strzecki acheter des instruments en Angleterre. A son retour, Strzecki fait à l'Académie des Sciences de Paris une communication sur les travaux de Poczobut, qui est élu membre correspondant (1778).

(1) Massalski introduit à l'Académie deux architectes de talent, l'ex-jésuite Mathieu Kisielewski, mentionné comme professeur de dessin en 1775-1776, et Knackfus, mentionné en 1776-1777. Wybicki signala le peu d'assiduité de Knackfus qui fut remercié aussitôt. Kisielewski enseigna le dessin et l'architecture jusqu'en 1781, et fut admis à la retraite (WIERZBOWSKI, XXXIX, 23 mars 1782).

L'Alsacien Nicolas Régnier (1746-1800) vint en Pologne en 1768 à la suite de Massalski. L'évêque l'envoie une première fois à Paris pour y étudier l'obstétrique (1773-1774). Nommé professeur d'anatomie et de chirurgie (WIERZBOWSKI, XXXVII, 6 mai 1775), Régnier se rend à nouveau à Paris sur l'ordre de la Commission (*ibid.*, 4-5 nov. 1776). Il y achète le matériel nécessaire et revient en juin 1777, accompagné de Jacques Briotet (1746-1819). Fils d'un modeste vigneron de Thorey, en Bourgogne, Briotet fréquente l'hôpital de Lyon, puis l'Hôtel-Dieu de Paris (1768) où il est bientôt nommé assistant des exercices de chirurgie et d'anatomie. Il débute à Wilno comme professeur-adjoint. Dès 1778, Régnier se flatte d'avoir 30 élèves. En avril 1781, Poczobut n'en trouve que 15 à l'*École d'anatomie et de chirurgie* et souhaite que la corporation des maîtres chirurgiens témoigne plus d'intérêt à cet enseignement.

(2) Sur Jean Chevalier, notice dans *Polski Słownik Biograficzny*, t. III. Né à Varsovie en 1732 d'une famille d'origine française, il enseigna à Wilno pendant de longues années. Sur son cours de philosophie en 1765-1767, BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 318, 324-325. — Précepteur des fils de Chreptowicz, il les emmena avec lui à Wilno. Après sa mort, ils y restèrent sous la surveillance de Poczobut et d'un candidat au Corps académique, Simon Malewski.

Mais dès l'année suivante, les Statuts de 1781 confièrent à l'École Principale de la Couronne la formation de tous les *Candidats au Corps Académique* et les jeunes Lithuaniens, avec leur préfet Stroynowski, se rendirent à Cracovie. Poczobut ressentit le coup porté à son Université et sa hâta d'inaugurer solennellement l'*École Principale du Grand-Duché de Lithuanie, Schola Princeps Magni Ducatus Lithuaniae* (24 novembre 1781). Ses collaborateurs composaient une équipe plus réduite encore, et surtout moins homogène, que celle dont Kollontaj s'entourait à l'ouverture de l'École Principale de la Couronne.

L'Académie végétait depuis l'abolition de la Compagnie de Jésus et Poczobut cherchait à grand'peine parmi ses anciens confrères. Beaucoup d'entre eux, et des plus distingués, s'étaient assuré un sort honorable et une carrière moins pénible que l'enseignement. En vain Poczobut demanda-t-il au P. Hell, l'astronome viennois, deux bons professeurs de mathématiques. Le temps pressait ; le Recteur recruta sur place d'anciens Jésuites pour les chaires d'éloquence, de mathématiques et d'astronomie ; deux Piaristes de la province de Lithuanie, pour le droit. A l'ouverture de l'École Principale, point de théologiens : on négociait avec l'évêque Massalski. Point d'architectes, car les Universités doivent, selon Poczobut, enseigner les sciences et non les arts (1). Les deux chirurgiens continuent à enseigner, mais sans avoir entrée au Conseil de l'École, où seuls représentent la médecine les D^{rs} Bisio et Gilibert.

Bisio, né à Pavie en 1720, exerce en Pologne depuis 1763 : tour à tour médecin privé de la princesse Jabłonowska, à Siematycze, puis de Charles Radziwiłł à Nieśwież, médecin des Jésuites à Wilno, il a pris femme à Léopol.

Gilibert fut attiré en Pologne par le comte Tyzenhaus, trésorier de la Cour (1765) et fermier des Économies royales de Lithuanie. L'aventureux Tyzenhaus, voulant introduire dans le Grand-Duché toutes les industries de l'Europe occidentale, construit çà et là des moulins, des brasseries, des manufactures de toile et de drap, des papeteries ; à Grodno même et dans la banlieue, une vingtaine d'établissements s'adonnent aux fabrications les plus variées : dentelles, soieries, carrosses. Il astreint des serfs des Économies à

(1) C'est seulement en 1793, sous la Confédération de Targowica, que Massalski obtiendra une chaire pour son protégé Laurent Gucewicz, le fameux architecte de la cathédrale de Wilno.

travailler dans ces ateliers, sous les ordres de contremaîtres et d'un personnel dirigeant recrutés à l'étranger (1).

Grodno doit faire figure de capitale artistique et intellectuelle. Tyzenhaus organise un théâtre avec un corps de ballet. Il veut avoir aussi une école de médecine. Au cours d'un voyage en France, un agent du Trésorier rencontre le Dr Gilibert, désespéré et ruiné par la suppression du Collège de Médecine de Lyon (2). Nommé *Directeur de l'École Royale de Médecine de Grodno*, Gilibert ne trouva point une situation en rapport avec ce titre pompeux. Il doit, presque à lui seul, instruire quelques boursiers tout en soignant les habitants des Économies. Il se console par un travail acharné, rédige des observations anatomiques et pathologiques, herborise dans les environs de Wilno, rédige une *Flora Lithuanica* (3).

Cependant Tyzenhaus ne fait point honneur à ses obligations envers Stanislas-Auguste, qui lui retire le bail des Économies (juin 1780). Gilibert accepte une chaire d'histoire naturelle à l'École Principale de Wilno, amène avec lui ses six meilleurs étudiants et trois élèves sages-femmes, déménage sur soixante-seize charrettes ses collections et ses plantes. Il organise à Wilno un petit jardin botanique, mais il n'enseigne qu'un an à l'École Principale. Désespérant d'obtenir les avantages matériels qu'il espérait, bouleversé par un drame domestique, il quitte la Pologne à la fin de 1782 et regagne Lyon (4).

Par contre, l'École Principale recueille un autre protégé de Tyzenhaus : le jésuite Narwoysz a travaillé pendant trois ans à améliorer

(1) Sur Tyzenhaus, KORZON, *Wewn. dz.*, II, pp. 244-258 (les entreprises industrielles), IV, pp. 250-286 (sa mauvaise gestion comme Trésorier, sa condamnation en 1782).

(2) Sur Gilibert en Pologne, ŚLAWIŃSKI, *J. E. Gilibert*, 1925 (bibliogr.). — Gilibert (1741-1814), auteur d'un ouvrage intitulé *l'Anarchie médicale*, fut l'un des organisateurs du Collège de Médecine de Lyon où il enseigna comme professeur d'anatomie, de chirurgie et d'histoire naturelle, 1768-1774. Recommandé à Tyzenhaus par Thadée Downarowicz (juin 1774), Gilibert arrive à Grodno en octobre 1775.

(3) *Indagatores naturae in Lithuania*, Vilnae, 1781 ; *Flora Lithuanica*, Collectio I-III, Grodnae, 1781 ; IV-V, Vilnae, 1782.

(4) Gilibert avait recueilli dans sa maison certain Français, le chevalier de Berluc, qui s'éprit de M^{me} Gilibert et tenta de faire boire au Docteur du café empoisonné. Aux vacances, Gilibert se rendit à Varsovie, réclama l'assurance d'une retraite qui lui avait, disait-il, été promise, s'attarda dans la capitale au lieu de reprendre ses cours à Wilno, et soudain regagna la France, abandonnant sa femme et ses enfants, qu'il fit d'ailleurs revenir un an plus tard. Bien que Gilibert eût rompu son engagement d'enseigner pendant 8 ans à Wilno, Stanislas-Auguste lui accorda un congé honorable (29 janvier 1783). En 1802, l'Université de Wilno élut comme membre associé Gilibert, alors professeur à l'École Centrale du Département du Rhône.

la navigation sur le Niémen, puis il a longuement voyagé en Allemagne, en Hollande et en Angleterre, visitant les manufactures, achetant des instruments pour l'observatoire que le Trésorier entendait fonder à Grodno. A Wilno, ce savant mathématicien base son enseignement sur les traités de Newton, « le plus parfait modèle de cette science » (1).

Cependant circulaient des bruits inquiétants. La Commission d'Éducation songeait, disait-on, à supprimer l'Université de Wilno soit au profit de Cracovie, soit pour créer à Białystok ou dans quelque ville du centre du pays une École Principale unique. Le chancelier Chreptowicz, le prince Adam qui cherchait à jouer un rôle en Lithuanie, combattirent ce projet. En 1783, la Commission rendit à l'Université de Wilno l'éducation des *Candidats* du Grand-Duché; le P. Stroynowski, rappelé de Cracovie, fut réintégré dans sa chaire. Le prince Adam, maréchal du Tribunal de Lithuanie, rehaussa par sa présence les cérémonies d'ouverture de l'École Principale (28 novembre 1783).

L'évolution de l'École Principale. — Le corps professoral se divisait en deux collèges, comme à Cracovie. Le Collège Moral comptait presque exclusivement des nouveaux venus. La chaire d'éloquence passait à l'un des meilleurs latinistes de la Compagnie de Jésus, David Pilchowski, naguère l'animateur du Collège de Nobles de Wilno et, depuis 1773, préfet de l'imprimerie de l'Académie. Pilchowski, Président du Collège Moral, joignait à des qualités d'administrateur, une âme profondément religieuse et un beau caractère (2).

D'autre part, l'évêque Massalski donnait à l'École Principale trois Lazaristes du Séminaire Diocésain. Les Pères Karpowicz et Kaliński, célèbres prédicateurs du jubilé de 1776, enseignèrent, le premier, la théologie dogmatique, le second, la théologie morale et l'histoire ecclésiastique. Le P. Hussarzewski, préfet du Séminaire, déploya dans la chaire d'histoire universelle non moins de talent que ses confrères, et fit preuve d'un esprit aussi hardiment éclairé.

(1) *Rapport 1790/91*. Narwoysz précise que depuis 1782 il a expliqué aux étudiants les plus avancés tous les traités contenus dans le t. I des œuvres de Newton (édition Horslei, 1778). Narwoysz (1742-1819) avait étudié à Wilno sous les Pères Rossignol et Fleuret (1761-1763).

(2) Pilchowski (1735-1803) ne quitta guère Wilno que pour Rome, où il séjourna en 1772 comme secrétaire de l'assistant de Pologne. Sur son rôle comme préfet des études, aumônier, professeur d'éloquence au Collège de Nobles, BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 82, 228-231, 447. — Voir l'essai biographique de FIJAŁEK, 1923, et sur son enseignement à l'École Principale, l'étude de JANUSZKIEWICZÓWNA, 1929.

Poczobut fit attribuer à son fidèle collaborateur Strzecki la présidence du Collège Physique, où le Hongrois Langmaier vint occuper une chaire de pathologie et de matière médicale (1).

Le Recteur éprouva bientôt les inconvénients de ce recrutement disparate. Les professeurs polonais devaient assumer les besognes administratives que les étrangers ne pouvaient accomplir. Les étrangers, de leur côté, se plaignaient d'avoir pour président du Collège Physique un astronome qui n'entendait rien à la médecine. Poczobut estimait peu les sciences naturelles, prisant par-dessus tout la poésie latine et l'astronomie. Il versifia avec ardeur dans sa jeunesse et, à soixante-douze ans, composait encore une remarquable poésie grecque en l'honneur du tsar Alexandre. Au plus fort de l'hiver, il passait des nuits à scruter le ciel, dans son observatoire glacé. Ces passions ardentes et exclusives l'empêchaient d'apprécier à leur juste valeur les autres branches de la science, d'en comprendre l'intérêt. Astronome du roi de Pologne, membre correspondant de l'Académie Royale des Sciences de Paris, l'abbé Poczobut montra comme Recteur moins de talent que le jeune Kołłontaj à Cracovie.

Les professeurs étrangers lui causèrent bien des déboires. Le Dr Bisio fait engager son compatriote Sartoris, qui a longuement étudié en Angleterre et en France : il fonde avec talent l'enseignement de la chimie (2). Deux années s'écoulent avant que la Commission puisse trouver un successeur à Gilibert. Elle appelle alors le naturaliste allemand George Forster, compagnon de Cook dans les mers australes. Il espère trouver en Pologne la juste récompense des fatigues de sa jeunesse. Il lui faut organiser, avec des moyens modestes, un enseignement élémentaire. Cette besogne ingrate, la rudesse du climat, les paysages austères de la Lithuanie, tout le déçoit amèrement. Il s'engage avec le gouvernement de Pétersbourg pour une nouvelle croisière dans les mers du Sud et quitte à son tour Wilno (1787). La guerre russo-turque fit d'ailleurs abandonner l'expédition projetée et Forster se contenta d'un modeste poste de bibliothécaire à Mayence (3).

(1) Josué Langmaier (1750-1810) (connu en Pologne sous le prénom de Joseph) commence ses cours en avril 1784. Forster le qualifie de Hongrois, en précisant qu'il parle aussi l'allemand et qu'il est marié à une Viennoise. FORSTER, *Sämmtliche Schriften*, t. VII, pp. 280, 295.

(2) Joseph Sartoris (né à Turin, mort à Briançon le 13 décembre 1799) étudia la chimie à Paris sous d'Arcet. Il passa l'année 1784/85 à organiser son laboratoire avant de pouvoir commencer ses leçons.

(3) George Forster naquit en 1754 à Nassenhuben, près de Dantzig, où son père, Jean, était pasteur. Tous deux accompagnèrent Cook dans son 2^e voyage (1772-1774). George, professeur à Cassel (1779-1784), épousa en

Pour la troisième fois, Poczobut se mit en quête d'un naturaliste. Il songea à un curieux autodidacte, l'abbé Kluk, collaborateur du Comité littéraire. Sartoris proposa son compatriote Volta (1). L'École Principale présenta à la Commission un Allemand, qui séjournait en Angleterre (2). Finalement cette chaire, vacante depuis trois ans, échut à un autre Allemand, médecin privé du comte Apponyi (3). Même désarroi au départ de Bisio. Poczobut ne voulut pas du Français Cambon, prosecteur à l'Université de Cracovie. Forster recommanda son ami Sömmering, professeur à Mayence, et Langmaier, le Viennois Lobenwein, médecin du Cercle de Riga, qui se fixa définitivement à Wilno (4). Enfin, l'École Principale essaya tardivement la méthode cracovienne et envoya à l'étranger deux de ses élèves en 1790 et 1792 (5).

Au temps de la Commission d'Éducation, l'École de Wilno ne réussit pas à organiser un hôpital-clinique (6). Son enseignement, fort imparfait, prépara cependant l'avenir et agit efficacement sur l'opinion. L'art des accouchements, pratiqué par un homme, cessa bientôt de paraître scandaleux. Les professeurs de médecine gagnèrent, avec une belle fortune, la considération des bourgeois et des gentilshommes qui orientèrent bientôt leurs fils vers une profession naguère abandonnée à des étrangers ou à des barbiers.

Les professeurs d'astronomie et de mathématiques supérieures

1785 Thérèse Heyne, fille du philologue connu. Quand les Français occupèrent Mayence, Forster embrassa la cause de la Révolution et joua un rôle important dans la vie politique. Il mourut à Paris en 1794.

(1) Sartoris, en congé pour maladie, rencontre à Naples le bibliothécaire de l'Université de Pavie, « et l'ayant beaucoup questionné sur le compte d'un M. Volta, connu par un ouvrage de minéralogie et qu'on dit avoir du mérite dans toutes les branches de l'histoire naturelle », a fait pressentir Volta, *Bibl. Jag.* 3511 (Sartoris à Chreptowicz, Naples, 17 janvier 1789, original en français). Mais Volta obtint une chaire de physique à Padoue.

(2) L'École Principale élut *Jan Cyer (sic)* recommandé par Benks, président de la Société des Sciences de Londres, et par le ministre de Pologne en Angleterre, 25 mai 1790 (*A* 39).

(3) Spitznagel, originaire de la Souabe, arriva à Wilno au début de 1792, fut transféré en 1802 dans la chaire de médecine pratique.

(4) Löbenwein (1758-1820), obtient à l'Université de Vienne le grade de *magister*, enseigne à Pétersbourg à l'école de chirurgie organisée par son maître Mohrenheim (1783-1785).

(5) Jean Czenpiński, Dr méd., Wilno, 1787, reprenait en polonais les leçons de Löbenwein à titre de co-répétiteur (1789). La Commission lui donne une bourse de 3 ans (*B* 44, 2 févr. 1790); il meurt à Vienne peu après. Sur son frère aîné Paul, membre du Comité littéraire, cf. ci-dessous livre III, chap. I, p. 297. — Le Piariste Jundziłł, élève de Gilibert et de Forster, publie en 1791 une *Description des plantes lithuaniennes (Opisanie roślin litewskich)*. La Commission d'Éducation l'envoie se perfectionner à l'étranger, en lui promettant une place de vice-professeur (*B* 44, 28 avril et 16 mai 1792).

(6) En 1791, les bâtiments sont préparés, mais non meublés.

n'avaient guère qu'une douzaine d'élèves. Mais l'abbé Mickiewicz attirait 90 à 150 auditeurs.

La Commission lui allouait annuellement 2.000 florins pour son laboratoire; il en avait avancé 16.000 de sa poche. Son musée physique occupait trois pièces : un grand nombre d'appareils importés d'Angleterre, d'autres fabriqués sous la direction du professeur par des artisans de la ville; des modèles de machines : moulins, fours, monte-charges. Très dévoué aux étudiants, aimé de ses collègues, Mickiewicz illustrait ses cours d'expériences bien conduites, à la manière du P. Nollet. Il intéressait ainsi à la technologie un nombreux public, parmi lequel il se plaisait à signaler de jeunes magnats : les fils de Chreptowicz, le prince François Sapieha, fils du grand-chancelier, Joseph Kossakowski, fils du palatin de Witebsk, Charles Scypio, Ferdinand Plater (1).

Au Collège Moral, Pilchowski, de faible santé, absorbé par des besognes administratives, avait besoin d'un suppléant : nous voyons défiler trois vice-professeurs, deux Jésuites, puis le Piariste Golański, jusqu'alors professeur au Collège de Nobles de Varsovie. Du même établissement arrive en 1789 le Piariste Bogusławski, pour succéder au Lazariste Kaliński, décédé.

On suspend pour de longues années des enseignements importants : le Droit romain à la mort du P. Siruć (1784), le Droit lithuanien en 1783 pour des raisons qui nous échappent. A Cracovie, cependant, Kołłontaj patronnait le jeune Januszewicz, le guidait dans ses travaux. L'École Principale de la Couronne put en 1788 ouvrir avec grand succès des cours de Droit polonais. Alors seulement l'École de Wilno réclama sa chaire de Droit lithuanien et proposa un avocat, dont la Commission d'Éducation ne voulut pas (2).

Nul grand administrateur ne présida à l'organisation de l'École du Grand-Duché, mais les esprits distingués ne manquaient point dans ce corps enseignant disparate et cosmopolite, que nous voudrions évoquer dans son cadre et dans sa vie familière. La ville de Wilno, de loin, sur ses collines sablonneuses couvertes de forêts de pins, a belle apparence, avec de nombreux et beaux clochers. A l'intérieur, les ruines des maisons abandonnées composent un triste

(1) Outre BIELIŃSKI, *Uniwersytet wileński, passim*, voir les divers rapports, principalement Wybicki 1777 (*A* 40, pp. 15-19), Poczubot 1781 (*A* 29, fol. 439), 1790/91 (*A* 39, fol. 102). — « ein guter, ehrlicher, frommer Mann, vielleicht nicht eben der gelehrteste in seinem Fach, aber eine sehr gute Haut » FORSTER. *Briefwechsel mit Sömmering*, p. 158 (13 déc. 1784).

(2) Un certain Krzyzowski.

tableau, moins lamentable cependant que Cracovie. Le Collège Médical est installé dans l'ancien Collège de Nobles, l'École Principale occupe les vastes bâtiments de l'ancienne Académie, dominés par l'église baroque de Saint-Jean et par la coupole de l'observatoire.

Les anciens Jésuites habitent ensemble à l'Université. Les professeurs viennent sans prévenir partager le repas de leurs collègues installés en ville. Tous se réunissent le dimanche dans une petite salle où l'on sert du vin, de la bière et un petit goûter, et bavardent ensemble quelques heures durant. Ils apprennent ainsi à se connaître, mais l'esprit de raillerie et de cabale empoisonne trop souvent ces réunions. « Bisio, Langmaier et Régnier, ainsi que Strzecki, Mickiewicz et quelques autres, entretiennent voiture et chevaux. » Les professeurs sont reçus partout. « J'ai comme professeur tous les droits du gentilhomme », écrit Forster. Le Prince-Évêque Massalski, le maréchal du Tribunal de Lithuanie les invitent fréquemment à dîner avec leurs femmes (1). Parmi les professeurs, « tous les Polonais parlent le français, un l'allemand, et plusieurs l'anglais » (2). Plusieurs, nous le verrons, fréquentent le rendez-vous international des esprits éclairés : les loges maçonniques.

Dans l'auditoire, un peu moins nombreux peut-être qu'à Cracovie, on distingue quelques groupes individualisés : les étudiants en médecine boursiers du Roi, des maîtres et des compagnons de la corporation des chirurgiens, les clercs du Séminaire diocésain, les candidats au Corps Académique — six à huit par promotion. Mais l'on voit aussi aux cours les plus divers des esprits curieux, quelques officiers et sous-officiers, des religieux : Piaristes, Basiliens, Dominicains, Franciscains, Carmes ; voire même de jeunes magnats. Pendant le carnaval, Forster fait pour quelques dames des leçons de botanique. Les séances solennelles de l'École attirent tous les seigneurs présents à Wilno, le haut clergé, les notables de la ville. L'École Principale de Lithuanie fait connaître dans le Grand-Duché des sciences nouvelles et répand l'esprit du siècle des lumières : débuts modestes, sans doute, et trop mal connus, mais auxquels la personnalité des trois Lazaristes, de Stroynowski, de Pilchowski, d'autres encore, confère un singulier intérêt.

(1) FORSTER, *Briefwechsel mit Sömmering*, pp. 159-163 (13 déc. 1784).

(2) FORSTER, *Sämmtliche Schriften*, VII, p. 280 (lettre à Thérèse Heyne, 18 nov. 1784).

CHAPITRE IV

PRÉSIDENTE DE MICHEL PONIATOWSKI (*suite*) LE CORPS ENSEIGNANT

I. — LE NOUVEAU CORPS ACADÉMIQUE; SON ÉVOLUTION

Les Statuts de 1783. — Depuis son établissement, la Commission d'Éducation projetait un véritable code scolaire : une *Politie* des écoles polonaises, disait le P. Popławski (1). Lorsque les travaux de Kołontaj à Cracovie furent assez avancés, Chreptowicz, Potocki et Mniszech élaborèrent un projet en cinq points visant à organiser un séminaire de professeurs et à instaurer une hiérarchie des écoles (2). Puis le P. Popławski rédigea des *Statuts fondamentaux du Corps des Académistes* (3) et révéla les décisions de la Commission d'Éducation à Varsovie, à la séance publique du 8 mars 1780, puis à Cracovie en inaugurant le Séminaire académique (2 octobre 1780) (4).

En 1781, le Comité littéraire résuma tous les règlements pédagogiques et administratifs de la Commission. Piramowicz reprit et rédigea de nouveau les travaux fragmentaires du Comité et de Popławski. La Commission promulgua, à titre de projet, des *Statuts du Corps Académique* (5). Les Commissaires renonçaient à inspecter en personne les établissements. Aux termes d'école de palatinat et d'école de district étaient substituées des appellations nouvelles : *École de Département* (*Szkoły wydziałowe*), *École de Subdi-*

(1) POPŁAWSKI, *Eduk. obyw.*, pp. 165-177.

(2) WIERZBOWSKI, XXXVIII, 17 avril, 11 mai 1779.

(3) *Ustawy fundamentalne stanu Akademików*, A 29, fol. 234-256, mémoire autographe de Popławski en 49 articles, avec un supplément sur les visiteurs généraux. — La copie *Bibl. Czartoryski 1697*, fol. 365-404, ne contient ni ce supplément ni les dispositions transitoires.

(4) POPŁAWSKI, *Mowa w dzień rocznicy otwarcia Twa do Xiąg elementarnych*, 1780 ; du même, *Mowa przy otwarciu seminarium*, 1780.

(5) *Projekt : Ustawy dla stanu akademickiego Roku 1781.*

vision (podwydziałowe). L'Académie de Wilno prenait, comme celle de Cracovie, le nom d'*École Principale*.

Après une année d'essai et une inspection générale dans toute la République, on conserva à peu près telle quelle la réglementation des Écoles Publiques. Les chapitres relatifs aux universités furent à nouveau remaniés par Potocki, assisté des recteurs Kołłontaj et Poczubut. Les *Statuts du Corps Académique* promulgués à titre définitif en 1783 ne subirent plus qu'une discrète revision en 1790 (1). Ce Code scolaire, alourdi par mille détails administratifs, contient des règlements pédagogiques dont nous parlerons plus loin (2).

Dans quel esprit organise-t-il le Corps Académique ? Écoutons la harangue adressée par le chancelier Chreptowicz aux professeurs de l'École Principale et aux recteurs des Départements de Lithuanie, en leur remettant le texte des Statuts (30 septembre 1781) : « Les malheurs de notre patrie, dit-il, proviennent évidemment de ce que les citoyens n'ont pas été élevés pour elle, n'ont pas été formés pour sa prospérité et sa sécurité. Nous en avons vu les terribles effets... des territoires perdus ; aujourd'hui, chez les citoyens, la pauvreté, la misère et l'inconscience de leur état ; dans la postérité, le souvenir honteux de notre génération...

« Au milieu du plus grand désordre, au milieu de la pire corruption des mœurs, lorsque nos voisins nous arrachaient des provinces et que les citoyens pillaient les deniers publics, une pensée salutaire, dans un roi plein de sollicitude, veillait sur l'avenir (3). Tels sont les citoyens et telle, la Patrie ; telle, l'éducation de la jeunesse, tels, les citoyens. Le bon roi prit sous sa protection la génération future...

« *Ce fut toujours l'idée de la Commission* que l'éducation nationale ne peut être établie sur un fondement durable et perpétuel autrement que par l'institution d'un nouveau corps de professeurs destinés à l'éducation de la jeunesse par une vocation particulière, liés les uns aux autres par des lois judicieuses et brûlant du désir de former les futurs citoyens...

« Dans ce projet, Messieurs, vous trouverez consacrées comme les bases du Corps Académique une liberté convenable et la propriété de la fortune acquise, car ces deux droits doivent être les bases de tout gouvernement pour lequel le Corps Professoral doit former des citoyens...

(1) *Ustawy dla stanu akademickiego, 1783*, réédité par LUBCZYŃSKI, 1929 ; le texte remanié en 1790 est publié par LEWICKI, *Ustawod.*, pp. 209-330.

(2) Livre III.

(3) « *Myśl zbawienna w troskliwym królu patrzała na przyszłość.* »

« Il est une joie que j'éprouve ; elle vient de l'espoir que si, dans les Congrégations monastiques fondées sur le renoncement à la propriété et à la liberté, nous voyons cette règle tourner au bien de la Congrégation entière, que ne devons-nous pas espérer d'une corporation, dont les Constitutions sont fondées sur la propriété et la liberté, et dont le but est le bien public ? » (1).

Le principe de la vie commune. — Dès 1780, le P. Popławski, véritable législateur du Corps Académique (2), avait exposé clairement les principes de la nouvelle institution : propriété, liberté, vie commune.

A l'encontre des moines, astreints au vœu de pauvreté, les Académistes conservent leurs droits de propriété mobilière et immobilière. Popławski lui-même abandonne la Congrégation des Écoles Pies et, prêtre séculier, va jouir à Cracovie d'un cumul des plus avantageux.

Point d'obligations perpétuelles. Chacun pourra librement sortir du Corps Académique. Les indésirables s'élimineront d'eux-mêmes. Et les bons, persévérant de leur plein gré, montreront plus d'ardeur à l'ouvrage.

Liberté encore dans l'organisation administrative. Non seulement les Écoles Principales, mais les Écoles Publiques éliront elles-mêmes leurs Recteurs et Prorecteurs. Et ces chefs seront assistés de Conseils. Les chaires d'universités seront attribuées au concours. Toutes les dispositions relatives aux intérêts et aux libertés des Académistes sont proclamées « lois fondamentales et irrévocables » (3). La Commission se réserve le droit de nomination jusqu'en 1788 ; après cette période transitoire les écoles polonaises jouiront de l'autonomie la plus libérale.

Les Académistes habiteront sous le même toit, partageront la même table, parce que leurs devoirs quotidiens « exigent absolument une vie régulière » (4). La vie commune leur évitera les tris-

(1) CHREPTOWICZ, *Mowa do rektorów, 1781*, publié par LEWICKI.

(2) WISŁOCKI, *Poczet prac Piramowicza*, p. 377, exagère le rôle de Piramowicz et voit en lui l'auteur des *Statuts*. En fait, l'ex-jésuite ayant obtenu un congé le 17 avril 1779, voyagea en Italie et en France pendant que Popławski élaborait les *Statuts fondamentaux*. Il revint au Comité Littéraire le 13 octobre 1780 alors que, les principes étant arrêtés, il ne fallait plus que codifier et rédiger. — Lui-même, en 1782, reportait sur le P. Popławski l'honneur d'avoir « jeté les bases de tout l'édifice ». PIRAMOWICZ, *Mowy*, p. 90. — L'examen des *Ustawy fundamentalne* ne laisse point de doute sur le rôle essentiel de Popławski. Quant à Kołłontaj, il intervint surtout en ce qui concerne les Écoles Principales. Le mécontentement des Cracoviens prouve assez qu'il dut s'incliner devant Popławski en ce qui touche les Écoles Publiques.

(3) *Ustawy 1783*, préface.

(4) POPŁAWSKI, *Mowa przy otwarciu seminarium*, p. 11.

tesses de la solitude, développera l'esprit d'émulation, leur permettra plus facilement de se gouverner eux-mêmes sans faire continuellement appel à la Commission d'Éducation.

Pour faire mieux régner la concorde dans les communautés, il convient que les Académistes appartiennent tous à la même condition : « quel état jugerons-nous plus convenable que l'état ecclésiastique pour ceux qui enseignent dans un royaume catholique ? » Les clercs, tenus à des mœurs exemplaires, n'ont que des besoins modestes et conservent l'esprit libre pour la vie intellectuelle. C'est pourquoi « l'Illustre Commission veut que l'état académique... soit renforcé par la sainteté de l'état ecclésiastique ». Elle recherche là « une plus grande assurance des bonnes mœurs, et particulièrement l'intégrité de notre sainte religion » (1).

D'après ces déclarations, les jeunes candidats se formeront au Séminaire Académique de Cracovie, organisé comme un noviciat, et recevront les ordres avant de prendre un poste dans les Écoles Publiques. A cette date d'octobre 1780, la Commission d'Éducation entendait donc fonder le nouveau Corps Académique sur le type d'une association de clercs séculiers.

Mais elle revint quelques mois plus tard sur sa décision. Les *Statuts de 1781* n'imposent nullement aux Académistes l'état ecclésiastique, mais seulement la vie commune. Comment y astreindre les laïques ? D'autre part, ce genre de vie implique le célibat, mais aucun texte n'interdit explicitement le mariage. Cette réglementation bâtarde se révéla bientôt inapplicable, et l'esprit des Cracoviens triompha en quelques années des conceptions monastiques de Popławski.

Dans l'ancien Corps Académique se coudoyaient des clercs et des laïques. La plupart entraient en fait dans le clergé, mais de leur plein gré et quand il leur plaisait. Beaucoup s'y décidaient sur le tard, pour s'assurer par quelque bénéfice ecclésiastique une vieillesse paisible. Quelques-uns se mariaient et gagnaient plus ou moins péniblement la vie de leur famille. Les membres de la Faculté de Médecine se trouvaient à cet égard dans une situation exceptionnellement favorable.

Seuls menaient la vie commune, les membres des Collèges Majeur, Mineur et Juridique. Les autres professeurs vivaient dispersés : celui-ci, senior de quelque *bourse*, celui-là, précepteur chez un par-

(1) POPŁAWSKI, *ibid.*, pp. 16-17.

ticulier ; beaucoup s'installaient en ville et prenaient en pension un certain nombre de leurs élèves. Les jeunes Académistes combattaient vivement l'institution médiévale des Collèges; le Visiteur Kołłontaj la supprima à l'inauguration de l'École Principale. La Commission d'Éducation pouvait-elle, au même moment, imposer aux professeurs des Écoles Publiques le régime de la vie commune ?

« Le logement commun, la table commune, la Corporation sentent le monachisme », déclare Śniadecki (1). « J'aurais voulu qu'il n'y eût ni table, ni logement commun, mais qu'il fût permis aux professeurs des Écoles Publiques d'habiter où il leur plaît, de tenir pension s'ils le veulent. Ce genre de vie leur fait connaître le monde » et mieux comprendre les enfants. « Ce genre de vie abolira tous les inconvénients qui proviennent du logement commun. Permettez-moi de rappeler que la boisson, la misanthropie, cette dureté de mœurs presque universelle chez les anciens Académistes, étaient surtout le résultat de la vie commune, dans laquelle nous voyions des luttes incessantes, des factions, des cabales. Nous n'avons encore point d'exemple, sans doute, que la gêne et la contrainte puissent inculquer aux hommes rien de bon... La liberté, accordée à l'homme, produit davantage de grandes âmes.

« On voit que la plus grande partie des *Statuts* de la Commission a été rédigée par d'anciens religieux, elle sent partout l'esprit monacal. On ne peut la maintenir, sinon pour conserver à la postérité un exemple de la manière de penser de cet Ordre, qui passait chez nous pour intelligent » — les Jésuites ou les Écoles Pies ? — « et qui a par trop égalé les autres en sottise, à mon avis » (2).

Le conflit séculaire entre l'Université et les moines se poursuit sous une forme nouvelle. Les Cracoviens invoquent à la fois leurs vieilles traditions et l'esprit du siècle. Śniadecki, jeune protégé de Dalember, critique âprement les vues du P. Popławski. L'Université chargea Kołłontaj de soutenir sa cause à Varsovie, mais la Commission maintint telle quelle l'obligation de la vie commune dans les Statuts de 1783.

Restait à faire appliquer ces prescriptions. Les professeurs des Écoles Publiques répugnaient en grand nombre à la table commune. Ceux de Wilno s'y refusent en 1782 (3) ; cependant l'École Prin-

(1) Lettre à Kołłontaj, 29 octobre 1782, KAMYKOWSKI, *Kor. Śniadeckiego*, t. I, p. 265.

(2) Lettre au même, 27 nov. 1782, KAMYKOWSKI, *Kor. Śniadeckiego*, t. I, pp. 276-277.

(3) *B. Czart.* 1929, p. 34 (Piramowicz, 1782).

cipale assure bientôt que cette règle est observée dans toute la Lithuanie (1).

Dans la Couronne, en 1787, la plupart des corporations s'en dispensent et l'École Principale dénonce la table commune comme une source de querelles : il vaudrait mieux abolir cette règle, le prestige des lois pâtit d'une exécution tardive et les corporations expriment presque chaque année leurs doléances et leur mécontentement (2). Citant en exemple les écoles du Grand-Duché, « la Commission n'acceptera plus de vaines excuses au sujet de la table commune, et tiendra pour infraction toute résistance à sa volonté sur ce point » (1788) (3). Les Visiteurs Généraux rapportent à nouveau des doléances et des excuses. Poznań et Kalisz, qui observent la règle, se plaignent des frais excessifs qui en résultent. Płock et Łęczyca, Varsovie même et Cracovie opposent une invincible inertie : pas de local, pas de matériel, personne n'a le temps de s'en occuper (4).

Les professeurs de Cracovie, ceux de Krzemieniec ne logent pas non plus à l'école (5).

De guerre lasse, la Commission renonce à imposer la vie commune ; elle versera à chaque corporation 400 florins par tête pour la table commune ; ceux qui préféreront vivre en dehors de la Corporation perdront le bénéfice de cette subvention (6). Et si les professeurs ne sont pas astreints à vivre à l'école en communauté, rien ne les empêche de se marier (7).

En 1781, le Corps Académique se composait de deux éléments essentiels : ci-devant Jésuites et anciens étudiants — clercs ou laïques — de l'Académie de Cracovie. L'École Principale de la Couronne recevait chaque année six à huit candidats au Corps Académique, l'École de Lithuanie, de même. A notre connaissance, aucun de ces jeunes gens n'embrassa l'état ecclésiastique que la

(1) *A* 38, fol. 23 (Rapport Lithuanie 1783/84).

(2) *A* 30, fol. 77.

(3) *B* 222, fol. 482.

(4) *B* 222, fol. 483 (Muszyński, 1788). — LENIEK, *Gimnazjum Św. Anny*, p. 148.

(5) *B* 222, fol. 487 (Krusiński, 1788).

(6) *Ustawy 1790*, Rozdział VI, Rozdział XXII, 1^o et 2^o. — Comparer Résolutions du Département de Petite-Pologne, 2^o et 3^o dans *Epoka Wielkiej Reformy*, p. 117.

(7) Girtler s'est marié étant professeur à l'École Publique de Cracovie. C'est ce qui ressort d'une lettre de Jean Krusiński à Przybylski, 1791 (*B. Jag., Rps* 148, r. III, p. 73). — En Lithuanie, le jeune professeur Giesztorf s'est marié, la Commission d'Éducation ne veut point l'avoir en pure perte entre-tenu pendant quatre ans comme candidat, et enjoint à l'École Principale de ne point l'exclure du Corps Académique (*A* 18, fol. 173, 9 juin 1792).

Commission en 1780 avait songé à leur imposer. Les ex-jésuites se retiraient ou mouraient les uns après les autres, si bien que dès l'année 1790-1791 les laïques l'emportent en nombre sur les clercs dans l'ensemble de la République. Les ecclésiastiques dominent encore en Lithuanie, les laïques forment dans la Couronne les trois quarts des professeurs et détiennent en outre un rectorat et deux postes de prorecteurs (1). La Commission prescrivait aux Académistes de porter en classe la toge, en dehors des classes, la soutane (2). Les professeurs ne voulant point porter soutane, la Commission céda lors de la revision des Statuts en 1790. Et les Académistes de la Couronne demandent à porter un uniforme particulier ou celui du Corps des Cadets (3).

De la soutane à l'uniforme des Cadets ! les règles quasi monastiques des *Statuts* tombaient en désuétude.

Le principe de l'autonomie. — La Commission d'Éducation avait accordé au Corps Académique une large autonomie ; elle ne tarda pas à s'en repentir et tenta de revenir sur ses générosités. Kołłontaj lui-même dénonce en 1785 l'impuissance des recteurs et prorecteurs des Écoles publiques ; ils ne peuvent rien faire sans délibération des professeurs. « Les Corporations ont débuté dans un esprit d'indépendance envers leurs supérieurs. » Quant au recteur de l'École Principale, « il n'a, en dehors de son pouvoir judiciaire, aucune autorité... il ne peut rien décider sans le Conseil, et le Conseil, tout sans le Recteur » (4).

Le Conseil examine et tranche toutes les questions d'enseignement — non seulement pour l'École Principale, mais dans les Écoles publiques, car c'est à lui que les Visiteurs Généraux présentent leur

(1) Jean-Népomucène Tyłkowski, recteur du Département de Volhynie (1790), ancien étudiant de l'Université de Cracovie, avait enseigné successivement à Poznań (1781-1783), puis à Cracovie. — Il dirigea l'école de Krzemieniec jusqu'à sa transformation par Thadée Czacki en Lycée (1805). — Prorecteur de Kamieniec : Michel Kubeszowski. Prorecteur de Sandomierz : Gaspard Łuczewski. — Nous ne comprenons dans les chiffres ci-dessous ni les recteurs et prorecteurs, ni les aumôniers des écoles, ni les maîtres de langue. Dans la Couronne, les 14 Corporations Académiques comptent en 1790/91 : 78 professeurs, dont 20 ecclésiastiques et 58 laïques (*Arch. Sen.* 10, p. 1). En Lithuanie, les 19 Corporations Académiques comptent en 1790/91 : 75 professeurs, dont 59 ecclésiastiques et 26 laïques (*A* 39, fol. 124-164. Rapport des Visiteurs généraux Obrąpalski et Piotrowski). Pour l'ensemble de la République, 153 professeurs, dont 79 ecclésiastiques et 84 laïques.

(2) *Ustawy* 1783, VI^o, 6^o.

(3) *Arch. Sen.* 10, p. 33, rapport de l'École Principale (1789-1790) résumant les vœux des Congrès des Départements.

(4) *Arch. Sen.* 245, pp. 53, 55. Rapport Kołłontaj 1780-1784.

rapport. Le Conseil examine et tranche toutes les questions administratives et financières. L'expérience montre, assure Kołłontaj, que le rôle de Secrétaire de l'École Principale est incompatible avec celui de professeur, puisque le laborieux Śniadecki lui-même ne parvient pas à expédier les affaires. Que le Conseil délibère une fois l'an sur les modifications à apporter à l'organisation administrative. Qu'une délégation examine chaque année les comptes de la Procure. Que la direction administrative et financière incombe au Recteur, qui doit avoir pleine autorité sur les agents d'exécution. Śniadecki prétendait au contraire que les agents d'exécution — Procureur, Archiviste, Bibliothécaire — devaient être choisis par le Conseil et révocables par lui. Il reprochait à Kołłontaj d'avoir pris comme secrétaire du rectorat et introduit au Conseil comme archiviste de l'École un personnage fort décrié (1).

Michel Poniatowski, décidé à reprendre en main l'École Principale, fait nommer Visiteur son protégé, le Commissaire Félix Oraczewski (25 avril 1786). En vertu des pouvoirs qu'elle s'est réservés, la Commission lui décerne le rectorat (2). Pour la première fois, l'antique université se laisse imposer un chef qui n'a point pris de grade auprès d'elle. Les Académistes l'accueillent cependant volontiers. Śniadecki salue en lui « un homme franc, honnête, de bonne foi et vraiment zélé pour le bien des sciences » (3). Il devait plus tard formuler un jugement plus nuancé : « un homme d'ailleurs vertueux, mais incompetent en ce genre de travaux, plein de vanité et d'idées fausses sur les sciences » (4).

Oraczewski approche de la cinquantaine. Il a touché à tout sans obtenir dans aucun domaine un franc succès. Ancien Cadet de Lunéville, il sert dans l'armée polonaise, obtient un brevet de colonel. Puis il se consacre à l'administration de ses terres et s'endette. Il représente avec courage le palatinat de Cracovie à la Diète du Démembrement, siège au Département de la Police (1778-1780), puis renonce à la carrière politique. Déjà Oraczewski a écrit une

(1) Rapport de Śniadecki à Oraczewski (1786), dans *Arch. do dz. lit.*, t. III, pp. 209-337. Mathieu Mirosławski passait pour responsable de l'attentat de Bińczyce; Śniadecki l'accusait d'avoir vendu des diplômes de doctorat : KAMYKOWSKI, *Kor. Śniadeckiego*, I, pp. 256-261, n. 2.

(2) A compter du 10 mai, *B 44*, 31 mai 1786. — Voir *Wizyta Oraczewskiego*, publié par ŚEREDYŃSKI, dans *Arch. do dz. lit.*, III, pp. 169-395 ; SKORZEPANKA, *Oraczewski*.

(3) Lettre de Śniadecki à Gintowt, 28 mai 1786. KAMYKOWSKI, *Kor. Śniadeckiego*, I, p. 489.

(4) ŚNIADECKI, *Żywot Kołłontaja*, p. 77.

ennuyeuse tragédie patriotique et deux comédies qui ne manquent pas d'esprit. Il s'oriente vers les sciences physiques et visite, aux frais du Roi, de nombreuses mines en Allemagne (1781), se fait nommer à la Commission des Mines, s'installe à Paris pendant deux ans (1782-1784) comme correspondant de Stanislas-Auguste. Il observe curieusement la France où il a déjà séjourné plusieurs fois, et en parle avec plus d'esprit que de bon sens : la musique moderne écorche les oreilles, Paris n'a plus de bons acteurs, il se publie peu de bons ouvrages, Dalember est surfait, les savants français et Lavoisier lui-même « ne connaissent point la nature, sinon par leurs cabinets parisiens ».

Ce bel esprit traite sans ménagement les professeurs cracoviens. Depuis l'abolition du Séminaire Académique, le Conseil de l'École avait placé les Candidats sous la surveillance particulière d'un Régent, l'abbé Garycki, la direction des études appartenant à l'ensemble des professeurs. Chaque semaine, des candidats prononçaient en public des dissertations devant un jury composé du Président et de deux professeurs du Collège Moral ou du Collège Physique. Oraczewski voulut enlever à l'École Principale la direction des candidats. La Commission d'Éducation le plaça à la tête d'un *Département de la Régence* composé de quatre professeurs nommés (1). A l'inauguration du Département, le Recteur dénonça publiquement l'irrégion, les mœurs dissolues, la grossièreté qui, par la faute de quelques-uns, discréditaient jusqu'à présent les candidats (9 janvier 1788) (2).

Pour comble de maladresse, Oraczewski avait introduit au Département, comme unique représentant du Collège Physique, l'abbé Trzciński. Cet homme querelleur entra en conflit avec ses collègues, qui le dénoncèrent à la Commission d'Éducation comme incapable ; l'abbé publia contre eux un pamphlet anonyme. Sur ces entrefaites, Badurski, malade, abandonna la présidence du Collège Physique. La période transitoire prévue par les *Statuts* était écoulée et l'ère des libres élections, ouverte. La Commission d'Éducation s'arrogea le droit de nomination et désigna Trzciński. Les professeurs refusèrent de le reconnaître (28 mars 1789), tinrent séance sans lui et, sans lui, décernèrent des doctorats. Les professeurs échangeaient des pamphlets, les étudiants se mêlaient à ces luttes scandaleuses.

Aux grandes vacances, Śniadecki porta à la Commission les

(1) *B* 44, 27 nov. 1787.

(2) Publié par LENIEK, *Kandydaci*, p. 24.

doléances de ses collègues. Varsovie était agitée par les débats de la Grande Diète et, pour des raisons politiques, le Primat Poniatowski dut quitter la Pologne (août). Son protégé Oraczewski, rappelé à Varsovie (21 septembre 1789), revint siéger parmi les Commissaires et se montra désormais aussi conciliant qu'il avait été maladroit.

La Commission convoqua bienveillamment des représentants des Écoles Principales pour discuter de la revision des Statuts (1). Chreptowicz, Potocki et le prince Adam, d'une part, assistés du secrétaire Piramowicz ; d'autre part, Szabel et Śniadecki, Poczubut, Pilchowski et Stroynowski tombèrent rapidement d'accord sur un texte qui fut ratifié le 2 février 1790. Le Département de la Régence disparut. L'École Principale choisit pour recteur le chanoine Szabel, le Collège Physique porta Śniadecki à la présidence.

Pour la première fois, les Corporations académiques furent invitées à élire leurs recteurs et prorecteurs. Conformément aux Statuts, les Académistes se réunirent donc en congrès dans chaque département avant les vacances. Ils élurent leurs chefs et la Commission d'éducation ratifia tous leurs choix (2). Ils critiquèrent certains manuels, réclamèrent au plus tôt des instruments et des livres, dénoncèrent les écoles des moines qui prenaient des pensionnaires et nuisaient ainsi à l'éducation publique, demandèrent que les élèves qui n'achèvent pas leurs études ne soient admis à aucun emploi. Pour eux-mêmes, les Académistes demandaient des traitements mieux aménagés et — nous l'avons dit — le droit de porter l'uniforme. Au total, des vœux fort raisonnables (3). Ainsi le Corps Académique se trouve en 1790 en possession de toutes ses franchises.

II. — LES RELIGIEUX DANS LES ÉCOLES PUBLIQUES

Si les Académistes tiennent trente-six écoles en 1783, trente-six autres sont tenues par des religieux dûment autorisés par la Commission d'Éducation (4). Ces moines ne sont point considérés comme

(1) B 44, 10 nov. 1789.

(2) B 44, 13 avril 1791, signature de tous les brevets.

(3) Nous n'avons aucun renseignement sur les Congrès de Lithuanie. Pour ceux de la Couronne, l'École Principale analyse leurs vœux dans son rapport pour 1789-1790. *Arch. Sen.* 10, p. 32 ; KUKULSKI, *Obrady wydziału małopolskiego*, dans *Epoka Wielkiej Reformy*, pp. 107-122.

(4) Dans la Couronne, 17 écoles académiques, 26 écoles monastiques. En Lithuanie, 19 écoles académiques, 10 monastiques.

les égaux des Académistes, mais comme leurs subalternes, non point comme leurs rivaux, mais comme leurs auxiliaires. Les *Statuts* de 1781 les autorisent à enseigner sous trois conditions : ils doivent observer les mêmes programmes et règlements que les Académistes ; ils sont contrôlés et inspectés non seulement par les Écoles Principales mais par les Recteurs de Département ; les postes de préfets et de professeurs seront réservés aux religieux qui auront étudié trois ans aux Écoles Principales et subi avec succès les examens prescrits aux Candidats (1).

Ce régime parut fort dur aux Piarons de la Couronne, auxquels la Commission avait jusqu'alors témoigné tant de bienveillance. Tandis que les Jésuites entraient dans le nouveau Corps Académique, les fils de Konarski se trouvaient réduits à une condition humiliante (2). La Commission leur accorda en 1783 des privilèges exceptionnels. Les Écoles Pies éparses à travers la Couronne, de la frontière prussienne à la Volhynie, constituèrent un Département particulier ayant pour Recteur le Provincial des Piaristes. La Congrégation continuait à former elle-même ses professeurs.

L'École Principale voudrait au moins qu'ils vinssent à Cracovie pour étudier les sciences physiques, études qui exigent des installations coûteuses (1786) (3). Elle voudrait même ramener les Piaristes au droit commun, mais la Commission d'Éducation leur conserve leurs privilèges (4). S'ils brillent moins que les Académistes dans l'enseignement des sciences physiques, les fils de Konarski excellent dans les sciences politiques.

La Commission d'Éducation supprime tous les Collèges de Nobles, sauf celui des Piaristes (5). Cet établissement conserve une belle clientèle aristocratique et trois de ses professeurs sont appelés à enseigner à l'Université de Wilno.

Les Piarons de Lithuanie, moins instruits que leurs confrères de la Couronne, n'obtiennent aucun privilège et demeurent soumis dans chaque Département aux Recteurs académiques. Leurs huit

(1) *Ustawy 1783*, Rozdział I, § 13.

(2) TRUCHIM, *Szkoły rydzynskie*, p. 62. — Décision du 16 nov. 1781, WIERZBOWSKI, XXXIX, p. 41.

(3) *A* 30, fol. 59.

(4) La Commission accorde aux Piaristes des subventions toujours croissantes dans les premières années ; les réduit en 1781 de 40.060 florins à 30.000 (WIERZBOWSKI, XXXIX, p. 40) pour les relever à 45.000 en 1785 (*ibid.*, p. 231) et à 48.000 en 1790 (*B* 44, 7 mars-20 juin 1790 ; *Ak. Um.* 1420, fol. 149).

(5) Le grand établissement varsovien dirigé par Wyrwicz, puis par l'ex-jésuite François Bienkowski (1775), fut fermé en 1777. WIERZBOWSKI, IV, pp. 29, 61, 64, 147.

écoles s'enrichissent peu à peu de professeurs formés par l'École Principale (1).

Les Basiliens multiplient sans autorisation leurs écoles dans le Grand-Duché : en 1783, la Commission les ferme toutes, sauf deux (2). Dans les provinces ruthènes de la Couronne, elle leur en accorde huit, encadrées dans les Départements d'Ukraine et de Volhynie. Les Basiliens n'obtiennent donc nullement l'autonomie qu'ils réclamaient en 1774. La Commission leur donne une maison à Cracovie pour qu'ils entretiennent à l'Université six jeunes religieux (1784) (3), menace de fermer plusieurs de leurs écoles si les autorités monastiques ne dispensent pas les professeurs des offices de chœur et continuent à les déplacer sans en référer à l'École Principale (1786) (4).

Les Visiteurs Généraux rendent toujours hommage à l'école de Włodzimierz. L'abbé Garycki, généralement hostile aux religieux, vante en 1784 ces Basiliens pour leurs qualités pédagogiques, leurs connaissances, leur zèle. Ces professeurs eux-mêmes ont pris sur eux d'enseigner non seulement le slavon, l'allemand et le français, mais l'italien et l'anglais. Et beaucoup d'élèves ont pris goût aux langues étrangères. « L'école de Włodzimierz pourra être un modèle pour toutes les écoles des Basiliens, si elle a toujours de tels professeurs (5). » D'une manière générale, les Visiteurs Généraux se montrent d'année en année moins mécontents. Les encouragements de la Commission et ses remontrances portent leurs fruits ; les Basiliens répandent dans les provinces ruthènes l'instruction, y affermissent la religion catholique et le patriotisme (6).

(1) Piramowicz rend hommage en 1782 au provincial Thadée Lang et note que 8 Piaristes étudient les sciences physiques à l'Université, *Bibl. Czartoryskich* 1929, p. 33. — La Commission félicite en 1789 le Provincial des progrès accomplis dans un certain nombre des Écoles Pies (*Rewyndykowane, teka 888, Nr. 35155*. Instructions aux inspecteurs 7°). — Cf. JUNDZILL, *Pamiętniki*, pp. 40-43, 64 ; HEDEMANN, *Szkoły Walerjanowskie*.

(2) Rapport défavorable de Piramowicz en 1782, *Bibl. Czartoryskich* 1929, p. 25. — Décision du 28 nov. 1783, WIERZBOWSKI, XXXIX, p. 136. — La Commission refuse aux Basiliens l'autorisation d'ouvrir une École Publique à Podubisie, 17 sept. 1791. *B* 44.

(3) WIERZBOWSKI, XXXIX, pp. 158-159.

(4) *B* 44, p. 71.

(5) WIERZBOWSKI, XXVII, p. 62.

(6) En 1774, les Basiliens n'enseignaient guère que le latin, même à Włodzimierz, WIERZBOWSKI, XXIV, p. 85. — Comparer avec les rapports des visiteurs publiés par Wierzbowski, les observations de Bogdanowicz, 1787 (*B* 222, fol. 412-414), de Krusiński, 1788 (*ibid.*, fol. 511-512), de Treffler, 1790 (*ibid.*, fol. 539-542) ; le témoignage de KOŁŁONTAJ, *Listy do Małachowskiego*, t. III, pp. 322-334 (cité ci-dessous livre IV, ch. II, section II) ; et le témoignage postérieur de ŚNIADECKI, *Żywot Kołłataja*, p. 70.

D'autres Congrégations s'engagent à enseigner conformément aux ordres de la Commission : les Dominicains de Lithuanie, à Merez, s'acquittent fort honorablement de leur tâche (1), et d'une manière plus remarquable encore les Bénédictins à Pułtusk (2) ; plus médiocrement, les Cisterciens à Wschowa (3), les Chanoines de Latran à Trzemeszno (4), les Chanoines du Saint-Sépulcre à Rawa (5). Quant aux Prêtres de la Vie Commune (6), leurs établissements de Węgrów et de Kielce sont « un scandale pour toutes les écoles » (7) et la Commission menace encore en 1792 de les fermer (8).

A cette exception près, les congrégations autorisées à entretenir des Écoles publiques apportent au Corps Académique un concours de valeur sans doute inégale, mais de plus en plus actif et éclairé à mesure que les deux universités forment de nouveaux sujets et que l'autorité de la Commission d'Éducation s'affermirait (9).

Cependant les « moines à capuchons », ennemis des idées nouvelles, ne désarment point et bravent la Commission en enseignant à leur guise dans des écoles paroissiales ou soi-disant telles.

(1) Piramowicz décrit en 1782 les grands progrès de l'instruction chez les Dominicains de cette province : le Provincial les encourage à apprendre le français ; plusieurs étudient les sciences physiques à Wilno. *Bibl. Czartoryskich 1929*, p. 71. — La Commission leur permit d'ouvrir une 2^e École Publique à Wierzbolów, puis en 1791 une 3^e à Uszacz.

(2) La Commission d'Éducation leur avait imposé comme préfet un ex-jésuite. Elle exprime aux Bénédictins de Pułtusk son entière satisfaction et nomme préfet l'un d'entre eux ; elle autorise en outre les Bénédictins à ouvrir une seconde École Publique à Stężycza (*B 44*, 9 sept. 1790).

(3) Ils envoient des candidats à Cracovie dès 1780. WIERZBOWSKI, XXXVIII, p. 231, XXXIX, p. 83.

(4) Chanoines réguliers de Saint-Augustin.

(5) L'ordre des chanoines réguliers du Saint-Sépulcre, confirmé par le pape en 1143, introduit en Pologne en 1163, s'y consacrait surtout aux hôpitaux et au ministère paroissial. Ils se chargent de l'école de Rawa par contrat du 29 octobre 1780 (WIERZBOWSKI, XXXVIII, pp. 211-213). Leur général envoie quelques religieux étudier à Rome en 1783-1788, KARBOWIAK, *Miechowici a oświata*.

(6) La Société des Prêtres de la Vie Commune, analogue aux Sulpiciens, avait été fondée en Allemagne vers 1645 par Barthélemy Holzhauser. Introduite en Pologne en 1683, elle dirigeait à Kielce l'un des séminaires du diocèse de Cracovie, avec une école annexe au séminaire ; et une autre école à Węgrów.

(7) « *Zgorszeniem szkół wszystkich* ». Observations de l'École Principale (1786), *A 30*, fol. 51.

(8) Instructions de la Commission aux Visiteurs généraux, 28 avril 1792, *Arch. Sen. 10*, p. 81.

(9) En l'année 1791, pour la première fois, l'Université de Cracovie obtient de toutes les Congrégations enseignantes la liste de leurs professeurs, *Arch. Sen. 10*.

III. — LES ÉCOLES PAROISSIALES ET PSEUDO-PAROISSIALES

Les écoles paroissiales (1). — Sous la présidence de Michel Poniatowski, la Commission d'Éducation ne s'occupe guère des écoles paroissiales. L'œuvre tapageusement amorcée par Massalski dans son diocèse s'effondre : les 330 écoles dénombrées en 1777 disparaissent pour la plupart en quelques années ; la Commission prend sous son autorité directe le Séminaire de maîtres de Wilno et, mécontente des résultats obtenus, le ferme bientôt (1780). Massalski propose encore, au nom de son diocèse, d'entretenir une école dans chaque paroisse. Les négociations traînent jusqu'en 1783 et n'aboutissent point, car les Commissaires ont trop de raisons de se méfier de l'évêque de Wilno. Zamoyski insère dans son *Recueil de lois* un article imposant à tous les curés d'entretenir une école paroissiale sous l'autorité de la Commission, mais la Diète de 1780 repousse avec éclat l'ensemble du projet.

Les *Statuts du Corps Académique* (2) affirment, comme le Code Zamoyski, et en des termes analogues, la nécessité des écoles paroissiales. Ils esquissent un programme d'études très modeste et très utilitaire. Il sera difficile, avoue la Commission, « de trouver des maîtres capables de donner cet enseignement, sans manuels et sans y avoir été préparés ». — « Les lumières et le zèle des pasteurs, des propriétaires et fermiers des domaines » y pourvoiront dans la mesure du possible, d'accord avec le Recteur du Département. La Commission d'Éducation exprimera, par la voix de la presse, sa gratitude aux bienfaiteurs des écoles paroissiales. Le maître fixera de concert avec le curé la durée de l'année scolaire, de manière à ne pas gêner les parents. Il associera toujours à l'étude le travail manuel et l'exercice physique, emploiera les méthodes les plus simples, se montrera très bon envers les plus humbles petits paysans.

Bref, la Commission d'Éducation s'en remet à la bonne volonté des curés et des propriétaires, et adresse aux maîtres d'école de sages conseils. Cependant elle formule chemin faisant deux exigences : les écoles paroissiales recevront chaque année la visite des Recteurs et Prorecteurs ; l'emploi du manuel officiel sera obligatoire dès sa publication.

De ce livre élémentaire, le Comité littéraire s'était occupé en 1777.

(1) WIERZBOWSKI, *Szkoły parafjalne* ; POHOSKA, *Sprawa oświaty ludu* ; TYNC, *Nauka moralna*, pp. 274-287.

(2) *Ustawy 1783*, Rozdz. XXII.

Albertrandi avait traduit à l'usage de ses collègues des textes relatifs à l'organisation prussienne. En 1782, le Comité reprit plus sérieusement ces travaux, qui aboutirent trois ans plus tard à la publication d'un *Manuel pour les écoles paroissiales*. Un savant grammairien, le Piaron Kopczyński, exposait une méthode de lecture et d'écriture inspirée de Felbiger et fort nouvelle en Pologne (1). Des notions de calcul, jusqu'à la règle de trois (2). Un petit catéchisme (3). Enfin Piramowicz exposait avec beaucoup de cœur, en une langue fort simple, huit leçons de morale appropriées à de jeunes paysans.

A propos des devoirs de l'homme envers soi-même, il fait un petit cours d'hygiène (4). Et si tout homme doit pratiquer l'humilité, le laboureur doit être fier de sa condition : « Le pauvre et le riche, le seigneur, le gentilhomme et le paysan, sont égaux devant Dieu..... La condition des laboureurs est respectée par tous les sages. Le laboureur nourrit les autres hommes par son travail ; sans lui ni la Société humaine ni aucun État ne peuvent subsister (5)... » Si le paysan a des devoirs envers son maître, il a aussi des droits envers lui : injuste est le seigneur, le fermier, le surveillant qui exige des travailleurs plus qu'ils ne doivent, qui ne leur fournit point la nourriture et le vêtement suivant les conventions, qui les rudoie et les méprise « car il n'en a pas le droit envers eux » (6).

Le même Piramowicz rédige un beau petit livre que la Commission d'Éducation approuve et publie en 1787 : *Les devoirs de l'instituteur, particulièrement dans les écoles paroissiales, et les moyens de les remplir. Ouvrage utile aux pasteurs, aux seigneurs et à leurs représentants qui ont souci du bien du peuple, aux parents et à tous ceux qui s'occupent de l'éducation*. L'instituteur ne doit pas seulement apprendre aux enfants à lire et à écrire. « Pense chaque jour en toi-même : Je suis appelé par la volonté de Dieu... à élever les enfants de telle sorte qu'ils fassent des hommes pieux et vertueux, instruits de ce qui leur est utile, sains et vigoureux ; bref, de telle sorte qu'ils soient heureux (7). »

(1) KOPCZYŃSKI, PIRAMOWICZ, GAWROŃSKI, *Elementarz dla szkół parafialnych*, 1785 ; réédition phototypique 1930, avec préface de Kukulski. — Kukulski souligne l'intérêt pédagogique de cette méthode d'écriture et de lecture.

(2) Par l'ex-jésuite Gawroński. Jugement élogieux par IWASZKIEWICZOWA, *Nauczanie arytmetyki*, dans *Epoka W. Reformy*, pp. 53-55.

(3) Par Kopczyński.

(4) Sur 54 pages de morale, 10 sont consacrées à l'hygiène.

(5) *Elementarz*, p. 41.

(6) *Elementarz*, p. 22.

(7) PIRAMOWICZ, *Powinności nauczyciela*, réédition par Lubczyński, p. 5.

L'instituteur, pénétré de la noblesse de sa tâche, gagnera le cœur de ses élèves et de leurs parents sans mépriser les plus pauvres et les plus grossiers : « il remarquera souvent qu'il se trouve parmi ces gens-là un cœur honnête, un esprit droit et fréquemment plus de bon sens que chez beaucoup de ceux qui se considèrent comme instruits » (1). Le maître d'école méritera la confiance et l'estime du curé et du seigneur. Et Piramowicz, commentant et complétant le *Manuel pour les écoles paroissiales*, indique à l'instituteur comment il doit procéder pour l'éducation physique, morale, religieuse et intellectuelle des jeunes paysans.

Bien peu de paroisses peuvent entretenir un organiste et un maître d'école ; l'instituteur doit faire en même temps fonction de chantre et tenir les orgues. « C'est le *seul moyen* de multiplier les écoles paroissiales (2)... » Dans les paroisses où il n'existe pas de fondation pour une école, ces instituteurs-organistes passeront un contrat avec les habitants, avec le curé ou avec le seigneur. De toute nécessité, il faut créer des séminaires de maîtres d'école.

Ce petit traité sur les *Devoirs de l'Instituteur* fait honneur à Piramowicz, à son cœur autant qu'à son esprit. Le meilleur de la pédagogie des Jésuites (3) s'y allie aux plus saines tendances du siècle des lumières. Ce n'est point seulement un lettré qui parle, mais le pasteur de Kurów. Ignace Potocki, seigneur et châtelain de ce village, assurait à l'instituteur cinq cents florins par an, interrogeait publiquement les élèves, distribuait aux plus méritants des vêtements et de l'argent. A ses paysans, à son école paroissiale, Piramowicz consacre le meilleur de ses forces lorsque la Commission le dispense de ses fonctions de secrétaire. Dès 1787, le Visiteur Général Bogdanowicz admire les résultats obtenus à Kurów et invite la Commission à faire paraître dans les journaux une note élogieuse, — publicité dont elle s'abstint (4).

Chreptowicz, lui aussi, entretenait à Szczorse une florissante école fréquentée l'hiver par quatre-vingts petits paysans (5). Les Commissaires de l'Éducation faisaient appel aux lumières et au zèle des propriétaires et des pasteurs. Eux-mêmes, ne devaient-ils point donner l'exemple, comme magnats sur leurs terres, comme évêques dans leurs diocèses ? Ils se montrèrent, dans l'ensemble, bien tièdes

(1) *Ibid.*, p. 20.

(2) *Ibid.*, p. 83.

(3) BEDNARSKI, *Upadek*, p. 378.

(4) WIERZBOWSKI, *Szkoły parafjalne*, p. 161.

(5) *Ibid.*, p. 225.

ou par trop timorés (1). Michel Poniatowski fonda, au témoignage de Piramowicz, deux séminaires d'instituteurs, l'un à Kielce, dans le diocèse de Cracovie, l'autre à Łowicz, dans le diocèse de Gniezno (2). Du premier, nous ne savons rien. Quant au séminaire de Łowicz, le terme est bien pompeux pour désigner les huit jeunes boursiers, bourgeois ou paysans, que le Primat entretenait depuis 1784 à l'école paroissiale de cette petite ville (3).

Les écoles paroissiales demeurèrent fort rares. Le *Manuel* prescrit par la Commission se répandit lentement. Les villageois le trouvaient trop coûteux, beaucoup d'instituteurs improvisés restaient fidèles à leurs vieux livres.

Les Académistes — Recteurs et Prorecteurs, Visiteurs Généraux — inspectaient de loin en loin quelques écoles paroissiales, sans s'astreindre à des tournées longues et coûteuses, généralement vaines par surcroît. En effet les Académistes ne jouissaient d'aucune autorité *légale* sur les écoles paroissiales et pouvaient seulement donner quelques conseils discrets aux instituteurs et aux curés. A Cracovie même, l'École Principale n'aborde qu'en 1788 la réforme des écoles paroissiales, tant elle redoute un conflit avec le Chapitre.

Les Écoles pseudo-paroissiales. La résistance des milieux conservateurs. — Les Recteurs et Visiteurs Généraux veillent surtout à ce que les écoles paroissiales n'enseignent point le latin. Ils accusent les moines d'entretenir des écoles *pseudo-paroissiales*, et d'enlever ainsi nombre d'élèves aux Écoles Publiques (4). En fait, dès que les instituteurs, les moines, peuvent réunir dans leurs écoles paroissiales quelques fils de pauvres gentilshommes, ils leur enseignent

(1) Wierzbowski mentionne les écoles paroissiales de Brześć Litewski et de Końska Wola, sur les terres du prince Adam, de Biezuń, sur les terres de Zamoyski, sans rien noter de caractéristique. En marge de la Commission d'Éducation, les Wielopolski, fort liés avec les professeurs cracoviens, entretiennent depuis 1776 à l'école paroissiale de Książ Wielki douze jeunes garçons, dans l'espoir de trouver parmi eux de bons chefs de village, des auxiliaires pour la gestion des domaines. En Podolie, Valère Dzieduszycki fonde une école à Jaryszów, distribue des vêtements aux élèves, promet d'affranchir les meilleurs. (Voir pour ces localités les notices de WIERZBOWSKI, *Szkoły parafjalne*.)

(2) PIRAMOWICZ, *Powinności nauczyciela*, p. 83.

(3) WIERZBOWSKI, *Szkoły paraf.*, p. 163.

(4) SMOLEŃSKI a grossi démesurément l'importance des écoles pseudo-paroissiales, dans son étude *Żywioły zachowawcze i Komisya edukacyjna* parue en 1889, réimprimée dans ses *Pisma historyczne*, t. II, pp. 95-206. Il en résume les conclusions dans *Przewrót umysłowy*, Rozdz. X. D'après cet historien, un nombre considérable d'élèves a déserté les Écoles Publiques pour les écoles pseudo-paroissiales : donc la Commission d'Éducation aurait échoué dans

volontiers les rudiments du latin. Les Académistes de l'École Publique la plus proche les dénoncent, un inspecteur invite les instituteurs à s'en tenir au *Manuel* officiel. Cet avertissement suffit d'ordinaire ; parfois cependant les coupables récidivent quelques années plus tard. Un ou deux maîtres, peu instruits, et tout au plus vingt à trente élèves, y compris ceux qui apprennent à lire, tels sont les modestes établissements que les Académistes combattent.

Bien entendu, ils se heurtent à des difficultés insurmontables. Beaucoup de gentilshommes pauvres, beaucoup de bourgeois des petites villes tenaient à faire apprendre le latin à leurs fils sur place, sans les envoyer dans la localité où fonctionnait une École Publique. Et jusqu'à l'établissement de la Commission d'Éducation, nulle autorité ne s'était mêlée d'interdire aux moines et autres instituteurs de donner ces leçons de latin : ils en tiraient du prestige et quelque profit, se ménageaient ainsi des bienfaiteurs.

La Commission d'Éducation dut fermer plusieurs collèges de Jésuites, les nouveaux programmes déplurent à une grande partie de l'opinion. Les élèves affluèrent chez les moines qui s'en tenaient à l'enseignement traditionnel. La Commission ordonna en 1777 la fermeture des écoles non autorisées, et les visiteurs généraux, qui accomplirent leurs tournées chaque année à partir de 1782, pourchassèrent âprement les écoles *pseudo-paroissiales*.

Certains religieux se plièrent, nous l'avons vu, aux règlements prescrits par la Commission et purent entretenir une École Publique. Les Trinitaires de Beresteczko (1), dénoncés en 1782, obtinrent l'autorisation, puis, on ne sait au juste pourquoi, renvoyèrent leurs 140 élèves (février 1784). Les Carmes de Kupin (2) réunissent 90 élèves, mais reçoivent coup sur coup trois inspecteurs et ferment leur établissement (1785). Chaque année les inspecteurs signalent quelque nouvelle école *pseudo-paroissiale* ; aucune ne parvient à s'organiser et à durer.

Les Académistes, peu favorables aux moines quels qu'ils soient, se plaignent surtout des fils de Saint-François. Les *Bernardins* en particulier, si populaires parmi la *szlachta*, si fermés aux idées nou-

sa propagande pour les idées nouvelles. Nous examinerons ci-dessous le nombre des élèves dans les Écoles Publiques. Quant aux écoles *pseudo-paroissiales*, les rapports des Visiteurs Généraux abondent à leur sujet en plaintes dont Smoleński se fait l'écho. Les Visiteurs rapportent, à vrai dire, peu de faits précis, peu d'abus graves. Pour chacune des localités citées, se reporter au petit catalogue alphabétique dressé par WIERZBOWSKI, *Szkoły parafjalne*.

(1) Palatinat de Volhynie, district de Łuck.

(2) Pal. de Podolie, district de Kamieniec.

velles (1), se flattent d'enseigner mieux que les Écoles Publiques la religion et le latin.

Les écoles *pseudo-paroissiales* répondent, dans une certaine mesure, à des commodités locales. Elles manifestent aussi l'hostilité de certains milieux à la réforme des études. Mais les « moines à capuchons » n'organisent pas un seul établissement durable ni de quelque importance. Il leur manque et le personnel qualifié et les ressources matérielles. Quatorze à quinze milliers d'élèves continuent à fréquenter les Écoles Publiques (2).

Caractères de l'organisation polonaise des écoles. — La Commission d'Éducation réussit donc à organiser en Pologne l'instruction publique. La loi ne lui confère aucune autorité sur les écoles paroissiales. La Commission les fait cependant inspecter. Elle leur trace un programme, publie un Manuel moderne, proclame la haute mission du maître d'école.

(1) L'historien de cette Congrégation le reconnaît sans réserve : X. KANTAK, *Bernardyni polscy*, t. II, p. 484.

(2) Dans son étude *Żywioły zachowawcze*, Smoleński dresse une statistique des élèves des Écoles Publiques dans la Couronne pour les 9 années scolaires de 1781/82 à 1789/90. Sur cette statistique et sur les conclusions qu'on en peut tirer, voir le compte rendu de *Przewrót umysłowy* par KORZON dans *Kwart. hist.*, 1892, t. VI, pp. 165-173, réimprimé dans KORZON, *Listy Otwarte*, t. IV, pp. 137-147. Les historiens ont jusqu'alors accepté la thèse de Smoleński, sans tenir suffisamment compte des critiques formulées — avec délicatesse — par Korzon. Smoleński tire ses chiffres des rapports des visiteurs généraux, qui indiquent tantôt le nombre des élèves présents lors de l'inspection, tantôt le nombre total des inscrits. Smoleński en est réduit à opérer diverses manipulations (*Pisma*, II, p. 174, n.). Il aboutit aux conclusions suivantes :

1^o Le nombre des élèves diminue : en 1781/82 11.400, en 1789/90 9.845.

En fait l'effectif de diverses écoles paraît très variable d'une année à l'autre, et l'effectif total pour la Couronne accuse lui-même maintes fluctuations. On ne peut parler d'une diminution continue : d'après Smoleński lui-même, en 1782/83 10.198, en 1788/89 10.558.

2^o Cette diminution affecte « surtout » les écoles académiques, « à leurs dépens s'emplissent certaines écoles monastiques » (*Pisma*, II, p. 173). Or d'après les chiffres mêmes de Smoleński, ces deux catégories d'écoles perdent l'une et l'autre, en 9 ans, 8,3 % de leur clientèle ! Nous nous refusons à pousser jusqu'à la deuxième décimale.

Considérons la courbe des effectifs de quelques écoles d'après les rapports présentés en fin d'année scolaire par les chefs d'établissements (WIERZBOWSKI, I-IX). L'école académique de Płock progresse de 1775 (128 élèves) à 1781 (308) pour décliner légèrement ensuite (239 en 1789). Non loin de Płock, l'école de Pułtusk fleurit sous les Académistes (255 élèves en 1775, 330 en 1781) et continue à se développer sous les Bénédictins, agents si dévoués de la Commission d'Éducation (459 élèves en 1783, 556 en 1789). Les élèves affluent à Rawa tant qu'y enseignent les Piarons (84 élèves en 1775, 141 en 1780), et fuient quand ils cèdent la place aux Chanoines du Saint-Sépulcre, inexpérimentés (entre 40 et 60 élèves de 1784 à 1790). — Pour le nombre des élèves dans la Couronne et la Lithuanie en 1792, voir notre carte et la notice jointe.

L'abolition de la Compagnie de Jésus menaçait l'existence même des collèges. La Commission d'Éducation sauve du pillage un tiers seulement du patrimoine de la Compagnie, retient dans les écoles un grand nombre de Pères, fonde un nouveau Corps Académique, remanie la carte scolaire, assure à quinze mille élèves un enseignement uniforme.

La Pologne ne possédait aucune université digne de ce nom. La Commission d'Éducation institue des foyers d'enseignement moderne à Cracovie et à Wilno, métropoles de la hiérarchie scolaire.

Les Académistes polonais considéraient leur Statut comme une réussite unique en Europe. Kołłontaj répétait, longtemps après la chute de la République, « le système de la Commission d'Éducation a mérité l'admiration générale des étrangers, l'histoire littéraire de l'Europe ne s'honore dans aucun pays d'un plan d'Éducation aussi complet et aussi juste qu'en Pologne : jamais on n'avait réussi à donner à une Nation un Code de l'éducation » (1).

Il n'est point douteux cependant que les Polonais se sont inspirés des écrivains français et des réalisations ébauchées par le gouvernement de Louis XV après l'abolition de la Compagnie de Jésus dans son royaume (2). Ils n'ignoraient point non plus l'œuvre et les projets de Marie-Thérèse et de l'abbé Felbiger, président de la Commission d'Instruction fondée à Vienne en 1770. Le système scolaire autrichien fut introduit en Russie par Catherine II, avec des aménagements de détail (3). Mais il ne convenait nullement à la Pologne, qui sut organiser ses écoles d'une manière profondément originale.

« Toute l'éducation de la jeunesse, affirme Kołłontaj, appartient au gouvernement et doit être conforme à la Constitution Nationale (4). » *Das Schulwesen ist ein Politikum*, déclarait Marie-Thérèse ; elle organisa l'instruction suivant des principes monarchiques. Les Polonais le firent selon des maximes républicaines.

(1) Mémoire rédigé par Kołłontaj en 1810, *Incipit : Jaki zamiar rząd mieć może w ustanowieniu systematycznego dozoru nad edukacją* (Cracovie, Ak. Um., rkps 224, k. 7-8).

(2) Ce point de vue a été soutenu par Kot, *La genèse de la Commission d'Éducation* (Bulletin intern. de l'Académie Polonaise des Sciences, 1919-1920).

(3) Joseph II envoya à Catherine le Serbe germanisé Jankowič, de Mirievo, dont le projet fut ratifié par la Commission russe des écoles populaires (1786). — MILIOUKOV, *Histoire de Russie*, II, p. 597.

(4) KOŁŁONTAJ, Ak. Um. rkps 224.

Dans les monarchies, le souverain se réserve d'intervenir à son gré dans les affaires d'éducation, rattachées à quelque département ministériel : en France, à la Chancellerie. La République polonaise crée cette Commission autonome, que Baudeau appelle à juste titre Conseil *Souverain* de l'Instruction Publique. Celle-ci ne gouverne point « arbitrairement, mais pour ainsi dire constitutionnellement, suivant des règles une fois fixées » (1).

Enfin, la principale originalité du système polonais réside dans les principes d'élection et d'autonomie qui règnent à tous les degrés dans le Corps Académique. Les Départements scolaires constituent de petites républiques sous un recteur élu. Ces Corporations de Département sont surveillées par les Écoles Principales, dotées elles-mêmes d'une large indépendance. La Commission d'Éducation exerce seulement un pouvoir de contrôle sur le fonctionnement du système, et gère les fonds de l'Éducation. La Commission ne relève que de la Diète. Les écoles dépendent des autorités académiques, sans qu'interviennent à aucun degré de la hiérarchie les autorités administratives centrales ou locales.

Ainsi l'organisation des écoles correspond aux institutions et aux traditions républicaines de la Pologne. C'est encore à son inspiration républicaine que le système d'enseignement prescrit par la Commission d'Éducation, doit ses caractères originaux et son intérêt historique.

(1) *Id.*, *ibid.*

LIVRE III

L'ENSEIGNEMENT NOUVEAU

INTRODUCTION

L'esprit républicain. — On connaît le jugement sévère de Mirabeau sur l'enseignement autrichien. « Toute l'instruction est devenue machinale. » L'emploi du temps est si minutieusement réglé « qu'on peut savoir qu'à tel jour, à telle heure, on enseignera telle chose dans toute la monarchie autrichienne... Pour parvenir à cette régularité, il a fallu établir l'uniformité la plus absolue dans tous les livres élémentaires ». Ces manuels seuls doivent être employés, même dans l'éducation privée. « Juste ciel ! on veut donc aussi habiller les âmes en uniforme ! C'est là le comble du despotisme, son raffinement le plus grand...

« On reconnaît bien là le double despotisme, religieux et politique. M. de Felbiger, membre du clergé, a pensé que ce qu'il approuvait devait mériter l'admiration de tous les siècles. Un prêtre se croit essentiellement le plus sage des hommes. Il engagea aisément un gouvernement despotique, persuadé que les hommes sont une argile que le souverain doit former et pétrir à sa guise, à donner l'extension la plus universelle aux arrangements qu'il approuvait et qu'il avait su faire goûter à ce même gouvernement... »

On a pu se contenter de professeurs peu instruits, car « cette méthode est purement machinale..., elle ne consiste qu'à apprendre et à faire apprendre par cœur que les choses contenues dans les livres élémentaires sans les comprendre, parce qu'on n'a pas besoin de les faire comprendre aux écoliers » (1).

Le système polonais repose sur des principes tout contraires. La

(1) MIRABEAU, *Monarchie prussienne*, t. IV, pp. 420-442.

commission d'Éducation introduit une certaine uniformité, sans rigueur. Elle publie des manuels officiels, mais, pour l'enseignement du droit, matière importante entre toutes, elle se borne à encourager officieusement certains auteurs sans imposer leurs ouvrages aux écoles. Les pédagogues polonais proscrivent sévèrement la vieille méthode machinale, fondée sur l'autorité du maître et la mémoire docile de l'enfant. Les jeunes intelligences, initiées à la méthode analytique et prémunies contre les causes des erreurs humaines, s'achemineront d'elles-mêmes vers les vérités évidentes, sous la conduite fraternelle et discrète du professeur. Cette thèse ressort de nombreux textes que nous avons déjà cités. Nous en trouvons un exposé clair et systématique sous la plume du piaron Bogusławski.

Professeur au Collège de Nobles, — plus tard à l'École Principale de Lithuanie —, le P. Bogusławski publie en 1786 un traité *D'une législation parfaite* (1). L'éducation nouvelle, assure-t-il, doit aboutir à une législation parfaite. L'imperfection des lois ne tient qu'à la diversité des opinions morales et politiques. Or « nous savons, grâce aux travaux de Locke et de Condillac, et par notre propre expérience, que nos idées ne naissent point avec nous, mais que nous les acquérons par les sens » (2). Pourquoi donc les hommes ne reconnaissent-ils point unanimement les mêmes vérités ? « La diversité des opinions morales et politiques résulte de la diversité de l'éducation, elle résulte des préjugés et du sens incertain des mots. » Un enseignement uniforme, soigneusement réglé, éliminera les causes mêmes de ces divergences. « Les vérités les plus ardues, réduites à leurs termes les plus élémentaires, c'est-à-dire à de courtes propositions construites avec simplicité et avec clarté, deviennent faciles à comprendre pour tous, et tournent en axiomes incontestés. De là, la nécessité de livres élémentaires dans toutes les sciences (3). »

Et si la raison ne triomphe pas sans le concours de la vertu, « je dirai même que les vertus sont le fruit de l'éducation » (4). — « O professeurs de morale et de droit, s'écrie-t-il, ... une législation parfaite et durable sera le fruit d'une parfaite éducation (5). » Qu'en Autriche le souverain pétrisse comme une argile les cerveaux de ses sujets, qu'il *habillement les âmes en uniforme*, — c'est là le comble du des-

(1) BOGUSŁAWSKI, *O doskonałym prawodawstwie*.

(2) *Ibid.*, p. 25.

(3) *Ibid.*, pp. 47-48.

(4) *Ibid.*, p. 37.

(5) *Ibid.*, p. 99.

potisme ! Les écoles polonaises doivent préparer les jeunes intelligences à comprendre les vérités évidentes, afin qu'un jour les citoyens instaurent, d'un accord unanime, une législation parfaite. Voilà *la plus parfaite inspiration républicaine*.

Nous avons déjà indiqué les grandes lignes des programmes scolaires (1) et ne désirons point surcharger cette étude de détails pédagogiques. Nous traiterons des sciences et des lettres dans un premier chapitre,

Le second sera consacré à la philosophie et à la religion.

Enfin, nous décrirons l'enseignement des sciences politiques et l'action du corps enseignant sur l'opinion publique jusqu'à l'ouverture de la Grande Diète.

(1) Voir (appendice IV), le programme des études dans les Écoles Publiques, d'après les Statuts de 1783.

CHAPITRE PREMIER

LES SCIENCES ET LES LETTRES

Nulle grande œuvre littéraire, nulle brillante découverte scientifique n'illustra les Écoles Principales. La Commission d'Éducation ne le leur demandait pas. Le primat Poniatowski détourna Jaśkiewicz de renouveler ses expériences d'aérostation, découragea l'École cracovienne d'entreprendre, avec l'Académie des Sciences de Paris, cette correspondance que proposait Cousin. Le traité de Śniadecki sur *Le Calcul algébrique appliqué à la géométrie des courbes*, publié en polonais, trouva si peu de lecteurs que le jeune professeur sacrifia les travaux de recherche à l'enseignement et aux besognes administratives. L'intérêt actuel du pays nous commande, pensait-il, d'enseigner les notions scientifiques établies par les savants étrangers. Quand ces connaissances seront largement répandues en Pologne, quand elle comptera une belle cohorte de savants, ils pourront s'adonner aux recherches originales. La Pologne, aimait-il à répéter, est un pays qui commence à s'instruire (1).

Les manuels scolaires, dans les nations où fleurit la science, mettent à la portée de la jeunesse des connaissances familières aux adultes. Mais, dans la Pologne du XVIII^e siècle, le Comité littéraire entreprit de vulgariser certaines sciences à peine abordées par une élite restreinte et dont personne n'avait guère traité en langue polonaise. L'élaboration des livres élémentaires mérite de retenir notre attention comme un aspect important de l'activité intellectuelle.

Le Comité littéraire peina surtout sur les manuels des sciences

(1) Lettre de M. Poniatowski à Czenpiński, 23 janvier 1784, en français, dans FORSTER, *Sämmtliche Schriften*, VII, pp. 217-220 ; lettre de Śniadecki en 1792, citée par SZUMOWSKI, *Krakowska Szkoła Lekarska*, p. 274. — CHRZANOWSKI, *Jan Śniadecki jako nauczyciel narodu*.

exactes ou utilitaires. Car les nouveaux programmes, rabaissant au second rang les enseignements littéraires, consacraient la primauté des sciences.

I. — LES SCIENCES

Mathématiques et physique. — Les membres du Comité littéraire s'accordaient à reconnaître la haute valeur éducative et utilitaire des mathématiques (1). C'est pour cette science que le concours international donna les résultats les plus abondants et les meilleurs. Sur les neuf prospectus reçus, deux étaient rédigés en polonais. Ils furent écartés. Kniażewicz se trouvait l'auteur de l'un d'entre eux (2), il démissionna. Un prospectus sous une devise empruntée à Condillac plut par sa méthode. Poplawski y vit « un professeur plus qu'un mathématicien ». « Une grande intelligence a tracé tout le plan, jugea Piramowicz, la connaissance de l'esprit de l'enfant a fait s'abaisser la haute science de l'auteur. » Pfleiderer approuvait sous réserve de certaines modifications (3). C'est ainsi que le prix fut décerné à un jeune homme de vingt-sept ans, le Genevois Simon Lhuilier, parent et disciple de Lesage. De ce grand mathématicien et physicien, Pfleiderer avait lui aussi naguère été l'élève et le collaborateur (1763-1766). Stanislas-Auguste lui-même adressa ses félicitations au jeune savant.

Le cours de mathématiques parut en trois volumes de 1778 à 1782. Les manuscrits furent soigneusement examinés, surtout par Pfleiderer : les archives de la Société conservent ses volumineux rapports, très détaillés, avec figures et calculs. Les traductions de l'abbé Gawroński, ancien collaborateur du P. Rogaliński et maintenant lecteur du Roi (4), furent à leur tour scrupuleusement vérifiées : pour la géométrie, la lecture de la traduction se poursuivit pendant quarante-deux séances. Le résultat fut très remarquable.

Le livre d'arithmétique ne ressemblait guère aux manuels de cette époque, où chaque chapitre commence par des définitions et des règles que suivent quelquefois une explication ou une démonstration et toujours quelques exemples ou problèmes. Lhuilier débute

(1) IWASZKIEWICZOWA, *Nauczanie arytmetyki w szkołach K.E.N.*

(2) *A* 27, fol. 125.

(3) Le lauréat devrait consacrer deux manuels distincts à l'algèbre et à l'arithmétique, alors qu'il les entremêlait dans son plan.

(4) Nommé au Comité littéraire en remplacement de Kniażewicz. Évêque de Cracovie 1805. Mort en 1813.

au contraire par des exercices, toujours oraux, sur des objets et par des problèmes pratiques, toujours oraux également, sur de petits nombres. De là il fait découler la règle de l'opération et enfin la définition. Il « exerce les jeunes gens à résoudre par des opérations simples et le bon sens les questions relatives à la règle de trois... avant de leur en montrer la routine » (1).

Soucieux de donner aux enfants une idée des nombres, au lieu de les faire jongler avec des chiffres, il leur fait compter des objets. Il leur fait apprendre par calcul mental toutes les opérations sur des nombres inférieurs à mille et, comme les nombres plus élevés sont longs à prononcer, il fait alors seulement sentir le besoin des chiffres et passe au calcul écrit. Lhuillier entraîne l'élève du maniement des petits nombres à celui des grands nombres par une sorte de méthode « concentrique » : chacune des quatre opérations est traitée quatre fois, en recommençant à chaque reprise sur des nombres plus élevés. La géométrie et l'algèbre furent traitées suivant une méthode analogue (2).

Au cours de cette fructueuse collaboration avec le Comité littéraire, Lhuillier fut appelé en Pologne par le prince Adam. Pendant près de dix années, qui furent les plus fécondes de sa vie, il partagea son temps entre l'éducation des jeunes princes Czartoryski et la rédaction de savants mémoires. Professeur à l'Académie de Genève, il reprit dans une édition allemande (1799-1801), puis dans une édition française (1804), le manuel d'algèbre publié une vingtaine

(1) Pflaiderer, *A* 28, fol. 251, en français.

(2) Pflaiderer caractérise ainsi ces deux manuels : « L'auteur fait d'abord l'analyse de ses objets, en développe les propriétés et en montre les applications ; après quoi seulement il en expose les définitions. Pour la géométrie, il se sert partout où il le faut, de la méthode des anciens appelée méthode d'exhaustion, comme de la seule capable d'opérer une conviction complète. Mais pour en abrégier les applications fréquentes dans la stéréotomie, il les fait précéder d'une tractation générale de cette méthode, éclaircie par les exemples précédemment développés dans la géométrie plane. Les opérations principales de la géométrie pratique, relatives à l'art de lever des plans, à la division des terrains, à la mesure des hauteurs, au nivellement, se trouvent succinctement, mais suffisamment décrites à la suite des théories qui leur servent de fondement.

« Pour l'algèbre, les élèves sont d'abord amenés successivement et par des nuances soigneusement ménagées, à exécuter les opérations algébriques sur un grand nombre de problèmes numériques, dont les solutions algébriques sont de plus toujours accompagnées de leur solution par la seule arithmétique vulgaire, après quoi seulement on passe aux solutions générales et à l'exposition des règles du calcul littéral.

« Le traité est terminé par un court exposé historique des progrès des mathématiques élémentaires et par l'indication des principaux ouvrages y relatifs » (*A* 28, fol. 282, en français).

d'années auparavant pour les écoles polonaises (1). Le concours international valut donc à la Pologne les prémices d'un beau talent.

Pour la physique, le Comité littéraire couronna le Secrétaire de la ville de Toruń, Michel Hube (1737-1807) (2). Après avoir étudié au gymnase de sa ville natale sous Makow, puis à l'Université de Leipzig et, sous Kästner, à celle de Göttingen, il demeura pendant plusieurs années comme précepteur chez le ministre hanovrien

(1) Sur Simon Lhuilier (1750-1840), brèves notices dans POGGENDORF, *Biogr.-lit. Handwörterbuch*, t. I et dans TÜRLER, ATTINGER et GODET, *Dictionnaire biographique de la Suisse*. — Simples mentions dans BORGEAUD, *Hist. de l'Université de Genève*, t. I, p. 610 et t. II, *passim*. Il faut se reporter à la notice biobibliographique publiée par R. WOLF, dans les *Mitteilungen der Naturforschenden Gesellschaft in Bern*, 1851, pp. 209-224. Wolf se déclare lui-même mal renseigné sur le séjour de Lhuilier en Pologne et sur les travaux qu'il y publia ; nous fournirons quelques précisions.

Lhuilier a fourni à la Commission d'Éducation une arithmétique (1779), une géométrie (1780) et une algèbre (1783). Il reprit le premier de ces manuels dans son *Précis d'arithmétique par demandes et réponses à l'usage des écoles primaires*, Genève, 1797, nouvelle éd. 1810. L'algèbre pour les écoles polonaises se bornait aux équations du second degré, Lhuilier en donna des éditions considérablement augmentées en allemand, *Anleitung zur Elementär-Algebra*, Tübingen, 1799-1801, 2 Theile in-8°, puis en français, *Éléments raisonnés d'Algèbre*, Genève, 1804, 2 v., in-8°.

D'après Wolf, Lhuilier vint en Pologne en 1779 ou 1780 ; d'après les procès-verbaux du Comité littéraire, il semble se trouver à Varsovie dès février 1779. Nommé membre de la Société pour les livres élémentaires en 1782, comme successeur de Pfeiderer, Lhuilier ne parut guère aux séances. Il composa huit savants mémoires, pour lesquels les Académies de Berlin et de Pétersbourg lui décernèrent le titre de membre associé. Il se consacra avec succès à l'instruction de son élève le prince Adam ; le cadet, Constantin, lui donna peu de satisfaction. Le 9 août 1788, Lhuilier quitta Varsovie, après avoir été aimablement reçu par le Roi et le prince-primat. Le Genevois avait amassé une certaine fortune, car il se trouvait en 1793 intéressé pour 1.829 ducats dans la faillite du banquier varsovien Cabrit. Lhuilier entretenait familièrement son ancien élève de ses affaires personnelles, de la vie politique à Genève et en Pologne. Il expose ses travaux au prince comme à un homme capable de les apprécier. Lorsqu'en 1803, Czartoryski fut nommé par le tsar curateur de l'Université de Wilno, Lhuilier lui recommanda quelques candidats : pour la chaire de mathématiques Trallès, pour la littérature Encontre, pour l'économie politique Simonde. En 1804, il lui fait hommage de l'édition française de son algèbre (Correspondance de Lhuilier avec le prince Adam de 1786 à 1827, *Bibl. Czart.*, rps 5459, pp. 21-210, et rps 5446, pp. 267-309). En 1809, il lui dédie ses *Éléments d'analyse géométrique et d'analyse algébrique, appliquées à la recherche des lieux géométriques*. Lhuilier travailla à Tübingen, auprès de son ami Pfeiderer, de 1789 à 1794. Rentré à Genève, il succéda en 1795 à son ancien maître Louis Bertrand. Il prit sa retraite en 1823.

(2) Sur la vie et les œuvres de Hube, voir POGGENDORF, *Biogr.-lit. Handwörterbuch* ; les notices de ŁĘSKI, dans *Roczniki T.P.N. Warsz.*, 1818, pp. 72-84 et de DICKSTEIN, dans *Encycl. Wychowawcza* ; en outre NAŁKOWSKI, *M. Hube jako geograf pedagog*, dans *Przegląd pedagogiczny*, 1886, pp. 36-40. — Ces auteurs signalent la méthode, la valeur pédagogique des manuels de physique. Il ressort des pièces relatives à leur élaboration (*A* 28, fol. 156-188) que Hube apportait des connaissances scientifiques sérieuses, mais il n'atteignit à ces qualités d'exposition qu'avec la collaboration du Comité littéraire, et spécialement de Pfeiderer.

Münchhausen. En vain Euler et Büsching avaient-ils cherché à l'attirer en Russie. Hube, de langue et de formation allemandes, mais bon patriote polonais, revint s'établir à Toruń.

Son *Introduction à la physique* (1783) comprend surtout des notions de géographie mathématique et de géographie physique, où il fait très habilement appel à l'esprit d'observation de l'enfant. Des éléments de physique générale complètent ce volume. Le tome suivant, consacré à la Mécanique, parut en 1792 seulement (1).

Nommé en 1782 directeur des études à l'École des Cadets, en remplacement de Pfleiderer, Hube fut sans doute absorbé par cette importante fonction. Mais la publication de ses deux manuels fut également retardée par les exigences du Comité littéraire. A plusieurs reprises, Pfleiderer rappelle l'auteur à « la bonne méthode d'enseigner, qui ordonne de faire précéder aux résultats généraux les faits particuliers dont ceux-là se déduisent par illation, analogie ou abstraction..., faire précéder les définitions... de détails instructifs... qui mettent [les jeunes gens] pour ainsi dire en état de les former eux-mêmes... » — « Ce sera à la vérité prendre à peu près le contrepied des méthodes et traités de physique ordinaire. » La Société trouve Hube trop porté à l'esprit de système. « Un des buts principaux du traité en question, lui écrit Pfleiderer, est de former une physique à l'usage de la vie commune et des arts y utiles (*sic*), sans fard ni clinquant, mise à la portée des jeunes gens qui possèdent cependant les mathématiques élémentaires. » Pfleiderer n'était pas seul à revoir et à critiquer les manuscrits de Hube; Łoyko, Narbutt, Popławski, d'autres encore parmi les membres du Comité y travaillèrent aussi.

Hube eut la sagesse de se plier à leurs exigences, et refondit à plusieurs reprises ses travaux, leur donnant ainsi une grande valeur pédagogique. Les manuels de mathématiques et de physique furent donc le fruit d'une heureuse collaboration entre leurs auteurs et le Comité littéraire. Pfleiderer prit à ces travaux une part considérable, et les traducteurs eux-mêmes ne manquèrent pas de mérite.

(1) HUBE, *Wstęp do fizyki*, 1783. — *Fizyka, cz. I Mechanika*, 1792. — Entre temps, Hube avait repris la plupart des questions traitées dans son *Introduction* (géographie physique, l'eau, l'air, l'électricité) et les avait publiées dans un ouvrage plus détaillé : *Listy fizyczne czyli nauka przyrodzenia* (Lettres sur la physique ou Science de la nature), t. I, W. 1791, in-8°, 461 p., 4 pl. Il s'en tint au premier volume pour l'édition polonaise, mais en donna quatre en allemand, *Wollstand. u. fassl. Unterricht in der Naturlehre in Briefen*, Leipzig, 1793-94, 4 Bde, in-8°.

Les sciences naturelles et l'économie champêtre (1). Le souci de l'utilité locale. — Les Polonais s'occupaient fort de relever leur économie arriérée, de provoquer un accroissement de population. Ces tendances utilitaires s'étaient manifestées par le projet d'une Académie Médico-Économique. La Commission de l'Éducation fit une large place à l'agriculture, à l'histoire naturelle, à l'hygiène et aux arts et métiers, enseignements presque entièrement nouveaux. La plupart n'existaient dans aucun pays d'Europe. Rien d'étonnant si la Commission tâtonna longuement. Des manuels étaient indispensables non seulement pour les élèves, mais pour les professeurs, la plupart tout à fait ignorants en ces matières. Des livres élémentaires sur l'économie champêtre, sur l'histoire naturelle et sur les arts et métiers furent mis au concours avec un succès inégal.

Le Comité reçut deux prospectus d'économie rurale et les jugea si remarquables que la Commission décerna une récompense à l'un et à l'autre et décida de les publier tous deux.

L'un émanait de Hube, également lauréat pour la physique. Il s'occupait d'agriculture « pour son plaisir » depuis son retour d'Allemagne. La Commission destinait son traité d'économie rurale aux adultes (2). Pour les écoles, elle retint le plan du général Étienne de Rieule, directeur des bâtiments et des manufactures. Ce gentilhomme français au service de la Pologne avait dès 1764 publié un *Mémoire de l'agriculture en général et de l'agriculture de Pologne en particulier*, puis divers travaux sur les sols de Pologne, sur les engrais. Herrenschwand lui destinait la chaire d'agriculture à l'Académie Médico-Économique (3). Dans son prospectus du concours,

(1) KOŁODZIEJCZYK, *L'activité éditrice de la Commission de l'Ed. Nat. dans le domaine des sciences naturelles*, 1933 ; du même, *Nauki przyrodnicze w działalności K.E.N.*, 1936, pp. 1-44.

(2) Le prospectus de Hube, sous la devise *Amor Patriae*, ne nous est connu que par les observations du Comité littéraire (A 28, fol. 135-150). Hołowczyc, soutenu par Jakukiewicz, n'y trouvait « aucune méthode, aucun principe ». Albertrandi, Popławski et Koblański le jugeaient trop étendu et trop complet pour un manuel, mais par là même bien propre à rendre service au public. L'abbé Kluk avait été chargé de traduire l'ouvrage de l'allemand en polonais ; la Commission d'Éducation lui attribua 500 florins pour ce travail que le Comité littéraire versa à ses archives en 1780 (WIERZBOWSKI, XXXVIII, 12 nov. 1779 et XXXVI, 13 mars 1880). Hube publia sous le titre *Der Landwirth* (1779-1780) divers mémoires concernant l'influence de la lune sur le temps, le marnage, les plantes fourragères, les poids et mesures, etc... Il déclarait, dans la préface, livrer là au public les matériaux qu'il avait recueillis pour le manuel primé par la Commission d'Éducation et le fruit des observations qu'il avait pratiquées sur son domaine.

(3) Œuvres de RIEULE : *Mémoire de l'agriculture en général et de l'agriculture de Pologne en particulier*, Berlin, s. d. (1764 ?), in-8°, 54 p. Il décrit les progrès accomplis dans les divers États de l'Europe, établit par des statistiques que

il préconise l'emploi d'instruments de labourage plus forts, insiste sur l'importance du choix des semences, recommande les prairies artificielles et les cultures fourragères : pommes de terre, topinambours, navets, carottes, choux. Partout il montre un grand souci d'adaptation à la Pologne. Les deux ouvrages furent assez rapidement écrits par Rieule en français, par Hube en allemand, mais ils ne virent jamais le jour. La Société les fit traduire, elle en traîna la lecture pendant des années : Rieule mourut en 1786; on renonça finalement à faire imprimer son manuel (1).

la production du blé en Pologne est inférieure à celle des provinces de Zélande et de Hollande, « qui sont à peine la 23^e partie de la Pologne ». Il esquisse tout un programme pour le perfectionnement des cultures et de l'élevage en Pologne, pour l'aménagement des forêts, la construction de canaux, pour l'amélioration du sort des paysans, l'organisation du crédit. Ce mémoire constitue un premier essai de statistique agricole pour la Pologne. A ce titre, il a été réédité par Edmund STAWISKI, dans *Encyklopedia Rolnictwa* (préface) ; — *Des différents sols de Pologne*, Berlin, s.d., in-8^o, 55 p. ; — un mémoire sur les engrais où il traite notamment des prairies artificielles considérées comme engrais. Rieule a réuni ces trois mémoires en une édition polonaise, sous le titre : *O Gospodarstwie Ziemiańskim w Polsce* (De l'économie rurale en Pologne), et se proposait de rédiger des mémoires sur toutes les branches de cette science.

Il avait publié en outre un *Projet pour rassembler sans aucune dépense toutes les richesses naturelles de la Pologne*, Berlin, 1766, in-8^o, 13 p. : constituer un cabinet d'histoire naturelle, qui serait la propriété de l'État, inviter les gentils-hommes à y envoyer tout ce qu'ils trouveront de curieux. Rieule s'offre à classer les collections.

Biographie. — Étienne de Rieule, peu fortuné, avait été appelé en Pologne par son parent le comte de Broglie, ministre de France auprès de l'Électeur-Roi de 1752 à 1758. Dès son *Mémoire de l'agriculture*, vers 1764, il porte le titre de général-major au service de Pologne. Charles de Broglie, évêque de Noyon, et J.-A. de Broglie, évêque d'Angoulême, le recommandent à Stanislas-Auguste. La Diète de 1768 lui accorde l'indigénat. En 1772, Stanislas-Auguste l'adjoint à Branicki pour une mission diplomatique auprès du duc d'Aiguillon. (Zb. *Popielów*, t. 173, fol. 143, St.-A. à d'Aiguillon, 7 nov. 1772; fol. 198, 203, 223, 238 corr. de Ch. et J. A. de Broglie avec St.-A. 1766-1767 ; t. 178, fol. 57. Rieule remercie St.-A. pour l'indigénat, 7 mars 1768.) En 1777, le Roi institue une « Commission chargée de surveiller et diriger toutes nos Fabriques, Manufactures, Ateliers, Bâtiments, Jardins, etc... » ; il y nomme le général de Rieule, le peintre Bacciarelli et un secrétaire. En 1781, la Commission est supprimée par économie et c'est Bacciarelli qui obtient en 1784 le titre de Directeur des Beaux-Arts (TATARKIEWICZ, *Rządy artystyczne St. A.*, pp. 23, 82). Stanislas-Auguste, en raison de l'affection qu'il porte au général de Rieule, demande à Vergennes de l'avancement pour son frère le Sieur de Vaniéville (Zb. *Popielów*, t. 185, fol. 423, 15 nov. 1786). Rieule mourut peu après. Le Grand-Orient polonais, dont il était membre, célébra sa mémoire le 13 novembre 1786. (SMOLEŃSKI, *Przewrót umysłowy*, p. 186, n. 2.)

(1) A 27, fol. 186-199, pièce P, Prospectus de Rieule sous la devise *Infelix ager*. — A 28, fol. 135-147, pièce U. Observations du Comité sur ce prospectus. — Sébastien Sierakowski (1743-1824), chanoine de Cracovie, nommé au Comité littéraire le 9 octobre 1778, fut chargé de traduire l'ouvrage de Rieule (28 déc. 1778). Il en avait traduit la première partie lorsqu'il dut renoncer à ce travail (19 févr. 1782), ayant été élu président du Tribunal de la Couronne. Narbutt continua la traduction (18 mars 1782), en lut divers fragments en 1785 ; une dernière mention, en mars 1787, porte que la lecture n'était pas achevée.

Les écoles pouvaient se contenter de l'ouvrage d'économie rurale publié entre temps par l'abbé Kluk. Christophe Kluk (1739-1796), né à Ciechanowiec en Podlachie, revient pour toujours comme curé dans sa paroisse natale, à trente ans, sans avoir suivi d'autre enseignement que celui des Écoles Pies, sans avoir vu d'autre grande ville que Varsovie, où il avait fait son séminaire. Curé exemplaire, il trouvait du temps pour s'adonner à l'histoire naturelle. Cette passion s'était chez lui manifestée dès l'enfance. Courant les prés et les bois pour enrichir son herbier, il cultivait sur une colline un petit jardin botanique, collectionnait oiseaux et papillons, lisait enfin en latin, en allemand et en français. Il ne connut guère directement que les alentours de son village, mais la protection de la princesse Anna Jabłonowska (1727-1800) lui ouvrit des horizons sur le monde. Cette femme remarquable avait constitué au cours de ses voyages en France, en Espagne, en Suisse, en Italie, en Hollande, et rassemblé dans son château de Siematycze une considérable collection d'histoire naturelle et une riche bibliothèque. Elle cherchait à donner à ses domaines une organisation modèle, non seulement en améliorant la condition de ses paysans, mais en appliquant de nouveaux procédés de culture, en introduisant des moutons mérinos, des races animales choisies. Le curé du bourg de Ciechanowiec, peu éloigné, fréquentait assidûment le château de Siematycze.

Il commença à trente-sept ans à publier et continua pendant vingt ans, jusqu'à sa mort, à écrire de nombreux ouvrages, de valeur scientifique d'ailleurs fort inégale. Le premier, un traité en trois volumes sur l'horticulture, les forêts et les plantes sauvages utiles, l'agriculture, parut de 1777 à 1779 (1). « La Pologne dort à la risée de l'Europe savante : elle se plaint de sa pauvreté » et ne veut rien faire contre « les habitudes invétérées ». « Le seul mot de changement est tellement en horreur en ce pays, qu'à sa simple mention, tous relèvent la tête... Nous nous en remettons entièrement à la fortune du sort », sans nous occuper des causes des phénomènes et des moyens d'y remédier. « Que les savants et les gens instruits en disent ce qu'ils veulent, nous aurons plus vite fait de chercher la cause dans l'almanach » et nous en suivons les avis, croyant à l'influence des astres et des signes célestes. « L'agriculteur a pensé qu'il ne lui en fallait pas savoir davantage qu'atteler le cheval et le bœuf au travail, abat-

(1) KOŁODZIEJCZYK, *Ks. K. Kluk*, 1932, a consacré une étude détaillée à ce personnage et à ses œuvres. Nous lui empruntons quelques citations du traité sur l'horticulture, les forêts et l'agriculture.

tre un bœuf pour la viande, traire une vache, tondre la laine des brebis, enlever le miel aux abeilles, etc... » Il s'en est remis pour le reste soit à des coutumes vaines, sinon superstitieuses, soit au ciel lui-même : « enfin l'aboutissant d'une telle science... était de savoir mettre en terre pour le repos éternel les bestiaux crevés ».

Le curé de Ciechanowiec développe le thème cher à la Commission d'Éducation, il dénonce les méfaits du servage : « Contre cette indignité, j'en appelle au nom de chrétien, à la lumière de la pure raison... cette classe d'hommes mérite les plus grands égards, on ne lui en accorde pas autant qu'à un chien dans la chambre, à un cheval dans l'écurie. — L'ignorance de nos laborieux agriculteurs constitue le premier obstacle au progrès. Et peut-on attendre de celui qui s'élève à peu près comme un animal, qu'il saisisse en son esprit stupide les principes qu'on lui exposera ? et à plus forte raison qu'il fasse quelque découverte utile ? Les enfants des plus humbles laboureurs eux-mêmes devraient avoir la liberté de s'instruire, il faut à tout le moins qu'ils sachent lire. » On pourrait alors enseigner l'agriculture aux paysans au moyen d'un livre très simple, en remplaçant dans l'almanach les prédictions astrologiques par des notions d'agronomie. Mieux encore, les nobles devraient leur montrer sur des champs d'essai les résultats des nouvelles méthodes.

Les gentilshommes « ont vraisemblablement, si je ne me trompe pas, plus de curiosité pour les romans ». Ils gaspillent en dépenses inutiles ou, par avarice, reculent devant des améliorations productives. Il faut ajouter à ces difficultés « le bas niveau des sciences en Pologne » : physique, mathématiques, mécanique. Les remèdes les plus efficaces se trouvent entre les mains des grands propriétaires, qui sont aussi les personnes les plus éclairées. Qu'ils fassent seulement bien cultiver leur *réserve* et l'exemple profitera. Pour ruiner la routine, il faut instruire les paysans, établir des terrains de démonstration, enfin créer une *Académie économique*. Elle organiserait des correspondances, des publications, des missions d'études, des expériences. Elle entreprendrait un professeur qui, après examen, décernerait des diplômes.

Kluk traite de l'horticulture, de la sylviculture, de l'agriculture selon les connaissances scientifiques de son temps. Il utilise le vieil herbier du professeur cracovien Syrenius (1613), de nombreux ouvrages allemands et, pour les forêts, le traité de Duhamel du Monceau. Il donne des notions d'anatomie et de physiologie végétales, mais sous une forme volontairement très simple. Il classe les

plantes en arbres, arbustes, sous-arbustes et herbes, les légumes suivant la partie qu'on en utilise : racine, tige, feuille...

C'est que le bon curé n'a pas voulu faire œuvre d'érudition mais d'utilité pratique. Il enseigne comment cultiver les jardins et les champs d'après les essais qu'il a faits lui-même dans sa paroisse. Il montre comment calculer les frais et les revenus de l'exploitation rationnelle d'une forêt, comment procéder avec le personnel agricole et comment vendre le blé à l'intérieur et à l'étranger, il donne des recettes pour faire sécher les fruits et faire cuire les confitures. Au double mérite d'une science véritable et d'un exposé très simple, s'ajoute celui d'une langue rustique, drue et imagée. Plusieurs rééditions témoignent du succès de ces volumes auprès du public. Les professeurs y trouvèrent leur principale ressource pour les cours d'horticulture et d'agriculture.

Le Comité concevait dans le même esprit utilitaire l'enseignement de l'histoire naturelle. L'économie champêtre donnerait une connaissance pratique suffisante du monde végétal. Le manuel d'histoire naturelle mis au concours ne devait pas traiter de la botanique, mais seulement des animaux et des minéraux. Le Comité retint le prospectus élaboré par le Français Dubois pour la zoologie, par l'Allemand Carosi pour la minéralogie (1).

Chez Jean-Baptiste Dubois (1753-1808), professeur à l'École des Cadets depuis 1775, Jean Bernouilli admire « des qualités que l'on trouve rarement unies chez les jeunes hommes de sa nation... : des connaissances littéraires étendues, des aptitudes aux sciences exactes et aux recherches exhaustives » (2). Esprit véritablement encyclo-

(1) A 27, fol. 288-299, pièce R., prospectus d'histoire naturelle de Dubois et Carosi. D'après la notice de J. RAVENEL, dans la *France littéraire* de QUÉRARD, t. II, Dubois fit imprimer son travail sous le titre *Programme d'histoire naturelle primé par la Commission d'Éducation Nationale en 1777*. — A 28, fol. 293-317, pièce Z. Observations du Comité.

(2) JOHANN BERNOUILLI, *Reisen durch Brandenburg...*, t. VI, 1780 cité par FABRE, *La propagande philosophique*, p. 681. — Sur Dubois en Pologne, SMOLEŃSKI, *Towarzystwa naukowe i literackie w Polsce XVIII-go wieku* (Les Sociétés scientifiques et littéraires en Pologne au XVIII^e siècle), dans *Pisma historyczne*, t. II, p. 56. — MITERZANKA, *Działalność pedagogiczna Czarotoryskiego*, pp. 43-44. — FABRE, *La propagande des idées philosophiques*, pp. 675-689. J. B. Dubois (né à Jancigny 1753, mort à Moulins 1808) avait publié à Paris en 1772 un *Tableau annuel des progrès de la physique, de l'histoire naturelle et des arts* dont il aurait voulu publier un tome chaque année. Bibliothécaire et professeur à l'École des Cadets de novembre 1774 à juillet 1779, il y enseigna le français, l'histoire universelle et l'histoire naturelle. Dès 1777, il fonde une petite Société de Physique qui réunit, entre autres, Pfléiderer, Piramowicz, Carosi, et quelques magnats : le prince Adam, Ignace Potocki, le prince Stanislas Poniatowski.

En août 1778, il publie dans le premier volume de son *Essai sur l'histoire*

pédique, Dubois, né à Jancigny, en Bourgogne, conçoit la zoologie à la manière de son compatriote Buffon. Il annonce qu'il se bornera souvent à résumer les travaux du célèbre naturaliste. Sans autres prétentions scientifiques, Dubois ordonne le règne animal par rapport à l'homme, roi de la création. C'est ainsi qu'il divise les quadrupèdes en domestiques et sauvages, et ces derniers en quadrupèdes voisins des espèces domestiques, gibier, carnassiers, amphibiens et cétacés. La Société lui demanda d'insister sur les notions pratiques : chasse et pêche, élevage et art vétérinaire, et aussi d'attacher la plus grande importance à la faune polonaise.

Le minéralogiste Jean-Philippe Carosi (1) cumulait les titres de capitaine au régiment de l'hetman de Lithuanie et de conservateur du cabinet d'histoire naturelle du roi. Après quelques notions de chimie, il consacrait sept livres aux terres, pierres, soufre, sels, demi-métaux, métaux (avec deux chapitres sur les mines et deux sur la métallurgie), et aux bitumes. Le Comité littéraire jugea « les connaissances chimiques d'une utilité évidente ».

Mais, pour Carosi comme pour Dubois, la plus grande difficulté était dans l'insuffisance des connaissances sur la Pologne. Dubois dressa une bibliographie de l'histoire naturelle et de la géographie du pays, avec notice sur les collections d'histoire naturelle en Pologne. Parmi quarante-quatre auteurs, le plus utilisable était le jésuite Rzączyński, dont l'*Historia naturalis curiosa regni Poloniae* (1721) contient de nombreuses observations personnelles intéressantes, mais rapporte aussi des fables du Moyen Âge. Dubois et Carosi demandèrent au Comité d'établir, d'après cette compilation peu

littéraire de Pologne, une bibliographie critique des travaux concernant l'histoire naturelle et la géographie. Il soutenait dans la préface une thèse hardie : la vie intellectuelle n'avait fleuri en Pologne qu'aux rares époques de tolérance religieuse. Dès le mois de décembre, deux auteurs anonymes engagèrent contre Dubois une vive polémique. D'après Smoleński, l'une des ces brochures sortait de la plume d'Ignace Potocki, et Dubois quitta la Pologne parce qu'il s'était rendu impossible. Pourtant, le 22 février 1779, Potocki l'accueille au Comité littéraire comme membre honoraire. Dubois invoqua, pour obtenir son congé, des raisons de santé ; sans doute désespérait-il surtout de toucher les 1.784 florins qui lui restaient dus sur son traitement.

De retour en France, il fit l'éducation de Lepeltier de Rosambo, petit-fils de Malesherbes, dirigea la *Feuille du Cultivateur*. Emprisonné le 13 prairial an II, il est relâché le 22 thermidor sur l'intervention de la Commission d'Agriculture à laquelle il est attaché depuis cinq mois (Paris, *Archives Nationales*, F⁷ 4682). L'Empire le fit préfet du Gard (1800), puis directeur des Droits Réunis dans l'Allier (1804).

(1) Sur Carosi, KORZON, *Wewn. dz.*, I, p. 383, II, pp. 227, 238-239 ; *Zb. Popielów*, t. 184 : le 1^{er} décembre 1787, Buffon remercie Stanislas-Auguste pour un catalogue relatif à l'histoire naturelle de la Pologne que lui a envoyé Carosi.

sûre, un questionnaire. Il fut envoyé aux recteurs des diverses écoles; dix d'entre eux répondirent, mais sans rien apporter d'intéressant.

Sur ces entrefaites, Dubois rentra en France (été 1779). Et sur l'ordre de Stanislas-Auguste, Carosi consacra trois années (1778-1780) à l'exploration minéralogique des palatinats du sud-ouest. Il y cherchait surtout des salines, celles de Wieliczka se trouvant annexées par l'Autriche. Il recueillit de nombreux minéraux qu'il décrivit en deux volumes selon la méthode de Werner. Mais pour le manuel, il s'excusa en 1781 sur le manque de temps et sur l'insuffisance des matériaux relatifs à l'histoire naturelle de la Pologne (1). En vain le Comité fit-il appel à Schöffler, autre membre de la Commission des mines (2). Il apparaissait impossible de fournir aux écoles polonaises un manuel pratique et bien adapté au milieu local, puisque l'histoire naturelle de la Pologne n'avait pas été sérieusement étudiée.

Les manuels systématiques. — La Société pour les livres élémentaires orienta ses efforts dans un sens nouveau. A défaut de manuels utilitaires, bien adaptés à la Pologne, elle publierait des manuels généraux et systématiques. Elle s'adjoignit en novembre 1780 un précieux collaborateur, Paul Czenpiński (1755-1793) (3). Fils d'un riche médecin de Varsovie, le nouveau membre de la Société venait de prendre son doctorat en médecine à l'Université de Vienne, récemment réformée par Van Swieten. Jacquin y enseignait la botanique et la chimie. Czenpiński avait fait une thèse de zoologie. La Société lui confia pour l'élaboration des manuels d'histoire naturelle un rôle qui alla toujours croissant.

Désirant maintenant un livre élémentaire de botanique, elle l'avait demandé à Kluk. Le bon curé fut invité à s'entendre avec le professeur d'histoire naturelle récemment nommé à l'École Principale de Cracovie : Jaśkiewicz, lui aussi docteur en médecine de l'Université de Vienne. La botanique parut en 1785 ou 86, comme ayant été rédigée par Kluk suivant le plan donné par Czenpiński.

Les deux tiers de l'ouvrage sont consacrés à l'étude des différentes

(1) WIERZBOWSKI, t. XXXVI, 11 janv. 1781.

(2) *Ibid.*, 8 oct. 1781. — Nous attribuons à Schöffler cette fonction d'après FORSTER, *Tagebücher* (voir l'index).

(3) MACIESZA, P. Czenpiński, dans *Epoka Wielkiej Reformy*, pp. 68-106. — ROSTAFIŃSKI, *Botanika i zoologia dla szkół narodowych 1785-1789*, dans *Minerva Polska*, 1927, I, pp. 18-33.

parties des plantes, le reste à la botanique systématique. Kluk aurait voulu suivre la classification artificielle de Linné; Czenpiński imposa le système naturel de Van Royen, professeur à l'Université de Leyde, en y apportant quelques modifications. Les inconvénients de cette classification peu scientifique ressortent moins dans cet ouvrage élémentaire, qui décrit seulement un peu plus de cent familles parmi les plus communes. Ce manuel a été jugé bien supérieur pour l'usage scolaire aux manuels contemporains d'Erxleben, de Jacquin, d'Oder et même à celui de Dieterichs, plus que les autres utilisés par Kluk. Les humanistes de Varsovie ont un peu policé le style imagé du curé de Ciechanowiec. Cent vingt dessins illustrent l'ouvrage. Un appendice recommande de se reporter aux plantes et aux fleurs tout au long de cette étude et donne des conseils pratiques pour la composition d'un herbier.

Le Comité littéraire s'adressa encore à Kluk pour la zoologie. L'abbé avait publié en 1779-1780 une volumineuse *Histoire naturelle des animaux*. A côté de conseils sur la chasse et sur l'élevage, des chapitres scientifiques trahissaient une compilation hâtive de Linné, de Buffon, Réaumur, Müller, de Duhamel du Monceau et d'autres. On y retrouvait même bien des fables de Rzączyński. Telle quelle, les professeurs étaient trop heureux de l'utiliser. Les résultats furent si déplorables que la Commission suspendit l'enseignement de la zoologie.

Kluk ne se montrant guère capable de faire mieux, Czenpiński reprit complètement l'ouvrage d'après sa thèse de doctorat sur la classification de Linné, et le manuel parut en 1789 sans nom d'auteur (1). Cette zoologie systématique, d'après Linné, est fort détaillée. Czenpiński a complètement renoncé aux préoccupations d'utilité locale, qui avaient amené l'échec de Dubois. Il consacre dix pages aux abeilles, mais soixante-dix aux autres insectes. Il accorde une page au bœuf et une au mouton, tout comme à la girafe; le cheval en obtient deux, soit une de moins que le rhinocéros. La marmotte et le castor, si communs en Pologne, ne font l'objet d'aucun développement particulier. Ce n'avait pas été la moindre difficulté pour les auteurs de ces manuels de botanique et de zoologie que d'employer une terminologie polonaise systématisée; ils avaient dû, pour une part, la créer.

Quant à la minéralogie, il ne pouvait être question de s'adresser à Kluk, bien qu'il eût en 1781-82 publié deux volumes sur « les

(1) (CZENPIŃSKI) *Zoologia czyli Zwierzetopismo dla szkół narodowych* (Zoologie ou description des animaux, à l'usage des écoles nationales), 1789.

minéraux ». Kluk prêche l'esprit critique à ses compatriotes et distingue avec insistance la chimie de l'alchimie. Il se moque de la baguette divinatoire, des « vertus surnaturelles de pierres précieuses » et des effets merveilleux de la petite pierre rouge ou brune qu'on trouve, la septième année, dans l'estomac d'un chapon châtré à trois ans.

Mais il explique sérieusement que, pour punir le péché d'Adam, Dieu a privé le sol de beaucoup de ses éléments fertiles en les faisant évaporer par la chaleur du soleil ou précipiter en profondeur par la force de la pesanteur. Il croit lui-même qu'il se forme actuellement des métaux jusque dans la racine des arbres. Il montre beaucoup de prudence à propos des gisements minéraux en Pologne, ses indications sont presque toujours dubitatives. « Notre terre non plus n'est pas dépourvue des dons de Dieu, elle a aussi des trésors cachés dans son sol, mais qui les a cherchés ? » Kluk insiste fortement sur l'intérêt des ressources minérales et réclame l'organisation des recherches. Malheureusement les connaissances du curé de Ciechanowiec en cette matière ne valent pas ses intentions. Il ne peut connaître la cristallographie, puisque le premier mémoire de Haüy sur la question parut précisément en 1781, mais il n'utilise pas le traité des caractères des minéraux de Werner, qui date de 1774. Aussi toute sa classification ne possède-t-elle aucune valeur scientifique, même pour son temps. Les descriptions manquent souvent d'exactitude, les chapitres sur les mines et la métallurgie sont faibles.

Dès 1783, la Commission interdit aux professeurs de suivre cet ouvrage de Kluk. « Étant par ailleurs de grand mérite, il a semé en minéralogie des opinions très fausses et sans fondement » et les visiteurs généraux communiquèrent aux professeurs un plan de Jaśkiewicz auquel ils devaient se conformer (1) et qui ne nous est pas connu. Le professeur de Cracovie promit même en 1785 de composer le manuel, mais sans fixer de terme. Czenpiński s'en chargea à son tour en 1789, sa zoologie achevée : trois ans après, il fit savoir qu'il s'était mis à l'ouvrage (2). Ainsi donc, en dépit des instructions administratives, les professeurs restèrent fort démunis et fort tentés d'utiliser la minéralogie de Kluk.

Hygiène, arts et métiers. — Pour favoriser l'accroissement de la richesse et de la population, la Commission d'Éducation avait encore

(1) LEWICKI, *Ustawod.*, p. 181.

(2) WIERZBOWSKI, t. XXXVI, 18 nov. 1785, 2 oct. 1780, 19 avr. 1792.

prescrit deux enseignements nouveaux : un cours d'hygiène et des notions sur les arts et métiers.

Les professeurs utilisèrent le célèbre *Avis au peuple sur sa santé* de Tissot, adapté par les Piaristes, et le traité de l'Écossais Mackenzie, traduit par un familier de Massalski (1). Czenpiński entreprit un manuel pour le Comité littéraire, mais l'abandonna en 1785 pour se consacrer à l'histoire naturelle : la même année, le Dr Curti, médecin fameux en Pologne, publiait des *Prescriptions diététiques* pour lesquelles Piramowicz lui exprima la gratitude de la Commission (2).

Vainement la Société pour les livres élémentaires inscrivit-elle au concours international le manuel sur les arts et métiers : elle ne reçut aucun projet. Vainement fit-elle appel à ses membres : Albertrandi, puis Pfeiderer, enfin Piattoli (3). Piramowicz prit l'avis de ses confrères et du Primat pour fournir des éclaircissements à Pfeiderer qui avait déjà quitté Varsovie pour Tübingen. « Il s'agit de montrer aux élèves... l'objet, et pour ainsi dire l'esprit de chaque art et métier... en fixer la théorie sur des principes nets, solides et féconds », en décrire la matière première et les instruments essentiels, en écartant « presque tout détail sur le mécanisme et sur la manœuvre », retracer l'origine des inventions. Pfeiderer peindra brièvement leur état actuel dans les diverses nations, en s'appliquant surtout « aux sciences et aux arts et métiers qui ont un rapport particulier avec la Pologne, et dans lesquels la nature et la politique nous fournissent le plus de moyens, et nous mettent le plus dans la nécessité de pousser notre application et nos progrès. Le fer, les bois, les blés, les laines, les bestiaux, notre kermès (4) et tant d'autres productions qui sont à nous, rendent essentielle l'étude la plus approfondie des arts qui en dépendent... ». Pfeiderer s'excusa en invoquant la fai-

(1) LEWICKI, *Ustawod.*, p. 86. — *L'Avis au peuple* de TISSOT (1761) fut publié en traduction polonaise en 1773, 2^e éd. 1777 ; JAMES MACKENZIE, *The history of Health and the Art of Preserving it*, Édimbourg, 1758 ; trad. fr. La Haye, 1759 ; trad. polonaise par SIESTRENCIEWICZ, chanoine de Wilno, Wilno, 1769, 2^e éd. 1775.

(2) WIERZBOWSKI, XXXVI, nos 10, 182 sqq. — FR. KURCYUSZ (Curti), *Przepisy dietetyczne* (Prescriptions diététiques), 2 vol. in-8°, W. 1785-1786. — Curti, docteur de l'Université de Pavie, médecin de la princesse Sanguszko, fut appelé auprès d'Auguste Sułkowski dans sa dernière maladie (TRUCHIM, *Szkice*, t. I, pp. 119 et 134). — WISŁOCKI, *Poczet prac Piramowicza*, p. 408.

(3) WIERZBOWSKI, t. XXXVI, 1^{er} avr. 1777, 12 nov. 1781, 17 févr. 1785.

(4) Les Polonais élevaient jadis le coccus kermès (*porphyrophora polonica*, *czerwiec*) et le vendaient dans toute l'Europe pour la fabrication de la teinture. Au XVIII^e siècle, cet élevage était tombé en pleine décadence en raison de la concurrence du coccus cacti (*coccus americanus*, cochenille).

blesse de sa vue (1) : il mourut presque aveugle. Mais il pouvait trouver tout aussi redoutable que le travail à la chandelle d'entreprendre la synthèse de tant de notions techniques, historiques et géographiques. Piramowicz le renvoyait à l'Encyclopédie; il lui indiquait bien le *Dictionnaire de l'industrie* publié chez Lacombe, le *Dictionnaire des arts et métiers* de Macquer et quelques autres ouvrages français (2). Mais la Commission d'Éducation demandait encore à l'auteur une connaissance approfondie des choses polonaises : pour les arts et métiers comme pour l'histoire naturelle, nul ne pouvait répondre à de telles exigences.

Difficultés et résultats (3). — Les travaux, tantôt féconds et tantôt stériles, du Comité littéraire expliquent pourquoi les Écoles Publiques enseignèrent d'une manière brillante ou honorable certaines branches des sciences, et médiocrement les autres.

Les bons mathématiciens, assez nombreux parmi les Jésuites, ne manquaient point non plus dans l'ancienne Académie de Cracovie. En attendant les manuels de Hube, les professeurs utilisèrent les traités de physique expérimentale du jésuite Rogaliński, des piaristes Chrościkowski (1764) et Osinśki (1777). Ce dernier ouvrage, remanié plus tard, resta en usage dans nombre d'écoles longtemps après la parution du manuel officiel.

Au contraire, les professeurs n'étaient nullement préparés à enseigner les sciences naturelles, et le Comité littéraire ne trouva personne en Pologne ni en Europe pour composer un manuel sur les arts et métiers. On vit certain professeur enseigner en zoologie qu'un chien blanc vaut mieux comme berger et un noir, comme chien de garde ; tel autre, faire étudier longuement les diverses espèces de pigeons. Le Visiteur Général Jezierski accusait les anciens Jésuites de saboter cet enseignement pour ridiculiser toute l'œuvre de la Commission d'Éducation. Les extraits de Columelle et de Pline, publiés dans les *Morceaux choisis latins*, prêtaient à des plaisanteries grivoises. La Commission d'Éducation suspendit l'enseignement de la zoologie jusqu'à la publication du manuel de Czenpiński.

(1) Piramowicz à Pfeiderer, 2 avr. 1784, en français A 29, fol. 110-111. Réponse de Pfeiderer, 20 janv. 1785, *ibid.*, fol. 117.

(2) *Dictionnaire de l'industrie, par une société de gens de lettres*, Paris, Lacombe, 1776, 3 vol. in-8°. — Ph. MACQUER, *Dictionnaire portatif des arts et métiers*. — Piramowicz indique aussi le *Grand Dictionnaire des Arts et Métiers* et les *Cahiers de Paris*.

(3) SMOLEŃSKI, *Pisma*, II, pp. 151-152 (appareils et collections), p. 161 (histoire naturelle).

La botanique et l'économie champêtre connurent un sort plus favorable. Les parents se plaisaient, aux examens publics, à voir interroger les enfants sur la greffe des arbres ou la construction des puits.

Les mêmes considérations utilitaires assuraient la vogue de la géométrie, car beaucoup de jeunes gens se destinaient à la carrière d'arpenteur (1). Déjà les Piaristes et les Jésuites dans leurs principaux collèges, faisaient opérer leurs élèves sur le terrain. Cette pratique se généralisa. Dès 1786, les écoles académiques possèdent au moins les appareils d'arpentage les plus indispensables (2).

Le goût des cabinets de physique et d'histoire naturelle se répand jusque dans les provinces orientales. Libéralités des professeurs ou achats, l'école de Nowogródek possède une collection de pierres et de coquilles, des animaux empaillés — 24 quadrupèdes, plus de 100 oiseaux —, des insectes, un herbier, machines pneumatique et électrique, pompe et autres appareils (3). Le recteur de Volhynie laisse à l'école de Łuck machine électrique, appareils d'optique et divers instruments (4). L'évêque grec-catholique de Chełm donne aux Basiliens de Włodzimierz des instruments de physique (1791). A Bar, un professeur fait des expériences sous les yeux des parents pendant les examens publics (1790).

Enfin, chaque année, le corps enseignant s'enrichissait de jeunes sujets formés aux sciences par les Écoles Principales. Le XIX^e siècle verra le brillant essor des sciences en Pologne.

II. — LES LETTRES

Konarski avait dénoncé les abus de la rhétorique; la génération suivante se défiait de la rhétorique elle-même. Peu de préceptes, beaucoup d'exemples tirés des auteurs anciens et modernes, polonais et étrangers, voilà ce que recommande le *Règlement de 1774*, en soulignant que la rhétorique doit contribuer aux bonnes mœurs. Les professeurs cultivèrent la tradition patriotique de Konarski.

(1) Voir le rapport de Wybicki en 1777 : l'Académie de Wilno est « un foyer de géomètres », « *plomykiem geometrów* ». *A* 40, fol. 14.

(2) Le Comité littéraire remet en 1786 à la Commission une liste des instruments que possèdent les écoles et de ceux qu'il convient de leur fournir. *A* 29, fol. 474.

(3) Rapport Jaxa 1788, *Bibl. Czart.* 1932, fol 16 sqq.

(4) Inventaire dressé en 1786, publié par Karbowski dans *Muzeum*, 1893, p. 717.

Le livre élémentaire, rédigé par Piramowicz, traite des qualités morales de l'orateur et de l'écrivain plutôt que des règles du style (1).

Le latin et les langues vivantes. — Sur le problème du latin et des langues vivantes, Kamiński rapporte les opinions diverses des contemporains. Les uns critiquent l'école actuelle parce que « les enseignements y sont presque tous donnés en latin, et cette langue même constitue la principale étude ». Sans arriver jamais à la posséder parfaitement, la jeunesse s'y fatigue la mémoire, alors qu'elle pourrait facilement apprendre des sciences plus utiles. D'autres reprochent à l'éducation actuelle — et ceci vise les collèges de Nobles — de s'attacher à la connaissance de nombreuses langues étrangères, ce qui nuit à la véritable instruction. On parvient ainsi à « une ignorance générale composée de beaucoup de connaissances imparfaites ».

D'autres milieux vantent un projet « à la mode et de bon goût » : remplacer le latin par la langue française, « dans laquelle nous trouvons des livres sur toutes les sciences, elle est aujourd'hui connue dans presque toute l'Europe ». Kamiński objecte que la langue française évolue, qu'elle varie d'une province à l'autre. Dalember n'est-il pas partisan du latin comme langue savante ? Il faudrait d'ailleurs faire venir en Pologne de nombreux Français et Kamiński redoute que l'on gâte le polonais en y transposant des tournures françaises (2). Piramowicz craignait aussi l'extrême faveur du fran-

(1) Le classicisme triomphait alors en Pologne. La Commission de l'Éducation eut soin de ne recommander aucun de ces auteurs néo-latins qui figuraient en grand nombre dans les *Ordinationes*. Mais la Pologne ne connut qu'un classicisme tardif et où le goût des littératures nationales modernes tempérerait le culte des Anciens. Le Règlement de 1774 renvoie aux *Réflexions critiques* de l'abbé Dubos sur la poésie et la peinture (1719), invite le professeur à faire des comparaisons entre Virgile et le Tasse, entre Horace et Kochanowski. Le Comité littéraire n'obtint par la voie du concours aucun plan satisfaisant pour la Rhétorique. Pfeleiderer avait admirablement défini le bon manuel : il faut d'abord que ces Rhétoriques « ne soient pas elles-mêmes des exemples et des pratiques de mauvais goût et d'afféterie pédantesque. — Quelques définitions..., peu de préceptes... beaucoup d'exemples choisis, tirés quelques-uns d'auteurs latins, la plupart d'auteurs polonais (A 27, fol. 16 d). Le Comité littéraire écarta le petit traité en polonais, *De l'éloquence en prose et en vers* (1782) que lui soumit le poète KARPIŃSKI, ouvrage curieux par son caractère pré-romantique mais peu propre à l'usage des écoles (CHRZANOWSKI, *Dz. lit. niepod. Polski*, pp. 596-598). Piramowicz présenta en 1782 à ses collègues un plan qu'ils approuvèrent. — PIRAMOWICZ, *Wymowa i poezja dla szkół narodowych* (Rhétorique et poétique à l'usage des écoles nationales), t. I, 1792. Les tomes II et III ont été publiés en 1815 et 1819, après la mort de l'auteur, et l'ouvrage demeure inachevé. Le tome I traite de l'éloquence en général. Voir WISŁOCKI, *Poczet prac Piramowicza*, pp. 436-437 ; SZYBALSKA, *Praca K.E.N. nad językiem polskim*, pp. 34-37.

(2) KAMIŃSKI, *Edukacya obywatelska*, pp. 61-79.

çais : « C'est sa langue que le Polonais doit le mieux savoir parler et écrire... Il est regrettable que dans notre nation la préférence accordée au français, par les femmes particulièrement », détourne du soin « d'apprendre un bon polonais » (1).

Kamieński observe que les mauvaises maximes pénètrent plus facilement par les livres étrangers. Nos Catons soutiennent que l'abus des langues étrangères refroidit le patriotisme. Aussi ne veut-il ni beaucoup encourager à ces études, ni en détourner. Popławski partageait sans doute à peu près les vues de son confrère, car il ne traite point des langues vivantes.

La Commission de l'Éducation fit enseigner les langues étrangères comme matières facultatives : le français dans les principales villes seulement, l'allemand dans toutes les écoles. Ainsi les magnats de la Commission, les membres du Comité littéraire, réservaient à quelques privilégiés l'étude de la langue française, dont ils étaient eux-mêmes nourris, et prétendaient répandre en Pologne une langue que la plupart d'entre eux ignoraient. Ils recommandaient au plus grand nombre l'allemand, langue utilitaire, la langue du commerce, et réservaient le français, langue de culture, aux élèves des écoles les plus importantes et à tous les professeurs.

Kamieński défendait vigoureusement le latin, qui doit demeurer, de l'avis même de Dalember, la langue savante universelle. Il reste, dans la plus grande partie de la Pologne, la langue judiciaire. Enfin « n'ayant pas les règles de notre langue maternelle, c'est par la grammaire latine que nous apprenons les lois de la langue polonaise ». Mais Popławski, moins favorable au latin, voulait voir composer en polonais tous les manuels, faire donner en polonais tous les enseignements dans les Écoles Publiques (2). Il fit inscrire au *Règlement de 1774* des nouveautés audacieuses. « Les élèves parleront désormais polonais à l'école. L'expérience a montré qu'en parlant latin, la jeunesse contractait une mauvaise manière de parler. Dans les classes supérieures peut trouver place l'exercice de la langue latine, pour cette unique raison que, dans l'ignorance des autres, il peut arriver parfois de parler latin avec un étranger : et c'est l'unique profit qu'il peut y avoir à en faire usage... Dans l'étude de la grammaire, l'effort portera d'abord sur la langue maternelle, et ensuite sur le latin. »

(1) *A* 26, fol. 165. Délibérations sur un plan de manuel de langues.

(2) POPŁAWSKI, *Ed. ob.*, p. 108.

La Grammaire polono-latine de Kopczyński. — Kamieński accordait que « l'on pourrait composer des règles pour notre langue ». Popławski exposait tout un plan de grammaire polono-latine, le plan même de l'ouvrage auquel travaillait son confrère le P. Onuphre Kopczyński (1). Après un séjour à Vienne et à Paris, Kopczyński s'était voué à l'étude de la langue polonaise, fréquentant assidûment la bibliothèque Załuski.

Chargé de la grammaire à l'usage des écoles, il put bientôt montrer au Roi et aux membres de la Commission, ses fiches : « mille tables... partagées en vingt-trois colonnes, pour marquer autant de propriétés de chaque mot... En parcourant la liste de ces mots, déclare le Piariste, on y retrouvait toutes leurs propriétés logiques et grammaticales..., on en déduisit des règles claires et sûres par la synthèse. L'histoire littéraire rendra (j'ose le croire) justice à la nation polonaise en avouant qu'elle a été la première à composer une Grammaire Nationale d'après les principes de la plus stricte analyse, ... une grammaire fondée sur la pensée et sur l'usage le plus généralement adopté » (2).

Kopczyński vante le caractère philosophique et l'originalité du cours qu'il publia de 1778 à 1783 (3). Il reconnaît cependant avoir utilisé les remarques publiées par le jésuite Cnapius dans son *Thesaurus polono-latino-graecus* (1621), et trois grammaires polonaises écrites en latin à l'usage des étrangers : en 1568 par Pierre Statorius (Stojeński), protestant français établi à Pinczów (4) ; en 1649 par le Lorrain Mesgnien (Meniński), auteur de travaux d'orientalisme ; enfin par le Polonais Woyna en 1690. Kopczyński leur empruntait parfois des paragraphes entiers, mais il s'acquittait de deux grands mérites : il établit sur un juste principe la classification des conjugaisons ; il créa tout un vocabulaire grammatical si bien forgé qu'il demeure

(1) POPŁAWSKI, *Ed. ob.*, pp. 97-98. — SZYBALSKA, *Praca K.E.N. nad językiem polskim*, pp. 18-30 (faible). — Sur Kopczyński (1735-1817), BIELSKI, *Vitae* et art. de R. P. dans *Encyklopedia Wychowawcza*, VI, 325-327. Kopczyński se consacra, après la chute de la Pologne, à défendre sa langue contre l'administration prussienne, puis contre la mode du français. Il tira de sa grammaire polono-latine une grammaire polonaise qui fut publiée après sa mort.

(2) KOPCZYŃSKI, *Essai de grammaire polonaise pour les Français*, Varsovie, 1807, pp. 53-54.

(3) KOPCZYŃSKI, *Gramatyka dla szkół narodowych* (Grammaire à l'usage des écoles nationales), 1778-1783, 3 vol. complétés par 3 vol. de notes pour le maître. — L'ouvrage a été étudié, pour ce qui concerne la langue polonaise, par P. KOPKO, *Krytyczny rozbiór gramatyki narodowej O. Kopczyńskiego*.

(4) Voir A. MAZON, P. Statorius Gallus = Pierre Pförtner (*Revue des Études Slaves*, XIV, 1934, pp. 82-84).

en usage. Le Piariste parvint ainsi à éclipser le médiocre Szylarski, auteur de la première grammaire polonaise écrite en polonais (1).

Kopczyński s'attache à définir non seulement les rapports entre les mots, mais entre les mots et la pensée. Il s'aide largement des travaux de Condillac, de Dumarsais, de Beauzée, de l'*Histoire naturelle de la parole ou Grammaire universelle* publiée en 1776 par Court de Gebelin. Et cette philosophie du langage entraîne le Piariste à des développements subtils, un peu pédantesques.

Pourtant il s'ingénie à graduer les difficultés, à observer la méthode analytique. Chaque développement comporte d'abord deux ou plusieurs phrases polonaises et latines juxtaposées, puis l'analyse de ces exemples, et enfin seulement une règle ou une définition. Mais Kopczyński bouleverse au gré de ses préférences les proportions traditionnelles des chapitres. Il s'étend pendant quarante pages sur le sens et l'origine des mots, réduit à trente pages la syntaxe du polonais et du latin. Le Piariste fait bien mince la part du latin (2), ce qui devait susciter de vives critiques. Kopczyński n'y répondit guère qu'en présentant l'apologie de la langue polonaise, en faisant appel au respect de la nation pour sa langue. Comme le P. Konarski, il engage ses compatriotes à faire de la langue polonaise l'égale des autres langues modernes (3).

La querelle du latin (4). — Cette grammaire, qui valut plus tard au P. Kopczyński une véritable célébrité, suscita les plus vives critiques. Les plaintes des professeurs furent transmises au Comité littéraire par les Visiteurs Généraux : en 1782 par Hołowczyc, puis en 1785 par les latinistes les plus distingués, le P. Pilchowski de Wilno et le Cracovien Bogucicki (5). Les professeurs reprochent

(1) Publiée à Léopol en 1770. Voir l'article de BIEŃKOWSKI, *Gramatyka polska*, dans *Encyklopedia Wychowawcza*, V, pp. 140-142.

(2) Dans les *Notes pour la 1^{re} cl.*, 26 pages sur la conjugaison en polonais, 3 pages sur la conjugaison en latin. Dans le manuel pour la 2^e cl., 37 pages sur le polonais, 14 sur le latin.

(3) Dans la préface de son *Układ gramatyki dla szkół narodowych* (Table de la grammaire pour les écoles nationales), 1785.

(4) SMOLEŃSKI, *Pisma*, II, pp. 159-160. — Nous avons abouti à des conclusions sensiblement différentes.

(5) HOŁŁOWCZYC, dans *Archiwum do dziejów literatury*, t. I, p. 58. — WIERZBOWSKI, t. XXVI, p. 78 (Kolendowicz, 1783), t. XXVII, p. 40 (Bogucicki, 1784). — Les observations des Visiteurs Généraux de Lithuanie et la réponse de la Commission d'Éducation ont été publiées par ŁUKASZEWICZ, *Historya szkół*, t. II, pp. 456-464. Cet historien considère les critiques des Visiteurs comme un monument d'esprit conservateur. Elles sont l'œuvre de Pilchowski, dûment réhabilitée par JANUSZKIEWICZÓWNA, et du P. François Bieńkowski.

à Kopczyński son plan d'ensemble trop compliqué (l'absence de tout paradigme et de tout index rend plus difficile encore la consultation de ces trois volumes), ses prétentions philosophiques. La grammaire polonaise, trop savante, comporte pour l'orthographe des innovations d'un raffinement excessif et inutile. Enfin et surtout, Kopczyński donne trop peu de règles pour l'intelligence de la langue latine. « Il est impossible », déclare Pilchowski, « d'apprendre le latin dans la *Grammaire Élémentaire* ».

La Commission d'Éducation réplique : « Il faut précisément apprendre le latin par la lecture des auteurs latins eux-mêmes, à l'intelligence et à l'imitation desquels une bonne grammaire ouvre la voie. Ce ne sont pas les règles en vérité, ce ne sont pas les règles qui apprennent une langue... ». Le nouveau manuel donne « quand il le faut, les règles essentielles et véritables, plus souvent des remarques sur les ressemblances ou les différences entre le latin et le polonais : sur ces ressemblances et ces différences est basé tout le système d'enseignement de la langue latine aux Polonais ». La Commission interdit à nouveau l'usage des autres grammaires, prescrit aux Visiteurs d'y veiller avec le plus grand soin. Mais les Piaristes ne renoncèrent pas facilement à la Grammaire des Écoles Pies, et le vieil Alvarez fut encore réédité treize fois en Pologne de 1774 à 1792 !

L'explication de textes latins relatifs aux cours de morale, d'histoire, de physique et de science naturelle, ne donna pas de meilleurs résultats, dans les classes supérieures, que la grammaire polono-latine dans les basses classes. Ces extraits, d'un intérêt scientifique médiocre, ne se prêtaient guère non plus à l'étude de la langue (1). Les nouvelles méthodes ne sauvèrent pas les études latines de la ruine que faisait prévoir la réduction des horaires.

La *szlachta*, si férue de latin, exprima son mécontentement jusque dans les diétines, comme à Troki (15 juin 1776), à Nur, Liw et Łęczyca (août 1782), et de nouveau à Liw, à Lublin (août 1784) (2). Dans toutes les écoles, rapporte le Visiteur Garycki, on a abandonné l'usage de cette langue. « Aucun élève n'est capable de parler le latin. De là surtout, les plaintes des citoyens et leur hostilité envers l'éducation actuelle (3). »

(1) *Wypisy z autorów klasycznych.*

(2) Le vœu de Troki, cité par HORNOWSKA, *Rękopisy biblioteki ord. Krasieńskiego*, p. 130, les autres dans les *Teki Pawińskiego*, Archives de la Commission historique de l'Académie Polonaise des Sciences.

(3) Rapport de 1787, B 222, fol. 448.

La Commission d'Éducation, « considérant que le latin, même incorrect, est nécessaire dans les affaires juridiques et pour les hommes de loi », permet de parler cette langue dans les classes, afin que les élèves s'entraînent, « comme pour les langues vivantes », à le comprendre et à le parler, même d'une manière « moins pure ». Dans les V^e et VI^e classes, le professeur de rhétorique emploiera exclusivement le latin (1). Les candidats au Corps Académique s'intéressaient surtout au droit et aux sciences. L'université, renforcée des professeurs Fiałkowski et Przybylski, formera de meilleurs latinistes.

Le triomphe du polonais. — La Commission d'Éducation avait porté au latin un coup décisif ; la nouvelle génération ne le parlait plus. Dans tous les domaines triomphait la langue polonaise, enrichie de termes nouveaux par le Comité littéraire et les professeurs, les Cracoviens surtout (2). L'usage ne consacra point tous ces néologismes, adroits ou mal venus. Les lettrés engagèrent des polémiques parfois cruelles, en définitive fécondes (3). Et le P. Kopczyński fut honoré, dans sa vieillesse, comme une gloire nationale (4).

La querelle du latin prit au XIX^e siècle une forme nouvelle : les néohumanistes proclamaient la supériorité du latin et du grec sur les sciences, mais applaudissaient au triomphe de la langue polonaise et à la brillante floraison de la littérature nationale (5).

La Commission d'Éducation avait énergiquement réduit l'enseignement du latin au profit de la langue polonaise et des sciences.

(1) Résolution du 17 mars 1788, B 225, fol. 91-94. — L'École Principale de la Couronne ordonne même que les élèves de V^e et de VI^e parlent le latin entre eux. B 225, fol. 85.

(2) Au Collège Moral, Popławski et Garycki les premiers enseignèrent en polonais. Au Collège Physique, Badurski seul employait le latin. Les professeurs cracoviens ne parlaient que le polonais dans les cérémonies officielles. — A Wilno, les médecins étrangers faisaient en latin leurs cours, que des co-répétiteurs expliquaient ensuite en polonais aux étudiants peu lettrés. Le recteur Poczubut s'efforçait de maintenir l'usage des discours latins et en donnait l'exemple : « Il ne faut pas », disait-il, « ravalier les sciences », « *Nie trzeba nauk pospoliczować* » (BALIŃSKI, *Dawna Akademia Wileńska*, p. 372. Cf. *ibid.*, p. 379). Le latiniste Pilchowski prônait au contraire la langue nationale.

(3) Le piaron François Dmochowski, proposé par Kołłontaj pour la chaire d'éloquence à Cracovie, railla dans la brochure anonyme *Zakus nad zaciekami Wszechnicy Krakowskiej*, 1788, les néologismes de Przybylski et certaines expressions de Fiałkowski.

(4) La Société des Sciences de Varsovie lui remit solennellement une médaille d'or en 1816.

(5) Kołłontaj loua le zèle de la Commission d'Éducation pour la langue polonaise et déplorait sa négligence pour le latin. KOJSIEWICZ, *Korespondencja Kołłontaja z Czackim*, t. I, pp. 308, 374.

Le public railla certaines innovations trop hâtives, comme la zoologie, puis reconnut l'utilité des matières introduites dans le programme. Mais, suivant une tendance que l'on peut observer en d'autres pays et en d'autres siècles, l'opinion protesta vigoureusement contre les sacrifices nécessaires, en l'espèce la restriction des études latines.

CHAPITRE II

MORALE ET RELIGION

Les Académistes s'irritaient d'entendre dire fréquemment : les écoles n'enseignent plus le latin ni la religion. Les études latines tombaient en décadence, le fait est certain. Quant à l'instruction et à l'éducation religieuses, l'exemple du P. Konarski montre que certains milieux qualifiaient facilement d'impies tous les novateurs.

Nous exposerons d'abord la doctrine de la Commission, d'après les archives du Comité littéraire, les programmes et les manuels.

Le récit de quelques incidents, de quelques menus faits, nous permettra d'évoquer ensuite l'atmosphère qui régnait dans les écoles.

I. — PHILOSOPHIE ET RELIGION

Métaphysique et logique (1). — La Commission d'Éducation dut affirmer son attitude philosophique à propos de l'enseignement de la métaphysique et de la logique. « Bien que la Commission d'Éducation — déclare le *Règlement de 1774* — juge nécessaire de faire une place parmi les autres matières à la métaphysique... elle n'ose pas donner de conseils sur la manière de l'enseigner. Les professeurs ajourneront cet enseignement jusqu'à la publication d'un livre élémentaire. » En fait la Commission ne s'occupa jamais d'un manuel de métaphysique et raya des programmes toutes les branches de la philosophie, sauf la logique et la morale. Seul parmi les auteurs de projets, le P. Kamieński maintenait l'ontologie, la psychologie, la théologie naturelle. Seul au Comité littéraire, Albertrandi plaidait pour ces deux dernières sciences. Kniażewicz exprimait l'opi-

(1) Les principaux textes ont été publiés par JOBERT, *Une correspondance polonaise de Condillac*.

nion générale : « J'écarte la métaphysique, car elle surabonde en subtilités » (1).

Par contre, le même Règlement prescrivait d'enseigner dès la troisième année la logique. Le professeur « établira comme base que les sens sont le commencement de toutes nos représentations intellectuelles », il recommandera en toute matière la méthode analytique « par laquelle on procède des effets ou des parties à la cause ou au tout ». Bieliński, Popławski, Potocki conseillèrent d'enseigner la logique dès la fin des classes de langues, comme une introduction aux classes de sciences.

« J'écarte la logique, déclara encore Kniażewicz, car les mathématiques enseignées suivant la méthode analytique apprennent par la pratique les règles de l'esprit. » — « La pensée tire son origine des sens », mais il faudrait connaître le mécanisme de cette opération, « sans quoi, dans la logique beaucoup de mots, peu de réalités » (2). Sans attaquer cette science en elle-même, Pfeiderer en déclarait l'enseignement théorique peu profitable à de jeunes esprits. Piramowicz et Popławski soutenaient énergiquement le contraire : de cette science dépend, affirmait le Piariste, la manière de penser et d'agir de chacun (3). Bref, le cours de logique fut reporté à la dernière année d'études et le manuel fut inscrit au concours international.

Certain plan rédigé en latin fut écarté comme faisant du syllogisme la base de l'évidence. Hołowczyc proposait de couronner un plan écrit en polonais, mais, selon Piramowicz, il faudrait en ce cas renvoyer l'auteur à divers ouvrages de Condillac. Finalement la Société pour les livres élémentaires déclara tous les six prospectus de logique « insuffisants », la plupart étant « gâtés par les défauts des logiques scolaires ». Au nom de la Commission, Potocki fit appel à Condillac lui-même (7 septembre 1777) : « Le Conseil a suivi vos principes dans le système de l'instruction publique pour les écoles palatines ; personne ne saurait mieux que vous remplir cette importante tâche. »

Un an plus tard, le Comité littéraire lisait le manuscrit du philosophe et le discutait. Potocki transmit à Condillac, avec les félicitations de la Commission, les critiques formulées par Pfeiderer et Piramowicz :

« 1) Vous comprenez sous la dénomination de l'analyse, ou de la méthode de décomposer et de recomposer dans l'ordre simultanée,

(1) *A* 26, fol. 108 et 117.

(2) *A* 26, fol. 117, 174 ; voir aussi *A* 27, fol. 22.

(3) Pfeiderer *A* 27, fol. 16 c ; Piramowicz *A* 26, fol. 101 ; Popławski *A* 27, fol. 19-20.

l'analyse et la synthèse proprement dite. Le jugement désavantageux que vous portez contre la synthèse n'occasionnera-t-il pas des disputes de mots ?

« 2) Vous idéalisiez l'analyse mathématique et l'algèbre. L'on pourrait croire que vous refusez la méthode analytique à l'analyse géométrique des Anciens, tandis qu'il se trouve des tractations d'algèbre très synthétiques, entre autres les démonstrations algébriques des sections coniques et autres courbes.

« 3) Vous prouvez que toutes les facultés de l'entendement sont renfermées dans la faculté de sentir. Mais si la sensation est passive, toutes nos facultés deviendraient passives (1). »

Condillac prit au sérieux les remarques de ses correspondants polonais. Il convint qu'il faudrait « un grand ouvrage » pour traiter complètement de la méthode analytique et de son emploi dans la géométrie. « Quant à la difficulté sur les facultés de l'entendement... il faut remarquer que, quoique nos sensations soient passives,... c'est notre activité qui tire de nos sensations tout ce qu'elles renferment... Comment l'âme ne serait-elle pas active dans un système où toutes nos idées sont notre ouvrage ? C'est contre le système des idées innées que cette difficulté se ferait avec fondement ; car dans ce système toutes nos idées sont passives puisque nous n'en avons fait aucune (2)... » Le Comité littéraire obtenait ainsi de Condillac, qui devait mourir en 1780, un suprême éclaircissement.

A la séance publique de 1779, Piramowicz fit, en présence du Roi, un élogieux compte rendu de la *Logique* de Condillac. Mais il ne dit mot de sa valeur pour l'usage scolaire, il passa sous silence ce chapitre « Des causes de la sensibilité ou de la mémoire », où le philosophe fonde sa psychologie sur des mouvements du cerveau : omissions significatives. Par contre, Piramowicz expose complaisamment comment, d'après Condillac, « c'est du langage que dépend la facilité du raisonnement. Il prend l'algèbre pour exemple... » (3).

Tous les conseillers de la Commission d'Éducation tiennent l'étude des mathématiques pour le meilleur exercice de logique, ils sont persuadés qu'une saine logique doit conduire à une évidence mathématique. C'est pourquoi ils confièrent l'enseignement de la logique au professeur de mathématiques, comme couronnement de cette science.

Popławski et ses collègues ont prescrit aux auteurs de manuels

(1) 10 déc. 1778.

(2) Lettre du 23 janv. 1779.

(3) PIRAMOWICZ, *Mowy*, pp. 51-55.

l'emploi exclusif de la méthode analytique. Par une démarche unique dans l'histoire de la Commission d'Éducation, Potocki a demandé à Condillac lui-même un livre élémentaire. Mais l'admiration des membres du Comité littéraire pour le plus illustre de leurs collaborateurs, ne les aveugle pas sur les points faibles de sa doctrine. Ils ne se laissent pas emporter par une faveur irréfléchie ; leur estime pour l'« Analyste de l'esprit humain » demeure tempérée par une clairvoyante critique.

L'appel de la Commission d'Éducation à Condillac marque une date dans l'histoire de la philosophie en Pologne. Konarski et les esprits éclairés de sa génération avaient balayé des écoles la vieille scolastique, instauré un enseignement éclectique où voisinaient Bacon, Gassendi, Descartes, Locke, Wolf et Malebranche. En fait, aucun des philosophes modernes n'avait alors obtenu en Pologne plus de succès que Wolf. Sans doute sa méthode convenait-elle particulièrement à des esprits récemment affranchis de la discipline scolastique (1). L'instituteur de l'Allemagne avait été, pendant un quart de siècle, le maître à penser de la Pologne. Et le P. Narbutt était qualifié pour représenter au Comité littéraire la lignée des disciples de Wolf. Nous ne voyons pas qu'il ait combattu la faveur croissante des sensualistes. Déjà les Piaristes de la Couronne avaient utilisé volontiers les ouvrages de Genovesi, disciple italien de Locke. Maintenant la Commission d'Éducation fait sienne la philosophie de Condillac, qui devait dominer en Pologne jusqu'au temps du triomphe de Kant.

Sous le règne intellectuel de Condillac, la passion des idées claires, la recherche de l'évidence mathématique, l'horreur des querelles de mots et des subtilités de l'École ont jeté le discrédit sur la métaphysique. Elles ont inspiré aux éducateurs polonais une aversion non moins certaine pour la théologie ; mais ils l'exprimèrent en des formules plus prudentes, ils la manifestèrent par des mesures plus discrètes.

Instruction religieuse et morale naturelle (2). — Il faudra, aux termes du Règlement de 1774, apprendre aux enfants « à tenir le juste

(1) Voir LÉVY-BRÜHL, *L'Allemagne depuis Leibniz*.

(2) L'article de KARBOWIAK, *Edukacya i instrukcyja moralna i religijna K.E.N.*, 1911, traite seulement de l'instruction morale d'après les manuels. — TYNC, *Nauka moralna*, a utilisé dans les archives du Comité littéraire, les documents relatifs au programme d'un manuel de morale : *Arch. Gł.*, A 26, pièce F. — Nous avons en outre dépouillé les délibérations du Comité sur

milieu entre la superstition et l'incroyance ». Le maître enseignera l'histoire sainte avec « grand jugement et discernement ». Les Statuts du Corps Académique insistent : l'aumônier devra « s'en tenir à un exposé solide des vérités de la foi », les professeurs « écarteront les questions subtiles, qui ne sont utiles ni pour la foi ni pour les mœurs » ; ils se borneront à « inculquer une piété profonde, qui ne nuise en rien aux devoirs essentiels de l'homme et du chrétien » (1).

Dans la religion, la Commission cherche surtout une force morale. « Que les prières ne soient pas séparées des bonnes actions..., l'amour de Dieu de l'amour du prochain », avait écrit le P. Popławski (2). « Rien ne confère plus grande autorité aux droits et aux devoirs naturels que le sceau de la Révélation céleste (3). » L'aumônier devra « par les plus puissants et les plus saints motifs de notre religion » former les jeunes gens « à toutes les vertus de l'homme et du citoyen » (4).

Kniażewicz exprimait l'opinion de tout le Comité littéraire : éviter les vaines subtilités, les discordes et « l'intolérance sanglante », la superstition, tout « ce qui détournerait de l'action... et jetterait l'homme dans une dévotion purement marmonneuse ». La Commission aurait dû, suivant Narbutt, imposer aux aumôniers un recueil de sermons, et publier un livre de prières : elle en aurait soigneusement écarté « les oraisons bizarres comme les prières aux langes de Jésus, à la pierre du Sépulcre, au clou de la main gauche » (5). Mais la Commission n'en fit rien. Elle annonça un manuel d'instruction religieuse (6) et ne s'inquiéta pas, semble-t-il, de le faire composer.

C'est vraisemblablement aussi pour des raisons de prudence que Popławski s'abstint de rédiger la quatrième année de son cours de morale : les devoirs envers Dieu. Voici les ouvrages que le Piariste se proposait d'utiliser : la *Théologie physique, ou Démonstration de l'existence et des attributs de Dieu, tirée des œuvres de la création*, de

un programme de manuel d'instruction religieuse, A 26, pièce E, fol. 162-176. — L'abbé CIEMNIEWSKI étudie « *L'attitude de la Commission de l'Éducation Nationale dans la question de l'éducation religieuse* » (*Stanowisko K.E.N. w kwestji religijnego wychowania*, 1923) et la juge incompatible avec la doctrine de l'Église.

(1) *Ustawy*, ch. XI, 12^o et 10^o.

(2) POPŁAWSKI, *Ed. ob.*, p. 47.

(3) Règlement de 1774.

(4) *Ustawy*, ch. XI, 12^o.

(5) A 26, fol. 172 (Kniażewicz), fol. 170 (Narbutt). — Hołowczyc condamne (fol. 166) ceux qui suscitent des querelles funestes en discutant sur des mystères : « Ce n'est pas la faute de la religion, mais des personnes. La religion conseille la paix, l'union des esprits, l'amour mutuel et la circonspection. »

(6) *Ustawy*, ch. XI, 9^o.

l'Anglais Guillaume Derham (1713) ; *l'Existence de Dieu démontrée par les merveilles de la nature*, du cartésien hollandais Bernard Nieuwentyt (1715) — ces deux ouvrages avaient mérité au long du siècle plusieurs éditions en diverses langues — ; puis le manuel de Thümmig sur la philosophie de Wolf. A ces trois protestants, Popławski ajoutait deux prêtres nullement suspects d'attachement à la scolastique, Genovesi et Condillac. Le premier, disciple de Locke, avait fait scandale à Naples par son traité de métaphysique : il faillit être emprisonné comme hérétique ; de hautes protections le sauvèrent. Enfin le *Traité des animaux* de Condillac et sa dissertation *Comment l'homme acquiert la connaissance de Dieu* donneront, du jugement de Popławski, « la meilleure méthode par laquelle l'intelligence des enfants peut connaître Dieu et l'homme intérieur » (1).

Ce traité des devoirs envers Dieu devait d'ailleurs faire partie d'un cours de morale naturelle. A l'instruction religieuse proprement dite n'était dévolu qu'un horaire assez mince (2). Il ne fut pas question, dans les écoles de la Commission, des lectures spirituelles pratiquées chaque jour par les Piaristes.

La Commission a porté son effort moins sur l'instruction religieuse que sur l'enseignement d'une morale naturelle. Sans doute Popławski proclame indispensable une formation chrétienne : « puisque l'homme a été créé par Dieu et pour Dieu... puisqu'il ne peut atteindre ce Dieu, qui est son unique fin, et en Lui son plus parfait bonheur, que par certains moyens révélés par le Ciel... » (3).

« Qu'on représente aux enfants la Sainte Religion, comme le guide sûr vers le salut, comme le juge sévère non seulement des actes mais aussi des pensées et des intentions : ils doivent apprendre par elle à consacrer les vertus morales en vertus chrétiennes, à rehausser la vertu même par la bonne intention. C'est elle qui leur donnera les plus grands motifs de bienfaisance, d'actes de charité, c'est elle qui les entraînera le mieux à l'amour du prochain, fondé sur la justice (4). » L'enfant « trouvera dans les maximes fondamentales de

(1) POPŁAWSKI, *Ed. ob.*, p. 100. Il cite des éditions françaises de Derham et de Nieuwentyt. Thümmig et Genovesi avaient publié en latin : Ludovici THÜMINGII, *Institutiones philosophiae Wolfianae*, 1725-1726 ; Antonii GENUENSIS, *Disciplinarum metaphysicarum elementa*, 5 vol., 1743 sqq.

(2) D'après le tableau annexé au Règlement de 1774, l'instruction religieuse est réduite aux sermons des dimanches et fêtes ; seuls les élèves des deux premières années, trop jeunes pour suivre avec profit les sermons, auront ces jours-là, en classe, des leçons d'instruction religieuse.

(3) POPŁAWSKI, *Ed. ob.*, p. 46.

(4) *Id.*, *ibid.*, p. 154.

cette religion, l'obligation intérieure pour la conscience, un témoin toujours présent pour ses pensées, un juge pour ses intentions... il trouvera enfin le Législateur Suprême de toutes les lois et obligations morales, la sanction de sa Législation et la certitude du châ-timent et de la récompense. Ce qui, entre autres bienfaits, sera un puissant soutien pour sa faible vertu civique, dans l'état incertain et troublé de la société » (1).

Car la vertu et l'intérêt personnel se confondront dans un état social bien organisé : Popławski accepte cette idée chère aux physiocrates. Il reprend cette phrase « d'un politique » (Mercier de la Rivière) : « le véritable instituteur de l'homme moral, c'est le système public du gouvernement » (2). C'est pourquoi il faut établir la société et la morale sur l'ordre naturel. L'ignorance et l'erreur ont engendré de mauvaises lois et « par l'état troublé de la société... les mœurs » sont portées « à une corruption toujours plus grande *malgré les incitations les plus puissantes de la sainte religion elle-même* ». Or « le plus grand bonheur pour les hommes dans la vie sociale et politique dépend du respect de l'ordre terrestre et des lois naturelles qui en découlent, et que Dieu leur a prescrites immuables sous une immanquable sanction... Puisqu'il leur faut dès leur naissance être placés dans cet ordre, c'est aussi dès l'enfance que leur intelligence doit être amenée à le connaître » (3).

Ainsi, pour Popławski, l'éducation chrétienne possède les qualités suprêmes, elle est irremplaçable. « La sainte religion elle-même » ne peut cependant triompher de la « corruption toujours plus grande » qui résulte de mauvaises lois. Il faut donc reconstruire la société sur la base de l'ordre naturel et enseigner aux enfants, dès leur jeune âge, le respect des lois établies par Dieu.

Telle est bien aussi la conception des collègues de Popławski au Comité littéraire : « Pour la morale, dit Kniażewicz, le Christ n'est pas venu abolir la loi, mais la parfaire. La morale évangélique est donc le parachèvement (*wydoskonalenie*) de la loi naturelle. Ainsi par exemple : dans la loi naturelle c'est du besoin physique que découlent tous les besoins de l'homme ; dans la loi de l'Évangile aimer son prochain comme soi-même est le fondement de la morale » (4). Et pour le P. Narbutt, la morale « n'est pas séparée de

(1) *Id.*, *ibid.*, p. 48.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 44. — MERCIER DE LA RIVIÈRE, *Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, in-4°, 1767, p. 473.

(3) POPŁAWSKI, *Ed. ob.*, pp. 7-8.

(4) *A* 26, fol. 172.

la science qui nous prescrit les règles de la vie chrétienne, car toutes deux ont un même fondement, qui est la loi éternelle ; elles diffèrent seulement par une adaptation différente de cette loi aux circonstances dans lesquelles se trouve l'homme » (1).

La morale naturelle était fort à la mode en France. De nombreux publicistes en avaient réclamé l'introduction à l'école : parlementaires comme La Chalotais et Guyton de Morveau, prêtres comme l'abbé Garnier dans son *Éducation civile* et l'abbé Coyer dans son *Plan d'éducation publique*. Or ces deux derniers ouvrages sont des sources avouées du Projet de Popławski. La vogue de la morale naturelle avait gagné la Pologne. Pyrrhys de Varille prêchait à son élève, le prince Sanguszko, une morale des honnêtes gens. Les Jésuites polonais, soucieux de sauvegarder la primauté de la religion, donnaient des notions sommaires de droit naturel (2). Bieliński esquisse, sans grande originalité, un cours de morale naturelle. Kamiński préconise, entre l'étude des Évangiles en 1^{re} année et celle des Épîtres de saint Paul en 3^e, une description des vertus et des vices d'après le *Dictionnaire philosophique* paru à Lyon en 1756. Ignore-t-il que ce livre de Voltaire a été mis à l'index par Rome et brûlé en France par la main du bourreau ? Le Piariste polonais ne croyait pas si bien dire en affirmant, quelques pages plus haut, que les mauvaises maximes se répandent plus facilement par les livres étrangers ! Popławski conçoit la morale naturelle selon l'esprit des physiocrates. Dupont recommanda comme manuel sa *Table raisonnée des principes de l'économie politique*. Au Comité littéraire, Piramowicz abonda dans le sens physiocratique et conseilla de demander à Popławski lui-même le manuel de morale (3).

Le Cours de Morale de Popławski. — Popławski entendait conduire les enfants, de la connaissance de leurs devoirs envers les personnes de leur entourage à la connaissance de leurs devoirs envers Dieu.

(1) Avis sur le programme de morale. *A 26*, pièce F, cité par TYNC, *Nauka moralna*, pp. 164-171.

(2) PYRRHYS, *Lettre sur l'éducation* ; BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 426, 428.

(3) D'après Piramowicz, le droit naturel consiste en « l'exposé des devoirs et obligations de l'homme, basés sur le droit de chacun, et des droits de chacun, résultant de ses besoins ». « Il faut, par des exemples tirés de la vie quotidienne des élèves, leur « montrer le bien et le profit de l'homme dans l'observation de ces droits et de ces devoirs, le mal et les dommages qui résultent de leur transgression, — les armer... contre le plus puissant ennemi dans l'éducation morale : la corruption ; — leur faire bien connaître ce que sont la propriété, la liberté, la sûreté dues à tout homme » (*A 26*, fol. 180 ; cité par TYNC, *Nauka moralna*, p. 170).

La Commission le chargea de rédiger les manuels : ils parurent dès 1778 pour la 1^{re} et la 2^e classe, sous la forme de deux livrets de seize pages, accompagnés d'un volume plus fort de *Notes* destinées au professeur (1).

Pour donner à l'enfant une idée de ce que nous apprend la science morale, Popławski évoque l'ordre physique et l'ordre moral. « Quand tu te brûles à un feu, quand... tu te blesses avec un couteau, quand en courant tu tombes ou te donnes un coup, tu fais attention et tu es prudent une autre fois... Si tu étudies de bon cœur, si tu obéis diligemment, on t'aime et on te loue. Si tu ne mens pas, si tu tiens ta parole et tes promesses, on te croit et on te fait confiance... Quand tu te conduis bien envers toi-même et envers les autres, tout va bien pour toi ; mais quand tu te conduis mal envers toi et envers les autres, tout va pour toi mal et d'une manière désagréable. » C'est la morale qui t'apprendra « comment tu as, ainsi que tout homme, à te conduire envers toi-même et envers les autres, afin que ni à toi ni à personne il n'arrive de mal, mais du bien ».

1. Les enfants ont besoin de manger, boire et dormir, besoin de vêtements, d'une maison et d'instruments divers. « Quand tu étais tout petit, comme ces enfants que tu as vus dans leur berceau, tu ne pouvais pas marcher. » Tout ce que tu sais faire maintenant, tu l'as appris. Les enfants ont besoin d'éducation.

2. Les enfants ne peuvent sans aide satisfaire à leurs besoins matériels. « Tu n'arrives pas encore à travailler aussi bien qu'il le faut. Et personne ne te donnera pour rien : car chacun a divers besoins, pour lesquels il faut qu'il travaille lui-même. Il est même pénible de s'en remettre toujours à la grâce d'un autre : il n'aura peut-être rien à partager avec toi, peut-être aussi préférera-t-il donner à un autre que toi. » L'enfant a besoin d'éducation et de protection.

3. A ces besoins pourvoiront les parents. « Dieu te les a donnés comme les plus bienveillants des bienfaiteurs et des protecteurs. » Ils te donneront volontiers « les mêmes secours qu'ils ont aussi reçus de leurs parents, jusqu'à ce qu'ils deviennent grands ».

4. « Tu as plus d'une fois éprouvé toi-même comme il est doux d'être aimé : bien plus doux encore lorsque c'est celui que tu affec-

(1) POPŁAWSKI, *Moralna nauka... na I. i II. kl.* et *Przypisy... na I. i II. kl.*, 1778. — *Moralna nauka... na III. kl.*, 1787. — Analyse dans les ouvrages déjà cités de KARBOWIAK, *Eduk. i instruk. moralna*, pp. 66-73 ; TYNK, *Nauka moralna*, pp. 187-203, 223-227 ; et CIEMIŃSKI, *Stanowisko K.E.N.*

tionnes et que tu aimes, qui t'aime en retour. Tes parents ont le même besoin. Ils désirent que tu les aimes, et le désirent par amour pour toi... Rien ne vient sans dur travail ; il leur faut l'accomplir pour eux et pour toi, et c'est pourquoi ils ont besoin d'aide. Plus ils avanceront en âge, moins ils pourront travailler, et plus alors tu le pourras. »

5. Les enfants doivent donc à leurs parents reconnaissance, obéissance, respect. « Ne le leur conteste pas... Aussi bien tu satisfais aussi tes propres besoins en te conduisant de la sorte envers eux... ils t'en aimeront et tu les en aimeras d'autant plus. Il te sera alors plus doux de te montrer reconnaissant et de les aider, d'obéir à leurs ordres ; et ils seront entraînés à une plus grande sollicitude envers tes besoins. »

6. Popławski trace de brefs portraits de l'enfant obéissant, respectueux et reconnaissant et (§ 7), après un résumé de ce qui a été dit jusque-là, en arrive à cette conclusion. « Être nourri, éduqué, protégé par des parents, est ton droit ; être reconnaissant envers tes parents, les respecter et leur obéir, est ton devoir... Quand tu accomplis ton devoir, tu satisfais à leurs besoins ; et quand tu y satisfais, ils en deviennent aussi, comme tu l'as vu, plus désireux de te secourir et toi-même plus apte à profiter de leur secours. Accomplir donc ton devoir envers eux est la même chose que bien agir pour toi. »

Pour la 2^e classe, Popławski expose les devoirs de l'élève envers les professeurs en présentant ceux-ci comme les remplaçants des parents dans l'éducation, et les devoirs du maître envers le serviteur. 1. « Celui qui ne peut gagner sa vie autrement, entre en service, fournit ses forces et son travail à son maître, afin de recevoir de lui les choses nécessaires à la vie et à l'usage de chaque jour. » Il a besoin d'un « juste » salaire, qui doit lui être payé intégralement et sans retard, « car ordinairement le salaire suffit à peine aux besoins stricts de la vie ». Le serviteur a besoin de soutien dans la maladie et la vieillesse. Il a besoin d'être traité avec douceur dans la vie quotidienne : « servir est en soi suffisamment désagréable ». 2. Le maître a besoin en échange de travail, d'obéissance et de fidélité. Le § 3 est consacré aux droits et devoirs des maîtres et des serviteurs, qui sont les mêmes pour tous les employeurs et employés. § 4. « Tu as vu jusqu'à présent dans la science morale ce dont ont besoin les enfants de la part de leurs parents, les élèves de la part des professeurs, les serviteurs de la part de leurs maîtres, et réciproquement.

Comprends qu'il en est de même pour tous les hommes vivant en société et ayant affaire les uns avec les autres... Et par là tu peux connaître lesquels de nos faits et de nos actes sont mauvais, et lesquels bons. *Ceux-là seront bons qui concordent avec le droit et le devoir ; car ils se trouveront par là même concorder avec notre véritable intérêt et nos besoins* : et ceux-là seront mauvais qui seront contraires au droit et au devoir, et qui par là même nous causeront un dommage et nous feront tort. »

Ainsi, à la fin de la deuxième année, Popławski en vient à formuler la théorie des besoins et de l'intérêt bien entendu.

Il a prudemment et habilement préparé l'enfant à la comprendre. Mais ces principes une fois proclamés, au lieu de fonder sur eux son exposé des devoirs de société, Popławski semble les oublier.

Il distingue dans son manuel pour la 3^e classe des actes *convenables* (*postęпки przystojne*) et des actes qui ne conviennent pas : il n'en faut pas juger « sur la simple apparence seulement et la première impression », car seuls seront véritablement convenables les actes qui « s'accorderont en même temps avec la justice et le devoir » (1). Mais il ne rappelle pas la conclusion des deux premières années : le droit et le devoir concordent avec notre véritable intérêt et nos besoins. Il invoque ces notions de justice et de devoir sans autrement les approfondir. Dans le cours de l'exposé, Popławski fait appel à l'intérêt personnel (profit ou plaisir), de temps en temps au témoignage de la conscience. Il ne mentionne Dieu qu'une fois. Et son traité des devoirs de société n'est animé ni par la force des vérités surnaturelles ni par un système de philosophie rationnelle.

La théorie des besoins, des droits et des devoirs réciproques est

(1) CIEMNIEWSKI, *Stanowisko K.E.N.*, p. 22, relève cette pétition de principe. Le P. Onuphre Kopczyński, chargé par le Comité littéraire, d'examiner le manuscrit de Popławski dénonçait en 1785 la faiblesse de cette introduction au manuel pour la 3^e classe (*A 20*, fol. 454). — Si Popławski ne commence pas par les devoirs envers Dieu, comme le veut la tradition, c'est parce qu'il écrit pour des enfants. Or les enfants sont incapables de se faire une idée saine de la divinité, et s'ils s'en forment une idée fausse, on doit craindre qu'ils la conservent toute leur vie. Il ne s'ensuit pas qu'il faille « oublier Dieu dans les débuts de l'éducation » des enfants, mais « autre chose, dis-je, est de leur donner des habitudes de piété, comme on le peut, et autre chose d'entrer avec eux dans toutes les raisons sur lesquelles sont fondés pour l'homme la nécessité et le devoir de la piété » (*Przypisy*, p. 44).

Popławski entend exposer une morale rationnelle, sans faire appel aux lumières de la Révélation ; il ne songe pas à une morale sans Dieu : « C'est d'abord dans la nature humaine et dans celle des autres créatures terrestres que nous devons lire comme dans un livre ouvert et connaître la Loi : mais le premier principe en est Dieu, Créateur de l'univers et souverain Législateur » (*ibid.*, p. 33).

sans doute plus facile à appliquer dans un cercle étroit : parents et enfants, professeurs et élèves, maîtres et serviteurs. Popławski s'est-il senti incapable de soutenir que, dans la vie de société, le devoir coïncide avec l'intérêt bien entendu ? C'est pour un penseur une redoutable épreuve que de faire de ses théories un exposé à l'usage des enfants. Et peut-être Popławski a-t-il été brisé, en pleine maturité, par une crise intellectuelle. Cette hypothèse contribuerait à nous expliquer la brusque interruption de son activité littéraire (1).

Quoi qu'il en soit, sa morale pour la 3^e année paraît bâclée, écrite à contre-cœur. L'exposé des principaux défauts, puis des principales qualités ne rappelle en rien la composition rigoureuse des deux premiers manuels. Popławski multiplie en vain les apostrophes ; il ne peut rendre vivant ce discours moralisateur, trop lourd d'impératifs. En vérité, rien n'y montre ce bel effort pour s'adapter à l'intelligence de l'enfant, cette parfaite méthode analytique. L'ouvrage ne porte pas la marque de Popławski (2). L'auteur n'a remédié qu'à l'extrême sécheresse que l'on avait critiquée dans les deux premiers fascicules.

Le prince Adam rapportait en 1780, à la suite d'une inspection en Ukraine et en Podolie : « L'enseignement de la morale se donne

(1) Dans son discours du 7 mars 1780 au Comité littéraire, Popławski lui-même annonçait comme imminente la publication de sa *Morale* pour la 3^e classe. Il assumait ensuite pendant trois ans l'enseignement du droit à l'École Principale de Cracovie et le rectorat du Séminaire Académique. Mais lorsqu'il fut déchargé du rectorat, il ne se hâta pas davantage, en dépit des invitations renouvelées du Comité littéraire. En mars 1785, le Comité put enfin examiner le premier manuscrit, et demanda à l'auteur quelques corrections (WIERZBOWSKI, XXXVI, *passim* et Note de Kopczyński, A 29, fol. 454). Popławski se fit élire par ses collègues de l'École Principale visiteur général pour 1786 et 1787. La Commission d'Éducation, désirant qu'il achève au plus vite son manuel, refusa de ratifier l'élection (M. Poniatowski au recteur, 15 févr. 1786, *Arch. Sen.* 6, pp. 89-92). C'est ainsi qu'en octobre 1786, le Comité put relire et approuver le manuscrit, sans que l'auteur eût d'ailleurs tenu grand compte des critiques formulées par Kopczyński l'année précédente.

Popławski ne montra pas plus d'empressement pour le manuel destiné à la 4^e classe. Le Comité lui demanda catégoriquement en février 1788 s'il voulait ou non achever ce travail ; Popławski s'excusa sur son état de santé et promit de faire son possible pour avoir terminé en septembre. Quatre ans plus tard, Niemcewicz, membre de la Commission d'Éducation, se chargeait de confier à quelqu'un d'autre l'achèvement du cours de morale, « Popławski y ayant renoncé pour raisons de santé » (WIERZBOWSKI, XXXVI, 19 avr. 1792) : or, Popławski accomplissait alors comme visiteur général en Grande-Pologne, une tournée de plusieurs milliers de milles.

(2) TYNC, *Nauka moralna*, pp. 228-230, juge le manuel de Popławski inférieur à celui du piariste François-Xavier DMOCHOWSKI, *O cnotach towarzyskich* (Des vertus sociales). Le P. Dmochowski réduit toutes les vertus sociales à une seule : la justice. Son petit traité, comme celui de Popławski, sortit en 1787 des presses de la Commission d'Éducation.

dans toutes les écoles, mais les professeurs n'ont pas encore adopté complètement la méthode voulue pour l'enseigner avec profit, car la plupart s'en tiennent à ce que les enfants sachent par cœur le livret (*książeczkę*) de morale. » L'emploi de ce diminutif est une accusation. Les professeurs étaient fort embarrassés pour occuper l'heure consacrée chaque semaine à l'enseignement de la morale (1).

Or, d'après Popławski, les maîtres ne doivent pas charger la mémoire de vaines maximes, mais former le jugement moral, car l'homme, libre par nature, « ne peut par là même se conduire sans la lumière de la raison » (2). L'homme dont le sens moral a été formé saura discerner le bien et le mal, « il ne se laissera plus si facilement entraîner par les mauvais conseils, les mauvais exemples, la corruption et des opinions changeantes comme la mode. Il sera plus vite attentif aux supercheries de la passion, au danger de l'occasion, aux reproches de sa conscience. Il considérera les conséquences proches et lointaines, réelles et apparentes de ses actes ; il saura comparer le profit ou le tort causé à l'intérêt véritable et à l'intérêt supposé, à l'intérêt particulier et à l'intérêt général. Et par un tel regard sur soi-même, sur les choses et leur enchaînement, il se trouvera soutenu par de nombreux motifs, là où l'ignorance ne manquerait pas d'échouer » (3).

Malheureusement si Popławski donne dans le manuel pour le maître d'utiles développements sur le rôle de l'instruction et le rôle de l'éducation, sur les rapports de la morale et de la religion, le professeur y cherchait en vain les références bibliographiques, les indications qui lui faciliteraient le choix des exemples. Pour étoffer ces manuels de seize pages, les *Extraits des auteurs classiques* étaient une bien maigre ressource. Popławski choisit pour les trois premières classes quelques textes des moralistes anciens ; les années passèrent sans qu'il fournît sa contribution au 4^e volume. Le cours de morale naturelle demeura inachevé par la défaillance du pionnier de cette entreprise.

Des historiens catholiques d'aujourd'hui jugent sévèrement les programmes de la Commission d'Éducation. D'une part, elle a maintenu dans les écoles les pratiques traditionnelles, la confession mensuelle, la communion générale pour certaines fêtes. D'autre part, en faisant enseigner une morale indépendante de la religion,

(1) WIERZBOWSKI, XXV, p. 38. — TYNC, pp. 215-217.

(2) POPŁAWSKI, *Przypisy*, p. 3.

(3) *Ibid.*, p. 29.

la Commission ravalait l'éthique à « un vil utilitarisme ». Ces programmes constituent un fâcheux compromis entre le catholicisme et le déisme (1).

En fait ce compromis correspondait à un état d'âme assez général parmi les Polonais instruits : séduits par les philosophes du siècle, et conservant un certain attachement pour la religion traditionnelle.

II. — LA FOI ET LES MŒURS

La défaillance de l'Église polonaise. — L'enseignement d'une morale rationnelle fut mal accueilli par divers professeurs et par une grande partie de l'opinion. Les Jésuites de Sandomierz « tiennent la science morale pour suspecte parce qu'elle ne fait point appel à la Révélation ». C'est pourquoi, ils font tout, assure Śniadecki, pour se débarrasser des professeurs de morale que leur envoie l'École Principale (2). Les écoles actuelles, répétait-on dans le public, n'enseignent plus ni le latin ni la religion. Les Visiteurs Généraux assurent que Bernardins et Franciscains, ces moines ennemis des lumières, accréditent ces calomnies.

Quant à analyser le système de la Commission, quant à en signaler les aspects dangereux, nulle personnalité n'élève la voix, tant les professeurs de théologie, les évêques eux-mêmes acceptent les idées nouvelles. Les membres du Comité littéraire, prêtres séculiers, ex-jésuites, piarons, ne partagent-ils point unanimement les responsabilités du P. Popławski ?

Les deux évêques placés par la Diète à la tête de la Commission d'Éducation ont reçu du pape des recommandations formelles. Massalski et Michel Poniatowski, peu zélés pour le salut de leurs diocésains (3), ne veillent pas davantage à la foi et aux mœurs des professeurs et des écoliers.

La Franc-Maçonnerie (4). — Le nonce pontifical presse les évêques polonais de sévir contre la franc-maçonnerie et conclut en leur rap-

(1) Ainsi s'exprime le P. Bednarski, commentant (dans le *Przegląd powszechny*, 1924, t. 162, pp. 172-173) le travail de l'abbé Ciemniewski.

(2) Lettre de Śniadecki à Kołłontaj, 8 mars 1785, dans KAMYKOWSKI, *Korespondencja Śniadeckiego*, t. I, p. 403.

(3) Michel Poniatowski ne se montra à Cracovie qu'en 1787 et à Gniezno en 1789. Voir CHOTKOWSKI, *Spustoszenia kościelne M. Poniatowskiego*.

(4) SMOLEŃSKI, *Przewrót umysłowy*, pp. 169-198 ; MAŁACHOWSKI-ŁEMPICKI, *Wykaz polskich !óź wolnomularskich, 1738-1821* (avec une liste de 5.748 maçons); du même, *Wolnomularstwo na ziemiach dawnego W. Ks. Litewskiego, 1775-1822*.

pelant de publier à nouveau les bulles de Clément XI et Benoît XIV : *Habetis Moysem et prophetas*. Loin d'obéir, les évêques désavouent les prédicateurs qui se permettent des attaques trop violentes contre les loges. Le Prince-Évêque de Wilno et le Primat Poniatowski collaborent sans difficulté, pour le gouvernement des écoles, avec les plus notoires francs-maçons : le prince Adam ; Ignace Potocki, organisateur du Grand Orient polonais ; le Grand Maître Mokronowski, l'un des plus anciens militants de la secte (1).

La maçonnerie polonaise réunit une élite internationale d'esprits cultivés : magnats et diplomates, officiers de toute origine au service de Pologne ou de Russie, beaucoup de médecins, des négociants. Les loges organisent des œuvres de bienfaisance, des services d' inoculation contre la variole. On y disserte sur les sciences de la nature, on s'y adonne parfois à l'alchimie. Les maçons évincent les débauchés scandaleux, les banqueroutiers. Ils rendent hommage à l'Être Suprême, prônent la vertu et se proclament volontiers bons chré-

La maçonnerie, importée de France à la cour de Varsovie avant 1738, fleurit d'abord dans les cercles aristocratiques. Dans les premières années du règne de Poniatowski, elle recrute de nombreux adeptes de condition sociale variée. Le comte Auguste Moszyński — un bâtard d'Auguste II — réunit toutes les loges polonaises sous l'autorité d'une Grande Loge varsovienne (1769).

(1) Liste des membres de la Commission d'Éducation signalés comme maçons par MAŁACHOWSKI-ŁEMPICKI, *Wykaz Łóż.* — *Commissaires élus en 1773* : le prince Adam, membre de la loge varsovienne des *Trois Frères* (1769), figure en 1777 sur l'*État du Grand Orient de France*, tome I, 2^e partie, p. 43 (Renseignement communiqué par M. Czarnomski) ; nous ignorons la date de l'initiation du comte Ignace, qui déploie à partir de 1780 un grand zèle maçonnique. Notons que, pendant les années 1773-1774, où la Commission d'Éducation arrête ses plans, la maçonnerie traverse une grave crise. La fédération, organisée par Moszyński, est ruinée par la rivalité de plusieurs tendances. Bien que l'on trouve des Polonais dans chacune d'elles, on peut distinguer une faction allemande (la *Stricte Observance*, du duc de Brunswick : loge varsovienne *Karl zu den drei Helmen*), une faction française (la loge varsovienne du *Parfait Silence*, rattachée directement au Grand Orient de France), enfin une faction polonaise — ou plutôt polono-russe — qui fonde la loge *Catherine à l'étoile polaire* (1778) et parvient à imposer à la plupart des loges de Pologne l'autorité d'un *Grand Orient* national reconnu par les Grands Orients des capitales étrangères. Ignace Potocki fut Grand Maître de la loge *Catherine à l'étoile polaire* (1781-1783).

Commissaires nommés en 1776 : Mokronowski, membre de la loge des *Mniszech à Wiśniowiec* (1743), Grand Maître du Grand Orient (1784) ; en 1783 : Félix Potocki, Grand Maître (1784-1789) ; en 1791 : Gutakowski, Député Grand Maître en Lithuanie (1786), Grand Maître du Grand Orient (1810-1811) ; Lanckoroński, initié à Cracovie (1781) ; Niemcewicz, Maître de la loge varsovienne *Bouclier du Nord* (1784). — Sur un total de 23 Commissaires, nous reconnaissons 7 maçons, sans pouvoir nullement mesurer l'influence éventuelle des loges sur l'instruction publique.

Parmi les *membres du Comité littéraire*, nous relevons seulement des prêtres qui n'y jouèrent qu'un rôle minime (Roussel, Sierakowski, Piattoli) et le calviniste Lhuillier.

tiens. Les prêtres ne manquent pas dans leurs rangs. Pas d'Israélites, quelques néophytes. Des Moscovites, de religion orthodoxe. Des protestants, remarquablement nombreux et actifs. La franc-maçonnerie polonaise présente au plus haut point ce caractère inter-confessionnel stigmatisé par Clément XI.

Les loges de Wilno, plus que toutes autres, comptent un nombre important d'ecclésiastiques, parmi lesquels plusieurs chanoines, les deux secrétaires du Prince-Évêque, quelques professeurs de l'université. Remarquons surtout les deux éminents Piaristes venus de Varsovie : Jérôme Stroynowski, élu en 1781 Secrétaire de la Loge Supérieure *Union Parfaite de Lithuanie*, et le P. Bogusławski, professeur de théologie morale (1). Ces moines fraternisaient ainsi avec divers protestants, comme le général Paul Grabowski, l'un des chefs politiques des calvinistes lithuaniens.

L'École Principale accueille des étudiants protestants et leur confère des grades académiques (2). Le naturaliste Forster, fils de pasteur, respire dans l'ancienne Académie des Jésuites une sereine atmosphère de tolérance. Ses amis maçons l'ayant mis en garde contre quelque guet-apens, Forster se promettait de gagner éventuellement la frontière prussienne. Il sourit bientôt de ses craintes chimériques. Il écrit à un de ses coreligionnaires, professeur à Mayence : « Tu es dans ton nid de prêtres à peu près dans la même situation que moi..., ici cependant nous ne connaissons guère les processions, car les prêtres sont soit trop paresseux, soit trop indifférents pour cela. En général, on ne voit pas ici grande bigoterie, sauf dans le bas peuple. Les ex-jésuites sont relativement éclairés (*ziemlich aufgeklärt*),... ils tiennent d'autant plus ferme au peu de croyances qu'ils conservent (*sie hängen desto fester an dem wenigen was sie glauben*) » (3).

Précisons bien, en terminant ces notes sur les loges, qu'en dehors des quelques exemples cités, nous n'avons trouvé sur la liste des maçons aucun autre membre du corps enseignant, ni à Cracovie ni dans les Écoles Publiques. Mais des personnalités que nul n'a citées comme inféodées aux loges se permettaient des discours pour le moins imprudents. Le lazariste Hussarzewski, préfet du séminaire

(1) Bogusławski, membre de la loge varsoviennne du *Temple d'Isis*. En outre, le piaron Olechnowicz, professeur de droit lithuanien de 1781 à 1783, l'ex-jésuite Narwoysz, initié à Londres en 1779 ; les laïques Régnier et Gucewicz.

(2) Bécu et Nizkowski devinrent plus tard professeurs de médecine à l'Université Impériale de Wilno.

(3) FORSTER, *Briefwechsel mit Sömmering*, p. 214, lettre du 1^{er} avril 1785.

diocésain, se plaisait à condamner les fautes passées du clergé. Il cultivait surtout Condillac et Mably. Dès sa première leçon d'histoire universelle à l'École Principale, il célébra le combat mené par Voltaire contre la barbarie (1).

L'affaire Bogucicki (2). — A Cracovie, le professeur d'histoire ecclésiastique souleva en 1787 un scandale retentissant. Joseph Bogucicki — originellement Israël Berkowicz — était le second fils d'un cabaretier juif converti à l'âge de soixante ans. Sa femme l'imita peu après, mais — détail curieux — leur plus jeune fils vécut toute sa vie et mourut en 1798 dans la religion mosaïque, tandis que les aînés recevaient le baptême et devenaient prêtres tous les deux. C'est ainsi que Joseph, baptisé à l'âge de douze ans, entra à l'école Nowodorski, puis au Séminaire Académico-Diocésain. Il y fit preuve d'une intelligence peu commune : docteur en philosophie, bachelier en droit, l'Université l'autorise à étudier le grec à Rome (1773). Il y conquiert le doctorat en théologie, au Collège des Frères Prêcheurs (28 avril 1775), parcourt l'Italie, l'Allemagne, la France et l'Angleterre, et s'assimile la langue et la littérature de ces quatre pays. De retour en Pologne, l'abbé Bogucicki refuse de prendre place au Collège Mineur, où il a été élu dès 1774.

Koŋontaj le fait entrer à la Société pour les livres élémentaires, en lui cédant son propre traitement (1777), puis le rappelle à Cracovie comme recteur de l'École publique et lui confie bientôt la chaire d'histoire ecclésiastique à l'École Principale (1780). Koŋontaj vante son information exacte, son jugement sûr, son style — un modèle dans le genre narratif (3). Bogucicki enseigne en latin ; il est en cette langue « un des meilleurs écrivains dont notre siècle puisse s'honorer » (4). Nul n'occuperait avec plus de distinction la chaire de littérature que l'École Principale veut lui confier. Mais comment le remplacer pour l'histoire de l'Église (5) ?

En 1787, Stanislas-Auguste doit visiter Cracovie, en revenant

(1) CHODYNICKI, *Lata uniwersyteckie Lelewela*, pp. 176-179.

(2) Sources : *Papiery po Bogucickim* (Bibl. Jagiellońska, rkps 1102). — Travaux : MUCZKOWSKI, *Bogucicki*, dans *Dwutygodnik literacki*, 1844 ; SMOLEŃSKI, *Przewrót umysłowy*, pp. 357-359 ; article de BARYCZ, dans *Polski Słownik Biogr.*, t. II.

(3) *Arch. Sen.* 245, p. 26.

(4) *Korespondencja Koŋontaj z Czackim*, t. I, p. 168.

(5) *Arch. Sen.* 245, p. 29. L'École Principale proposait d'attribuer sa chaire à l'abbé Jezierski, mais celui-ci souleva de son côté un scandale dont nous parlerons ci-dessous, livre III, chap. III, section II.

de l'entrevue de Kaniów. L'École Principale se prépare à le recevoir. Le Collège Physique désigne ses orateurs, le recteur Oraczewski choisit Bogucicki pour le Collège Moral. *Remarques sur quelques événements importants de l'histoire de l'Église au XV^e siècle*, tel est le sujet que l'abbé traite devant son illustre auditoire : le Roi, le Prince-Primat, leur suite de dignitaires et de prélats, les plus grands personnages de la République et du clergé polonais.

Les malheurs de l'Église aux xv^e et xvi^e siècles, déclare l'orateur, découlèrent du fanatisme, de l'intolérance, de l'ambition et de la corruption du clergé. L'histoire de Jean Huss montre « comment il faut laisser à Dieu lui-même le soin d'opérer la conversion intime des esprits qui pensent autrement que nous dans les questions de foi ; comment les dirigeants de l'Église doivent modestement et utilement employer pour le soulagement des pauvres et pour le bonheur général de la Nation, les biens et les richesses qui leur ont été confiés par une pieuse générosité ».

Après pareil exorde, Bogucicki ne manque point de décrire le luxe des prélats arrivant à Constance pour le Concile. Il rappelle les efforts des représentants de l'Université de Cracovie et du clergé polonais pour sauver Jean Huss. Il peint le courage de « cet hérétique, de la mort duquel on ne peut parler sans émotion ». L'exécution de Constance a provoqué les atrocités des guerres hussites.

L'orateur conclut par un ardent appel à la tolérance : en la pratiquant, les hommes d'État et les pasteurs de l'Église « rachèteront les torts causés au genre humain par leurs prédécesseurs », effaceront « la tache des cruautés » commises par le Concile de Constance et l'empereur Sigismond (1).

On conçoit l'indignation de l'auditoire. Tant de prélats se sentaient visés par cette diatribe contre le luxe des Pères de Constance ! Israël Berkowicz, le fils du cabaretier juif, avait-il donc oublié ses origines, pour oser parler ainsi devant des gentilshommes polonais, devant les illustrations de l'Église et de la République ?

Le Roi, pour dissiper le malaise général, multiplia les amabilités aux Académistes. L'École Principale assura que le conférencier n'avait point opéré les corrections demandées par le Comité de lecture (2). Michel Poniatowski, administrateur du diocèse, fut saisi d'une plainte du clergé contre le professeur Bogucicki : « Il a porté

(1) BOGUCICKI, *Uwagi nad niektórymi dziejami w wieku XV*. (Bibl. Jag. 1102, fol. 14-23, et copie fol. 25-37).

(2) BALIŃSKI, *Pamiętnik o Śniadeckim*, t. I, pp. 127-129 et t. II, p. 106.

aux nues Huss et Jérôme de Prague..., condamné le Saint-Concile lui-même... Nous avons dans notre clergé beaucoup de prêtres qui doivent à l'abbé Bogucicki une partie de leur éducation et de leur instruction ». Ils ne cachent plus leur mécontentement de ses leçons, dénoncent les idées « nouvelles, et toujours scandaleuses » qu'il répandait. « Les lois interdisent d'admettre les néophytes dans le clergé et aux chaires professorales de théologie, cependant l'abbé Bogucicki fait partie du clergé et de l'Académie, lui qui tient du sang de ses aïeux l'esprit d'infidélité... Les citoyens zélés n'attendent plus que l'ouverture de la nouvelle année scolaire : si l'abbé Bogucicki n'était point relevé de ses fonctions et s'il ne quittait point le pays, il s'exposerait de lui-même à un danger évident (1)... »

Bogucicki adressa au Recteur une longue lettre en français : « En choisissant pour sujet de ma dissertation des événements plus remarquables (*sic*) du x^ve siècle, je n'ai eu d'autre but que de rendre justice à nos prélats, nonces, docteurs, qui au Concile de Constance s'étaient signalés par leur zèle raisonnable, leur prudence, l'attachement pour leur roi et leur patrie, par le véritable amour de la religion et de l'humanité. J'ai voulu rappeler ce que nos ancêtres ont fait de bien par rapport à ces importants objets.

« On m'accuse d'avoir parlé contre l'autorité de l'Église et du clergé. C'est une calomnie atroce. Je reconnais toujours (ce que je n'ai pas manqué d'exprimer en termes formels dans cette même dissertation), en fils respectueux le pouvoir légitime que Jésus-Christ avait donné à son Église pour l'instruction et le salut des hommes. J'ai de la soumission pour le premier siège du monde chrétien gouverné par le Souverain Pontife, qui est chargé du soin de toutes les Églises et à qui les vrais enfants de la foi doivent du respect, de la fidélité et de l'obéissance. Ce sont les très sincères sentiments que je nourris dans mon âme, et j'espère par la grâce du Sauveur mourir dans le giron de l'Église, et emporter cette même croyance au tombeau.

« Si j'ai dépeint quelques abus de ces temps-là, Dieu est témoin de mon cœur, que ce n'était jamais dans l'intention de déroger aux prérogatives du Saint-Siège, ni de diminuer la vénération due à si juste titre à l'état ecclésiastique, dont j'ai l'honneur d'être. Encore ai-je pour garants des faits que j'ai développés dans ma dissertation, des historiens les plus accrédités dans l'Église et très bons catholiques, comme sont ceux que je nomme ici.

(1) Document publié par MUCZKOWSKI, *Bogucicki*.

« L'abbé Fleury, savant du premier ordre, homme de probité à toute épreuve, très orthodoxe, aimant la religion de tout son cœur, prenant beaucoup de part aux grands intérêts et vrais avantages de l'Église Romaine, et respectant infiniment les premiers pasteurs de cette Église. Le P. Noël, dominicain, dont l'orthodoxie n'est pas suspecte. Le cardinal Baronius lui-même, si dévoué à la cour de Rome. Enfin l'abbé *Condillac*, un des plus profonds philosophes chrétiens et un des plus véridiques historiens, précepteur du duc de Parme.

« Ce qui doit me justifier davantage, Mr, c'est que je n'ai rien avancé, qui ne fût traité et décrit dernièrement avec des couleurs beaucoup plus vives par M. l'abbé Ducreux, chanoine de l'Église d'Auxere (*sic*), dans son histoire ecclésiastique intitulée *Les Siècles Chrétiens*, en neuf volumes, qui a été pourtant honoré d'un bref de Notre Saint-Père le pape Pie VI, gouvernant actuellement l'Église universelle avec beaucoup de sagesse, de piété et d'exemple.

« Ainsi je puis vous assurer, Mr, que loin de charger le tableau de couleurs noires, à cause de la barbarie et de la dépravation de ces siècles-là, j'ai encore ménagé beaucoup de choses, et passé sous silence tant des traits odieux (*sic*), tant d'énormes scandales pour ne pas irriter les blessures, ni rouvrir les plaies profondes dont la religion catholique et l'Église saignent encore. »

Bogucicki a remis sa dissertation au Président du Collège Moral. « Vous aurez la bonté, Mgr..., de la faire examiner très rigoureusement par les théologiens de l'Université et de leur recommander sérieusement de discuter et analyser avec le flambeau d'une saine critique, si j'y ai commis quelque faute contre la religion dominante, contre l'autorité de l'Église, contre le respect dû au Souverain Pontife, contre la régularité des mœurs, contre les lois du gouvernement, ou si j'y ai fourré la moindre personnalité. Je n'ai fait que recommander aux deux pouvoirs civil et ecclésiastique la douceur, l'indulgence, la charité compatissante et la tolérance chrétienne. C'est ce qu'ont fait dans tous les siècles les Saints-Pères et ce que font aujourd'hui les plus respectables évêques de notre pays et de tous les pays catholiques. »

Au surplus « je veux rétracter publiquement des erreurs (*sic*) s'il y en a, je veux vivre et mourir, soumis au jugement de l'Église, et être uni jusqu'au dernier soupir à la communion des fidèles. J'implore donc, Mr, votre autorité et votre équité, etc... » (1).

(1) *Bibl. Krasin'skich rkps 4043*, fol. 135-137, en français, copie de l'époque. Nous n'avons retranché que quelques formules sans intérêt.

Certes, le professeur cracovien écrit fort joliment le français. Mais il invoque dans cet élégant plaidoyer une source peu orthodoxe : le *Cours d'études* à l'usage du prince de Parme, par Condillac et Mably. Deux maîtres que l'on ne peut guère ranger parmi les plus authentiques *philosophes chrétiens*.

Quoi qu'il en soit, Oraczewski et le Prince-Primat prirent la défense de l'imprudent conférencier. La plainte du clergé cracovien et ses menaces n'eurent aucune suite. L'abbé Bogucicki ne quitta point le pays et continua à enseigner, sans autre incident, jusqu'à l'heure de sa retraite (1796) (1).

Incidents dans les Écoles Publiques. — Bien entendu, quelques professeurs des Écoles Publiques tinrent des propos plus suspects et plus maladroits encore. Mais ils ne demeurèrent pas impunis. L'abbé Łojowski, professeur de morale à Sandomierz, fut accusé devant la juridiction ecclésiastique de répandre des idées d'irréligion. Il raconta à Śniadecki l'incident suivant. Deux Pères de la Vie Commune, un peu échauffés par le vin, « l'entraînèrent dans une dispute sur la Sainte Trinité ; il leur répondit que le siècle des disputes est passé, que même cette dispute ne peut être utile car il est impossible de prouver les mystères par la raison... Ils l'entraînèrent ensuite sur la question de l'autorité de l'Église, sur quoi, connaissant la théologie, il dut avec une grande prudence définir ce qui, d'après l'Écriture, relève vraiment de l'autorité de l'Église. Peut-être a-t-il à ce propos légèrement attaqué le fanatisme... Nous avons examiné avec l'abbé Garycki ses cahiers de cours sans y rien trouver » à reprendre (2). La Commission d'Éducation, estimant que l'École Principale agissait avec trop de négligence, se saisit de l'affaire, chargea de l'enquête l'abbé Gawroński, exclut le professeur Łojowski du Corps Académique et le livra à la justice ecclésiastique (1785).

Aussitôt, l'École Principale déploie plus de zèle et déplace ou rétrograde deux jeunes professeurs laïques de Kamieniec, coupables d'avoir soulevé l'indignation par leur mauvaise conduite, provoqué des querelles, et d'avoir audacieusement outragé la sainte religion, qu'ils eussent dû professer par la parole et par l'exemple (1785) (3).

(1) SMOLEŃSKI, *Przewrót*, p. 359, affirme à tort qu'il fut destitué.

(2) Lettre de Śniadecki à Kołontaj, 27 février 1785, publiée par KAMYKOWSKI, *Korespondencja Śniadeckiego*, t. I, p. 402. — Cf. pp. 373, 397, 398, 403.

(3) *Ibid.*, pp. 439-443.

Le plus grave scandale se produisit à Łuck en 1787. Dégageons immédiatement la responsabilité du prorecteur Brzośniowski, mis en cause par Garycki ; car l'année suivante le Visiteur Krusiński en fit le plus grand éloge (1). L'abbé Brzośniowski dénonce à l'École Principale le professeur de mathématiques Obmiński. Ce jeune laïque blasphémait devant ses collègues et les domestiques. Puis il osa devant des élèves et des personnes de la ville, rejeter l'Écriture Sainte et la Révélation, l'autorité de l'Église, le sacrement de confession. « Il en va de l'honneur de l'École Principale et de la dignité de notre Corps Académique tout entier », assure le prorecteur. « Car M. Obmiński, en émettant lesdites affirmations, a toujours lancé le brocart que c'est à l'École Principale qu'il a appris à penser de la sorte. » Il l'a répété au prorecteur lui-même, qui presse l'Université d'agir, de peur que le jeune homme soit mis en accusation devant la justice ecclésiastique comme blasphémateur ou, comme apostat, devant la juridiction civile.

L'École Principale révoqua le coupable. D'autre part, l'aumônier de l'école de Łuck dut démissionner, le Visiteur Garycki lui reprochant d'avoir contribué aux malheurs d'Obmiński au lieu de le ramener dans le droit chemin par des exhortations amicales. Un autre professeur ecclésiastique fut déplacé d'office pour avoir dit à un père de famille que les nouveaux professeurs étaient des libertins (2).

Le scandale de Łuck éclata en février, l'affaire Bogucicki en juin. La Commission d'Éducation ne s'émut pas de l'affirmation d'Obmiński : *c'est à l'École Principale que j'ai appris à penser ainsi*. Elle ne fit rien pour assurer aux candidats une formation religieuse plus orthodoxe sous des maîtres plus profondément chrétiens (3). Elle ordonna seulement aux professeurs laïques d'assister — au moins par roulement — à la messe avec les écoliers (4) et d'accom-

(1) B 222, fol. 1015.

(2) SMOLEŃSKI, *Przewrót umysłowy*, pp. 354-357.

(3) En 1791, l'École Principale de Lithuanie recommande aux professeurs un zèle apostolique : ils élèveront la jeunesse dans une connaissance approfondie de la religion révélée, dans la pratique des vertus théologales, et la mettront en garde contre les livres dangereux et interdits (*Rewyndykowane*, teka 888, Nr. 35155). A côté de prêtres plus ou moins suspects, l'École Principale comptait un maître d'une âme véritablement sacerdotale : l'abbé Pilchowski, auteur fort apprécié de *Pensées sur le salut* (*Sto uwag*, 1798 ; 7^e édition 1896). D'autre part, en 1791, le haut clergé polonais et le Primat Poniatowski lui-même, effrayés par la Révolution française, menaient enfin campagne contre l'irrégulation.

(4) Résolution du 17 mars 1788, B. 225, fol. 91.

plir avec eux la confession mensuelle (1). Quels fruits pouvaient donner ces pratiques imposées à des laïques par une autorité administrative laïque ? Quelle atteinte à la liberté des âmes ! La Commission d'Éducation s'en tient, en fait, à la consigne très simple : pas d'histoires ! pas de scandales ! Maxime chère aux administrateurs incapables. Insuffisante règle de vie.

La crise générale de l'Église catholique, la défaillance du haut clergé polonais expliquent partiellement cette manière de faire. Il faut aussi tenir compte de la raison d'État, telle du moins que les Commissaires la concevaient.

Philosophie et raison d'État. — En attaquant le luxe des prélats, on préparait la confiscation d'une partie des biens d'Église au profit du Trésor. En combattant le fanatisme, on préparait aux dissidents un sort plus doux. Chassant enfin comme une sanglante chimère le vieux rêve de l'unité de foi, les Polonais éclairés tendaient, plus ou moins consciemment, vers un déisme d'État.

Que chacun, pensaient-ils, pratique librement son culte, dans les églises, les temples et les synagogues. Mais que l'Éducation Nationale enseigne à tous les habitants de la Pologne la morale naturelle, fonds commun de toutes les religions. L'école doit ainsi inculquer à tous, catholiques et protestants, orthodoxes et israélites, les principes des mêmes vertus sociales et patriotiques. Et les fidèles de toute secte et de toute confession communieront dans la philosophie des lumières, pour le salut de la Pologne.

Dès les premiers travaux de la Commission d'Éducation perce obscurément cette tendance au déisme d'État, se mêlant d'ailleurs, chez la plupart des dirigeants, à une profonde indifférence en matière de religion. Ils la formulent clairement au temps de la Grande Diète et élaborent alors de grandioses projets inspirés de cette philosophie politique (2).

(1) *Rewyndykowane*, teka 888, Nr. 35155. Instructions aux Visiteurs de Lithuanie, 1789, art. 12. — Cf. *B 222*, fol. 636, art. 18.

(2) Ci-dessous livre IV, chap. II, section II.

CHAPITRE III

LES SCIENCES POLITIQUES

Hommes d'État, les membres de la Commission d'Éducation cultivèrent la tradition du P. Konarski et s'appliquèrent à former des citoyens utiles. Cet esprit pénètre toutes les branches d'enseignement : les sciences enrichiront le pays, la Grammaire de Kopczyński prêche l'amour de la langue nationale, la Rhétorique exalte les sentiments patriotiques, la Morale insiste sur les vertus sociales et civiques — plus que sur les devoirs envers Dieu. Enfin et surtout l'Histoire et le Droit indiquent aux futurs citoyens de la République les causes de sa décadence et les moyens d'y remédier.

La Commission d'Éducation trouva dans la Congrégation des Écoles Pies une pléiade d'écrivains politiques. Nous analyserons les manuels publiés par les fils de Konarski. Le Comité littéraire n'intervint pas, du moins officiellement, dans l'élaboration des plus caractéristiques, car il fallait ménager l'opinion. Mais on y reconnaît facilement l'esprit de Konarski et de Zamoyski, et leurs auteurs recevaient les encouragements d'un Chreptowicz ou d'un prince Stanislas, et travaillaient sous le patronage officieux de la Commission.

Nous indiquerons ensuite l'action salutaire de l'école sur l'opinion publique.

I. — LES MANUELS

L'histoire (1). — La Commission d'Éducation aurait pu, semble-t-il, répandre sa doctrine politique et sociale par des cours d'histoire aussi bien que par les études juridiques. Mais le P. Popławski, avant

(1) MANDYBUR (T.), *Nauka historyi w szkołach Komisji Edukacyjnej* (L'étude de l'histoire dans les écoles de la Commission d'Éducation), 1894. — POHOSKA (H.) *Dydaktyka historji* (L'enseignement de l'histoire), 1928, pp. 10-21, 202-204.

tout moraliste et juriste, exposait dans son *Éducation civile* des vues peu favorables à l'enseignement de l'histoire. Cette étude peut fausser l'esprit et corrompre le cœur des enfants. L'histoire « présente des exemples mais ne fonde pas des règles », et quels exemples offre-t-elle ? Qu'en reste-t-il, si l'on retranche les guerres et les crimes ? D'autre part, les enfants ne connaissent guère la nature humaine, ni la société, ni la politique, ils comprendraient mal les causes des guerres et des traités, les institutions, les lois et les mœurs. Popławski veut réduire l'histoire à un exposé chronologique des principaux faits, toujours accompagnés d'un bref jugement de blâme ou de louange (1). Et le *Règlement de 1774* ne fait une place à l'histoire que dans les trois petites classes : on commencera par l'histoire de Pologne. Le Piariste satisfaisait ainsi à des considérations morales renouvelées de Rousseau, en même temps qu'aux exigences de la méthode analytique.

Cependant Kamiński traçait un vaste programme d'histoire. Personne, au Comité littéraire, ne partageait la méfiance de Popławski. « L'histoire, déclare Piramowicz, doit servir la science morale, la soutenir et l'éclairer. » Il faut retracer non seulement les principaux événements, mais décrire les mœurs, la vie économique, l'état des sciences. Selon Narbutt, « les actions illustres des grands hommes, celles surtout qui ont trait à un bon gouvernement et aux mauvais effets de l'indiscipline..., les sages moyens de prévenir le mal et de se relever dans les circonstances malheureuses, fourniront matière à l'histoire dans les Écoles Publiques ». Jakukiewicz souligne l'intérêt primordial de l'histoire nationale, Piramowicz et Hołowczyc conseillent de la traiter non pas dans la plus basse classe, mais dans la plus élevée (2). Ignace Potocki élaborait un nouveau programme que la Société approuva à l'unanimité (14 février 1780) : le cours commencerait en 3^e classe par l'histoire de l'Orient, pour aboutir en 6^e à l'histoire de la Pologne (3).

Le Comité fit appel au piariste Gaëtan Skrzetuski, auteur d'une *Histoire politique* de l'Europe médiévale et moderne. Il avait gauchement divisé cet ouvrage en trois parties : exposé des événements,

(1) POPŁAWSKI, *Eduk. obyw.*, pp. 100-104.

(2) *A* 26, pièce F.

(3) Nous ne connaissons ce plan de Potocki que par le livre du maître pour la 3^e classe et par le discours de Popławski à la séance publique du Comité littéraire en 1780 (*Ed. Nat.*, t. III, Nr. 144). Voir aussi une note de Popławski du 21 févr. 1780, *A* 28, fol. 127. Pour l'histoire des États étrangers, le professeur veillerait à ce que les élèves y consacrent des lectures à la maison.

remarques politiques, biographie de quelques hommes célèbres (1). Sous la direction de la Société, le P. Gaëtan réussit à fondre ces trois éléments en un harmonieux ensemble et composa sur l'histoire de l'Orient un bon manuel, à la fois narratif et raisonné (2). Son frère, le P. Vincent, l'auteur du *Droit Politique*, rédigea de même une histoire grecque (3) et travaillait à une histoire romaine lorsque la maladie et la mort l'arrêtèrent.

Dans le livre du maître (*Przypisy*), le P. Gaëtan présente des considérations critiques sur l'incertitude des temps primitifs et sur les qualités de l'historien. Il conseille au professeur de donner à son enseignement une valeur morale et politique. La Providence ayant accordé à la Pologne la liberté, « joyau le plus précieux de la créature intelligente », le citoyen doit s'appliquer de bonne heure à la science du gouvernement. « Toutes les nations ont eu la destinée et la fin vers laquelle elles tendaient » : en le montrant, l'histoire devient « une science de salut ». Elle établit cinq vérités « qu'ont exposées Condillac, d'immortelle mémoire, et Mably » : Nulle société ne peut subsister sans lois. — « Le bonheur d'une nation dépend de la justice de ses lois », et le P. Gaëtan condamne le servage moderne comme l'esclavage de jadis : « dans l'antiquité, les esclaves étaient forcés de haïr leurs tyrans. De là de fréquentes guerres. Aujourd'hui peut-on attendre que se comportent en citoyens ces hommes à qui une immense pauvreté et un dur joug semblent arracher les droits naturels » ? — Le citoyen doit obéissance aux autorités, et les autorités, aux lois. — Les quatrième et cinquième vérités sont complémentaires : il faut se défendre contre les convoitises des étrangers ; chaque nation doit, pour son propre bonheur, se borner avec modération.

Quant à l'histoire polonaise, le Comité littéraire publia seulement un tableau synoptique, dressé par Czartoryski (4). Les élèves continuèrent à étudier la sèche chronique de Waga, l'abrégé chronologique de Schmidt ; ils puisèrent dans les ouvrages d'histoire universelle de Buffier-Kocielewski (5), de Wyrwicz, de Gaëtan Skrze-

(1) K. SKRZETUSKI, *Historia polityczna*, 2 vol., in-8°, 1773-1775.

(2) SKRZETUSKI (K.), *Historia powszechna... na kl. III*, 1781 ; *Przypisy* (Notes), 1782.

(3) SKRZETUSKI (W.), *Historia powszechna... na kl. IV*, 1786.

(4) *Układ umiejętności historii narodowej* (Tableau de la science de l'histoire nationale), dans *Ed. Nat. II*, Nr. 81. — Cf. MITERZANKA, *Działalność Czartoryskiego*, p. 193. — Le Comité littéraire examina ce tableau en 1779 et ordonna de le distribuer comme récompense aux meilleurs élèves.

(5) Sous les auspices de Joseph Zaluski, Frédéric SCHMIDT composa un *Abrégé chronologique de l'histoire de Pologne* (1763) sur le modèle de l'*Abrégé*

tuski. Ce dernier condamnait, dans son *Histoire politique*, l'élection des rois et le *liberum veto*, louait Gustave III d'avoir mis fin par un coup d'État au régime démocratique qui régnait en Suède depuis soixante et un ans. Royaliste et patriote, le P. Gaëtan exposait et réfutait longuement les droits des trois cours co-partageantes : « au son des trompettes guerrières, elles ont étouffé la voix de l'innocence et de la justice... Un état de crise et de violence ne peut durer longtemps ».

Les meilleurs professeurs illustraient leurs cours par des lectures tirées des chroniqueurs nationaux réimprimés par Bohomolec, ou puisaient des renseignements dans les gros volumes de Naruszewicz (1). Stanislas-Auguste, persuadé que la science historique détourne efficacement les fils des erreurs commises par les pères, voulut faire composer un grand ouvrage sur l'histoire de la Pologne. Il en chargea en 1774 l'ex-jésuite Adam Naruszewicz, poète célèbre et traducteur de Tacite. Le premier travail consistait à réunir la documentation éparse dans mille collections polonaises et étrangères. Naruszewicz s'employa à cette tâche immense. Le Roi le logeait au Château et lui donna l'évêché de Smoleńsk. Albertrandi fut envoyé en Italie (1782-1785), d'où il rapporta de nombreux originaux et plus de cent volumes de copies, puis en Suède (1789-1790).

Naruszewicz rédigea sur les origines des Slaves un premier volume, dont Stackelberg jugea la publication inopportune. Les six volumes suivants exposaient l'histoire médiévale de la Pologne jusqu'à l'avènement de Jagellon; ils parurent de 1780 à 1786 sous le titre trop ambitieux d'*Histoire de la nation polonaise*. Naruszewicz s'y borne à retracer les événements politiques, année par année, en soulignant les méfaits de l'anarchie, l'orgueil funeste des grands et les bienfaits d'une royauté forte et héréditaire. L'histoire des siècles suivants pouvait illustrer, d'une manière plus frappante encore, cette thèse monarchiste. Mais l'œuvre demeura inachevée.

de l'histoire de France du président Hénault. L'ouvrage de Schmidt, publié en français à l'usage des étrangers, fut traduit en polonais et revu par ALBERTRANDI, *Dzieje Królestwa Polskiego*, 1766. — T. WAGA, S. P., *Historia książąt i królów polskich*, 1770 (Histoire des princes et des rois de Pologne), ouvrage maintes fois réédité; remanié par Joachim Lelewel en 1818 et 1824. — Le jésuite KOCIEŁKOWSKI publia une traduction-adaptation de l'histoire universelle du P. Buffier, à Poznań (1768-1771) (voir BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 269-271).

(1) NARUSZEWICZ, *Historia Narodu Polskiego*, t. II-VII, 1780-1786. Le tome I^{er} parut en 1824. — CHODYNICKI (K.), *Poglądy na zadania historyi w epoce Stanisława-Augusta*.

Et comme l'histoire de Pologne, insuffisamment étudiée par les érudits, ne se prêtait qu'à un enseignement assez superficiel, la Commission d'Éducation s'attacha de préférence à l'enseignement du droit (1).

Le droit (2). — Les Collèges de Nobles des Piaron et des Jésuites et l'École des Cadets donnaient des cours de droit fort goûtés. L'opinion désirait voir enseigner cette science dans les Écoles Publiques. Pour des raisons pratiques, d'abord. Les jeunes gens qui entraient dans la basoche se désolaient « de ne point savoir distinguer le droit naturel, le droit public, le droit civil, le droit criminel et le droit des gens » (3). Des connaissances juridiques seraient utiles à ceux qui obtiendraient des offices et des fonctions publiques. Elles permettraient à chacun, dans toutes les situations, de mieux gérer ses affaires.

Publicistes et éducateurs invoquaient aussi des motifs désintéressés. La connaissance du droit développe le sentiment de la justice. Elle est indispensable au bon citoyen. Le jeune homme, « fils de la Patrie, se préparant à la servir » doit connaître « ses droits et ses devoirs politiques », déclare Popławski. « C'est l'étude du droit public qui parvient le mieux à enflammer les cœurs d'amour pour la Patrie, à rendre chacun capable d'exercer les fonctions publiques, habile au conseil, obéissant aux lois civiles, déférent aux ordres de la souveraineté nationale. » Dans la République Polonaise, la jeunesse « doit se préparer dès l'école à l'exercice du pouvoir législatif » (4). Popławski fonde l'enseignement du droit sur l'explication du *Tableau économique* de Quesnay.

Le Règlement de 1774 prescrivit l'étude du droit naturel, de l'économie, de la politique. Le droit naturel est conçu comme un cours approfondi de morale rationnelle. « L'Économie traite des devoirs de l'homme dans le gouvernement de la maison, dans l'éco-

(1) La géographie fut considérée seulement comme une science auxiliaire de l'histoire. — Le traité allemand de Büschning, recommandé par Dupont de Nemours, n'est pas supérieur aux manuels polonais. — LEWICKI (J.), *Geografja za czasów K.E.N.*, énumère les nombreux manuels polonais et étrangers alors en usage.

(2) Le travail de DĄBKOWSKI, *Nauka prawa w szkołach Komisji Edukacyjnej*, repose principalement sur les rapports des écoles, publiés par Wierzbowski et ne contient point l'analyse des manuels.

(3) WYBICKI, *Życie moje*, p. 15.

(4) POPŁAWSKI, *Ed. ob.*, p. 55. — De même Bieliński trace un vaste programme de droit, Kamiński institue une classe de droit comme couronnement des études.

nomie domestique. C'est le premier domaine de l'homme que sa maison, son premier gouvernement que l'économie domestique. » Un trait contre la vieille éducation ecclésiastique : « Il convient d'avertir les élèves qu'ils ne sont pas destinés à vivre hors du monde... Il faut rappeler que la pauvreté est le fruit certain et amer d'une économie négligée ». L'école enseignera la foi en le progrès. « Il est faux de penser que la vie économique ne puisse pas aller mieux qu'elle ne va. »

« On commence heureusement de nos jours à ne point séparer de l'Économie, la Politique, science morale du gouvernement. » Là aussi le professeur devra montrer que le mal provient surtout de l'ignorance : « par suite, l'une des premières obligations du pouvoir suprême est l'éducation nationale universelle... Il montrera que rien n'est plus simple, plus facile que la vraie Politique... Les vérités fondamentales de cette Politique sont les suivantes :

« Le bonheur de chacun en particulier est le but du gouvernement, c'est en cela, et rien d'autre, que consiste le bonheur public. — Le citoyen ne peut avoir de vrai bonheur sans la propriété libre et assurée de ses biens. — L'intérêt véritable du pouvoir suprême est de protéger, défendre, assurer les droits des citoyens. L'intérêt réel des citoyens est d'exécuter de bonnes lois, de supporter des impôts justes. — Il n'y a qu'une sorte d'impôts justes. Tous les impôts sur les marchands, les artisans, retombent sur l'agriculture et sont en Pologne nuisibles à l'ordre de la noblesse tout particulièrement. »

Certains professeurs utilisèrent les traités déjà en usage dans les Collèges de Nobles : une adaptation du Genevois Burlamaqui, le traité du P. Wyrwicz ; ou bien, en latin, Genovesi que déjà recommandait Konarski (1). D'autres, plus zélés et plus fidèles à l'esprit de la Commission, dépouillèrent pour leurs cours les œuvres maîtresses des physiocrates français : *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, de Mercier de la Rivière (1767), la *Physiocratie*, recueil de divers écrits de Quesnay, classés et présentés par Dupont (1767), enfin la grande *Table raisonnée des principes de l'économie*

(1) Il s'agit des notions de droit naturel insérées par Genovesi dans son cours de métaphysique (*Disciplinarum metaphysicarum elementa*, 1743 et suiv.). — Ce n'est pas une traduction des *Principes du droit naturel* de Burlamaqui (1747), mais un ouvrage pour la plus grande partie original, que publièrent les jésuites du Collège de Nobles sous le nom de leur ancien élève Tadeusz MŁOCKI, *Dowód z początków prawa przyrodzonego* (Exercices sur les principes du droit naturel), Warszawa, 1766 (voir BEDNARSKI, *Upadek*, p. 248, n. 2). Des polémiques contre Hobbes et contre Puffendorf encombrement ces *Exercices* (TYNC, *Nauka moralna*, p. 258). — Wyrwicz avait publié un traité de *Politique* à la suite de sa *Géographie universelle* (*Geografia powszechna*, 1^{re} éd. 1770, 2^e éd. 1773, pp. 629-736).

politique inventée par le margrave de Bade et exécutée par Dupont (1773). Cette *Table raisonnée* connut un grand succès, qu'atteste une édition en langue polonaise (1785) (1). Aucun de ces ouvrages étrangers n'était à la portée des élèves, ni parfaitement adapté à l'usage des écoles polonaises.

L'enseignement du droit dans les écoles de la Commission porte surtout la marque de trois dignes continuateurs du P. Konarski, les Pères Popławski, Stroynowski et Vincent Skrzetuski.

Les « Matières politiques » de Popławski. — Le Règlement de 1774 recommande le *Recueil de diverses matières politiques*, du P. Popławski. Cet ouvrage comprend, comme nous l'avons signalé plus haut, un petit traité d'économie politique et divers projets de réformes politiques et sociales. L'auteur s'en tient, dans la partie théorique, aux idées communes de l'école physiocratique (2). Nous indiquerons seulement ses vues personnelles sur la Pologne.

Popławski s'attache surtout à la question paysanne. Les serfs vivent en Pologne dans une telle dépendance du seigneur que leur bonheur ou leur malheur « dépendent de la mauvaise ou de la bonne volonté du propriétaire plus que des événements naturels... Chez nous, les paysans ne sont rien autre que des bestiaux, que nous vendons, achetons, marchandons, échangeons, envoyons au travail comme il nous plaît. Ainsi, d'après les mœurs comme d'après nos lois mêmes, qui assurent cet esclavage, il semblerait que le paysan a été créé par Dieu pour le seigneur, non le seigneur pour le paysan » (3). Le bien des paysans exige la réforme de quelques lois civiles, la création de tribunaux qui leur assurent la justice. Il faut aussi les soulager du poids écrasant de corvées et de prestations excessives. Le serf ne doit pas être considéré autrement qu'un fermier. « Dès lors, le propriétaire ne saurait exiger du paysan plus qu'il ne recevrait d'un fermier, auquel il aurait baillé à ferme ou à cens la tenure paysanne avec tout le matériel d'exploitation. » Or

(1) Par A. CIEMSKI, sous le titre *Obraz rządu człowieka* (Tableau du gouvernement de l'homme), 1785.

(2) MARCHLEWSKI, *Fizjokratyzm w dawnej Polsce* (Le physiocratisme dans l'ancienne Pologne), 1897 et GRABSKI, *Zarys rozwoju idei społeczno-gospodarczych w Polsce* (Essai sur l'évolution des idées sociales et économiques en Pologne), 1902, III, pp. 235-239, analysent les *Matières politiques* du seul point de vue de la doctrine économique. L'un et l'autre (MARCHLEWSKI, p. 61 ; GRABSKI, p. 212) opposent à tort les physiocrates polonais aux physiocrates français, qu'ils représentent comme les champions de la grande bourgeoisie, peu favorables aux paysans.

(3) POPŁAWSKI, *Zbiór*, p. 57.

on peut calculer sur presque tous les domaines, que les charges des paysans sont infiniment supérieures au produit net, et presque équivalentes au produit brut, de telle sorte que le travail n'est point rémunéré (1).

Pour favoriser l'accroissement de la population, Popławski ne voit que deux moyens : « libérer de la dernière oppression la classe agricole » et perfectionner l'agriculture. « Il périt misérablement chez nous à la campagne tant de pauvre peuple ! Chez les paysans tant d'enfants meurent, au grand chagrin de leurs parents et au grand dommage du pays entier ! » La cause « lointaine mais véritable » en est « l'extrême pauvreté et la misère, à laquelle les paysans sont réduits par l'oppression et un véritable esclavage » (2). Pour le progrès agricole, il faut instruire les paysans : nous avons indiqué plus haut les vues de l'auteur sur les écoles paroissiales.

Champion de la classe agricole, Popławski se garde bien d'appliquer aux artisans et aux marchands la dénomination maladroite de *classes stériles*, qui provoquait tant de malentendus. Il a soin de mentionner que l'agriculture fleurit seulement lorsque ses produits trouvent un rapide écoulement dans les villes, et c'est pourquoi la prospérité des paysans est liée au développement des villes. « Que l'Ordre Équestre tourne les yeux vers les fers d'esclaves de ses serfs, afin qu'il rende à cette catégorie si utile et si honorable de citoyens la justice qui lui est due, et les rétablisse dans la condition d'homme, à laquelle ils n'appartiennent point jusqu'à présent chez nous (3) ... »

Quant à la vie politique, Popławski veut y amoindrir le rôle de l'aristocratie. L'existence d'une « intolérable inégalité au sein même de l'ordre équestre » conduit à « une anarchie mortelle pour les nations libres ». En Pologne, le régime des *biens royaux* engendre une trop grande inégalité des fortunes. Popławski souhaite, comme naguère le P. Konarski, qu'à la mort du titulaire actuel, chaque starostie revienne au Trésor. La Diète du Démembrement réalisa cette réforme.

« La Démocratie de l'ordre équestre en est venue à la liberté la plus effrénée, qui se montre en bien des points une insupportable Anarchie plutôt qu'une véritable Liberté. » Le pouvoir royal peut seul maintenir l'unité du gouvernement et l'équilibre entre la noblesse et la plèbe. Il faut non seulement se garder de l'amoindrir,

(1) *Ibid.*, pp. 73-75.

(2) *Ibid.*, pp. 48-49.

(3) *Ibid.*, p. 253.

mais renoncer à l'électivité de la couronne. La noblesse doit abolir le *liberum veto* et instaurer une monarchie à l'anglaise.

On reconnaît là la plupart des thèses de Konarski. Mais, tout en réservant aux nobles l'accès aux fonctions publiques, Popławski associait étroitement réformes politiques et réformes sociales : son illustre prédécesseur n'avait exposé au grand public que son programme politique, confiant ses vues sociales à l'auditoire plus restreint du Collège de Nobles.

Recueil de fragments disparates, les *Matières politiques* de Popławski furent cependant utilisées longtemps dans les écoles.

Le « Cours de droit » de Stroynowski. — Elles furent remplacées en 1785 par le *Cours de droit naturel, de droit public, d'économie politique et de droit des gens* que publia le piariste Jérôme Stroynowski, professeur de droit naturel et politique à l'École Principale de Lithuanie (1).

Dans la préface, l'auteur mentionne fièrement qu'il a « l'honneur d'être professeur public ». Une grande confiance en les lumières l'anime. En droit politique, il signale la nécessité de l'instruction qui montre à chacun son intérêt dans l'obéissance aux lois. En économie, il insiste sur le fait que l'instruction, donnée aux paysans, favorisera l'accroissement de la production. C'est aussi l'instruction qui préparera l'ère de la justice internationale, car tous les conflits entre États proviennent de l'ignorance. Stroynowski conclut en mettant le lecteur en garde contre ceux « qui préfèrent désespérer de tout plutôt que de réfléchir, d'examiner et de travailler ». Les meilleurs gouvernants, ajoute Stroynowski, ont à lutter contre mille difficultés, « qui proviennent de diverses causes, mais surtout de l'ignorance générale, des opinions et des préjugés régnants. Il faut donc proclamer cette vérité infaillible et évidente : l'Instruction profonde de tous est pour le bonheur des nations le moyen essentiel dont le pouvoir suprême dans chaque nation peut et doit se servir en premier lieu » (2).

Et cependant Stroynowski se garde bien d'écrire un ouvrage de vulgarisation sur les problèmes actuels de la Pologne. En formules

(1) Hieronim STROYNOWSKI, *Nauka prawa*, Wilno, 1785. — Ouvrage étudié au point de vue de la doctrine économique, par MARCHLEWSKI, *Fizjokratyzm*, et par GRABSKI, *Zarys*, t. III, pp. 239-243 ; au point de vue du droit naturel, par TYNC, *Nauka moralna*, pp. 245-257 ; enfin par MARCHWIŃSKI, *Poglądy filozoficzno-prawne H. Stroynowskiego*.

(2) STROYNOWSKI, *Nauka prawa*, p. 352.

abstraites et générales, il développe la doctrine des physiocrates. Il fonde sur les besoins et les forces naturelles de l'homme sa théorie du droit naturel. Sur les besoins communs des hommes dans l'état agricole et social, sur les besoins réciproques de la nation et du pouvoir suprême, il construit sa théorie du gouvernement et des trois pouvoirs. Son économie politique est un « système de règles sûres et évidentes, découlant de l'ordre naturel ». Enfin, la considération des besoins mutuels, des droits et des devoirs réciproques des États sert de base à sa théorie du droit international.

Ce cours de droit naturel, de droit public, d'économie politique et de droit des gens n'est pas un recueil de quatre traités juxtaposés. L'esprit systématique de Stroynowski assure à l'ouvrage une vigoureuse unité, un caractère hautement philosophique. Dès la préface, il conseille au lecteur de s'exercer avec soin « à la bonne logique », en s'habituant « à l'exactitude et à la rigueur que l'on observe en mathématique ». Toutes ces maximes ne servent presque à rien « tant qu'elles ne sont pas connues à fond dans tout leur enchaînement. Mais celui qui embrasse bien cette science dans toute son étendue..., celui-là possède une règle de conduite et de jugement dans toutes les affaires de la vie publique et privée ».

Une règle de conduite dans la vie publique, pourquoi Stroynowski l'a-t-il exposée sur un mode aussi abstrait ? A-t-il écrit ce traité en philosophe épris de spéculations purement théoriques ? Et dans ce cas, ses appels à l'instruction et aux réformes seraient une rhétorique vaine ? Prêtait-il au contraire à ses formules une valeur efficace ? Attribuait-il à sa logique une force révolutionnaire ? Et dans quelle mesure travaillait-il d'accord avec la Commission de l'Éducation ? Sur ces questions capitales, la correspondance du P. Stroynowski avec le chancelier Chreptowicz jette quelque lumière (1).

Nommé professeur à Wilno par la Commission de l'Éducation, le Piariste se plaignit de la froideur du recteur Poczobut et de ses collègues. D'assez nombreux auditeurs assistaient à ses premiers cours au printemps de 1781 ; parmi eux l'hetman Ogiński, mais personne de l'Académie : « Je sais combien sont faibles, au moins quelque temps, la vérité et l'innocence, quand s'unissent et se soulèvent contre elles les préjugés, l'ignorance, le crédit, quelque

(1) *Bibl. Jag. rps 3514*, fol 1-58, lettres autographes de Stroynowski à Chreptowicz du 22 sept. 1780 au 22 sept. 1788.

intérêt, l'envie... » C'est pourquoi Stroynowski emploie des « expressions définies avec une précision presque géométrique » (1).

Cinq ans plus tard, il demande à Chreptowicz d'accepter la dédicace de son *Cours*. Le chancelier refuse, pour des raisons tirées « de l'intérêt général et du bien public », mais revoit le manuscrit, suggère des corrections que l'auteur s'empresse d'opérer. Au cours de l'impression, Chreptowicz demande de nouveaux changements, notamment la suppression d'un paragraphe intitulé : « le juge ne peut juger selon une loi évidemment injuste ». L'ouvrage paraît par feuilles, le paragraphe incriminé est déjà publié, Stroynowski fait réimprimer une livraison (2). Quand le Piariste, malade, part pour l'Italie, il emporte un exemplaire annoté par Chreptowicz, pour préparer une nouvelle édition (3).

Mais à son retour en Pologne, le juriste abandonnera bientôt son enseignement : la Grande Diète l'appela à collaborer à son œuvre réformatrice. Les événements conduisirent Stroynowski des théories juridiques au travail législatif. Son *Cours de droit* plaisait aux élèves par sa clarté et sa précision ; les professeurs y trouvaient une base solide pour leur enseignement. Les écoles polonaises l'employèrent longtemps encore après la chute de la République, jusqu'au jour où ce petit manuel, publié sous le contrôle du chancelier Chreptowicz, fut proscrit par le tsar autocrate de Russie (1824).

Le « Droit politique » de Vincent Skrzetuski. — La dernière année d'études était consacrée principalement au droit civil et au droit public polonais. Si le droit civil correspondait aux préoccupations utilitaires des parents (4), l'enseignement du droit public constituait un élément essentiel de l'œuvre d'éducation nationale. Pour le manuel, il suffisait de remanier le traité de Lengnich, en le mettant à jour et en y indiquant les réformes désirables.

C'est ce que fit le piariste Vincent Skrzetuski dans son *Droit politique de la nation polonaise* (5), publié en 1782-1784. Sans doute

(1) *B. Jag.* 3514, fol. 10, s. d. (printemps 1781).

(2) *Ibid.*, lettres du 13 mars au 8 mai 1786.

(3) *Ibid.*, de Naples, 23 févr. 1788.

(4) Les écoles employèrent surtout le traité du piariste Théodore OSTROWSKI, *Prawo cywilne narodu polskiego* (Droit civil de la nation polonaise), W., 1784, 2 vol. Ostrowski affirme au sujet des bourgeois et des paysans les mêmes tendances que le P. Vincent Skrzetuski.

(5) Ks. Wincenty SKRZETUSKI, S. P., *Prawo polityczne narodu polskiego*, W., 1782-1784, 2 v. in-8°. Sur cet ouvrage, voir Stan. KUTRZĘBA, *Historja Źródeł*, I, p. 278. — Sur le P. Vincent (1745-1791), notice dans *Encyklopedia Kościelna*. Avant son *Droit politique*, ce Piariste publia en polonais un abrégé

l'ouvrage ne parut-il pas sous le patronage officiel de la Commission : prudence beaucoup plus compréhensible ici qu'envers Stroynowski. La Commission n'en reconnut pas moins les mérites de l'auteur en lui confiant la rédaction des manuels d'histoire grecque et d'histoire romaine. Professeur au Collège de Nobles, puis à l'École des Cadets, le P. Vincent était le conseiller du prince Stanislas Poniatowski.

Skrzetuski utilise largement le *Jus publicum regni Poloniae* de Lengnich (1), ouvrage fort remarquable, depuis longtemps classique, traduit en polonais. Le savant Dantzigois, connu par de vastes et solides études sur l'histoire de la Prusse, avait fondé sur une documentation originale son traité du droit public polonais. Skrzetuski conserve, dans l'ensemble, le plan de son prédécesseur. Il suit servilement Lengnich dans plusieurs chapitres, lui emprunte la plupart de ses connaissances. Sans rivaliser d'érudition avec lui, il transforme son aride traité d'érudition en un bon manuel scolaire.

La lettre des textes ne le retient pas, il s'intéresse surtout aux circonstances, aux réalités. Il retrace en historien la vie de chaque institution. Il laisse tomber de Lengnich les longues dissertations de pure curiosité sur les emblèmes de la royauté et sur les sceaux, sur les innombrables dignités de palatinat et de *Terre*. En revanche, il ne se contente pas d'un aperçu sur la législation commerciale ; il esquisse l'histoire du commerce en Pologne, en décrit l'état présent. Il n'expose pas seulement la législation scolaire : il retrace l'évolution des études depuis la fondation de l'Université de Cracovie.

La dernière édition de Lengnich datait de 1765-1766. Skrzetuski donne le dernier état du droit public. Il anime surtout son œuvre par un souffle patriotique, bien étranger à l'érudit dantzigois. « Il a été agréable » à l'auteur, déclare-t-il dans la préface, « de décrire ces réformes depuis longtemps réclamées, qui ont corrigé sous le règne de Stanislas-Auguste d'anciens défauts de la République ». Il ne manque pas une occasion de célébrer ces réformes et de faire l'éloge de ce roi qui a fondé et d'abord entretenu à ses frais l'École

chronologique de l'histoire de Suède (1772), et des *Discours sur d'importantes matières politiques* (1773) : plaidoyers pour l'agriculture et les paysans (VI et VII), pour l'établissement de l'instruction publique (XIII), pour l'hérédité de la couronne (XVIII).

(1) Dantzig, 1742-1746, 2 vol. in-8°. — Dès 1774, Dupont écrivait dans son mémoire n° 3 : « le droit et les lois de la République tels qu'ils sont et tels qu'ils pourraient et devraient être. — Ouvrage classique fait par Lengnich auquel il faut ajouter les changements actuels et des annotations qui indiquent en quoi il est à désirer qu'on le réforme. »

des Cadets, à ses frais amélioré la forteresse de Kamieniec. Stanislas-Auguste a pris l'initiative d'entretenir aux tribunaux des Référendaires des défenseurs des indigents, Stanislas-Auguste a fait aménager le Niémen, « relevé autant que possible l'industrie nationale... non sans de grandes dépenses personnelles ». Skrzetuski décrit avec soin le Conseil Permanent institué en 1775, il en montre l'utilité.

Réformes d'ailleurs insuffisantes. Le Piariste en réclame d'autres. Il faut supprimer le *liberum veto*, suivant les conseils de Konarski. Cette institution a été placée au nombre des lois cardinales. « Le traité de 1768 ajoute qu'à aucun moment, sous aucun prétexte, par qui que ce soit, même par les confédérations formées pendant un interrègne, ni enfin à l'unanimité, elles ne pourront être touchées et modifiées... cependant la République, maîtresse indépendante de ses lois, y a déjà apporté quelques changements aux Diètes de 1775 et 1776 (1). »

Nulle part Skrzetuski ne présente un plan positif de réformes politiques, comme l'avaient fait Konarski et Poplawski. Mais, sans heurter les préjugés de ses contemporains, il les sape en exposant intelligemment les problèmes à la jeunesse des écoles.

Il prend plus nettement position sur les problèmes sociaux et consacre d'importants chapitres aux plébéiens. Lengnich passait sous silence ces classes inférieures de la société, considérant sans doute qu'elles ne relevaient guère du droit public. Skrzetuski dédie son ouvrage à Basile Walicki, palatin de Rawa, qui travaillait, de concert avec Zamoyski, au relèvement des villes (2). Skrzetuski plaide la cause de la bourgeoisie des villes royales. « Cette partie de la nation qui, dans les pays organisés, possède à l'égal des autres classes de citoyens, le droit de participer au pouvoir suprême, n'a chez nous aucune influence dans la République. Toutefois, aux temps anciens où le pouvoir royal était plus étendu, et moindre la liberté de la Nation, des citoyens des villes importantes avaient été convoqués à certains congrès et débats relatifs aux affaires publiques (3). » Il note avec soin les privilèges, aujourd'hui purement honorifiques, qui rappellent l'ancien rôle des villes. « Un long désordre, l'inexécution des lois les plus utiles sont causes de nombreux

(1) W. SKRZETUSKI, *Prawo polityczne*, I, p. 69.

(2) Sur le rôle de Walicki au Département de la Police, KORZON, *Wewn. dzieje*, IV, pp. 313 sqq. — D'autre part, le dernier article du Code Zamoyski porte ratification d'un projet sur les villes élaboré par Walicki.

(3) W. SKRZETUSKI, *Prawo polityczne*, II, p. 82.

abus invétérés dans la bourgeoisie, et même de la décadence de villes et de bourgs naguère florissants (1). » Sous le règne de Stanislas-Auguste, quelques-unes des commissions du Bon Ordre ont bien travaillé. Si toutes faisaient de même, à travers toute la Couronne et le Grand-Duché, avec l'appui de la Diète, on verrait « immanquablement reflourir dans les villes et les bourgs l'ordre voulu, et leur relèvement apporterait une vraie gloire au règne d'un sage roi ».

Quant aux paysans (2), « cette partie la plus nombreuse de la nation, qui... est la source de la puissance et de la richesse des États, aurait mérité les égards des législateurs. Non seulement elle n'a dans notre pays aucun droit civique, mais en vérité sa condition diffère peu de l'esclavage ». Il n'y a pour les paysans polonais ni liberté, ni propriété, ni justice. Le pouvoir absolu des seigneurs a engendré bien des iniquités, bien des cruautés. Parmi tant d'autres auteurs étrangers, le célèbre abbé Raynal a osé écrire : *La Pologne n'ayant qu'un peuple esclave au dedans, mérite de ne trouver au dehors que des oppresseurs*. « Or les Polonais eux-mêmes, surtout ceux qui sont éclairés, qui aiment l'humanité et la justice, ont depuis longtemps reconnu la nécessité dans notre pays d'améliorer la condition des paysans et d'établir des lois qui garantissent leur sort (3). »

Skrzetuski expose la condition juridique des paysans de droit allemand, des vagabonds ; il examine la situation actuelle des serfs sur les domaines royaux, sur les terres du clergé et de la noblesse. Il voit dans les serfs les anciens habitants du pays, réduits en esclavage par les conquérants polonais. Les facteurs économiques lui échappant, il retrace l'histoire du servage en fonction de l'évolution politique. Livrés à l'arbitraire de la noblesse aux périodes de troubles, les paysans bénéficient de la protection du Roi dès qu'un Boleslas le Vaillant, un Casimir le Rénovateur, un Casimir le Grand parviennent à imposer leur autorité. En dépit des abus, « la condition des paysans était jadis plus assurée : propriétaires de leurs biens, ils pouvaient demander justice contre leurs maîtres, ce droit leur fut reconnu sans contestation, tout au moins jusqu'au partage de la monarchie », jusqu'au XII^e siècle. Alors seulement certains propriétaires obtinrent des rois et des princes droit de justice sur leurs

(1) *Ibid.*, II, p. 133.

(2) *Ibid.*, t. II, ch. IV, pp. 134-190.

(3) *Ibid.*, II, p. 136. Skrzetuski renvoie au *Tableau de l'Europe*, que RAYNAL publia comme 7^e volume de son *Histoire philosophique des Indes*.

paysans. Ces immunités, d'abord très rares, se multiplièrent tant, que tous les seigneurs finirent par s'en attribuer eux-mêmes le bénéfice. Ils veillèrent jalousement à conserver ce pouvoir sous les Jagellons. « A mesure que s'accroissaient les libertés de la noblesse, les paysans tombaient de plus en plus sous la dépendance des propriétaires. »

Dès l'établissement de la monarchie élective, « dès le premier interrègne après la mort de Sigismond-Auguste, les Polonais s'assurèrent sur leurs serfs une entière domination et jusqu'au droit de vie et de mort, qu'ils s'étaient déjà arrogé ». Et pendant près de deux siècles, les Diètes ne s'occupèrent des paysans que pour porter des lois contre les fugitifs : les serfs ne jouissent plus des quelques facilités qui leur avaient été accordées sous Casimir le Grand et sous les Jagellons, pour entrer dans le clergé, pour fréquenter l'école, pour apprendre un métier. La loi de 1768 punit de mort le noble coupable du meurtre volontaire d'un paysan, mais elle exige pour être applicable des circonstances trop particulières.

Zamoyski proposait d'y apporter d'utiles modifications. Son projet de code enlevait au seigneur la juridiction criminelle, tout en lui laissant le droit de justice civile. Il autorisait les paysans à poursuivre leur maître devant le tribunal du *gród* pour blessures, pour emprisonnement prolongé. D'après le projet de Zamoyski, le paysan pourrait aussi se plaindre en justice si le maître confisquait son avoir, réclamait des corvées et redevances non prévues.

Skrzetuski l'a noté, chemin faisant, les serfs n'étaient jadis astreints qu'à des corvées relativement légères. « Sigismond I^{er} décida qu'ils devraient chaque semaine un jour par charrue (*lan*). Mais peu après, et notamment pendant l'interrègne après Sigismond-Auguste, les seigneurs augmentèrent la corvée. » Le Piariste a loué, en passant, la vieille coutume de certains palatinats où les paysans se voient assigner à chaque corvée une tâche modérée, au lieu de peiner toute la journée sous l'œil de surveillants.

Mais il ne peut clore son chapitre sans parler d'une réforme d'ensemble. « Tous les propriétaires fonciers seraient prêts à accomplir volontiers ce qui suit : donner au serf liberté et héritage, diviser entre eux les réserves seigneuriales elles-mêmes et établir le cens, pourvu que, déchargés des soucis de l'exploitation, ils puissent à la fois rendre leurs serfs plus heureux et se voir eux-mêmes assurés de leur revenu. » Mais, disent-ils, ce beau projet sera toujours irréalisable à cause de « l'épaisse simplicité de nos paysans, de leur accoutu-

mance invétérée à l'esclavage et de leur ignorance de l'économie rurale ». Skrzetuski convient seulement qu'il ne faut pas entreprendre la libération des paysans « sans une préparation convenable ». Il faut d'abord dissiper « cette épaisse et sombre simplicité » : « Qu'il y ait auprès de chaque église, comme c'est le projet de la Commission de l'Éducation Nationale, une école paroissiale ». En second lieu, comme « la vente, difficile aujourd'hui aux propriétaires, serait plus tard incomparablement plus difficile aux paysans », il faut rendre l'écoulement des denrées agricoles plus facile et plus large en favorisant le développement des villes. Skrzetuski regrette de ne pouvoir plus longuement traiter ici de la question paysanne, et promet au lecteur d'y consacrer un ouvrage particulier (1).

Le P. Vincent Skrzetuski déploie, tout au long de son ouvrage, un esprit réaliste et vraiment politique : l'esprit même du Code Zamoyski. Nulle part il ne se laisse emporter par des partis pris doctrinaux, comme parfois les *économistes* Popławski et Stroynowski (2).

Physiocrates et empiristes. — Aux côtés de ces deux auteurs militant, dans les Écoles Principales, d'autres partisans déclarés de la physiocratie : à Wilno, Malewski (3), le P. Bogusławski ; à Cracovie, Garyeki (4) et Czochron (5). Par ailleurs le P. Hussarzewski approuvait hautement les sermons de Karpowicz en faveur des paysans (6) et partageait les convictions monarchistes de Naruszewicz (7). L'abbé Piłchowski, connu pour sa science du latin et pour sa piété, enseignait en toute occasion les vertus du citoyen. Il souhaitait que les professeurs des Écoles publiques puissent lire et commenter en classe les gazettes, pour initier les élèves aux problèmes actuels.

Bref le zèle patriotique du Corps enseignant ne se manifestait

(1) Il mourut avant d'avoir tenu promesse.

(2) POPŁAWSKI, *Zbiór*, pp. 312-314 et STROYNOWSKI, *Nauka prawa*, pp. 249-328 prônent la liberté la plus absolue du commerce extérieur.

(3) Malewski suivait fidèlement le traité de son maître Stroynowski.

(4) Garyeki s'intéressa toujours avec prédilection au droit naturel et à la physiocratie. Voir son petit ouvrage posthume *Początki nauki moralnej*, 1822 ; sa nécrologie par SOŁTYKOWICZ, 1826 ; ESTREICHER, *Bibliogr.*, t. IV, p. 393.

(5) Manuscrits physiocratiques de Czochron, *Bibl. Jag.*, rps 2531. Il proclame ses convictions républicaines et physiocratiques dans ses *Uwagi moralne*, 1782 (préface et chapitre IX) puis dans sa *Dyssertacya o prawodawctwie kryminalnem*, 1878 (p. 9).

(6) CHODYNICKI, *Lata uniwersyteckie Lelewela*, p. 179. — BIELIŃSKI, *Uniwersytet Wileński*, t. III, p. 388.

(7) SMOLEŃSKI, *Pisma*, II, pp. 176-178 (*Żywioły zachowawcze i Komisya Edukacyjna*).

point seulement pendant les cours de droit et d'histoire, d'autant plus que les candidats au Corps Académique recevaient tous la même formation, et occupaient successivement diverses chaires au cours de leur carrière. Tous devaient contribuer à former de bons citoyens, à préparer les réformes souhaitables.

II. — L'ACTION SUR L'ESPRIT PUBLIC

Condition sociale des écoliers ; le public adulte. — Les écoles contribuèrent efficacement à répandre les idées de réforme politique et sociale. Les Visiteurs déplorent souvent que les familles aristocratiques fassent élever leurs fils par des précepteurs, tandis que les Écoles Publiques sont fréquentées par un grand nombre d'enfants de condition très modeste. La plupart interrompent leurs études après deux ou trois ans ; pour cent élèves et plus dans les basses classes, on en compte dans la classe la plus élevée six, ou douze, au mieux vingt. En cours d'année, les gentilshommes pauvres de Mazovie et de Podlachie rappellent leurs enfants pour les gros travaux de la terre. Mais, notons-le, ces faits ne datent point de la Commission d'Éducation, ils résultent des conditions sociales et économiques, et les Jésuites en gémissaient depuis bien longtemps déjà (1). Les parents renaient le plus possible auprès d'eux les enfants qui animaient la solitude de leurs manoirs champêtres et ne se résignaient guère à s'en séparer que s'ils ne pouvaient engager un précepteur assez compétent. C'est précisément pour attirer cette clientèle fortunée qu'avaient été créés les Collèges de Nobles et la Commission d'Éducation fut peut-être mal avisée de rejeter les plans du P. Wyrwicz et de fermer les établissements aristocratiques de la Compagnie de Jésus.

Restait cependant le Collège des Piaristes où les jeunes seigneurs recevaient une formation éminemment conforme aux vues de la Commission d'Éducation. D'autre part, l'École des Cadets, originellement réservée à des boursiers de la noblesse pauvre, admit un nombre toujours croissant d'externes porteurs des noms les plus distingués, comme Sapieha, Lanckoroński, Narbutt, Giedroyć, Grabowski (2).

(1) BEDNARSKI, *Upadek*, pp. 117, 124-127, 439.

(2) MOŚCICKI, *General Jasiński*, pp. 20, 61, 64.

Si d'ailleurs le prince Adam et Antoine Małachowski, Commissaires de l'Éducation, donnaient le mauvais exemple en faisant élever leurs enfants à la maison, les Écoles Publiques formaient cependant le gros des classes dirigeantes de la nation. A Cracovie, Stanislas-Auguste remet la médaille *Diligentiae* au jeune Stanislas Małachowski, fils du palatin de Sieradz, en même temps qu'à André Śniadecki, frère de l'astronome (1). Chez les Piaristes de Varsovie, cette récompense est attribuée en 1791 à des fils de staroste et de castellan, ainsi qu'au jeune Bieliński, fils du Grand-Notaire (2). Sur les registres de l'École Académique de la capitale figurent pêle-mêle des fils de la grande bourgeoisie et des fils de starostes, de castellans, de palatins, voire même de ministres (3). Chez les Académistes de Płock et de Łęczyca, chez les Bénédictins de Pułtusk se pressent les enfants de tous les dignitaires des Terres voisines (4). Et comme les Diétines avaient coutume d'élire beaucoup de nonces tout jeunes, la nouvelle génération joua très rapidement un rôle politique (5).

Au surplus, l'influence des professeurs ne s'exerçait pas exclusivement sur leurs élèves. Les traités de Popławski, de Vincent Skrzetuski, de Stroynowski s'adressaient également aux adultes ; ils relèvent de la littérature politique autant que de l'histoire de l'éducation. Les Écoles Publiques organisaient chaque année des cérémonies et des examens solennels auxquels se rendaient les parents, les autorités municipales et les personnes de qualité. Un auditoire plus considérable encore s'empressait aux séances publi-

(1) DĘBICKI, *Puławy*, t. III, p. 283.

(2) *Gazeta Narodowa*, 3 août 1791.

(3) WIERZBOWSKI, t. I, donne une liste d'environ 1.060 élèves pour les années 1782-1789. Nous y remarquons les deux fils de Jean Dekert, président de la Vieille Ville, des Dulfus, des Fontana ; d'autre part, les fils des starostes Borysławski et Cissowski, des castellans Lipski (de Rawa), Sobolewski (de Varsovie), Szydłowski (de Żarnów) ; du palatin de Mińsk, Burzyński. — Thadée Mostowski, fils du palatin de Mazovie, acheva ses études en France et joua un grand rôle comme castellan lors de la Grande Diète, plus tard comme ministre dans le Duché de Varsovie et le Royaume de Pologne. — Antoine Dziekoński, Trésorier de la Cour de Lithuanie, compte parmi les opposants à la Constitution du 3 mai. Ses fils Joseph et Michel prennent part à l'insurrection de Kościuszko.

(4) WIERZBOWSKI, II-IV.

(5) WIERZBOWSKI, VII, donne pour Poznań une liste d'environ 920 élèves : un fils de palatin (Kozmiński, de Kalisz), trois fils de castellans (Gajewski, Gliszczyński, Krzycki). On retrouve parmi les nonces élus en 1790 par le palatinat de Poznań, les noms d'Antoine Gliszczyński, François Mielżyński, Philippe Raczyński. — D'une manière générale, sur le rôle des jeunes à la Grande Diète, voir ci-dessous livre IV.

ques des Écoles Principales. Et les professeurs se plaisaient à soutenir, par la parole ou par la plume, la cause des réformes.

Manifestations diverses.

Commémoration de Sobieski. — Stanislas-Auguste envisage en 1783 la possibilité de faire rentrer la Pologne dans le jeu diplomatique. Tout laisse prévoir une guerre prochaine entre la Russie et la Turquie. Poniatowski pense que la Pologne pourrait tirer quelque avantage d'une lutte contre la Porte et d'une alliance offensive avec Pétersbourg, il fait des ouvertures en ce sens à la Cour de la tsarine.

Le centenaire de la délivrance de Vienne par Sobieski offre l'occasion de préparer l'opinion à une lutte contre les Ottomans. Le Prince-Évêque Michel invite les Corporations Scolaires à célébrer ce glorieux anniversaire par des discours solennels. Les orateurs devront, dans leur éloge du roi Sobieski, vanter l'éducation chevaleresque des anciens Polonais. Les fils n'ont pas imité la vaillance et les vertus des pères. « Ils se sont abandonnés et ont abandonné la nation au destin. » De là, les malheurs de la Pologne. « Nous nous en apercevons alors que nous sont enlevés tous les moyens de sauver la Patrie. Cependant, si maintenant il n'est plus possible humainement de ranimer des forces abattues par un désastre accompli », il faut tout au moins laisser à nos descendants « l'arme de la Raison ». Une soigneuse éducation civique leur inculquera « le respect des lois divines et du gouvernement national, l'amour de la Patrie, la fidélité au souverain, la discipline, la justice, l'amour du travail et le courage. Ces vertus vaudront à la Patrie la sécurité et toutes les prospérités » (1).

Les écoles se conformèrent à ces instructions, les discours patriotiques les plus remarquables furent prononcés à Wilno par le P. Karpowicz et par Hyacinthe Przybylski à Varsovie, en présence du Roi (2).

Projet de Kollontaj sur l'instruction militaire en 1784. — La Cour de Pétersbourg ne répond pas aux avances de Stanislas-Auguste, mais en 1784 la tension diplomatique entre la Prusse et l'Autriche,

(1) Circulaire du 7 juillet 1783 dans LEWICKI, *Ustawod.*, pp. 185-191.

(2) LENIEK, *Obchód stoletni odsieczy Wiednia*, dans le quotidien de Cracovie *Czas*, 16 juin 1883.

à propos de la succession de Bavière, fait concevoir à Kołłontaj l'espérance qu'un jour « la Pologne trouvera des circonstances favorables pour se relever de son ignominieux abaissement » (1). Linowski, nonce de Cracovie, invite la Diète à porter à 100.000 hommes l'effectif de l'armée polonaise (2). Kołłontaj rédige un mémoire *Sur la transformation de l'École des Cadets et le rétablissement des milices des palatinats* (3).

« Il ne s'agit pas uniquement d'avoir une armée nombreuse, il faut faire régner dans tout le pays un esprit militaire. *Que notre Éducation fasse des jeunes Polonais des citoyens et des soldats, qu'elle tienne dans une main la lumière de la Vérité, et dans l'autre le glaive de la Défense Nationale* (4). »

Il faut créer dans les Écoles de Subdivision des exercices militaires, comme le prescrivent le *Règlement* de 1774 et les *Statuts* — généralement inappliqués sur ce point ; dans les Écoles de Département, des cours de sciences militaires, comme l'avait conseillé Dupont ; dans les Écoles Principales, une chaire de tactique, de fortification et d'artillerie (5).

La dotation de l'École des Cadets suffira aux dépenses si la Diète remet cet établissement aux mains de la Commission de l'Éducation. L'atmosphère de la capitale gâte les mœurs des jeunes gens. Gagnés par la vanité des cours, ils méprisent l'armée polonaise et vont servir à l'étranger. En fait, les Cadets trouvaient difficilement un emploi dans l'armée nationale, trop peu nombreuse, et c'est pourquoi le prince Adam retenait les meilleurs auprès de lui, à Puławy, ou leur cherchait lui-même du service à l'étranger (6).

Kołłontaj propose de fermer l'établissement varsovien, d'entre-

(1) KOŁŁONTAJ, *Listy do Małachowskiego*, I, p. 162.

(2) KORZON, *Wewn. dz.*, III, p. 209. Alexandre Linowski servit d'intermédiaire entre le Roi et Kołłontaj au temps de la Grande Diète (TOKARZ, *Ostatnie lata Kołłataja*, I, pp. 28-35 et pass.).

(3) Nous citons ce mémoire *O odmienieniu Szkoły Rycerskiej y o wskrzeszeniu milicyi wojewódzkich r. 1784*, d'après la copie conservée à la Bibliothèque Czartoryski 1187, fol. 49-68, dans les papiers de T. Czacki. M^{lle} MITERZANKA avait signalé ce texte (*Dział. ped. Czart.*, pp. 129-130), en l'attribuant « avec une grande probabilité » à Kołłontaj. Nous avons plus tard retrouvé le manuscrit autographe de Kołłontaj à Varsovie, *Metr. lit.*, *Dz. IX*, *Nr. 26*, fol. 284-293 sous le titre *O poprawie Szkoły kadetów i o wskrzeszeniu milicyi wojewódzkich*.

(4) *Bibl. Czart. 1187*, fol. 52.

(5) Radwański était parti en oct. 1783 pour passer trois ans en France et en Italie, afin de prendre possession, à son retour à Cracovie, d'une chaire d'artillerie et d'architecture. En fait cette chaire ne fut pas créée (KAMYKOWSKI, *Korespondencja Śniadeckiego*, I, pp. 337-401).

(6) MITERZANKA, *Dział. ped. Czart.*, pp. 132.

tenir dans chaque École de Département un professeur de sciences militaires et dix Cadets boursiers, sous la surveillance de deux *Directeurs*. Les Cadets suivraient les cours généraux de l'École, les élèves civils pourraient ou devraient suivre les cours militaires des Cadets. Comme eux « organisés en brigades, ils s'entraîneraient aux sciences et à la discipline militaires ». La dotation de l'École des Cadets permettrait en outre d'organiser, dans les Écoles de Subdivision, des exercices militaires, sous la direction d'un invalide ou d'un officier de l'armée active. Ainsi, sans dépenses nouvelles, « nous aurions un jour autant de Cadets que d'élèves des écoles » (1).

Cette réforme assurant à toute la jeunesse des écoles une instruction militaire, il faudra rétablir les milices des palatinats. « Dans toute autre condition, le Polonais aime à commander. Il sait être obéissant et discipliné dans l'armée... Nous devons essayer par tous les moyens de ramener la nation à la véritable discipline, qui consiste en ceci : que tous soient libres, mais la loi, despotique... La jeunesse polonaise vit dans le travail et la discipline convenables. L'autorité scolaire ne néglige pas de donner aux jeunes Polonais pleine conscience de l'état dans lequel se trouve la Patrie, cette Patrie dont ils auront un jour à défendre la liberté et les franchises. Contre un mauvais usage de la liberté, ajoutons un nouveau frein : la discipline militaire (2)... » Les jeunes citoyens, ainsi formés, seraient tout acquis lorsque se posera le problème de l'augmentation de l'armée.

Quant à l'éducation militaire des paysans, Dupont la confiait aux écoles paroissiales. Kołłontaj s'en rapporte à l'initiative privée. Les jeunes nobles contracteront à l'école un goût si vif pour l'art militaire qu'ils y exerceront eux-mêmes leurs paysans. « La Pologne pourrait un jour se comparer à la Suisse, où chaque citoyen est soldat quand la République le demande. Cette pensée semble aujourd'hui irréalisable ; j'estime pourtant qu'après le rétablissement de la milice, elle se montrerait facile à exécuter et même convenable à notre gouvernement (3). »

Kołłontaj n'eut garde de faire imprimer ce projet, qui soulevait mille difficultés. Stanislas-Auguste n'aurait pas consenti à fermer son École varsovienne des Cadets, la seule de ses œuvres qui eût gagné la faveur de l'opinion. Kołłontaj compromettait la formation technique des élèves-officiers en les répartissant dans les Écoles

(1) *Bibl. Czart.* 1187, fol. 58-59.

(2) *Ibid.*, fol. 63, 66, 68.

(3) *Ibid.*, fol. 60-61.

de Subdivision. Le prince Michel Poniatowski, comme en 1774, jugeait sans doute imprudent d'alarmer les Puissances en donnant à l'éducation publique ce caractère guerrier. Enfin, l'idée d'instruire les paysans dans l'art militaire aurait inquiété la noblesse ; on ne pouvait songer à leur confier des armes qu'après leur avoir donné la liberté. Kołłontaj l'entendait bien ainsi.

L'affaire Jezierski (1785) (1). — Le Visiteur général Jezierski soulève en 1785 les protestations de la diétine de Łęczyca. Né gentilhomme au palatinat de Lublin (1740), François Jezierski avait guerroyé en Ukraine contre les Haïdamaques. Puis, échangeant contre la soutane son uniforme de lieutenant de hussards, il étudie au séminaire varsovien des Lazaristes et fait le voyage d'Italie. Son éloquence lui vaut une chanoinie à Kalisz et le poste de prédicateur à la cathédrale de Cracovie. Il entre en 1781 dans le Corps Académique, comme recteur du département de Petite-Pologne. L'École Principale l'élit Visiteur général en 1785.

Dans chacune des écoles, dit-il, il exposa « les devoirs essentiels de la noblesse », invitant les jeunes gens à « se garder de tous les préjugés que nous pouvons avoir comme hommes, comme Polonais, comme nobles. J'ai indiqué en outre, dit-il, que les hommes nés dans la classe nobiliaire ne doivent jamais mépriser nulle autre classe de citoyens, et, tenant de leur naissance même des prérogatives, ils doivent acquérir des qualités personnelles qui seules en feront les dignes successeurs des vertus de leurs devanciers. Partout ce discours fut bien accueilli, sauf dans le palatinat de Łęczyca ».

La diétine de Łęczyca avait pourtant, l'année précédente, voté des remerciements au Roi et au Primat pour la réforme de l'éducation. A la session de juillet 1785, elle porte plainte contre Jezierski : « il n'a semblé venir ici que pour nous déshonorer et nous insulter en présence de nos enfants. Dans son discours aux élèves, il nous a pris, nous les parents, comme but de ses railleries ; il a critiqué, sur un ton satirique, les dignités, les offices, les magistratures judiciaires et tout l'Ordre Équestre ».

(1) Biogr. du Jezierski : SMOLEŃSKI, *Kuźnica Kołłontajowska*, dans *Pisma*, II, pp. 299-325. — *Lauda* de la diétine du palatinat de Łęczyca, 20 juill. 1784 et 16 juill. 1785 (*Portefeuilles de Pawiński*, Cracovie, Ac. Pol., Arch. de la Com. Hist.). WIERZBOWSKI, t. XXVIII (rapport de Jezierski, 1785), pp. 45, 50-52, 60 ; t. XXIX (rapport de l'inspecteur Bogdanowicz, 1786), p. 22 ; t. II (Rapports de l'école de Łęczyca, 1778-1787), *pass.* — KAMYKOWSKI, *Korespondencja Śniadeckiego*, I, p. 409 n. 1, pp. 443, 444 n. 1.

Cette querelle politique se greffe sur un conflit d'ordre purement scolaire. Jezierski présente sur l'école de Łęczyca un rapport accablant : des locaux sales, les professeurs se querellent, plusieurs boivent ; ils enseignent comme avant l'abolition de la Compagnie de Jésus ; le prorecteur lui-même est hostile aux Statuts du Corps Académique. Mais la diétine, proclamant encore une fois son attachement à l'éducation nouvelle, fait l'éloge du prorecteur et de cet abbé que l'inspecteur assure avoir vu ivre deux fois.

Kollontaj et l'École Principale, après avoir examiné les pièces relatives à cet incident, expriment au Primat toute leur douleur « qu'un Visiteur ait pu s'exposer à des reproches aussi injurieux ». Michel Poniatowski étouffe l'affaire. Il met le buveur notoire à la retraite, à trente-six ans, déplace deux professeurs, mais maintient le prorecteur. D'autre part, Jezierski, relevé de ses fonctions d'inspecteur, s'installe à Cracovie : l'École Principale lui fait une situation d'attente comme suppléant du préfet de la bibliothèque. Le chapitre cathédral l'accueille comme chanoine-coadjuteur et bientôt le délègue au Tribunal Supérieur de la Couronne : Jezierski, élu président de cette cour, abandonne la carrière académique, mais pour se consacrer à la vie publique.

Le Dziennik Handlowy. — La Commission d'Éducation soutient le *Dziennik Handlowy* (*Journal du Commerce*), qui mène campagne en faveur de la bourgeoisie. Un gentilhomme lithuanien, Thadée Podlecki, a fondé ce périodique en 1786 (1). Il y publie des articles de fond sur le commerce et les manufactures en Pologne, des renseignements pratiques sur les foires, sur les cours des denrées. Des collaborateurs bénévoles lui adressent des descriptions détaillées de diverses villes polonaises. Le Roi y abonne une trentaine de villes, le Primat avait dès la première année accordé lui aussi sa protection au *Journal du Commerce*.

En 1787, la Commission d'Éducation souscrit soixante-quinze abonnements, un pour elle-même, un pour chacune des écoles. Le *Journal* développe les thèmes habituels de la physiocratie, il fait

(1) Nous avons consulté la collection entière, de janvier 1786 à juin 1793, sauf l'année 1790 que nous n'avons pu nous procurer ni à la Bibliothèque Czartoryski ni à la Bibliothèque Krasiński. À partir de 1789, le *Dziennik* publie de nombreux textes législatifs et fort peu d'articles de fond. — Sur ce journal et sur son fondateur, un certain Thadée Podlecki, voir KORZON, *Wewn. dz.*, I, pp. 3-6. — Extraits de la table des matières dans ESTREICHER, XV, pp. 461-463.

appel à l'autorité « de certain écrivain politique, grand et éclairé » (1) : le modeste P. Popławski. *Un habitant de Sandomir*, peut-être le professeur de mathématiques, vante l'organisation actuelle des études, si bien orientées vers l'utilité nationale (2). *Un citoyen de Steżyca expose la nécessité d'améliorer la condition des bourgeois et des serfs* (3). Le sort des villes privées est entre les mains de leurs maîtres. « Nous voyons dans beaucoup de ces bourgs les seigneurs entretenir des maîtres d'école. Mais... il n'y a rien de stable... il viendra demain un autre seigneur, un autre administrateur », qui retrancheront cette dépense. Il faudrait affranchir les habitants des bourgs seigneuriaux, — projet hardi, — créer des ressources durables pour l'entretien d'un bon maître, et ces bourgeois deviendraient d'autres hommes.

Notre citoyen de Steżyca habite à proximité d'une petite ville royale. Il explique souvent aux notables que les bourgeois « ne deviendront jamais rien » sans une école pour instruire leurs enfants. « Ils s'inclinent, approuvent, disent que ce serait bien, mais qu'ils n'ont pas de quoi. Monsieur le Curé les encourage, donne un local pour l'école, fait venir un maître, mais le maître s'installe, voit qu'il n'a rien à faire, que les bourgeois n'envoient pas leurs enfants en classe, ne le paient pas ; il doit partir gagner son pain ailleurs. Or il y a pour le moins cent familles, si chacune donnait deux florins par an, le maître d'école serait payé !... Il faut donc l'obligation. Et le gouvernement ne pourrait-il obliger ces bourgs à percevoir une taxe au profit du maître ? à construire une école, avec un logement et un jardin... ? Ne pourrait-il indiquer au maître ce qu'il doit enseigner ? Lire, écrire et compter, la géographie de la Pologne, le droit urbain, lire et expliquer quelques livres sur l'économie et le bon gouvernement domestique, ce serait assez. »

Où trouver le maître d'école ? Ce bourg a envoyé à Cracovie un élève-chirurgien ; il serait trop long de former de la même manière des instituteurs. On en trouverait parmi les jeunes bourgeois qui étudient dans les Écoles Principales ou qui sortent des Écoles Publiques des villes voisines.

Un habitant de Chęciny (4) assure que le légendaire Piast, premier

(1) *Dziennik handlowy*, 1788, pp. 98-104, citation du *Zbiór niektórych materyi politycznych*, pp. 19-23.

(2) *Dz. handl.*, 1787, p. 27. — L'abbé Lachowski, abonné dès 1786.

(3) *Dz. handl.*, 1788, pp. 373-379 (mai). Une École de Subdivision fut inaugurée à Steżyca (palatinat de Sandomir) le 3 mai 1791. La lettre du *citoyen de Steżyca* est datée de Karczew, à 26 km. de Varsovie.

(4) *Dz. handl.*, 1788, pp. 608-622 (juillet-août). — Chęciny, chef-lieu de district au palatinat de Sandomierz.

roi de Pologne, était un bourgeois. Il reproche à la noblesse, chargée de défendre le pays, d'avoir subjugué bourgeois et paysans. Il demande pour toutes les villes royales une constitution uniforme, qui les affranchira des starostes et remettra le gouvernement des cités aux bourgeois seuls, répartis en trois classes : commerçants, manufacturiers et cultivateurs.

Dès 1789, les articles de fond perdent leur importance dans le *Dziennik handlowy*, qu'alourdissent les textes législatifs.

Les grands ouvrages politiques.

La « *Législation parfaite* », de Bogusławski (1786) (1). — Les aspirations des Polonais éclairés et des Académistes en particulier furent exposées tour à tour par le P. Bogusławski, par Staszic et par Kołłontaj. Nous avons indiqué l'une des idées maîtresses de Bogusławski : une parfaite éducation préparera l'établissement d'une législation parfaite. Lui-même esquisse à grands traits son idéal républicain et physiocratique.

Plus une nation est libre, plus elle est éclairée ; plus elle est éclairée, plus elle est forte : l'Angleterre plus que la France, la France plus que l'Espagne, celle-ci plus que le Portugal, le Portugal plus que le Maroc. « C'est à quatre ou cinq bonnes lois que les Anglais doivent attribuer leur bonheur. » — « Une monarchie tempérée est la meilleure monarchie que l'on puisse désirer. » — « La République est l'âge viril d'un État. L'autocratie est le signe de sa vieillesse (2). » Comme la plupart des *républicains* polonais, Bogusławski ne prône nullement l'abolition de la royauté, mais un heureux compromis entre la *Majesté* et la *Liberté*, entre le pouvoir royal et la nation : Stanislas-Auguste conféra d'ailleurs la médaille *Merentibus* à ce publiciste, comme lui anglomane. Bogusławski flétrissait, chemin faisant, la République aristocratique de Venise, chère à ces Polonais qui rêvaient de réduire leur Roi au rôle représentatif d'un Doge (3).

La Société doit être organisée suivant les maximes des Économistes : « Chacun a la Propriété de sa personne... Tout homme est, de nature, entièrement libre... Tous les hommes... sont entièrement égaux et indépendants, quant à la Propriété et à la Liberté de

(1) GRABSKI, dans *Przegląd Polski*, t. 146, pp. 229-233, reconnaît fort justement dans le traité de Bogusławski la première ébauche des systèmes de Staszic et de Kołłontaj.

(2) BOGUSŁAWSKI, *O doskonałym prawodawctwie*, pp. 11, 17, 20.

(3) *Id.*, *ibid.*, note b, pp. 106-111.

leur personne ». Chacun est naturellement « Propriétaire, Maître et Seigneur » des produits de son travail (1).

Bogusławski vante les réformes déjà réalisées sous le règne de Poniatowski et définit la méthode que devront suivre les législateurs futurs. Ils devront tout d'abord étudier dans l'absolu la législation idéale, en procédant « comme font les mathématiciens, lorsqu'on leur propose un problème de mécanique... il faut ne tenir aucun compte ni de la résistance des préjugés, ni de l'opposition des intérêts personnels, ni des mœurs, ni des anciennes lois... il suffit d'avoir en soi du génie ». En second lieu, « le législateur peut se mettre à modifier peu à peu les lois et les mœurs et, par des degrés insensibles, conduire la Nation de la législation actuelle à la meilleure législation... ». Et c'est alors qu'il doit témoigner d'une connaissance approfondie de « la situation du pays, de ses coutumes, de ses statuts et de ses lois » (2).

Staszic et Kołłontaj s'engagèrent hardiment dans la voie indiquée par le P. Bogusławski.

Les « Remarques » de Staszic. — Stanislas Staszic (1755-1826), fils d'un meunier, avait fait ses études, comme jeune clerc, à l'école de Poznań, et déjà suivi les programmes tracés par la Commission d'Éducation. Il s'était surtout formé en France (1779-1781) et dans l'intimité de l'ex-chancelier Zamoyski. A Paris, l'abbé Staszic s'enthousiasme pour Buffon, qu'il prend pour maître non seulement dans les sciences naturelles mais dans la philosophie. De retour en Pologne, la recommandation de Wybicki lui vaut une place chez Zamoyski comme précepteur de ses fils. L'abbé mûrit sa pensée politique et sociale sous l'influence du « vertueux chancelier » (3).

En 1787, Catherine et Joseph II préparent ouvertement la guerre contre les Turcs. Les Polonais attendent fiévreusement le moment favorable pour procéder à des réformes profondes, soit d'accord avec le gouvernement russe, soit malgré lui. Staszic, encouragé par l'ex-chancelier et quelques magnats, publie ses essais, sous le

(1) *Id.*, *ibid.*, pp. 70-74.

(2) *Id.*, *ibid.*, pp. 91-94.

(3) STASZIC, *Uwagi nad życiem Jana Zamoyskiego*, éd. critique avec préface de Czarnowski, 1926. — LEŚNIEWSKI, *St. Staszic w dobie Polski Niepodległej 1755-1795*, 1926. — Staszic avait publié en 1786 une traduction des *Époques de la Nature* de Buffon. Il devait jouer un rôle considérable au XIX^e siècle comme naturaliste, pédagogue et patriote. — FELDMAN, *Vergennes wobec Polski*, p. 99, a récemment établi que les *Remarques* de Staszic, datées de 1785, parurent en fait au début de 1787.

titre de *Remarques sur la vie de Jean Zamoyski, Grand Chancelier et Grand Hetman de la Couronne, appropriées à l'état présent de la République* (1).

Sujet prussien par le fait du traité de 1773, Staszic réside avec l'ex-chancelier à Zamość sous la domination autrichienne. Il recherche avec angoisse comment ce qui reste de l'État polonais pourrait sauvegarder son indépendance. Des souverains despotiques, maîtres de fortes armées permanentes, menacent la République. Dans sa faiblesse, elle ne peut conclure nulle alliance sans devenir la dupe de son partenaire ; il faut confier la couronne à titre héréditaire à quelque puissante dynastie étrangère, de préférence à la maison de Saxe. Pour maintenir, si possible, la liberté, on limitera les pouvoirs du roi en confiant le gouvernement à une Diète *permanente*, qui siégera longuement en sessions ordinaires et pourra à chaque instant se réunir en cas de nécessité. Les *Remarques* expriment ici pour la première fois les vues que devait soutenir à la Grande Diète le parti *patriotique*.

Le précepteur des jeunes Zamoyski consacre à l'éducation le premier chapitre de son ouvrage. Il loue sa patrie d'avoir, la première en Europe, organisé l'éducation nationale, et formule seulement deux critiques : les écoles polonaises ne donnent pas une formation suffisamment pratique, elles n'assurent point une instruction militaire. Les idées sociales de Staszic ne peuvent surprendre les Académistes. Fortement influencé par la doctrine physiocratique (2), il entend établir, pour l'entretien d'une forte armée permanente, un impôt sur le *produit net* et abolir tout privilège fiscal, faire entrer à la Diète des représentants de la bourgeoisie, protéger les paysans en leur donnant des tribunaux, les instruire par des écoles paroissiales, les autoriser à se déplacer librement.

Le public accueillit les *Remarques* avec un tel empressement que Staszic lança aussitôt une seconde édition (1787), et deux autres l'année suivante. Ces périodes oratoires que relève çà et là une formule bien frappée, cette fougue, cette mâle passion de l'indépendance nationale émouvaient les cœurs bariens ; les suggestions hardies de ce fils de meunier séduisaient les fervents des idées

(1) Staszic publiait à la suite des *Remarques* un *Éloge* de Jean Zamoyski. — Parmi les amis politiques de Staszic, figurent à coup sûr Joseph Czartoryski, staroste de Łuck, qui imprima les deux premières éditions ; et peut-être Ignace et Stanislas Potocki, dont l'activité à la Grande Diète procède de la même inspiration que les *Remarques* (préface de Czarnowski, XXIX-XXX).

(2) LEŚNIEWSKI, *Staszic w dobie Polski Niepodległej*, pp. 117, 247-250.

nouvelles. De nombreuses publications reprirent les thèses des *Remarques sur la vie de Jean Zamoycki*. Les essais un peu chaotiques de cet indépendant se prêtent mal à une analyse systématique. Plus qu'à la pensée de Staszic, qui vécut en marge du Corps Académique, nous nous attacherons au grand traité politique de Kołłontaj.

Les « Lettres » de Kołłontaj à Małachowski (1788). — Les armées de Catherine et de Joseph II sont déjà aux prises avec les Ottomans, lorsque l'abbé Kołłontaj rédige son grand ouvrage politique. Les Polonais préparent fiévreusement les élections de 1788 : la cour de Pétersbourg, garante des institutions de la République, a dû consentir à ce que la Diète délibère *en Confédération (sub nexu Confoederationis)*, c'est-à-dire à la simple majorité des suffrages. Tous les partis réclament l'augmentation de l'armée. Tous se mettent d'accord pour désigner comme maréchal de la future Confédération Stanislas Małachowski, Référendaire de la Couronne. Si le Roi avait tenu à faire figurer à la Commission d'Éducation deux membres de cette famille respectée : Hyacinthe, maintenant Grand-Chancelier, et Antoine, palatin de Mazovie, leur frère Stanislas jouissait d'une réputation unique de droiture et d'intégrité.

C'est à lui que le Référendaire Kołłontaj adresse ses *Lettres d'un anonyme* (1). La première, en date du 1^{er} septembre, précède de trois semaines l'ouverture de la Diète. Le troisième et dernier volume parut, au plus tard, dans les premiers jours de mars 1789. Ce traité politique porte bien la marque du réformateur de l'Académie de Cracovie. Kołłontaj a conçu le plan de sa république suivant la doctrine des physiocrates. Pour justifier les nouveautés les plus hardies, il trouve des armes dans le vieux droit polonais, dans les coutumes de telle ou telle province, dans les institutions municipales de Cracovie. Ses vues ne diffèrent guère de celles de Staszic. Mais les *Remarques sur la vie de Zamoycki* prônent avec lyrisme, ou indiquent au fil de la plume, les réformes nécessaires. Kołłontaj, au contraire, trace au législateur tout un programme, majestueusement ordonné. Il l'expose sur un ton calme et noble, en un langage clair et précis.

Mesures urgentes. — Kołłontaj intitule sa première partie : *De l'augmentation des forces nationales*. Si la Pologne ne s'est pas régé-

(1) *Do St. Małachowskiego Anonima listów kilka*, 3 vol., Warszawa, 1788-1789.

née avant la fin de la guerre actuelle, elle périra. Il faut de toute urgence porter l'armée à 60.000 hommes. On se procurera les ressources nécessaires par des économies et des simplifications administratives, par quelques augmentations d'impôts et par divers expédients. Les membres du Conseil Permanent et des grandes Commissions donneront l'exemple en renonçant à leurs traitements.

Koŋontaj pourra donner un plan tout prêt « pour que l'éducation des Cadets corrige la trop molle éducation des écoles actuelles, afin de donner à la Nation entière un esprit et des sentiments militaires » (1). Pourquoi ne pas soumettre l'École des Cadets à la Commission de l'Éducation ? « Pourquoi ne pas les répartir dans les Écoles de Département ? Pourquoi ne pas introduire dans les Écoles publiques les études et la discipline militaires (2) ? » L'auteur reprend les idées maîtresses de son mémoire de 1784 *Sur la transformation de l'École des Cadets et le rétablissement des milices des Palatinats*. Il veut ainsi renouveler la vieille pratique de la levée en masse ; en même temps il lie l'organisation des milices à de profondes réformes sociales.

Car si la Diète doit d'abord et de toute urgence pourvoir à l'*accroissement de l'armée*, cette mesure rend indispensable une réorganisation générale de la société et de l'État, à laquelle le législateur devra procéder avec réflexion, suivant un plan d'ensemble. Et Koŋontaj consacre la deuxième partie de son ouvrage à *La réforme de la République*.

Programme social. — En bon *académiste*, il part de la classification physiocratique : propriétaires fonciers, laboureurs, classe *stérile* des commerçants et des artisans.

Il remonte au Statut de Casimir le Grand et s'ingénie à montrer que « selon l'esprit de la législation » polonaise, il n'y a entre le noble et le paysan qu'une seule différence : le noble peut posséder des biens immeubles, le paysan peut seulement en user aux conditions qu'il a acceptées du propriétaire, c'est-à-dire moyennant corvée ou cens. Des lois iniques ont plus tard fait du paysan « la chose du propriétaire », ont établi « un esclavage légal, si l'on peut dire ». Cependant, « outre les domaines royaux et les biens du clergé, sur lesquels aucune loi ne viole la liberté du peuple, nous avons d'innombrables terres

(1) I, p. 78.

(2) I, p. 98.

nobles, nous avons des provinces entières où le cultivateur possède le sol en vertu d'un contrat (1) ».

« La législation future doit essentiellement sauvegarder la *liberté personnelle du paysan et la propriété foncière du maître*. » « Que le paysan soit entièrement libre de sa personne et de ses bras, mais qu'il soit soumis à la loi que lui impose son propre besoin. Il n'a pas de terre... Que les Seigneurs soient tenus de passer avec leurs paysans un contrat » en proportionnant le cens ou la corvée au revenu net du terrain concédé. « De tels contrats étant l'œuvre de la libre volonté humaine, les deux parties doivent les observer saintement (2). » Le maître conservera un droit de justice en matière légère, mais les violations du pacte relèveront de tribunaux institués à cet effet.

Parmi les nobles et les bourgeois, Kołłontaj exalte surtout les propriétaires fonciers. « Grande ou petite, la propriété foncière attache toujours solidement l'homme à la terre, elle fait, peut-on dire, un nid pour ses descendants. Les hommes auxquels la Providence n'a donné que la propriété personnelle et la propriété mobilière, n'ont pas d'attaches aussi étroites avec un lieu, et par suite avec une Patrie... (3) En partant, le marchand emporte avec lui son savoir-faire et ses richesses, l'artisan et le paysan leur art et leurs bras... mais le propriétaire foncier qui perd sa Patrie déchoit aussitôt du rang le plus élevé... ou s'il n'a pas le courage héroïque de quitter sa patrie, il lui faut devenir le vil esclave » d'un usurpateur. « Le gouvernement futur de la République devra se composer uniquement des propriétaires fonciers (4). »

Kołłontaj refuse donc tous droits politiques aux nobles sans terre, il les refuse en outre aux petits nobles possessionnés, « instruments de la prédominance des riches » (5). Il exige au minimum sept *włóka* et demie de terres cultivables (135 hectares), car seul un domaine travaillé par plusieurs familles de paysans assure au propriétaire l'indépendance voulue. Quant aux nobles pauvres, « ayez soin de leur donner l'Éducation, donnez-leur les moyens de sortir de leur condition présente. Qu'ils soient comme jadis des soldats » (6).

Moins hardi ou plus physiocrate que cet *habitant de Chęciny* qui,

(1) II, pp. 48-49.

(2) II, pp. 54-56.

(3) II, p. 74.

(4) II, pp. 81-82.

(5) II, p. 86.

(6) II, pp. 92, 95.

dans le *Dziennik handlowy*, réclamait pour toutes les villes royales un statut uniforme, Kołłontaj souhaite que les citoyens des villes « soient entièrement séparés de la classe agricole » (1). On revisera donc la liste des villes libres : on retirera les droits municipaux à beaucoup d'entre elles, qui tomberont au rang de villages-marchés. Dans les autres, les bourgeois seront tenus de vendre leurs champs, si bien que ces agglomérations confirmées dans la condition de villes libres, prospéreront par le commerce et par l'industrie.

Kołłontaj se garde d'évoquer les scandales révélés par les Commissions du Bon Ordre dans l'administration des grandes villes : la vénalité et l'incurie des patriciens. Il se place sur le terrain juridique. « Nos cités sont par leur constitution et leurs lois, de parfaites Républiques... Ces villes ont leur Sénat et leurs échevins, elles ont droit de justice et de glaive, elles sont liées au pouvoir suprême par les appels à la Cour Assessoriale et même, depuis peu, par le Département de la Police. Que leur manque-t-il donc, pour qu'on leur refuse le droit de désigner des Représentants qui siègeraient soit dans la même Chambre que l'Ordre Équestre, soit dans une Chambre séparée (2) ? »

Devons-nous maintenir dans l'oppression cette classe « plus portée que nous à une liberté ordonnée ? Ne trouverons-nous nul contre-poids à l'Aristocratie ?... A la Nation soucieuse de Liberté, je dois exposer la nécessité inéluctable de relever d'une vile indifférence la classe bourgeoise. Avant de nous renforcer par des alliances avec les puissances étrangères, je conseille d'accroître d'abord la force de la nation, par une nouvelle alliance avec la classe bourgeoise » (3).

Kołłontaj propose donc une Diète composée de deux Chambres : une chambre noble des propriétaires terriens, une chambre bourgeoise des propriétaires urbains. La Haute Assemblée décidera seule des anoblissements, des offices et des tribunaux nobiliaires ; seule elle conclura les alliances offensives et défensives ; seule elle élira les membres des commissions de l'Armée, des Affaires Étrangères et de l'Éducation. En toutes les autres matières, la Chambre Terrienne partagera le pouvoir avec la Chambre des Villes.

La République ainsi régénérée verra doubler ses forces et ses ressources. Dans les milices des Palatinats, le service militaire pèsera sur la terre à raison d'un homme pour sept *włóka* et demie (135 ha.).

(1) II, p. 70.

(2) II, pp. 133.

(3) II, p. 211.

Les terres de la réserve seigneuriale équiperont des cavaliers, les tenures paysannes, des fantassins. Les miliciens seront astreints chaque année à deux périodes de manœuvres, de quinze jours chacune (1). Les castellans commanderont ces milices terriennes exercées à servir dans les camps, ils commanderont aussi les milices des villes, entraînées au service des places. Il suffit d'étendre à toutes les cités les règlements de la milice de Cracovie (2).

L'armée promptement établie sur le pied de 60.000 hommes, la République renoncera aux expédients financiers pour établir un impôt unique basé sur le revenu net. « Les arts n'ajoutent certainement rien à la masse de la reproduction, ils peuvent toutefois ajouter à la valeur », car il faut tenir compte des échanges avec les pays étrangers. Ainsi Kołłontaj fait une application fort libre de la doctrine des Économistes et préconise non seulement un impôt sur les propriétés rurales, mais sur les terrains des villes, selon des estimations qu'il faudra périodiquement reviser (3).

L'unité morale de la Nation. — Enfin le législateur devra assurer l'unité morale de la nation par l'école et par la langue. Il donnera à la Commission de l'Éducation Nationale autorité sur l'École des Cadets, sur les séminaires du clergé séculier et régulier. « La diversité des confessions et des rites divise les hommes, la Commission doit s'efforcer surtout à ce que l'Éducation publique les unisse dans un même esprit civique, dans un même attachement à la Patrie. A quelque confession, à quelque rite qu'ils appartiennent, tous ceux qui reçoivent dans les écoles une éducation publique, doivent être placés sous le contrôle de la Commission de l'Éducation; la Commission doit prescrire les mêmes règles pour tous (4). »

Le polonais, langue du code qu'il faudra rédiger, sera seul employé dans les tribunaux. « Que la Justice ne parle à la Nation qu'une seule langue, la langue nationale. Voici que l'Éducation Publique est parvenue à enseigner à la Nation, dans son propre langage, les sciences les plus difficiles et les plus profondes, pourquoi la Justice devrait-elle en employer un autre ? *La langue nationale*, perfectionnée, employée dans l'éducation et dans toutes branches du gouvernement, *fixe le caractère national* bien plus que le costume, elle soude bien mieux

(1) II, pp. 189-193.

(2) II, pp. 224-231.

(3) III, pp. 110-132.

(4) III, pp. 179-180.

ensemble les provinces. *On peut véritablement appeler Nation le peuple qui se comprend par une seule langue*, le peuple chez lequel une seule langue suffit à l'éducation, à la loi, et au gouvernement (1). » Kołłontaj le premier expose ici clairement cette politique de la langue nationale, achevant ainsi la pensée des Konarski et des Kopczyński.

L'organisation des pouvoirs publics. — Reste le redoutable problème de l'organisation des pouvoirs publics. Kołłontaj le tranche dans l'esprit le plus nettement républicain. Sans doute, loin d'abolir la couronne, il affirme qu'une royauté héréditaire peut seule préserver la Pologne d'un dernier démembrement ou d'une dictature. Mais ce roi ne pourra guère exercer qu'une influence morale, « la Diète permanente sera chez moi le Monarque, elle établira les lois, elle commandera à toutes les Magistratures et à tous les citoyens, elle surveillera elle-même l'exécution de ses ordres » (2).

Quatre grandes Commissions, élues pour six ans, exerceront le pouvoir exécutif, sous la présidence de ministres que la Diète élira à vie, ainsi que tous les dignitaires de la République.

Kołłontaj supprime la Chambre Sénatoriale, institution aristocratique contraire à l'égalité nobiliaire. Les palatins et un certain nombre de castellans siégeront avec les nonces à la *Chambre Terrienne*. Une savante combinaison du choix et de l'élection laissera au Roi un dernier vestige de ses anciennes prérogatives, tout en faisant des sénateurs les véritables représentants des Diétines (3).

« L'ensemble des Députés réunis aux Diètes n'est pas une assemblée de Despotes Absolus (4)... Le Nonce comme le Sénateur ont les mains liées... par les Instructions du Palatinat (5). » Élus pour six ans, ils retournent chaque année devant les *Diétines de Relation* ou même, s'il est besoin, vont demander à des *Diétines extraordinaires* de nouvelles instructions.

Ainsi les électeurs surveillent étroitement leurs représentants, la

(1) II, p. 251.

(2) II, p. 199.

(3) Chaque palatinat sera divisé en 4 districts. Le Roi désignera le castellan de chaque district parmi 3 candidats élus, il nommera le palatin parmi les 4 castellans du palatinat. Le palatin siégera de droit à la Chambre terrienne ; tous les six ans la Diétine enverra à la Diète l'un des castellans (II, pp. 202-232). Ainsi chaque palatinat sera représenté à la Chambre Haute par deux sénateurs et quatre nonces (III, pp. 218 et suiv.).

(4) III, p. 96.

(5) III, p. 98.

Diète contrôle et coordonne l'action des Commissions exécutives, et le Roi « *représente* la Majesté de notre Gouvernement » (1). Pratiquement, Kołłontaj annihile la puissance royale, tandis que le P. Konarski en faisait le ressort central du gouvernement.

Piramowicz adresse à Kołłontaj un court billet : « Je souffre d'intolérables douleurs à la jambe, mais je ne puis me retenir d'exprimer mon admiration pour l'auteur des *Lettres d'un anonyme*, que j'ai finies hier... Quelle analyse, quelle composition, comme vous embrassez tout l'édifice ! », et sans transition : « C'est irréalisable ! Ce ne peut pas être un bon gouvernement, et c'est de cela qu'il s'agit, il faut parler sincèrement et tout dire... Merci pour la vérité, pour la logique (2). »

Peut-être Piramowicz n'approuve-t-il point les tendances par trop républicaines et par trop décentralisatrices de Kołłontaj. Si le salut de la Pologne exige un gouvernement fort, comment sacrifier ainsi l'autorité du Roi à celle de la Diète, celle du gouvernement central aux libertés des Diétines et des institutions locales ?

Un guide pour la Grande Diète. — Tandis que Bogusławski et Staszic demeuraient des théoriciens, Kołłontaj mêlait habilement dans ses *Lettres à Małachowski* la doctrine et les considérations actuelles. Le grand Académiste se posait ainsi en homme d'État. La comparaison s'impose entre le réformateur de l'Académie de Cracovie et le P. Konarski, réformateur des Écoles Pies. Tous deux servirent avec zèle la cause de l'instruction, des sciences et des lettres. Mais ces deux intellectuels se passionnaient surtout pour l'action politique ; ils y apportaient le même tempérament autoritaire, Konarski avec beaucoup de désintéressement, Kołłontaj sans trop de scrupules. La *Manière efficace de délibérer* montre le chemin aux Diètes de 1764 ; les *Lettres* de Kołłontaj, à la Grande Diète.

(1) III, p. 87.

(2) Lettre du 14 mars 1789. WISŁOCKI, *Poczet prac Piramowicza*, p. 422.

LIVRE IV

LA RÉGÉNÉRATION ET LA CHUTE DE LA POLOGNE (1)

L'histoire de l'éducation pendant les années 1788-1794 n'a guère été étudiée jusqu'à présent. La Commission d'Éducation déploya cependant au cours de cette période une grande activité qui met en pleine lumière l'œuvre de rénovation intérieure de la République.

Les dirigeants de l'instruction publique et la jeunesse éclairée contribuèrent aux RÉFORMES DE LA GRANDE DIÈTE, saluèrent la Constitution du 3 mai 1791 comme la consécration de leurs principes. Les Académistes interprétèrent et appliquèrent dans l'esprit le plus libéral ce texte fameux.

La Commission voulut organiser l'ÉDUCATION DANS LA POLOGNE RÉGÉNÉRÉE de manière à unir dans le culte de la Constitution bourgeois et paysans, catholiques et protestants, orthodoxes et israélites. L'intervention armée de la Russie interrompit bientôt cette œuvre grandiose.

La guerre étrangère et les convulsions intérieures qui marquèrent la FIN DE L'ANCIENNE RÉPUBLIQUE, mirent à l'épreuve les éducateurs et la jeunesse. Nous les verrons, dans ces dernières crises, défendre leur idéal de patriotisme et de liberté.

(1) Pour l'ensemble du Livre IV, ouvrages généraux : KORZON, *Wewnętrzne dzieje* ; les chapitres de SKAŁKOWSKI, dans *Polska, jej dzieje i kultura* ; KONOPCZYŃSKI, *Dzieje Polski Nowożytnej*, t. II ; monographies : ASKENAZY, *Przymierze polsko-pruskie*, 1901 ; HANDELSMAN, *Konstytucja 3go maja r. 1791*, 1907 ; DEMBIŃSKI, *Polska na przełomie*, 1913. — En français : FERRAND, *Les trois démembrements de la Pologne*, t. II et III (édition annotée par OSTROWSKI) ; C. DANY, *Les idées politiques en Pologne, la Constitution du 3 mai 1791*, 1901.

CHAPITRE PREMIER

LES RÉFORMES DE LA GRANDE DIÈTE

La Commission d'Éducation travaillait avec succès à éclairer les esprits en attendant que la situation diplomatique permît de réorganiser la République. Le réveil de la question d'Orient parut présenter aux Polonais les circonstances propices. Les Russes bataillaient péniblement contre les Turcs lorsque la Diète de 1788 se mit à l'œuvre. Elle devait se séparer quatre ans plus tard, comme la grande Catherine, ayant traité avec la Porte, lançait ses armées contre la « jacobinière » de Pologne.

I. — LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET LES LUTTES DE PARTIS

Du protectorat moscovite à l'alliance prussienne. — Le cabinet de Pétersbourg maintenait la Pologne sous son protectorat en jouant sur la rivalité de Stanislas-Auguste et des principaux magnats. Le Roi s'appuie sur Stackelberg pour résister aux attaques de l'opposition. Les mécontents intriguent auprès du proconsul ainsi qu'auprès de Potemkin, dont l'hetman Branicki a épousé la nièce. Potemkin rêve de se tailler une principauté quasi indépendante soit dans l'Ukraine russe, soit en Dacie. Il songe à succéder à Poniatowski sur le trône de Pologne, comme naguère dans les faveurs de Catherine. Les magnats le caressent d'autant plus qu'il a acheté dans l'Ukraine polonaise des domaines peuplés de 70.000 serfs.

Lorsque la tsarine entreprend le fameux voyage de Crimée, les mécontents et le Roi lui offrent, chacun de son côté, le concours de la Pologne contre les Turcs. Les magnats sollicitent en retour l'autorisation de former une Confédération qui dépouillerait Poniatowski

de toute influence. Celui-ci demande au contraire, comme prix de son alliance, le renforcement du pouvoir royal. Catherine ordonna à Félix Potocki et à Branicki de cesser leurs manœuvres contre le Roi et, sans rien accorder à Stanislas-Auguste, lui laisse cependant quelque espoir. Les négociations se poursuivent entre Varsovie et Pétersbourg après l'entrevue de Kaniów. Mais Catherine, forte de l'alliance de Joseph II, estime une intervention polonaise militairement inutile, au moins dans les circonstances actuelles. Pourtant la campagne de 1787 coûte aux Russes 60.000 hommes et 70.000 aux Impériaux.

« Cette guerre, écrit Stanislas-Auguste, peut durer plus longtemps qu'on ne croit. » D'autres puissances « voudront tirer parti de l'exaltation générale des esprits en Pologne ». Si la Russie tarde à accepter notre alliance, quelque autre Cour exploitera « l'ardeur de notre Nation, qui s'ennuie inexprimablement de sa passivité et de son insignifiance en Europe ». Il sera certes très facile d'employer cette ardeur contre Moscou, car les Polonais conservent contre cette puissance une rancœur à laquelle ils donneraient volontiers libre cours. « Si la nation voit que je demeure inactif et que Moscou se refuse à améliorer en rien notre sort, elle se jettera vers qui lui déclarera, même fallacieusement, vouloir faire de nous quelque chose (1). »

Les craintes du Roi se réalisèrent en 1788. La Prusse, hostile à tout accroissement de l'Autriche ou de la Russie en Orient, cherchait à liguer contre les deux Cours Impériales les puissances du Nord : la Suède, déjà en guerre contre Pétersbourg (juillet), l'Angleterre et la Pologne. Le ministre de Prusse à Varsovie fit savoir que son maître considérait toute alliance polono-russe comme dirigée contre lui et, d'autre part, qu'il renonçait à intervenir dans les affaires intérieures de la République. Cette déclaration, notifiée la veille même de l'ouverture de la Diète, détermina la rupture des négociations entre Varsovie et Pétersbourg, le vote de l'augmentation de l'armée et l'abolition du Conseil Permanent.

Le ministre Hertzberg conseille dès lors à Frédéric-Guillaume II de se réconcilier avec Catherine II aux dépens de la République, et d'annexer Dantzig, Toruń et la Grande-Pologne. Le Roi de Prusse s'oriente vers des plans différents, vers une grande coalition qui permettrait d'abattre la puissance autrichienne et de procurer à la Pologne des accroissements territoriaux tels qu'elle consente

(1) Lettre du Roi à Deboli, son ministre à Pétersbourg, 26 sept. 1787, publiée par HANDELSMAN, *Polityka słowiańska Polski*, pp. 35-36.

à céder pacifiquement Dantzig et Toruń. Le nouvel Envoyé de Prusse à Varsovie, le marquis Lucchesini, engage des pourparlers en vue d'une alliance entre les deux États et pousse la Diète à établir, au préalable, un gouvernement suffisamment fort. L'assemblée vote alors des *Principes pour la réforme du gouvernement* (décembre 1789).

Le traité d'alliance défensive signé le 29 mars 1790 assurait à la Pologne le concours armé de la Prusse, au cas où la Russie prétendrait intervenir dans les affaires internes de la République. La monarchie autrichienne, affaiblie par la guerre turque, les troubles de Hongrie et la révolte des Pays-Bas, paraissait une proie facile. Frédéric-Guillaume II massait des troupes en Silésie et donnait aux Polonais l'espoir de recouvrer la Galicie. Léopold II apaisa l'Angleterre en ouvrant des négociations avec la Porte et amorça un rapprochement avec la Prusse par la Convention de Reichenbach (27 juillet 1790). Le rêve galicien s'évanouit au cœur des Polonais et la Diète voyait approcher le terme normal de son mandat, lorsque enfin la Députation constitutionnelle lui soumit un projet détaillé de réformes intérieures. Mais l'assemblée travaillait lentement, profondément divisée sur la politique étrangère et sur les problèmes constitutionnels et sociaux.

L'armée de 100.000 hommes et l'« Ofrande perpétuelle ». — Dans les premiers mois, cependant, la Diète confédérée, sous la présidence de Stanislas Małachowski, avait mérité le nom de Grande Diète en votant le principe de deux grandes réformes : l'augmentation de l'armée et l'établissement d'un impôt pesant sur la noblesse. Dans un élan d'enthousiasme, elle décide à l'unanimité de porter l'armée à 100.000 hommes. C'est plus que ne demandait Kołłontaj, mais les magnats et les hommes en place restent sourds à son appel. Ils conservent leurs traitements et la Diète cherche les ressources nécessaires, non pas par des économies héroïques, mais par divers expédients. Elle ouvre une souscription volontaire : Oraczewski et les professeurs de l'École Principale de Cracovie abandonnent, pour la durée de leur vie, le vingtième de leur traitement (1).

(1) 25 octobre 1788, *Arch. Sen.* 6, p. 130 ; SKORZEPANKA, *Oraczewski*, p. 178. — D'après les listes dressées par KORZON, *Wewn. dz.*, III, pp. 427 et suiv., le prorecteur et les Académistes de Kretynga versent 300 florins à la Commission du Trésor de Lithuanie ; le prince Stanislas Poniatowski souscrit pour 54.000 florins, Zamoyski pour 200.000, Antoine Małachowski et le chancelier Chreptowicz fournissent du fer de leurs forges, le prince Adam fait don d'une quantité considérable de munitions.

Et bientôt la Diète recourt à un impôt permanent. La noblesse polonaise a toujours fait payer par le clergé ou les plébiens les dépenses de la République. Mais le 26 mars 1789, la Diète vote, sous l'appellation d'*Offrande perpétuelle*, une taxe de 10 % sur les revenus « constants et sûrs » des biens de la noblesse. Le législateur considère comme incertains, et par conséquent il exempte de l'impôt, les revenus des forêts et des mines, des manufactures et du commerce. Popławski, Stroynowski et tous les Académistes, Staszic et Kołłontaj voient triompher la doctrine physiocratique : un impôt sur le revenu net de la terre.

La Commission du Trésor invite les professeurs des Écoles publiques à revoir les statistiques qu'elle a dressées (1). Elle reprend le projet d'un atlas de Pologne; Śniadecki rédige le programme des vastes travaux nécessaires pour l'établissement d'une carte à la fois politique, militaire et économique du pays (2).

Bien vite les querelles des partis sont venues troubler les débats de la Diète qui, loin de sérier les problèmes comme le conseillait Kołłontaj, prétend mener de front l'augmentation de l'armée et la réforme de la République.

Le parti des hetmans et le parti patriotique. — Deux partis seulement s'étaient affrontés pendant la campagne électorale et, jusqu'à l'ouverture de la Diète, on distinguait simplement le groupe des royalistes et celui des opposants. Xavier Branicki, Séverin Rzewuski et son ami le prince Adam, Félix Potocki et son cousin le comte Ignace; tous ces magnats semblaient d'accord (3). Mais cette coali-

(1) Les « commissaires du 10^e gros » se heurtant à de grandes difficultés, le nonce Moszyński puise dans les archives de la Commission du Trésor, où il siège depuis des années, les matériaux d'une statistique de la population et des feux (KORZON, *Wewn. dz.*, IV, pp. 166-167 et *pass.*). La Commission de l'Éducation distribue ces tableaux à toutes les écoles, invite les professeurs à fournir des renseignements complémentaires (Zabłocki à Poczobut, 8 avril 1789, *Arch. Wróblewskich*, Wilno).

(2) Kołłontaj a préconisé dans ses *Lettres d'un anonyme* la confection d'un livre des propriétés où serait estimé chaque « village », et d'une carte topographique où seraient indiqués la nature du sol, les minéraux utiles (II, pp. 107-113). Pour ces travaux d'intérêt économique et militaire, « nous ne manquons pas, dit-il, de géomètres... De Cracovie seule, il en est parti plus de soixante pour la Galicie. Notre gouvernement n'a même pas songé à quoi il pourrait employer leurs mains expertes et savantes » (I, p. 95). Un jeune et brillant commissaire des Finances, Thadée Czacki, fait appel à l'astronome de Cracovie. Durant l'automne de 1790, Jean Śniadecki élabore, avec le concours de Radwański, professeur de mécanique et d'hydraulique, le plan conservé *Bibl. Czart.* 1182, pp. 187-197, et analysé par BALIŃSKI, *Pamiętniki o Janie Śniadeckim I*, pp. 203-215.

(3) NIEMCEWICZ, *Pamiętniki czasów moich*, p. 130.

tion des mécontents se divisa sur la politique étrangère. Les uns répondirent aux avances de la diplomatie prussienne et formèrent le parti dit *patriotique* ; les autres, la faction des *hetmans*, continuèrent à intriguer avec Potemkin et la Cour de Russie. Stanislas-Auguste, voyant nombre de ses fidèles passer au parti patriotique, se rallia à contre-cœur à la politique prussienne.

Le parti des *hetmans* se groupe derrière les trois plus grands dignitaires de l'armée de la Couronne : le grand-hetman Branicki, Séverin Rzewuski, hetman de camp, et Félix Potocki, grand-maître de l'artillerie. Xavier Branicki doit sa fortune aux services personnels qu'il a rendus à Stanislas-Auguste : à Pétersbourg d'abord, pendant la liaison de Poniatowski avec la grande-duchesse Catherine, et plus tard lorsque, à la tête des troupes de la Couronne, il a donné la chasse aux Confédérés de Bar. Mais dès qu'il a reçu la masse d'armes, il n'a plus songé qu'à exercer sur l'armée un pouvoir absolu, comme aux beaux jours de la liberté dorée. Écroulé par Catherine II en 1787 comme en 1776, il compte gagner un jour l'appui de Pétersbourg et multiplie les bassesses, déclarant devant les sujets de la tsarine : « je suis Russe ».

Ce parvenu exerce la pire influence sur deux magnats de vieilles familles, moins pervers peut-être qu'aveuglément attachés aux traditions. L'hetman Venceslas Rzewuski, père de Séverin, a publié la défense du *liberum veto* attaqué par le P. Konarski. Le fils imprime, au temps de la Grande Diète, l'apologie de la royauté élective et soutient une polémique contre Kołłontaj. Séverin Rzewuski abandonne la Diète dès qu'il la voit si hostile à rétablir les prérogatives des hetmans. Mais de Vienne, où il s'est installé, il manœuvre sans peine Félix Potocki, ce personnage vaniteux et borné sur lequel les amis des lumières avaient fondé quelque espérance.

Nul grand esprit d'ailleurs dans le groupe des hetmans. Mais ces magnats en imposent par les hautes charges dont ils sont revêtus et par leurs immenses richesses. Au palatinat de Bracław, Félix Potocki possède trois millions de *morg* (18.000 kilomètres carrés), dont plus d'un million en culture. Il y règne sur 130.000 serfs et retire annuellement de ces terres plus de trois millions de florins. Dans le palatinat de Kiev, Branicki tire plus de 775.000 florins du seul domaine de Biała Cerkiew, qui est loin de constituer la moitié de sa fortune (1). Rzewuski possède de grands biens en Volhynie. La *szlachta* beso-

(1) D'après les évaluations, à coup sûr très modérées, du fisc en 1791 (KORZON, *Wewn. dz.*, I, p. 248).



IGNACE POTOCKI,
peint par M. Tokarski, château de Willanów.

gneuse des provinces du Sud-Est fournit à ces trois potentats une nombreuse clientèle, et la Diète doit compter avec leur puissance.

Ignace Potocki et Stanislas Małachowski sont les chefs les plus influents du parti *patriotique*. Ignace Potocki, maréchal de la Cour de Lithuanie (1783), demeure violemment hostile à Stanislas-Auguste. Catherine II ayant en 1787 enjoint aux mécontents de se rallier au Roi, Ignace Potocki s'est séparé du groupe des hetmans et s'est orienté vers la cour de Prusse. Pour affranchir la Pologne du joug de la Russie, il compte sur l'alliance de Berlin et voudrait décerner la couronne à un Hohenzollern, tandis qu'une grande partie de l'opinion reste fidèle à la maison de Saxe. Quant à la politique intérieure, le parti *patriotique* soutient le programme même que le Référendaire Kollontaj a exposé dans ses *Lettres à Małachowski*.

Stanislas Małachowski, moins fougueux que le comte Ignace, préside aux débats de la Diète avec quelque faiblesse, soucieux de ne pas abuser de son autorité de maréchal et de justifier sa réputation d'impartialité : ne l'appelle-t-on pas l'*Aristide* polonais ?

Aux côtés d'Ignace Potocki, luttent son frère Stanislas et le prince Adam, qui a fait sa rentrée dans la politique active comme nonce de Lublin. On revoit aussi à Varsovie, après bien des années, le fameux évêque de Kamieniec, Adam Krasiński, meneur de la Confédération de Bar.

Le groupe royaliste. — Stanislas-Auguste avait fondé ses principaux espoirs sur son neveu Stanislas, sur le Primat et sur Chreptowicz. Désirant assurer à son neveu préféré la succession au trône, il avait, disait-on, sollicité le consentement de Catherine II à une élection *rege vivente*. Mais le prince Stanislas, froid et très infatué de lui-même, ne jouissait d'aucune popularité.

Le Primat, depuis de longues années chef du parti royaliste dans la Couronne, était attaqué comme évêque et comme partisan du système russe. Il cumulait avec le siège primatial l'administration du riche évêché de Cracovie, depuis que Sołtyk avait été interdit pour aliénation mentale. A la mort du vieil évêque (juillet 1788), Rome entendit mettre fin à cette situation scandaleuse. D'autre part, la Diète somma le Primat de justifier l'emploi qu'il avait fait de la soulte versée par la Cour de Vienne lors de la création de l'évêché de Tarnów (1). Michel Poniatowski avait fait don de cette somme, 400.000 florins de Pologne, à l'École Principale de

(1) Cet évêché fut formé de la partie du diocèse de Cracovie annexée par l'Autriche.

Cracovie. Mais la Diète souleva des difficultés et ne donna pas quitus (1).

Le Primat irrita l'assemblée par son discours du 27 octobre 1788, l'invitant à ménager la Russie, la mettant en garde contre la mauvaise foi prussienne. En vain Kołłontaj cherche-t-il à le détacher de la Russie, en vain l'appelle-t-il à se rapprocher du parti prussien, le prince Michel se tient à l'écart des grands débats (2) et, après avoir présidé la Commission d'Éducation jusqu'aux vacances d'été (15 juillet 1789), entreprend un long voyage qui le conduit en Italie et en Angleterre.

Chreptowicz a dirigé depuis 1782 le parti royal en Lithuanie, sans s'attirer de violentes inimitiés. Forster le décrit comme « un bon petit vieillard, simple et ouvert, mais un peu flegmatique et d'ailleurs joueur invétéré. Ce dernier défaut le rend indifférent aux autres affaires » (3). — « Si le vieux chancelier Chreptowicz était plus écouté, écrit le Roi en 1789, s'il devenait plus actif, on reconnaîtrait en lui, je crois, un homme qui mériterait vraiment le nom d'homme d'État (4). »

Stanislas-Auguste doit compter avant tout sur lui-même, sur son expérience des affaires et des hommes, sur cette puissance de séduction que l'âge n'a pas affaiblie. Au sortir de sa première audience, le naturaliste Forster notait sur son carnet intime : « C'est un bel homme, quoiqu'il paraisse un peu pâle. Le nez est un peu aquilin, les yeux grands, noirs, doux et beaux, le front bien proportionné, la bouche aimable, je ne sais quelle expression de mélancolie ou d'exaltation règne sur tout ce visage, qui trahit beaucoup de passion, une grande connaissance des hommes, un amour de l'humanité peu commun (*ungemeine Menschenliebe*). Au premier coup d'œil, on voudrait se jeter dans les bras d'un tel homme et lui dire : je suis pleinement ton ami (5) ! »

L'évêque Adam Krasiński, « arc-boutant de la Confédération de Bar », a franchement déclaré au Roi qu'il venait pour lui faire la guerre. Une heure plus tard, Stanislas-Auguste l'avait conquis (6).

(1) *Volumina Legum*, IX, p. 46. — PRĘCKOWSKI, *Olechowski*, pp. 127-130, 135.

(2) DEMBIŃSKI, *Polska na przelomie*, pp. 152-156.

(3) Lettre à Heyne, 20 nov. 1784, dans FORSTER, *Sämmtliche Schriften*, t. VII, p. 283.

(4) Stanislas-Auguste au général de Monet, 25 nov. 1789, dans MOTTAZ, *Poniatowski et Glayre*, p. 236.

(5) FORSTER, *Tagebücher*, p. 240 (3 nov. 1784).

(6) St.-A. à Monet, dans MOTTAZ, *Poniatowski et Glayre*, p. 236.

Le Roi s'applique à désarmer ses adversaires par des concessions, et à les rallier un à un à sa personne.

Pour éviter une lutte ouverte avec la majorité de la Diète, Stanislas-Auguste doit se plier à une politique nouvelle. Depuis quinze ans, il acceptait comme inévitable le protectorat de la Russie et s'appliquait à mettre un peu d'ordre dans le gouvernement intérieur par le moyen du Conseil Permanent. Et voici que la Diète confédérée abolit le Conseil Permanent, institution odieuse par son origine, plus odieuse encore par les facilités qu'elle a maintes fois offertes à Stackelberg. La Diète confie le pouvoir exécutif à des comités qu'elle choisit dans son sein : une Commission Militaire (3 novembre 1788), une Députation des Affaires Étrangères (9 décembre 1788). Le Roi voit supprimer l'organe central du gouvernement, il voit écarter des affaires les rares techniciens — comme le général Komarzewski, chef de son cabinet militaire. Il voit tous les pouvoirs, en des circonstances critiques, passer à une assemblée trop nombreuse, à des hommes bien intentionnés, éclairés, mais incompetents. Stanislas-Auguste en vient à regretter la docilité des Diètes de 1764.

La jeunesse éclairée. — « Les trois quarts de ceux qui composent la Diète, écrit-il à un correspondant français, veulent sincèrement le bien. Vous me demanderez : Pourquoi donc ne se fait-il pas toujours ? — Le voici : Il y a vingt-cinq ans, il y avait aux Diètes de *Convocation* et de *Couronnement* beaucoup moins de lumières et de lectures parmi nos contemporains qu'aujourd'hui, et précisément pour cette raison, la multitude croyait plus facilement ceux qui avaient de l'instruction, et se laissait conduire. Depuis ce temps, on a beaucoup lu ici, mais sans guide et sans méthode et l'on a acquis une éloquence facile et même souvent brillante, qui était très rare autrefois. Cela vient de ce que *l'on s'est donné*, comme vous le savez, *beaucoup de soin pour l'amélioration des écoles*, mais qu'on n'a pas assez pu diriger la jeunesse au sortir des écoles. Cela a produit dans les individus jeunes qui abondent à cette Diète, la persuasion qu'ils pouvaient et devaient ne se confier qu'à leurs propres opinions (1). »

L'atmosphère même de la Diète manifeste la diffusion des lumières dans la jeunesse polonaise, et le Roi attribue ce progrès à l'Éducation Nationale. Il déplore seulement de n'avoir pas pu, *au sortir des écoles*, employer les jeunes gens dans des administrations, jusqu'alors squelettiques ou inexistantes, et les former ainsi à la ges-

(1) Même lettre à Monet.

tion des affaires publiques. De là provient, juge-t-il, « la présomption de cette jeunesse ».

Un contemporain a porté sur le rôle de la jeunesse et des intellectuels un témoignage qu'il convient de citer aussi. Pierre Maleszewski, fils naturel du Prince Michel, s'était établi à Paris, au sortir de l'École Principale de Cracovie. Le jeune homme accompagna le Primat dans une partie de ses voyages (1789-1791). Chargé par le Roi de communiquer à la presse et aux personnalités parisiennes des informations sur la Pologne, il rédigeait aussi divers projets de réforme à l'usage de la Diète. Il en connut les principaux membres soit au cours d'une mission en Pologne (1792), soit dans l'émigration (1). Dans un *Essai historique sur la Pologne*, publié après sa mort, Maleszewski rend hommage à « ces jeunes gens à talents, élevés dans les nouveaux principes, et qui étaient très nombreux dans la Diète » (2) et souligne le rôle des intellectuels.

Les « talents littéraires » d'Ignace Potocki, « son esprit élevé, son âme généreuse, sensible, ses beaux sentiments... le faisaient chérir de ceux qui s'occupaient en Pologne des sciences, des lettres et des arts. Il choisissait ses amis dans cette classe et cette classe entière avait la plus grande confiance dans le caractère, les lumières d'Ignace Potocki. En Pologne, comme partout où les sciences politiques n'existent pas encore,... les hommes connus par leur esprit dans les sciences, les lettres, devaient être regardés, au moment de la révolution, comme les plus propres pour éclairer et conduire l'opinion politique. Les droits des nations fondés sur ceux des hommes, les intérêts des peuples, la morale publique, la justice éternelle avaient trouvé dans le cours des orages publics, parmi ces hommes, des défenseurs, des tribuns : ces hommes ont dû naturellement inspirer de la confiance au milieu des nations, des peuples armés pour leur liberté, leur indépendance » (3).

II. — LES PUBLICISTES ET L'AGITATION SOCIALE

Les travaux de la Diète passionnent l'opinion, surexcitée d'ailleurs par les nouvelles de Paris. A Varsovie comme en France, de grandes dames tiennent des salons politiques. La bourgeoisie réclame

(1) A. GRODEK, *Piotr Maleszewski*.

(2) P. MALESZEWSKI, *Essai historique et politique sur la Pologne*, 1832, p. 365.

(3) *Ibid.*, p. 354.

un sort meilleur. Les *Considérations* de Rousseau sur le gouvernement de Pologne sont publiées en traduction polonaise (1789). De l'école, le langage des philosophes français passe dans les discours et conversations politiques.

La *Gazeta Warszawska* (*Gazette de Varsovie*) demeure le seul journal de la capitale et contient seulement des avis de mariage ou de décès, et la prose moralisatrice de l'abbé Łuski. Cet ancien jésuite ne s'intéresse qu'à la renommée de la Compagnie de Jésus dont il espère la reconstitution prochaine. Malgré bien des protestations à la Diète, il défend victorieusement le monopole qu'il a reçu en 1773.

De nombreuses brochures suppléent à la carence de la presse périodique : discours les plus remarquables, pamphlets, projets de réforme. Beaucoup de ces minces publications sont aujourd'hui très rares; la plupart ont paru sans nom d'auteur et l'on n'a pas toujours réussi à percer cet anonymat (1). Nous en citerons quelques-unes, soit qu'elles émanent de Commissaires de l'Éducation ou d'Académistes, soit qu'elles traitent de l'Éducation Nationale.

La « Forge » de Kołłontaj. — Kołłontaj s'emploie à éclairer l'opinion publique et participe en même temps aux plus importantes tractations politiques. S'il avait dû naguère, à Cracovie, servir la politique électorale de la Cour, il n'oubliait pas que le prince Michel Poniatowski l'avait mal soutenu contre l'évêque Sołtyk. Ignace Potocki fit beaucoup pour tirer Kołłontaj de ce mauvais pas. Celui-ci s'attacha à la politique du comte Ignace et publia dans ses *Lettres à Małachowski* le manifeste du parti patriotique.

Kołłontaj trouve un ami et un protecteur en la personne du maréchal Stanislas Małachowski et participe aux délibérations officieuses des chefs politiques, mais, si haute que fût la dignité de Référendaire, elle ne lui donne pas accès à la Diète. Ses amis voudraient le voir entrer au Sénat. « Vous serez évêque, lui écrit Piramowicz, vous en êtes digne... L'âge et l'expérience vous apporteront la modération dans les opinions et les sentiments... Vos travaux et vos conseils prouveront à la nation éclairée quel conseiller la République gagnera en votre personne (2)... » Mais Kołłontaj a des ennemis, qui répandent la plus mauvaise opinion sur son caractère et sur ses mœurs.

(1) PILAT, *Literatura polityczna Sejmu Czteroletniego*, 1872. — SMOLEŃSKI, *Publicyści anonimowi z końca w. XVIII.*, 1912.

(2) 2 juin 1790, dans WISŁOCKI, *Poczet*, p. 424.

Dans le parti *patriotique* même, plusieurs sont effrayés par les idées hardies du Référendaire et par son audace dans l'action.

L'ancien recteur de Cracovie loge dans sa propre maison le chanoine Jezierski, héros des incidents de Łęczyca (1). Kołłontaj expose avec une noble éloquence les théories politiques et sociales, il aime voir son ami ridiculiser les préjugés et flétrir leurs sectateurs. En deux ans, Jezierski lance coup sur coup une dizaine de publications dans les genres les plus divers : un petit traité historique *Sur les interrègnes en Pologne*, en collaboration avec Kołłontaj ; *Les mystères du gouvernement polonais dévoilés*, par questions et réponses ; en un style archaïque, des récits soi-disant empruntés à l'histoire du Moyen Age polonais : *Goworek, palatin de Sandomir*, — *Rzepicha, mère des rois, femme de Piast*, — *Extrait de la Chronique de Witykind*. Jezierski attribue à un gentilhomme-laboureur de ridicules *Remarques sur la classe plébéienne en Pologne*. Il adapte la fameuse brochure de Sieyès *Qu'est-ce que le Tiers-État ?* Il donne libre cours à sa verve, exalte les roturiers, raille les gentilshommes et surtout les magnats. Il flagelle, sous des pseudonymes transparents, les meneurs de la Diète du Démembrement, sans ménager davantage l'hetman Branicki.

Un autre Académiste se révèle plus mordant encore : François Zabłocki, suppléant de Piramowicz au secrétariat de la Commission d'Éducation. Depuis longtemps protégé de Czartoryski, commensal du Roi dans ses Jeudis littéraires, Zabłocki avait spirituellement défendu les idées nouvelles en de nombreuses comédies. A l'ouverture de la Grande Diète, le *Molière polonais* renonce au théâtre. L'amour de la patrie l'emplit d'une furieuse indignation contre les mauvais citoyens. On fait circuler en manuscrit ses pamphlets en prose, ses satires en vers. Il exprime son admiration pour Kołłontaj. Il s'acharne sur le castellan Jezierski, insulteur de la classe bourgeoise, sur l'hetman Rzewuski. Il qualifie nommément Branicki de « traître à sa patrie », de « créature de Moscou ». L'Hetman promet une récompense à qui lui livrera l'auteur anonyme de ces vers (2).

Les revendications des villes (3). — Kołłontaj, Jezierski, Zabłocki, tous gentilshommes d'ailleurs, combattent les préjugés des nobles

(1) Sur Jezierski publiciste, voir SMOLEŃSKI, *Kuźnica Kołłontajowska* (La Forge de Kołłontaj) dans *Pisma*, II, pp. 323-388.

(2) CHRZANOWSKI, *Historja literatury niepodległej Polski*, pp. 536-541.

(3) SMOLEŃSKI, *Mieszczanstwo warszawskie* ; PTAŚNIK, *Miasta i mieszczaństwo*, chap. XIV.

contre les bourgeois. Le Référendaire accepte du *magistrat* de Varsovie de considérables pots-de-vin pour soutenir une cause à laquelle il est d'ailleurs sincèrement attaché. La bourgeoisie de la capitale est assez riche et assez éclairée pour prendre en main elle-même la défense de ses intérêts.

Varsovie s'est beaucoup développée depuis le début du règne, elle est passée d'environ 40.000 habitants à près de 100.000. A côté de misérables baraques en bois, se dressent des palais : les uns appartiennent à des magnats, les autres à de riches bourgeois. La noblesse peut-elle indéfiniment refuser tout droit politique à ces familles d'hommes de loi qui peuplent les conseils de la ville, à de puissants banquiers comme Tepper neveu, comme ce Cabrit venu de Königsberg, comme le Genevois Pierre Blanc ? Le Trésor a besoin de leur concours, et l'on ne peut guère condamner leurs professions comme dégradantes puisqu'une loi de 1775 autorise les nobles à s'y livrer. Prot Potocki a fondé une banque et l'on voit parfois le maréchal Stanislas Małachowski, dans son magasin, mesurer du drap.

Le président de la Vieille Ville de Varsovie, Jean Dekert, entreprend la lutte, d'accord avec Stanislas Małachowski et avec Kołłontaj. Dès les premiers mois de 1789, le *magistrat* de Varsovie distribue aux membres de la Diète un traité sur les privilèges historiques des villes polonaises, et la capitale fait appel à toutes les villes royales, répandant largement des brochures rédigées par les hommes de loi de Varsovie. A la fin d'octobre, le *magistrat* convoque à Varsovie un congrès des villes royales. 294 délégués représentant 141 cités se réunissent sous la présidence de Dekert et signent un pacte d'union, imité des Confédérations de la noblesse (24 novembre 1789).

Puis la « procession noire » des délégués vint remettre au Roi un mémoire (2 décembre) : ils réclamaient une participation à la Diète et au pouvoir exécutif, mais, à la demande de Stanislas-Auguste, auquel ils avaient communiqué le texte primitif, ils avaient renoncé à l'institution d'une *Chambre des Villes*.

Les écrivains polonais avaient multiplié depuis vingt ans les appels au « droit naturel », au « droit de l'homme », les condamnations de l'« esclavage ». Mais ces formules retentissaient avec une résonance nouvelle dans l'opinion polonaise, fort émue par les journées parisiennes du 14 juillet et des 5 et 6 octobre. L'hetman Branicki, le prince Casimir Sapieha, maréchal de la Confédération pour la

Lithuanie, redoutèrent et affectèrent de voir dans le congrès des villes le prélude d'une insurrection. Il se trouva même à la Diète le castellan Jezierski pour traiter les bourgeois d'« inutiles habitants du pays », de « paresseux qui vivent du travail du paysan et s'enrichissent malhonnêtement ».

Parmi les défenseurs des villes se distinguèrent à la séance du 18 décembre le chancelier Chreptowicz, dont le *magistrat* de Varsovie imprima et répandit le discours, Stanislas Potocki et le prince Adam. La Diète constitua une nouvelle Députation pour élaborer un projet sur les villes royales.

Les professeurs de Cracovie et de Wilno. — Les Académistes de Cracovie et de Wilno s'intéressent aussi, plus discrètement, à la vie publique. Seule de toutes les grandes villes royales, Cracovie n'a pas répondu à l'appel de Dekert. Le *magistrat* a jugé plus habile de ne pas faire cause commune avec les autres villes royales, mais d'invoquer les privilèges éminents de Cracovie, ancienne capitale. Les Académistes prônaient sans doute des idées plus hardies que les patriciens de la ville. Plusieurs mois avant l'ouverture de la Diète, Czochron s'écriait à une séance publique : « Un esclave ne peut être citoyen. Liberté, Propriété, Sûreté ne sont pas des privilèges, mais des droits propres à chacun et imprescriptibles (1). »

Januszewicz prend enfin possession de sa chaire de droit polonais à la rentrée de 1788. On aimerait connaître le cours de droit public professé en 1788-89 par ce disciple de Kołłontaj. On aimerait savoir comment tel candidat au Corps Académique a développé, publiquement, le sujet brûlant que le professeur lui imposait : « Quelles sont les lois nationales et quelles devraient-elles être pour ne contrevenir en rien aux besoins de l'homme et du citoyen » (2) ? L'astronome Śniadecki lui-même collabore, selon toute vraisemblance, au catéchisme de Jezierski sur *Les mystères du gouvernement polonais* (3).

A Wilno, le sage Pilchowski se joint aux défenseurs des paysans. Une brochure anonyme *Sur les serfs polonais* (1788) réclamait pour eux une certaine liberté, des tribunaux, la réglementation de la corvée. Les uns attribuent cet important ouvrage au Primat Poniatowski ou à Zamoyski, à Wybicki ou bien à Karp, nonce de Samogitie, traducteur de Rousseau. Notons seulement que l'auteur

(1) CZOCHRON, *O prawodawctwie kryminalnem*. (12 mai 1788).

(2) *Posiedzenia Kandydatów*.

(3) BALIŃSKI, *Pamiętniki o J. Śniadeckim*, I, p. 193.

insiste sur la nécessité d'enseigner aux paysans les trois règles et la morale (1).

Pilchowski approuve hautement la brochure *Sur les serfs polonais*. Il proteste seulement contre cette affirmation : « dans les siècles passés, une telle dureté envers les serfs s'empara du cœur des Polonais, que les savants eux-mêmes en furent contaminés » (2). « Ami de l'antiquité polonaise », Pilchowski admire et respecte le siècle des lumières, mais sans considérer les siècles passés, en particulier l'âge des Sigismonds et des Batory comme des siècles grossiers, sombres et insensibles... « La voix de la nature, la voix de la Religion, la voix de la raison, la voix de l'humanité et du civisme s'est fait entendre depuis longtemps en faveur des serfs chez nos aïeux instruits. »

Il donne en exemples une vingtaine de personnages : les rois Boleslas le Vaillant, Casimir le Juste et Casimir le Grand ; les humanistes Modrzewski et Petrycy (3) ; le P. Skarga et le professeur Olizarowski, honneur de l'Académie de Wilno (4) ; et quelques autres noms célèbres ou moins connus. Il met ainsi en évidence la lignée nationale des défenseurs des paysans, jusqu'à leurs champions contemporains : il rend hommage à l'auteur des *Serfs polonais*, à Wybicki pour ses *Lettres à Zamoycki*, à Karpowicz pour ses sermons du Jubilé, au P. Vincent Skrzetuski pour son *Droit politique*.

Tandis que tant de publicistes invoquaient en faveur des paysans la philosophie des lumières et l'exemple des nations occidentales, Pilchowski plaidait la même cause au nom de la plus saine tradition chrétienne et polonaise. « Dieu veuille seulement que soient un jour écoutées les voix des vivants, s'unissant aux voix de nos ancêtres défunts pour crier : *Facite judicium et justitiam, et liberate vi oppressum* (Jerem. 22, 3) (5). »

Vues d'Ignace Potocki sur la question paysanne. — La question paysanne fut évoquée à la Diète en janvier et en mars 1789. Le Roi

(1) KORZON, *Wewn. dz.*, I, pp. 420-421.

(2) PILCHOWSKI, *Odpowiedź na pytanie : izali nieczułość...*, 1789.

(3) Modrzewski, élève de l'Université de Cracovie, passé à la Réforme et au Socinianisme, défend les paysans dans son *De Republica emendanda 1551* ; Sébastien Petrycy (1554-1626), professeur de médecine à l'Académie de Cracovie, dans ses commentaires sur l'*Économie* (1601-1618) et sur la *Politique* (1605) d'Aristote.

(4) Skarga fut le premier recteur de l'Académie de Wilno. Le laïque Aaron Alexandre Olizarowski (1618-1659), professeur de droit canon à l'Académie de Wilno, publia un *De politica hominum societate* dont Pilchowski reproduit 20 pages.

(5) PILCHOWSKI, *Odpowiedź*, p. 105.

prononça quelques paroles de pitié. Le prince Adam, ses jeunes protégés Niemcewicz et Weyssenhof, d'autres nonces encore, demandèrent le châtiment des propriétaires qui feraient retomber sur les paysans le poids de l'impôt. Mais la majorité répugnait à décréter des sanctions contre des gentilshommes et les défenseurs des paysans parlèrent fort prudemment. « Il ne s'agit pas de rendre la liberté aux paysans, dit Niemcewicz, mais de les protéger contre l'oppression de maîtres impitoyables. » — Et le prince Adam : « Il faut d'abord éclairer cette classe », avant de la libérer (1). A la même époque, des bruits inquiétants déterminent la Diète à prévenir par des opérations de police une révolte paysanne dans l'Ukraine.

Ignace Potocki aborde la question paysanne dans ses *Remarques politiques* (1789). « Je n'ai pas grand espoir, écrit-il, qu'après cent lois contre les paysans, il en soit voté une seule en leur faveur. Les partisans du nouveau système sont assez nombreux, mais non point très affermis dans leur conviction ; les sectateurs de l'ancien régime sont plus opiniâtres (2). » Aussi se borne-t-il à réclamer pour les paysans des écoles paroissiales et des tribunaux, assurant que la noblesse n'aurait pas lieu de s'inquiéter d'aussi modestes concessions.

« On pourrait m'objecter qu'il ne faut donner à nos paysans aucune instruction car... éclairés, ils aspireraient à la liberté. Ainsi raisonnent tous les partisans de l'ancien système... » Potocki accorde que les belles-lettres ne conviennent qu'aux hommes libres « et même je ne souhaiterais pas perfectionner les paysans dans les arts qui conviennent aux villes : art du serrurier, du sellier, du forgeron, du coiffeur, du cordonnier et autres métiers semblables..., car ces arts donnent à celui qui les connaît le moyen de vivre n'importe où, et le conduisent donc à penser librement ».

On dit encore que le paysan pourra tout apprendre une fois qu'il saura lire. C'est mal connaître la faiblesse de l'esprit humain. Le paysan pourra, par la lecture, conserver les connaissances utiles qu'on lui aura enseignées, « mais, jointe au travail continuel de la charrue et de la vie des champs, une telle instruction ne le fera pas sortir de sa sphère »...

La Société pour les livres élémentaires devra réunir dans de petits manuels des notions de morale et des connaissances utilitaires : rudiments d'agriculture, d'architecture rurale, d'hygiène et d'art

(1) KORZON, *Wewn. dz.*, I, pp. 434-435.

(2) Ignacy POTOCKI, *Uwagi polityczne*, p. 39.

vétérinaire. Ces sciences « conviennent à la condition de notre paysan, elles ne l'arrachent pas à la charrue et à la corvée, mais l'y attachent plutôt. Elles lui procurent seulement, dans la fidélité et l'obéissance au seigneur, une vie plus aisée. De cette amélioration et de l'accroissement de la population, qui profitera davantage que le seigneur lui-même » ? Le Comité littéraire saura en effet écrire pour les écoles paroissiales un livre de morale conforme au texte de l'Épître aux Romains : « *Qui resistit Potestati, Dei ordinationi resistit...* » (1).

La noblesse polonaise a des tribunaux, mais elle ne veut pas qu'il y en ait pour les paysans, sous prétexte qu'ils en useraient mal. « Le gentilhomme dit : j'ai une bonne éducation, de nobles sentiments, une noble fierté, je ne puis donc léser le paysan... Il ajoute qu'après avoir obtenu des juges, le paysan demanderait un Tribun et voudrait participer à la législation. » Mais, conclut Potocki, c'est l'oppression qui cause les révoltes. « Pour avoir refusé la justice aux paysans, nous avons éprouvé assez de funestes révolutions et perdu des provinces... Lorsque nos paysans auront une Justice, ils seront attachés au pays et plus portés à le défendre (2). »

III. — LE PROJET DE LA DÉPUTATION CONSTITUTIONNELLE ET LA CONSTITUTION DU 3 MAI

Le projet de la Députation constitutionnelle. — Vers la fin de la première année, la Diète aborde enfin systématiquement la réforme de la République et élit une *Députation pour préparer des projets sur la forme du gouvernement* (10 septembre 1789). Le Roi et le parti *patriotique* tombent d'accord pour confier la présidence à l'évêque Adam Krasiński. Parmi les dix autres membres, les Académistes peuvent relever les noms du chancelier Chreptowicz, d'Ignace Potocki, auquel échoit le rôle de secrétaire. Le jeune Joseph Weysenhof représente la clientèle du prince Adam.

Dès le 24 décembre, la *Députation constitutionnelle* réussit à faire ratifier par la Diète des *Principes pour la réforme de la Constitution*, premier compromis entre le *parti patriotique* et la Cour. Les royalistes consentent à l'institution de la Diète *Permanente*, mais les *patriotes* acceptent de subordonner les Commissions Exécutives au

(1) *Ibid.*, XXVIII-XXXIII.

(2) *Ibid.*, pp. 40-42.

Roi, assisté d'un Conseil appelé *Garde Suprême* (*Straż najwyższa*). Ainsi le Roi participe de nouveau au pouvoir exécutif, grâce à un organe central de gouvernement qui rappelle le Conseil Permanent. Des lois ultérieures préciseront comment la Diète élira les membres de cette *Garde Suprême*, et comment ils rendront compte à l'Assemblée. La réforme constitutionnelle ainsi amorcée, la Diète peut conclure avec la Cour de Prusse un traité de garantie mutuelle et d'alliance défensive (29 mars 1790).

La Diète ayant invité les citoyens à fournir leurs suggestions à la Députation constitutionnelle, Kołontaj entreprend de rédiger, en forme de texte législatif, un projet qu'il intitule *Droit politique de la Nation polonaise* (1). Le premier volume contient les « fondements de la législation et du gouvernement ». L'auteur y reprend les thèses de ses *Lettres à Malachowski*, en les modifiant conformément aux *Principes* adoptés par la Diète. Il enrichit de divers compléments intéressants son programme de 1788. S'il renonce à publier les deuxième et troisième volumes, où il devait traiter du gouvernement de chaque palatinat et du gouvernement central de la République, c'est que la Députation admet les Académistes à collaborer avec elle d'une manière plus discrète et plus efficace.

Au milieu de leurs travaux politiques, Chreptowicz et Ignace Potocki ne délaissent point les séances hebdomadaires de la Commission d'Éducation Nationale. Bien plus, lorsque devient nécessaire une mise au point des Statuts du Corps Académique, ces deux fidèles commissaires se chargent, avec le prince Adam, d'en délibérer (10 novembre 1789) avec les représentants des Écoles Principales. Śniadecki, venu de Cracovie, renoue des relations plus étroites avec Kołontaj. Le nouveau texte promulgué (20 février 1790), Poczubut et Pilchowski regagnent Wilno, laissant à Varsovie, jusqu'à la fin de l'année scolaire, le juriste Stroynowski (2). La *Délégation des Trois* et les représentants des Écoles Principales font aux Statuts du Corps Académique des corrections sans grande portée et consacrent à coup sûr leur effort à faire passer dans le *Projet de Constitution* les réformes capitales qui les intéressent.

Nous savons d'ailleurs qu'il se tenait chez Kołontaj des conférences où Ignace Potocki rencontrait Dekert, président de la ville de Varsovie, et des intellectuels comme l'historien Naruszewicz, maintenant évêque de Smoleńsk, royaliste notoire ; l'abbé Piattoli,

(1) *Prawo polityczne narodu polskiego*, t. I, seul paru, 1790.

(2) BALIŃSKI, *Pamiętniki o J. Śniadeckim*, I, p. 190.

un Italien qui devait jouer un rôle considérable, et des représentants qualifiés du Corps Académique : Jezierski et Piramowicz (1).

Deux chapitres du *Projet de Constitution* portent la marque indiscutable des Académistes : Kołłontaj a mis la main au chapitre IX : *Commission de l'Éducation Nationale* (2) et Stroynowski au chapitre dernier : *Conditions d'accès aux fonctions dans la République*.

Le chapitre IX charge la Commission de donner à la jeunesse une éducation « uniforme..., entièrement conforme avec la Constitution d'un gouvernement libre ». Il étend son autorité jusque sur les écoles protestantes, schismatiques et juives. Il met au point le recrutement des commissaires, arme la Commission des pouvoirs administratifs, judiciaires et financiers dont la Diète du Démembrement et la Diète de 1776 ne l'avaient pas pourvue. Bref, le projet tire les leçons d'une longue expérience, et lorsqu'en 1792 la Commission d'Éducation Nationale demandera à la Diète une nouvelle charte, elle reprendra, avec de très légères modifications, le projet de la Députation constitutionnelle (3).

Enfin les Académistes satisfont leurs rêves les plus ambitieux et se taillent une place éminente dans la République. Le chapitre sur les *Conditions d'accès* aux fonctions publiques (4) réserve les évéchés aux docteurs en droit et en théologie, promus par les Écoles Principales de Pologne.

(1) WISŁOCKI, *Poczet prac Piramowicza*, p. 417.

(2) *Projekt do formy rządu*, 1790. Le chapitre IX, *Komisya Edukacyi Narodowej*, en 69 articles, aux pages 190-207. Il a été en outre imprimé à part, et réimprimé par LEWICKI, *Ustawod.*, pp. 414 et suiv. — Voir *Metryka litewska, dzial IX, Nr. 26*, fol. 184-192, un avant-projet en 7 titres, avec notes marginales de la main de Kołłontaj.

(3) Voir ci-dessous ch. II.

(4) Chap. dernier : *Stopnie i warunki urzędów w Rzplitej* (Hiérarchie des fonctions dans la République et conditions d'accès) aux pp. 230-250 du *Projekt do formy rządu*. — Stroynowski avait ouvert ses cours en octobre 1789 par une conférence sur l'utilité des études juridiques « dans une Nation libre, qui se donne elle-même son gouvernement et ses lois » (*Mowa... dnia 5 paźdz. 1789 miana*). Bientôt appelé à Varsovie par la Commission d'Éducation, il se fit suppléer jusqu'à la fin de l'année scolaire par Malewski (*Rapp. Wilno*, 1789/90).

En fait, pendant la Grande Diète, Stroynowski dut, par deux fois, interrompre son enseignement pour participer au travail législatif. Collaborateur de la Députation constitutionnelle, il prépara, outre le projet sur l'accès aux fonctions publiques, la loi sur le *Tribunal de la Diète* (sorte de Haute Cour) qui fut votée le 17 mai 1791. Il fit régulièrement ses cours à Wilno en 1790-1791, puis la Commission d'Éducation l'en déchargea (*B 44*, 24 septembre 1791) afin qu'il travaille avec la Députation des Codes (BALIŃSKI, *Dawna Akademia Wileńska*, p. 337 ; PRZYŁGOWSKI, *Żywoty biskupów wileńskich*, III, p. 243 ; BIELIŃSKI, *Uniwersytet wileński*, III, pp. 47-57 ; ESTREICHER, *Bibliogr.*, XXIX, p. 336). Il conviendrait, d'autre part, d'éclaircir le rôle du frère du Piaron, Valérien Stroynowski, nonce de Volhynie.

Les grandes Commissions exécutives admettront à leurs travaux, avec voix délibérative, des Assesseurs recrutés parmi le personnel de leurs bureaux. Nul ne sera employé dans ces bureaux sans avoir passé devant les Écoles Principales un examen de Droit pour la Commission de la Police, de Science Financière pour la Commission du Trésor, d'Architecture Militaire pour la Commission de l'Armée.

Les candidats aux fonctions de nonce devront justifier de six années de service dans l'armée, ou avoir rempli certains emplois civils : assesseur d'une grande Commission exécutive, assesseur à un *Tribunal de Terre* ou notaire à un *Tribunal de Palatinat*, toutes fonctions réservées aux diplômés des Écoles Principales. Ainsi deux portes seulement ouvriront la carrière politique : l'armée et les études académiques. Les magnats arrivaient jusqu'ici aux plus hautes fonctions tout jeunes et sans avoir donné aucune preuve de capacité. La Députation constitutionnelle établit un *cursus honorum*, comme le demandait déjà Konarski (1).

Elle fait aux *Académistes* une place d'honneur dans la hiérarchie. « Les professeurs qui enseignent dans les Écoles de Département et de Subdivision sont assimilés aux dignitaires de district. » — « Après dix années de professorat, ils sont qualifiés pour les mêmes fonctions que les dignitaires de district. » — Les recteurs de Département sont assimilés aux dignitaires de Palatinat ; les professeurs des Écoles Principales aux dignitaires de Province. Enfin les recteurs des Écoles Principales sont assimilés aux dignitaires de la République : Secrétaires, Référéndaires et Notaires des deux Nations ; ils sont qualifiés pour le Sénat et pour le Ministère. Le professorat peut ainsi conduire les gentilshommes aux plus hautes fonctions politiques.

Quant aux roturiers, Kołłontaj demandait dans ses *Lettres à Małachowski* qu'ils aient accès à la noblesse par « l'héroïsme du soldat et le talent pacifique du professeur ». Il rappelait qu'une vieille loi « ordonne que les plébéiens servant dans l'armée soient anoblis en récompense de leur courage... Sigismond I^{er} a donné la même prérogative aux professeurs qui enseignent sous le gouvernement du recteur de Cracovie » (2). La Diète de 1676 a étendu à l'Académie de Wilno les droits accordés à l'Académie de Cracovie.

La Députation constitutionnelle entend faire imprimer tous ces

(1) De même KOŁŁONTAJ, *Listy do Małachowskiego*, t. II, pp. 200-201, 210.

(2) *Ibid.*, II, pp. 138-140. — *Volumina legum*, t. II, p. 917, sous le titre *Plebeiorum Nobilitatis*.

privilèges dans les *Volumina legum*, comme la Diète de 1633 l'avait décidé. En vertu du diplôme de Sigismond I^{er}, les Académistes jouiront de la noblesse personnelle tant qu'ils enseignent et recevront, après vingt ans de professorat, des lettres de noblesse héréditaire (1).

Aucune Diète n'avait jusqu'alors ratifié ce privilège de Sigismond I^{er}, qui restait sans valeur réelle. D'ailleurs, dans l'ancien Corps Académique, les professeurs étaient presque tous d'Église et n'avaient que faire de la noblesse héréditaire. Mais en 1790, les laïques forment la majorité dans le nouveau Corps Académique. Plusieurs professeurs des Écoles publiques se sont mariés, bien qu'astreints en principe au célibat, et la Commission d'Éducation ne paraît pas résolue à s'opposer à ce courant. Ces académistes plébéiens acquerront la noblesse et feront souche de gentilshommes, tandis que les jeunes gens des plus grandes familles ne parviendront pas aux fonctions publiques sans diplômes universitaires, sauf par la carrière militaire.

Ainsi la Députation constitutionnelle attache aux parchemins académiques autant ou plus de prix qu'aux titres de noblesse. Elle propose d'introduire dans le droit polonais deux principes gros de conséquences : la science mènerait à la noblesse, la naissance ne vaudrait guère sans l'instruction.

La consultation des diétines et le « doublement » de la Diète. — C'est seulement le 7 août 1790 que la Députation constitutionnelle communiqua son projet à la Diète. Les nonces, voyant approcher le terme ordinaire des diétines électorales, avaient invité la Députation à se hâter, mais Potocki et ses amis n'espéraient pas rallier la majorité de la Diète à leur projet.

Les conférences officieuses tenues chez les Maréchaux firent ressortir de graves divergences. Les conservateurs jugeaient excessives les mesures proposées en faveur des villes et des paysans. Les royalistes estimaient le plan de gouvernement trop républicain.

L'opinion n'aurait point compris cependant que la Diète se séparât sans avoir établi tout au moins la base des réformes. L'assemblée se devait encore d'aboutir pour des raisons de politique étrangère, pour conserver à la Pologne l'alliance prussienne, compromise par la détente qui s'opérait entre Berlin et Vienne depuis la convention de Reichenbach.

Le projet de la Députation constitutionnelle portait : « A la mort

(1) *Projekt do formy rządu*, ch. IX, sect. XV (LEWICKI, *Ustawod.*, p. 418).

du Roi actuel, on élira une Famille à la couronne de Pologne », c'est-à-dire on proclamera la royauté héréditaire. Les circonstances paraissaient exiger une prompte décision, sans attendre la vacance du trône. Ignace Potocki, voyant le salut de sa patrie dans une étroite union avec la Prusse, proposait la couronne de Pologne à la maison de Hohenzollern. L'opinion penchait vers la maison de Saxe, moins puissante assurément, mais qui avait déjà fourni deux rois à la Pologne. Poniatowski renonça lui-même aux ambitions dynastiques qu'il avait pu nourrir en faveur de son neveu le prince Stanislas, et se joignit discrètement aux partisans des princes de Saxe. Coup sur coup, le parti *patriotique* enleva deux votes. Le premier pose aux Diétines la question brûlante : « la Nation veut-elle éviter le danger d'un interrègne, en élisant librement, du vivant du Roi, son successeur au Trône ? » Le second recommande aux Diétines l'Électeur de Saxe, Frédéric-Auguste.

La Diète fixe au 16 novembre la réunion des Diétines, les nouveaux nonces se joindront un mois plus tard aux élus de 1788, qui continueront à siéger. Ils maintiennent la Confédération de 1788 pour s'accorder cette prorogation de pouvoirs. Le parti patriotique, qui avait péniblement rallié une majorité au cours de ces deux premières années, se résout à cette mesure sans précédents, par crainte d'élections défavorables.

Le scrutin du 16 novembre lui apporte au contraire une franche victoire. Toutes les diétines se prononcent en faveur de Frédéric-Auguste de Saxe, sauf le palatinat de Volhynie travaillé par les magnats. Cinq diétines votent même pour l'hérédité du trône. Les nouveaux nonces, pour la plupart des hommes jeunes, assurent au parti patriotique une grosse majorité dans la Diète ainsi « doublée ».

Impatience de la bourgeoisie. — Cependant la bourgeoisie polonaise s'impatiente. La Députation constitutionnelle a demandé pour elle des avantages importants, le *magistrat* de Varsovie réclame en outre que les bourgeois participent à la législation. Or la Diète, profondément divisée sur la question des villes, ne l'avait point mise à l'ordre du jour. Dekert, accaparé par la vie politique, voit périliciter ses affaires privées. Épuisé par le surmenage, il meurt le 4 octobre 1790. Le maréchal Małachowski répand l'émouvante lettre qu'il a reçue de son ami agonisant : le Président de Varsovie y plaidait une dernière fois la cause de la bourgeoisie, dans l'intérêt de la patrie.

La Diète tente d'apaiser les villes en conférant la noblesse à de nombreux bourgeois. Elle accepte tout entière la liste présentée par la Commission Militaire, mais n'admet guère, parmi les personnalités civiles, que des banquiers, des manufacturiers et des hommes de loi. La Commission de l'Éducation avait vraisemblablement préparé une liste, mais aucun Académiste n'est anobli (1).

Jean Śniadecki, né bourgeois, déplore que les privilèges conventionnels pèsent plus que les droits naturels, mais il faut, écrit-il à Kołontaj (2), profiter des dispositions actuelles de la Diète pour faire valoir les droits collectifs du Corps Académique : qu'une loi vienne confirmer le fameux privilège de Sigismond I^{er}.

Le gentilhomme Sołtykowicz, professeur de droit à l'École publique de Cracovie, invite les bourgeois à ne pas abandonner, pour quelques faveurs individuelles, leurs intérêts collectifs. Il publie un *Appel urgent à la bourgeoisie* qui retentit jusqu'à la Diète et que l'on attribue souvent au chanoine Jezierski (3). Il y flétrit « l'intolérable anarchie des Aristocrates », proclame le droit naturel des bourgeois à décider de leur sort, de leur sûreté et de leur fortune. Il les met en garde contre la manœuvre de la Diète : par ces anoblissements, elle a joué la bourgeoisie. Que les bourgeois continuent l'action prudente inaugurée par le grand Dekert. Qu'ils disent à la Diète :

« Nous ne venons pas à vous l'épée à la main, ni pour faire appel à la révolte, ni pour violer cette Sainte Autorité... dans le Gouvernement que la Providence et la Nature vous ont assurée depuis des siècles..., comme aux propriétaires du sol. Nous venons seulement vous prier de nous admettre à cette partie de la Législation qui concerne plus particulièrement le sort de notre propriété urbaine... Faites-nous justice et, vous le verrez, nous saurons vous témoigner notre reconnaissance et à notre Patrie notre fidélité. Nous défendrons jalousement les libertés communes ! »

(1) Au total, 195 militaires et 227 civils furent anoblis du 11 novembre au 9 décembre 1790. D'après le *Moniteur Universel* du 7 décembre 1790 (N° 341) « les nonces qui ont voulu engager à surseoir ont représenté qu'il y avait des cordonniers et des tailleurs sur la liste : à l'instant on a sursis », institué une procédure compliquée, décidé que chacun des nonces proposerait deux personnes à anoblir. — Poczobut s'occupa avec ardeur d'obtenir cette faveur pour un certain nombre de ses subordonnés (BALIŃSKI, *Dawna Akademia*, p. 339).

(2) 28 novembre 1790, dans KRASZEWSKI, *Listy Śniadeckiego*, p. 13.

(3) *Głos na przedce do stanu miejskiego*, s. d., 15 p. Cette brochure n'est pas signalée par Kołontaj dans sa liste des œuvres de Jezierski ; ESTREICHER, XXIX, p. 73, l'attribue à Sołtykowicz.

C'est encore un *académiste*, sans nul doute, qui publie à Varsovie la brochure *L'âme des peuples ou Sur les serfs polonais, résumé d'une dissertation* (1). « L'âme de chaque peuple, dit-il, c'est une éducation appropriée à chaque condition, aux besoins du pays et à sa législation... Déjà pour les esprits imbus d'une bonne éducation, tout ce qui offense l'humanité devient un horrible spectacle. Déjà la lumière du droit naturel répandue dans le cœur des jeunes gens, montre avec clarté l'inconvenance de la barbarie féodale dans une Nation libre... Toutes les parties du gouvernement public appellent une réforme » telle que « la législation réponde à l'éducation, et l'éducation à la législation ».

Les nobles ne doivent point attendre une révolte pour satisfaire de justes revendications. « Amoureux de liberté, fils d'une Patrie libre », nourris à la science par le plus éclairé des rois, « qu'ils communiquent une partie de leurs lumières... au commun peuple, en lui procurant l'instruction dont il a besoin pour accomplir ses devoirs et pour rechercher un bonheur conforme à son état ».

Les nobles doivent arracher les paysans « des griffes d'un peuple naguère asiatique... », les délivrer des Juifs qui leur « sucent le sang ».

Les Citoyens « formés à la vertu doivent comprendre les besoins des paysans, ne pas les accabler au delà des conventions, au delà de la coutume, au delà de l'équité... d'un poids insupportable de redevances et de corvées ». Il faudrait instituer des Tribuns de la Plèbe « comme protecteurs des serfs opprimés ».

L'examen de la situation diplomatique conduit le P. Gaëtan Skrzetuski à des conclusions analogues. Dans son *Aperçu politique* (2), publié au début de 1791, le Piariste renvoie le lecteur à son *Histoire politique à l'usage de la jeunesse* (1773) pour l'exposé du premier démembrement. Il convient que la Pologne ne pouvait ensuite se maintenir que par la protection de Pétersbourg. « C'était aussi l'intérêt de la Russie elle-même de ne pas faire disparaître complètement le nom de la Pologne, pour ne pas s'attirer la jalousie des autres Puissances... Je pardonne donc à tous ceux qui ont pu penser ainsi jusqu'à l'entrevue de Kaniów. » La Russie proposa alors son alliance contre la Turquie. Mais la Pologne n'aurait trouvé aucun avantage à annexer la Moldavie, sur laquelle elle n'avait aucun droit. Il restait d'ailleurs à la conquérir sur la Turquie.

(1) *Dusza Kraiów*, s. d., 16 str.

(2) [K. SKRZETUSKI], *Widok polityczny w teraźniejszych okolicznościach Polski*.

La Pologne ne pouvait avoir confiance en un Frédéric II. Mais Frédéric-Guillaume II a offert son alliance à la Pologne. Skrzetuski commente point par point la déclaration prussienne lue à la Diète le 12 octobre 1788. L'alliance avec Berlin se présente comme très avantageuse. Tout porte à croire à la sincérité de Frédéric-Guillaume : en bon souverain, il veut le bien des États voisins.

Les propositions prussiennes avaient fait naître chez certains Polonais l'espoir de reconquérir la Galicie sur l'Autriche. L'accord de Reichenbach entre le roi de Prusse et l'empereur Léopold a fait s'évanouir ces espérances, mais il éloigne les dangers de guerre.

Or la Pologne ne peut soutenir une guerre avant d'avoir réorganisé son armée, ses finances, avant d'avoir assuré le bonheur de tous ses habitants. « Les méfiances, les dissensions, les querelles intestines ont pour cause principale l'oppression d'une certaine classe de citoyens. Dans un bon gouvernement, tout homme doit pouvoir parvenir à la prospérité... Nulle profession utile à la société ne saurait être honteuse ni vile. Que chaque citoyen soit persuadé que le hasard de la naissance ne lui nuira en rien de ce qui s'accorde avec sa propre prospérité et avec la prospérité de la Nation, et il se trouvera à coup sûr dans toutes les classes sociales de grandes vertus et un grand héroïsme (1). »

Le parti patriotique dispose maintenant d'un organe hebdomadaire. Le monopole de l'abbé Łuskina enfin aboli, les nonces Niemcewicz et Weyssenhof publient à partir du 1^{er} janvier 1791 la *Gazeta Narodowa i Obca* (*Gazette Nationale et Étrangère*). Le public y trouve ces comptes rendus des travaux de la Diète et ces nouvelles de France dont le privait la vieille *Gazeta Warszawska*. Dès le premier numéro de son journal, Niemcewicz s'engage à condamner les excès de la Révolution française, mais il loue le peuple français d'avoir « brisé ses chaînes ». Il espère que « la partie raisonnable de l'Assemblée française » saura calmer l'agitation et établira une liberté durable, en assurant au Peuple le pouvoir législatif, au Roi l'exécutif. Il proclame un peu plus tard (9 mars) que « notre Révolution » et notre affranchissement du joug moscovite seront plus salutaires encore que la Révolution française, « louable en beaucoup de ses réalisations, mais en partie nuisible par ses violences et par ses meurtres » (2).

(1) *Ibid.*, pp. 138-141.

(2) ДИМ, *Niemcewicz w czasie Sejmu Czteroletniego*, pp. 106, 110.

La loi sur les diétines et la loi sur les villes. — Depuis le « doublement » de la Diète, les chefs du parti patriotique travaillent par deux voies différentes à la régénération de la Pologne : au grand jour, par les débats normaux de la Diète ; et d'autre part, ils complotent en secret avec le Roi quelque manœuvre pour enlever par surprise la création d'un gouvernement fort. En effet Catherine a traité avec la Suède (août 1790) et ses troupes ont enlevé Ismaïl (décembre) ; une paix hâtive avec la Porte permettrait à l'Impératrice de se retourner contre la Pologne. D'autre part, Frédéric-Guillaume concentre 80.000 hommes en Prusse Orientale et projette de marcher sur Riga en liaison avec une flotte anglaise. De toute manière, les Polonais qui s'attendaient en 1790 à une guerre contre l'Autriche, doivent se préparer à une guerre contre la Russie pour le printemps 1791.

Un nouveau règlement parlementaire permet d'introduire un peu d'ordre dans les débats de la Diète. Elle discute d'abord de l'organisation des diétines et vote le 21 janvier l'article capital qui prive du droit de vote les gentilshommes *non possessionnés*. Une longue suite de réformateurs, de Konarski à Kołłontaj, avaient réclamé cette mesure. La Grande Diète s'y était déclarée favorable dans les *Principes pour la réforme constitutionnelle* (24 décembre 1789). L'opposition conservatrice s'acharnait pour sauver, avec un privilège flatteur pour tant de gueux, la puissance politique des magnats. La Diète abrogea en outre tout mandat impératif. C'est seulement le 24 mars qu'elle parvint à voter l'ensemble de la loi.

Ces débats sur les diétines ayant traîné plus de deux mois, l'Assemblée en vient à discuter le projet élaboré par Chreptowicz sur la question des villes royales et, dès le 18 avril, vote un texte à peine différent. La loi du 18 avril supprime les immunités personnelles et territoriales dont nobles et clercs jouissaient dans les villes. La police et les tribunaux bourgeois étendront leur autorité sur les *jurydyki* de la noblesse et du clergé. Une loi de 1775 a permis aux gentilshommes de pratiquer dans les villes le commerce ou les métiers ; ils devront désormais, pour exercer ces professions, se faire conférer la qualité de bourgeois, avec les droits et les devoirs qui y sont attachés. Le simple fait d'être *possessionnés* dans une ville soumet tous les habitants aux institutions bourgeoises et les astreint à payer les impôts sans aucune exemption. Nul ne bénéficiera des avantages de la vie urbaine sans acquitter les devoirs et les charges du régime municipal.

La nouvelle loi affranchit les villes royales de la tutelle despotique des starostes et rend aux municipalités le plein gouvernement de leurs affaires intérieures. Il convient cependant de limiter leur *droit de glaive* et d'assurer meilleure justice. Dans chaque ville, un tribunal municipal jugera en première instance. Dans vingt et une villes, siégeront des tribunaux d'appel, également électifs. Enfin les affaires d'une importance dépassant 3.000 florins ou trois semaines de prison, seront réservées aux *Tribunaux des Assesseurs* : ces cours siégeront à Varsovie pour la Couronne, à Wilno pour le Grand-Duché, toujours sous la présidence d'un Chancelier.

Cette hiérarchie judiciaire crée un premier lien entre les villes. Le législateur tient à organiser dans la République un véritable *Ordre* des cités royales. Chacune était régie jusqu'alors d'après ses privilèges particuliers. Toutes reçoivent maintenant un statut unique, confiant le gouvernement municipal à l'ensemble des bourgeois *possessionnés* (1). Tous les deux ans, un certain nombre de délégués des villes royales se réuniront aux sièges des tribunaux d'appel. Chacune de ces *Assemblées de Département* (*Zgromadzenie wydziałowe*) élira un *plénipotentiaire des villes* auprès de la Diète et du gouvernement central.

La Diète appellera six de ces *plénipotentiaires* à la Commission de la Police, six à la Commission du Trésor ; ils y exerceront leur droit de vote dans les affaires concernant les villes et le commerce, et auront voix consultative dans les autres matières. Des *plénipotentiaires* siégeront aux Tribunaux des Assesseurs chaque fois qu'un bourgeois sera en cause. Tous pourront prendre la parole à la Diète pour y exprimer les vœux de la bourgeoisie. L'*Ordre équestre* associe donc l'*Ordre des villes* au gouvernement et à l'administration suprême de la République.

Les gentilshommes étendent aux bourgeois le privilège *Neminem captivabimus*, garantie de la liberté individuelle. Tous — et non plus seulement les bourgeois de Cracovie et de Wilno — pourront acquérir des biens fonciers. De même que les gentilshommes, pour leurs possessions urbaines, relèveront des tribunaux municipaux, de même les bourgeois, pour leurs domaines ruraux, relèveront des tribunaux nobiliaires. La loi ouvre aux bourgeois l'accès dans l'armée à tous les grades, dans l'administration et la justice à tous les emplois (2).

(1) Ce point fut précisé par une loi complémentaire votée en juin. *Volumina legum*, IX, p. 291.

(2) A l'exception des fonctions publiques électives réservées à la noblesse.

Bien plus, l'*Ordre équestre* ouvre largement ses rangs aux plébéiens. Seront anoblis de plein droit : les *plénipotentiaires* des villes, à l'expiration de leur mandat ; dans l'armée, les capitaines ; dans l'administration, les « régents de chancellerie » des grandes Commissions ; les propriétaires fonciers payant 200 florins au titre de l'impôt du 10^e gros. En outre, chaque Diète conférera la noblesse à trente bourgeois, pour récompenser leurs services distingués dans l'armée ou auprès des Commissions Civilo-Militaires (1), dans la création d'entreprises industrielles ou le commerce d'exportation.

Les ministres de Prusse et d'Autriche, Lucchesini et Caché, craignent que les sujets de leurs maîtres émigrent en Pologne pour partager le sort des bourgeois des villes royales. Caché mande à la Cour de Vienne (27 avril) : « Il faut noter une direction importante et inattendue des pensées de ce peuple, puisque la *szlachta*, qui jusque-là défendit si ardemment son importance et ses prérogatives et ne voyait dans la bourgeoisie que des créatures subordonnées, a aujourd'hui résolu, à l'unanimité, de partager ses privilèges avec cet état. Ce résultat est certainement dû à l'instruction que S. M. le Roi s'efforce de répandre dans le pays ; les Potocki y ont aussi beaucoup contribué en y préparant depuis longtemps les esprits (2). »

Le correspondant du *Moniteur* célèbre la victoire des lumières : « Que l'on se figure l'ardeur des débats dans un sénat de nobles, revêtu de tous les pouvoirs d'une assemblée constituante, où la voix de chacun conserve encore toute l'âpreté d'une sauvage indépendance, au moment où il s'y élève des hommes instruits et courageux qui, parlant à leurs égaux selon la loi, leur prêchent les principes de la raison, selon l'éternelle justice. Tout le royaume était en attente, et toute cette multitude de roture, si laborieuse, et sans laquelle il ne peut y avoir ni population, ni commerce, ni industrie, ni justice véritable dans un État, se préparait ou à de longs ressentiments ou à une prompte et vive reconnaissance...

« Ainsi l'on peut prévoir les nouvelles destinées de l'empire polonais. Tandis que... son ancien oppresseur, l'empire russe, se repaît de victoires, et donne des fêtes sur la tombe de 30.000 Turcs égorgés en un jour à Ismaïl, le Polonais discute les droits

(1) La loi du 18 avril, art. II, 11^o prévoyait l'adjonction de 3 bourgeois à chacune des Commissions Civilo-Militaires.

(2) Cité par DANY, *L'Esprit public*, p. 196, sans référence.

de l'homme et du citoyen, et manifeste son avancement dans l'art social (1)... »

La journée du 3 mai. — La situation extérieure devient de plus en plus menaçante pour la Pologne. Les patriotes, agréablement surpris par le vote rapide de la loi sur les villes, grisés par les acclamations des bourgeois varsoviens, se décident à tenter la manœuvre hardie qu'ils préparaient en secret (2).

Les chefs du parti patriotique l'avaient reconnu, ils ne pouvaient sauver la Pologne que d'accord avec le Roi. Le maréchal Małachowski travaillait à rapprocher Ignace Potocki de Stanislas-Auguste. L'abbé Piattoli, devenu lecteur du Roi, se prend pour Poniatowski d'un dévouement passionné. Entre Poniatowski et le comte Ignace, il remplit si bien son rôle de conciliateur que chacun devait plus tard se flatter d'avoir conquis son adversaire par l'entremise de l'Italien.

Quoi qu'il en soit, le Roi se résout enfin, en janvier 1791, à rédiger à son tour une esquisse de réforme constitutionnelle. Au palais même, dans l'appartement de Piattoli, le Roi confère mystérieusement avec Ignace Potocki, Małachowski, Kołłontaj et quelques autres. Ces premiers initiés amendent le projet, le mettent au point, en font part, sous le sceau du secret, à d'autres adhérents. « Plus de soixante personnes ont gardé ce grand secret », déclare le correspondant du *Moniteur*, et il ajoute : « la majorité de ces soixante ne passe pas trente ans. Exemple admirable que donne la noblesse polonaise, que le Roi et quelques sages ont mis depuis quelques années un soin particulier à élever pour un grand événement » (3).

Les initiés comptaient faire voter la nouvelle Constitution à la faveur des premiers succès de la Prusse sur la Russie. Mais l'ambassadeur moscovite à Londres alerta l'opinion, la City et les whigs, si bien que Pitt dut renoncer à ses projets belliqueux. Berlin hésitait. Les Polonais ne pouvaient reculer, ils tentèrent le sort. La Diète s'est ajournée pour les vacances de Pâques et l'ordre du jour, pour la séance de rentrée du 2 mai, n'appelle que des questions

(1) *Moniteur universel*, N° 127, de Varsovie, le 20 avril. Ce journal français publie sur les événements de Pologne des relations fort intéressantes. Les divers extraits que nous en donnons semblent indiquer que ce correspondant varsovien appartenait aux milieux intellectuels.

(2) KALINKA, *Ustawa 3 Maja* (La Constitution du 3 mai), 1896. — B. DEMBIŃSKI, *Les projets de Constitution de la Grande Diète* (*Bull. Ac. Pol.*, 1934, pp. 100-103).

(3) *Moniteur*, N° 142, de Varsovie, le 5 mai.

secondaires. Les conjurés ont pour mot d'ordre de regagner ponctuellement la capitale, tandis que les conservateurs ne manqueront pas de s'attarder dans leurs palatinats. Le maréchal Małachowski, Ignace Potocki et le prince Adam se font solennellement inscrire bourgeois de Varsovie (27 avril) ; ils peuvent compter sur le peuple de la capitale. Des rumeurs de coup d'État inquiètent l'hetman Branicki. Les conjurés avancent de deux jours la manœuvre primitivement convenue pour le 5.

Au matin du 3 mai, des troupes se massent aux abords du Château, ainsi que dix milliers de bourgeois. Vers 11 heures, le Roi fait son entrée dans la salle des États, vivement acclamé par les nonces et par le public qui se presse.

Dès l'ouverture de la séance, le nonce Matuszewicz, rapporteur de la Députation des Affaires Étrangères, se lève (1). « Il peint l'effrayante situation de la République..., raconte tous les faits qui prouvent qu'un démembrement nouveau de sa patrie n'est point impossible... et cependant la République est dans l'anarchie... L'orateur avait achevé de parler qu'un profond silence régnait tous jours.

« Soudain le comte Potocki, grand-maréchal de Lithuanie... prend la parole avec véhémence : il s'adresse au Roi, le conjure de sauver la patrie..., lui parle comme à un dictateur créé au moment même par le péril et la confiance.

« Aussitôt l'assemblée et la salle ont retenti de l'impétueux assentiment et des nonces et des sénateurs et du peuple : alors le Roi se leva tranquillement et prit la parole...

« Sa Majesté raconte que tout lui semble avoir été prévu, qu'il existe un plan général de Constitution, médité depuis longtemps en secret par un nombre considérable de nonces et de sénateurs, et par quelques hommes distingués dont le savoir a été consulté (2). Le Roi, poursuivant toujours avec tranquillité, assure que ce plan est de nature à pouvoir être adopté en un seul jour, dans un seul moment, à l'heure même. J'exhorte donc, continue le Roi, d'une voix plus forte et sans éclats, les états à l'accepter, comme la seule mesure souveraine qui doit non seulement sauver la République, mais encore la porter au plus haut degré de splendeur où elle puisse atteindre, pourvu que des malintentionnés n'y apportent point

(1) Les citations qui suivent sont empruntées au *Moniteur*, N° 142.

(2) Il s'agit à coup sûr de Piattoli et de Kollontaj. Le Roi songeait-il aussi à d'autres intellectuels ?

d'obstacle. Sur l'heure donc, le projet est lu par le secrétaire de la Diète. »

La plupart des membres de la Diète avaient pris connaissance de ce long texte au cours d'une réunion officieuse, la veille au soir, au palais Radziwiłł. Et le public n'en saisit que plus tard les détails. Il s'agissait avant tout d'organiser un gouvernement fort et stable, de confier le pouvoir exécutif au Roi, assisté de ministres responsables — la *Garde des Lois* —, de proclamer la couronne héréditaire dans la maison de Saxe : à Poniatowski succéderait l'Électeur Frédéric-Auguste, dont la fille Marie-Népomucène recevait dès à présent le titre d'Infante de Pologne.

De nombreux orateurs se déclarent en faveur du projet, quelques autres proclament violemment leur opposition. Les adhérents les laissent longuement parler jusque vers 5 heures de l'après-midi. Enfin, l'on crie au Roi : « Donnez l'exemple, jurez le premier de maintenir cette nouvelle Constitution... La formule du serment demandé est lue par le prince-évêque de Cracovie, le Roi jure et l'Assemblée et le peuple tiennent leurs mains levées vers le ciel. » Vivement, Stanislas-Auguste entraîne tout le monde à la cathédrale. « Tandis que le *Te Deum*... se chantait au bruit du canon, quinze nonces seulement étaient restés dans la salle des États, protestant contre la félicité publique. » Le surlendemain, au cours d'une séance plus calme, plusieurs d'entre eux se ralliaient à la majorité.

Stanislas-Auguste exprime sa joie à Dupont de Nemours, alors membre de l'Assemblée Constituante : « Je suis plus heureux que vous ; j'ai commencé plus tard et fini plus tôt une révolution et une Constitution qui n'ont pas coûté une goutte de sang, qui n'ont pas fait verser une larme » (1).

A Maurice Glayre, il expose les origines de la Révolution du 3 mai, indique la marche des négociations et le rôle de Piattoli. « Finalement, il faut dire encore que *l'éducation améliorée* depuis vingt-sept ans », c'est-à-dire depuis le début de son règne, « et le goût de la lecture des livres étrangers répandu ici depuis la même époque, ont beaucoup contribué à donner *les lumières sans lesquelles la révolution eût été impossible* ». Et le Roi sexagénaire rend maintenant hommage à ces jeunes nonces dont il déplorait naguère la *présomption* : « la plupart de ceux mêmes qui avaient acquis ces lumières croyaient encore si impossible de surmonter, sans les der-

(1) Dupont rapporte cette phrase dans *Institut de France. Discussions*, p. 56.

nières violences, les préjugés sarmates de la grande multitude, que presque aucun des plus éclairés n'osait avouer sa véritable opinion, surtout dans les provinces. Il est bien vrai encore que six mois avant le commencement de la Diète actuelle, celui qui aurait seulement proposé de nommer mon successeur de mon vivant, aurait risqué de se faire sabrer. Mais il s'est trouvé dans cette Diète *une vingtaine de jeunes gens qui ont fait de bonnes études* et qui ont de l'éloquence et du courage. Leurs propos et leur détermination ont enhardi les vieux de la Diète » (1).

L'abbé Piattoli rend hommage lui aussi à ces jeunes gens heureusement formés par une sage éducation nationale (2). Les intellectuels et la jeunesse éclairée ont préparé la Constitution du 3 mai. Cette Constitution proclamée, ils ont aussitôt apporté leur adhésion enthousiaste, ils se sont employés dans la capitale et dans les provinces à dissiper les préjugés sarmates et à glorifier la Pologne régénérée.

L'adhésion des Académistes : Wilno. — Le 8 mai, comme le recteur de Wilno offrait un dîner à tous ses collègues en l'honneur de la fête du Roi, il reçut par un message de Chreptowicz la nouvelle des événements du 3 mai. « Cette lettre nous a tous jetés dans un joyeux enthousiasme, dans l'admiration devant l'œuvre, devant le miracle de la main de Dieu, qui nous sauve des derniers malheurs et de notre perte. Il m'est difficile d'exprimer la joie qui nous a poussés à rendre grâces publiquement à Dieu — ce que nous devons faire solennellement aujourd'hui — et à prier Dieu que sa main toute-puissante continue à diriger les pas d'une Diète si éclairée et si active (3). »

L'École Principale invite toutes les Écoles Publiques à célébrer solennellement la Constitution du 3 mai. Elle y procède elle-même le 1^{er} juillet, devant un nombreux public. Le Recteur proclame « qu'après l'instruction religieuse, la première place revient à l'étude du gouvernement et des institutions du pays », il exalte « l'heureuse Révolution Nationale » (4).

Stroynowski lit ensuite une longue et éloquente dissertation sur

(1) St.-A. à Glayre, 21 juin 1791, dans MOTTAZ, pp. 250-268.

(2) Voir lettre de Piattoli du 4 mai 1791, citée par B. DEMBIŃSKI, *Polska na przełomie*, p. 485, n. 132.

(3) Poczubut à Chreptowicz, 12 mai 1791. *Bibl. Jag.* 3119, Nr. 153.

(4) Procès-verbaux de l'École Principale de Wilno, 28 juin et 1^{er} juill. 1791. *Arch. Gł., A 39*, fol. 113-114.

la Constitution du 3 mai (1). Lorsque j'ai commencé, dit-il, à enseigner « en ce temple de la science... les droits naturels de l'homme, les lois éternelles de la justice, l'ordre essentiel de la société, les véritables maximes, conformes à la nature, du gouvernement et de la législation, je pensais que nous devrions longtemps encore, moi et mes successeurs, lutter courageusement contre l'opinion régnante et d'innombrables préjugés ». Mais la sagesse a rapidement triomphé grâce à la Providence, par les soins de Stanislas-Auguste et de la Diète. « Heureuse et mémorable journée du Trois Mai ! où la vérité s'est révélée dans tout son éclat à la nation polonaise... et a incliné tous les esprits à reconnaître les principes naturels du gouvernement et de la législation. »

Le P. Stroynowski expose d'abord les caractères essentiels d'une bonne Constitution « d'après les règles immuables de l'Ordre naturel » : garantir à tous la Propriété et la Liberté ; séparer les pouvoirs « sans porter la moindre atteinte à l'unité et à l'activité du gouvernement » ; donner « à tout le peuple un unique Père, Défenseur et Protecteur » ; assurer l'instruction publique et la liberté de la presse ; enfin organiser d'une manière durable l'action des pouvoirs publics. « Celui qui connaît à fond les vérités que je viens de citer sur l'ordre naturel, civil et politique, voit aussitôt dans l'organisation de notre gouvernement la main d'un maître accompli. »

L'article premier reconnaît la foi catholique comme « religion régnante » et assure en même temps la tolérance. Le second maintient les droits de la noblesse. Et Stroynowski rend ici hommage au Roi, aux deux maréchaux Małachowski et Sapieha, au chancelier Chreptowicz. Il montre le fond de son cœur en louant Ignace Potocki d'avoir bravé la Russie : « il n'a pas craint la force énorme d'une grande Puissance ». Stroynowski proclame « la haute estime » qu'il porte depuis de longues années à Kołłontaj, il le défend d'avoir jamais été l'ennemi de la noblesse.

La Diète a confirmé aux villes les libertés qui développeront la richesse et la force du pays. Par l'article quatre, « la Constitution... place sous la protection de la loi et du gouvernement tout le peuple agricole, en garantissant les obligations réciproques découlant de contrats libres entre les propriétaires fonciers et les paysans. Elle assure ainsi aux propriétaires du sol comme aux hommes qui y

(1) *Mowa o konstytucyi 3go Maja*, réimprimée dans R. T. P. N. Poznań, III, 1865, pp. 531-560. — KORZON, *Wewn. dz.*, V, p. 195, compte ce discours parmi les plus beaux de l'éloquence polonaise.

sont établis... l'ordre naturel... Le temps, la réflexion tranquille, la comparaison des méthodes d'exploitation agricole, les progrès des lumières chez les propriétaires fonciers nous le font espérer sans faute, elles ne demeureront pas vaines et inefficaces ces saintes paroles de la Constitution... que mon cœur, ma raison, la religion et l'amour de la Patrie font répéter à mes lèvres : *Nous prenons sous la protection de la loi et du gouvernement national la classe agricole...* »

Le professeur de droit montre enfin que la Constitution organise les pouvoirs conformément aux règles précédemment exposées par lui. Il insiste surtout sur l'hérédité de la couronne, parfaitement conciliable avec la liberté de la nation. Jamais, depuis l'origine de la nation, « la liberté du Polonais à l'égard du Roi n'a mieux été assurée qu'elle ne l'est aujourd'hui par la sage organisation de la *Garde des Lois* » (1). L'orateur conclut par un appel à la jeunesse : « Qu'elle apprenne de nous à respecter, à aimer, et à glorifier, plus tard à défendre de toutes ses forces, par sa fortune, par son sang, par sa vie, ce Gouvernement sans lequel elle ne peut avoir ni liberté, ni bonheur, ni Patrie ! »

En ce beau morceau d'éloquence, Stroynowski n'exprimait pas seulement ses idées personnelles. Le Conseil de l'École Principale « avait reconnu au scrutin secret, presque à l'unanimité, que ce discours pouvait être lu à la séance publique, sans la moindre modification » (2).

Cracovie. — L'Université de Cracovie renvoyait d'ordinaire au 12 mai, jour anniversaire de son érection par Casimir le Grand en 1364, la célébration de la Saint-Stanislas. Czerwiakowski avait préparé un éloge de la chirurgie, il y glissa un mot en l'honneur de la Constitution. L'abbé Trzciński lut une *Dissertation sur le progrès des lumières par l'esprit d'observation et d'expérience* (3). Il célébra

(1) La Constitution conserve les ministres à vie et le système des grandes Commissions exécutives élues. Ces Commissions se trouvent désormais subordonnées à la *Garde des Lois* ou *Conseil de Surveillance*, véritable centre du pouvoir exécutif. Sept membres le composent : le Roi et le Primat y siègent de droit, assistés des ministres de la Police, de l'Intérieur, des Finances, des Affaires Étrangères et de la Guerre. Tous les deux ans, le Roi choisit parmi les 16 ministres viagers les cinq chefs de Département qui siégeront à la Garde des Lois. Les ministres appelés par le Roi à la *Garde des Lois* doivent démissionner si la Diète l'exige à la majorité des deux tiers. Pour plus de détails, voir KONIC, *Comparaison*, pp. 76, 89, 93, 95, 103.

(2) *A* 39, fol. 113.

(3) Le procès-verbal de l'École Principale de Cracovie (*Arch. Sen.* 8) mentionne qu'en date du 8 mai, le Conseil approuva le discours de Czerwiakowski

Franklin et la République des États-Unis, Rousseau et la Révolution française : elle n'a commis, osa-t-il affirmer, nulle violence grave, elle n'a porté atteinte ni à la religion ni aux biens de l'Église. La Constitution du 3 mai a scellé l'heureuse alliance du Roi avec la Nation, de la Nation avec le Roi. Trzciński fait l'éloge du successeur désigné de la couronne : Frédéric-Auguste de Saxe. Il se réjouit des mesures prises en faveur de la bourgeoisie et des paysans. Les idées et les opinions ont évolué « à mesure que s'est répandue chez les nations la Philosophie, dont la base est la Science de la Nature, appelée Philosophie Naturelle, c'est-à-dire la Physique, prise dans toute son étendue ». Et par cette transition inattendue, l'orateur en vient à décrire les derniers progrès de la physique expérimentale.

L'abbé Trzciński put, une fois de plus, prêter aux critiques par la forme étrange de son discours. Mais il se trouvait d'accord, sur le fond, avec son grand ennemi : Jean Śniadecki approuvait aussi la loi sur les villes et la Constitution du 3 mai comme une victoire des lumières. Il en faisait honneur à Kołłontaj. « Plus j'étudie cet équilibre des pouvoirs et leur séparation, plus j'aime et plus j'admire la nouvelle Constitution (1). »

Les patriotes réclamaient depuis plus d'un an l'entrée de Kołłontaj au Sénat, mais les conservateurs et l'épiscopat manifestaient une violente hostilité. Enfin Stanislas-Auguste le nomme vice-chancelier de la Couronne (17 mai 1791) en remplacement de l'évêque Garnysz, décédé. Aux félicitations de l'École Principale de Cracovie, Kołłontaj répond en reportant sur l'Université l'honneur de son élévation (2).

« Vous trouvez dans le livre des maîtres de l'École Principale, deux illustres chanceliers, Pierre Tomicki et Jean Zamoyski (3)... tous deux ont obtenu chez vous les grades académiques... Les travaux que j'avais entrepris parmi vous et avec vous pour le bien de la patrie, ont été pour moi en quelque sorte l'école et le modèle de

(*Dysertacya o chirurgii*, Kraków, in-12°, 48 p.), et reste muet au sujet de Trzciński. Pourtant la conférence du physicien (*Dysertacya o wzroście światel*, Kraków, 1791) paraît avoir été prononcée à la même date.

(1) 21 mai 1791. KRASZEWSKI, *Listy Śniadeckiego*, p. 16.

(2) *Arch. Sen.* 6, lettre de l'École, 5 juin, et réponse de Kołłontaj, 18 juin.

(3) Pierre Tomicki (1464-1535), le plus notable champion de l'humanisme en Pologne, étudia à Cracovie et fit quelques leçons à l'Université comme magister en 1493, puis devint vice-chancelier de la Couronne et évêque de Cracovie (MORAWSKI, *Histoire de l'Université de Cracovie*, III, pp. 150, 154). — Il n'est point exact que le chancelier-hetman Zamoyski ait étudié et enseigné à Cracovie, mais il s'occupa de réformer cette université (BARYCZ, *Historja Uniwersytetu Jagiellońskiego*, *passim*).

ce que je devais plus tard entreprendre et réaliser pour toute la nation... Dieu a, plus tôt que nous ne pouvions nous y attendre, fait mûrir la vérité, elle a étendu son empire sur l'esprit des vertueux Polonais, *nous devons cette œuvre divine à la diffusion des lumières de la science*. Et maintenant que nous pouvons contempler avec joie les premiers commencements, *heureux fruits de nos travaux*, permettez-moi de vous encourager d'autant plus fort à un travail zélé pour l'instruction *universelle, à laquelle nous devons une si pacifique révolution nationale...* ! »

L'abbé Fiałkowski, professeur de littérature polonaise, inscrit des sujets d'actualité au programme des leçons publiques. L'un des candidats au Corps Académique « célébrera le gouvernement instauré le 3 mai dans notre pays, pour l'honneur et le bien de la Nation ». A d'autres séances, un jeune orateur montrera quel bien résulte pour le pays d'une « Constitution qui assure à tous les Ordres de l'État une égale justice et qui, respectant chacun d'entre eux comme utile, l'appelle à l'honneur de servir la Patrie dans les fonctions publiques ». Un troisième exposera comment la puissance de l'État dépend moins de son étendue que d'une bonne et durable organisation intérieure (1).

Le professeur d'antiquités, Hyacinthe Przybylski, assure le Roi de son dévouement à la Constitution : il en a ressenti une telle joie, qu'il a pu dans l'année achever sa traduction du *Paradis perdu* (2).

A Varsovie, plusieurs Académistes adhèrent à la *Société des Amis de la Constitution*, fondée le 21 mai. Ce club, qui bientôt compte 213 membres, réunit 14 sénateurs, 125 membres et seulement 74 personnes étrangères à la Diète. Nous relevons parmi les 150 membres-fondateurs plusieurs commissaires de l'Éducation : le chancelier Chreptowicz et son fils Adam, Ignace et Stanislas Potocki, le prince Adam Czartoryski et son fils Adam-Georges ; des membres du Comité littéraire : Piramowicz, Koblański, Piattoli ; les anciens recteurs de Cracovie, le chancelier Kollontaj et Oraczewski, bientôt Ministre de Pologne à Paris ; un professeur de Wilno : Jérôme Stroynowski. Les *Amis de la Constitution* discutent les problèmes de politique extérieure, de finances, ils dénoncent les menées suspectes de l'hetman Rzewuski et de Félix Potocki auprès des cours étrangères (3).

Il serait intéressant de pouvoir noter comment, à travers les pro-

(1) *Posiedzenia kandydatów 1791/92*, Kraków, 1791.

(2) SMOLEŃSKI, *Ostatni rok*, p. 16 (21 déc. 1791).

(3) SKAŁKOWSKI, *Towarzystwo Przyjaciół Konstytucji 3go Maja*.

vinces, les écoles fêtèrent l'avènement de la Constitution. La *Gazeta Narodowa* signale une cérémonie à Bobrujsk, sur les rives de la Bérézina, le 29 septembre. Cette ville royale, jadis plus florissante, ne se compose plus que de 150 misérables cabanes. Elle reste un centre administratif pour la *szlachta* du district qui s'y réunit à certaines dates. La ville célèbre la Constitution du 3 mai lors de la réunion du tribunal et le prorecteur de l'école, l'abbé Sipayło, prononce le sermon (1).

Le 17 janvier 1792, l'anniversaire de la naissance du Roi donne lieu, dans de nombreuses écoles, à de nouvelles manifestations de loyalisme. La *Gazeta Narodowa* décrit avec quelques détails les cérémonies de Wilno. Le matin, grand'messe à l'église de l'Académie, l'après-midi, séance publique de l'École Principale. Devant les membres du Tribunal de Lithuanie, des prélats et chanoines, et un nombreux auditoire, le P. Bogusławski développe les deux points suivants :

« 1^o Nous devons la Constitution, c'est-à-dire la félicité générale de notre patrie, au progrès de l'esprit humain dans notre nation, que l'éducation nationale, perfectionnée par les soins actifs d'un roi éclairé, a préparée à connaître la vérité.

« 2^o Notre nation possède entre ses mains le moyen de maintenir sa félicité et sa gloire. Si elle désire rendre inébranlable et durable la Constitution, et par là même assurer son indépendance, sa liberté, son bonheur et sa gloire, elle doit nécessairement respecter et maintenir cette éducation nationale améliorée (2). »

Nous avons essayé de montrer jusqu'ici comment l'éducation nationale prépara la Constitution du 3 mai. Étudions maintenant le rôle que les Académistes assignaient à l'Éducation Nationale dans la Pologne régénérée.

(1) *Gazeta Narodowa*, 1792, N^o 4.

(2) *Ibid.*, 1792, N^o 28.

CHAPITRE II

L'ÉDUCATION DANS LA POLOGNE RÉGÉNÉRÉE

Depuis le début de la Grande Diète, la Commission d'Éducation travaillait au ralenti. Trois Commissaires continuaient à suivre assidûment les séances, précisément les trois grands hommes d'État : le Primat, Chreptowicz et Ignace Potocki. Mais ils se bornaient à expédier les affaires courantes. Le Primat renvoyait jusqu'à la réorganisation générale du pays les questions d'importance. Potocki reconnaissait plus tard : « les affaires d'éducation ont dû céder devant d'autres bien plus importantes » (1). D'ailleurs le Primat quitta la Pologne en juillet 1789. La présidence de la Commission échet à son protégé Félix Oraczewski, si discrédité par ses mésaventures de Cracovie. La Diète le désigna d'ailleurs comme ministre de Pologne à Paris (loi du 22 septembre 1790).

À la mort de l'évêque-chancelier Garnysz (6 octobre 1790), le Roi fit entrer à la Commission un homme de valeur, Gaspard Cieciszowski, évêque de Kiev. Le plénipotentiaire des villes du département de Żytomierz devait rendre hommage, en pleine Diète, « à la vertu et au zèle pastoral de l'évêque de Kiev, car au temps des mauvaises récoltes des années 1785, 86 et 87, il a nourri de son pain le peuple affamé de son diocèse, auprès de la cathédrale de Żytomierz » (2). Dévoué à Rome, bien disposé envers les Grecs unis (3), ce digne prélat « méprisait ouvertement les fanatiques, il avait horreur des faux dévots..., excusait les faiblesses » (4). Sénateur, il soutient la cause des bourgeois (5). Il s'empresse d'ordonner dans son diocèse

(1) Ignace Potocki à son frère Stanislas, 28 déc. 1801. WISŁOCKI, *Poczet*, p. 263.

(2) 26 avril 1792 (*Gazeta Narodowa*, 28 avril).

(3) LIKOWSKI, *Kościół unicki*, I, p. 239. — KORZON, *Wewn. dz.*, III, p. 231.

(4) Mémoires de Prot Lelewel, cités par ŚLIWIŃSKI, *Lelewel*, p. 8.

(5) Il réclame l'anoblissement de Fr. Barss. KORZON, *Wewn. dz.*, I, p. 20, n. 1.

des actions de grâces pour la Constitution du 3 mai (1). Tel est le nouveau venu qui prend le 5 mars 1791 la présidence de la Commission d'Éducation. Par contre, Chreptowicz et Potocki doivent abandonner leur siège pour entrer à la *Garde des Lois* (17 mai).

Cependant l'opinion attendait, comme un gage de l'accord entre le Roi et la Nation, le retour du Prince Primat. Il quitte l'Angleterre, reparaît à la Commission d'Éducation (17 septembre 91), reprend et remanie le projet publié par la Députation constitutionnelle, et examine avec ses collègues un texte qui doit constituer dans la Pologne régénérée la Charte de la Commission d'Éducation (2). D'une part, ce texte fournit à la Commission des moyens plus efficaces que les lois de 1773 et 1776 pour l'éducation des Polonais catholiques. D'autre part, il étend formellement sa mission aux minorités religieuses.

I. — LES ÉCOLES CATHOLIQUES

La Caisse de l'Éducation. — Depuis 1788, les commissaires de l'Éducation et les Académistes avaient conçu de vastes projets, ils avaient dû aussi faire face à de nombreuses attaques. La Diète avait voté à l'unanimité l'augmentation de l'armée, mais beaucoup de gentilshommes cherchaient à se dérober aux charges fiscales, à rejeter le fardeau sur les grandes propriétés collectives : les starosties, propriété de la République, les biens du clergé, et la Caisse de l'Éducation.

(1) SMOLEŃSKI, *Ost. rok*, p. 69.

(2) Ce projet de Charte de la Commission a été imprimé en 1791 ou 1792, et réimprimé par LEWICKI, *Ustawod.*, pp. 392-413. Il porte en manière de titre *Komisja Edukacji Narodowej*, mais les dispositions du texte, la formule « *utwierdzamy i... opisujemy* » (art I) indiquent qu'il s'agit bien du projet désigné par les contemporains sous le nom *Opis Komisji Edukacyjnej*. Aussitôt votée la Constitution du 3 mai, Kołłontaj s'était occupé de préparer une Charte de la Commission : voir lettres de Śniadecki à Kołłontaj, 21 mai 1791 (KRASZEWSKI, *Listy Śniadeckiego*, p. 16), de Piramowicz à Kołłontaj, 10 août 1791 (WISŁOCKI, *Poczet*, p. 425). — Le 14 septembre 1791, Malewski, vice-professeur à Wilno, écrit de Varsovie à un correspondant inconnu que le Primat tient de nouveau sa cour dans la capitale : « Peut-être s'occupera-t-il maintenant des affaires de la Commission d'Éducation... On fait ici divers projets pour maintenir dans la Commission le Vice-Chancelier (Chreptowicz) et Potocki » (*Séminaire de Théologie de l'Université de Wilno, Papiery po Polńskim*, teka 14). — Le procès-verbal de la Commission (B 44) porte en date du 14 avril 1792 : « Le Primat a lu quelques observations générales faites sur le projet préparé pour le *Règlement du Statut de la Commission d'Éducation* (*nad projektem wygotowanym do Opisu Ustawy Komisji Edukacyjnej*), et il les a laissés ainsi que le projet en communication à ses collègues, pour qu'ils voient ce qu'il faut en cette matière corriger ou modifier. »

Koŝontaj, dans ses *Lettres à Małachowski*, conseillait de taxer le clergé avec modération et discernement, c'est-à-dire de frapper surtout les couvents, les abbayes, les grands évêchés. Il faut respecter soigneusement la Caisse de l'Éducation, de peur de compromettre, pour des avantages immédiats, l'avenir même du pays. La République doit surtout adjuger à titre héréditaire les starosties (1).

Les magnats défendaient âprement ce *pain des méritants* qu'ils accaparaient contre toute justice. Le clergé dut consentir à des sacrifices. Quant à puiser dans la Caisse de l'Éducation, le problème fut évoqué devant la Diète lors des grands débats financiers de 1789, et devant les électeurs aux diétines de novembre 1790, sans que personne mette sur pied un projet détaillé et résolve la difficulté : prélever des sommes considérables sur la Caisse de l'Éducation sans ruiner le bon fonctionnement des écoles.

Au début de l'année 1789, le nonce Kublicki propose d'affecter aux besoins de l'armée les biens de la Caisse d'Éducation, en réservant aux deux Écoles Principales des revenus suffisants (2).

Un correspondant anonyme du maréchal Małachowski préconise les mêmes mesures, dans un mémoire très curieux qu'il intitule : *Fondement du bien public* (3). La Commission d'Éducation, désormais privée de tout pouvoir financier et judiciaire, se bornera à faire appliquer les programmes d'études votés par la Diète elle-même.

Il accable les écoles d'aujourd'hui : « la religion y est tournée en dérision, on y ruine nos mœurs et la vertu », les enfants y perdent leur temps, les parents et le Trésor public y perdent leur argent,

(1) *Listy do M.*, t. I, pp. 129-146 ; t. II, pp. 113-123.

(2) Kublicki, nonce de Livonie, fin janvier 1780 (KORZON, *Wewn. dz.*, III, p. 229).

(3) *Fundament dobra publicznego i szczególnego Stanom Sejmującym projektem podany, r. 1789 miesiąca marca* (Biblioteka Krasieńskich Rkps 4566, *Teki St. Małachowskiego*, pp. 1-48, particulièrement Rodz., II et III). — Les portefeuilles de Małachowski contiennent d'autres mémoires analogues. Un projet anonyme pour augmenter les revenus du Trésor (*B. Krasieńskich, Rkps 4570*, pièce 57 cotée par erreur 52) loue la réforme des études accomplie par la Commission d'Éducation, mais assure facile de réaliser d'importantes économies. Les deux Écoles Principales seront dotées de domaines qu'elles administreront elles-mêmes. A cette exception près, les revenus de l'Éducation seront attribués au Trésor. Le Trésor confisquera également les biens des congrégations. On remettra les écoles publiques aux religieux, auxquels la République servira une pension. Les Académies exerceront sur l'enseignement l'autorité suprême jusqu'ici dévolue à la Commission d'Éducation. — En 1789, Poczebut dénonce à Chreptowicz les attaques menées contre la Commission d'Éducation. Il demande que la Commission fasse pour la bibliothèque, pour l'hôpital, des donations à l'École Principale qui ne s'en laisserait pas facilement dépouiller (BALIŃSKI, *Dawna Akademia Wileńska*, pp. 327-328).

bref « on y enterre tout l'espoir de la patrie ». Les professeurs fréquentent des maisons suspectes, se montrent en compagnie d'ivrognes. Ils savent à peine lire et écrire.

Il faut donc enlever les écoles publiques aux Académistes et les confier aux moines. Ce n'est pas que l'auteur admire le clergé polonais « indiscipliné, sans mœurs, pour une part ignorant », mais la discipline monastique permettra de conduire les religieux, plus facilement que les Académistes, à la science et à la vertu. La Diète réorganisera le clergé avec l'autorisation du pape. Elle attribuera les biens d'Église à une *Commission du Trésor ecclésiastique*, abolira les ordres mendiants, prescrira aux séminaires un programme uniforme d'études.

La Pologne dépense « des millions » pour les Académistes. Pourquoi la Commission publie-t-elle des manuels « si longs et qui coûtent si cher » ? Ces questions d'argent touchent au vif notre gentilhomme.

Il déclare avoir lu la grammaire de Kopczyński sans y rien comprendre et veut revenir à Alvarez, mais il approuve fort l'enseignement de la médecine dans les universités, et toutes les sciences utilitaires introduites dans les écoles publiques. Dans le domaine des sciences politiques, il reproche seulement à la Commission d'Éducation de ne pas faire étudier plus tôt et mieux l'histoire nationale.

A coup sûr, ce champion du *bien public* rêve d'une Pologne instruite, riche et forte, mais sans que la noblesse y perde rien. Il veut donner à tous les plébéiens une instruction élémentaire et réserver exclusivement aux gentilshommes les écoles publiques. « La loi interdira d'accepter dans les écoles publiques paysans et bourgeois, afin que les études ne leur fassent point abandonner l'agriculture et les métiers, et ne les fassent accéder, sans aucun mérite, au corps et aux privilèges de la noblesse. Nous avons déjà assez de pareille noblesse, qu'elle ne se multiplie pas davantage. Ce sont les écoles paroissiales qu'il faut assigner aux bourgeois et aux paysans, pour qu'ils n'apprennent pas autre chose qu'à lire, écrire et compter. »

« Il faut des écoles élémentaires pour le peuple, car il ne sait ni ne veut contribuer au bien public..., il est incapable d'une vie chrétienne ni même humaine... Les législateurs ordonneront à la *Commission du Trésor ecclésiastique* de construire dans chaque paroisse une école et d'y entretenir continuellement un maître. Elle enjoindra aux propriétaires de veiller à ce que tout bourgeois et tout pay-

san envoie son fils à l'école paroissiale de six ans à huit ans... Les commencements pourront être difficiles, mais ceux qui auront étudié enverront ensuite leurs fils sans contrainte, comme ils le font dans toutes les nations. » En deux années, les enfants apprendront à lire, écrire et compter ; on leur enseignera le catéchisme et « les devoirs envers le pays, envers leur seigneur, envers leurs voisins, et, ces études accomplies, que les uns retournent à leurs métiers, les autres à la charrue » !

Les maîtres d'école, obligatoirement mariés, seront placés sous la surveillance du curé. Ils se formeront, dans chaque diocèse, dans une école spéciale tenue par un moine ; nul jeune paysan, nul jeune bourgeois même n'y sera admis sans la permission de son seigneur.

Le projet *Fondement du bien public* n'émane point d'un ignorant, ni d'un clérical. C'est l'avarice, c'est l'égoïsme nobiliaire qui lui inspirent tant d'animosité contre la Commission d'Éducation. Il ne prétend d'ailleurs pas la supprimer, mais la diriger au mieux des intérêts de l'Ordre équestre.

La Diète voulut servir les intérêts des écoles tout en pourvoyant aux besoins de l'armée. Les capitaux de la Commission d'Éducation étaient placés à 4 1/2 %, le taux d'intérêt fut relevé à 5 % (1). D'autre part, de nombreux domaines avaient été adjugés suivant des estimations trop faibles : les *commissaires du 10^e gros* durent en vérifier les revenus réels et, le cas échéant, verser l'excédent au Trésor pour les besoins de l'armée. Cette dangereuse innovation détournait de leur affectation une partie des revenus de l'héritage de la Compagnie de Jésus, héritage entièrement consacré aux écoles par les lois de 1773. (2).

Les mesures fiscales votées en 1789 ne donnèrent pas les résultats espérés. La Diète chercha, l'année suivante, de nouvelles ressources. Il fut à nouveau question de toucher à la Caisse de l'Éducation. Le problème se trouva porté devant les diétines électorales du 16 novembre 1790.

Une manœuvre de la dernière heure mit en fâcheuse posture la Commission de l'Éducation. L'ex-jésuite Łuski, rédacteur de la *Gazette de Varsovie*, joignit au numéro du 10 novembre un appel

(1) Loi enregistrée le 3 mai 1789, portant création des *Commissions du 10^e gros*, art. 13. *Volumina legum*, t. IX, p. 95 A.

(2) Loi enregistrée le 6 juin 1789. *Volumina legum*, t. IX, p. 95 B. — Le 29 février 1792, la Commission d'Éducation présenta au Roi une critique détaillée de cette loi. *A 18*, fol. 105-108.

Pour la religion et les belles-lettres (1). La Diète actuelle se doit, disait-il, de demander à Rome le rétablissement de la Compagnie de Jésus, que la Diète du Démembrement a laissé abolir. Les anciens Jésuites sont prêts à reprendre leur service dans les écoles sans réclamer ni la restitution de leurs biens, ni même une pension. Ils s'en remettent à la Providence et à la générosité des citoyens.

Stanislas-Auguste venait de lire les vœux de la moitié des diétines environ, lorsqu'il écrivit à son ministre à Londres (2) : « Presque toutes les instructions contiennent des articles qui, plus ou moins, battent en brèche la Commission d'Éducation... L'abbé Łuskina savait bien que la Compagnie de Jésus ne serait pas rétablie et qu'il ne trouverait pas dans toute la Pologne dix ex-Jésuites qui entreprissent gratuitement d'enseigner. Toutes les congrégations qui existent encore craignent que l'on ne prenne goût, ici comme en France, à les supprimer. Cette brochure les a aidées à flatter la foule des électeurs, en disant qu'il serait bon de verser au Trésor le million et demi que perçoit la Caisse de l'Éducation, et de faire instruire les enfants gratuitement par les Bernardins et les Franciscains. Cela me cause une peine inexprimable, car je ne réussirai pas sans un immense travail et une chance particulière, à détourner ce coup, qui menace de plonger à nouveau notre nation dans une ignorance barbare ».

Le Roi connaissait alors les instructions de la moitié des diétines ; nous n'en avons recueilli que vingt (3). Mais à étudier ces textes à tête reposée, à les comparer avec les instructions votées depuis 1776, « la peine inexprimable » de Stanislas-Auguste apparaît peu justifiée. Les diétines ont voté, pour des motifs divers et parfois contradictoires, ces articles plus ou moins défavorables à la Commission

(1) Cité par SMOLEŃSKI, *Pisma*, II, pp. 183-186 (*Les éléments conservateurs et la Commission d'Éducation*).

(2) St.-A. à Bukaty, 24 nov. 1790 ; publié par KALINKA, *Ostatnie lata*, II, pp. 163-164, extrait dans SMOLEŃSKI, *Pisma*, II, p. 189.

(3) SMOLEŃSKI rapporte les vœux de 7 diétines en 1790, nous utilisons au total 20 vœux : 13 d'après les *Teki Pawińskiego* : Duché de Mazovie (Terres de Ciechanów, Czersk, Nur, Rożan, Wizna, Wyszogród, Zakroczym), palatinats de Lublin, Łęczyca, Rawa (Terres de Gostyń, de Sochaczew), Sandomir. 7 d'après des imprimés : palatinat de Brześć-Kujawski (PAWIŃSKI, *Dzieje ziemi kujawskiej*, V, p. 376). Terre de Dobrzyn (*Acta historica*, X, p. 400), T. de Varsovie, P. de Volhynie, de Braclaw (extraits ou mention dans SMOLEŃSKI, *Pisma*, II, p. 188), P. de Kiev (extrait dans HORNOWSKA, *Rękopisy Biblioteki Krasinśkich*, p. 130). — Łęczyca attribuée à la nouvelle éducation les progrès de l'esprit public, Wizna demande au Trésor de subventionner les Piaristes, Ciechanów et Gostyń n'abordent pas les questions scolaires. Restent à interpréter les instructions de 16 diétines.

d'Éducation. Et le Roi, jalousement inquiet pour son œuvre intellectuelle, s'imagine trop vite une vaste conspiration pour plonger à nouveau la Pologne dans les ténèbres de l'ignorance. Sur vingt diétines, huit demandent le rétablissement de la Compagnie de Jésus. Mais beaucoup de Polonais éclairés, et Stanislas lui-même, n'avaient-ils pas déploré en 1773 l'abolition de cet ordre ? Le palatinat de Łęczyca en 1776, celui de Lublin en 1780 en avaient réclamé la restauration (1). Parmi les huit diétines de 1790 qui émettent un vœu en faveur des jésuites, six entendent qu'ils enseignent sous les ordres de la Commission d'Éducation (2), seules les Terres de Nur et de Zakroczym veulent supprimer la Commission.

Les besoins du Trésor, bien plus que la manœuvre de Łuskina, mettent en péril le Corps Académique. Sept diétines (3) sur vingt attribuent les biens de l'Éducation à la Commission du Trésor, qui en affectera les revenus, en partie ou en totalité, à l'entretien de l'armée. Dans quelles intentions ces mêmes diétines — et d'autres encore — veulent-elles employer les moines dans les écoles publiques ?

Brześć Kujawski blâme les professeurs actuels qui corrompent la jeunesse au lieu de l'édifier, s'élève contre l'emploi de professeurs laïques, mais fait confiance à la Commission de l'Éducation pour remédier à ces désordres. Les gentilshommes de Wyszogród, mécontents de l'enseignement et des professeurs, réclament une meilleure éducation religieuse (4).

D'autres diétines expriment des préoccupations différentes, des sentiments peu favorables aux moines. La Terre de Zakroczym demandait, depuis bien des années, que les abbayes entretiennent des écoles « selon l'esprit des anciennes lois » (5). Elle ajoutait : « le clergé possède des revenus considérables *sans aucun profit pour le pays* ». Il faut réduire les dépenses de la Caisse de l'Éducation « que l'on pourrait un jour consacrer à l'allègement des impôts ou à l'augmentation de l'armée » (6).

La Terre de Czersk réclame qu'une loi « impose à tous les ordres religieux, y compris les ordres mendiants, l'obligation d'enseigner,

(1) Łęczyca, 1776, 9^o ; Lublin, 25 août 1787.

(2) Brześć Kujawski, Dobrzyn, Liw, Lublin, Sandomir, Sochaczew.

(3) Brześć Kujawski, Czersk, Lublin, Nur, Rożan, Wyszogród, Zakroczym.

(4) Le palatinat de Sandomir veut que les évêques exercent un contrôle sur les études et sur tous ceux qui enseignent.

(5) Zakroczym, 17 août 1778, 15^o.

(6) Zakroczym, 16 janvier 1782, 8^o ; article reproduit textuellement par Rożan, 16 août 1784, 22^o et par Zakroczym, 21 août 1786, 8^o.

et qu'elle fasse fermer les noviciats des congrégations qui ne voudront pas enseigner ou s'en révéleront incapables » (1). Le palatinat de Lublin ne confierait aux moines que les basses classes (2).

La Commission d'Éducation, même dépouillée de ses attributions financières, doit continuer à gouverner les écoles : les instructions le précisent ou l'admettent implicitement.

Seules trois diétines veulent abolir la Commission d'Éducation : Nur et Zakroczym — nous l'avons mentionné à propos des jésuites — et le palatinat de Kiev. Encore ne s'en remettent-elles pas entièrement au clergé et placent-elles les écoles sous l'autorité de la Commission Civilo-Militaire de chaque palatinat (3), tant l'idée de l'instruction publique règne maintenant dans l'opinion. A coup sûr, l'uniformité des programmes disparaîtrait bientôt. Que deviendraient les Écoles Principales ? Les trois diétines n'y paraissent point songer. D'ailleurs les Commissaires civilo-militaires ne réclamaient point cette extension de pouvoirs, ce surcroît de besogne (4).

Le jésuite Łuski et les *Bernardins* n'ont pas réussi à déclencher contre la Commission d'Éducation une grande réaction conservatrice. Les électeurs de 1790 ont manifesté leur désir de pourvoir aux besoins du Trésor sans recourir à l'impôt, parfois leur zèle pour la religion, souvent leur hostilité aux moines, qu'ils veulent tirer de l'oisiveté et rendre utiles à la République.

Aussi le Roi réussit-il sans trop de peine à sauver la Commission de l'Éducation Nationale. La Diète, renforcée par les nouveaux élus, se consacra à des réformes urgentes. Peu après le 3 mai, un nonce parla incidemment d'attribuer au Trésor les biens de l'Édu-

(1) Cf. Liw, 5^o : « afin que dans notre pays les congrégations se rendent utiles », on leur imposera d'enseigner dans les écoles. — La Terre de Varsovie, le palatinat de Volhynie émettent des vœux analogues et précisent que les moines devront enseigner « sous la surveillance de la Commission d'Éducation ».

(2) Lublin : les moines se contenteraient d'un traitement moindre que les Académistes ; on pourrait leur confier les trois premières classes (1788), ou les deux premières (1790). — Même défiance à Brześć Litewski (1788) (cité par HORNOWSKA, *Rękopisy. Bibl. Kras.*, p. 130) : pour développer l'instruction, imposer aux congrégations l'obligation d'enseigner « et de fournir des professeurs capables ». — D'après SMOLEŃSKI, *Pisma*, II, p. 188, Bracław veut que l'on n'interdise point aux couvents d'enseigner, mais toutefois sous le contrôle de la Commission d'Éducation.

(3) Zakroczym, 16 nov. 1790 : « la surveillance de l'éducation nationale sera entièrement donnée aux Commissions Civilo-Militaires, attendu qu'elles se composent de personnes des trois états, ecclésiastique, civil et militaire, — au lieu de la Commission d'Éducation ». Dans la Couronne, chaque Commission Civilo-Militaire comprenait 16 laïques et 3 membres du clergé séculier, les religieux étant formellement exclus, *Volumina legum*, t. IX, p. 146.

(4) Voir ci-dessous section II, au § Les Commissions Civilo-Militaires et les écoles paroissiales, le rapport de Treffler, p. 418, note 1.

cation (1). Et dans un débat sur la Commission de Police (14 juin), Thadée Lipski, castellan de Łeczyca, réclama une démarche auprès du Saint-Siège pour le rétablissement de la Compagnie de Jésus en Pologne, et déposa une motion en ce sens.

« Nul plus que moi, répondit le Roi, ne déplore la ruine de l'ordre des Jésuites... Il convient d'honorer l'offre des anciens membres de cette Congrégation, qui désirent consacrer à la patrie le reste de leurs jours, de leurs forces, de leur science... La renommée même qu'a laissée la Compagnie excite la vertueuse émulation des autres ordres : beaucoup de leurs membres — et l'un encore ce matin — sont venus à moi, pour que je recommande à la Commission d'Éducation leur désir d'enseigner. » Il faut donc, conclut le Roi, passer à l'ordre du jour, le castellan doit attendre que l'on discute le projet relatif à la Commission d'Éducation (2). La Diète chercha bientôt des ressources dans la vente des starosties (3).

La Commission d'Éducation entend se faire confirmer, par sa nouvelle Charte, dans l'intégrité de ses biens. Elle affectera aux internats pour la noblesse pauvre, les excédents éventuels de recettes (IV, 2). Elle n'aura plus à engager nulle procédure contre ses débiteurs défaillants, mais prononcera par mesure administrative le séquestre et la saisie (VI, 1). Au terme d'un bref délai, elle déclarera vacants les biens séquestrés et les adjugera au plus offrant (VI, 2).

La Commission d'Éducation. — La nouvelle Charte définit les rapports entre la Commission d'Éducation et la *Garde des Lois*, réforme quelque peu le mode de recrutement des commissaires, et leur adjoint des Assesseurs.

La présidence de la Commission appartiendra toujours au Primat de Pologne. Aux termes de la Constitution du 3 mai, il siège de droit à la *Garde des Lois* ou Conseil exécutif, au double titre de « chef du clergé polonais et de président de la Commission d'Éducation ». Or le même article spécifie que « les ministres appelés à la *Garde des Lois* ne doivent pas siéger dans les Commissions », tout en appelant au Conseil exécutif le Primat, précisément en qualité de président de la Commission d'Éducation (4). La Grande Diète a diminué le

(1) Gieystor, nonce de Troki, 13 mai (*Gazeta Narodowa*, 18 mai 1791).

(2) *Ibid.*, 18 juin 1791.

(3) 16 déc. 1791. Ce jour-là encore, Siwicki, nonce de Troki, déclare que l'on pourra obliger tous les couvents à enseigner et affecter aux besoins de l'armée les anciens revenus de la Compagnie de Jésus (*ibid.*, 21 déc. 1791).

(4) Constitution du 3 mai, art. VII. — Disposition confirmée par la loi du 6 juin 1791 sur la Garde des Lois.

rôle des dignitaires à vie, pour abattre l'aristocratie. Elle institue ici un privilège au bénéfice du Primat, moins peut-être pour honorer le clergé polonais dans la personne de son chef, que pour complaire à Michel Poniatowski et au Roi, son frère.

Thadée Czacki, juriste éminent, relève cette singularité dans une brochure *Sur la Constitution du 3 mai* (1). « Le Primat est membre de la Garde des Lois, comme président de la Commission d'Éducation. Il se justifie lui-même devant le Roi, et à la Commission il exécute la volonté du Roi. » Quand il n'obtiendra pas des Commissaires les mesures qu'il désire, il leur fera donner des ordres par la Garde des Lois. Il peut accuser devant le Conseil ses collaborateurs et lui-même leur voter des blâmes sans qu'ils aient pu s'expliquer. La présente Diète n'a voulu examiner que les comptes de la Commission. Sans doute s'en remet-elle au Pouvoir Exécutif quant au système d'éducation (2).

Or, « l'histoire de toutes les nations témoigne que, là où le Monarque s'est emparé du pouvoir suprême, il s'est efforcé de transformer le caractère national, la noble fermeté et le courage en abjection, en bassesse et en crainte... Il donnera la facilité de s'instruire et d'obtenir une situation à des hommes qui l'appelleront le Créateur de leur fortune, et ainsi *l'instruction elle-même, qui dans les nations libres confirme la liberté, peut ici favoriser le Trône contre la Nation...* ».

Le Piariste Dmochowski, principal collaborateur de Kołłontaj depuis la mort de Jezierski, répondit à Czacki (3) : « Le Roi aurait en main l'Éducation, s'il réglait lui-même l'Instruction et tout ce qui concerne la formation physique et morale de l'homme. Mais quand l'Éducation est confiée à une Commission spéciale, élue par la Nation, et tenue de rendre compte à la Nation de l'Éducation de la Jeunesse, il est clair que *l'Éducation demeure entre les mains de la Nation* et non du Roi. De la présidence à vie du Primat ne prendront ombrage que l'auteur de la brochure et des esprits semblables... ». Dmochowski s'efforce de montrer que la diplomatie, les finances et l'armée, comme l'Éducation, appartiennent toujours « *sous le simple*

(1) *O konstytucji 3 maja 1791 r.* L'auteur rend hommage à Chreptowicz comme au fondateur de l'éducation nationale, et ne critique nullement l'œuvre accomplie jusqu'à présent par la Commission. Il se borne à plaider la séparation des pouvoirs et à exprimer ses craintes pour l'avenir.

(2) Allusion à la formule du serment prescrit aux délégués chargés d'examiner la Commission.

(3) FR. DMOCHOWSKI, *Do T. Czackiego*, pp. 12-13.

contrôle du Roi et de la Garde des Lois » (1), aux Commissions élues.

Bien plus, ajoute le Piariste : « C'est la Nation elle-même qui, en quelque sorte, se façonnera ses Rois, car il appartient à la nation de veiller à leur bonne éducation et le Gouverneur des Enfants Royaux est tenu, à chaque Diète, de rendre compte aux États, de l'Éducation et des progrès des Princes (2). »

Quant aux Commissaires, la nouvelle Charte en porte le nombre à quatorze. La Diète les élira pour six ans sur une liste de vingt-huit candidats présentés par le Roi. S'il se produit au cours de ces six années une vacance, le Roi nommera l'un des trois candidats présentés par la Commission.

Stanislas-Auguste avait encore en décembre 1791 pourvu trois sièges, sans que ses choix annoncent nulle entreprise du Trône contre la Nation. La mort de Przebendowski (septembre 1791) avait porté à trois le nombre des vacances. Le Roi fait entrer à la Commission Lanckoroński, Niemcewicz et Gutakowski. Nul ne faisait, comme naguère Oraczewski, figure d'agent docile de la Cour. Le jeune Antoine Lanckoroński, fils du palatin de Bracław, passait pour le principal agent de Kołłontaj au club du palais Radziwiłł, transformé en Société des Amis de la Constitution.

Louis Gutakowski, Grand Camérier de Lithuanie, longtemps membre de la Commission du Trésor du Grand-Duché, avait voté la Constitution du 3 mai. Niemcewicz, chargé par la Diète d'examiner la Commission d'Éducation en 1789, en avait hautement loué les travaux. Il succéda à Potocki comme président du Comité littéraire (15 février 1792) (3).

D'autre part, la nouvelle Charte lève en faveur de Chreptowicz et de Potocki l'incompatibilité entre les fonctions de membres de la Garde des Lois et celles de commissaires de l'Éducation art. XI, 2). L'augmentation du nombre des sièges permettra la réintégration immédiate de ces hommes éclairés et expérimentés.

(1) *Ibid.*, p. 27. — En fait, la Garde des Lois ne fonctionne qu'un an. Nous connaissons seulement ses Instructions à la Commission d'Éducation sur les rapports qu'elle devra présenter, 24 nov. 1791, publié par LEWICKI, *Ustawod.*, pp. 333-334 ; cf. p. XL.

(2) DMOCHOWSKI, *Do T. Czackiego*, p. 28. — Cf. Constitution du 3 mai, art. X ; *Opis Komisji Edukacyi*, art II, 6^o ; art. III, 7^o. — Ignace Potocki reprit les arguments de Dmochowski dans une brochure *Na Pismo któremu napis O konstytucyi odpowiedź* (Réponse à l'écrit intitulé *Sur la Constitution...*) (mentionné par SMOLEŃSKI, *Ost. rok*, p. 76). Le 30 nov. 1791, la Commission demande au Roi de pourvoir aux 3 sièges vacants.

(3) Lanckoroński et Niemcewicz viennent prendre séance le 17 déc. 1791, Gutakowski le 24 (B 44).

Les pouvoirs de tous les commissaires expiraient à l'automne de 1792. La présente Diète sera invitée à les proroger pour une nouvelle période de six ans. A chacun des renouvellements ultérieurs, la moitié des membres seront obligatoirement réélus. Cet ensemble de dispositions assure la continuité de vues.

La Commission, soucieuse de déployer une activité plus soutenue, s'adjoindra des Assesseurs. Le Corps Académique le réclame depuis 1790. Les professeurs de Cracovie ont obtenu le rappel du recteur désigné par la Cour, les Écoles Publiques et les Écoles Principales ont pour la première fois en 1790 librement élu leurs chefs. Les Académistes prennent aussitôt l'offensive contre les magnats ; ils veulent voir quelques-uns des leurs entrer à la Commission. Ces représentants du personnel enseignant ranimeront la Commission, cette réforme marquera un progrès de plus vers l'autonomie parfaite du Corps Académique.

La Députation constitutionnelle avait fait droit à ces revendications. Elle donnait aux commissaires de l'Éducation 6 assesseurs ; deux d'entre eux seraient élus par les Écoles Principales parmi les émérites ; en outre, les Recteurs des Universités pourraient siéger à la Commission avec voix délibérative (1).

Śniadecki réclamait, en outre, l'exclusion des Commissaires peu assidus. « Il sera difficile de rendre cette Magistrature active... si, comme jusqu'à présent, les personnages qui y ont été une fois élus, en font toujours partie. Cela ennuie les uns. D'autres, accaparés par d'autres tâches, ne peuvent consacrer leur attention à une partie si importante du gouvernement national. Les autres sont là pour la figuration (2). »

Le projet de 1792 n'impose aux commissaires aucune obligation d'assiduité. Mais il ne peut écarter l'institution d'assesseurs. Piramowicz approuvait cette « excellente idée » (3). La brochure *Chez M. le Podstoli* la prônait aussi. L'auteur anonyme de cette publication, homme d'opinions modérées, appartenait-il au Corps Académique ? Rien ne permet de l'affirmer. Il rend hommage aux Commissaires de l'Éducation, « aux grands hommes dont le zèle a déjà obtenu dans la Nation de grands résultats ». Mais, ajoute-t-il, « pour diriger habilement l'Éducation Publique, il ne suffit pas d'être un Politique profond, un grand économiste, un savant prélat », il faut

(1) *Projekt do formy rządu*, Rodz. IX, art. VII-X, et L.

(2) A Kołontaj, 21 mai 1791, KRASZEWSKI, *Listy Śniadeckiego*, p. 16.

(3) A Kołontaj, 10 août 1791, WISŁOCKI, *Poczet*, p. 425.

avant tout cette pratique de l'enseignement qui fait défaut à nos grands seigneurs (1).

Le Primat remanie, dans un esprit un peu moins libéral, le projet de la Députation constitutionnelle. Il n'admet aucun représentant élu des universités. La Commission nommera elle-même ses huit assesseurs : elle en recrutera un dans chacune des Écoles Principales, et les autres soit au sein du Corps Académique, soit en dehors. Les assesseurs se réuniront deux fois par semaine sous la présidence d'un Commissaire ou du plus ancien d'entre eux, pour expédier les affaires courantes. Les recteurs des Écoles Principales pourront participer, avec voix consultative seulement, aux séances des assesseurs et à celles des commissaires (2). La Commission d'Éducation se réservera la haute direction.

Les Assesseurs déchargeront aussi de nombreuses besognes le Comité littéraire, essentiellement voué à la rédaction des livres élémentaires.

Corps Académique, Écoles Principales, Écoles Publiques. — « Il faut, écrivait Śniadecki, dans la Charte même de la Commission d'Éducation, jeter les solides fondations des franchises et prérogatives du Corps Enseignant (3). » Mais la Constitution du 3 mai et les lois qui la complètent ne réglementent point les carrières publiques d'après le principe des *capacités*, dont le P. Stroynowski et la Députation constitutionnelle prônaient une rigoureuse application (4). La nouvelle Charte satisfera moins que le projet de la Députation constitutionnelle les ambitions des Académistes. S'ils sont nés gentilshommes, six années d'enseignement les qualifieront pour ces fonctions. Les Académistes plébéiens de naissance bénéficieront du fameux diplôme de Sigismond I^{er}, qui sera enfin ratifié par la Diète, et même élargi : ils recevront gratuitement, après seize années de service, — au lieu de vingt — des lettres de noblesse héréditaire. De plus, les administrations et tribunaux de toute sorte réserveront tous les emplois aux jeunes gens qui pourront présenter un certificat d'études et de bonne conduite délivré par les autorités scolaires (5).

(1) *Byłem u Pana Podstolego*, pp. 20-22. — *Podstoli* « sous-écuyer tranchant ».

(2) *Opis Kom. Ed.*, II, § 7-9 ; VII, § 5-7.

(3) A Kołontaj, 21 mai 1791. KRASZEWSKI, *Listy Śniadeckiego*, p. 16.

(4) Nul cependant ne pourra désormais être élu nonce, sans avoir fait partie d'un corps municipal, d'une Commission Civilo-Militaire, ou exercé quelque autre fonction publique. KONIC, *Comparaison de la Constitution*, p. 418.

(5) *Opis Komisji Edukacji*, III, pp. 6, 15.

Pour les Écoles Principales, la Commission de l'Éducation les affranchit de l'autorité des évêques, leurs chanceliers et conservateurs nés. Soltyk avait manqué ruiner à Cracovie l'œuvre de Kołontaj. A Wilno, la Commission avait dû ménager prudemment Massalski. Le projet de 1792 transfère au Primat, président de la Commission, les pouvoirs de chancelier et conservateur (1).

D'autre part, on sentait de plus en plus vivement la nécessité d'organiser la police médicale (2). La Commission Civilo-Militaire de Winnica demande à l'École Principale de Cracovie de vérifier le savoir et les titres de trois médecins (1790), celle de Cracovie demande à l'École de Médecine de lutter contre une épizootie (3), la Commission de l'Armée lui envoie neuf élèves chirurgiens-militaires (4). Les médecins de la capitale proposent d'établir à Varsovie un *Collegium Medicum Stanislaw-Augustum*. Les Écoles Principales combattent vivement cette initiative (5). L'Académie de Cracovie menace de fermer son hôpital-clinique de Saint-Lazare si elle n'obtient pas pleine autorité sur les Sœurs de Charité qui en constituent le personnel.

La nouvelle Charte donne à la Commission d'Éducation les pouvoirs nécessaires pour organiser seule les études médicales et pharmaceutiques ; nul ne pourra pratiquer sans un diplôme délivré par elle. De concert avec la Commission de la Police, elle réglementera l'exercice de la médecine, de la pharmacie, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Dans l'enseignement secondaire, la Commission d'Éducation s'était heurtée à l'hostilité de certains ordres religieux, à la concurrence de leurs écoles *pseudo-paroissiales*. Le projet lui confère autorité sur toutes les personnes qui se livrent à l'enseignement, et notamment sur les membres du clergé séculier et régulier. Elle pourra imposer à telle ou telle congrégation l'obligation d'enseigner. Elle aura le droit d'inspecter les écoles paroissiales, toutes formellement placées sous sa direction. Ce texte, plus précis et plus large que la loi de 1773, arme aussi la Commission pour l'enseignement élémentaire.

(1) *Ibid.*, V, p. 9. — Cf. *Projekt do formy rządu*, XVII, XVIII, XLIV.

(2) SZUMOWSKI, *Krakowska Szkoła Lekarska*, pp. 230-233.

(3) L'École Principale s'excuse, et regrette de n'avoir encore point de chaire de médecine vétérinaire (15 oct. 1791). *Arch. Sen.* 6, p. 172.

(4) La Commission d'Éducation ordonne de les loger gratuitement dans la Bourse des Chirurgiens (B 44, 22 oct. 1791).

(5) *Opis Komisji Edukacji*, III, pp. 1, 12, 14.

Les Commissions Civilo-Militaires et les écoles paroissiales. — Les champions de l'instruction populaire ont inséré quelques lignes à ce sujet dans la loi portant création de Commissions Civilo-Militaires. La loi du 15 décembre 1789 prescrit aux curés du rite latin d'entretenir un maître d'école dans leurs paroisses. Ce maître enseignera tout au moins à lire, à écrire et à compter aux gentilshommes pauvres et au pauvre peuple. Les Commissions Civilo-Militaires l'exigeront surtout des curés qui se prévalent de l'existence d'une école pour verser au fisc le 10^e gros au lieu du 5^e. Ils doivent réellement exécuter les volontés des fondateurs. Les Commissions leur enjoindront d'indiquer, dans leurs rapports sur la population de leurs paroisses, le nombre des élèves qui ont appris à lire, écrire et compter ; elles infligeront une amende de cinquante florins aux curés qui contreviendraient à ces dispositions (1).

Les Commissions Civilo-Militaires, accablées de mille devoirs urgents, abordèrent-elles toutes la question des écoles paroissiales, on en peut douter. Un grand nombre à coup sûr signifièrent simplement aux curés les volontés du législateur en cette matière (février-mai 1790).

D'autres Commissions Civilo-Militaires enregistrent çà et là quelques succès. On a pu compter quarante-deux écoles paroissiales dans l'ensemble du palatinat de Sandomir, soixante-dix-sept dans celui de Sieradz. Dans le premier, la Commission des districts de Sandomir et de Wislica note en 1791 : « petites écoles pour la plupart établies ».

Dans le palatinat de Sieradz, la Commission des districts de Piotrków et Radomsk triomphe çà et là des difficultés. En 1790, trois paroisses n'ont point d'école ou bien les parents n'y veulent pas envoyer leurs enfants ; et dans ces trois paroisses les écoles fonction-

(1) *Volumina legum*, t. IX, p. 141, art. 8. — Cette loi concernait la Couronne seulement. Elle ne réglait point les rapports entre les Commissions des Palatinats et la Commission d'Éducation. Il ne se produisit pas de conflit. Le visiteur général Treffler note au retour de son inspection en Volhynie et en Ukraine (1790) : « Nulle part les Commissions Civilo-Militaires ne veulent contrevénir aux règlements formulés par la Commission d'Éducation. Nulle part elles ne peuvent établir un contrôle direct sur les écoles paroissiales, devant seulement veiller à ce qu'elles fonctionnent ».

Dans le Grand-Duché, les Commissions Civilo-Militaires furent établies par un texte un peu différent enregistré le 19 nov. 1789 (*Volumina legum*, t. IX, p. 156, art. 8) qui n'autorisait point les Commissions à frapper d'amende les curés. WIERZBOWSKI, *Szkoły parafjalne*, ne sait à peu près rien des Commissions lithuaniennes (pp. 106-107), mais apporte de copieux renseignements sur les Commissions de la Couronne (pp. 65-78 ; se reporter à sa liste alphabétique des écoles, pp. 117-197).

nent en 1792. Dix-huit garçons et onze filles fréquentent à Pławno l'école construite par le castellan Karśnicki, seigneur du bourg. Dans une quatrième localité, le curé se plaint des propriétaires en juillet 1790 : « ils ne permettent pas à leurs serfs de s'instruire, bien qu'il y ait à l'église un maître assez capable » et pourtant l'école fonctionne dès l'hiver suivant.

Les Commissaires de la Terre de Drohiczyn, en Podlachie, déployèrent un grand zèle. Parmi eux, l'abbé Kluk ne déplorait-il pas, comme prêtre et comme agronome, « l'ignorance de nos laborieux agriculteurs »... premier obstacle aux progrès économiques. D'autre part, les Commissaires s'intéressaient particulièrement à leurs *frères* les gentilshommes-laboureurs, si nombreux dans cette région de la Podlachie. Seuls quelques fils de cette pauvre noblesse venaient, entre huit et vingt ans, passer les mois d'hiver à Drohiczyn, où les Piaristes dirigeaient, à côté de leur École Publique, une école paroissiale. La loi de mars 1791 dépouillait de leurs droits politiques les gentilshommes non possessionnés. Peut-être les Commissaires de Drohiczyn voulaient-ils en quelque sorte dédommager cette classe de citoyens en lui donnant la possibilité de s'instruire. Kołłontaj avait soutenu ce point de vue.

Toujours est-il qu'en septembre 1791, la Commission Civilo-Militaire de la Terre de Drohiczyn ordonna à tous les curés d'ouvrir une école paroissiale et de présenter à l'examen de la Commission un sujet capable d'enseigner.

Vingt-trois curés firent preuve de docilité. Un seul put présenter le maître qui enseignait dans sa paroisse depuis quelques années. L'abbé Kluk et plusieurs autres proposèrent leur organiste. Deux curés firent appel à d'anciens élèves de l'école de Drohiczyn. La Commission déclara incapables plusieurs candidats, se montra plus exigeante pour telle paroisse où les gentilshommes-laboureurs peuplaient vingt hameaux (1), très accommodante pour les petites paroisses exclusivement habitées par des serfs (2).

Le curé d'Ostrożany demanda comment il devait procéder, puisqu'il ne possédait ni bâtiment d'école, ni terrain à bâtir, ni les moyens d'entretenir l'institution. La Commission déclara « oiseuses » pareilles questions et le somma de présenter un candidat dans les six semaines. Onze curés enfin n'accusèrent même pas réception de la circulaire ; ils furent condamnés à l'amende de cinquante flo-

(1) Rozbity Kamień.

(2) Czernin, Rudka, Sady, Zembrów.

rins prévue par la loi. Le curé de Dolobowo, pasteur de deux villages nobles, fit approuver par la Commission son organiste ; celui de Pierlejewo dut présenter successivement deux candidats ; celui de Kuczyn Wielki ouvrit une école où vinrent trois élèves. La Commission de Drohiczyn montrait quel parti on pouvait tirer de la loi de 1789.

L'École Principale de Cracovie elle-même recourt à la Commission Civilo-Militaire, afin qu'elle ordonne aux curés de la ville et des faubourgs de faire bon accueil aux inspecteurs chargés par l'Université de vérifier les fonds des écoles paroissiales (1).

D'après la nouvelle Charte, les Commissions Civilo-Militaires devront signaler à la Commission d'Éducation toutes les fondations destinées, sous quelque dénomination que ce soit, à l'éducation « et qui sont dissimulées ou négligées ». Elles seront tenues d'exécuter tous les ordres que la Commission d'Éducation leur adressera (2).

La brochure *Chez le Podstoli* expose comment il faut travailler à la fois à l'instruction et à la libération des serfs.

« L'humanité a conseillé à la Diète de laisser aux villageois quelque lueur de liberté... Mais quand nos paysans seront-ils capables d'atteindre la liberté sans se ruiner et ruiner avec eux le pays ?

« Le propriétaire ne permet pas qu'il existe dans son village auprès de l'église une petite école pour apprendre aux jeunes paysans la lecture, l'écriture et un peu de calcul : car il prévoit aussitôt que les agriculteurs abandonneront la terre.

« Je le crois ! Un paysan instruit ne voudra pas gémir sous les coups d'un Tyran ? mais pourquoi devrait-il se dérober à l'autorité d'un Seigneur juste et bénin ?...

« Si nous voulons donner aux villageois la liberté, l'établissement d'écoles paroissiales est absolument nécessaire. Ce sont elles qui nous vaudront des villages plus soignés, qui amélioreront l'agriculture, qui extirperont l'ivrognerie et établiront la douceur des mœurs chez ces paysans que l'on peut jusqu'à présent comparer à des bêtes sauvages (3). »

La Constitution du 3 mai donne force de loi aux contrats libres que viendront à passer les propriétaires avec les paysans. Le *Journal du Commerce* (*Dziennik Handlowy*) vante à ses lecteurs les règlements qu'ont octroyés à leurs paysans au cours des dernières années

(1) 22 avril 1792, *Arch. Sen.* 6, p. 189.

(2) *Opis Komisji Edukacji*, art. X.

(3) *Byłem u P. Podstolego*, pp. 41-42.

Stanislas Małachowski et l'abbé Brzostowski, Chreptowicz, Félix Potocki, le prince Stanislas Poniatowski. Il salue, en février 1792, un premier contrat libre, un « *Inventaire des obligations et redevances* librement contractées entre des paysans libres (de la principauté d'Ostróg) avec leur propriétaire Małachowski, Référendaire de la Couronne, pour des terres qu'il a redistribuées entre eux et leur a données à titre de propriété perpétuelle » (1).

Mais plusieurs Académistes regrettent que la Constitution ait fait confiance à l'initiative privée. Śniadecki l'écrivait à Kołłontaj dès le 21 mai 1791 : « Pour assurer plus énergiquement et plus efficacement aux laboureurs la protection des lois, il faudrait, par une mesure législative, enjoindre aux seigneurs de passer des contrats avec leurs paysans (2). »

Trzciński publie sa dissertation du 12 mai, en l'enrichissant de notes. La loi affranchit le paysan fugitif qui revient en Pologne, elle affranchit certainement aussi, assure l'abbé, le paysan resté fidèle au sol national. « J'espère que l'École Principale de la Couronne entreprendra, conformément à la loi, de morceler ses terres et de les bailler à cens, qu'elle donnera avec empressement l'exemple de la douceur et la modération envers les pauvres serfs (3). »

L'opinion entendait que les premières mesures fussent prises en faveur des paysans des domaines publics ; l'État devait montrer la voie aux particuliers. Le Roi déclare à la Diète (13 décembre 1791) que les serfs des anciens domaines de la Compagnie de Jésus se trouvent souvent plus malheureux aujourd'hui qu'au temps des Jésuites. Mais aucune mesure n'intervient en faveur de ces paysans (4).

L'École Principale de Cracovie résolut de mettre fin à un scandale qui se déroulait sur ses propres terres. Depuis treize ans, les paysans se plaignaient sans cesse d'un fermier de l'Académie, nommé Kownacki. Accablés de redevances et de corvées, ils ne peuvent accomplir leurs propres travaux. Ils sont tombés dans la plus extrême misère. Kownacki les fait mettre aux fers, jeter en prison, rouer de coups par des surveillants cruels. Beaucoup déguerpissent. L'École Principale a fréquemment envoyé des Commissions d'enquête et cela dès le rectorat de Kołłontaj, mais Kownacki ne veut rien entendre. Les professeurs, si divisés depuis des années, se retrouvent

(1) *Dziennik handlowy*, 1790, pp. 332 ; 1791, pp. 198-200, 333, 336, 434 ; 1792, p. 42.

(2) KRASZEWSKI, *Listy Śniadeckiego*, p. 16.

(3) TRZCIŃSKI, *O wzroście swiateł*, n. 9.

(4) SMOLEŃSKI, *Ostatni rok*, pp. 98, 139.

unanimement le 13 mai 1792. Le Conseil de l'École refuse de renouveler le bail de ce tyran ; l'Université dénoncera par la même occasion le contrat de tous ses autres fermiers et donnera les terres à cens aux paysans.

La Commission de l'Éducation jugea que l'École Principale n'aurait pas dû prendre une décision si hâtive et sans lui en référer, sans chercher des exemples : « sur ce point, le gouvernement donnera peut-être une règle ». Elle suspendit donc la résolution de l'École Principale et lui ordonna de proroger d'un an les baux aux possesseurs actuels. Après des débats très orageux, l'Académie s'inclina à contre-cœur (1).

Les vœux de la bourgeoisie. — Tandis que les paysans formaient encore une masse passive, la bourgeoisie réclamait des écoles élémentaires dans les villes ; ses chefs lui montraient dans l'instruction le complément indispensable de la liberté. La Diète n'avait pas réalisé tous les espoirs des riches Varsoviens. Mais elle faisait bénéficier de la loi d'avril toutes les villes royales, grandes et petites. Kołłontaj même proposait en 1788 de réduire à la condition de villages les localités indignes du nom de cité. Et voici qu'en 1791 ces bourgeois-cultivateurs, aussi grossiers que les paysans, participent à la vie publique au même titre que les patriciens de la capitale, sous une simple condition de cens.

En mai 1791, dans le premier enthousiasme de la victoire bourgeoise, le bénédictin Adrien Dębski célèbre par un remarquable discours la fondation d'une école à Steżycza. Les villes, dit-il, avaient négligé l'éducation, « de là découlent cette grossière obscurité, l'ignorance des anciennes lois et de vos privilèges ». Le roi Stanislas-Auguste « a consacré toutes les ressources de son esprit, et cela dès les temps les plus critiques pour la Patrie, à éclairer, à unir, à rendre heureuses toutes les classes de la Nation... La Raison pousse à l'humanité, dont les funestes préjugés seuls détournent. Quand pointa la clarté des sciences, la Nation a reconnu que vous étiez hommes vous aussi, que les droits de l'humanité vous appartiennent. La Noblesse polonaise... vous a donné part à ses droits, elle espère ainsi doubler les forces du Pays... Vous devez donc de la

(1) L'École Principale au Primat, 13 mai 1792 ; à la Commission d'Éducation, 3 juin, dans *Arch. Sen.* 6. — KRASZEWSKI, *Listy Śniadeckiego*, pp. 47-50 (à Januszewicz, 16 mai et 6 juin). — Décision de la Commission, 16 mai 1792, *A* 18, fol. 157.

reconnaissance et un grand attachement à cet Ordre, auquel il vous est loisible d'accéder progressivement. Mais pour devenir dignes de cet honneur, pour améliorer votre sort et le sort de tout le Pays, la lumière des sciences vous est absolument nécessaire... Vos enfants siégeront peut-être un jour dans les Magistratures et sur les bancs de la Diète ; mais seulement, certes, s'ils s'en rendent dignes par leur science, leurs vertus et leurs mérites » (1).

Les villes royales procédèrent en août 1791 à l'élection de leurs *plénipotentiaires*. A l'assemblée primaire de Varsovie, deux notables distingués abordèrent les questions d'éducation : le juriste et publiciste Antoine Mianowski, puis Antoine Chevalier, marchand drapier, frère du défunt recteur de Wilno. Seule une bonne éducation, affirmèrent-ils, permettra aux bourgeois de conserver les libertés récemment acquises et d'en goûter les bienfaits (2).

Il y avait fort à faire en ce sens à Varsovie, et bien plus encore dans les petites villes : plusieurs d'entre elles s'étaient fait représenter par des illettrés au fameux Congrès de 1789 (3). Elles avaient maintenant la ressource de faire appel à des gentilshommes.

C'est ainsi qu'à l'assemblée électorale du département de Varsovie siégèrent les nobles délégués de Czersk et de Błonie. Ils reconurent dans l'affranchissement de la bourgeoisie le fruit de l'éducation que Stanislas-Auguste avait fait donner à la noblesse. En favorisant les études, déclarait Łochowski, délégué de Czersk, le Roi a si bien préparé « les esprits toujours imbus d'orgueil et de préjugés, que nous nous sommes unis par les liens d'un amour fraternel » (4).

A son tour Ołociński, délégué de Błonie : l'instruction patronnée par le Roi « a fait connaître et sentir à tous les habitants que l'homme est créé pour la liberté » et c'est pourquoi la Diète a donné aux villes polonaises « les droits de la liberté (5) ».

Enfin, le célèbre avocat François Barss résuma les débats et en tira la conclusion. C'est à Stanislas-Auguste, « à ce Père de la Patrie,

(1) DĘBSKI, *Mowa przy otwarciu szkół... w mieście Stężyca r. 1791 dn. 3 maja*. Dans la première partie de ce discours, fort remarquable, le P. Dębski paraît s'inspirer des vues philosophiques de BOGUSŁAWSKI, *O doskonałym prawodawctwie*.

(2) *Dziaryusz Zgromadzeń Warszawy 1791*, pp. 20, 100.

(3) Le 28 décembre 1789, les 50 délégués qui se trouvaient encore dans la capitale élurent 7 *plénipotentiaires généraux*. Or parmi ces 50 délégués, 5 signèrent d'une croix : les représentants de Częstochowa, Kazimierz Dolny, Przyrów et Stanisławów (SMOLEŃSKI, *Mieszczanstwo Warszawskie*, p. 120, n. 1).

(4) Antoine Łochowski, ancien vice-palatin de Czersk, *Dziaryusz zgromadzeń Warszawy*, pp. 164-165.

(5) Alexandre Ołociński, *ibid.*, pp. 268-269.

que nous devons l'instruction publique, et à l'instruction, notre présente liberté... Qu'au plus vite la lumière se répande dans les villes, qu'elle maintienne une ferme conscience de nos devoirs envers la Patrie et des devoirs de la Patrie envers nous, qu'elle convainque le monde que les citoyens des villes polonaises sont dignes de la liberté recouvrée ». Barss invite les délégués à s'occuper, dès leur retour dans leurs villes, de l'éducation de la jeunesse. L'entreprise n'exige pas des dépenses considérables, les particuliers y gagneront bientôt et les villes se prépareront des administrateurs capables (1).

L'assemblée n'oublia pas ce problème dans les instructions qu'elle rédigea pour Chevalier, élu plénipotentiaire. « Dans tout peuple policé, l'Éducation de la jeunesse est considérée comme le premier des besoins. » Le Roi et la Commission d'Éducation ont organisé « à l'honneur de la nation » l'instruction des garçons, Chevalier demandera à la Diète d'organiser l'éducation des filles : les congrégations de femmes devront s'y employer. Il agira auprès de la Commission de la Police, pour qu'elle fasse ouvrir dans les villes des écoles élémentaires où seront enseignées non seulement la lecture et l'écriture, mais la mécanique (2).

II. — LES NON-CATHOLIQUES

Il ne suffit pas à la Commission d'Éducation de « rallier une nation composée d'éléments aussi hétérogènes que des seigneurs et des serfs », comme disait Dupont de Nemours. Elle veut encore étendre son autorité sur les minorités religieuses, et le projet de 1792 lui soumet toutes les écoles « catholiques et non catholiques ». Ne voyons point là une vaine formule : les hommes d'État ne négligent le problème de l'éducation ni dans leurs négociations avec les orthodoxes et les protestants, ni dans leurs projets sur les Juifs. Les réformes fiscales, les débats sur la bourgeoisie attirèrent l'attention sur la question juive. Le statut des orthodoxes et celui des protestants constituaient deux problèmes étroitement liés, qui se posèrent dès que la Grande Diète rejeta la tutelle russe.

(1) *Ibid.*, pp. 294-295.

(2) *Ibid.*, p. 321, 12° ; p. 334, 29°. — La Diète désigna en effet Chevalier pour la Commission de la Police (SMOLEŃSKI, *Mieszczaństwo warszawskie*, p. 162).

Les troubles de l'Ukraine (1). — Depuis l'annexion de Mohylów à la Russie, les orthodoxes n'avaient plus d'évêché en territoire polonais. Dès 1773, l'évêque de Mohylów, Konisski, demande au Saint-Synode d'en créer un à Słuck. Le prince Adam, les Potocki, le prince Stanislas, neveu du Roi, bref les plus grands seigneurs de l'Ukraine réclament un évêché dans cette région pour apaiser les esprits. Cependant le gouvernement russe semble, pendant douze ans, aussi tiède pour l'Orthodoxie que le gouvernement polonais pour l'Union. Enfin, en 1785, Catherine II fait créer par le Saint-Synode un nouveau diocèse en faveur de Victor Sadkowski, naguère chapelain de l'ambassade russe à Varsovie.

Le métropolite Smogorzewski et le clergé grec-uni plaident auprès du Roi les intérêts du catholicisme et de l'État. Il ne faut point, assurent-ils, admettre en Pologne un évêque nommé par une puissance étrangère. On doit, tout au moins, lui interdire d'exercer son ministère avant d'avoir prêté serment de fidélité au Roi et à la République, avant qu'il se soit engagé à respecter la situation acquise de l'Église catholique.

En fait, Sadkowski s'installe à Słuck vers Noël 1785. Six mois plus tard, Stackelberg le convoque à Varsovie pour recevoir du Roi son diplôme de confirmation. Peu après, l'évêque se rend à Kiev et, remplaçant le métropolite malade, il accueille solennellement Catherine dans la ville. Stanislas-Auguste insiste auprès de l'Impératrice, si bien que finalement Sadkowski prête serment de fidélité au Roi et à la République de Pologne (mars 1787). Voici quelques lignes de son premier mandement : « Par la volonté de l'Impératrice Catherine ayant été sacré évêque de Perejaslaw et de Boryspol, coadjuteur de la métropole orthodoxe de Kiev, pourvu en outre d'un diplôme du roi Stanislas-Auguste pour le libre exercice de mon ministère... (2) ». Sadkowski se considère comme un agent de Pétersbourg en territoire polonais.

Déjà depuis le milieu du siècle, les métropolites de Kiev nommaient comme higoumènes en Pologne des Ruthènes sujets russes, à l'exclusion des Ruthènes sujets polonais. Le gouvernement de Pétersbourg travaille avec une nouvelle ardeur à cette politique : russifier les orthodoxes polonais. Sadkowski, subventionné par la Cour impériale, s'entoure de sujets russes : presque tous ses domes-

(1) LIKOWSKI, *Kościół unicki*, t. I ; SAKOWICZ, *Kościół prawosławny* ; DERUGA, *Walka z rusyfikacją*.

(2) Cité par SAKOWICZ, *Kościół prawosławny*, p. 40, n. 1.

tiques, ses employés, ses choristes. Il réorganise l'humble Séminaire qui végétait depuis 1780 : nous y trouvons plusieurs professeurs russes, les manuels imprimés à Moscou par le Saint-Synode.

Il examine les popes des régions de Shuck et de Pińsk sur leur connaissance du *Catéchisme abrégé* imprimé en russe à Moscou, dépose plusieurs dignitaires ecclésiastiques polonais, donne leurs charges à des Moscovites ou à des Ukrainiens, sujets moscovites, non sans mécontenter les popes polonais. Aux offices, Sadkowski lit, dans sa cathédrale, et partout fait lire tous les ukases que lui adresse le Saint-Synode, même ceux qui concernent seulement l'Empire russe : avis relatifs au papier-monnaie, prières pour le succès des armées moscovites en guerre contre les Turcs et les Suédois, solennelles actions de grâces (28 janvier 1789) à l'occasion de la prise d'Oczakow sur les Ottomans !

Cependant la Grande Diète réorganise les institutions, en dépit de la solennelle garantie russe (novembre-décembre 1788). Chacun se rappelle qu'à la Confédération de Bar répondit aussitôt la révolte de l'Ukraine. Au début de 1789, la capitale reçoit de ces palatinats des nouvelles inquiétantes : plusieurs gentilshommes assassinés, des Juifs étranglés. Un grand émoi s'empare de l'opinion polonaise, déjà troublée par l'activité insolite du clergé orthodoxe.

La Diète crée dans les quatre palatinats ruthènes des Commissions du Bon Ordre (23 février 1789), qui font incarcérer des ecclésiastiques et de nombreux vagabonds. La Diète fait arrêter Sadkowski ; elle enjoint au clergé orthodoxe de prêter serment de fidélité au Roi et à la République, de mentionner dans les prières le Roi et la République à l'exclusion de tout souverain étranger (23 avril) : 705 popes et moines se soumettent à ces exigences, 26 religieux du monastère de Berszady rentrent en Russie avec l'agrément des autorités polonaises, le prieur du Saint-Esprit à Wilno s'enfuit.

La Diète désigne une *Députation d'enquête*, présidée par Turski, évêque latin de Łuck (26 mai). Sadkowski, transféré à Varsovie, est soumis à des interrogatoires répétés. Les Commissions des quatre palatinats envoient leurs rapports. Tandis que la Députation se livre à une enquête approfondie, plusieurs citoyens exposent leur manière de voir : parmi eux, Kołłontaj et Potocki.

Kołłontaj et Potocki champions de l'Union. — Kołłontaj prend hardiment position pour l'Union contre l'Orthodoxie. « Il ne s'agit

plus de tolérer une religion, mais de tolérer la politique de l'étranger... Un État pleinement indépendant ne peut pas se laisser subordonner par une confession à un autre État où le pouvoir de l'Autel est uni au Trône... » Il faut donc « nous efforcer avec douceur de faire abandonner le Schisme » (1).

C'est pourquoi la République polonaise doit faire participer les populations ruthènes à ses libertés politiques et à ses lumières, comme l'avait stipulé un pacte malheureusement demeuré vain : l'Union de Hadziacz de 1659. « Si le métropolite de Kiev et les évêques de sa province avaient siégé au Sénat, si pendant cent vingt-neuf ans ils avaient pris goût à participer au gouvernement, nous aurions aujourd'hui un clergé uniate autrement plus dévoué à la République, car il saurait distinguer entre la liberté de son pays et l'esclavage du pays voisin ».

D'autre part, l'accord de Hadziacz portait création de deux Académies en Ukraine ; or, le gouvernement polonais n'a pas fait plus que le gouvernement russe pour éclairer les Ruthènes. Au delà du Dniepr, « une monarchie absolue, ayant uni dans une seule personne le pouvoir civil et le pouvoir religieux, a fait de ce dernier le jouet de sa politique... Un gouvernement fondé sur de telles maximes exige absolument un peuple et un clergé ignorants, mais pourquoi le clergé du rite ruthène devrait-il l'être sur le territoire de la République » (2) ?

Si le gouvernement polonais avait fondé en Ukraine ces deux Académies « non seulement le Schisme n'aurait pas duré jusqu'à nos jours, mais les prêtres et le peuple, instruits, sauraient fort bien qu'il y a entre nous une simple différence de rite, non de confession ». Le Saint-Siège a montré plus de compréhension. Il entretient quelques boursiers ruthènes à Rome, à Léopol, à Wilno. « C'est à ces bourses, note l'ancien recteur de Cracovie, que nous devons tant de Basiliens instruits qui font honneur à leur congrégation dans plusieurs Écoles publiques et dans l'épiscopat... Rome fait ce qu'elle peut, elle fait jusqu'à présent plus que le gouvernement national a jamais fait. »

Et Kołłontaj trace un programme d'éducation nationale pour les provinces ruthènes. « Si savant que puisse être l'ordre des Basiliens, le peuple entier restera plongé dans l'ignorance et dans le fanatisme tant que le clergé séculier ne sera pas instruit, tant que dans les

(1) KOŁŁONTAJ, *Listy do Malachowskiego*, t. III, pp. 329, 331.

(2) *Ibid.*, p. 327.

paroisses les pasteurs ne seront pas en état d'éduquer le peuple qui leur est confié, tant qu'ils ne seront pas aptes à lui inculquer un esprit de douceur et d'humanité. C'est avant tout l'instruction des curés qui importe à toute Nation. Chacun peut voir en eux les plus grands bienfaiteurs du genre humain, c'est à eux que nous devons la tranquillité du pays, la docilité et l'obéissance du peuple, les bonnes mœurs. Et donc tant que nous n'aurons pas dans le clergé ruthène des curés instruits, l'Ukraine restera un repaire de brigands (1)... »

Créons au milieu des quatre palatinats ruthènes une École Principale et un Séminaire général ; dans chaque évêché, un Séminaire diocésain. Consacrons à ces fondations les revenus de quelques riches starosties : « Nous régnerons dans ces contrées par l'instruction, mieux qu'en y construisant des forteresses. Pour le moment, nous n'avons pas à y redouter » des armées étrangères, « mais le pape dans son village, mais le son de sa cloche, mais le fanatisme des habitants qui peuplent nos domaines et dont nous ne saurions nous passer » (2).

A l'École Principale de Ruthénie enseigneront des Latins et des Grecs. Les prêtres des deux rites se formeront dans des séminaires mixtes, où tous étudieront le latin. La connaissance des mathématiques conduira les Ruthènes à adopter d'eux-mêmes le calendrier grégorien : or la masse voit dans les deux calendriers la principale différence entre les rites. Ainsi « les sciences adouciront la sauvagerie de ces peuples, les sciences rapprocheront les deux rites, elles rapprocheront les hommes » (3).

Ignace Potocki soutient dans ses *Remarques politiques* (4) des vues analogues : ne pas établir en Pologne d'évêque schismatique, admettre au Sénat les évêques uniates, instruire les populations ruthènes. D'accord avec Kołłontaj sur la fondation de séminaires communs aux deux rites, il développe un programme d'instruction universelle. Les curés grecs-unis, si pauvres jusqu'ici, recevront des terres, ils percevront sur leurs ouailles une taxe d'un florin par *feu*. En retour, chacun entretiendra une école paroissiale.

Kołłontaj et Potocki préconisent là une politique magnanime, mais aventureuse. Avant que la République soit parvenue *par la douceur* à éteindre le Schisme, le gouvernement russe n'exploitera-t-il

(1) *Ibid.*, pp. 332-334.

(2) *Ibid.*, p. 336.

(3) *Ibid.*, pp. 336-337.

(4) POTOCKI, *Uwagi polityczne*.

pas le mécontentement des orthodoxes ? Et la République peut-elle sans danger témoigner au clergé uni une confiance totale ? Une brochure parue en 1786 prônait au contraire la suppression du rite grec (1). Le maréchal Małachowski reçoit d'un correspondant anonyme des avis semblables : le rite grec est nuisible à notre nation, il faut travailler à l'amoinrir ou tout au moins à l'assimiler ; que les jeunes bourgeois et paysans des deux rites fréquentent les mêmes écoles paroissiales (2). Les Commissions des palatinats ruthènes jettent en prison de nombreux popes orthodoxes, sans en condamner aucun à mort, mais le tribunal de Łuck fait exécuter trois curés grecs-catholiques (3). D'ailleurs l'Ukraine continue à osciller entre l'Union et le Schisme : dans une seule protopopie (4) de l'Ukraine, seize paroisses retournent du catholicisme à l'Orthodoxie entre 1789 et 1794, dans les années mêmes où le gouvernement polonais tient Sadkowski prisonnier (5).

Le rapport de la Députation d'enquête. — La *Députation d'enquête* propose à la Diète (26-29 mars 1790) un vaste programme, susceptible d'affermir dans le patriotisme polonais les orthodoxes, les grecs-unis et les protestants. Le rapporteur Kochanowski révèle dans tous ses détails l'œuvre de russification poursuivie par le gouvernement de Pétersbourg. Il ne conseille point de ruiner en Pologne l'Église orthodoxe, mais de l'affranchir de l'emprise russe, de lui restituer un caractère national. Il faut l'organiser en une Église autocéphale, gouvernée « soit par un évêché national, soit par un synode intérieur ». Il faudra fonder des séminaires « dans lesquels les désunis s'instruiront sous l'autorité de la Commission d'Éducation... Les sommes qu'il faudra chaque année seront une bien mince dépense pour racheter les malheurs de toute sorte que la patrie a subis dans ces derniers siècles ».

La Députation entend faire plus encore pour les grecs-catholiques. « L'Union fait en Pologne partie de la religion régnante ; ni le dogme, ni le chef de l'Église ne distinguent les grecs des latins, ils sont catholiques, ils sont romains, et il faut l'ajouter, le métropolitain et les évêques ruthènes sont gentilshommes... Le gouvernement a négligé de s'assurer la collaboration du haut-clergé uni, de

(1) LIKOWSKI, *Kościół unicki*, t. I, p. 222.

(2) *Fundament dobra publicznego*, mars 1789, *Bibl. Krasin'skich*, Rkps 4566.

(3) DERUGA, *Walka z rusyfikacją*, p. 19.

(4) Archiprêtre.

(5) *Ibid.*, p. 7.

témoigner au bas-clergé uni sa sollicitude. C'est par les grecs-unis (si la République consent à améliorer leur sort) que les Désunis pourront être amenés à l'Union... Que le métropolite et les évêques grecs-unis soient admis aux conseils du pays, qu'on leur décerne des sièges à la Diète. » Et, rendant hommage au métropolite Smogorzewski, récemment décédé, la Députation fait valoir qu'il aurait exercé une plus grande influence s'il avait siégé au Sénat. Elle déclare nécessaire d'améliorer la condition matérielle des curés du rite grec.

Enfin la Députation soulève un nouveau problème. Les protestants constituent aussi dans la Nation un groupe à part. Ils se trouvent, comme les orthodoxes, sous la protection de l'étranger. « Sans doute les lumières, l'attachement de ces citoyens à la patrie nous rassurent. Sans doute, possédant un synode national intérieur, ils ne relèvent pas d'une autorité étrangère. Cependant si nous omettions ce groupe, ce serait exposer le gouvernement au reproche de négligence, ou bien laisser croire aux protestants qu'au jour où le Gouvernement réunit tous les citoyens, il les abandonne à d'autres protecteurs (1). »

La Députation posait ainsi trois problèmes distincts, et pourtant liés entre eux. La Diète les aborda tous trois, et prit en faveur de ces trois catégories de citoyens des mesures plus ou moins promptes et d'inégale importance. Nous devons nous borner à quelques mots sur les Grecs-Unis, et nous traiterons tour à tour des Protestants et des Orthodoxes.

La Diète se refusa à assimiler les évêques grecs aux latins. Elle attribua seulement au métropolite un siège au Sénat, après le dernier évêque latin (2). Du moins le clergé ruthène se trouvait-il maintenant représenté dans les conseils de la République par un homme instruit et actif, le nouveau métropolite Rostocki. La Diète décréta la péréquation des évêchés grecs, comme des évêchés latins, et assigna trois mois aux évêques des deux rites pour dresser une liste des séminaires. Mais la vaste réorganisation ainsi amorcée restait en suspens en 1792, au moment où la Diète décida du sort des orthodoxes et des protestants (3), problèmes moins vastes et plus urgents.

(1) Extraits cités par LIKOWSKI, *Kościół unicki*, t. I, pp. 239-241 et par SAKOWICZ, *Kościół prawosławny*, pp. 160 sqq.

(2) Loi enregistrée le 29 juillet 1790. *Volumina legum*, t. IX, p. 175.

(3) Le 26 avril 1792, Kublicki, nonce de Livonie, fait donner lecture d'un projet relatif à la dotation des évêchés grecs-catholiques et tendant à améliorer la condition du clergé uni. Ce projet, imprimé et distribué avant les élections de novembre 1790, avait été renvoyé à la Députation constitutionnelle, qui ne l'avait pas encore examiné (*Gazeta Narodowa* du 28 avril 1792).

Les protestants. — Une loi de 1775 avait privé les protestants et orthodoxes de cette égalité politique au nom de laquelle Catherine II avait fait répandre tant de sang. Stanislas-Auguste, soutenu par Marie-Thérèse, avait obtenu de la tsarine la revision de la loi de 1768. Le Ministère et le Sénat furent désormais réservés aux catholiques. A la Chambre des Nonces, *peuvent* être élus trois dissidents au plus, à raison d'un par province. Par contre protestants et orthodoxes continuent à jouir pleinement du libre exercice de leur religion, dans toute la Pologne. Stanislas-Auguste voyait enfin établir le régime qu'il préconisait depuis son avènement (1).

Les Réformés construisent un temple dans la capitale, les Luthériens en érigent un fort élégant et, lors de funérailles solennelles, font retentir les rues de leurs psaumes (1778). Les deux confessions signent au synode de Siedlce (1777) un accord sur le modèle du *consensus* de Sandomir de 1570 : luthériens et calvinistes conservent leur indépendance spirituelle et s'unissent simplement pour la défense de leurs libertés communes. Des luthériens de Varsovie protestent contre une application abusive de l'Union de Siedlce, ils font appel à Stanislas-Auguste qui fait trancher le conflit (1781-1783) par Sułkowski, Mokronowski et Chreptowicz — tous trois membres de la Commission d'Éducation, notons-le (2).

Pourtant la Commission d'Éducation, si entreprenante en 1774 envers les écoles protestantes de Grande-Pologne, observe depuis 1775 une prudente réserve. Le pasteur Gottfried Leske ouvre en 1777 à Varsovie une école « latino-réale » et sollicite la protection du Roi. Le prince Adam propose à la Commission « de prendre sous sa dépendance ce collège qui veut absolument en dépendre. On a eu à ce sujet des scrupules » (3). Les Églises protestantes de Varsovie comptaient fort peu de Polonais. Les pasteurs officiaient presque toujours en allemand. Les dirigeants des petites Écoles, patronnées par la communauté luthérienne, informent en 1779 la Commission d'Éducation qu'ils n'enseignent point le polonais : certains parents s'y opposent, d'autres se chargent de faire apprendre cette langue à leurs enfants à la maison (4).

En Lithuanie, le protestantisme a conservé un caractère plus polonais. La *Jednota* (Union) calviniste, au Synode de Bielica

(1) KORZON, *Wewn. dz.*, t. I, pp. 167-170.

(2) SMOLEŃSKI, *Mieszczanstwo warszawskie*, pp. 5-7.

(3) *Éducation Nationale*, t. III, p. 149. Requête de Leske et billet anonyme, en français, adressé au Roi, vraisemblablement par Czartoryski.

(4) SMOLEŃSKI, *Mieszcz. warsz.*, pp. 8-9.

(24 juin 1775), imite la Diète de la République en confiant à une Commission d'Éducation la direction de l'enseignement et l'administration financière des écoles. Le synode décrète, « à la demande générale », la réforme des études. Le nouveau programme comporte des cours de géométrie, de trigonométrie et de physique expérimentale. Il conserve aux écoles de la *Jednota* un caractère nettement confessionnel, avec des leçons de théologie dogmatique, de philosophie morale et d'histoire ecclésiastique. Et le synode n'introduit point ces cours de droit, principaux instruments d'instruction civique dans l'œuvre de la Commission Nationale (1).

Pour l'élaboration d'un programme détaillé et pour l'application, le synode s'en remet à six commissaires, élus pour un an par moitié parmi les laïques et parmi les pasteurs. Les synodes recrutèrent les commissaires laïques dans la bonne noblesse calviniste : deux colonels de l'armée du Grand-Duché, un staroste, divers dignitaires locaux (2).

En 1786, l'écolâtre (*scholarcha*) de Sluck proposa à la *Jednota* de faire siens les Statuts pour le Corps Académique, publiés par la Commission Nationale. Le pasteur Galla, prédicateur à Dziewałów, accepte cette tâche et présente en 1788-89 un *Projet de Statuts pour les Écoles Évangéliques dans le Grand-Duché de Lithuanie* (3). La Commission le nomme recteur à Kiejdany. Le pasteur Galla s'est borné, il le déclare lui-même, à fondre les canons des synodes de la *Jednota* et les résolutions de la Commission Évangélique d'Éducation, avec les Statuts de la Commission Nationale. « Non seulement j'ai pris ces Statuts pour modèle et pour canevas de mon travail, mais ne voulant pas rechercher et ne pouvant trouver de meilleurs

(1) Wilno, Archives du Synode Évangélique, *Akta Komisji Edukacyjnej*.

(2) Membres de la Commission Évangélique d'Éducation (1775-1792) :

A. Laïques :

1^o Christophe Gliński, lieutenant-colonel. — (1792) Michel Kopycki.

2^o Michel Przyszanowski, chambellan du Roi. — (1779) Bogusław Szretter, colonel.

3^o Jarosz Galiński, staroste de Wisznia. — (1779) Adam Zabiello, sous-échanton de Czerników.

B. Ecclésiastiques :

1^o Alexandre Monkiewicz, superintendant de Wilno.

2^o Jean Wilamowicz, superintendant de Samogitie. — (1776) Mackiewicz, senior de Nowogródek (†1782). — (1782) Martin Łabowski, senior de Zawileje. — (1791) Jean Dyiakiewicz, senior de Samogitie.

3^o Bogusław Bitner, consenior de Wilno.

(3) Wilno, Arch. du Syn. Evang., *Kiejdańskie gimnazjum, paczka 74 : Projekt do Ustaw dla Szkół Ewangelickich w W. X. Lit.*, 32 fol.

termes, j'ai employé les mêmes presque tout au long de mon mémoire ; si bien que l'essence d'une œuvre honorée du crédit public de la Nation, constitue presque tout le fond du travail que je vous sou mets (1). »

Le Corps Académique, disait la Commission Nationale, doit « former pour la Patrie de bons citoyens », le pasteur Galla ajoute : « et à la *Jednota* des membres zélés et reconnaissants » (2). Il répète (VII, 10) les recommandations des Statuts du Corps Académique (XI, 100) sur la manière d'enseigner la religion, en évitant « les subtilités qui ne servent ni à la foi ni aux mœurs », en inculquant « une piété profonde » qui ne nuise pas à l'accomplissement des devoirs (3).

La *Jednota* continuera à envoyer aux Académies étrangères ses candidats au professorat. Galla le regrette visiblement. Il ne veut pas qu'ils partent pour l'étranger avant l'âge de dix-huit ans. Et lorsqu'un sujet capable se présente, aucune bourse pour l'étranger ne restant disponible, le pasteur souhaiterait que la *Jednota* entretint le jeune homme pendant un an ou deux à l'École Publique de Wilno. Galla lui-même juge son vœu irréalisable, car on redoutera de fréquenter à l'école des camarades de confession différente, « crainte recommandée par plusieurs dizaines de canons synodaux » (4).

La *Jednota* lithuanienne recherchait donc depuis des années un accord avec la Commission d'Éducation Nationale, lorsque la Grande Diète vint créer une atmosphère plus favorable encore.

Le fanatisme s'éteignait si bien que la diétine de Wołkowysk avait en 1784 élu pour nonce le général-major Michel Grabowski, ancien maréchal de la Confédération de Słuck. En 1788 son neveu, le général-inspecteur Paul Grabowski, joue un rôle important à la Grande Diète comme nonce. Membre de la Députation d'enquête sur les affaires d'Ukraine, il prend le premier la parole après la lecture du rapport (29 mars 1790). Il en soutient les conclusions « en qualité de dissident et en même temps de citoyen ». Il assure que les protestants ont toujours été de bons citoyens. Il excuse la Confédération de Słuck comme un acte de désespoir : exclus des fonctions,

(1) *Ibid.*, fol. 2.

(2) *Ustawy Stanu Akad.*, XIII, 10. — *Ust. Szk. Ew.*, II

(3) *Ust. Stanu. Akad.*, XI, 100. — *Ust. Szk. Ew.*, VIII, 10. Quant aux études, Galla renvoie au projet présenté en 1775 par Mackiewicz, senior de Nowogródek, texte jusqu'à présent inconnu.

(4) *Ust. Szk. Ew.*, II.

les protestants se voyaient enlever leurs temples, interdire l'exercice du culte (1).

La Diète répudia solennellement tout fanatisme : « que tous les habitants du pays polonais jouissent en paix de leurs droits, sous la protection du gouvernement » (2). Les maréchaux convoquèrent à Varsovie des représentants des protestants et des orthodoxes (9 octobre) pour traiter avec eux ; la Diète *doublée* par les élections de novembre désigna une nouvelle *Députation pour composer les projets relatifs aux grecs-orientaux et aux dissidents*, sous la présidence d'Antoine Jabłonowski, castellan de Cracovie.

Nous ignorons les clauses de l'accord conclu avec les protestants et ratifié par la Diète le 22 mai 1792. A coup sûr, la *Jednota* lithuanienne avait témoigné de la plus grande bonne volonté ; la Commission Évangélique d'Éducation, réunie sous la présidence d'Adam Zabiełło, avait décidé « d'attendre ce que la Diète nous ordonnera en général et sur l'éducation de la jeunesse en particulier ».

Nous apercevons le même bon vouloir chez les luthériens et les calvinistes de Grande-Pologne. La petite ville de Bojanowo, aux frontières de la Silésie, possédait un gymnase fondé en 1663 par le synode luthérien de la province de Grande-Pologne. Cet établissement avait connu la prospérité vers la fin du xvii^e siècle. Un incendie détruisit la ville en 1791. Le recteur Tschepke fit appel à la générosité de la Commission d'Éducation Nationale et lui soumit le programme des études, en rappelant le glorieux passé de son gymnase. La Commission félicita le recteur luthérien de son plan d'études et lui accorda une subvention de 600 florins, en regrettant de ne pouvoir faire mieux pour le moment (3).

Le palatinat de Gniezno avait en 1790 élu nonce un membre d'une importante famille calviniste, Adam Oppeln-Bronikowski. Le père, général des armées saxonnes, a très activement participé aux menées du général Goltz et à la Confédération de Toruń (4). Le fils fait à la Grande Diète un discours important le 26 avril 1792. Cieciszowski, évêque de Kiev et membre de la Commission d'Éducation, présentait un projet portant création dans son diocèse de

(1) KORZON, *Wewn. dz.*, t. I, p. 169. — Proclamation des Maréchaux, 31 avril 1790, cité par SAKOWICZ, *Kościół prawosławny*, p. 171.

(2) 5 juillet 1791. *Akta Komisji Ewang. Eduk.*, p. 221.

(3) WOTSCHKE, *Das evangelische Provinzialgymnasium zu Bojanowo*, p. 154 et *passim*. — B 44, 10 déc. 1791.

(4) Voir dans *Polski Słownik Biograficzny*, t. II, pp. 465-466, les notices de KONOPCZYŃSKI sur Adam Bronikowski (1714-1778) et de SKAŁKOWSKI sur Adam-Félix Bronikowski (1758-1829).

vingt-quatre nouvelles paroisses latines. Dans chacune serait établie une école. Les fonds nécessaires seraient prélevés sur la vente des starosties.

Michel Czacki, nonce de Czerniechów, proteste au nom des intérêts du Trésor : le projet érige en villes libres deux villages. Un nonce de Volhynie, Krzucki, propose d'affecter au projet de l'évêque de Kiev et non pas à l'Université de Cracovie la somme de 400.000 florins versée par la cour de Vienne. « Excusez-moi, s'écrie Bronikowski, en qualité de dissident je suis scandalisé que l'on puisse se montrer ardent parfois à l'excès dans le patriotisme, froid et indifférent pour répandre la gloire de Dieu... Les règles de toute religion sont fondées sur l'amour de Dieu et du prochain... je ne puis un instant regretter une dépense de 72.000 florins pour l'érection d'églises paroissiales, surtout dans ces localités où il convient le plus d'éclairer un peuple égaré et de l'encourager à la piété. C'est le moyen le plus simple pour l'attacher plus fortement à notre pays... C'est réellement accroître la puissance nationale... en répandant l'instruction, nous éveillerons au sentiment de leurs devoirs des gens qui jusqu'à présent n'en connaissent aucun. » Et le fils du Confédéré de Toruń termina par un éloge de l'évêque de Kiev. La Diète vota le projet à l'unanimité (1).

Les protestants, qui s'étaient efforcés en 1767 de soulever les orthodoxes contre le gouvernement polonais, s'emploient maintenant à les gagner aux vues de la Grande Diète (2).

Les Grecs-Orientaux. — Le gouvernement polonais donna à son Envoyé à Constantinople des instructions conformes au rapport de la Députation d'enquête : les menées de Pétersbourg auprès des orthodoxes polonais sont dangereuses non seulement pour la République, mais pour l'Empire Ottoman, il convient de « ramener les Désunis (polonais) dans l'obédience de leur première capitale ». Qu'affranchis du Saint-Synode moscovite, ils relèvent directement

(1) *Volumina legum*, t. IX, p. 438. — *Gazeta Narodowa* du 28 avril 1792.

(2) Les protestants exerçaient sur les orthodoxes un ascendant politique et aussi une influence intellectuelle. LIKOWSKI, *Kościół unicki*, t. I, p. 203, cite une lettre dans laquelle Koniski demande en 1784 au Saint-Synode de créer un évêché à Shuck. Il y serait inutile d'organiser un séminaire orthodoxe complet, « car dans cette même ville de Shuck, un séminaire est entretenu par les calvinistes, très bien disposés envers notre Église. Pour une somme modique, ils peuvent enseigner la philosophie aux fils de nos ecclésiastiques et des employés de notre clergé. Notre évêque n'aura plus qu'à entretenir un professeur de théologie et de grec ».

du patriarche de Constantinople. La Porte et le patriarche se prêtèrent à cette politique (1).

A l'appel des maréchaux, neuf représentants des Orthodoxes se rendirent à Varsovie — en même temps que les délégués protestants — et comme eux négocièrent avec la *Députation chargée de rédiger les projets*. Le 1^{er} mars 1791, la Diète convoquait à Pińsk une Congrégation des orthodoxes polonais qui s'ouvrit le 15 juin. Le rapporteur de la Députation d'enquête, Kochanowski, y siégeait comme plénipotentiaire de la Diète. Auprès de lui, le général Paul Grabowski, chef des calvinistes lithuaniens. Quarante-cinq moines et popes, cinquante et un laïques (19 gentilshommes et 32 bourgeois) représentaient l'Église orthodoxe. L'archimandrite de Motrenin, Bałanowski, fut élu directeur de la Congrégation, qui publia le résultat de ses travaux à la séance solennelle du 1^{er} juillet.

La Congrégation de Pińsk organise l'Église orthodoxe polonaise d'après trois principes : autocéphalie, élection, participation des laïques. Elle comptera au moins un métropolite et trois évêques, qui formeront un synode national. Elle relèvera — pour le dogme seulement — du siège patriarcal de Constantinople. En attendant l'élection des évêques, un Consistoire général la dirigera.

Les moines éliront leurs prieurs ; des Assemblées paroissiales, les curés ; des Congrégations diocésaines, les membres des Consistoires diocésains ; la Congrégation générale de Pologne, les membres du Consistoire général et les évêques.

Les laïques, nombreux dans toutes ces assemblées, détiendront la moitié des sièges dans les Congrégations et Consistoires de diocèse, ainsi que dans le Consistoire général. Il demeurerait en Pologne, après avoir prêté serment à la République, de nombreux popes et moines nés sujets russes. La Congrégation de Pińsk assure une large influence aux laïques polonais : bourgeois orthodoxes de Dziśna, de Mińsk et des villes des Confins, gentilshommes orthodoxes du pays de Pińsk et de l'Ukraine.

La philosophie des lumières avait séduit quelques représentants de l'orthodoxie polonaise. Nous remarquons à la Congrégation de Pińsk un certain Onuphre Suchozaniet, bourgeois de Słuck. Il a servi comme lieutenant dans la milice des Radziwiłł. Il connaît non seulement le polonais et le russe, mais le latin et l'allemand. Sadkowski l'avait engagé comme secrétaire du Consistoire, et bien-

(1) SMOLEŃSKI, *Ostatni rok*, pp. 83-84, 88.

tôt renvoyé. Suchozaniet prononce devant la Congrégation l'éloge de Stanislas-Auguste (1^{er} juillet) :

« Qui ne sait que du début de son règne date la renaissance pour l'instruction de la nation, l'époque de la destruction du préjugé en tout genre ?... La présente Diète, composée de personnes éclairées, qui connaissent parfaitement le gouvernement politique et pénètrent le projet de voisins jaloux, a ouvert à tous les fils de la patrie les portes d'une véritable félicité et les réunit pour la défense commune » (1).

Cependant la masse des fidèles, la masse même du clergé demeuraient dans une profonde ignorance. Lors de la prestation de serment à la République (1789), six religieux du monastère de Medwedów signèrent de leur nom et dix d'une croix, à Żytomierz, quinze popes tracèrent leur signature, et vingt et un une simple croix (2).

Aussi la Congrégation de Pińsk ordonne-t-elle de créer « dans chaque paroisse une école pour apprendre aux enfants des paroissiens, notamment de la noblesse et de la bourgeoisie, et même aux petits paysans, *selon les lois nationales*, à connaître Dieu, la Sainte Religion et la Patrie ». Ces écoles relèveront de l'autorité du curé, des Anciens de l'Assemblée paroissiale et du protopope. L'enseignement sera donné soit par un diacre, « *sachant lire et écrire le polonais et le ruthène* », soit par quelque autre personne. Pour entretenir ce maître d'école, les Anciens et le curé percevront une taxe sur les paroissiens (3).

La Diète délibéra le 18 mai 1792 sur les décrets de la Congrégation de Pińsk. En vain les évêques latins de Kiev et de Chełm, Cieciszowski et Skarszewski, en vain le métropolite grec-uni et le nonce Bernowicz critiquèrent-ils le projet et réclamèrent-ils qu'il fût ajourné et amendé. La Diète le ratifia par 123 voix contre 13.

Déjà le Consistoire du diocèse de Braclaw et Żytomierz s'était mis à l'œuvre, sous la présidence de l'archimandrite Bałanowski. Le Consistoire donne au clergé, dès le 21 septembre 1791, les instructions suivantes : « en témoignage de reconnaissance pour la protection gouvernementale, le clergé entier prêchera à tous les membres du corps grec-oriental et leur inculquera très fortement la fidélité et la soumission au pouvoir suprême national ; il extirpera

(1) Discours publié par SAKOWICZ, *Kościół prawosławny*, p. 259 ; renseignements biographiques, *ibid.*, pp. 51, 73, 74.

(2) *Ibid.*, p. 24.

(3) *Dzieta Kongregacyi w Pińsku, r. 1791*, art. XI.

les paroles désagréables contre la religion régnante et les monarques de ce pays..., il travaillera à la plus large diffusion de la langue polonaise... Des écoles paroissiales seront fondées auprès de chaque église ». Le Consistoire veut établir quelques écoles d'un niveau plus relevé : « il sera fondé une école auprès du Consistoire diocésain, il sera interdit d'envoyer les enfants dans les écoles à l'étranger », les protopopes réuniront sans tarder leur clergé pour organiser « des écoles latines » (1).

Écoles juives (2). — La Commission d'Éducation devait encore exercer son autorité sur les Juifs, dont on s'occupait activement de réformer le statut. Le gentilhomme Butrymowicz, qui menait campagne en leur faveur depuis 1782, fut élu à la *Députation pour les affaires juives* (22 juin 1790). Joseph II venait de publier une *Toleranz Patent* (1789) et Herz Homberg organisait en Galicie des écoles germano-juives (*Deutsch-jüdische Schulen*), tandis que Mirabeau défendait devant la Constituante les revendications des Juifs d'Alsace.

Des gentilshommes éclairés, tels Butrymowicz et Czacki, conseillaient d'admettre les Juifs dans les Écoles Publiques. Kołłontaj proposait d'organiser des écoles spéciales pour eux. Un intellectuel juif comme Satanower, lié avec Mendelsohn et Lessing, approuvait ces vues. Kołłontaj, élu président de la Députation (janvier 1792), fit spécifier que toute synagogue entretiendrait une école sous l'autorité de la Commission d'Éducation (3). Les plénipotentiaires des villes protestèrent d'ailleurs contre l'ensemble du projet de la Députation, et la Diète le rejeta (mai).

Bref, les hommes d'État de la Grande Diète veulent organiser l'éducation de tous les habitants de la Pologne, sans distinction de classe — depuis les princes royaux jusqu'aux petits paysans —, sans distinction de religion — catholiques latins et catholiques grecs, orthodoxes et protestants, israélites même. Le projet de 1792 sur la Commission d'Éducation n'exprime point les ambitions de quelques intellectuels sans contact avec la réalité, il exprime les tendances maîtresses de la nouvelle Pologne.

(1) DERUGA, *Walka z rusyfikacyą*, pp. 30-31.

(2) SMOLEŃSKI, *Pisma*, II, pp. 258-293 ; *id.*, *Ostatni rok*, pp. 329-333, 404-406. — SCHALL, *Historja Żydów*, pp. 164-191.

(3) Le projet de la Députation a été publié par SMOLEŃSKI, *Ostatni rok*, pp. 431-446.

Il place sous l'autorité de la Commission d'Éducation toutes les personnes qui enseignent, laïques ou ecclésiastiques, « même d'une autre confession », et tous les élèves des écoles (art. III, 1^o, 8). « Comme l'enseignement de la religion comprend les devoirs de l'homme et du citoyen et constitue la base première de tout gouvernement, le gouvernement ne peut manquer de veiller sur les séminaires et noviciats... Le programme des études dans ces institutions ne peut être indifférent au gouvernement. C'est pourquoi la Commission d'Éducation, d'accord avec le collège des évêques catholiques des deux rites, et après entente avec les autorités monastiques..., prescrira un programme uniforme d'éducation et d'instruction pour tous les alumnats ecclésiastiques, et leur imposera les livres mêmes qui seront en usage dans les Écoles Principales et les Écoles Publiques. Et si des adaptations particulières se révèlent nécessaires çà et là, il y faut procéder de telle manière qu'elles ne soient point contraires au plan général ; *afin qu'un enseignement uniforme inculque à tous les habitants du territoire de la République le seul esprit de la Constitution* » (art. III, 16^o). C'est pourquoi dans chaque diocèse deux inspecteurs, désignés l'un par la Commission d'Éducation, l'autre par l'ordinaire du lieu, inspecteront en commun les séminaires et noviciats (art. III, 17^o).

Dans les séminaires et institutions des autres confessions, la Commission d'Éducation enverra aussi des inspecteurs, qui se garderont de toute controverse sur les questions de foi (art. III, 18^o).

« La Commission d'Éducation fera composer un très bref manuel moral et politique qui, dans toutes les écoles, sera enseigné à l'église après le catéchisme et l'instruction religieuse. Elle enverra cet abrégé à toutes les autorités ecclésiastiques... même non catholiques, afin que dans toutes les églises, après le catéchisme religieux, soit donnée l'instruction morale et politique » (art. III, 19^o).

CHAPITRE III

LA FIN DE L'ANCIENNE RÉPUBLIQUE

La situation au printemps de 1792. — Les auteurs de la Constitution du 3 mai avaient été poussés par d'impérieuses nécessités de politique étrangère. Sans un gouvernement fort, sans alliés, la Pologne ne pourrait résister à la Russie lorsque celle-ci aurait terminé la guerre turque. De son côté, Frédéric-Guillaume II hésitait à marcher sur Riga sans être appuyé par une escadre anglaise. Le cabinet de Saint-James faiblissait ; les Polonais votèrent la Constitution du 3 mai pour forcer la main au roi de Prusse. Frédéric-Guillaume écrivit à Stanislas-Auguste : « Je me félicite d'avoir pu contribuer au maintien de sa liberté [de la Nation polonaise], de son indépendance, et un de mes soins les plus agréables sera d'entretenir et d'affermir les liens qui nous unissent. Je n'ai pu qu'applaudir en particulier au choix qu'elle a fait » de l'Électeur de Saxe (1).

En même temps, le roi de Prusse insistait pour entraîner l'Angleterre dans une guerre contre la Russie. Le nouveau ministre des Affaires Étrangères, lord Grenville, déclara se refuser à toute action contre Pétersbourg et, en particulier, pour la défense de la Constitution du 3 mai. Dès lors, la diplomatie prussienne observa envers ses alliés polonais la plus froide réserve et affirma à Pétersbourg n'avoir eu aucune part dans les événements du 3 mai.

Catherine II conclut avec la Porte des préliminaires de paix (août 1791), puis le traité de Jassy (janvier 1792), et préparait silencieusement sa vengeance contre la République. L'Électeur de Saxe négociait indéfiniment sans oser accepter la couronne que lui offraient les Polonais. Bref, sur le terrain diplomatique, la manœuvre désespérée du 3 mai n'avait pas sauvé la Pologne de l'isolement.

(1) Lettre du 23 avril 1791, en français, citée par ASKENAZY, *Przymierze polsko-pruskie*, p. 227.

A l'intérieur, par contre, la Nation acceptait la nouvelle forme de gouvernement. Les protestataires cédaient l'un après l'autre aux instances du Roi. Les diétines, réunies en février 1792 pour élire les membres des tribunaux, se déroulèrent sans incident ; elles exprimèrent leur attachement aux nouvelles institutions (1). L'anniversaire du 3 mai fut célébré avec enthousiasme dans toute la Pologne. Bien entendu, les écoles s'associèrent aux manifestations de février et de mai (2). La plupart des Académistes, nous l'avons vu, considéraient la Constitution comme le point de départ de réformes sociales plus hardies. Ils constituaient, si l'on peut dire, un *parti du mouvement* auquel s'opposait un *parti de la résistance*.

Le Primat semblait s'en tenir à une interprétation fort stricte de la Constitution. « J'ai peur que nous ne soyons pas assez modérés », déclare-t-il à la Diète. Il redoute la contagion de la Révolution française, « la sinistre lanterne », « une égalité absolue », la persécution du clergé (3). La peur de la révolution lui inspire une sollicitude toute nouvelle pour la foi. Il recommande à l'Université de Cracovie d'éviter les abus de la liberté de pensée, qui conduisent à la licence et à l'athéisme (4). Aux violences des révolutionnaires français répond en Pologne une campagne contre l'irrégion.

Bien que le pape ait approuvé la Constitution du 3 mai, les adversaires irréductibles du nouveau gouvernement exploitent le zèle religieux, en même temps que les vieux préjugés sarmates. Ils dénoncent dans l'œuvre de la Grande Diète un « mélange incohérent du monarchisme avec les idées démocratiques » (5). Ils condamnent

(1) Aux nombreux documents utilisés par SMOLEŃSKI, *Ostatni rok*, joindre le témoignage des Académistes de Poznań (TRUCHIM, *Kronika szkoły poznańskiej*) et des Dominicains d'Uzacz (*Dziennik szkoły uszackiej*).

(2) École Principale de la Couronne et École Publique de Cracovie : discours des professeurs Himonowski et Sołtykowicz pour la prestation de serment à la Constitution, 15 février 1792, dans LENIEK, *Gymnazjum Św. Anny*, pp. 160-164 ; rapport sur le discours préparé par Scheidt pour le 3 mai, *Arch. Sen.* 8, 22 avril 1792 ; SOŁTYKOWICZ, *O skutecznym sposobie zaprowadzenia dobrych Obyczajów*, pp. 113-116. — École Principale de Lithuanie : sermon de Karpowicz à la diétine de Preny, 14 février 1792 (analyse de la Constitution, éloge de Potocki, de Niemcewicz, de Kołłontaj) ; le discours de Bogusławski à l'École Principale, le 3 mai, sur les devoirs du citoyen envers la Constitution est connu par une lettre d'envoi de Bogusławski à Stanislas-Auguste (*Biblioteka Czarłtoryskich, rkps 919*, fol. 281). — La *Gazeta Narodowa*, 1792, pp. 232-264, mentionne les discours prononcés le 3 mai par des professeurs de Pułtusk, Dąbrowica, Radom, Włodzimierz, Krzemieniec, Bobrujsk et Chełm.

(3) Discours du 5 déc. 1791, cité par SMOLEŃSKI, *Ostatni rok*, p. 375.

(4) *Arch. Sen.* 6, 8 oct. 1791.

(5) Lettre de Félix Potocki à Hyacinthe Małachowski, 25 sept. 1792, en français, citée par DĘBICKI, *Puławy*, t. I, p. 431.

l'hérédité du Trône et l'accroissement du pouvoir royal, et, d'autre part, l'exclusion des gentilshommes non possessionnés de la vie politique, les avantages consentis aux bourgeois. Les chefs de ces républicains à la mode sarmate négocient avec la tsarine autocrate, qui prêche la croisade contre la France révolutionnaire. De Vienne, Rzewuski et Félix Potocki se rendent au camp de Potemkin, puis à Pétersbourg. L'hetman Branicki les rejoint, bien qu'il ait prêté serment à la Constitution et accepté le poste de ministre de la Guerre. Quelques sénateurs, l'évêque Skarszewski, le maréchal de la Cour, Raczyński, restent à la solde de l'ambassade russe.

Les adversaires de la nouvelle Constitution, impuissants par eux-mêmes, comptent sur l'intervention des armées moscovites. Or, si la Grande Diète a sensiblement augmenté l'armée, la Pologne paraît incapable de résister sans le concours de la Prusse.

I. — LA DÉFENSE NATIONALE

Les exercices militaires à l'école. — Tandis que la Diète travaillait à porter l'armée à 100.000 hommes, un souffle guerrier animait la jeunesse. La pratique des exercices militaires se généralise. Sur les instances du corps enseignant, la Commission d'Éducation ouvre en 1789 de petits crédits aux écoles pour s'assurer le concours d'un soldat ou d'un sous-officier (1). Le Visiteur Général de Petite-Pologne rapporte en 1790 que dans presque toutes les écoles les jeunes gens s'adonnent avec ardeur à ces exercices, à la satisfaction générale des citoyens (2). En Lithuanie, l'inspecteur Obrąpalski entend dire que certaines personnes jugent trop pénibles et nuisibles aux études ces exercices militaires; il ordonne de les réduire à deux séances hebdomadaires de deux heures chacune.

Dans les villes de garnison, les écoliers ont pour instructeur un soldat ou un sous-officier. Ailleurs on fait pour le mieux. A Płock, le professeur de la 2^e classe, « s'y connaissant un peu », fait lui-même manœuvrer les élèves. A Kretynga, localité située sur la frontière prussienne, on fait venir un sous-officier des armées de Frédéric-Guillaume II. Les élèves de Cracovie ont des fifres et des tambours,

(1) Requête de l'École Principale de la Couronne (1787), *A* 30, fol. 108. — Instructions données par Jean Krusiński (1789), *B* 222, fol. 636. — Instructions de l'École Principale de Lithuanie aux Visiteurs (1789), *Rewyndykowane, Teki* 338, Nr. 35155.

(2) Rapport de Treffler, *B* 222, fol. 539-542.

ceux de Łuck portent une écharpe et des épaulettes (1). Un citoyen de Łowicz remet aux écoliers un étendard aux armes de la République et du Roi, portant l'inscription : « L'an 1791, pour la Constitution du 3 mai » (2). Ceux de Kalisz s'exercent régulièrement trois fois par semaine. Le prorecteur Gorczyzewski a fait fabriquer à ses frais soixante carabines en bois. « Il a composé pour les écoliers un hymne sur l'amour de la Patrie et la nécessité de la défendre. Les jeunes gens le chantent sur le terrain, l'exercice terminé (3). »

Écoutons la *Marche des élèves de l'école de Włodzimierz*, composée par le préfet Antonowicz, de l'ordre de Saint-Basile :

- « 1. Jeunes descendants d'un peuple libre,
 Qui toujours défendit les droits sacrés de l'homme
 Contre la violence qui prévaut partout,
 Formez votre corps en même temps que votre âme.
- « 2. Celui qui est né pour un vil esclavage
 Et doit accomplir aveuglément les ordres d'un autre,
 Qu'il étouffe en lui le sentiment et la raison
 Pour ne point reconnaître ce qui le blesse...
- « 4. Mais vous, jeunes gens, qui à l'âge d'homme
 Hériteriez des honneurs du citoyen,
 Toi qui devras exécuter les lois et t'en donner à toi-même,
 Instruis-toi !...
- « 7. Mais ce n'est point assez que la Science, point assez que la vertu.
 Le despotisme cruel qui torture le monde entier
 Aiguise contre toi ses glaives sanglants... »

Cet appel à défendre la liberté contre la tyrannie, la Pologne éclairée contre la barbarie moscovite, se termine par une évocation des grands hetmans du XVII^e siècle :

- « 8. Aux armes ! Fils des Chodkiewicz,
 Race héroïque des Sobieski et des Czarnecki,
 Apprenez à combattre, ne laissez point
 Déchirer votre pays. Enfin à cette terre,
 Lions-nous par une alliance sacrée.
 Que chacun soit soldat
 Et fasse pour la Patrie

(1) Rapport d'Obrąpalski (1791), *A* 39. — Observations de l'École Principale de la Couronne (1791), *Arch. Sen.* 10, str. 64-65.

(2) *Gazeta Narodowa*, 13 août 1791.

(3) *Arch. Sen.* 10, str. 65. — Jean Gorczyzewski (mort en 1823), publia plus tard des écrits patriotiques et des satires (Notice par P. Chm. dans *Wielka Encykl. Ilustrowana*, t. XXV-XXVI, p. 393).

Don de son sang, de son esprit, de ses biens.

Ainsi nous écraserons les forces ennemies

Ou bien nous rejoindrons nos aïeux dans la tombe (1). »

A Varsovie, pendant les vacances du Collège de Nobles, les pensionnaires construisent des retranchements à Żoliborz. Ils en simulent l'attaque, le 21 septembre, en présence du Roi. « Mes enfants, leur dit Stanislas-Auguste, ce qui est maintenant pour vous un jeu et un exercice, sera un jour une réalité (2)... »

Plusieurs voix s'étaient élevées à la Diète pour l'organisation des nobles, et même des bourgeois, en milice. Kołłontaj insista auprès de la Commission Militaire, mais en vain (3). De son grand projet de 1784, rien n'était encore réalisé. Les écoles se bornaient à des jeux d'enfants qui témoignent du moins des sentiments patriotiques de l'opinion et de la jeunesse.

La guerre de 1792. — La guerre apparut imminente en avril 1792. Catherine II avait traité avec la Porte (Jassy, janvier). Ni l'Autriche ni la Prusse ne s'opposaient à ses projets sur la Pologne. Le jeune François II partait en guerre contre la France (avril) ; Frédéric-Guillaume se réconciliait avec la tsarine aux dépens de la Pologne.

Le 18 mai, l'ambassadeur russe notifia au gouvernement de Varsovie que la tsarine, ne reconnaissant point les réformes opérées en violation du traité de 1773, et cédant aux prières de nombreux et éminents citoyens, faisait pénétrer ses troupes en Pologne. F. Potocki et ses amis rentrèrent dans leur patrie avec les armées étrangères. Ils publièrent à Targowica, sous la fausse date du 14 mai, l'acte de Confédération que la tsarine leur avait fait signer à Pétersbourg (27 avril). Les usurpateurs varsoviens, contaminés par les idées de la Révolution française, ont aboli par le « crime » du 3 mai toutes les lois cardinales. Les Confédérés de Targowica s'unissent pour le rétablissement des vieilles institutions républicaines, l'intégrité du territoire national, et sollicitent le soutien de la « Grande Cathe-

(1) *Marsz studentów szkół włodzimierskich, przez X. Juliana Antonowicza, prefekta szkół tychże, napisany*, Lwów, Ossolineum rkps 1078, str. 55 (copie de l'époque). — Le P. Antonowicz (1750 environ 1824), gentilhomme polonais, enseigna à Włodzimierz de 1783-1802, tour à tour les sciences et les lettres, le français, l'italien, l'allemand et l'anglais. Il publia en 1788 une grammaire anglaise, composa divers hymnes. Son élève et ami Alojś Feliński composa le cantique célèbre *Boże coś Polskę* (ks. J. SKRUTEŃ, dans *Polski St. Biogr.*, I, p. 142).

(2) *Gazeta Narodowa*, 24 sept. 1791.

(3) SMOLEŃSKI, *Ostatni rok*, pp. 352, 388.

rine ». Suivent les signatures de Félix Potocki, proclamé maréchal, des hetmans Branicki et Rzewuski et de quelques comparses : en tout, treize mécontents.

La Diète adresse à la Nation une proclamation rédigée par Piramowicz, revue par Kołłontaj (29 mai) :

« La Pologne se trouve aujourd'hui en état de défense contre l'armée moscovite... Vous combattrez pour vos autels, pour vos lois, pour votre liberté et pour vos biens... » Quelques traîtres ont fait appel à l'étranger. « L'armée qui s'avance pour détruire votre gouvernement ne vous prépare pas la liberté, mais l'esclavage. » De la Russie, on ne peut attendre que de nouvelles violences et un nouveau démembrement (1).

C'est encore Piramowicz qui rédige le message de la Commission d'Éducation aux écoles :

« Vous, noble jeunesse, dont le bras ne peut encore porter le fer pour défendre le pays, faites monter vos prières vers le ciel. Ces prières seront agréables à Dieu, car les cœurs innocents n'ont été souillés par aucun péché. Présentez vos demandes au Dieu des armées. Suppliez-le de conserver le Roi, de bénir ses entreprises, d'inspirer aux Polonais l'esprit de fermeté et de concorde, de donner la victoire aux armes polonaises, à la Patrie une paix prompte et glorieuse.

« Vous, maîtres, inculquez à ces jeunes esprits l'amour de la Patrie et du Roi, l'horreur et le mépris de la trahison, la modération dans le bonheur, la fermeté dans l'épreuve. Rappelez-leur les fautes de leurs pères, les malheurs que leurs pères ont endurés pour avoir cultivé la discorde et l'anarchie, pour s'être élevés au-dessus des lois ; que ces fautes restent gravées dans le cœur des jeunes gens, afin qu'ils les évitent lorsqu'à l'âge mûr ils commenceront à servir la Patrie.

« Donné à Varsovie... le 31 mai 1792.

« *Signé* : Michel PONIATOWSKI, prince-primat, président,
Gaspard CIECISZOWSKI, évêque de Kiev,
Antoine MAŁACHOWSKI, palatin de Mazovie,
Louis GUTAKOWSKI, Camérier du Grand-Duché de
Lithuanie,
Julien NIEMCEWICZ, nonce de Livonie (2). »

(1) *Id.*, *ibid.*, p. 411.

(2) LEWICKI, *Ustawodawstwo*, p. 364.

Maîtres et écoliers se cotisent pour la défense nationale. En Lithuanie, Karpowicz verse 800 florins ; les professeurs de Brześć, 1.800. A Płock, l'abbé Ossowski, prorecteur, abandonne le tiers de son traitement, le professeur Brzozowski, 500 florins. A Cracovie, les professeurs de l'École Principale en donnent 10.000 (1).

« J'ai deux fusils, écrit Śniadecki, et une paire de pistolets pour tirer sur les Moscovites... Si Moscou veut nous attaquer, défendons-nous jusqu'au bout, et ainsi nous périrons glorieusement : mais je t'assure que nous ne nous rendrons pas ; nous avons déjà fortifié le château, probablement fortifierons-nous aussi Łobzów et Wesola » (29 avril) (2). L'astronome cracovien applaudit à la nouvelle — un faux bruit — d'une grande victoire de Lafayette sur les Autrichiens : « Grâce à Dieu, ces stupides despotes apprendront ce que c'est que guerroyer contre un peuple qui se bat pour la liberté » (6 juin) (3).

Malheureusement Stanislas-Auguste laisse le commandement de l'armée lithuanienne au prince Louis de Wurtemberg, un traître. Les Russes entrent à Wilno (14 juin). L'armée de la Couronne, sous le prince Joseph Poniatowski, doit se retirer devant des forces supérieures. Du moins oppose-t-elle une vive résistance en divers engagements ; le général Kościuszko surtout se signale au combat de Dubienka (18 juillet).

Le même jour, à l'école de Poznań, le Président de la Commission Civilo-Militaire remettait solennellement la médaille *Diligentiae* aux meilleurs élèves. L'un des lauréats, Antoine Grabowski, prononça un discours qui fut reproduit par la *Gazeta Narodowa* : l'envahisseur incendie nos villages, avons-nous dévasté ses domaines ? s'écrie le jeune orateur.

« Non, ce n'est pas une juste colère... qui l'anime ; mais il en veut aux Polonais d'avoir décrété des lois qui donnent à la Nation figure de Nation, qui établissent la Pologne au nombre des puissances européennes, alors qu'on projetait de l'en rayer et de la maintenir sous le joug, en cette dépendance dans laquelle on l'avait tenue jusqu'alors... Une si juste cause vaut le sacrifice de nos biens et de notre vie... Mais dans cette lutte où nous avons été contraints d'entrer pour défendre notre liberté, nos lois et notre indépendance, s'il nous arrive de succomber devant une force supérieure, Citoyens !

(1) Notons encore des professeurs du Département de Petite-Pologne, 360 florins ; — les élèves de Brześć, 350, de Pułtusk, 469, de Varsovie (école académique), 500, de Poznań, 432. KORZON, *Wewn. dzieje*, III, pp. 433-445.

(2) ŚNIADECKI, *Listy*, p. 46 (Lettres à Januszewicz).

(3) *Id.*, *ibid.*, p. 48.

je vous le dis de tout mon cœur : gardez-vous de confirmer par votre assentiment des projets ambitieux et injustes ; le bras parvient à briser le bras, mais il n'est point de puissance qui parvienne à vaincre la force morale.

« Toute l'Europe reconnaîtra que cette nation n'aura manqué ni de courage pour se défendre, ni d'ardeur à *maintenir par l'esprit ce qu'elle n'aura pu maintenir par la force. Que le désespoir s'empare de l'ennemi au moment même où il nous terrassera*. Une longue suite de descendants vengera les injures des pères ; si les pères aujourd'hui ne peuvent conserver à la nation sa puissance, la nation gardera confiance en la génération qui monte (1). »

L'armée russe marchait à grandes étapes sur Varsovie. Frédéric-Guillaume II reniait ses engagements de 1790. Stanislas-Auguste accède à la Confédération de Targowica (23 juillet), tandis que Małachowski, I. Potocki, Kołłontaj et autres chefs du parti patriotique se réfugient en Saxe. Un grand nombre d'officiers, Kościuszko, le prince Joseph lui-même démissionnent avec éclat.

II. — TARGOWICA ET LA DIÈTE DE GRODNO

Vingt mois s'écoulaient cependant depuis la capitulation de Stanislas-Auguste, — qualifiée de trahison, — jusqu'à l'insurrection de Kościuszko. L'année 1792 voit réussir les plans de Félix Potocki. Les Targowiciens organisent, sous la protection des armées russes, des Confédérations locales, puis une Confédération générale (septembre) sous le maréchalat du comte Félix. Ils flattent les gentilshommes *non possessionnés*, privés de l'électorat par la Grande Diète, mais se heurtent, dans la plupart des milieux, à une sourde hostilité. Le prince Adam refuse d'accéder à la Confédération, le chancelier Sapieha élu maréchal pour le Grand-Duché refuse d'exercer ses fonctions. La Généralité, n'osant braver la population de la capitale, s'installe à Grodno. Elle abolit les réformes politiques et sociales de la Grande Diète, décrète d'accusation Małachowski et Casimir Sapieha, Ignace Potocki et Kołłontaj, enrichit ses adhérents aux dépens du Trésor, instaure la censure, organise la lutte contre les

(1) *Gazeta Narodowa*, 25 juill. 1792. — Antoine Goetzendorf Grabowski (1773-1803) (*Żychliński, Żłota Księga*, XXIII, p. 59). Son père, André, chambellan de Stanislas-Auguste, fut massacré par les émeutiers varsoviens le 28 juin 1794.

idées nouvelles et, bien entendu, contre la Commission d'Éducation.

En janvier 1793, Catherine II dévoile son jeu, en même temps que l'armée prussienne occupe la Grande-Pologne. Félix Potocki rappelle à la tsarine ses promesses formelles sur l'intégrité du territoire et se démet de toutes ses dignités ; l'hetman Rzewuski passe en Galicie. Quelques sénateurs seulement se rendent à la Diète de Grodno. La Chambre des Nonces, si mal composée qu'elle fût, résiste aux exigences de l'étranger. L'ambassadeur Sievers déploie des violences plus brutales que Repnin lors du premier démembrement. Le deuxième partage livre à la Prusse tout le pays jusque vers la latitude de Łowicz, — Varsovie se trouve à soixante kilomètres de la frontière. La Russie annexe l'Ukraine et une large bande de territoires jusque vers le méridien de Pińsk. Il reste à la Pologne quatre millions d'habitants. Stanislas-Auguste, négociateur tenace dans les pires désastres, fait rétablir dans la nouvelle Constitution nombre de dispositions votées par la Grande Diète : la Commission d'Éducation est restaurée.

L'enquête des Targowiciens. — De lourdes menaces pèsent sur la Commission d'Éducation et le Corps Académique, en tant qu'institution, et sur les Académistes les plus patriotes en particulier. Dès le lendemain de leur entrée dans Wilno, les troupes russes cernèrent tous les bâtiments de l'École Principale pour arrêter le P. Karpowicz. Il était parti quelques jours auparavant (1). Kościuszko, se préparant à une dernière bataille sous Kurów, presse Piramowicz de quitter les lieux, car les Confédérés se promettent de le châtier pour son message aux écoles (2). Survient la capitulation du Roi. Les Bénédictins de Pułtusk refusent de prêter serment à la Confédération, sans l'ordre formel de la Commission d'Éducation. Michel Poniatowski leur enjoint de prêter serment sans délai. Ils doivent montrer que « par le choix de professeurs éclairés, comme par l'organisation des études, la Commission d'Éducation s'est efforcée de former les esprits des jeunes citoyens à dûment exécuter les lois et à respecter le Pouvoir Suprême » (2 septembre) (3). Après quoi, le Primat se fait suppléer à la présidence par Michel Radziwiłł.

(1) D'après un témoignage anonyme, cité par MOŚCICKI, *Dzieje porozbrowe Litwy*, t. I, p. 83, les Confédérés reprochaient à Karpowicz ses sermons patriotiques, et aussi d'avoir signalé aux autorités polonaises l'évêque de Wilno qui s'enfuyait vers la Prusse.

(2) WIŚŁOCKI, *Poczet prac Piramowicza*, p. 441.

(3) *A 18*, fol. 205.

Les Confédérés ont dressé à Dubno, le 9 août 1792, un véritable acte d'accusation contre la Commission d'Éducation. Ils exigent plus de zèle envers la Sainte Religion Catholique Romaine et développent surtout des griefs politiques. La Commission devait faire chérir « la liberté de l'ordre équestre, enseigner que les maximes propres au gouvernement monarchique ne peuvent convenir au génie du libre Polonais, à la véritable liberté polonaise ». De ses devoirs, « comme l'expérience le montre, la Commission d'Éducation s'est détournée ». Elle recherche pour elle-même les pouvoirs les plus étendus et, ce faisant, a négligé de surveiller les professeurs. Les Commissaires prêteront un serment spécial : « je combattrai les principes nuisibles à un gouvernement libre et conformes à un gouvernement monarchique, afin qu'ils n'empoisonnent point l'esprit de la jeunesse..., je révoquerai et punirai les professeurs coupables ».

Les Délégués de la Confédération déclarent sans détours que le coup d'État du 3 mai 1791 ne doit « trouver des imitateurs ni dans ce siècle ni dans la plus lointaine postérité » (1).

Seul Michel Radziwiłł se rend à la convocation des Délégués, prête serment et représente la Commission pendant toute l'enquête. Derrière lui, s'affairent le personnel administratif et vraisemblablement le Primat (2).

Enquête sur l'organisation des écoles et des études. Le Comité littéraire présente un mémoire rédigé par Zabłocki (3). Les Délégués conviennent de l'utilité des écoles paroissiales, qu'une loi devra placer sous l'autorité de la Commission d'Éducation (4).

« Sur l'ordre de qui fait-on des discours politiques contre la Loi ? »

(1) *A 4*, fol. 257-259, *Intymacya Delegacyi*, 31 août 1792 ; procès-verbal de la séance du 3 septembre, dans lequel sont insérées les instructions de la Confédération (Dubno, 9 août). — Les Délégués de la Confédération à Varsovie devaient établir son autorité non seulement sur la Commission d'Éducation, mais sur toutes les institutions siégeant dans la capitale. C'étaient le castellan Pierre Ożarowski — bientôt hetman —, Świętosławski, Dominique Kaminiecki, le staroste Hołowiecki et le Caissier Général de la Confédération, Casimir-Constant Plater — bientôt chancelier.

(2) Radziwiłł et Lanckoroński siégèrent encore aux côtés du Primat jusqu'à la fin de juillet, puis le chargèrent, comme d'usage, d'expédier les affaires courantes pendant les vacances (*B 44*, 27 juillet ; *A 18*, 30 juillet). — Radziwiłł apparaît seul pendant la durée de l'enquête (3 septembre 1792, 4 janvier et 15 mars 1793). — Sur l'enquête, *A 4*, fol. 261-271 et surtout les mémoires détaillés produits par la Commission, dans le *Zbiór Kojśiewiczza*, *Ak. Um. rkps 1420*.

(3) *Plan Instrukcji*, publié par LEWICKI, *Ustawodawstwo*, pp. 335-363 (cf. p. XL).

(4) Cracovie, *Ak. Um. 1420*, fol. 120 (*Opinia Deputowanych, ad 6 tum*).

— La Commission d'Éducation a toujours enseigné le respect des lois. « Elle n'a donné aucune instruction au sujet de discours politiques et n'a point accordé son autorisation : nul ne la lui a demandée, nul ne lui a parlé de cela (1). » Les Délégués n'insistèrent pas. Ils annoncèrent que les fonds appartenant aux écoles de Lithuanie seraient séparés des fonds de la Couronne. Sur la liste des Commissaires figurait toujours le maréchal Félix Potocki — il avait assisté à huit séances en 1783, et ne répondit point à l'appel de Radziwiłł (2). La Confédération abolit le 27 avril 1793 la grande Commission d'Éducation fondée vingt ans plus tôt.

Les deux Commissions targowiciennes. — Le même décret (*sancitum*) instituait deux Commissions d'Éducation distinctes, l'une pour la Couronne, l'autre pour le Grand-Duché. Bien entendu, des Targowiciens y régnaient, à Wilno comme à Varsovie.

La Commission lithuanienne fut présidée par le principal auteur de ces machinations : Joseph Kossakowski, évêque de Livonie. La faveur de Catherine II lui assurait alors dans le Grand-Duché une puissance presque discrétionnaire. Il travaillait par tous les moyens à la grandeur de sa famille. Son frère Simon, général russe, était entré à Wilno à la tête des troupes de l'Impératrice ; la Confédération le proclama hetman. L'évêque, comme président de la Commission d'Éducation, s'attribua 160.000 florins au titre d'un concordat imaginaire. Puis il organisa, au profit de ses parents et de ses partisans, le pillage du patrimoine de l'Éducation (3).

La Commission de la Couronne, présidée par Skarszewski, évêque de Chełm et Lublin, respecta mieux les formes régulières (4). Cependant plusieurs de ses membres, tels le général Antoine Raczyński et le comte Joseph Ankwicz, convoitaient les richesses de l'Université de Cracovie et se montrèrent, à la Diète de 1793, non point ses protecteurs mais ses pires ennemis.

(1) *Ak. Um.* 1420, fol. 126.

(2) *Ak. Um.* 1420, fol. 160.

(3) ŻONGOŁŁOWICZ, *Ustrój uniwersytetu wileńskiego*, pp. 2-5. Parmi les membres actifs de cette Commission lithuanienne, figure notamment Casimir Plater.

(4) *Relacya deputacyi do egzaminu Kom. Ed. wyznaczonej z 27 paźdz. 1793*, dans *Metryka litewska, Dział. IX, Nr. 34*, fol. 222-234. — Sur les actes de la Commission de la Couronne, *B 45* (10 mai-10 novembre), figurent les évêques Skarszewski, de Chełm, Szembek, coadjuteur de Płock ; Ankwicz ; Raczyński ; Alexandre Nowicki, chanoine de Varsovie ; Grégoire Wykowski. — LEWICKI, *Komisja edukacji w świetle ustawodawstwa*, p. 12, indique en outre Reptowski, chanoine de Poznań, et le staroste Casimir Mieczkowski : ni l'un ni l'autre ne siégèrent.

Les Écoles Principales délèguèrent à Grodno Śniadecki et Poczubut (1). Ils démêlèrent peu à peu les intrigues des Targowiciens. « La haine du clergé contre l'abbé Karpowicz, ardent apôtre de la Constitution du 3 mai, a donné naissance ici au projet de fermer l'École de Théologie à l'Académie de Wilno (2). » On procéderait de même à Cracovie. On supprimerait également les chaires de droit, cette science serait désormais enseignée à Lublin. Bref « on ne laisserait aux Académies que les sciences physiques » (3).

A cette occasion, le Corps Académique serait épuré. Déjà la Commission lithuanienne avait révoqué le P. Karpowicz et supprimé sa chaire. Elle offrit le rectorat à Pilchowski, mais celui-ci refusa ce poste comme appartenant légitimement à Poczubut. Les autres professeurs pressentis n'en voulurent point davantage. Massalski, brouillé avec son ancien protégé Kossakowski, nomma Pilchowski évêque suffragant de Wilno et fit entrer au chapitre plusieurs professeurs de l'École Principale.

Poczobut et Śniadecki trouvèrent donc un allié en la personne du fantasque Prince-Évêque. Stanislas-Auguste les appuya de tout son pouvoir : « En Pologne, il ne nous reste rien que l'éducation, je m'y intéresse par-dessus tout et j'y pense chaque jour (4). » Enfin l'ambassadeur Sievers, écœuré par les pilleries des Targowiciens, seconda les efforts du Roi et des Académistes.

La nouvelle Constitution, votée le 24 novembre 1793, leur accordait satisfaction sur les points essentiels. Quant aux biens, tous les *sancita* de la Confédération les conférant à de nouveaux titulaires, sont abrogés. Quant aux personnes, aucun académiste ne peut être privé de sa chaire, sinon par voie de jugement. La Couronne et le Grand-Duché auront de nouveau une seule et même Commission d'Éducation. Bien mieux, plusieurs des améliorations que la Commission se proposait de faire sanctionner par la Grande Diète, se trouvent ratifiées par la Constitution de Grodno (5).

La nouvelle Commission d'Éducation devra trancher bien des questions délicates ; mais, dans la joie du succès, Śniadecki fait confiance au Prince-Primat, président-né, et à ses dix membres

(1) Sur la Diète de Grodno, ŚNIADECKI, *Listy*, pp. 6-8 ; BALIŃSKI, *Pamiętniki o Śniadeckim*, I, pp. 228-253 ; II, pp. 127-155 ; ŻONGOŁOWICZ, *Ustrój uniwersyteckiego*, pp. 4-8.

(2) ŚNIADECKI, *Listy*, p. 105.

(3) *Ibid.*, p. 134.

(4) *Ibid.*, p. 116.

(5) Voir le texte constitutionnel dans LEWICKI, *Ustawodawstwo*, pp. 368-388.

« tous hommes respectables et nos amis ». Parmi eux, trois académistes : Pilchowski, Stroynowski et Gawroński (1).

« Je ne vous dis rien de la Commission d'Éducation, écrivait l'ambassadeur Sievers à son successeur désigné, le général Igelström. Vous la conduirez par le Primat, à qui vous déclarerez sans ambages qu'elle ne doit rien décider ni rien publier sans vous en avoir informé au préalable. Il le fera avec empressement (2). »

Sievers s'illusionnait sur le savoir-faire du général Igelström et sur le caractère du Primat. D'ailleurs quelle autorité les citoyens et les Académistes reconnaissaient-ils au gouvernement établi par Sievers dans les territoires qui conservaient encore le nom de Pologne ?

III. — L'INSURRECTION DE KOŚCIUSZKO

Les origines de l'insurrection (3). — L'idée d'une insurrection nationale prend forme en des milieux divers : officiers que la campagne de 1792 a remplis d'amertume ; nonces de la Grande Diète ; chefs de la bourgeoisie ; intellectuels et jeunes gens. L'exemple du peuple français surexcite les esprits. A Paris, Kościuszko, puis Barss font appel à la Convention. Kołłontaj et le comte Ignace, réfugiés en Saxe, prennent la direction du mouvement. Tous deux rédigent, en collaboration avec Stanislas Potocki et le pionnier Dmochowski, un ouvrage *Sur l'établissement et la chute de la Constitution du 3 mai* (4). Cette publication retentissante, habile apologie du parti patriotique, rejette toutes les fautes sur Stanislas-Auguste. Des

(1) ŚNIADECKI, *Listy*, p. 149. — La nouvelle Commission comprend : 5 membres de la Grande Commission d'Éducation : le Primat Poniatowski, président ; Massalski, évêque de Wilno (présent à une ou deux séances) ; Chreptowicz et Michel Radziwiłł, qui ne siègèrent pas, non plus que Stanislas Poniatowski, établi à Rome depuis 1791. — Skarszewski, ancien président de la Commission de la Couronne. — Deux fidèles du Roi : Woyna, ancien ministre à Vienne (ne siégea pas), le chambellan Nicolas Wolski. — Trois Académistes : Pilchowski, suffragant de Wilno (ne siégea pas) ; Stroynowski, professeur à l'École Principale de Lithuanie ; Gawroński, ancien membre du Comité littéraire. — Procès-verbal sommaire des séances, 16 déc. 1793-10 avr. 1794, B 46.

(2) Lettre de Sievers, de Grodno, le 17 janvier 1794, citée par LÉON WEGNER, *Sejm grodzieński ostatni*, p. 489 (*Roczniki Tow. Przyjaciół Nauk w Poznaniu*, t. IV, 1866).

(3) Nous avons utilisé principalement *Akty powstania Kościuszkę*, avec préface de DZWONKOWSKI ; KORZON, *Wewn. Dzieje*, t. VI ; KUPCZYŃSKI, *Kraków w powstaniu kościuszkowskim* ; MOŚCICKI, *Jasiński* ; du même, *Dzieje porozbiorowe Litwy*, t. I ; TOKARZ, *Warszawa przed wybuchem powstania* ; du même, *Insurrekcja Warszawska*.

(4) *O ustanowieniu i upadku konstytucji polskiej 3go Maja*, 2 vol., 1793.

émissaires voyagent entre Saxe et Pologne : Dmochowski et le jeune Thomas Maruszewski. Celui-ci, après avoir étudié le droit à Cracovie, s'est mis à la disposition de Kołłontaj, qui a trouvé en lui un agent remarquablement actif et intelligent (1).

Mais deux tendances s'opposent. Les uns préconisent le rétablissement pur et simple de la Constitution du 3 mai. Les autres entendent, comme les Français, abolir la royauté et les privilèges, soulever les masses paysannes elles-mêmes. Le général Kościuszko, compagnon d'armes de Washington, exige avec le commandement de la force armée un pouvoir dictatorial. Le Roi sera provisoirement tenu à l'écart, la nation décidera elle-même de son gouvernement lorsqu'elle aura reconquis son indépendance. Indépendance d'abord !

Kościuszko rencontra secrètement dans la banlieue de Cracovie Januszewicz et des émissaires accourus de diverses provinces. Il jugea les préparatifs insuffisants (11 septembre 1793). « L'association cracovienne était la meilleure — au témoignage de Kołłontaj, — car elle se composait d'un petit nombre de personnes, pour la plupart des Académistes (2). » Mais ces complots, à travers tout le pays, ne pouvaient échapper longtemps aux autorités moscovites. Leur police militaire traque les Jacobins de Varsovie. Elle perquisitionne en janvier 1794 chez le P. Kopczyński, sans résultat. En mars, elle arrête Gutakowski, le relâche aussitôt (3). D'autre part, la Diète de Grodno avait décrété la réduction de l'armée polonaise à 15.000 hommes de troupes. Les Russes surveillaient et pressaient les opérations de licenciement. Sans plus attendre, le brigadier Madaliński réunit à Ostrołęka ses douze cents cavaliers, rôda sous Varsovie et malgré les Russes et les Prussiens, prit la direction de Cracovie. La garnison moscovite sortit de la ville.

Cracovie, Varsovie, Wilno. — Le 24 mars, sous les acclamations de la foule, Kościuszko appelait aux armes la nation polonaise. Une colonne russe marche sur Cracovie ; les insurgés la mettent en déroute à Raclawice (4 avril). Les paysans cracoviens, armés de faux, ont chargé si bravement que le Chef Suprême décerne à l'un d'entre eux un brevet de colonel et s'honore désormais de porter comme eux la souquenille blanche et la toque rouge.

Ignace Potocki et Kołłontaj ont rejoint le camp du général. Dès

(1) TOKARZ, *Insurrekcja warszawska*, pp. 49-51.

(2) Cité par TOKARZ, *Ostatnie lata Kołłontaja*, t. II, p. 245.

(3) TOKARZ, *Insur. warsz.*, p. 216 (Gutakowski), p. 225 (Kopczyński).

le 25 mars, il a institué pour le palatinat une Commission de Police (1). *Pour la première fois, des professeurs sont appelés aux fonctions publiques.* Kościuszko lui-même les a désignés d'office. Śniadecki abandonne son observatoire, il travaille à la levée des volontaires, à la réquisition des vivres, à la fonte des pièces d'orfèvrerie prélevées sur le trésor des églises et sur le trésor de l'Université (2). L'École Principale arme des paysans levés sur ses domaines, verse 4.000 florins pour l'insurrection (3). Sołtykowicz, chargé des passeports, Radwański, l'astronome Joseph Czech jouissent de la confiance particulière de Kościuszko (4). Scheidt et Januszewicz siègent au Tribunal Criminel chargé de punir les traîtres, juridiction d'ailleurs débonnaire (5). Czerwiakowski dirige l'hôpital militaire installé dans le Collège Saint-Pierre. Nombre d'élèves s'enrôlent dès les premiers jours. Cinquante étudiants de l'École Principale forment un corps du génie (6).

La masse de la population demeure froide et craintive; Kościuszko temporise. Mais les conjurés de Varsovie et de Wilno passent d'eux-mêmes à l'action.

Au début d'avril, Thomas Maruszewski réorganise dans la capitale le complot, troublé par les arrestations du mois précédent. Son *Union Révolutionnaire (Związek Rewolucyjny)* réunit à un fort élément militaire des groupes assez bigarrés de civils : jeunes fils de sénateurs et représentants des corporations. Les uns conservent un certain respect pour le Roi et la noblesse, les autres s'apparentent aux Jacobins français. Parmi les plus exaltés, deux maîtres de l'école académique de Varsovie : le jeune professeur de droit, Barthélemy Szulecki, et l'aumônier Florian Jelski. Ce dernier, prêtre fort turbulent, avait obtenu ce poste grâce à son frère, nonce à la Grande Diète (7).

(1) KUPCZYŃSKI, *Kraków w powstaniu kościuszkowskim*, pp. 157-158. La Commission de Police du Palatinat de Cracovie compte originellement 16 membres, à savoir : 7 gentilshommes, 7 bourgeois — parmi lesquels Czech, Radwański, Scheidt (nommé fin avril au Tribunal Criminel) et Śniadecki —, enfin, 2 prêtres, — dont Bogucicki. Le 8 mai, Kościuszko désigne quatre nouveaux Commissaires, entre autres Sołtykowicz.

(2) BALIŃSKI, *Pamiętniki o Śniadeckim*, t. I, p. 258.

(3) SZUMOWSKI, *Krakowska Szkoła Lekarska*, p. 238.

(4) KUPCZYŃSKI, *Kraków w powstaniu*, p. 188.

(5) Institué à la fin d'avril, ce Tribunal, composé de huit membres, procéda à de nombreuses enquêtes et prononça une seule condamnation à mort.

(6) KUPCZYŃSKI, *Kraków w powstaniu*, p. 299 (dès le 27 mars, est organisé un corps de 200 volontaires, élèves et jeunes nobles) et p. 143.

(7) TOK ARZ, *Insurrekcja warszawska*, pp. 58-59. — Sur l'abbé Jelski, voir *id.*, *ibid.*, p. 225 et *Warszawa przed wybuchem*, pp. 173-176.

Le 17 avril, les troupes polonaises de la capitale — 3.500 hommes — entraînent la population contre la garnison russe, qui montait à 7.500 hommes. Les Cadets s'échappent de leur école pour faire le coup de feu. De nombreux fonctionnaires descendent dans la rue ; François Cerner, Secrétaire de la Commission d'Éducation, tire son sabre et se mêle au combat (1). Les combattants se recrutent surtout dans les classes modestes : boutiquiers, artisans. Deux prêtres excitent leur courage : le célèbre abbé Meyer, et partout où se déroulent les luttes les plus chaudes : l'abbé Jelski (2). Une partie de la garnison russe réussit à sortir de la capitale, abandonnant entre les mains des insurgés 4.400 morts ou prisonniers.

Le Roi, dans une situation critique, avait réussi à se rallier aux insurgés. Il poussa à la présidence du Conseil Provisoire (*Rada Zastępcza Tymczasowa*) le modéré Zakrzewski (3).

A Wilno, le nombre des conjurés s'élevait à environ deux cents. L'un des principaux animateurs, le lieutenant-colonel Jasiński, ancien Cadet, dirigeait l'École d'Artillerie du Grand-Duché. Ses fonctions mêmes le mettaient en rapport avec l'École Principale et l'on note parmi les conjurés les professeurs de mathématiques Kundzicz et Tomaszewski, et le nouveau professeur d'architecture Gucewicz (4). Le général Arseniev, commandant des troupes russes, ordonna quatre arrestations (12 avril) : le chanoine Bohusz fut déporté à Smoleńsk.

Mais le 23 avril, à minuit, Jasiński donne le signal du soulèvement. Les insurgés font 1.013 prisonniers, le reste des troupes russes parvient à s'échapper. Au matin, Wilno célèbre sa délivrance. Après un *Te Deum* chanté à l'église académique de Saint-Jean, lecture est donnée de l'Acte d'Insurrection : le gouvernement est confié à un Conseil de Lithuanie, assisté de plusieurs Députations. Au Conseil Suprême de Lithuanie prennent place Poczubut et Karpowicz ; dans les diverses Députations, Pilchowski (au Trésor) ; Nicolas Tomaszewski, Malewski, Gucewicz (5).

(1) Nommé Secrétaire en remplacement de Gintowt, en 1792, cet ancien clerc de la Compagnie de Jésus avait fait toute sa carrière dans les bureaux de la Commission d'Éducation. TOKARZ, *Warszawa przed wybuchem*, p. 191, n. 2.

(2) TOKARZ, *Insur. warsz.*, p. 176.

(3) Le gentilhomme Zakrzewski, élu président de la ville en 1791.

(4) MOŚCICKI, *Jasiński*, pp. 114-115.

(5) Le Conseil (*Rada Najwyższa Litewska*) se compose de 29 membres, sans autres prêtres que les deux professeurs cités. — La Députation dite *Deputacya Opatrzienia*, où siégeaient Karpowicz et Tomaszewski, devait *pourvoir* au succès de l'insurrection par toutes les mesures utiles ; elle dirigeait en quelque

Karpowicz prononce l'oraison funèbre des victimes de l'insurrection, célèbre en Thadée Kościuszko un envoyé de Dieu : « Il n'y a pas aujourd'hui de moyen terme : ou bien être un citoyen vertueux et donner glorieusement sa vie pour la défense nationale, ou bien un traître et un suspect, et perdre la vie dans un châtement honteux (1). » Le P. Golański, professeur de littérature, dirige la *Gazette Nationale de Wilno* (*Gazeta Narodowa Wileńska*), organe officiel de l'insurrection (2). Gucewicz organise une garde municipale et sera blessé au combat de Woronów. Des cours ont lieu à l'École Principale pour les volontaires de l'artillerie. Le « mécanicien » de l'Académie improvise habilement une fonderie de canons (4).

Le Conseil National. — Niemcewicz, qui voyageait en Italie, revient en toute hâte ; le Dictateur se l'attache en qualité de secrétaire. Kościuszko institue le 10 mai un gouvernement central, sous forme d'un Conseil National Suprême siégeant à Varsovie. Ce Conseil comprend 40 membres : 8 conseillers, chefs des Départements, et 32 suppléants (5).

Ignace Potocki dirige les Affaires Étrangères. Le P. Kopczyński rend les plus grands services en traduisant les papiers saisis à l'ambassade russe (6).

Kołłontaj déploie aux Finances une activité et une compétence remarquables. Antoine Lanckoroński lui prête son concours pour l'émission du papier-monnaie (7).

Dmochowski, chef du Département de l'Instruction, s'occupe

sorte la politique générale. Lors du triomphe de Targowica, Malewski avait servi de secrétaire à l'hetman Kossakowski — faiblesse dont il n'aima point entendre parler plus tard. Il siégea, comme Gucewicz, à la Députation de la Sûreté. — Le Tribunal Criminel fit pendre l'hetman Kossakowski, dès le 26 mars.

(1) KARPOWICZ, *Kazanie na żałobnym ochodzie...* 20go maja r. 1794.

(2) MOŚCICKI, *Jasiński*, p. 155.

(3) MOŚCICKI, *Dzieje porozbiorowe*, t. I, p. 178.

(4) MOŚCICKI, *Jasiński*, pp. 155-156. — François Zaliwski, « *mechanik Akademii* », enseigna plus tard la mécanique au Lycée de Krzemieniec.

(5) Le Conseil National Suprême (*Rada Najwyższa Narodowa*) comprend originellement 8 conseillers : Ignace Potocki, chef du Département des Affaires Étrangères. — Jaśkiewicz, chef du Département de l'Instruction (ne peut rejoindre Varsovie), — Kołłontaj, chef du Département des Finances ; et 32 suppléants : Dmochowski, Nicolas Tomaszewski, Joseph Wybicki. — Pour remplacer les membres envoyés en mission et les démissionnaires, 13 suppléants furent nommés plus tard : Karpowicz (29 septembre), Louis Gutakowski (5 octobre), Joseph Czech (16 octobre, ne peut rejoindre).

(6) TOKARZ, *Insurrekcja*, p. 226.

(7) *Akty powstania*, t. I, p. LVIII.

moins des écoles que de publier les proclamations et la *Gazette Officielle* (*Gazeta Rzadowa*) (1).

Parmi les provinciaux nommés au Conseil National, Jaśkiewicz ne peut rejoindre la capitale, car les Prussiens, sortant de leur inaction, ont fait capituler Cracovie (10 juin). Mais de Wilno est arrivé l'abbé Tomaszewski. Kościuszko, par un ordre du jour daté du camp de Mokotów, le 24 juillet, l'envoie en mission dans les palatinats de Lublin et de Volhynie et dans la Terre de Chełm. « Le citoyen » Nicolas Tomaszewski, revêtu d'une autorité discrétionnaire et mis au courant du plan général des opérations, donnera ses ordres aux chefs du *pospolite* et aux Commissions de Police, révoquera les incapables, déferera les coupables aux Tribunaux Criminels, animera les esprits. L'enthousiasme règne à Lublin, mais presque tous les nobles de la Terre de Chełm sont passés en Galicie. Le Conseil Suprême ordonne à Tomaszewski de procéder contre eux « selon ses instructions », et le félicite lorsqu'il revient de sa mission (9 octobre) (2).

Partout les armées de l'insurrection cèdent du terrain. Wilno, après avoir repoussé un premier assaut le 19 juillet, est enlevée par les Russes le 12 août. L'abbé Mickiewicz et quelques membres de la Députation lithuanienne, — héritière du Conseil lithuanien — se réfugient à Kowno, puis à Grodno (3).

Varsovie, de plus en plus menacée, est en proie à une fièvre révolutionnaire. Les exaltés prônent la Terreur, à l'imitation de la France. Des émeutiers, conduits par l'abbé Mayer et l'abbé Jelski, arrachent au Tribunal Criminel quatre condamnations à mort (9 mai) : l'évêque Kossakowski est pendu (4). Nouvelle émeute le 28 juin : sans jugement, la foule conduit à la potence Ignace Massalski et divers suspects. En août, les armées prussiennes s'avancent pour bloquer Varsovie. Le bruit se répand que le Primat livre à Frédéric-Guillaume III les secrets de la défense. On parle dans les rues de massacrer le traître. Au matin du 12 août, on trouve Michel Poniatowski mort dans son lit : il s'est, dit-on, empoisonné sur les instances du Roi son frère.

(1) Procès-verbaux du *wydział Instrukcji*, 20 mai-26 octobre. *A* 18, fol. 271-285. — *Akty powstania*, t. I, p. LXIII.

(2) *Akty powstania*, t. I, pp. XL, XLVII ; pp. 4-6, 452.

(3) Mościcki, *Jasiński*, p. 291. — Le Conseil Lithuanien, aboli lors de l'établissement du Conseil National, avait fait place à une Députation Centrale de Lithuanie nommée par le Conseil National lui-même. Parmi les 28 membres de la Députation Centrale, deux Académistes : Malewski, toujours à la Sûreté, et Mickiewicz, à l'Instruction publique.

(4) Ożarowski et Ankiewicz subissent le même sort.

Stanislas-Auguste, tenu à l'écart par le Dictateur et le Conseil National, redoute le sort de Louis XVI. Dmochowski réédite le pamphlet *Sur l'établissement et la chute de la Constitution du 3 mai*. Il publie dans la *Gazette Officielle* des pièces compromettantes pour le Roi, qui proteste vivement auprès du Conseil National et fournit des éclaircissements.

Plusieurs modérés abandonnent leurs fonctions pour se réfugier en province ou à l'étranger. Louis Gutakowski accepte un siège au Conseil National (5 octobre). Déjà Kościuszko, grièvement blessé, a été fait prisonnier à Maciejowice (10 octobre), lorsque le P. Karpowicz atteint enfin Varsovie, en dépit du blocus (23 octobre).

Huit mille braves se sacrifient sur les remparts de Praga (4 novembre). Suvorov fait massacrer la population du faubourg. Varsovie capitule.

CONCLUSION

Kościuszko espérait réunir sans peine trois cents milliers d'hommes, 150.000 environ prirent les armes au cours de ces huit mois, afin de sauver à tout le moins l'honneur de la Pologne. Quels résultats n'auraient pas obtenus le Roi et les hommes du 3 mai s'ils avaient en 1792 fait appel à la générosité de la Nation, dans une situation critique, sans doute, mais à tous égards moins désespérée ?

L'histoire des années 1792-1794 illustre clairement les progrès du sentiment national en Pologne. Lors du deuxième partage, la cité luthérienne de Toruń ferme ses portes aux Prussiens. Dantzig leur résiste quatre semaines; ils doivent l'enlever d'assaut. En 1794, ils arrêtent en Grande-Pologne nombre de pasteurs protestants compromis dans l'insurrection (1). Les calvinistes de Lithuanie, naguère manœuvrés par l'étranger, se solidarisent entièrement avec les catholiques. Le général Paul Grabowski partage la mort glorieuse de Jasiński dans la défense de Praga.

La politique de tolérance envers les orthodoxes et les juifs obtient des résultats symboliques. L'higoumène Saba Palmowski, président du Consistoire Grec-Oriental, siègea assidûment au Conseil National; Kościuszko appela aux armes les Juifs eux-mêmes, toujours suspects à une partie de l'opinion. Il autorisa certain Berek Josielewicz à lever un régiment de cavalerie. Et ce Berek Josielewicz

(1) MUSZYŃSKA, *Uczestnicy insurekcji 1794 r. w zaborze pruskim*, Poznań, 1937 (*Roczniki historyczne*, t. XIII, pp. 317-351).

devait plus tard se distinguer dans les Légions et périr, en 1809, à la tête d'un escadron de uhlans polonais.

Quant aux paysans, Kościuszko leur octroya par le manifeste de Połaniec (7 mai), la liberté de se déplacer à leur gré et réduisit la corvée d'un jour ou deux par semaine pendant la durée de l'insurrection. Les autorités centrales et provinciales commencèrent à appliquer cette décision. Les puissances co-partageantes s'empresèrent de rétablir le servage. Mais les faucheurs et les piqueurs de Kościuszko étaient entrés dans l'histoire et dans la légende.

Enfin et surtout, la bourgeoisie, passive au début du règne, rivalise de patriotisme avec la noblesse depuis la Grande Diète. La Confédération de Bar groupait presque uniquement des gentilshommes. L'insurrection de Kościuszko puisa dans les villes sa principale force. Cette communion patriotique des bourgeois et de la noblesse marque une étape décisive dans l'histoire de la nation polonaise.

Les trois monarques alliés peuvent faire disparaître ce vieil État de la carte de l'Europe. Le sentiment national, cultivé par l'éducation civique, demeure vivace. La nouvelle génération, élevée dans l'esprit des lumières, a reçu le baptême du feu sous Kościuszko. L'écolier de Poznań annonçait en 1792 une longue lignée de vengeurs. A la voix de cet adolescent répond comme un puissant écho l'hymne des *Légionnaires* (1) : *La Pologne n'est pas morte encore !*

(1) Paroles de Joseph Wybicki.

ÉPILOGUE :

LES SURVIVANCES
DE LA COMMISSION D'ÉDUCATION (1)

L'insurrection de Kościuszko écrasée, l'Autriche entra à son tour en scène et se fit attribuer la *Galicie occidentale* avec Cracovie. En compensation, Varsovie fut remise aux Prussiens par les Moscovites.

Les Polonais, accablés, plièrent en général docilement devant les gouvernements étrangers, qui se bornèrent à quelques mesures de police. Parmi les personnalités frappées, Niemcewicz et Ignace Potocki furent internés à Pétersbourg (1794-1797) ; le prince Adam, retenu à Vienne ; Kołłontaj, emprisonné pendant huit ans dans la forteresse de Nikolsburg (1794-1802). Plus tard, la police autrichienne arrêta Januszewicz comme agent des Légions de Dąbrowski (1798) et, en d'autres circonstances, Piramowicz et le P. Kopczyński.

Quant à la réforme des écoles, le gouvernement russe s'y intéressa sans tarder ; la Prusse et l'Autriche y procédèrent lorsque la France révolutionnaire leur en laissa le loisir.

La politique de germanisation dans les provinces occidentales. — Les cours de Vienne et de Berlin, continuant la politique scolaire inaugurée dès le premier démembrement de la Pologne, s'appliquèrent à germaniser les territoires nouvellement annexés. L'Université de Cracovie, privée de toute autorité sur les écoles, fut réorganisée coup sur coup en 1803 et 1805 : la plupart des professeurs furent mis à la retraite et remplacés par des Allemands ou quelques

(1) Nous renvoyons le lecteur aux chapitres de Kot, *Historja wychowania*, t. II, pp. 212-272, et à l'abondante bibliographie qu'il y trouvera. Nous nous bornerons à indiquer quelques ouvrages plus récents et à préciser nos citations.

« Galiciens », élèves de l'Académie de Léopol. Les meilleurs maîtres de l'École Principale passèrent dans les provinces annexées par la Russie, pour y poursuivre l'œuvre de la Commission polonaise d'Éducation. Deux pédagogues berlinois, Meierotto (1800) et Gedicke (1802), inspectèrent les provinces annexées par la Prusse, dénoncèrent le nombre insuffisant des écoles primaires, s'exprimèrent favorablement sur les écoles secondaires, déclarèrent admirables les règlements de la Commission d'Éducation. Mais le Ministre von Schrötter donna une consigne formelle : « *Diese Provinzen müssen deutsch werden, dies ist das Ziel der Regierung* » (31 octobre 1803) (1). Le gouvernement imposa dans les écoles secondaires, tombées de 24 à 8, l'emploi de la langue germanique, écarta de nombreux professeurs polonais, installa des Allemands.

Dans l'espoir que les classes populaires résisteraient moins fortement aux tentatives d'assimilation, le gouvernement fonda de nombreuses écoles élémentaires dans les villes et dans les campagnes. Les communes et les propriétaires durent en faire les frais. Deux séminaires de maîtres furent créés. Ces provinces n'ayant point d'université, le gouvernement envoya des candidats au professorat à Francfort, à Halle, à Berlin, à Dessau. Il choya surtout les sujets bilingues dépourvus de conscience nationale : des Silésiens, le bourgeois de Toruń Linde, qui fut nommé directeur du Lycée royal de Varsovie. Cet établissement, ouvert en 1805, devait orienter la jeunesse polonaise vers les universités allemandes. Pour capter la faveur de l'opinion, Linde le plaça sous le patronage d'un *éphorat*, comité de notables polonais, où siégeaient entre autres Stanislas Potocki, frère du comte Ignace, et le P. Kopczyński, alors provincial des Piaristes.

Le « miracle » de Wilno (2). — Le rôle capital des écoles dans la régénération de la Pologne n'échappait point à Catherine de Russie. Dès son premier oukase sur l'organisation des pays conquis, elle attire sur ce point l'attention de Repnin : « L'Académie de Wilno et les Écoles Pies ont empoisonné la jeunesse lithuanienne par des tendances déraisonnables, contraires à Dieu et pernicieuses pour tout le genre humain ; il convient donc d'enquêter avec la plus

(1) KRAUSHAR, *Towarzystwo warszawskie przyjaciół nauk*, t. I, p. 50.

(2) On trouvera d'intéressantes précisions dans les archives de l'imprimeur-libraire Zawadzki, publiées par TURKOWSKI, *Materiały do dziejów literatury na Litwie*, 3 vol., 1935-1939, et dans ŻYTKOWICZ, *Rządy Repnina na Litwie*, 1938.

profonde perspicacité sur ces écoles pernicieuses, de découvrir les sources mêmes du mal qui en découle et d'y mettre fin à tout prix et par tous les moyens » (1).

Le gouverneur général Repnin visita l'École Principale et rappela aux professeurs leurs récentes « révoltes contre Dieu ». Poczubut négocia avec lui pendant deux ans. Le *Séminaire académique* fut fermé ; les écoles secondaires, soustraites au contrôle de l'Université (2). Mais celle-ci subsista sous le nom d'École Principale de Wilno ; les cours reprirent en 1796. Seuls furent révoqués le P. Karpowicz et l'abbé Tomaszewski, anciens membres du Conseil National Suprême. Tous les autres insurgés de 1794 conservaient leurs chaires (3).

Repnin et le tsar Paul, qui visita Wilno en 1797, ménageaient l'École Principale de Lithuanie comme un foyer de science sans égal en Russie. Ainsi Catherine avait-elle lors du premier partage accordé sa protection aux Jésuites de la Russie Blanche, qui la servirent avec un parfait loyalisme. Précisément un jésuite de Połock, le P. Gruber, vint à persuader le fantasque Paul I^{er} que seule la Compagnie de Jésus pouvait purger l'Europe des idées révolutionnaires. Un oukase d'octobre 1800 ordonna la restitution aux Jésuites de tous leurs biens et établissements, y compris l'Académie de Wilno. Le recteur Stroynowski protesta, fut enfermé pendant quinze jours dans un couvent et dut préparer l'exécution de l'oukase (4).

Au même moment, à Pétersbourg, la Commission des Écoles populaires, « soucieuse de l'uniformité de l'instruction en Russie », s'informa auprès des gouverneurs des provinces annexées (mars 1800), et rédigea un rapport circonstancié (décembre 1801). L'enseignement religieux, remarquait-elle, n'est donné qu'en dehors des heures de classe. Stroynowski enseigne dans son *Droit naturel* que le pouvoir législatif « est en la nation, de la nation et pour la nation », alors qu'il provient de Dieu. Les traités de *Rhétorique* de Piramowicz et de Golański contiennent « l'étrange sophisme » que l'éloquence fleurit dans une République et dégénère en panégyrique

(1) Oukase du 30 déc. 1794, cité par ŻONGOŁŁOWICZ, *Ustrój uniwersytetu wileńskiego*, p. 9.

(2) A part l'école secondaire de Wilno.

(3) De Tomaszewski, nous savons seulement qu'il fut admis en 1803 au nombre des émérites et qu'il vivait encore en 1813 (BIELIŃSKI, *Uniwersytet Wileński*, t. II). Karpowicz devint évêque dans la Pologne prussienne.

(4) PIERLING, *La Russie et le Saint-Siège*, Paris, 1912, t. V, pp. 289-309.

dans une monarchie. Les manuels d'histoire des Pères Gaëtan et Vincent Skrzetuski proclament, à l'imitation des auteurs français, la supériorité du régime républicain sur la monarchie, le principe de l'égalité naturelle de tous les citoyens.

En conséquence, « pour fondre plus étroitement avec la Russie la Pologne annexée », la Commission propose de russifier progressivement les écoles : introduire la langue russe; les manuels russes (sauf pour les mathématiques et la physique), supprimer l'enseignement du droit et de l'économie politique, former à Pétersbourg les candidats au professorat (1).

Toute l'œuvre de la Commission d'Éducation, les écoles secondaires et l'Université de Wilno paraissaient condamnées. L'assassinat de Paul I^{er} (10/23 mars) les sauva. Alexandre I^{er} prit à cœur de faire oublier à ses sujets russes et polonais le règne terrible de son père, confirma l'Académie de Wilno en cassant l'oukase obtenu par le P. Gruber (mai 1801). Quand la Commission des écoles populaires lui présenta son rapport (décembre), le nouveau tsar en confia l'examen à son ami, le jeune prince Czartoryski.

Fils du Commissaire de l'Éducation, Adam-Georges Czartoryski avait été envoyé comme otage à Pétersbourg en 1795. Il raconte lui-même dans ses *Mémoires* comment le grand-duc Alexandre lui confia son amour pour la liberté, sa sympathie pour la cause polonaise, et lui donna son amitié (2). A son avènement, Alexandre s'entoure de jeunes libéraux : Russes, comme Novosilcev, Polonais, comme Séverin Potocki et Czartoryski. Le tsar consulte le prince Adam sur la forme du gouvernement, sur la politique extérieure — il lui confiera de 1804 à 1806 le ministère des Affaires Étrangères —, sur l'instruction publique aussi.

Czartoryski appelle à Pétersbourg le recteur Stroynowski et le tsar signe une série d'oukases sur l'organisation des écoles dans l'Empire russe en général et dans les provinces polonaises en particulier. Le territoire de l'Empire est divisé en six arrondissements, gouvernés chacun par une Université, sous l'autorité centrale d'un ministre de l'Instruction Publique. Le tsar donne à chaque Université un Curateur, qui sert d'intermédiaire entre elle et le ministre.

L'Académie de Wilno, décorée du titre d'Université Impériale, jouit de la même autonomie qu'au temps de la Commission d'Édu-

(1) Extraits du rapport de la Commission des écoles populaires, dans ŻYTKOWICZ, *Rządy Reptina*, pp. 228-231.

(2) Adam CZARTORYSKI, *Mémoires*, t. I, pp. 95-96.

cation. Sa dotation, considérablement augmentée, lui permet de créer de nouvelles chaires, des cliniques, des collections. Enfin son arrondissement s'étend sur les provinces arrachées à la Pologne en 1773, Połock, Witebsk, Mohiłow ; bien mieux, elle englobe même Kiev, ville sainte des Ruthènes : au total, huit gouvernements.

Stroynowski, inaugurant l'Université Impériale, rappelait les bienfaits de « l'inoubliable Commission d'Éducation » (1). « Le prince Adam Czartoryski et l'abbé Stroynowski », écrit Kołłontaj, « se réjouissent surtout d'avoir maintenu presque en entier le système de la Commission d'Éducation. Cet attachement excessif à une institution nationale ne leur a sûrement pas permis d'apercevoir dans l'œuvre de la Commission certaines imperfections qu'elle aurait sans nul doute corrigées quelque jour » (2).

L'Université de Wilno confie des chaires à des étrangers — Allemands, Italiens —, elle se recrute surtout parmi les anciens étudiants de l'École Principale de Lithuanie. Elle attire aussi des professeurs ou étudiants de Cracovie : Jean Śniadecki succède à Poczobut comme astronome, et comme recteur à Stroynowski (1807-1815) (3).

Un auditoire nombreux se presse aux discours solennels de Śniadecki. Le Recteur se plaît à rappeler les bienfaits de la Commission d'Éducation, les travaux de Poczobut et de Kołłontaj (4).

« Nul d'entre vous, disait un Visiteur aux élèves de Łużki, n'ignore que le système actuel d'éducation publique... est ce même système qui, prescrit par l'ancienne Commission d'Éducation et établi dans tout le pays, a donné d'heureux résultats (5). »

Au sein de l'arrondissement de Wilno, les trois gouvernements de Volhynie, de Podolie et de Kiev constituent un territoire doté d'une certaine autonomie. Thadée Czacki, Visiteur Général, le gouverne sous le contrôle de l'Université. L'ancien Commissaire du Trésor déploie des talents administratifs et un dévouement

(1) Discours du 17/29 juin 1803, extrait cité par Mościcki, *Dzieje poroźbiorowe Litwy*, t. II, p. 48.

(2) Lettre à Śniadecki, de Krzemieniec, 30 août 1803, citée par Mościcki, *ibid.*, t. II, p. 54.

(3) Parmi les Cracoviens, citons au moins le grand chimiste André Śniadecki, frère de l'astronome, et l'abbé Chodani, fameux prédicateur, professeur de théologie morale.

(4) Voir *Dzieła J. Śniadeckiego*, publiés par Baliński : au t. II : Éloge de Kołłontaj, 1813, de Kopernik, 1814 (p. 158), de Poczobut, 1810 (pp. 226-227) ; t. III, discours du 12 mars 1807 (p. 3), du 27 avril 1808 (pp. 17-23), de 1809 (p. 48), de 1811 (éloge de la langue nationale).

(5) Discours prononcé à Łużki en 1808 par le visiteur Hyacinthe Krusiński, ancien professeur à Poznań, cité par Hedemann, *Szkoły Walerjanowskie*, p. 98.

admirables, consacre à son œuvre le meilleur de sa fortune. L'évêque Cieciszowski, ancien membre de la Commission d'Éducation, et le clergé du diocèse de Łuck versent aux écoles 8 % du revenu de tous les bénéfices ecclésiastiques. Mais Czacki, juriste d'une vaste érudition, a besoin de conseillers pédagogiques.

Précisément Kołłontaj, enfin sorti de captivité, s'installe en Volhynie et lui apporte son concours. Le réformateur de Cracovie rédige les plans sur l'organisation des études, signale à Czacki les plus remarquables des Académistes et des Basiliens, les mieux doués des anciens étudiants de l'École Principale. Sur ses conseils, Czacki organise le Lycée de Krzemieniec, établissement d'un type original, qui procède des plans d'Académie élaborés jadis par l'hetman-chancelier Zamoyski, des Collèges de Nobles et des universités modernes. Dans son discours d'inauguration, rédigé par Kołłontaj, il rend hommage à la Commission d'Éducation, à ses anciens membres Czartoryski et Potocki, dont il a reçu les conseils ; Michel Mniszech et M^{gr} Cieciszowski assistent à la cérémonie (1805). Les Cracoviens Joseph Czech et François Scheidt dirigent le Lycée, qui fait rayonner la culture et le patriotisme polonais.

Bref, « l'Université de Wilno fut toute polonaise... », comme l'écrivait plus tard le Curateur Czartoryski. « Toute la surface de la Pologne [annexée à la Russie] se couvrit d'écoles dans lesquelles le sentiment polonais eut pleine liberté de se développer. L'Université, où j'appelai les savants les plus distingués du pays et quelques hommes éminents de l'étranger, dirigea ce mouvement avec un zèle et une intelligence qui ne laissaient rien à désirer ; il ne surprit personne, et ses véritables conséquences, contre lesquelles les Russes se récrièrent plus tard, semblèrent alors découler naturellement des intentions généreuses de l'Empereur (1). »

Les maîtres ou anciens élèves des deux Écoles Principales continuaient à enseigner suivant les programmes et dans l'esprit de la Commission d'Éducation ; la plupart des manuels par elle approuvés demeuraient en usage. L'arrondissement de Wilno était régi par les Statuts du Corps Académique à peine retouchés (2). « C'est là,

(1) CZARTORYSKI, *Mémoires*, t. I, p. 326.

(2) Voir l'analyse de HEDEMANN, *Szkoły Walerjanowskie*, p. 75. L'institution des Départements scolaires étant abolie, toutes les écoles secondaires relevaient directement de l'Université. Le comte Zavadovskij, premier titulaire du Ministère de l'Instruction, s'en remettait entièrement au curateur Czartoryski et celui-ci au recteur Śniadecki. Ainsi l'Université Impériale de Wilno jouit en fait d'une liberté plus grande que les Écoles Principales au

disait Kollontaj, le livre de Xisuthre, échappé à la catastrophe du déluge (1). »

Le Duché de Varsovie et le Royaume de Pologne : l'œuvre de Stanislas Potocki (1807-1820) (2). — Vainqueur de la Prusse, Napoléon institua à Varsovie une Commission de Gouvernement présidée par Małachowski, naguère maréchal de la Grande Diète. Cette commission créa aussitôt une Chambre d'Éducation (14 février 1807), subordonnée au ministre de l'Intérieur. Celle-ci, dotée en 1812 d'une large autonomie, fut érigée, dans le Royaume de Pologne, en Département de l'Instruction et des Affaires Religieuses. De 1807 à 1820, le gouvernement de l'éducation appartint en fait à Stanislas Potocki, président, puis ministre. Ce personnage, quoique fort inférieur à son frère Ignace, développa et multiplia très activement les écoles ; auprès de lui l'abbé Staszic, auteur des *Remarques sur la vie de Zamoyski*, très versé maintenant dans les sciences naturelles et utilitaires ; Joseph Lipiński, dès 1774 employé par le prince Adam à l'inspection des écoles en Podolie ; le fameux grammairien Kopczyński (mort en 1817).

À côté de ces héritiers de la grande Commission d'Éducation, se maintient Linde. La Chambre d'Éducation lui confie la présidence de la *Société pour les livres élémentaires*, restaurée en 1809. Stanislas Potocki et ses collaborateurs se réclament volontiers de la Commission d'Éducation, mais ils entendent aussi conserver ce qu'ils jugent bon du régime prussien.

Et tout d'abord, maintenir les écoles sous l'autorité effective de l'État, — leur autorité. Après la rude domination de Berlin, le sévère protectorat napoléonien impose aux Varsoviens des institutions monarchiques. Le régime autoritaire de l'Université de France

temps de la Commission d'Éducation. Les événements de 1812 compromirent cependant l'Université : les professeurs étrangers s'enfuirent de Wilno, les professeurs polonais accueillirent Napoléon et Jean Śniadecki dut accepter — à contre-cœur — le titre de ministre de l'Instruction dans le gouvernement fantôme dont l'Empereur des Français dota le Duché de Lithuanie.

(1) Mémoire de Kollontaj (1810), cité par TOKARZ, *Ostatnie lata*, t. II, p. 120. La légende assyrienne attribuée au roi Kasisatra (sous la forme grécisée Xisouthros, Xisuthre) un rôle analogue à celui de Noë.

(2) Pour l'atmosphère politique, voir HANDELSMAN, *Les idées françaises en Pologne au XIX^e siècle*.

(3) Ils s'adjoignent, en 1812, l'ancien Caissier de la Commission d'Éducation, Charles Lelewel ; l'ancien Commissaire Niemcewicz, qui s'en va, auréolé de son prestige de poète et de soldat, réchauffer l'amour de la langue nationale à Toruń, à Poznań, et autres villes partiellement germanisées (NIEMCEWICZ, *Pamiętniki czasów moich*, p. 382) ; les professeurs cracoviens Fiałkowski et Dymidowicz.

convient au Duché de Varsovie, mieux que les Statuts républicains de la Commission d'Éducation.

Kollontaj et ceux que l'on flétrit du nom de « jacobins polonais » sont tenus systématiquement à l'écart. Après la réunion de la Galicie occidentale au Duché de Varsovie (1809), l'Université de Cracovie ne recouvre point son ancienne autonomie. Après 1815, les trois Cours surveillent étroitement la Ville Libre de Cracovie, tandis qu'au Royaume de Pologne l'Université *Alexandrine* de Varsovie est organisée d'après les principes en vogue dans les monarchies (1816).

Que restait-il d'ailleurs de l'ancien Corps Académique ? Stanislas Potocki s'était efforcé de retenir autant que possible les professeurs allemands. L'enseignement secondaire reposait principalement sur la Congrégation des Écoles Pies.

Dès 1807, le comte Stanislas avait dépossédé la langue et la littérature allemandes au profit de la langue et de la littérature nationales, substitué à l'histoire de la Prusse l'histoire de la Pologne. Les programmes de 1812 restaurent dans la Rhétorique l'esprit patriotique et civique, ordonnent de faire lire le traité de Konarski contre le *liberum veto*, la littérature politique de la Grande Diète. On enseigne le droit naturel d'après Stroynowski, la Constitution du Duché de Varsovie, — plus tard, celle du Royaume de Pologne. Mais on conserve, en les adaptant, nombre d'ouvrages allemands (1). Les professeurs polonais eux-mêmes ont pris goût aux méthodes et à la pédagogie germaniques.

L'instruction publique fut organisée, dans un esprit patriotique, certes, mais non point dans la tradition essentiellement républicaine de la Commission d'Éducation.

La Sainte-Alliance : Novosilcev. — L'effondrement du système napoléonien favorisa la réaction absolutiste. La Sainte-Alliance menait à travers l'Europe une croisade contre les idées révolutionnaires, contre l'esprit des philosophes du XVIII^e siècle. Un homme s'appliqua à anéantir ce qu'il restait de l'œuvre de la Commission d'Éducation : le comte Novosilcev. Le tsar Alexandre introduisit ce libéral repentini dans le gouvernement du Royaume de Pologne pour y

(1) Ainsi pour l'histoire universelle, les manuels des frères Skrzetuski sont remplacés par une traduction de SCHROECK, *Weltgeschichte*, Leipzig, 1779-1787, 6 vol. Voir le programme pour les Écoles de Département (1812), publié par KUKULSKI, *Źródła do dziejów wychowania 1807-1812*, pp. 533-554.

surveiller les intérêts de la Russie. Novosilcev exerça en outre les fonctions de Conservateur de l'Université de Cracovie et trouva l'occasion d'obtenir pleins pouvoirs pour réformer l'Université de Wilno.

Dans le Royaume constitutionnel de Pologne, il opéra progressivement, en s'appuyant sur le parti réactionnaire et clérical. Les évêques disputaient âprement au pouvoir civil la direction des séminaires ecclésiastiques et des écoles en général. Le général Zajączek, insurgé de 1794, comte par la grâce de Napoléon, prince et lieutenant du Royaume par la grâce du tsar, l'ancien jacobin Joseph Szaniawski servirent les desseins de Novosilcev. Les dirigeants du Ministère de l'Instruction montrèrent d'ailleurs cette souplesse commune chez les hommes d'âge qui ont traversé plusieurs révolutions. Dès 1819, ils supprimèrent dans les écoles secondaires l'étude de la logique, du droit, de la constitution du Royaume, sous prétexte d'alléger les programmes. Et les écoliers demeurèrent écrasés sous trois langues vivantes, le latin, le grec, — études préconisées par les néohumanistes comme particulièrement formatrices, et par les absolutistes comme des occupations anodines.

En 1821, l'épiscopat polonais dénonça au tsar une satire anti-cléricale publiée par le ministre de l'Instruction Publique et des Affaires Religieuses. Stanislas Potocki dut se retirer, suivi de Staszic et de Niemcewicz. Le zèle malfaisant de Szaniawski démolit l'œuvre construite depuis 1807. Des mesures financières ruinèrent la plupart des écoles de villages, affaiblirent les Piaristes. Écoliers et étudiants furent soumis à une police spéciale. La censure proscrivit jusqu'à certains textes de Tite-Live et de Salluste.

L'Université de Cracovie était surveillée par des Conservateurs, représentant les trois Cours protectrices de la Ville Libre. Une bagarre entre les étudiants et la police fournit aux Conservateurs Metternich et Novosilcev l'occasion de réduire l'autonomie de l'Université.

Dans l'empire russe, le général Arakčeev, favori du tsar, faisait régner la terreur policière jusque dans les universités. Les professeurs de Kazan étaient tenus d'enseigner l'impuissance de la science et les étudiants passaient leur temps à chanter des psaumes. Wilno, dernier asile de la pensée nationale polonaise, apparaissait à certains Russes comme un refuge de la liberté (1). Cette anomalie ne pouvait se prolonger longtemps encore.

(1) « O patrie des vrais étudiants, Göttingen, *Wilno* et Oxford ! », soupire Poležaev dans le poème *Saša*.

L'Université de Wilno était liée à la fortune de son Curateur. Le prince Adam procède à une inspection en 1817, puis en 1821. Il interdit les sociétés secrètes auxquelles se plaisaient les étudiants, fait élire en remplacement de Malewski, trop débonnaire, un recteur jeune et énergique, Twardowski. « J'employai... tout mon zèle... pour sauver l'arrondissement de Wilno des malheurs dont toutes les universités de l'Europe ont été successivement menacées (1). » Mais, le 3 mai 1823, le Général-Gouverneur apprend que des élèves du gymnase ont inscrit sur le tableau noir : *Vive la Constitution du 3 mai*. Le Recteur, quelques professeurs, cinq élèves sont arrêtés. Novosilcev survient, muni de pleins pouvoirs, et s'ingénie à provoquer la disgrâce de Czartoryski.

Il examine les cahiers de cours des élèves, et s'étonne d'y voir traiter les questions suivantes : « Quel est le but du Pouvoir Suprême ?... A qui devons-nous confier le Pouvoir Suprême ? — Puisque les hommes qui constituent la nation sont égaux, tous peuvent détenir le Pouvoir Suprême, devons-nous donc confier le Pouvoir Suprême à la Nation entière ou à quelques personnes ?... Qualités et imperfections : 1^o du gouvernement monarchique-constitutionnel ; 2^o du gouvernement monarchique. » Et même une discussion sur l'électivité de la couronne.

Le Recteur Twardowski répondit en toute franchise : on enseigne le droit politique dans tous les gymnases de l'arrondissement. « C'est vers 1775 que l'on a commencé à enseigner ces matières *en exécution des ordonnances de la Commission d'Éducation*. » Les programmes approuvés par le ministère en 1804 ont maintenu cet enseignement. Tous les élèves possèdent le manuel de Stroynowski, les professeurs le commentent. De cet ouvrage, paru en 1785, il a été publié une traduction en langue russe en 1809. Ce manuel a été dûment approuvé. et confirmé par l'autorité supérieure : le Recteur joint à son rapport une décision du Ministre de l'Instruction, en date du 13 juillet 1821.

Une commission spéciale, composée du général Arakčeev, du ministre de l'Instruction, amiral Šiškov, et de Novosilcev lui-même, rendit son arrêt le 7 juillet 1824. Adam Mickiewicz et d'autres étudiants (2), membres de sociétés secrètes, furent envoyés à l'intérieur

(1) CZARTORYSKI, *Mémoires*, t. I, p. 392.

(2) Ces jeunes gens romantiques méconnaissaient volontiers ce qu'ils devaient à leurs maîtres, les hommes du siècle des lumières. Dans ses cours au Collège de France, Adam Mickiewicz porta sur l'œuvre de la Commission d'Éducation Nationale des jugements assez singuliers : le poète, il est vrai, condamnait la Grande Diète et la Constitution du 3 mai ! (MICKIEWICZ, *Les Slaves*, t. III, pp. 112-113 et 124).

de la Russie, loin des provinces « où ils voulaient répandre par le moyen de l'enseignement, un déraisonnable nationalisme polonais ». Quatre professeurs de l'Université furent révoqués. Quant aux études secondaires, la Commission décide de supprimer l'enseignement du droit naturel et des sciences politiques, « en retour augmenter le nombre des heures de cours pour le grec, le latin et le russe » ; réduire les heures de rhétorique, enlever au professeur le choix des sujets de rédaction, proscrire la grammaire de Kopczyński, les Morceaux choisis d'inspiration patriotique (1).

Novosilcev, nommé Curateur en remplacement de Czartoryski, publia en 1825 le nouveau programme et réorganisa brutalement l'Université de Wilno. L'école, déclare-t-il à Metternich, doit « former des hommes utiles à l'État et non des raisonneurs et des réformateurs politiques » (2).

Restait à faire appliquer ces prescriptions. Novosilcev n'y avait guère réussi, lorsque survint dans le Royaume de Pologne l'insurrection de novembre 1831. Le mouvement s'étendit au printemps suivant à la Lithuanie. Professeurs et jeunes gens se montrèrent dignes de leurs pères, dignes de leurs maîtres, les insurgés de 1794 (3).

Le tsar Nicolas ferma les Universités de Wilno et de Varsovie, un grand nombre des écoles secondaires, surtout celles des Piaristes. Ayant fait à peu près table rase de l'œuvre du P. Konarski et de la Commission d'Éducation, — non sans dommage pour la science — la Cour de Pétersbourg entreprit une grande politique de russification. Puisque les écoles polonaises cultivaient le patriotisme et l'amour de la liberté, la tranquillité de l'empire autocratique exigeait la ruine de l'instruction et de la vie intellectuelle.

La Commission d'Éducation avait contribué à l'établissement de la Constitution du 3 mai et à la régénération de l'ancienne République. Son œuvre porta encore ses fruits après les partages et jusqu'à l'insurrection de 1831. Le gouvernement tsariste sévit trop tard. Un frémissement général se répandait en Europe; des nations presque oubliées secouaient une torpeur séculaire, à plus forte rai-

(1) Documents publiés par SZELIGA, *Proces Filaretów*.

(2) Lettre du 26 mars 1826, en français, publiée par BOBKOWSKA, *Korespondencja Metternicha*, p. 133.

(3) Voir le rôle des maîtres et élèves de l'école de Luźki, dans HEDEMANN, *Szkoły Walerjanowskie*, pp. 147-152. — JANOWSKI, *W promieniach Wilna*, pp. 216-217, note que trois professeurs et 400 étudiants de Wilno prirent part à l'insurrection.

son la Pologne, pour laquelle n'avaient cessé de combattre les Légions de Dąbrowski, les armées du prince Joseph Poniatowski et de Napoléon, les insurgés de 1831. Cette glorieuse épopée ne doit point faire oublier le rôle moins retentissant des écoles, car l'œuvre de la Commission d'Éducation nourrit encore la jeunesse polonaise, depuis le siècle des lumières jusqu'à la veille du *printemps des nations*.

APPENDICE I

*Liste des Membres de la Commission d'Éducation, 1773-1792.
Loi du 14 octobre 1773.*

- I. 1773-1792. Prince Ignace Massalski, évêque de Wilno.
- II. 1773-1792. Prince Michel Poniatowski, évêque de Płock ; primat de Pologne, 1784.
- III. 1773-1786. Prince Auguste Sułkowski, palatin de Gniezno ; palatin de Kalisz, 1776, de Poznan, 1782 ; décédé le 6 janvier 1786.
- IV. 1773-1791. Joachim Chreptowicz, vice-chancelier de Lithuanie ; nommé le 17 mai 1791 ministre des Affaires Étrangères, fonction incompatible avec celle de commissaire.
- V. 1773-1791. Ignace Potocki, grand-notaire de Lithuanie ; maréchal de la Cour, 1783, grand-maréchal de Lithuanie, 1791 ; nommé le 17 mai 1791 ministre de la Police, fonction incompatible avec celle de commissaire.
- VI. 1773-1792. Prince Adam Czartoryski, staroste général de Podolie.
- VII. 1773-1783. André Zamoyski ; démissionne en 1783.
- VIII. 1773-1777. Antoine Poniński ; démissionne en mars 1777.
La Diète de 1776 crée quatre sièges de plus et autorise le Roi à en nommer les premiers titulaires (31 octobre).
- IX. 1776-1784. André Mokronowski, général-inspecteur ; palatin de Mazovie, 1781 ; décédé en juin 1784.
- X. 1776-1783. Hyacinthe Małachowski, référendaire de la Couronne ; vice-chancelier, 1780 ; démissionne le 25 janvier 1783.
- XI. 1776-1783. François Bieliński, staroste de Czersk ; démissionne en 1783.
- XII. 1776-1792. Prince Stanislas Poniatowski ; grand-trésorier de Lithuanie, 1784-1790.
- XIII. 1777-1783. Michel Mniszech ; secrétaire de Lithuanie, 1778, maréchal de la Cour de Lithuanie, 1781, grand-maréchal de la Couronne, 22 août 1783 ; nommé en remplacement de Poniński (XI), vient siéger le 11 avril 1777, démissionne le 11 octobre 1783.

La Diète de 1780 réélit les commissaires sortants.

- XIV. 1783-1792. Félix Potocki, palatin de Russie ; grand-maître de l'artillerie de la Couronne, 1788 ; nommé en remplacement de H. Małachowski (X), vient siéger le 3 février 1783.
- XV. 1783-1790. Mathieu Garnysz, évêque de Chełm ; vice-chancelier de la Couronne, 1786 ; nommé le 8 mai 1783 en remplacement de Bieliński (XI) ; décédé le 6 octobre 1790.
- XVI. 1783-1792. Antoine Małachowski, grand-secrétaire de la Couronne ; palatin de Mazovie, 1784 ; nommé le 13 octobre 1783 en remplacement de Zamoyski (VII).

- XVII. 1783-1792. Prince Michel Radziwiłł, castellan de Wilno ; palatin de Wilno, 1790 ; nommé en remplacement de Mniszech (XIII), vient siéger le 9 décembre 1783.
- XVIII. 1785-1791. Ignace Przebendowski, staroste de Solec ; nommé le 14 janvier 1785 en remplacement de Mokronowski (IX) ; décédé en septembre 1791.
- XIX. 1786-1792. Félix Oraczewski ; nommé en remplacement de Sułkowski (III), vient siéger le 6 mars 1786.

La Diète de 1786 réélit les commissaires sortants et précise que la présidence appartient au primat Poniatowski.

- XX. 1791-1792. Gaspard Cieciszowski, évêque de Kiev ; nommé en remplacement de Garnysz (XV), vient siéger le 5 mars 1791.

- | | | |
|--------------------------------------|-----------------------------|--|
| XXI. 1791-1792. Antoine Lanckoroński | } nommés en remplacement de | |
| XXII. 1791-1792. Julien Niemcewicz | | Chreptowicz (IV), I. Potocki |
| XXIII. 1791-1792. Louis Gutakowski | | (V) et Przebendowski (XVIII), viennent siéger les 17-24 décembre 1791. |

APPENDICE II

École Principale de la Couronne.

Inaugurée le 29 septembre 1780, organisée en deux Collèges en 1783. —

Recteur 1780 : Chanoine Żołedziowski, *Collega Major*, émérite.
1782 juillet : Chanoine Hugues Kołłontaj, D^r phil., 1768.
1786 mai : Félix Oraczewski.
1790 : Chanoine Joseph Szabel, émérite.

Collège Moral.

Président 1783 : Chanoine Joseph Putanowicz, *Collega Major*, 1765, émérite.
1785 : Abbé Szabel, professeur de Dogme.
1790 : Abbé Garycki, professeur de Droit romain.

Théologie.

Écriture Sainte :

1780 — Abbé Christophe Idatte,
1783 — Abbé Vincent Smaczniński, *Collega Minor*, 1777, vice-
professeur, 1782.

Dogme :

1780 — Abbé Joseph Szabel, *Collega Major*, 1774,
1790 — Abbé Joseph Muszyński, *Collega Minor vocatus*, 1777,
vice-professeur, 1782.

Théologie morale :

1780 — Abbé François Kolendowicz, *Collega Major*, 1774.

Histoire ecclésiastique :

1780 — Abbé Joseph Bogucicki, *Collega Minor vocatus*, 1774.

Droit.

Droit naturel, économie politique, 1780 et droit criminel, 1783 : Abbé Antoine Popławski.

Droit canon :

1780 — Abbé Jean K. Toryani, *Collega Major*, décédé mars 1783,
1783 — Abbé Valérien Bogdanowicz, D^r en droit, vice-professeur,
1782.

Procédure canonique et civile :

1780 — Abbé Stanislas Minocki, D^r en droit,
1790 — Abbé Sébastien Czochron, D^r phil., D^r droit canon Stras-
bourg, 1785, vice-professeur, 1787.

Droit romain : 1782 — Abbé Boniface Garycki, *Collega Minor*, 1777.

Droit public et civil polonais : 1788 — Joseph Januszewicz, Vice-pro-
fesseur, 1785.

Littérature.

Littérature polonaise et latine :

- 1782 — Abbé Muszyński, vice-professeur de théologie, suppléant.
 1786 — Abbé Martin Fiałkowski, vice-professeur, puis professeur,
 1790.

Grec :

- 1780 — Abbé Idatte, professeur d'Écriture Sainte, émérite en
 1783, enseigne encore à titre bénévole,
 1791 — Hyacinthe Przybylski, D^r phil., 1774, enseigne depuis
 1784 l'archéologie à titre de vice-professeur.

Collège Physique.

- Président : 1782 — juin : Jaskiewicz.
 1786 — octobre : Badurski.
 1788 — novembre : Abbé Trzciński.
 1790 — : Śniadecki.

Mathématiques et physique.

- Mathématiques supérieures et astronomie, 1781 : Jean Śniadecki,
 D^r phil., 1775.
 Adjoint à l'Observatoire : Joseph Czech.
 Mécanique et hydraulique, 1781 : Félix Radwański, D^r phil., 1775.
 Mathématiques élémentaires, 1781 : Radwański, — 1787 : Jean K. Kru-
 siński, vice-professeur, 1785, professeur, 1790.
 Physique, 1782 : abbé André Trzciński, D^r phil., 1773.

Médecine.

- Chirurgie, obstétrique, 1779 : Raphaël Czerwiakowski, D^r méd. Rome.
 Anatomie, physiologie, 1782 : Vincent Szaster, D^r méd. Bologne.
 Histoire naturelle, chimie.
 1782 : Jean Jaskiewicz, D^r méd. Vienne.
 1787 : François Scheidt, vice-professeur, 1785.
 Pharmacie, matière médicale, 1783 : Jean Szaster, D^r méd. Erfurt.
 Pathologie, clinique :
 1785 : Joseph Badurski, D^r méd. Bologne, membre de la Faculté
 de Médecine de Cracovie depuis 1770.
 1789 : Mars : François Kostecki, D^r méd. Cracovie, 1788, titu-
 larisé en 1791.

APPENDICE III

École Principale de Lithuanie.

Inaugurée le 24 novembre 1781, organisée en deux Collèges en 1783. — Recteur, 1780 : abbé Poczubut, directeur de l'Observatoire.

Collège Moral.

Président : 1783, abbé Pilchowski, professeur de littérature.

Théologie.

Écriture Sainte : 1781, le P. Bernard Siruć, piaron, décédé en mai 1784.

— 1784, le P. Karpowicz, professeur de dogme.

Dogme : 1783, le P. Michel Karpowicz, lazariste.

Histoire ecclésiastique, théologie morale : 1783, le P. Guillaume Kaliński, lazariste, décédé le 20 janvier 1789. — 1789, le P. Joseph Constantin Bogusławski, piaron.

Droit.

Droit lithuanien, procédure : 1781, le P. Michel Olechnowicz, piaron. — 1783, chaire supprimée.

Droit romain : 1781, le P. Siruć, professeur d'Écriture Sainte. — 1784, chaire supprimée.

Droit canon : 1783, Corneille Pociołowski.

Droit naturel : 1783, le P. Jérôme Stroynowski, piaron. Vice-professeur : 1787, Simon Malewski.

Littérature.

Rhétorique, langues latine et grecque, 1781-1783 : abbé Casimir Rogowski, ex-jésuite.

Littérature latine et polonaise : 1783, abbé David Piłchowski, ex-jésuite.

Vice-professeur : 1783, abbé Thadée Mackiewicz, ex-jésuite. — 1785, abbé Jacques Jaxa, ex-jésuite. — 1787, le P. Philippe Golański, piaron.

Histoire universelle : 1783, le P. Thomas Hussarzewski, lazariste.

Collège Physique.

Président : 1783, Abbé Strzecki, professeur d'astronomie.

Mathématiques et physique.

Directeur de l'Observatoire, 1764 : abbé Martin Poczubut, ex-jésuite. Adjoint à l'Observatoire : Ignace Reszka.

Astronomie : 1781, abbé André Strzecki, ex-jésuite.

Mathématiques supérieures : 1782, abbé François Narwoysz, ex-jésuite.

Mathématiques appliquées : 1781, abbé Thadée Kundzicz, ex-jésuite.

Mathématiques élémentaires : 1783, abbé Nicolas Tomaszewski, ex-jésuite, vice-professeur.

Physique expérimentale : 1781, abbé Joseph Mickiewicz, ex-jésuite.

Médecine.

Chirurgie théorique, obstétrique : 1781, Nicolas Régnier, D^r méd. Königsberg, 1789, titularisé 1793.

Chirurgie pratique : 1781, Jacques Briotet, D^r méd. Wilno, 1787.

Anatomie, physiologie : 1781, Étienne Bisio, D^r méd. Pavie, 1787.

— 1787, Jean Lobenwein, D^r méd. Iéna, 1785.

Histoire naturelle, botanique : 1781/82, Jean-Emmanuel Gilibert, D^r méd. Montpellier, 1763. — 1784-1787, Georges Forster, D^r méd. Halle, 1785. — 1792, Ferdinand Spitznagel, D^r méd. Vienne.

Pathologie : 1783, Joseph Langmaier, D^r méd. Vienne.

Chimie, pharmacie : 1784, Joseph Sartoris, D^r méd.

APPENDICE V

Principales modifications à la carte des Écoles Publiques, 1773-1792.

Couronne.

- Bar : Jésuites. — 1781, Basiliens.
Dąbrowica : cette localité fait partie de la Couronne, mais l'école, tenue par les Piarons de la province lithuanienne, dépend de l'Université de Wilno. — De même Łubieszów.
Drohiczyn : Jésuites. — 1774, Piarons.
Kaniów : 1783, Académistes. — 1786, Basiliens.
Krasnysław : Jésuites. — 1780, fermée.
Łomża : Jésuites. — 1777, Piarons.
Łubieszów : voir Dąbrowica.
Międzyrzec en Grande-Pologne : Jésuites. — 1781, fermée.
Ostróg : Jésuites. — 1777, les Basiliens y transfèrent leur école de Hoszcza.
Owruć : Jésuites. — 1783, Basiliens.
Piotrków : Jésuites et Piarons ; 1775, l'école des Jésuites est supprimée, les bâtiments attribués aux Piarons.
Poznań : collège de Jésuites (érigé en 1774 en Académie de Grande-Pologne) et Colonie de Cracovie (Collège Lubrański). — 1780, suppression de l'Académie de Grande-Pologne, les bâtiments sont attribués aux Cracoviens.
Pułtusk : Jésuites. — 1781, Bénédictins.
Radziejów : 1782, fermée. — 1787, réouverte. Voir Toruń.
Rawa : Jésuites. — 1774, Piarons. — 1780, fermée. — 1781, Chanoines du Saint-Sépulcre.
Rydzyń : nov. 1774, ouverture. — 1789, fermée. — 1791, réouverte.
Stężyca : ouverte le 3 mai 1791.
Toruń : cette école n'avait que 50 élèves, la Commission d'Éducation la supprima en 1786 et alloua une subvention aux Piarons pour réouvrir Radziejów.
Trzemeszno : ouverte le 4 mai 1776.
Wschowa : Jésuites. — 1783, Cisterciens.

Lithuanie.

- Berezewcz : ouverte en 1773 sans autorisation, autorisée en 1783.
Białystok : ouverte en 1777.
Chołopienicze : mentionnée en 1782.
Kretynga : ouverte en 1775.
Lida : ouverte au plus tôt en 1775, au plus tard en 1779.
Merecz : Jésuites ; 1776, Dominicains.
Postawy : ouverte à la suppression de Żodziszki, 1778.
Słonim : Jésuites. — 1782, fermée.
Uszacz : ouverte en 1791.
Wierzbolów : ouverte au plus tard en 1784 ou 1785.
Wiszniew : ouverte en 1776.
Żodziszki : Jésuites. — 1778, fermée.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Les noms d'auteurs sont imprimés en *italique*.

Abréviation : S. P. — *Scholarum Piarum*, de la Congrégation des Écoles Pies.

- Adamowicz*, 253 (1).
 Albertrandi Jean, S. J., du Comité littéraire, 127, 185, 197-200, 276 (1), 290 (3), 300, 310, 335 (5), 336.
 Alexandre I^{er}, 258, 463, 465, 467-8.
 Allaire (abbé), précepteur de Stanislas-Auguste, 121.
 Alvarez, S. J., grammairien, 77, 84-86, 128-9, 307, 407.
 Antonowicz Julien, basilien, 443-4.
 Arakčeev, général russe, 468-9.
 Archinto (M^{sr}), nonce apostolique, 85.
Askenazy, 367 (1), 440 (1).
 Auguste II, 32-4, 56 (1), 61, 62 (3), 68, 77, 79, 82-3, 104, 109, 228 (2), 324.
 Auguste III, 34, 35 (2), 37, 42, 70-2, 100, 103-4, 106, 112, 128, 131-2, 135, 137-8, 141, 143, 145, 291 (1).
 Bacciarelli, peintre, 126, 291 (3).
Backvis, 233 (1).
 Bacon, 93, 235, 313.
 Bade (Charles-Frédéric, margrave de), 157 (1), 206, 339.
Baliński, 199 (3), 248 (3), 253 (1), 308 (2), 327 (2), 371 (2), 380 (3), 384 (2), 385 (4), 389 (1), 406 (3), 451 (1), 454 (2), 464 (3).
 Bałanowski, archimandrite, 436-7.
 Barss François, avocat varsovien, 404 (5), 423-4, 452.
 Barthélemy (abbé), 122.
Bartoszewicz, 162 (3), 230 (1), 231 (6).
Barycz, 73 (1), 179 (4), 326 (2), 401 (3).
 Baudeau (abbé Nicolas), 180 (1), 185, 226 (3), 282.
 Beauzée, grammairien, 306.
 Becchio (del), S. P., 85.
 Bécu, protestant, étudiant en médecine, 325 (2).
Bednariski, 60 (2), 74 (1), 78 (1), 85 (1), 92 (1, 5), 128 (2), 129 (1), 131 (2), 132 (1, 2), 133 (2), 139 (2), 140 (3), 171 (2), 189 (2), 198 (2, 3), 199 (1), 253 (2), 254 (2), 257 (2), 277 (3), 317 (2), 323 (1), 335 (5), 338 (1), 349 (1).
 Benoît XIV, 65, 151, 324.
Berga, 30 (1), 125 (2), 132 (1).
Bergerówna, 39 (2), 41 (2), 54 (1), 200 (3).
 Berluc (chevalier de), 256 (4).
 Berniard Pierre, membre associé de l'École principale de la Couronne, 251.
 Bernouilli Jean, astronome à Berlin, 295.
 Bertrand Élie, pasteur à Berne, précepteur de M. Mniszech, 146, 230.
 Bésenval (baronne de), 169 (2).
Biegeleisen, 253 (1).
 Bieliński François, grand-maréchal, 55 (1), 107, 110, 178.
 Bieliński François, staroste de Czersk, puis grand-notaire, App. I, 176, 178-9, 181, 186, 197, 215, 225, 228, 231, 311, 317, 350.
Bieliński Józef, 177 (2), 179 (4), 204 (2), 206 (5), 253 (1), 260 (1), 348 (6), 385 (4), 462 (3).
 Bielski Jean, S. J., 132.
Bielski Szymon, 179 (4), 304 (1), 305 (1).
 Bienkowski François, S. J., 272 (5), 306 (1, 5).
 Bisio Etienne, médecin, App. III, 255, 258-9, 261.
 Bitner Boguslas, pasteur, 432 (2).
Bobkowska, 470 (2).
 Bogdanowicz Valérien, juriste, App. II, 249 (1), 273 (6), 277, 354 (1).

- Bogucicki Joseph (Israël Berkowicz), App. II, 240, 242 (1), 244, 306, 326-31, 454 (1).
- Bogusławski Joseph-Constant, S. P., App. III, 257-8, 260, 266, 284, 325, 348, 403, 423 (1), 441 (2).
- Bohomolec François, S. J., 126-7, 130, 138, 145, 162, 336.
- Bohusz Ignace, membre associé de l'École principale de Lithuanie, 137 (3), 455.
- Borysławski, staroste, 350 (3).
- Boyé Pierre*, 124 (2).
- Bradley, agronome, 201.
- Branicki Jean-Clément, hetman, 40, 107, 110, 134, 185 (2), 228 (2).
- Branicki Xavier, hetman, 56 (1), 137, 213, 291 (3), 368-9, 371-2, 379, 396, 442, 445.
- Brensztejn*, 253 (1).
- Briotet Jacques, chirurgien, App. III, 254.
- Brogie (comte de), ministre plénipotentiaire, 291 (3).
- Bronikowski Adam, calviniste, nonce à la Grande Diète, 434-5.
- Brühl (Henri comte), ministre d'Auguste III, 104, 106, 108, 135.
- Bruchnalski*, 77 (1).
- Brückner*, 29 (1).
- Brzoźniowski, prorecteur, 331.
- Brzostowski Paul, référendaire, 201, 223, 421.
- Brzozowski, professeur à Płock, 446.
- Buffier, S. J., historien, 91, 93, 335.
- Buffon, 122, 296, 298, 358.
- Burlamaqui, 338.
- Burzyński, palatin de Mińsk, 350 (3).
- Büsching, géographe, 290, 337 (1).
- Bystroń*, 29 (1).
- Cambon, prosecteur à Cracovie, 259.
- Carosi Jean-Philippe, minéralogiste, 295 (1, 2), 296-7.
- Castéra (Duperron de), précepteur du prince Adam Czartoryski, 30 (1), 38 (3), 39 (1), 125.
- Catherine II, 110, 119, 121, 144, 147, 157, 281, 351, 358, 360, 368-9, 372-3, 392, 425, 431, 440-50, 461-2.
- Cazin Paul*, 36 (1).
- Cerner François, secrétaire administratif de la Commission d'Éducation, 455.
- Chelucci, S. P., 82.
- Chevalier Antoine, plénipotentiaire des Villes, 423-4.
- Chevalier Jean, S. J., 177 (4), 225 (2), 254.
- Chinard Gilbert*, 26 (1).
- Chłapowski*, 172 (1), 174 (2), 238 (2).
- Choiseul, 25, 136-7.
- Chodyncki*, 199 (1), 326 (1), 336 (1), 348 (6).
- Chotkowski*, 242 (1), 246 (1), 250 (2), 323 (3).
- Chreptowicz Joachim, chancelier, App. I, 126, 136, 157, 165-70, 172, 176, 188, 204, 214, 219-20, 223, 225, 232-4, 239, 250 (5), 253 (1), 254, 257, 259 (1), 262-4, 271, 277, 333, 342-3, 370 (1), 373-4, 380, 383-4, 392, 398-9, 402, 404-6, 413 (1), 414, 421, 431, 452 (1).
- Chreptowicz Adam, 260, 402.
- Chrościkowski, S. P., physicien, 301.
- Chrzanowski*, 248 (3), 287 (1), 303 (1), 378 (2).
- Cieciszowski Gaspard, évêque de Kiev, App. I, 404, 434-5, 437, 445, 465.
- Ciemniewski*, 113 (3), 313 (2), 318 (1), 320 (1), 323 (1).
- Cissowski, staroste, 350 (3).
- Clément XI, 324-5.
- Clément XIV, 150, 163, 193.
- Cluvier, géographe, 98 (1).
- Cnapius, S. J., lexicographe, 305.
- Condillac, 181, 184, 284, 287, 306, 311-313, 315, 326, 329-30, 335.
- Condorcet, 198, 248 (3).
- Copernic, 73, 112, 130, 464 (4).
- Corsini, S. P., 86, 93.
- Court de Gébelin, 306.
- Cousin Jacques-Antoine, professeur au Collège de France, 248.
- Coxe William, voyageur, 122-3, 222 (5).
- Coyer (abbé), historien, 180, 317.
- Curti (Kurcusz), médecin, 300.
- Cyer Jean, naturaliste, 259 (2).
- Czacki Michel, nonce à la Grande Diète, 435.
- Czacki Thadée, 249 (4), 268 (1), 352 (3), 371 (2), 413, 438, 464-5.
- Czartoryski (famille), 34, 39, 82, 104-122, 133-8, 143, 156, 178, 213.
- Czartoryski Adam, père, App. I, 111, 120, 124-6, 133, 143, 162 (1), 169-70, 184 (1), 185, 188, 191-3, 197-8, 202, 213-5, 225, 231, 233 (3), 238 (3), 257, 271, 278 (1), 288, 295 (2), 321, 324, 335, 350, 352, 370 (1), 371, 373, 378, 380, 382, 384, 396, 402, 425, 431, 447, 460, 463, 465-6.
- Czartoryski Adam-Georges, 185, 288-9, 402, 463-5, 469-70.
- Czartoryski Auguste, palatin de Russie, 30 (1), 38, 61, 170 (voir aussi Czartoryski famille).
- Czartoryski Michel, chancelier, 61, 104, 170, 199, 201, 213 (voir aussi Czartoryski famille).

- Czech Joseph, mathématicien, App. II, 454, 456 (3), 465.
- Czenpiński Jean, étudiant en Médecine, 259 (5).
- Czenpiński Paul, du Comité littéraire, médecin, 259 (5), 287 (1), 297-301.
- Czerwiakowski Raphaël, chirurgien, App. II, 246-7, 400, 454.
- Czarnomski, 324 (1).
- Czarnowski, 359 (1).
- Czrochron Sébastien, App. II, 179 (4), 241 (1), 348, 380.
- Dalembert, 181, 198, 248, 266, 270, 303-4.
- Dany, 367 (1), 394 (2).
- Darcet Jean, professeur au Collège de France, 248 (3), 258 (2).
- Dąbkowski, 337 (2).
- Dąbrowski Henri, général, 460, 471.
- Dekert Jean, président de la Vieille Ville de Varsovie, 350 (3), 379-80, 384, 388-9.
- Delille, abbé, 198, 248 (3).
- Dembiński, 122 (1), 367 (1), 374 (1), 395 (2), 398 (2).
- Deruga, 62 (1), 425 (1), 429 (3).
- Descartes, 92, 112, 313.
- Dębicki, 125 (1), 170 (1), 198 (2, 3), 350 (1), 441 (5).
- Dębski Adrien, bénédictin, 422-3.
- Dickstein, 298 (2).
- Diderot, 43 (2), 157, 251.
- Dihm, 391 (2).
- Dmochowski François-Xavier, S. P., 308 (3), 321 (2), 413-4, 452-3, 456, 458.
- Dubois de Jancigny J.-B., du Comité littéraire, 293 (1, 2), 295-7.
- Dubos, abbé, 303 (1).
- Dufrène Maximilien, S. J., historien, 92.
- Duhamel du Monceau, 201, 294, 298.
- Dulfus (famille), 58, 350 (3).
- Dumarsais, 306.
- Du Pont (Mrs B. G.), 26 (1).
- Dupont de Nemours, P.-S., secrétaire de la Commission d'Éducation, 25, 27, 121, 157 (1), 169, 171 (1), 174 (4), 185-9, 206 (6), 238 (6), 317, 337 (1), 338-9, 344 (1), 352-3, 307, 424.
- Durand, ambassadeur, 136-8.
- Durini (M^{re}), nonce apostolique, 150-3.
- Dyjackiewicz Jean, pasteur, 432 (2).
- Dzieduszycki Valère, 278 (1).
- Dziekoński Joseph et Michel, élèves à Varsovie, 350 (3).
- Dzwonkowski, 452 (3).
- Ehlert, S. J., 253 (2).
- Encontre, mathématicien, 289 (1).
- Estreicher, 177 (2), 198 (2), 199 (1), 348 (4), 355 (1), 385 (4), 389 (3).
- Fabre Jean, 122 (1), 123 (2), 146 (1), 295 (2).
- Farges, 30 (1), 125 (2).
- Felbiger, abbé, 177, 181, 276, 281, 283.
- Feldman, 29 (1), 38 (4), 67 (1), 69 (1), 358 (3).
- Ferrand, 367 (1).
- Fiałkowski Martin, prof. de littérature, App. II, 308, 402, 466 (3).
- Fijałek, 257 (2).
- Fleuret Jean, S. J., 129 (1), 257 (1).
- Fleury, abbé, 181, 329.
- Fontenelle, 122.
- Forst-Battaglia, 119 (1).
- Forster Georges, naturaliste, App. III, 229 (2), 251 (3), 253 (1), 258-9, 260 (1), 261, 287 (1), 297 (2), 323, 374.
- Frank Jacob, juif baptisé, 71.
- Franklin, 401.
- Frédéric II, 47 (1), 104, 144, 147, 152, 187 (2), 189, 220, 391.
- Frédéric-Auguste de Saxe, 388, 397, 401, 440.
- Frédéric-Guillaume II, 369-70, 391-2, 440, 442, 444, 447, 457.
- Gajewski, castellan, 350 (5).
- Galiński Jarosz, staroste, calviniste, 432 (2).
- Galla, pasteur, 432-3.
- Garnier, abbé, 179 (2), 181, 317.
- Garnysz Mathieu, évêque, App. I, 231, 401, 404.
- Garycki Boniface, juriste, App. II, 241 (3), 270, 273, 307, 330-1, 348.
- Gassendi, 92, 112, 235, 313.
- Gawroński André, S. J., du Comité littéraire, 276 (1, 2), 287, 330, 452.
- Gedicke, pédagogue prussien, 461.
- Genovesi Antoine, 313, 315, 338.
- Geoffrin (M^{me}), 120 (4), 122, 144, 157-8, 169, 230 (3).
- Geret, publiciste luthérien, 176-7, 189.
- Giedroyc Fr., 142 (1).
- Girard Joseph, 253 (1).
- Gieysztor, nonce à la Grande Diète, 412 (1).
- Gieysztorf, académiste, 267 (7).
- Gilbert Emm., naturaliste, App. III, 47-9, 255-9.
- Gintowt-Dziewiałtowski, secrétaire administratif, 203 (2), 204 (1), 251 (2), 269 (3), 455 (1).
- Girtler, professeur à Cracovie, 266 (7).
- Gizbert-Studnicki, 70 (2).

- Gliński Christophe, colonel, calviniste, 432 (2).
 Gliszczyński Antoine, élève, nonce en 1790, 350 (3).
 Golański Philippe, S. P., prof. de littérature, App. III, 260, 456, 462.
 Goltz, colonel puis général, luthérien, 148, 434.
 Gorczyzewski Jean, prorecteur, 443.
 Gostkowski Michel, mémorialiste, 36 (1).
 Gottsched, 235 (1).
 Grabowski Antoine, élève à Poznań, 446-7, 459.
 Grabowski Michel, colonel puis général, calviniste, 147, 433.
 Grabowski Paul, général, calviniste, 325, 349, 433, 436, 458.
 Grabski Stan., 339 (2), 341 (1), 357 (1).
 Grabski Władysław, 37 (1), 42 (1), 46 (3), 47 (1, 3).
 Grappin, 29 (1).
 Grodek, 376 (1).
 Gromnicki, 242 (1).
 Grotius, 92, 148.
 Gruber, S. J., 462-3.
 Gucewicz, architecte, 255 (1), 325 (1), 455-6.
 Gustave III, 141, 336.
 Gutakowski Louis, App. I, 324 (1), 414, 445, 453, 458.
 Guyton de Morveau, 317.
 Halecki, 29 (1).
 Handelsman, 367 (1), 369 (1), 466 (2).
 Hardwick (lord), 122.
 Hauteville (d'), 29 (1), 53.
 Hedemann, 273 (1), 464 (5), 465 (2), 470 (3).
 Hénault (Président), 335 (5).
 Herrenschwand, médecin, 146, 291.
 Heyne Gottlob, philologue, 374 (1).
 Heynosz, 220 (1).
 Himonowski, prof. à Cracovie, 441 (2).
 Hołowczyc Étienne, du Comité littéraire, 196-7, 199, 291 (2), 306, 311, 314 (5), 334.
 Hornowska, 307 (2), 409 (3), 411 (2).
 Hube Michel, physicien, 146 (3), 289-92, 301.
 Hussarzewski, lazariste, historien, App. III, 257, 325, 348.
 Idatte Christophe, helléniste, App. II, 249.
 Iwaszkiewicz, 169 (3), 223 (3).
 Iwaszkiewiczowa, 276 (2), 287 (2).
 Jabłonowski (famille), 41 (2), 116.
 Jabłonowska Anne, 255, 293.
 Jakukiewicz Adam, S. J., du Comité littéraire, 192, 195, 197-8, 291 (2), 334.
 Janik, 78 (1), 85 (1), 239 (1), 240 (3), 243 (1).
 Janowski, 253 (1), 470 (3).
 Januszewicz Joseph, juriste, App. II, 249, 260, 380, 422 (1), 446 (2), 453-4, 460.
 Januszkiewiczówna, 257 (2), 306 (5).
 Jaśkiewicz Jean, naturaliste, App. II, 246-7, 251, 297, 299, 456 (5), 457.
 Jelski Florian, aumônier, insurgé, 454-5, 457.
 Jezierski François, recteur de Petite-Pologne, publiciste, 301, 326 (5), 354-5, 378, 380, 385, 389, 413.
 Jezierski Hyacinthe, castellan, 380.
 Jobert, 156 (1), 180 (1), 181 (1), 185 (1), 310 (1).
 Joseph II, 281 (3), 358, 360, 369, 438.
 Jouvençy, S. J., 93 (4), 130.
 Jundziłł Stan., S. P., 253 (1), 259 (5), 273 (1).
 Kalinka, 229 (5), 233 (1), 395 (2), 409 (2).
 Kaliński Guillaume, lazariste, théologien, App. III, 204-6, 257, 260.
 Kamykowski, 239 (5), 243 (1), 248 (3, 4), 250 (6), 251 (1-3), 266 (1, 3), 269 (1, 3), 323 (2), 330 (2), 352 (5), 354 (1).
 Kaniak, 280 (1).
 Karbowiak, 274 (5), 302 (4), 313 (2), 318 (1).
 Kamiński Adolphe, S. P., 176, 179, 181, 197, 302 (4), 303-5, 310, 317, 334, 337 (4).
 Kamiński Valentin, S. P., 85-6, 179.
 Karpowicz Michel, lazariste, théologien, App. III, 204, 206-10, 257, 348, 351, 381, 441 (2), 446, 448, 451, 455-6, 458, 462.
 Karśnicki, castellan, 419.
 Karwicki, écrivain politique, 104-5, 109-10, 212.
 Kayserling, ambassadeur, 110, 117, 120, 122, 134.
 Kies, mathématicien, 121, 200.
 Kipa, 289 (4).
 Kisielewski, S. J., architecte, 254 (1).
 Kitowicz, mémorialiste, 29 (1), 72 (1).
 Kluk Christophe, naturaliste, 259, 291 (2), 293-5, 297-300, 419.
 Książewicz Grégoire, du Comité littéraire, 176-7, 197, 199-201, 226 (3), 286, 310-11, 314, 316.
 Knies, 27 (2), 157 (1), 171 (1), 174 (4), 186 (1).

- Koblański Joseph, S. J., du Comité littéraire, 185, 197-8, 200, 290 (3), 402.
 Kochanowski Michel, nonce à la Grande Diète, 429, 436.
 Kocielkowski, S. J., historien, 335.
Kojsiewicz, 249 (3, 4), 308 (5).
 Kollontaj Hugues, recteur à Cracovie, chancelier, App. II, 29 (1), 43 (1), 46 (1), 60 (4), 72 (1), 73 (1), 86 (1), 113 (1), 128 (1), 159 (1), 233 (1), 234 (2), 235 (1), 239-69, 273 (6), 281, 308 (3, 5), 323 (2), 326, 351-402, 405 (2), 406, 413-28, 438, 441 (2), 444-7, 452-3, 456, 460, 464-7.
Kołodziejczyk, 291 (1), 293 (1).
 Komarzewski, général, 218, 375.
 Komenský Jean Amos, pédagogue, 68, 86.
 Komorowski Cyprien, S. P., 85-6.
 Konarski Ignace, S. P., 84-87.
 Konarski Stan., S. P., 27, 30 (1), 81-90, 93-111, 126-150, 159, 162-3, 170, 178-85, 194-5, 212, 220, 229, 235, 272, 302, 306, 310, 313, 333, 338-41, 345, 365-6, 372, 386, 392, 467, 470.
Konarski Szymon, 81 (1).
Konic, 400 (1), 416 (4).
 Konisski, évêque orthodoxe, 144, 425, 435 (2).
Konopczyński, 29 (1), 30 (1), 38 (1), 81 (1), 83 (2), 86 (1), 103 (1), 108 (1), 113-119 notes, 126 (1, 2), 128 (1), 134 (1, 2), 136-138 notes, 142 (4), 143 (1), 147-150 notes, 155-170 notes, 177 (1), 180 (1), 210 (2), 218 (1), 220 (2), 367 (1), 434 (1).
 Kopczyński Onuphre, S. P., du Comité littéraire, grammairien, 276, 304 (1, 2), 305-8, 320 (1), 321 (1), 333, 365, 407, 453, 456, 460-1, 466, 470.
Kopko, 305 (3).
 Kopycki Michel, calviniste, 432 (2).
Korzon, 29 (1, 2), 37 (1), 38 (2, 5), 47 (1), 51 (1, 2), 57 (1), 121 (1), 148 (1), 158 (5), 210-212 notes, 218 (1), 222 (5), 229 (4), 231 (5, 6), 256 (1), 280 (2), 296 (1), 345 (2), 352 (2), 355 (1), 367 (1), 370-372 n., 381 (1), 382 (2), 399 (1), 404 (3, 5), 406 (2), 431 (1), 434 (1), 452 (3).
 Kossakowski Joseph, évêque de Livonie, 450-1, 457.
 Kossakowski Joseph, étudiant à Wilno, 260.
 Kostecki François, médecin, App. II, 248 (1).
 Kościuszko, 126, 350 (3), 446-8, 452-60.
Kot, 29 (1), 50 (4), 72 (1), 81 (1), 184 (1), 189 (3), 281 (2), 460 (1).
 Kozmiński, palatin de Kalisz, 350 (3).
 Krasinski (famille), 116.
 Krasinski Adam, évêque de Kamieniec, 135-7, 149, 155, 373-4, 383.
Kraszewski, 389 (2), 401 (1), 405 (2), 416 (3), 421 (2), 422 (1).
Kraushar, 68 (1), 144 (1), 461 (1).
 Krusiński Hyacinthe, visiteur des écoles, 464 (5).
 Krusiński Jean Kanty, mathématicien, App. II, 248 (3), 266 (5, 7), 273 (6), 331, 442 (1).
 Krzycki, castellan, 350 (5).
 Kubieszowski Michel, prorecteur, 268 (1).
 Kublicki Stan., nonce à la Grande Diète, 406, 430 (3).
Kukiel, 32 (1), 218 (3).
Kukulski, 168 (1), 172 (3), 231 (5), 271 (3), 276 (1), 467 (1).
 Kundzicz Thadée, S. J., mathématicien, App. III, 455.
Kupczyński, 452 (3), 454 (1, 4, 6).
Kurdybacha, 199 (1).
Kurpiel, 253 (1).
Kurzwel, 30 (1).
Kutrzeba, 29 (1), 103 (1), 343 (5).
 La Chalotais, 317.
 Lachowski Antoine, prof. à Sandomierz, 356 (2).
 Lanckoroński (famille), 38, 349.
 Lanckoroński Antoine, App. I, 324 (1), 414, 449 (2), 456.
 Lanckoroński Mathieu, père du précédent, 42.
 Lang Thadée, S. P., 273.
 Langmaier, médecin, App. III, 258-9, 261.
 Lavoisier, 270.
 Leibnitz, 92, 112.
 Lelewel Charles, caissier de la Commission, 227 (1), 466 (3).
 Lelewel Joachim, 227 (1), 335 (5).
 Lenglet du Fresnoy, historien, 98.
 Lengnich, historien, 30 (1), 79, 92, 121, 148, 343-5.
Leniek, 73 (1), 239 (3), 241 (1, 4), 250 (3), 266 (4), 270 (2), 297 (3), 299 (1), 351 (2), 441 (2).
 Lesage, mathématicien, 200, 287.
 Leske Gottfried, pasteur, 431.
Leśniewski, 142 (2), 220 (1), 358 (3), 359 (2).
 Leszczyński (famille), 41 (2), 55 (1).
 Leszczyński Stan., roi, 34, 37, 83, 95, 101, 104-6, 110, 113, 124 (2), 162, 212, 228 (2).
Lewicki, 162-168 n., 171 (3), 176 (2), 183 (2), 184 (1), 188 (1), 225 (1).

- 238-240 n., 252 (1), 263 (1), 264 (1), 299 (1), 300 (1), 337 (1), 351 (1), 385 (2), 387 (1), 405 (2), 414 (1), 445 (2), 449-451 n.
- Lhuillier Simon, du Comité littéraire, mathématicien, 287-9, 324 (1).
- Ligne (prince de), 158.
- Likowski, 62 (1), 65 (1), 191 (1), 193 (1), 404 (3), 425 (1), 429 (1), 430 (1), 435 (2).
- Lind John, directeur des études à l'École des Cadets, 125, 146.
- Linde, directeur du Lycée de Varsovie, 461, 466.
- Linowski Alexandre, nonce en 1784, 352.
- Linné, 298.
- Lipiński Joseph, 172 (3), 215, 466.
- Lipski, cardinal, évêque de Cracovie, 73 (1), 74, 235-6.
- Lipski Thadée, castellan, 350 (3), 412.
- Lobenwein, médecin, App. III, 259.
- Locke, 92, 181, 235, 284, 313, 315.
- Loret, 170 (4), 230 (3), 231 (6), 239 (4).
- Lubomirski (famille), 38, 41 (2), 52, 63, 116.
- Lubomirski Stan., palatin de Braclaw, 38.
- Lubomirski Stan., grand-maréchal, 55 (1), 136, 170, 213.
- Łabowski Martin, pasteur, 432 (2).
- Łętowski, 240 (3).
- Łęski, 298 (2).
- Łochowski Antoine, délégué de la ville de Czersk, 432.
- Łodyński, 124 (1).
- Łoyowski, prof. à Sandomierz, 330.
- Łubieńska, 59 (1), 62 (2), 144 (1), 145 (1).
- Łubieński, primat, 113, 198.
- Łuczewski Gaspard, prorecteur à Sandomierz, 268 (1).
- Łukaszewicz, 67 (1), 142 (1), 227 (3), 306 (5).
- Łuskina, S. J., journaliste, 131, 377, 391, 408-11.
- Mably, 137, 326, 330, 335.
- Maciesza, 297 (3).
- Mackiewicz, pasteur, 432 (2), 433 (3).
- Magier, 126 (1).
- Maichrowicz, 117 (3).
- Małachowski (famille), 229.
- Małachowski Antoine, palatin de Mazovie, App. I, 231, 350, 360, 370 (1), 445.
- Małachowski Hyacinthe, chancelier, App. I, 215, 229, 230 (1), 231, 360, 441 (5).
- Małachowski Jean, chancelier sous Auguste III, 53, 229.
- Małachowski Stan., référendaire, maréchal de la Grande Diète, 57, 350, 360, 370, 373, 377, 379, 388, 395-6, 399, 406, 421, 429, 447, 466.
- Małachowski-Lempicki, 323 (4), 324 (1).
- Malebranche, 92, 313.
- Maleszewski Pierre, 227 (1), 376.
- Malewski Simon, juriste, App. III, 254 (2), 348, 385 (4), 405 (2), 455, 457 (3), 469.
- Mandybur, 333 (1).
- Mańkowski, 126 (3).
- Marchlewski, 339 (2), 341 (1).
- Marchwiński, 341 (1).
- Marie-Thérèse, 122, 211, 236 (3), 246 (6), 281, 431.
- Martel Antoine, 62 (1).
- Martin Marietta, 122 (1).
- Maruszewski Thomas, ancien étudiant à Cracovie, insurgé, 453-4.
- Massalska Hélène, princesse de Ligne, 158 (4).
- Massalski Ignace, évêque de Wilno, App. I, 134, 156-8, 162, 164, 166-72, 176-7, 180, 183, 185, 188, 201-17, 224-6, 254-7, 261, 275, 300, 323-5, 417, 448 (1), 451, 452 (1), 457.
- Massalski Michel, hetman, 134, 156, 185 (2).
- Maugain, 93 (2).
- Mazon, 305 (4).
- Mecherzyński, 236 (4), 239 (3).
- Meierotto, pédagogue prussien, 461.
- Mercier de la Rivière, 157-8, 162, 316, 338.
- Mesnien (Meniński), grammairien, 305.
- Messier, astronome, 248.
- Metternich, 468, 470.
- Meyer, abbé, insurgé, 455, 457.
- Mianowski Antoine, juriste varsovien, 423.
- Mickiewicz Adam, 36 (1), 469.
- Mickiewicz Joseph, S. J., physicien, App. III, 254, 259-61, 457.
- Mieczkowski Casimir, staroste, 450 (4).
- Mielżyński François, élève, nonce en 1790, 350 (5).
- Mikulski, nonce en 1761, 115.
- Minocki François, recteur de l'Académie de Poznań, 240.
- Minocki Stan., juriste, frère du précédent, App. II.
- Mirabeau (Honoré, comte de), 283, 438.
- Mirabeau (Victor, marquis de), 157, 169, 207, 224, 230 (3).
- Miterzanka, 124 (1), 125 (3), 132 (2), 172 (3), 191 (2), 198 (1), 199 (3), 200 (2), 295 (2), 335 (4), 352 (3).

- Mitzler de Kolof, précepteur des Ma-lachowski, 229.
 Młocki Thadée, juriste, 338 (1).
 Młodziejowski, évêque et chancelier, président de la Commission Administrative de la Couronne, 163-4, 167, 171 (3), 172-4, 190, 239.
 Mniszech (famille), 40, 116, 324 (1).
 Mniszech (comtesse Jean-Charles, née Catherine Zamoyska), 50 (2), 56, 230 (3).
 Mniszech Georges, maréchal de la Cour sous Auguste III, barien, 106, 135-6, 137 (3), 149.
 Mniszech Michel, grand-maréchal, App. I, 230-1, 262, 465.
 Mokronowski André, général, App. I, 213-5, 225, 228, 231, 324, 431.
 Monet (Jean-Antoine, comte de), précepteur d'Adam Czartoryski, 125, 374 (4, 6), 375 (1).
 Monkiewicz Alexandre, pasteur, 432 (2).
 Montesquieu, 116, 122, 138, 148, 151, 162 (3).
 Morawski K., 73 (1), 401 (3).
 Morawski K. M., 158 (5), 170 (2), 184 (1), 224 (3), 228 (2).
 Mostowski Thadée, élève, castellan, 350 (3).
 Moszczyński, mémorialiste, 37 (2), 39 (2).
 Moszyński A., 199 (4).
 Moszyński Auguste, maçon, 323 (4), 324 (1), 371 (1).
 Mościcki H., 124 (1), 349 (2), 448 (1), 452 (3), 455-457 n., 464 (1, 2).
 Mollaz, 374 (4, 6), 398 (1).
 Mouy, 144 (2), 158 (2, 3), 169 (2).
 Muczkowski, 241 (2), 326 (2), 328 (1).
 Muszyńska, 458 (1).
 Napoléon, 25, 465 (2), 466, 471.
 Nałkowski, 289 (2).
 Narbutt (famille), 349.
 Narbutt Casimir, S. P., du Comité littéraire, 197, 199-201, 202 (1), 290, 292 (1), 314-6, 334.
 Naruszewicz Adam, S. J., 126-7, 164, 200, 336, 348, 384.
 Narwoysz François, S. J., mathématicien, App. III, 256-7, 325 (1).
 Niemcewicz Julien, App. I, 169 (3), 198 (2, 3), 231 (1), 324 (1), 371 (3), 382, 391, 414, 441 (2), 445, 456, 460, 466 (3), 468.
 Niszkowski, protestant, étudiant en médecine, 325 (2).
 Nollet, S. J., physicien, 93, 112, 130, 260.
 Novosilcev, 463, 468-70.
 Obertyński, 58 (2).
 Obmiński, prof. à Łuck, révoqué, 331.
 Obrapalski, S. J., visiteur général, 268 (1), 442 (3).
 Ogiński (famille), 39.
 Ogiński André-Ignace, 43, 47 (2).
 Ogiński Michel, hetman, 201, 342.
 Olechnowicz Michel, S. P., juriste, App. III, 325 (1).
 Olechowski Joseph, archidiacre de Cracovie, 238, 242, 244.
 Olszewicz, 126 (3).
 Olszewski, primat, 61, 132.
 Ołociński Alexandre, délégué de la ville de Blonie, 423.
 Oncken, 230 (3).
 Oraczewski Félix, recteur à Cracovie, App. I et II, 162, 233, 250 (4), 259, 269-71, 327-30, 370, 402, 404, 414.
 Osiński, S. P., physicien, 301.
 Ossowski Jacques, prorecteur de Płock, 446.
 Ostrowski, primat, 231 (6), 244.
 Ostrowski Théodore, S. P., juriste, 343 (4).
 Pac Michel, barien, 137 (3), 149.
 Palmowski Saba, président du Consistoire grec-oriental, 458.
 Panin Nikita, ministre, 112, 147, 156, 157 (2), 167, 187 (2).
 Pawiński, 409 (3).
 Pawlik, 43 (2), 44 (1), 47 (2), 49 (1), 56 (1).
 Pelczar, 78 (1), 204 (2), 206 (5).
 Pérey, 158 (4).
 Peckowski, 239 (1), 242 (1), 374 (1).
 Pfeiderer, du Comité littéraire, mathématicien, 146 (3), 197, 200, 287-90, 295 (2), 300, 303 (1).
 Piattoli Scipion, du Comité littéraire, 300, 324 (1), 384, 395-8, 462.
 Pie VI, 349, 441.
 Pierling, 462 (4).
 Pilat, 103 (2), 377 (1).
 Pilchowski David, S. J., prof. de littérature, App. III, 129, 257, 260-1, 271, 306-8, 331 (3), 348, 380-1, 384, 451-2, 455.
 Piotrowski Michel, S. J., visiteur général, 268 (1).
 Piramowicz Grégoire, S. J., du Comité littéraire, secrétaire de la Commission, 184-5, 197-8, 200-2, 248 (3), 262, 264 (2), 266 (3), 271, 273 (1, 2), 274 (1), 277-8, 287, 295 (2), 300-3, 311-2, 317, 334, 366, 377-8, 402, 405 (2), 415, 445, 448, 460, 462.
 Pirożyński, 60 (1).

- Plater Ferdinand, étudiant à Wilno, 260.
- Poczobut Martin, S. J., astronome, recteur, App. III, 31, 177 (4), 225 (2), 253 (1, 2), 254-5, 258-60, 263, 271, 308 (2), 342, 371 (1), 384, 389 (1), 398, 406, 451, 455, 462, 464.
- Pohoska*, 275 (1), 333 (1).
- Poniatowski (prince Joseph), général, 223 (2), 249 (2), 446-7, 471.
- Poniatowski Michel, évêque de Płock, puis primat, App. I, 168-9, 174, 176, 188, 199, 203, 215, 217, 219, 225-6, 233-4, 238 (2), 239, 242, 244-6, 248 (3), 249 (2), 251, 269, 271, 275, 278, 286, 287 (1), 300, 321 (1), 323-4, 327, 330, 331 (3), 351, 354-5, 373-7, 380, 404-5, 412-3, 416-7, 422 (1), 441, 445, 448-52, 457.
- Poniatowski (comte Stan.), père du roi, 82, 104, 109, 122.
- Poniatowski (prince Stan.), App. I, 215, 218, 223-4, 226, 228-9, 295 (2), 333, 370 (1), 373, 388, 421, 425, 452 (1).
- Poniatowski Stanislas-Auguste, roi, 25-7, 41 (1), 72 (1), 82 (1), 117-38, 142-76, 187 (2), 190, 199, 210-19, 222-4, 227-39, 246, 249 (2), 253 (2), 256, 263, 270, 287, 291 (1), 297, 305, 312, 326-8, 336, 344-6, 365-9, 372-84, 388, 392-6, 401-4, 408-14, 421-5, 431, 436, 440-1, 444-8, 452-8.
- Poniński Adam, maréchal de la Diète du Démembrement, 156, 160-1, 166, 171-3, 187 (2), 210, 212-3, 218, 228, 232-3.
- Poniński Antoine, staroste de Kopajnica, App. I, 169, 230.
- Popławski Antoine, S. P., du Comité littéraire, juriste, App. II, 176, 179-86, 197, 200-2, 238, 249-51, 262-66, 287, 290, 291 (2), 304-5, 308 (2), 311, 323, 333-4, 337-41, 345, 348, 350, 356, 371.
- Portalupi, théatin, 92, 121, 126, 151.
- Potemkin, 368, 372, 442.
- Potocki (famille), 34, 38-9, 61, 82, 104, 106, 116, 425.
- Potocki Félix, maréchal de la Confédération de Targowica, App. I, 38, 232-3, 324 (1), 369, 371-2, 402, 421, 441 (5), 442-50.
- Potocki Ignace, App. I, 168, 170, 184, 188, 197-8, 202, 213, 233-4, 238 (4), 239 (3), 242 (5), 244-5, 262-3, 271, 277, 295 (2), 311-3, 324, 334, 359 (1), 371, 373, 376-7, 381-4, 387-8, 394-9, 402-5, 414, 426, 428, 441 (2), 447, 452-3, 456, 460-1, 465-6.
- Potocki Joseph, hetman sous Auguste III, 38, 104, 107.
- Potocki Stan., palatin de Kiev, père de Félix, 38, 121.
- Potocki Stan., frère d'Ignace, 233 (1), 359 (1), 373, 380, 402, 404 (1), 452, 461, 466-8.
- Przebendowski Ignace, App. I, 231, 414.
- Przyalgowski*, 385 (4).
- Przybylski Hyacinthe, prof. de grec, App. II, 267 (7), 308, 351, 402.
- Przystanowski Michel, calviniste, 432 (2).
- Piaśnik*, 51 (1), 52 (2), 56 (2), 57 (2), 69 (2), 142 (2), 219 (1), 378 (3).
- Puffendorf, 98, 148, 338 (1).
- Putanowicz Joseph, président du Collège Moral à Cracovie, App. II, 236-7, 240-1, 244-5.
- Pyrrhys de Varille, précepteur, publiciste, 99, 185, 317.
- Quesnay (Docteur), 157, 180-5, 337-8.
- Quesnay de Saint-Germain, 157.
- Raczyński Philippe, élève, nonce en 1790, 350 (5).
- Radwański Félix, mathématicien, App. II, 248, 352 (5), 371 (2), 454.
- Radziwiłł (famille), 38-40, 52, 63, 69, 116, 436.
- Radziwiłł Charles, dit Panie Kochanku, 38, 111, 117, 135-6, 232, 255.
- Radziwiłł Michel, maréchal de la Diète du Démembrement, App. I, 160, 232, 448-50, 452 (1).
- Réal (de), juriste, 30 (1), 32 (1), 35 (2), 70 (3), 111 (1).
- Réau*, 126 (3).
- Régnier Nicolas, chirurgien, App. III, 254, 261, 325 (1).
- Repnin, ambassadeur, 134-5, 140, 147-8, 220, 448, 461-2.
- Reytan, nonce à la Diète du Démembrement, 160, 210.
- Rieule (Étienne de), agronome, 292-3.
- Rogaliński Joseph, recteur de l'Académie de Grande Pologne, S. J., 130, 189-90, 195-6, 238 (2), 248 (3), 287, 301.
- Rogowski Casimir, prof. de grec, S. J., App. III, 253 (2).
- Rollin, pédagogue, 91, 93-4.
- Rose*, 81 (1).
- Rossignol Jean, S. J., mathématicien, 129 (1), 257 (1).
- Rostafiński*, 297 (1).

- Rostan Alexandre, S. J., mathématicien, 129 (1), 131.
- Rousseau J.-J., 138, 149, 151, 162, 170, 181, 334, 380, 401.
- Roussel Étienne, S. J., du Comité littéraire, 324 (1).
- Rudnicki, 60 (3), 236 (2).
- Rutkowski, 29 (1), 42 (1), 52 (3), 222 (5), 223 (2).
- Rzeczyński, S. J., naturaliste, 296, 298.
- Rzewuski Séverin, hetman, 134, 371-2, 378, 402, 442, 445, 448.
- Rzewuski Venceslas, hetman, père du précédent, 116-7, 134, 372.
- Rulhière (de), 25, 27, 228 (2).
- Sadkowski Victor, évêque orthodoxe, 425-6, 429, 436.
- Saint-Leu (colonel de Saint-Maurice de), 185, 226 (3).
- Sakowicz, 62 (1), 63 (1), 425 (2), 430 (1), 434 (1), 437 (1).
- Sanguszko (famille), 38, 99, 116, 299 (2), 317.
- Sapieha (famille), 38-9, 349.
- Sapieha Alexandre, chancelier, 447.
- Sapieha Casimir, maréchal de la Grande Diète, 379, 399, 447.
- Sapieha François, fils d'Alexandre, étudiant, 260.
- Sarbiewski, S. J. (Sarbievius), 76, 130.
- Sartoris Joseph, chimiste, App. III, 258-9.
- Schall, 70 (4), 220 (4).
- Scheidt François, naturaliste, App. II, 441 (2), 454, 465.
- Schöffler, minéralogiste, 297.
- Scypio Charles, étudiant, 260.
- Sée Henri, 42 (1).
- Ségur, 122 (1).
- Seredyński, 245 (2), 250 (4), 269 (2).
- Sievers, ambassadeur, 448, 451-2.
- Sinko, 77 (1).
- Sierakowski Sébastien, du Comité littéraire, 292 (1), 324 (1).
- Sigismond I^{er}, 347, 381, 386-9, 416.
- Siruć Bernard, S. P., théologien et juriste, App. III, 260.
- Skalkowski, 367 (1), 402 (3), 434 (4).
- Skarga Pierre, S. J., 75, 132, 381.
- Skarszewski, évêque de Chełm, 437, 442, 450, 452 (1).
- Skorulski, S. J., recteur de l'Académie de Wilno, 253 (2).
- Skorzeplianka, 269 (2), 370 (1).
- Skrzetuski Gaëtan, S. P., historien, 334-6, 390-1, 463, 467 (1).
- Skrzetuski Vincent, S. P., juriste et historien, 79 (1), 139 (1), 227 (5), 335, 339, 343-50, 381, 463, 467 (1).
- Ślawiński, 256 (2).
- Smaczniński Vincent, théologien, App. II, 241 (3).
- Smoleński, 37 (1), 50 (3), 58 (1), 69 (1, 3), 70 (4), 113 (1), 131 (1), 133 (1), 139 (1), 145 (2), 169 (1), 180 (4), 219 (1), 221 (1), 278 (4), 280 (2), 291 (3), 295 (2), 301 (3), 306 (4), 323 (4), 326 (2), 330 (1), 331 (2), 348 (6), 354 (1), 377 (1), 378 (1, 3), 402 (2), 405 (1), 409 (1-3), 411 (2), 414 (2), 421 (4), 423 (3), 424 (2), 431 (2, 4), 436 (1), 441 (1, 3), 444 (3), 445 (1).
- Smogorzewski, métropolitain grcc-uni, 425, 430.
- Sobieski Venceslas, 29 (1).
- Sobolewski, castellan de Varsovie, 350 (3).
- Soltyk, évêque de Cracovie, 126, 133-4, 147, 150, 155, 231 (6), 223 (3), 236-9, 243-4, 373, 377, 417.
- Soltykiewicz Joseph, prof. de droit, 234 (3), 249 (2), 348 (4), 389, 441 (2), 454.
- Spitznagel Ferdinand, naturaliste, App. III, 259 (3).
- Stackelberg, ambassadeur, 156-61, 167-70, 174, 187, 210-14, 219, 232, 336, 368, 375, 425.
- Statorius (Stojeński), grammairien, 305.
- Staszic Stan., 357-60, 366, 371, 466, 468.
- Stroynowski Jérôme, S. P., juriste, App. III, 250 (5), 254 (5), 257, 261, 271, 323, 339, 341-4, 348, 350, 371, 384-5, 398-402, 416, 452, 462-4, 467, 469.
- Stroynowski Valérien, nonce à la Grande Diète, frère du précédent, 385 (4).
- Strzecki André, S. J., astronome, App. III, 253 (2), 258, 261.
- Sułkowski Alexandre, favori d'Auguste III, 37, 52, 69.
- Sułkowski Antoine, 159, 173.
- Sułkowski Auguste, palatin de Gniezno, puis de Kalisz, App. I, 156-61, 168-9, 172-3, 184 (1), 187 (2), 188, 194, 195 (2), 210-14, 224, 231, 233, 300 (2), 431.
- Szabel Joseph, théologien, recteur, App. II, 240-1, 271.
- Szaster Jean, pharmacien, App. II, 246-7.
- Szaster Vincent, médecin, App. II, 246-7.
- Szelięga, 470 (1).
- Szembek (prince Christophe-Hilaire),

- coadjuteur puis évêque de Płock, 220-1, 239, 242, 450 (4).
 Szretter Boguslas, calviniste, colonel, 432 (2).
 Szulecki Barthélemy, prof., insurgé, 454.
 Szumowski, 245 (2), 248 (1-3), 287 (1), 417 (2), 454 (3).
 Szybalska, 303 (1), 305 (1).
 Szydłowski, castellan de Żarnów, 350 (3).
 Szylarski, grammairien, 306.
- Śliwiński*, 227 (1), 404 (4).
 Śliwicki, lazarisite, 126, 151, 169 (2).
 Śniadecki André, chimiste, 350, 464 (3).
 Śniadecki Jean, astronome, App. II, 73 (1), 234 (3), 239 (4, 5), 240 (4), 241 (1), 242 (1), 243 (1), 245 (2), 248, 249 (3), 250 (6), 251, 253 (1), 266, 269-71, 273 (6), 286, 323, 330, 371, 380, 384, 389, 401, 405 (2), 415-6, 421, 446, 451, 452 (1), 454, 464, 465 (2).
 Świątkowski Martin, prof. à l'Académie de Cracovie, 235-6.
- Tarło (famille), 81.
 Tarło Jean, palatin de Sandomierz, 37, 84, 104, 107.
Tatarkiewicz, 126 (3), 291 (1).
 Tautkiewicz, S. J., théologien, 253 (2).
Teimanas, 70 (4).
 Tepper de Fergusson, 58, 379.
Theiner, 151 (1, 2), 152 (1), 163 (2), 164 (1, 3), 171 (2), 172 (3), 193 (2, 3).
 Tissot (Docteur), 145-6, 201, 300.
Tokarz, 73 (1), 234 (3), 240 (4), 243 (1), 352 (2), 452-456 notes.
 Tomaszewski Nicolas, S. J., mathématicien, App. III, 455, 457, 462.
Tomkowicz, 164 (4), 230 (3).
 Toryani Jean, juriste, App. II, 249 (1).
 Treffier Vincent, visiteur général, 273 (6), 411 (4), 418 (1), 442 (2).
Truchim, 158 (5), 173 (3), 195 (2), 196 (4), 272 (2), 300 (2), 441 (1).
 Trzciński André, physicien, App. II, 241 (1), 248, 270, 400, 421.
 Tschepke, recteur de gymnase luthérien, 434.
Turkowski, 201 (2), 461 (2).
 Turski Félix, évêque de Łuck puis de Cracovie, 161, 215, 397 (2), 426.
 Tylkowski Jean-Népomucène, recteur, 268 (1).
Tync, 179 (3), 313 (2), 317 (1, 3), 318 (1), 321 (2), 338 (1), 341 (1).
- Tyzenhaus, trésorier de la Cour, 219, 255-6.
- Ulanowski*, 46 (1).
Urbanowski, 179 (2).
- Völker*, 67 (1, 2).
 Volta, 259.
 Voltaire, 151, 177, 230, 317, 326.
- Waga Théodore, S. P., historien, 335.
 Walicki Basile, palatin de Rawa, 345.
Waliszewski, 38 (3), 120 (1).
Wegner, 452 (2).
 Wessel, grand-trésorier, barrien, 126, 135-6, 138.
 Weyssenhoff Joseph, nonce à la Grande Diète, 382-3, 391.
 Wielhorski, barrien, 126 (1), 137, 149, 162 (1).
 Wielopolski (marquis), 251, 278 (1).
Wierzbowski, éditions de textes très fréquemment citées pp. 171-350, travaux, 170 (2), 198 (1), 203 (1), 204 (1), 225 (3), 275 (1), 277 (4), 278 (1, 3, 4), 418 (1).
 Wilamowicz Jean, pasteur, 432 (2).
 Williams (Sir Charles Hanbury), ambassadeur, 122.
Wisłocki, 198 (3), 202 (1), 264 (2), 300 (2), 303 (1), 366 (2), 377 (2), 385 (1), 404 (1), 405 (2), 415 (3), 448 (2).
 Wiśniewski Antoine, S. P., 85, 92, 100 (2), 101 (1), 102 (1), 112-3, 235.
Wojciechowski, 133 (1), 138 (4), 142 (3).
 Wolf Christian, 93, 112-3, 151, 235, 313, 315.
Wolf R., 289 (1).
Wotschke, 434 (3).
 Woyna, grammairien, 305.
 Woyna, diplomate, 452 (1).
 Wybicki Joseph, du Comité littéraire, 72 (1), 220-6, 231 (5), 253-4, 260 (1), 302 (1), 337 (3), 358, 380-1, 456 (5), 459 (1).
 Wyrwicz Charles, S. J., historien, 126, 129, 139-41, 164-5, 200, 272 (5), 335, 338, 349.
- Zabięło Adam, calviniste, 432 (2), 434.
Załęski, 163 (2).
 Załuski André-Stan., évêque de Płock puis de Cracovie, chancelier, 50, 54, 61, 85, 112, 229, 235-6.
 Załuski Joseph, évêque de Kiev, 50, 61, 82, 134, 197 (1), 229, 235, 238 (4), 335 (5).

- Zamoyski André, chancelier, App. I,
56, 134, 136, 142, 150, 157, 169, 176,
184 (1), 197, 275, 278 (1), 333, 345,
347-8, 358-9, 370 (1), 380.
Zamoyski Jean, hetman et chancelier,
39, 73, 359 (1), 360, 401, 465.
Zabłocki François, du Comité litté-
raire, 371 (1), 378, 449.
- Żaba Ignace, S. J., recteur de l'Aca-
démie de Wilno, 253 (1), 254.
Żelazowski, 163 (2, 3), 168 (1).
Żołądzowski Antoine, recteur, App. II,
239, 241-3, 245, 248 (3), 252 (1).
Żongolłowicz, 450 (3), 451 (1), 462 (1).
Żytkowicz, 461 (2), 463 (1).

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Stanislas-Auguste PONIATOWSKI	Frontispice
Le Père Stanislas KONARSKI.	Entre pages 80-81
Joachim CHREPTOWICZ	— — 164-165
Michel PONIATOWSKI	— — 226-227
Hugues KOŁŁONTAJ	— — 240-241
Ignace POTOCKI	— — 372-373

— . . . —

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
BIBLIOGRAPHIE	9
INTRODUCTION	25

LIVRE I

LES ORIGINES DE L'ÉDUCATION NATIONALE EN POLOGNE

CHAPITRE PREMIER. — LA POLOGNE EN 1740	29
I. — <i>La noblesse</i>	30
La liberté dorée	30
La <i>szlachta</i> et les magnats	34
II. — <i>Les paysans</i>	42
Le servage	42
Un type d'économie primitive	47
Ignorance et superstition	49
III. — <i>La bourgeoisie</i>	51
Faible développement des villes	51
Les privilèges des villes	54
Le niveau intellectuel	57
IV. — <i>Le clergé et les minorités religieuses.</i>	59
Le clergé latin	59
La question ruthène : le Schisme et l'Union	62
Les protestants	67
Les Juifs	70
V. — <i>Les écoles</i>	72
Les corporations enseignantes	72
Les études : latin et rhétorique	76
La décadence intellectuelle	78
CHAPITRE II. — LE PÈRE KONARSKI, INITIATEUR DE L'INSTRUCTION CIVIQUE	81
1. — <i>Sa carrière</i>	81
Les débuts	81
Konarski, réformateur des Écoles Pies	84

II. — <i>Les Ordonnances de 1753</i>	86
Grammaire et Rhétorique	86
Histoire et droit	90
La Philosophie	92
Sources et originalité des Ordonnances	93
III. — <i>Le Collège de Nobles</i>	95
Sa fondation	96
Les études	97
La séance publique de 1757	100
IV. — <i>De la manière efficace de délibérer</i>	103
La littérature politique sous Auguste III	103
Konarski publie son traité politique (1761-1763)	106
Les conservateurs protestent au nom de la liberté et de la foi	112
Les réformes des Czartoryski	116
CHAPITRE III. — LES PREMIÈRES ANNÉES DU RÈGNE DE STANISLAS-AUGUSTE (1764-1773).	119
I. — <i>Poniatowski, protecteur des Lettres et des Arts</i>	119
Un roi éclairé	119
L'École des Cadets	124
Les Jeudis littéraires	126
Le Roi et les Jésuites	128
II. — <i>Les « Lumières » et le « Sarmatisme »</i>	133
A. La question politique	133
B. La question sociale	141
C. L'affaire des dissidents et la question religieuse	144
III. — <i>Le projet d'Université générale</i>	152

LIVRE II

ORGANISATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE

CHAPITRE PREMIER. — ÉTABLISSEMENT DE LA COMMISSION D'ÉDUCATION NATIONALE	155
I. — <i>Ratification du Démembrement</i>	155
Les serviteurs des co-partageants : M ^{re} Massalski, champion de la physiocratie	156
Le prince Auguste Sułkowski	158
Premiers débats de la Diète et de la Délégation	160
II. — <i>« L'affaire des Jésuites » : abolition de la Compagnie de Jésus</i>	162
Le problème de l'éducation nationale; mort du P. Konarski	162
Publication du bref <i>Dominus ac Redemptor</i>	163
Projets d'instruction publique et visées financières	164
La loi du 14 octobre 1773, les premiers Commissaires	168
Les Commissions Administratives (14 mars 1774), leurs méfaits	171
CHAPITRE II. — LA PRÉSIDENTENCE DE MASSALSKI	175
I. — <i>Projets et Programmes</i>	175
Audience royale, appel à l'opinion	175
Premiers mémoires	176
Popławski, <i>De l'Éducation civile</i>	179
Les Règlements de juin 1774	183
Le grand dessein de la Commission, témoignage de Dupont	185

II. — <i>Les Écoles publiques</i>	188
Les écoles protestantes	189
L'offre des Basiliens	190
Les écoles du rite latin	193
La Société pour les livres élémentaires	197
III. — <i>Les Écoles paroissiales au Diocèse de Wilno</i>	203
Zèle apparent de Massalski	203
Sermons du P. Kaliński	204
Sermons du P. Karpowicz	206
IV. — <i>La nouvelle forme de Gouvernement (1773-1776)</i>	210
Fin de la Diète du Démembrement	210
La Diète Confédérée de 1776	213
Loi favorable à la Commission d'Éducation (21 octobre 1776)	215
CHAPITRE III. — LA PRÉSIDENTENCE DE MICHEL PONIATOWSKI. — LES ÉCOLES PRINCIPALES	217
I. — <i>L'œuvre de Redressement</i>	218
Le gouvernement du Conseil Permanent (1776-1788)	218
Le Code Zamoyski	219
La chute de Massalski	224
Restauration financière	226
Les nouveaux commissaires	228
II. — <i>Réforme de l'Université de Cracovie</i>	234
L'Académie de Cracovie jusqu'en 1776	234
La réforme de Kołontaj	239
Essor de l'école cracovienne	245
III. — <i>Réforme de l'Université de Wilno</i>	253
Remaniements de l'ancienne Académie	253
Évolution de l'École Principale	257
CHAPITRE IV. — PRÉSIDENTENCE DE MICHEL PONIATOWSKI (<i>suite</i>). — LE CORPS ENSEIGNANT	262
I. — <i>Le nouveau Corps académique, son évolution</i>	262
Les Statuts de 1783	262
Le principe de la vie commune	264
Le principe de l'autonomie	268
II. — <i>Les Religieux dans les Écoles publiques</i>	271
III. — <i>Écoles paroissiales et pseudo-paroissiales</i>	275
Écoles paroissiales	275
Écoles pseudo-paroissiales	278
Caractère de l'organisation polonaise des Écoles	280

LIVRE III

L'ENSEIGNEMENT NOUVEAU

INTRODUCTION	283
L'esprit républicain	283
CHAPITRE PREMIER. — LES SCIENCES ET LES LETTRES	286
I. — <i>Les Sciences</i>	287
Mathématiques et physique	287
Sciences naturelles et économie champêtre : le souci de l'utilité locale	291

Les manuels systématiques	297
Hygiène, arts et métiers	299
Difficultés et résultats	301
II. — <i>Les Lettres</i>	302
Le latin et les langues vivantes	303
Grammaire polono-latine de Kopczyński	305
La querelle du latin	306
Le triomphe du polonais	308
CHAPITRE II. — MORALE ET RELIGION	310
I. — <i>Philosophie et Religion</i>	310
Métaphysique et logique	310
Instruction religieuse et morale naturelle	313
Le Cours de Morale de Popławski	317
II. — <i>La Foi et les Mœurs</i>	323
Défaillance de l'Église polonaise	323
La Franc-Maçonnerie	323
L'affaire Bogucicki	326
Incidents dans les Écoles Publiques	330
Philosophie et raison d'État	332
CHAPITRE III. — LES SCIENCES POLITIQUES	333
I. — <i>Les Manuels</i>	333
L'histoire	333
Le droit	337
Les <i>Matières politiques</i> de Popławski	339
Le <i>Cours de Droit</i> de Stroynowski	341
Le <i>Droit Politique</i> de Vincent Skrzetuski	343
Physiocrates et empiristes	348
II. — <i>L'action sur l'esprit public</i>	349
Condition sociale des écoliers ; le public adulte	349
Manifestations diverses :	
Commémoration de Sobieski	351
Mémoire de Kołontaj sur l'instruction militaire	351
L'affaire Jezierski	354
Le <i>Dziennik Handlowy</i>	355
Grands ouvrages politiques :	
La <i>Législation parfaite</i> de Bogusławski	357
Les <i>Remarques</i> de Staszic	358
Les <i>Lettres de Kołontaj à Małachowski</i> :	
Mesures urgentes	360
Programme social	361
L'unité morale de la Nation	364
Organisation des pouvoirs publics	365
Un guide pour la Grande Diète	366

LIVRE IV

LA RÉGÉNÉRATION ET LA CHUTE DE L'ANCIENNE POLOGNE

CHAPITRE PREMIER. — LES RÉFORMES DE LA GRANDE DIÈTE	368
I. — <i>La Politique étrangère et les luttes de Partis</i>	368
Du protectorat moscovite à l'alliance prussienne	368
L'armée de 100.000 hommes et l' <i>Offrande perpétuelle</i>	370

Le parti des hetmans et le parti patriotique	371
Le groupe royaliste	373
La jeunesse éclairée	375
II. — <i>Les Publicistes et l'agitation sociale</i>	376
La forge de Kollontaj	377
Les revendications des villes	378
Les professeurs de Cracovie et de Wilno	380
Potocki et la question paysanne	381
III. — <i>La Députation constitutionnelle et la Constitution du 3 mai</i>	383
Le Projet de la Députation	383
Consultation des Diétines et <i>doublement</i> de la Diète	387
Impatience de la bourgeoisie	388
Loi sur les diétines et loi sur les villes	392
La journée du 3 mai	395
L'adhésion des Académistes :	
Wilno	398
Cracovie	400
Manifestations diverses	403
CHAPITRE II. — L'ÉDUCATION DANS LA POLOGNE RÉGÉNÉRÉE	404
I. — <i>Les Écoles catholiques</i>	405
La Caisse de l'Éducation	405
La Commission d'Éducation	412
Corps Académique, Écoles Principales, Écoles Publiques	416
Les Commissions Civilo-Militaires et les Écoles Faroissiales	418
Contrats avec les paysans	420
Vœux de la bourgeoisie	422
II. — <i>Les Non-Catholiques</i>	424
Troubles de l'Ukraine	425
Kollontaj et Potocki, champions de l'Union	426
Rapport de la Députation d'Enquête	429
Les protestants	431
Les Grecs-Orientaux	435
Les Juifs	438
Répandre « l'esprit de la Constitution »	439
CHAPITRE III. — LA FIN DE L'ANCIENNE RÉPUBLIQUE	440
La situation au printemps de 1792	440
I. — <i>La Défense Nationale</i>	442
Les exercices militaires dans les écoles	442
La guerre de 1792	444
II. — <i>Targowica et la Diète de Grodno</i>	447
Enquête sur la Commission d'Éducation	448
Les deux Commissions targowiciennes	450
La Constitution de Grodno	451
III. — <i>Insurrection de Kościuszko</i>	452
Les origines de l'insurrection	452
Cracovie, Varsovie, Wilno	453
Le Conseil National	456
CONCLUSION. — PROGRÈS DU SENTIMENT NATIONAL	458

ÉPILOGUE. — LES SURVIVANCES DE LA COMMISSION D'ÉDUCATION . .	460
La politique de germanisation dans les provinces occidentales . .	460
Le « miracle » de Wilno	461
Le Duché de Varsovie et le Royaume de Pologne : l'œuvre de Stanislas Potocki (1807-1820)	466
La Sainte-Alliance : Novosilcev	467
APPENDICES	473
I. Liste des Membres de la Commission d'Éducation	473
II. École Principale de la Couronne	475
III. École Principale de Lithuanie	477
IV. Programme des Études dans les Ecoles publiques . . .	478-479
V. Principales modifications à la carte des Ecoles publiques .	479
INDEX DES NOMS DE PERSONNES	481
TABLE DES ILLUSTRATIONS	493
TABLE DES MATIÈRES	495
CARTE DES ECOLES PUBLIQUES EN POLOGNE EN 1792 : à la fin du volume.	

Vu, le 23 février 1940

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris*

Signé : J. VENDRYES.

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris

Signé : G. ROUSSY.

